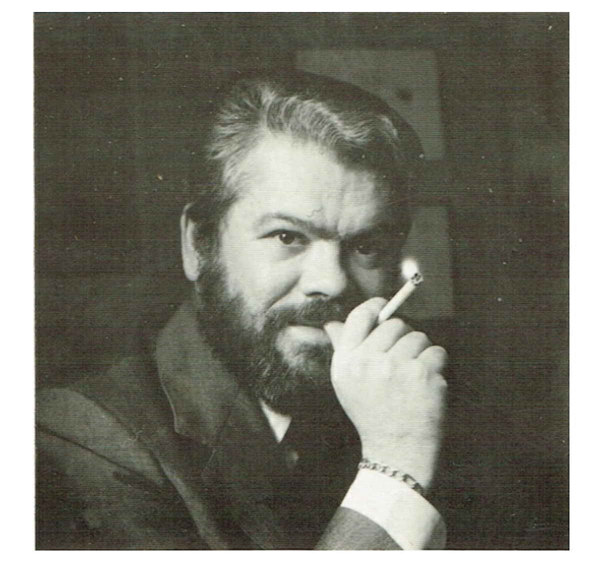
YVES COURRIÈRE

LA GUERRE D'ALGERIE

LE TEMPS DES LEOPARDS

FAYARD



Livre d'histoire, non pas reportage ou témoignage ; la parfaite objectivité de l'écrivain et le sérieux de l'information faisant de ce livre la première, la plus complète et la plus solide étude sur ces années tragiques de l'histoire moderne française.
Si le premier volume relatait le tout début de la guerre, sa préparation, son déclenchement, *Le Temps des léopards* couvre la période qui s'étend de 1955 au 30 septembre 1957. Le lecteur y trouve tous les faits saillants de ces années cruciales où la lutte s'intensifie, opposant « léopards » (paras) au F.L.N.
Dans un contexte hallucinant de complots, de manifestations de rues soigneusement orchestrées, d'assassinats en série, de viols, de tortures, d'exactions de toutes sortes et de toutes parts, Yves Courrière retrace minutieusement ce que fut ce combat atroce, fratricide, ce que fut « le temps des léopards »…

Yves Courrière est né en 1935 à Paris. Ecrivain, journaliste, il a « couvert » depuis 1957 tous les points chauds du monde. Il obtient en 1966 le prix Albert-Londres.
En 1967, il entreprend la rédaction de La Guerre d'Algérie, *ouvrage couronné par l'Académie française, qui reçoit du public et de la critique un accueil enthousiaste.*

Parus à la librairie Fayard

Du même auteur :

LA GUERRE D'ALGÉRIE – I
LES FILS DE LA TOUSSAINT

LA GUERRE D'ALGÉRIE – III
L'HEURE DES COLONELS

LA GUERRE D'ALGÉRIE – IV
LA FIN D'UN EMPIRE

LA GUERRE D'ALGÉRIE EN IMAGES

LE ROMAN DES HAUTS DE SAINT JEAN *(roman)*

L'HOMME QUI COURT

Yves Courrière

LA GUERRE D'ALGÉRIE – II

LE TEMPS DES LÉOPARDS

Préface
de
Joseph Kessel
de l'Académie française

Fayard

TABLE

À la mémoire de :

Françoise Salle, sept ans, tuée le 25 février 1956 au col de Sakamody dans une voiture civile mitraillée par le commando de choc de la wilaya 4 et de : Yacef Omar, dit Petit Omar, douze ans, tué le 8 octobre 1957 dans la Casbah par les commandos du 1er R.E.P. qui firent sauter la maison où les siens se cachaient.

À ma fille Caroline, neuf ans, pour qu'elle sache un jour ce qui se passa au pays de sa maman.

Je ne te demande pas quelle est ta race ni quelle est ta religion, mais quelle est ta souffrance.

PASTEUR.

« Quand trop de sécheresse brûle les cœurs,
Quand la faim tord trop d'entrailles,
Quand on rentre trop de larmes,
Quand on bâillonne trop de rêves,
C'est comme quand on ajoute bois sur bois sur le bûcher.
À la fin il suffit du bout de bois d'un esclave pour faire
Dans le ciel de Dieu Et dans le cœur des hommes Le plus énorme incendie. »

MOULOUD MAMMERI.

PREMIÈRE PARTIE

L'AUBE DE LA RÉVOLUTION

Aboiements des ordres militaires. Garde-à-vous. Mains qui claquent sur le bois des crosses et l'acier des culasses. Sur le terrain de Maison-Blanche, toute l'Algérie officielle, galonnée, étoilée, casquettes et képis étincelant de feuilles de laurier et de chêne, ventres parlementaires enrubannés de tricolore, accueille ce mardi 15 février 1955 son nouveau gouverneur général.

Dans le DC-3 qui s'est immobilisé, Jacques Soustelle passe sa jaquette. On lui tend le tube et les gants de daim gris. Classique et traditionnel, il a tenu à soigner son entrée à Alger. Il s'est changé dans l'avion. Le voyage a duré sept heures. Les avions sont encore à hélices. Et allez rester impeccable, en jaquette noire, pantalon rayé, col cassé et cravate gris clair, tassé pendant sept heures dans un fauteuil d'avion ! Machinalement, Soustelle ajuste la large cravate piquée d'une perle. La porte de l'appareil s'ouvre. Il sort. Sonneries traditionnelles. Soustelle a légèrement creusé les reins. Il veut impressionner. Il sait qu'en bas « on l'attend ». Mais il ignore encore à quel point ! Gêné par un rayon de soleil qui, crevant les nuages lourds et bas, transforme la piste humide en un miroir éblouissant, il descend les degrés avec précaution. Au pied de l'échelle de coupée, le photographe de *L'Echo d'Alger* — le tout-puissant journal d'Alain de Sérigny — le « cadre » soigneusement. Ce matin, son rédacteur en chef l'a prévenu :

« Ho ! Louis. Ce « coulo[1] » de Ben Soussan, tu me le prends de profil, hein ? Qu'on voie bien qu'il est juif. Même s'il se fait appeler Soustelle ! »

Louis sourit en appuyant sur le déclencheur. Dans le carré blanc du viseur, Soustelle, le tube et les gants à la main, son double menton écrasé sur le col cassé, ressemble au président du consistoire de Tlemcen le jour du mariage d'une de ses ouailles. Plus juif que nature. Le patron sera content !

La nomination de Jacques Soustelle a été accueillie à Alger avec des grincements de dents. C'est Pierre Mendès-France qui en a fait un gouverneur général. Et en Algérie, Mendès, c'est le diable. L'odeur de soufre. Celui qui « veut faire des réformes, nous jeter à la mer pour que les Arabes nous remplacent » ! Car Jacques Soustelle est gouverneur général de l'Algérie depuis près de trois semaines ! François Mitterrand, ministre de l'Intérieur, l'a convoqué le 25 février, place Beauvau. Il lui a proposé le poste de gouverneur de l'Algérie.

« Léonard a fait son temps, dit le ministre, et puis ce n'est pas l'homme de la situation. Trop mou. Trop « grand fonctionnaire ». Il sera parfait à la Cour des comptes. La succession n'est pas facile. Il faut tout reprendre en main. Et appliquer les réformes... » Le gouverneur Léonard a « essuyé les pots cassés ». Le déclenchement de la révolution algérienne du 1er novembre 1954 a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Mitterrand voulait sa peau. Il l'a eue. Et le gouverneur qui « du balcon regardait passer les événements », selon son expression favorite, a été ravi de quitter un chaudron bouillonnant pour se réfugier dans la quiète et tranquille ambiance de la Cour des comptes. La folle et tumultueuse Algérie voulait un amant à sa hauteur. Qui ait du tempérament. Qui sache la mater mais aussi l'aimer avec passion. Soustelle sera cet homme. Sous la IVe République tout va très vite. Mitterrand donne moins de vingt-quatre heures à Soustelle pour se décider, d'autant que la politique algérienne du gouvernement ne doit poser aucun problème au député du Rhône.

« Avant tout, dit Mitterrand, la seule réponse au 1er novembre, c'est la guerre. Mais attention ! en évitant tout excès... et toute faiblesse ! »

Maintien de l'Algérie dans un cadre français, mais assorti de réformes : évolution dans le sens d'une pleine accession de musulmans aux fonctions et aux responsabilités. Bref, l'application du statut de 1947. « Et le gouvernement vous fera largement confiance », ajoute Mitterrand. Mais Soustelle ne peut donner son accord sans consulter l'homme qu'il suit depuis le 18 juin 1940 et à qui il voue une admiration sans limites : le général De Gaulle. Ce 25 janvier, l'ancien chef du R.P.F. était à Paris, rue de Solferino. Soustelle s'y précipite. Trop tard. Le général a déjà regagné Colombey-les-

Deux-Églises. À 19 h 30, Soustelle le joint au téléphone, lui expose la situation. De Gaulle réfléchit. Longuement.

« Pourquoi pas ? Vous pouvez prendre ce poste... »

Les dés sont jetés. Mitterrand téléphone à Soustelle à 20 Heures.

« Nous sommes en plein conseil, dit le ministre de l'Intérieur. Il faut que nous prenions une décision sur l'Algérie. Avez-vous réfléchi ?

— C'est oui.

— Parfait, mon cher. Mendès sera content. Mettez- vous au travail. Et bon courage, vous en aurez besoin ! »

Soustelle ne pensait pas, le 25 janvier 1955, que cette décision allait bouleverser sa vie durant plus de dix ans !

Qui est donc ce Jacques Soustelle à qui Mendès-France vient de confier l'Algérie ? Le contraire du « bon gros » que la silhouette annoncerait ! C'est un Cévenol protestant et rigoureux qui n'a pas oublié que son père était un petit marchand de vélos. Entré premier à l'Ecole normale supérieure à dix-sept ans, il en sort trois ans plus tard agrégé de philosophie et diplômé d'ethnologie. Une grosse tête. Froid. Secret. Félin. Calculateur. D'une suprême intelligence. Mais capable de « coup de cœur ». Il est généreux. Libéral. De gauche. Avant la guerre, il est du Comité des intellectuels antifascistes. Il a un maître grand supporter du Front populaire : le professeur Paul Rivet, directeur du musée de l'Homme, dont il deviendra l'adjoint après avoir publié avec grand succès des études sur les Aztèques et sur les régions peu connues du Mexique. 1939, la guerre. Soustelle, en mission en Amérique latine, rallie les Forces françaises libres. Et c'est la rencontre qui va décider de son avenir politique. De Gaulle, qui s'y connaît en hommes, est séduit par l'intelligence courageuse de l'ethnologue. Dans l'intellectuel il décèle l'homme d'action. Il en fait à trente ans son commissaire national à l'Information et l'année suivante le directeur général des Services spéciaux à Alger.

Le petit génie n'a pas fini de surprendre. Servi par son physique — il n'a jamais « fait jeune » — et par son caractère secret, il accomplit un travail extraordinaire. Il tisse de ses mains grassouillettes une redoutable toile d'araignée qui couvre la France, l'Algérie et ne dédaigne pas l'Angleterre et les États-Unis. De Gaulle sait tout. Presque toujours grâce aux rapports de Soustelle. L'état de la Résistance française mais aussi les « salades », les complots, les « vacheries » que Churchill et les Américains préparent dans son dos. À tel point que très vite l'Intelligence Service et les services spéciaux américains prennent en grippe cet « estimable » jeune homme. Défiance mêlée d'admiration.

La guerre est terminée. En quatre ans, le « petit » Soustelle a fait son chemin. Il sort de l'épreuve mûri, marqué à jamais par la passion qu'il a portée à De Gaulle et aux Services secrets. Le premier l'en récompense en lui donnant un portefeuille de ministre de l'Information. Les seconds, au fil des années, couvriront toujours de leur aile bienveillante la carrière tumultueuse de l'ethnologue cévenol passé à la politique. En 1948, Soustelle est secrétaire général du R.P.F. En 1951, il est élu député du Rhône. Fidèle à De Gaulle et à l'ethnologie, il entrecoupe sa vie politique d'ouvrages sur ses chers Aztèques. Et l'homme de gauche dans tout cela ? On se souvient de son appartenance au mouvement antifasciste. Son libéralisme profond le pousse à condamner la politique des États-Unis en Amérique latine. Il est opposé à la C.E.D., au réarmement de l'Allemagne. Il se « balade » en Pologne, où il est très considéré. Or, en 1954, franchir le rideau de fer suffit pour être « étiqueté ». Les Américains ne sont pas loin de le prendre pour un agent de Moscou ! Les Services secrets U.S., eux, en sont persuadés.

C'est donc avec sympathie que Pierre Mendès-France reçoit Soustelle à Matignon. Le président du Conseil est épuisé. Les problèmes posés par l'Indochine, la Tunisie, maintenant par le Maroc et

l’Algérie viendraient à bout de l’homme le plus solide. D’autant que Mendès se sent lâché sur ses arrières. Les réformes qu’il prépare pour l’Algérie ne sont pas du tout du goût de certains de ses « frères » de parti menés par René Mayer. « Rétablissons l’ordre en Algérie, disent ceux-ci, serrons la vis aux Arabes. Après on verra. Décider maintenant de réformes serait donner une prime à la rébellion ! »

Mendès a fait monter Soustelle dans ses appartements privés. Il a quitté le quai d’Orsay en même temps qu’il abandonnait le portefeuille des Affaires étrangères pour s'occuper — à Matignon — des affaires intérieures. Soustelle trouve le président du Conseil aux mains d’un barbier qui le « racle » et tente de venir à bout d’une barbe rebelle. Dégagé de la mousse blanche le visage de Mendès est plus cadavérique que jamais. Soustelle en est frappé. Le président surprend son regard.

« Oui, je suis un peu fatigué, dit-il, mais là n’est pas la question. L’Algérie a besoin de vous. Moi aussi j’ai besoin de vous... » Et Mendès évoque le plan de réformes qu’il projette d’appliquer sitôt l’arrivée du nouveau gouverneur général. L’économie algérienne est sa principale préoccupation : « Il est nécessaire que nous mettions immédiatement en route des travaux pour remédier au chômage, ce fléau algérien ! Quant à la politique, dans un premier temps, il me semble que l'application du statut de 1947... » Les deux hommes sont d’accord. Il faut faire vivre décemment ces millions d’« Arabes » qui croupissent dans le dénuement et qui n’en voient que plus tout ce qui les sépare de la classe privilégiée : les Européens d’Algérie.

« Il faudra également procéder à une réorganisation de l’administration algéroise, ajoute Mendès, nous avons déjà commencé à donner un coup de balai dans la police... » Coup de balai qui va jouer un rôle si considérable qu’il va être l’une des causes principales de la chute du gouvernement Mendès-France !

« Avez-vous constitué votre cabinet ?

— Pas encore, monsieur le président. Je m’y emploie.

— Choisissez soigneusement vos hommes, là-bas vous, serez seul. Vous ne devrez compter que sur vous. Et la tâche sera lourde ! »

Les deux hommes se quittent. Soustelle sait à quoi s’en tenir sur la politique du gouvernement : appliquer d’abord le statut et tendre ensuite à faire d’un Algérien — on dit d’un « Arabe » — un Français. C’est ce qu'avec Mitterrand il a appelé l’intégration. Voilà qui ne va guère plaire à Alger ! Mais « Gros Matou », c’est le surnom qui lui est resté de l’époque de la D.G.S.S. (Direction générale des services spéciaux), a plusieurs tours dans son sac et n’est pas décidé à s’en laisser conter par les gros colons.

Voilà donc Soustelle prêt à partir quand, le 6 février 1955, le gouvernement Mendès est renversé ! Les groupes de pression algérois n’ont pas même attendu l’arrivée du nouveau gouverneur. Histoire de bien montrer ce qu’ils représentent et ce qu’il en coûte de jouer contre eux. Mitterrand et Mendès-France ont décidé d'épurer la police algéroise, en particulier les Renseignements généraux, dont les principaux commissaires sont — sous la direction de M. Costes — des hommes au service de Borgeaud{2}. Ce grand lessivage doit être le prélude à une ample réforme administrative et sociale que repoussent fermement les leaders des Français d’Algérie. Le sénateur Borgeaud, seigneur de la Trappe, multimillionnaire et grand défenseur du « non à toute réforme », ne peut tolérer ce crime de lèse-majesté. On lui limoge « ses » policiers, avant de décider de ce qui sera bon pour « ses » Arabes ! Il envoie René Mayer à la curée. En abattant Mendès, on désamorce Soustelle « qui sera arrivé avant d’être parti », et les réformes resteront lettre morte.

Le plan réussit en partie. Le 6 février 1955, le gouvernement Mendès est renversé. Il a duré plus de six mois ! Une honte.

René Mayer peut être satisfait. Une phrase pourtant tournera des années dans la tête de tous ceux qui étaient présents ce jour-là à l'Assemblée nationale. C'est Mendès qui la prononce. Qui la crie, plutôt, tant le brouhaha est grand dans l'hémicycle : « En Afrique du Nord [...] ou bien ce sera la politique d'entente, ou bien la politique de répression et de force. Avec toutes ses horribles conséquences. » Pour les amis de MM. Borgeaud et Mayer, le choix est déjà fait. Peu leur importe le témoignage de ce « bougnoule » de Ben Bahmed, un député du deuxième collège — comme qui dirait un sous-député — qui raconte les répressions « d'après le 1er novembre » : l'électricité, la baignoire, le tuyau d'eau, le goulot de bouteille ou le manche à balai qui empale. Déjà... « Je sais que le gouvernement a donné des ordres, ajoute le député d'une voix qui chevrote, malheureusement une partie de la police algéroise n'a pas obéi... »

Comment les ordres de la République seraient-ils appliqués alors que les articles du statut de 1947, votés par le Parlement, sont restés enfouis — depuis sept ans ! — dans la poussière des archives ? Jusque-là, on s'est moqué de l'Algérie et des Algériens... Maintenant... Maintenant, les règlements de comptes entre partis sont encore plus importants. L'Algérie ?

Oui. L'Algérie. On verra. La ronde infernale des tractations commence. Ou plutôt recommence. On en rit dans le monde entier. Cela fait au moins un sujet pour les chansonniers parisiens. Pinay oui ? Pinay non ? « Si Pinay refuse, le président de la République pourrait pressentir René Mayer », titre *L'Echo d'Alger*. Ce serait trop beau ! Non, c'est Pflimlin qui est pressenti. Puis Pineau.

Soustelle est toujours à Paris. Nommé par un président du Conseil renversé ! Il adresse à Mendès, au président de la République et aux « pressentis » une lettre : « Le poste de gouverneur général est à la disposition du gouvernement qui sera nommé. Je ne peux en prendre possession que s'il n'y a pas de changement politique par rapport à l'orientation donnée lors de ma nomination. » Après l'échec de Pinay, on parle d'Edgar Faure. C'est le seul à avoir des chances de constituer un cabinet sans trop de difficultés. Mais les mœurs politiques sont telles en cette année 1955 qu'on va tout de même pressentir Pflimlin et Pineau. Une petite crise de trois semaines facilite les votes à l'Assemblée ! C'est si vrai que Soustelle rencontre Edgar Faure alors que Pflimlin essaye encore de constituer un cabinet. « Et, me dira plus tard Jacques Soustelle, Edgar Faure se considérait déjà comme investi. » Le futur président du Conseil assure à Soustelle que la politique algérienne prévue par Mendès sera confirmée. « Vous pouvez y aller... »

La première partie du plan Borgeaud-Mayer a réussi. Mendès est éliminé. Mais Soustelle arrive ! C'est alors une campagne de bouche à oreille, de bruits divers colportés de mairie ultra en chambre d'agriculture ou en salon mondain qui font, comme chacun sait, la politique en Algérie. Soustelle s'appelle Ben Soussan. C'est un juif — ça, c'est pour l'antisémitisme latent des Européens d'Algérie —, gaulliste de surcroît. Agent du communisme international. Cela ne fait aucun doute. Il a lutté contre le réarmement allemand, c'est donc qu'il est « crypto-progressiste », qu'il favorise les Soviets. Vous allez voir qu'il va en faire autant en Algérie. Il vient pour « brader ». On ne se laissera pas faire ! « Interdiction aux personnalités européennes d'assister aux cérémonies d'accueil du nouveau gouverneur. Exception faite de celles dont les fonctions exigent la présence... » La Fédération des maires d'Algérie a bien fait les choses !

Jacques Soustelle est arrivé au bas de l'échelle de coupée. M. Cutoli s'avance et lui serre la main. C'est le secrétaire général du Gouvernement général. Depuis le départ de Léonard, c'est lui qui a assuré l'intériM. Il a dirigé l'Algérie sans gouverneur, sans gouvernement, sans instructions ! Avec une révolution naissante sur les bras... Il y a là — en rang d'oignons — Vaujour, le directeur de la Sûreté — « Il a su des choses au 1er novembre 1954, pense Soustelle, mais n'a pas beaucoup réagi » —, le général Cherrière, commandant la Xe région, le grand patron militaire en Algérie. « Le

farouche partisan des grandes manœuvres, des ratissages... de la politique du peigne fin. » On l’appelle Babar, fort en gueule mais dépassé. Complètement. Puis il y a les préfets, des administrateurs. Tout ce beau monde qui n’a rien vu, rien prévu. Et Laquière, monsieur le président, avec son gros ventre et ses petits yeux enfoncés, durs et mobiles. Encore un homme du « non », celui-là. Il « tient » l’Assemblée algérienne. Une outre gonflée de vanité. Et puis il y a Jacques Chevallier, le député-maire d’Alger, l’homme de Blachette. Mais un libéral. On pourra peut-être jouer avec lui. Poignées de main. Mes respects, monsieur le gouverneur. On se regarde. On se sourit du bout des lèvres. On se jauge. Le nouveau patron est très IVe République d’aspect. Un peu lourdaud et pénétré de son rang. Mais il y a quelque chose d’implacable dans les yeux, à l’abri de fines lunettes. Il ne sera pas commode à « entortiller ».

Glacial, l’accueil d’Alger. Quelques drapeaux. Pas un chat sur les trottoirs. On boude « l’homme de De Gaulle ». On n’est pas très gaulliste à Alger. La sacro-sainte cérémonie au monument aux morts est d’une froideur terrible. Les visages sont mornes. Soustelle ranime la flamme. Sonnerie aux morts. La gerbe. Et on s’en va. Les consignes ultras ont été bien suivies. Toutes les baies du Gouvernement général, l'immeuble aux mille fenêtres, sont refermées. C’est le Mur de l’Atlantique ! Un symbole d’hostilité. À la mairie, cela se dégèle un peu. Oh ! pas beaucoup. Jacques Chevallier évoque la situation en Algérie : « Vous allez trouver une Algérie profondément troublée... Quelle est la raison de nos ennuis ? Il n’y a ici que des problèmes humains qui sont surtout des problèmes sociaux. Nous vous faisons confiance pour y trouver une solution... » Soustelle y est bien décidé. Ce qui ne fera pas l’affaire de la plupart des « officiels » présents qui cachent à peine leur prévention sous une froideur respectueuse.

« Je suis profondément convaincu, répond Soustelle, que les événements pénibles que nous connaissons ne sont sans doute qu’une crise de croissance... Nous devons savoir tirer de la situation les conséquences qui s’imposent. Il faut d’abord prendre connaissance des problèmes. » Et l’on se sépare après une petite réception.

Au palais d’Été, résidence du gouverneur, Jacques Soustelle, après cette dure journée, prend congé de ses collaborateurs, son *brain trust*, les seuls sur qui il va pouvoir compter. Après l’accueil d’Alger, il comprend à quel point Mitterrand avait raison en lui annonçant qu’il serait seul !

« Demain matin, conférence dans mon bureau à 8 h 30. On fera le point avec vos dossiers. »

Demain, on empoigne le problème à bras-le-corps. Pour l'instant, Jacques Soustelle, nouveau gouverneur de l’Algérie, n’a qu’une envie : se débarrasser de sa cravate bouffante et de son col à manger de la tarte.

Prendre connaissance des problèmes, Soustelle y est bien décidé. Pendant les trois semaines qui se sont écoulées entre sa nomination par Mendès et sa « confirmation » par le « pressenti » Edgar Faure, le nouveau gouverneur a déjà constitué à Paris avec ses collaborateurs un dossier complet sur la situation en Algérie. Catastrophique. À la « rébellion » du 1er novembre — à la vérité des pétards à Alger, seul l’Aurès bouge réellement — l’administration a répondu par une répression aveugle et sans jugement : tout ce que les fichiers des Renseignements généraux comptaient comme membres du M.T.L.D., parti nationaliste de Messali Hadj, a été mis en prison. À tout hasard ! Et on a interdit le M.T.L.D. (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques).

Il faut absolument voir ces gens en prison. Et les en faire sortir. »

L’homme qui parle ainsi, dans le bureau du ministère de l’Intérieur où Soustelle examine la situation et tente de constituer une équipe « valable », s'appelle Vincent Monteil. Il est commandant,

mais on le voit rarement en uniforme. Spécialiste des questions musulmanes il parle l'arabe et les dialectes. Il a bourlingué en Iran, au Maroc, en Extrême-Orient, en Afrique, essayant de comprendre les gens, d'arranger les « coups ». L'Algérie le passionne. Sur les conseils de Mendès-France, Vincent Monteil a vu Soustelle pour partir avec lui. Le nouveau gouverneur général l'a enrôlé dans son équipe dont il constituera l'aile gauche. Il en sera aussi le thermomètre. L'homme de la compréhension et non de la répression.

Moyen de taille, mince, le visage creusé, ascétique — il ne fume ni ne boit —, il parle doucement d'une voix mesurée mais s'enflamme à la moindre injustice. Alors derrière les lunettes les yeux deviennent d'acier, la voix sèche, le terme coupant, la phrase méprisante. C'est l'homme avec qui on ne « s'arrange pas ». Soustelle lui plaît, c'est l'homme de gauche, libéral. Et il plaît à Soustelle qui voit en lui un possible contact avec les musulmans et en particulier avec ceux qui depuis le 1er novembre ont décidé de s'attaquer à la forteresse coloniale qu'est l'Algérie française. Car Soustelle veut discuter. Il veut savoir, Lorsqu'il part pour Alger, il est conscient des injustices qui ont poussé une poignée d'hommes à se révolter. Il s'agit maintenant de réduire ces injustices, d'appliquer des réformes, de rétablir l'ordre avant que tout le pays s'embrase.

Le commandant Monteil n'est pas dans le DC-3 du gouverneur qui a atterri ce 15 février à Alger. À quelques heures du départ on a apporté un télex chiffré à Jacques Soustelle : « L'un des principaux chefs de la rébellion dans l'Aurès a été arrêté à la frontière tuniso-libyenne par des éléments français. Il a été transféré à Tunis. » Il s'agit de l'un des six organisateurs du 1er novembre 1954 : Mostefa Ben Boulaïd ! Pour la D.S.T., qui a pris en charge le chef rebelle, la prise est de taille. Mais pour Soustelle, cette capture va être d'une importance extrême. Il va pouvoir avoir le contact direct avec l'un des chefs de la rébellion, savoir ce qui les guide, ce qui soutient le mouvement, quel a été le détonateur de la révolution.

« Il faut voir cet homme, dit Monteil. Il me semble qu'aujourd'hui je serais plus Utile à Tunis qu'à Alger.

— Oui. Partez. Voyez ce Ben Boulaïd, dit Soustelle, tirez-en le maximum, mais rejoignez-moi vite à Alger. Je vais avoir besoin de vous. »

Vincent Monteil quitte Paris pour Tunis, muni d'un ordre de mission officiel. Cette initiative lui sera vivement reprochée plus tard par la D.S.T., lorsque la révolution en sera arrivée à un point tel que tout contact avec l'adversaire sera considéré comme une trahison et que l'engrenage répression-terrorisme-contre-terrorisme aura creusé un fossé infranchissable entre les deux communautés. Mais en ce mois de février 1955, tout peut encore s'arranger.

C'est le 16 février qu'a lieu, dans une villa de la banlieue de Tunis, le premier contact entre un représentant du gouvernement français, Monteil, et un prisonnier membre du tout nouveau F.L.N. qu'en Algérie on appelle encore le C.R U.A. (Comité révolutionnaire d'unité et d'action). Il est 14 h 30 lorsqu'un inspecteur de la D.S.T. donne à Vincent Monteil une liasse de documents saisis sur Ben Boulaïd.

« Il s'est fait passer pour Tripolitain lorsqu'on l'a arrêté, précise le fonctionnaire, mais grâce à cela on s'est aperçu rapidement que ce n'était pas n'importe qui. »

En effet, à la lecture rapide des documents — il se réserve de les « éplucher » par la suite —, Vincent Monteil découvre une révolution plus importante qu'il n'aurait pu le penser. Des directives ronéotypées, des comptes rendus de crimes, d'« expéditions punitives » contre les musulmans les plus pro-Français, des projets d'attentats s'étalent sur le bureau de bois blanc. Monteil ignore que Ben Bou'aïd est l'un des chefs les plus importants du F.L.N., qu'il a été avec Ben M'Hidi le moteur, le leader de la révolution. Au 1er novembre, le secret a été bien gardé et les identités dissimulées,

même pour les participants, sous des surnoms. En revanche, la D.S.T. sait que Ben Boulaïd est la personnalité nationaliste la plus représentative de l'Aurès. Les papiers saisis complètent les renseignements.

« Mais en dehors de ces papiers, il n'y a rien à en tirer, mon commandant.

— Il n'a pas été interrogé trop brutalement ?

— Ah ! non. Ça, je vous le garantis, proteste l'inspecteur. La preuve, c'est qu'on n'en sait pas plus.

— Amenez-moi à sa cellule. »

Mostefa Ben Boulaïd est gardé dans une des chambres de la villa réquisitionnée par la D.S.T. Face à race, les deux hommes se regardent. Même corpulence, peut-être Ben Boulaïd paraît-il un peu plus « costaud ». Il porte un costume croisé, un peu fripé, une chemise claire sans cravate, une chéchia bordeaux. L'inspecteur de la D.S.T. s'est retiré. Les deux hommes sont seuls. Le contact est difficile. Monteil se présente : « Je ne suis pas un policier... », et le dialogue s'instaure. Ben Boulaïd raconte sa vie. Il a trente-quatre ans, est meunier et propriétaire foncier. Il s'exprime bien en français. Il a été mobilisé en 1939, réformé en 1942, puis remobilisé après la libération de l'Afrique du Nord, de 1943 à 944 à Khenchela. Il est président des commerçants en tissus de l'Aurès. Puis exploite un car sur la ligne Arris-Batna, l'une des trois voies de communication de ce massif du bout du monde qu'est l'Aurès. C'est un bourgeois aisé, mais sa condition privilégiée ne lui suffit pas. Il rejoint le P.P.A. clandestin de Messali dès 1947. Pour « faire quelque chose ». L'inégalité musulman-Européen qu'il a pu constater dans l'armée n'est rien à côté de celle qu'il retrouve dans la vie civile. Il décide de se lancer dans la politique. Aux élections de 1948, il est élu sur la liste M.T.L.D. Un triomphe ! 10 000 voix ! L'homme a une trop grande influence. L'administration annule son élection et le remplace par le candidat qu'elle a choisi, Cadi Abdelkader, qui va se signaler à Batna par une docilité merveilleuse compensée par l'octroi d'avantages inappréciables : faculté de nommer les petits fonctionnaires musulmans, d'obtenir décorations et récompenses. Sources de bénéfices qui ne sont pas négligeables pour un spécialiste en pots-de-vin ! Ben Boulaïd est ulcéré. D'autant que, pour le punir d'avoir été candidat M.T.L.D., l'administration lui fait tous les ennuis possibles : procès-verbaux, amendes qui vont jusqu'à la suppression, en 1951, de la carte violette qui lui permet d'exploiter son car. Cadi Abdelkader la convoite pour un de ses parents. Et on ne peut rien refuser à un « député » si docile, si compréhensif des intérêts français ! Ben Boulaïd dépose un pourvoi en Conseil d'État ! Mais c'est Cadi qui dispose de la carte.

« C'est à ces hommes qui ne pensent qu'à exploiter leurs frères que l'administration de *votre* pays fait confiance », dit Ben Boulaïd.

Monteil, qui connaît bien ces problèmes, qui les a vécus au Maroc, comprend l'amertume de Ben Boulaïd. La conversation se poursuit en arabe, mais le prisonnier ne se décontracte vraiment que lorsque Monteil emploie le chaouï, le dialecte de l'Aurès qu'il a appris lorsqu'il « était aux tirailleurs ». Alors, Mostefa se « déboutonne ».

« Toutes ces injustices qui me frappaient, avec mes frères, dit Ben Boulaïd, m'ont poussé vers le nationalisme. Je l'ai d'ailleurs expliqué au commissaire Longchamp de la D.S.T. qui m'a interrogé : l'administration pourrie joue un rôle extraordinaire dans le mouvement de révolte auquel vous assistez maintenant. Vous ne pouvez savoir quel espoir a suscité chez nous le statut de 1947. Enfin, la France s'occupait de nous. Enfin, elle nous considérait comme ses fils, comme pendant la guerre ! Mais c'était une illusion. Les administrateurs, les officiers de l'Aurès sont soit indifférents, soit franchement malhonnêtes. Quant aux dix-huit caïds de l'Aurès, ils ne sont même pas de chez nous et ne pensent qu'à l'argent. Ce sont de simples agents électoraux qui exploitent ignoblement l'ignorance des Chaouïas[3].

— Tout cela, je ne l'ignore pas, Ben Boulaïd. Mais vous avez pris les armes contre la France.

— Ça oui, mon commandant. Mais il faut s'entendre. Je suis assez aisé, je ne meurs pas de faim comme la plupart de mes frères, j'ai une femme et sept enfants. L'aîné a neuf ans. Ils sont tous à Arris. Et dans ces conditions, ce n'est pas de gaieté de cœur que je me suis lancé dans le combat. Mais c'est la seule issue possible. Jamais vous ne vous seriez occupés de nous si nous étions restés “tranquilles”. »

Et Ben Boulaïd raconte à Monteil l'extraordinaire aventure du soulèvement de l'Aurès[4]. Le conseiller de Soustelle apprend que l'Aurès est divisé en cinq secteurs, que Ben Boulaïd est en contact avec les hommes du M.T.L.D. au Caire : Ben Bella, Khider et Aït Ahmed. Il se vante un peu quant à l'organisation et aux moyens. Les papiers saisis lors de son arrestation prouvent qu'au 12 février 1955 il y a, dans l'Aurès, 359 hommes armés, dont 349 combattants et 10 gardes du corps du groupe de commandement. Pas un de plus.

« Mais ce n'est pas fini, s'enflamme Ben Boulaïd. Bien sûr, nous n'étions pas nombreux au début, mais votre armée, avec sa façon d'agir, est notre meilleur agent recruteur. Les ratissages, les interrogatoires, les tortures nous amènent tous les jours de nouveaux combattants qui, au premier jour, n'étaient pas décidés. Les goumiers, les tirailleurs marocains pillent, violent, détruisent les provisions. Que feriez-vous à la place des hommes ? Ils ne pensent qu'à se venger et nous rejoignent.

— C'est tout de même vous, avant le 1er novembre, qui...

— C'est sûr. Avant le 1er novembre, c'était le désordre dans les esprits. Alors on pouvait nous exploiter, nous considérer moins que des chiens sauvages de l'Aurès. Il faut passer par cette phase de violence. Je ne regrette rien. Si c'était à refaire, je recommencerais. »

Ben Boulaïd est extraordinairement animé. Le petit homme calme, le prisonnier un peu abattu est « possédé ». Il veut convaincre son interlocuteur. Il sait que le commandant est un personnage important. Il y a peut-être une chance. Le 1er novembre peut n'être qu'un signal d'alarme. Mais Ben Boulaïd, dans son exaltation, ne perd ni son sang-froid ni sa prudence. Habilement, Monteil cherche à connaître le rang du prisonnier dans l'état-major de la rébellion.

« Je suis très connu dans l'Aurès, répond Ben Boulaïd, c'est pourquoi on m'a suivi. Mais le patron, le chef, c'est Si Messaoud. Un jeune. Il a vingt-huit ans. Il est « pratique ». Il raisonne. Nous nous consultons souvent.

— Tu es au-dessus de lui ?

— Oh ! non. Mais s'il n'était pas là, les autres m'écouteraient. »

Monteil, qui a une grande expérience du monde musulman, sent qu'il a devant lui un responsable. Mais il ne peut se douter que Ben Boulaïd est un de ces Fils de la Toussaint, l'un de ces six hommes qui ont tout monté, tout déclenché le 1er novembre. D'abord parce que personne en février 1955 ne sait exactement comment a été organisé le coup d'envoi de la révolution algérienne. Et puis peu lui importe. Il a devant lui un personnage marquant, un homme cultivé, qui pense, qui réfléchit, qui agit aussi. Les papiers le prouvent, bien que Ben Boulaïd ait nié être un combattant. « Un organisateur, dit-il, c'est tout ce que je suis... » Il a protégé Chihani Bachir, qui n'est que son second, derrière le pseudonyme de Si Messaoud. Il se passera des mois avant que les Services spéciaux français mettent un état civil sur ces pseudonymes qui garantissent la sécurité des clandestins.

« Mais les autres pensent-ils comme toi ?

— Les autres ?

— Oui, ceux d'Alger, de Kabylie, du Constantinois…

— Je ne sais rien de ceux-là. Je suis coupé de toute liaison. J'avais un seul poste émetteur qui est tombé en panne. Alors j'ai tenté une liaison avec Tripoli et Le Caire pour obtenir des informations et

des directives.

— Pourquoi pas Alger ? essaie Monteil.

— Alger ! À Alger, je ne connais personne. J'ai déjà eu bien du mal à passer la frontière tunisienne et puis je me suis fait prendre... »

La conversation se poursuit entre les deux hommes. Ben Boulaïd ne donne aucun renseignement pratique qui pourrait faciliter une enquête policière ; en revanche, sur les raisons sociales et politiques qui ont amené les membres du C.R.U.A. à l'action armée, il est intarissable. De même, il dément une aide de l'extérieur : « Chez nous il n'y a que des Aurésiens. De purs Chaouïas. Ni Tunisiens ni Tripolitains... »

Monteil trouve l'homme sympathique, courageux, prudent non pour lui mais pour les siens. Il vient avec Soustelle en Algérie pour « arranger les choses », il faut savoir pourquoi se battent les rebelles.

« Mon but, explique Ben Boulaïd, serait une Constituante algérienne. Mais ça ne se fera pas tout seul. Dans un premier temps, il y a trois mesures urgentes : d'abord, retirer les troupes de l'Aurès. Surtout les goumiers marocains en raison des viols et des crimes. Ensuite, que la France amnistie les condamnés politiques. En particulier les 2 000 détenus de la Toussaint. Enfin, l'application du statut de 1947.

— C'est notre but.

— Je vous crois. Mais il faut une date. Surtout pour la suppression des communes mixtes où nous n'avons aucune représentation. »

Décidément, pense Monteil, nos points de vue ne sont pas très éloignés. Les deux hommes se séparent. Monteil va sortir quand Ben Boulaïd le retient par la manche :

« Je ne demande rien pour moi-même, mon commandant, je suis même prêt à signer un papier reconnaissant que j'accepte d'être fusillé si ma mort doit sauver l'Algérie. »

Monteil ne répond pas. Il a un petit sourire triste sur les lèvres. Ben Boulaïd le regarde avec confiance. Avec intensité. La porte se referme. Le policier tire les verrous. Monteil ne reverra jamais Ben Boulaïd.

Dans l'avion spécial qui le conduit à Alger, le commandant fait le point de ses impressions sur « son premier rebelle » : « Il me fait l'effet d'un homme de foi et de bonne foi poussé à bout par le sentiment très vif de l'injustice qui frappe son peuple ; sentiment qu'il faut se garder de ramener uniquement à celui d'une injustice qui Ta personnellement frappé. » Des réformes sont nécessaires. Vite. Car Monteil n'oublie pas les papiers saisis sur Ben Boulaïd. En particulier, une feuille tapée à la machine, à en-tête de l'Armée de libération nationale. Parmi les directives adressées aux responsables, au chapitre « action », le commandant peut lire :

« Donner toujours la priorité aux objectifs payants par surprise, éviter les actions malheureuses.

« Organiser les guet-apens *(sic)* pour créer des difficultés aux convois militaires.

« Barrer les routes par des murettes pour freiner la marche des convois en vue de faciliter le harcèlement des troupes.

« Attaquer les convois militaires partout où ils passent, en marche ou en stationnement.

« Abattre les mouchards sans pitié. »

Dans l'Aurès, c'est déjà la guerre. Heureusement le reste du pays est calme. Et Soustelle est gouverneur général. C'est un homme sur lequel on peut compter.

Le village des Aïssi en pleine Kabylie était transformé. Les jours de marché, les ruelles habituellement désertes se remplissaient d'une foule bigarrée. Les mulets, les ânes, les femmes aussi

— dévoilées comme c'est la coutume en Kabylie — portaient des charges extravagantes jusqu'à la place du marché. L'hiver encore proche avait transformé le sol en terre battue des ruelles et des places en marécage. La boue giclait entre les orteils dénudés des femmes et des gosses, qui étaient seuls à en rire. Heureusement, sur la place du marché, des plaques en béton permettaient de déposer les marchandises à même le sol. Les hommes en cachabia grise ou marron se promenaient lentement entre les travées, observant attentivement la qualité de la semoule, le prix des figues sèches et des olives luisantes d'huile entassées dans des tonneaux cerclés de fer rouillé. Dans la matinée, les enfants s'étaient réunis en piaillant autour de trois camions militaires français qui avaient fait halte en bordure du village. Les soldats — une patrouille où les jeunes dominaient — avaient pénétré jusqu'au cœur du village. Le lieutenant, un tout petit, au visage rose et enfantin qui jurait avec le harnachement guerrier dont il était revêtu, avait bavardé avec les deux gendarmes français qui allaient rester toute la journée puisque c'était jour de marché. Le lieutenant avait même serré la main au garde champêtre qui s'était mis au garde-à-vous devant le jeune homme s'essayant à présenter les armes avec la mitraillette toute neuve qu'il trimbalait partout depuis le mois de novembre. Les militaires étaient repartis. Les hommes du village avaient vu les fusils et les MAT bien graissés, et même sur le toit de la jeep couleur boue une mitrailleuse que les gosses se montraient craintivement. Ça sentait la guerre.

Depuis le mois de novembre, on ne parlait plus que de ça. Depuis qu'on savait que « les hommes de la montagne » avaient attaqué des gendarmeries, coupé des poteaux télégraphiques. C'étaient Krim Belkacem et le gros sergent Ouamrane qui dirigeaient tout. Ils étaient, paraît-il, bien armés. Mais ils demandaient de l'argent, de la nourriture. Et il ne fallait pas refuser. Sans quoi... Les hommes qui en parlaient dans leurs mechtas n'osaient évoquer la présence des maquisards dans ce village où les gendarmes écoutaient tout. D'ailleurs, les hommes étaient partagés. Les caïds, les gardes champêtres, les chefs de fraction les mettaient en garde : « Attention ! ce sont des bandits. Bouclez-vous le soir à partir de 18 Heures. S'« ils » viennent, ils vous prendront tout. Et ils tuent aussi bien les femmes et des enfants. » Depuis le 1er novembre la peur régnait dans les villages. Car l'administration n'était pas restée inefficace. Il y avait eu beaucoup d'arrestations. Des hommes que l'armée ou les gendarmes soupçonnaient d'appartenir au F.L.N. avaient été emmenés au Khemis Maatkas. Le nom seul de ce petit village faisait frémir. Là, un centre d'interrogatoire avait été installé. On entendait des cris, des hurlements.

« C'est comme ça qu'on doit traiter ceux qui aident les rebelles... » Le garde champêtre des Aïssi pérorait près du café maure. Il agitait sa mitraillette en tous sens. « D'ailleurs ces hommes ne sont pas nos frères. Ce sont des hors-la-loi. Et des lâches. Ils ne s'attaquent qu'à vous qui êtes sans défense. Mais moi, avec l'armée — vous les avez vu tout à l'heure — on vous défendra. Il faut tout me raconter à moi. Dès que vous savez qu'il y a quelques-uns de ces lâches quelque part. Ou que quelqu'un les aide. Ça aussi il faut me le dire. » Les hommes autour de lui hochaient la tête.

« Autrement, vous savez ce que je fais, moi ! Hein ? Pas de pitié. » Le garde champêtre avait choisi la terreur. Il jouait sur la crainte qu'inspirait le F.L.N. à la population pour imposer sa « protection ». Sa haute silhouette, sa force peu commune et la mitraillette augmentaient considérablement son prestige. À des kilomètres à la ronde personne n'aurait osé s'attaquer à lui. Obéissant parfaitement aux ordres de la gendarmerie, il bravait ouvertement le F.L.N. pour « casser » son importance auprès de la population. Il fallait rallier les hommes à la France. Punir ceux qui oseraient aider les rebelles. Et pour cela il donnait un sérieux coup de main à la police.

« Écoutez un peu. » Il s'était assis sur une chaise du café maure, les jambes étendues devant lui, la MAT en travers des cuisses. Les hommes l'entouraient. Attentifs. Un peu serviles tant ils

craignaient la toute-puissance du garde. « Vous connaissez les Ouadhias, au pied du Djurdjura. Eh bien, l'armée française vient d'y remporter une grande victoire. Elle nous a débarrassés de ces bandits. Et facilement. Ils étaient une quinzaine venus, paraît-il, de France. Rien que des boxeurs, des armoires à glace, des qui-savent-les-prises-qui-renversent-en-un-éclair. Les Français les ont encerclés. Ah ! ils ne jouaient plus les fiers-à-bras comme lorsqu'ils sont devant vous, vous, les pauvres sans défense, pour vous prendre du grain ou vos femmes. Là, les gros, ils ont levé les bras comme des agneaux. Pour se rendre. Mais pas question, le capitaine... Ta-ca-ta-ca-ta... Tous liquidés. Devant le village. C'était entre les Ouadhias et Dra-el-Mizan. Châtiment exemplaire ! »

Les hommes s'esclaffèrent. « Ah ! comme des agneaux... » Mais le cœur n'y était pas. Ils faisaient connaissance avec la terreur. Et ils avaient autant peur de ce garde champêtre avec sa mitraillette, des policiers et de l'armée que des hommes de Krim qui pouvaient arriver une nuit et les forcer à donner les provisions de l'hiver ou même, ce qui était plus grave, à couper des poteaux télégraphiques ou des arbres sur la route. Et si, le lendemain, le garde l'apprenait on était bon pour Khemis Maatkas... Et ces types du F.L.N., c'est toujours aux pauvres qu'ils s'attaquent. Le garde le dit bien, la seule fois où ils se sont trouvés devant l'armée, ils ont levé les mains. Comme des agneaux...

Dans la foule du marché, Ahmed Aït Ramdane se frayait un chemin à coups d'épaule. Il n'accordait aucun regard aux marchandises qui s'offraient à la convoitise de chacun. Pourtant il se serait bien arrêté pour manger quelque chose. Là-haut, dans le maquis, c'est la nourriture qui manquait le plus. Avec les armes. Lui pourtant en avait une. Sous son burnous il serra la crosse de son 8 mm à barillet. Sa mission était la plus importante. Et son exaltation lui faisait oublier la faiM. Derrière lui, à quelques mètres, deux hommes le suivaient du regard. Il ne fallait pas le perdre dans la foule. Eux aussi, sous le burnous, serraient la crosse d'un pistolet. Ils étaient là « en couverture ». Krim lui-même leur avait recommandé : « Ne vous découvrez, ne tirez que Si Ahmed est en difficulté. »

Ahmed Aït Ramdane s'était approché du groupe qui stationnait devant le café maure. Il aperçut l'homme qu'il recherchait : le garde champêtre. Celui-ci se levait. « Allons, assez discuté, disait-il, je vais un peu surveiller le marché. Et si vous entendez parler d'un de ces chiens galeux de fellaghas, prévenez-moi. Hein ? Je vous protégerai. Autrement, moi, je suis comme le capitaine. Hein ? Ta-ca-ta-ca-ta... Pas de pitié. » Les hommes s'écartèrent avec respect devant le garde, qui vérifia ostensiblement le chargeur de sa MAT. Lorsqu'il releva les yeux, il comprit. Il ressentit le choc au ventre, avant de percevoir le claquement du coup de feu. Il se tassa sur lui-même. Ahmed Aït Ramdane, posément, tira encore à deux reprises une fois en pleine poitrine, puis dans le cou. Le garde champêtre était mort avant d'atteindre le sol. Sa main restait crispée sur la mitraillette inutile.

Un instant pétrifiés, les hommes se dispersèrent en criant. Le marché fut saisi de panique. On renversait les sacs pour fuir plus vite. Certains marchands, terrorisés, entassèrent leurs denrées dans des couffins qu'ils jetèrent sur le dos des ânes qui attendaient patiemment. Ne pas rester près du corps de l'agent de l'autorité. Quitter au plus vite un village « où il allait se passer des choses terribles... » Les Aïssi devenaient maudits. La police allait prendre tout le monde. Interroger tout le monde. On a abattu « l'invincible » !

Profitant de la panique, Ahmed Aït Ramdane et ses deux compagnons regagnèrent sans mal la montagne. Personne n'avait seulement distingué leurs traits.

Le lendemain, à Tizi-Ouzou, capitale de la Kabylie, le meurtre du garde champêtre des Aïssi était

passionnément commenté. Dans la grande salle de l'hôtel Kohler, le principal hôtel de Tizi — rien à voir avec les palaces d'Alger, mais, à cette époque, la salle à manger embaumait le civet de sanglier tué dans les forêts toutes proches —, les Européens aisés de la ville « tapaient » l'anisette avec le patron.

« Ces fils de pute, si on les matraque pas très vite, y viendront nous bouffer la soupe sur la tête.

— Si t'y as encore ta tête à toi...

— Allons, buvez plutôt ma tournée, dit le patron, ça s'est passé dans la montagne. Ici, ça va. La police fait bien son boulot. Hein, Gaston ? »

Gaston Badène était un inspecteur de police judiciaire de Tizi. Un Kabyle dont la réputation n'était plus à établir. Son nom faisait frémir les douars d'alentour.

« Eh, oui. Ces « fillettes » du F.L.N., ils ne s'attaquent qu'aux faibles, répondit l'inspecteur. Que j'en tienne quelques-uns. Vivants. Et je vous garantis qu'il n'y aura plus de rebelles dans le mois qui suit. Allez, vous montez pas la tête. C'est pas demain qu'ils feront la loi ici. Je vais manger. Salut à tous.

— Salut, Gaston. »

Sur la place de l'hôtel, un homme, un Algérien, attendait la sortie de l'inspecteur. Sa mission : « Le liquider, comme Aït l'a fait pour le garde des Aïssi. » Mais au maquis, comme il n'était pas chaud pour accomplir la mission, Krim lui avait dit :

« Tu dois y aller. Tout le monde est volontaire. Tu sais combien Badène fait de mal au peuple. Tu dois le tuer. Si tu vois quelque chose qui t'inquiète, ne t'en préoccupe pas. Tu auras deux hommes pour te "protéger". »

Et comme le militant hésitait, Krim avait ajouté :

« Les deux gars sont là pour te protéger, mais si tu n'accomplis pas ta mission, ils sont aussi là pour te liquider. Tu t'es engagé en montant au maquis. Alors ils te couvrent ou te descendent ! C'est une mission de sacrifice. À toi de choisir... »

Et il avait « choisi ». Un coup pareil, après l'exécution du garde champêtre des Aïssi, aurait un impact extraordinaire sur la population. Mais dans une grande ville comme Tizi-Ouzou, avec tous les Européens, les gendarmes, et les patrouilles militaires, il avait une chance sur cent de s'en sortir ! Comme il disait, Krim, c'était une mission de sacrifice !

Le maquisard suivit l'inspecteur pendant une centaine de mètres. Il jeta un coup d'œil derrière lui. Les deux autres étaient là. Foutu pour foutu, il se précipita sur Gaston Badène et lui déchargea son pistolet dans les reins, dans le dos. N'importe où. Il jeta son arme dans le caniveau et s'enfuit à toutes jambes.

« Il a abandonné le pistolet, dit l'un des "suiveurs".

— Laisse courir. De toute façon, là-haut, ils avaient sacrifié le bonhomme et l'arme. Alors... Inch'Allah. Que Dieu le garde. Et tirons-nous. Il va y avoir des barrages partout. »

Le même soir, à l'heure de l'apéritif, il y avait quelque chose de changé au bar de l'hôtel Kohler. Tous les Européens avaient une arme dans la poche de la veste ou à la ceinture.

« Le pauvre, il pouvait toujours nous dire : y a rien à craindre, dit l'un des clients, ça y est. Ils viennent jusque chez nous.

— Et tu sais ce qu'elle m'a dit la fatma tout à l'heure, reprit un autre : « Ces gars du maquis, y sont quand » même forts. Ils frappent partout. Quand ils veulent. » Même en pleine ville comme ici. Et en plein jour. » Et c'est ma fatma !

— Cette fois, si on ne se défend pas, ajoute le patron, ils viendront nous couper les couilles dans le lit. Quand je vais annoncer ça au gendre !

— Qui c'est, ton gendre ?

— Jo ! Il a un café à Alger. Jo Ortiz, tout le monde le connaît là-bas. Ils sont au calme. Comme nous hier. Mais lui, il se laissera pas faire ! »

L'hiver s'était très mal passé pour Krim BelkaceM. Le chef kabyle était resté avec ses hommes sans redescendre vers Alger. Au 1er novembre, les six chefs de la révolution — Ben Boulaïd pour l'Aurès, Krim pour la Kabylie, Rabah Bitat pour l'Algérois, Ben M'Hidi pour l'Oranais et Didouche Mourad pour le Constantinois ainsi que Mohamed Boudiaf qui assurait la liaison avec Le Caire où se trouvaient les « porte-parole » de la révolution : Ben Bella, Khider et Aït Ahmed — avaient décidé de se retrouver trois mois plus tard dans la capitale. Ces trois mois devaient voir la « structuration » du F.L.N. et de l'A.L.N. (Armée de libération nationale). Tout cela, c'étaient des rêves. Krim s'en apercevait. Seul l'Aurès s'était soulevé et les combats qui opposaient les hommes de Ben Boulaïd aux chasseurs-parachutistes du colonel Ducournau et aux tabors emplissaient les colonnes de la dernière page de *L'Echo d'Alger*. Dans le reste du pays tout était calme.

En Kabylie, Krim disposait d'environ 200 hommes mal armés, répartis en 7 groupes, et de 1 500 hommes — des sympathisants — prêts, disaient-ils, à gagner le maquis dès qu'il y aurait des armes et qu'on déciderait « d'attaquer vraiment les Français ».

L'hiver est dur en Kabylie. La neige avait envahi les sommets. La route n'était qu'un fleuve de boue. Dans les ruelles en pente des villages de la montagne, de grosses pierres plantées là depuis des temps immémoriaux permettaient aux pieds nus et crevassés des habitants de prendre appui et de ne pas glisser le long de ces ruisseaux de gadoue où les eaux sales se mêlaient à la pluie, à la terre, aux déchets. Mais les hommes de Krim n'y avaient même pas accès. Ils se réfugiaient dans des grottes ou dans quelques gourbis abandonnés. Il ne fallait faire de feu qu'en prenant des précautions extraordinaires pour éviter de se faire repérer ; la nourriture manquait, car la population était loin d'être convaincue de la « cause sacrée » que défendaient les maquisards, et les provisions de semoule, de blé, de figues et de galette ne suffisaient déjà pas à une population sous-développée laissée à l'abandon par une administration qu'elle n'intéressait qu'à l'époque des élections. Restaient les gros villages et les villes. Mais là, il n'était pas question qu'un maquisard y mette les pieds. L'annonce du déclenchement de la révolution, le 1er novembre, avait bien sûr galvanisé certains esprits, mais le vieux prophète Messali Hadj, dont l'influence était prédominante à Alger et dans la colonie algérienne de France, avait habilement entretenu la confusion. Toutes les bourgades importantes de Kabylie étaient persuadées que la révolution avait été déclenchée par Messali. Et comme les hommes de Krim ne se réclamaient pas du vieux leader, « c'est qu'ils étaient certainement ces bandits dont parlaient les Français ». Dans un premier temps, Krim dut organiser avec ses faibles moyens une campagne d'information. Faire savoir ce qu'était le F.L.N., mouvement indépendant de tout parti, de toute faction. Front de libération nationale. Sa personnalité de vieux maquisard de Kabylie — il « tient » la montagne depuis 1947 — lui valut quelques succès. Bientôt, très vite, la Kabylie sut que le F.L.N. n'avait rien à voir avec Messali. Il fallut ensuite donner des directives aux militants restés dans les villes et les villages pour que chacun expliquât, qui à un frère, qui à un père, un oncle, un fils travaillant en métropole, que la révolution était déclenchée et que Messali n'y était pour rien. Et ce ne fut pas un petit travail, car la Fédération de France du M.T.L.D. était messaliste à 90 %. Ce qui explique les règlements de comptes sanglants qui se dérouleront au cours des années 1956-1957 dans les bidonvilles, les dortoirs, les hôtels borgnes où se réfugie « en France la triste cohorte des « Nord-Af' ».

Mais dans leurs montagnes, Krim et son fidèle adjoint Omar Ouamrane — le bison, l'homme aux grosses mâchoires, qu'une force herculéenne et une volonté implacable rendaient redoutable — durent consacrer l'essentiel de leurs forces à lutter contre le découragement. Non seulement les conditions climatiques transformaient la vie quotidienne des maquisards en calvaire, mais les hommes coupés de l'extérieur étaient démoralisés. L'Aurès se battait contre l'armée. En Kabylie, il ne se passait rien. L'argent manquait. Les armes encore plus. Krim, au 1er novembre, leur avait promis des armes « venant de l'extérieur » et ils ne voyaient rien venir. Il leur avait promis de libérer la Kabylie de la tyrannie de l'administration, et c'est elle qui les traquait sans relâche. Ils vivaient en proscrits à la merci d'une patrouille militaire ou d'une dénonciation. En outre, la population était loin d'être acquise au mouvement ! Krim, sans contact avec Alger — où, après le 1er novembre, la répression a non seulement démantelé le groupe de Bitat, mais emprisonné d'éventuels sympathisants —, sans contact avec l'Aurès, où toutes les forces militaires françaises se sont concentrées, dut réagir. Seul. Il ne pouvait « regonfler » ses hommes qu'en les lançant dans l'action. Ouamrane, ancien sergent de l'armée française, faisait régner une discipline de fer. « C'est la force principale des armées », récitait-il à l'envi, se souvenant de l'instruction dans les nombreuses garnisons où il avait servi. Après quelques embuscades tendues à des personnalités kabyles, à de gros marchands, qui « jouaient » avec les Français, il passa à l'incendie de quelques récoltes et surtout à la destruction de pylônes électriques et de poteaux télégraphiques. Le moral remontait.

Face à ces méfaits — peu de chose à vrai dire —, la répression des gendarmes, de la police et des forces armées fut impitoyable. Arrestations de suspects, interrogatoires poussés, représailles firent régner la terreur. D'autre part, on a vu que l'administration fit appel à ses hommes les plus sûrs pour dénigrer le F.L.N. dans l'esprit des populations. Les « expéditions punitives » des Aïssi et surtout celle de Tizi-Ouzou, si elles impressionnèrent considérablement la population, galvanisèrent les maquisards répartis dans les sept zones de Kabylie. Enfin on s'attaquait à ceux qui soutenaient l'administration, aux caïds inspecteurs de police, gardes champêtres. La révolution commençait vraiment !

Krim, qui avait essuyé une rude défaite avec l'extermination de son groupe de « durs », venus de métropole, ne pouvait céder à la tentation de sortir et de s'attaquer à un groupe de militaires français. C'était ce que souhaitait l'armée : faire se découvrir les rebelles de Kabylie et les exterminer une fois pour toutes. Pourtant ses montagnards, ragaillardis par les succès — faciles — des derniers jours, n'avaient que cette idée en tête. Mais le rusé chef kabyle n'allait pas tomber dans le piège.

« Tu vas me réunir les hommes à l'huilerie des Aïssi, dit Krim à Zamoun Ali, un garçon de vingt-deux ans, un de ses fidèles du 1er novembre, je veux leur parler. Il faut poursuivre ces actions. Mais bien choisir les hommes que l'on abat. C'est "payant" tant auprès des *djounoud*[5], qu'auprès de la population. On ne peut encore attaquer l'armée, alors il faut maintenir cette atmosphère insurrectionnelle et aguerrir nos hommes qui sont isolés. »

Lorsque, quarante-huit heures plus tard, Krim entra dans l'huilerie qui se trouvait un peu à l'écart des Aïssi, ses maquisards d'Ighil-Imoula et de Dra-el-Mizan, vêtus de semblants d'uniformes, couverts de chèches, de passe-montagnes — certains avaient glissé des journaux sous leur treillis pour se garantir du froid —, se dressèrent au garde-à-voùs. Zamoun Ali avait prévenu son chef que les hommes de son secteur, malgré le succès des récentes actions, étaient soucieux, abattus même, de ne pas voir venir les armes promises depuis si longtemps. Krim ne répondit pas et serra les mâchoires. Il était décidé à faire le grand jeu à ses hommes. Mais il ne pouvait compter que sur ses discours ! Alors il résolut de leur dire la vérité.

« Repos. Aujourd'hui, je veux vous parler. D'homme à homme. Vous êtes venus au maquis en

toute conscience. Vous avez accepté de tout quitter : vos familles, votre travail. Je vous ai promis que nous allions libérer le pays. C'est un fait sans retour. Vous avez pris une décision grave en nous rejoignant. Il faut aller jusqu'au bout. C'est la libération ou le sacrifice extrême. Je sais qu'une chose vous préoccupe. On vous a promis des armes. Elles ne sont pas là. C'est un fait. Mais peut-on accuser nos frères de l'Aurès ou ceux de l'extérieur ? Vous pouvez constater vous-mêmes l'ampleur de la répression. Les armes ont peut-être été arrêtées à un barrage. Nous avons face à nous une armée puissante. Des renforts arrivent sans cesse. Nous, nous n'avons rien. Alors, que faire ? Dites-vous bien que certains ont lutté avec des moyens encore plus précaires que les nôtres et avec une volonté extrême : Dans certaines luttes de libération, il y a un fusil pour douze combattants. Ils attachaient le fusil à une ficelle et si le servant était tué un autre tirait sur la ficelle, récupérait le fusil et passait la ficelle à un troisième ! Vous devez penser que nous, vos chefs, nous avons promis des armes. Mais nous sommes avec vous, parmi vous. Dans la montagne. Ensemble nous mènerons le combat avec les moyens que nous avons et ceux que nous pourrons nous procurer. Je vous ai dit : jusqu'au sacrifice extrême. Eh bien, c'est le sacrifice. Nous devons nous sacrifier pour procurer des armes au Front. »

Malgré le froid, Krim était en sueur. Il parlait d'un ton dur, ferme. Il fallait galvaniser les hommes. Les reprendre en main. Qu'ils ne réfléchissent pas à la situation désespérée dans laquelle ils se trouvaient.

« Et pour commencer, poursuivit le chef kabyle, nous allons nous garder de répondre aux provocations des capitaines qui disent : “Ah ! ces femmelettes, ces “coulos”, ils ont peur de s'attaquer à nous. ” Ils seraient trop heureux que nous sortions face à eux. Les forces sont inégales. On serait massacrés.. En revanche, nous allons nettoyer notre région des traîtres, des collaborateurs qui nous narguent. Tous ceux qui nous dénoncent, tous ces caïds qui exploitent nos frères ! Le garde champêtre des Aïssi et Badène, le bourreau de Tizi-Ouzou, sont tombés. Maintenant nous allons nous occuper de Moh N'Ali Moh ! »

Krim, en comédien accompli, observa un temps. Les hommes étaient stupéfaits.

« Moh N'Ali Moh ? Ce n'est pas possible...

— Et alors, tonna Krim, vous avez peur de ce chien ?

— Mais Moh N'Ali Moh est invincible ! dit un *djoundi*. C'est un tireur d'élite.

— Et avec son fusil, il tue une mouche à dix pas, renchérit un autre. C'est impossible de l'abattre. Il est toujours sur ses gardes ! »

Moh N'Ali Moh était connu comme le loup blanc dans la région de Bétrouna-Mirabeau. C'était un ancien sympathisant du M.T.L.D. qui, en 1950, à l'époque de l'O.S., était « passé » aux Français. Homme de confiance et de main de la famille du député Smaïl — une grande famille kabyle plus importante encore que la tribu des Aït Ali —, il avait carte blanche de la police, dont il était l'indicateur zélé, pour arrêter qui il voulait. Il dressait depuis novembre 1954 des listes de « fidèles au F.L.N. » et de ceux qui « pourraient venir en aide aux rebelles ». Il était devenu une sorte de super-milicien armé sur lequel la police et surtout l'armée s'appuyaient, espérant que la population suivrait son exemple. Il essayait d'ailleurs de la convaincre moitié par la crainte, moitié en faisant miroiter les immenses avantages que donnaient les Français à ceux qui leur étaient fidèles et les servaient bien.

« Vous raisonnez comme des vieilles terrorisées par des légendes, poursuivit KriM. Personne n'est invincible. Et pour bien vous le prouver, on ne va pas le tuer. Il n'y aura pas de mission de sacrifice comme pour l'inspecteur de Tizi. »

Les hommes respirèrent. Krim préparait son effet.

« Non ! On le prendra vivant ! Et on l'emmènera avec nous ! »

Ça y est. Krim, il est fou. Prendre Moh N'Ali Moh. Autant attraper un sanglier à mains nues !

« C'est une difficile promesse que je vous fais là. Mais je la tiendrai et j'irai avec vous. Attendez simplement mon retour. Ça ne sera pas long. »

Les hommes, subjugués, acclamèrent KriM. Et il fallut toute l'autorité de Zamoun pour les faire taire. Le village n'était pas loin.

Krim devait en effet effectuer une tournée d'inspection dans toute la Kabylie. Il devait regonfler les hommes des sept zones. À chacun, il refit « son » numéro. Mais il leur donna un immense espoir : il fallait qu'ils se tiennent prêts à attaquer les militaires français pour prendre leurs armes. Mais pas avant que lui-même et les vingt hommes d'Ighil-Imoula et de Dra-el-Mizan aient commencé l'action autour de Tizi-Ouzou. Ils donneraient le départ. À chacun des sept groupes, il tint les mêmes propos :

« Attention ! le succès des embuscades que vous monterez ne tiendra pas aux coups de fusil tirés ou aux morts chez les Français, il tiendra uniquement au nombre des armes récupérées ! »

Une semaine plus tard, Krim rejoignit les maquisards de Zamoun Ali. Selon les conventions fixées au 1er novembre entre les six chefs de la révolution, aucun responsable « au sommet » ne devait participer directement à une opération. Mais Krim avait promis à ses hommes de les accompagner. Pour les regonfler. En outre, il leur avait promis des armes qui n'arrivaient pas. Il fallait y aller.

Moh N'Ali Moh habitait une huilerie appartenant à la famille Smaïl. Il y vivait seul avec sa femme et ses enfants. Sa sécurité était assurée par la proximité de nombreux postes militaires implantés dans la région depuis le mois de novembre. La nuit était claire et froide. La moindre pierre détachée d'un rocher claquerait comme un coup de feu. Mais les hommes étaient si tendus et prenaient tant de précautions que rien ne bougeait ! En les voyant ainsi, Krim pensa que trop de prudence pouvait nuire à leur moral. Ils risquaient de prendre peur et de ne pas avoir assez d'assurance.

« Arrivez ici, dit KriM. Je veux trois barrages de trois hommes sur la route. Si un camion militaire passe, tirez pour faire diversion et décrochez. On se retrouvera sur la crête là-haut. Cela fait une dizaine de kilomètres. Vous autres, vous allez entourer l'huilerie. Si on essuyait des coups de feu, repli immédiat, et dispersion. Même rendez-vous sur la crête. Chacun pour soi. Maintenant silence. En avant. »

Pour avoir Moh N'Ali Moh vivant, il fallait employer la ruse. Passé la touffe d'oliviers de Betrouna, Krim mit un calot. Avec son semblant de tenue militaire — il portait une grosse veste de cuir —, ça irait. Ahmed Aït Ramdane portait un casque. Les hommes qui les accompagnaient n'étaient pas rassurés. Ils hésitaient. Sur ces gens simples, l'attitude de Moh N'Ali Moh avait grande influence. À cette heure, ils auraient préféré être de son côté : l'homme était tellement sûr de lui, se vantait tant de son invulnérabilité que les autres — comme la population — y croyaient. Krim avait dégainé et, le pistolet à la main droite, une lampe projecteur dans la gauche, il s'approcha du bâtiment central noyé dans l'ombre. Les fenêtres étaient aveugles. Pas une lumière. Pas un bruit. Krim frappa violemment à la porte. Un long moment s'écoula.

« Qui c'est ? demanda une voix d'homme.

— Idiot. Ouvre la porte. C'est les gendarmes », répondit Krim.

Pas de réponse. Krim frappa de nouveau. Très fort. Très assuré. Comme s'il était un gendarme.

« S'il ne veut pas ouvrir, enfonçons la porte », ajouta-t-il.

La menace fit son effet.

« Vous êtes fous, dit la voix. Vous ne savez pas ce que vous faites. Je suis le gérant du député Smaïl.

— Je m'en fous de ton député. C'est les gendarmes. Et aux gendarmes, député ou pas, on ouvre. »

Puis se tournant vers ses hommes.

« Allez ça suffit. Enfoncez-moi ça. »

Un formidable coup de pied ébranla la porte.

« Arrêtez. Venez près de la fenêtre, dit Moh N'Ali Moh, que je voie si c'est bien les gendarmes. »

Krim alluma son projecteur et le braqua sur la fenêtre. L'homme fut ébloui mais aperçut le casque et le calot. Il ouvrit la porte. En s'avançant, Krim trébucha. Une seconde, la lampe éclaira son visage. Moh N'Ali Moh poussa un cri terrible et tenta en vain de repousser la porte. Krim braqua son pistolet. « Bouge pas. Tu m'as reconnu. Sors avec nous.

— Non ! » hurla l'autre.

Ses cris avaient ameuté la maison. De la lumière apparaissait aux autres étages.

« Non ! J'ai plus peur de toi que de toute l'armée.

— Arrête tes boniments et viens. »

L'homme, éperdu, terrorisé, les suivit dans la cour. Krim s'assit sur une souche.

« Vous savez bien qu'en 47 j'étais avec vous, plaida Moh N'Ali Moh. Mais après, les règlements de comptes à l'intérieur du parti m'ont écœuré. Et puis les Français m'ont acculé à travailler avec eux... »

Sa voix se brisa. L'homme tomba à terre sans qu'on l'eût touché. Il bredouillait :

« Vous allez me tuer... Alors allez-y. Vite.

— Il y a ici 500 hommes qui encadrent l'huilerie et les environs, dit Krim en exagérant les forces F.L.N. On a des renforts venus de l'Aurès *(car l'homme savait bien qu'il n'y avait pas 500 maquisards kabyles)*. Mais si tu fais ce que je te dis tu ne seras pas tué. »

Toujours étendu sur le sol, l'homme releva la tête. Dans le faisceau du projecteur, ses traits semblaient décomposés. Pourtant, aux paroles de Krim, une lueur d'espoir se lut dans ses yeux.

« Va chez toi, poursuivit le chef kabyle. Prends ton fusil, ta cartouchière et reviens. Fais vite. Vous, laissez-le passer. »

D'un bond, l'homme se leva et se dirigea vers le bâtiment.

« Tu es fou ! dit Zamoun. Tu sais comme il tire. Il va faire un massacre.

— Laisse-moi faire. »

Les *djounoud*, pétrifiés par la folie de leur chef, ne pensèrent même pas à se mettre à l'abri. À leur grande surprise, Moh N'Ali Moh revint, son fusil à la bretelle.

« Pourquoi n'as-tu pas tiré ? demanda KriM. On te dit un vrai champion.

— Je ne suis pas contre toi ni contre mes frères.

— Alors viens. »

La petite troupe s'éloigna pendant que la femme de Moh N'Ali Moh, persuadée que les fellaghas emmenaient son mari à la mort, hurlait dans la nuit. Au passage, les hommes de Krim essayèrent de rééditer l'exploit en frappant à la porte d'un garde champêtre, mais sa fille, qui avait entendu parler kabyle, se mit à crier, prévenant son père qui tira à travers la fenêtre. Les hommes de Krim se retirèrent sans insister, déjà tout étonnés d'emmener Moh N'Ali Moh vivant.

Après deux heures de marche silencieuse, Krim arrêta son groupe.

« Donne ton fusil, dit-il à Moh N'Ali Moh.

— Vous allez me tuer ?

— Non. Tu vas prendre la route qui est en contrebas et tu vas aller tout droit à Tizi. Là tu raconteras à ton bachagha ce qui t'est arrivé. Tu lui diras tout. Qu'il y avait au moins 200 à 300 fellaghas (*Krim réduisit le nombre annoncé au départ : 500 c'était difficile à faire avaler à un bachagha)*, tu lui diras qu'on t'a menacé de mort si tu parlais. Mais que, comme tu es fidèle aux Français, tu es venu quand même faire ta déclaration. On te demandera ce que nous avions comme

armes. Tu diras : des fusils et des mitraillettes. Et aussi — rappelle-toi bien — une sorte de gros fusil avec des pieds. Tu as compris ?

— Oui. Une sorte de gros fusil avec des pieds, répéta Moh N'Ali Moh.

— Voilà. Si tu te débrouilles bien, ça te vaudra même une récompense. Mais tu restes à notre disposition.

— Qu'est-ce que je dois faire ?

— Des groupes viendront chez toi se réfugier. Manger aussi. Tu leur fourniras tout.

— Oui. Bien sûr.

— Quand on frappera chez toi, tu n'ouvriras pas. Alors si ce sont mes hommes, ils lanceront trois fois des pierres sur les tuiles. Tu ouvriras.

— C'est compris.

— En plus, tu es désormais chargé des demandes de cotisation à tous les éléments de l'administration — les caïds, les gardes champêtres. Et tu leur diras ton histoire et comme nous sommes forts. Allez file.

— Vous pouvez compter sur moi. Je serai fidèle...

— Tu as intérêt. Sans quoi tu as vu de quoi nous sommes capables ! »

Moh N'Ali Moh remercia encore et prit la route de Tizi. Il devait parfaitement remplir sa mission.

Regagnant leurs caches dans la montagne, les hommes de Krim ne se sentaient plus de joie. Le chef kabyle n'était pas mécontent non plus. Non seulement, il intoxiquait les Français quant à l'importance des maquis, mais il avait regonflé ses hommes et s'était procuré un refuge sûr où jamais les militaires ne se douteraient que les fellaghas puissent trouver abri. L'opération avait été fructueuse !

Pendant que, dans la nuit, les hommes, suivant la ligne de crête, regagnaient la région d'Ighli-Imoula, Krim pensait à la phase suivante : s'attaquer à l'armée pour récupérer des armes. Ce serait plus difficile que cette nuit ! Plus meurtrier aussi. Mais auparavant, il s'agissait de renouer le contact avec les hommes d'Alger, dont il était sans nouvelles.

Décidé à prendre les problèmes à bras-le-corps, à se rendre compte par lui-même sans passer par le filtre souvent trompeur des rapports hiérarchiques, Jacques Soustelle, moins de cinq jours après son arrivée à Alger, décida d'effectuer une tournée d'information dans l'Aurès. Elle allait être particulièrement fructueuse. Désespérante aussi !

Depuis le 1er novembre 1954, tout le massif de l'Aurès, sombre, hostile, majestueux, impénétrable, est en rébellion contre l'autorité française. Tous les effectifs dont disposait le général Cherrière, chef de la Xe région et grand patron de l'armée en Algérie, ont été déversés dans ce Sud constantinois, pays des Chaouïas hiératiques, des bandits d'honneur traditionnels, pétris de légendes, de traditions, imperméables à toute influence, qu'elle soit française, arabe ou kabyle. Ici, tout ce qui n'est pas chaouïa est ennemi. Si l'Aurès a si bien réagi à l'appel à l'insurrection lancé par Ben Boulaïd, fils d'une tribu qui apparaît dans toutes les épopées et histoires du pays chaouïa, c'est que de tout temps ce Sud-Est algérien a été abandonné à lui-même. Livrée à des caïds prévaricateurs, pour la plupart étrangers au pays, à des administrateurs sans classe, souvent véreux et soucieux de leurs intérêts personnels — parmi lesquels se bat parfois l'exception, le fonctionnaire courageux, qui connaît et aime le pays, qui s'y dévoue corps et âme —, la région a fait connaissance dès le mois de novembre avec la répression militaire.

Après quelques succès remportés par les parachutistes du colonel Ducournau, l'armée de

Cherrière s’est enlisée dans une routine catastrophique tant sur le plan des résultats militaires que sur celui — autrement important — des résultats psychologiques. « Babar » Cherrière, vieux de la vieille « à qui on ne la fait pas », a voulu écraser la rébellion. Tout passer au rouleau compresseur. Une main de fer sans gant de velours. Il faut montrer qu’on est ferme. Impressionner la population et surtout rassurer les Européens. Et l’on assiste, pour « réduire » les 359 rebelles armés — Monteil a trouvé le chiffre exact dans les papiers de Ben Boulaïd —, à d’extraordinaires déploiements de forces : unités blindées, chars, régiments incapables de quitter la route plus de vingt-quatre heures, liés qu’ils sont à ce cordon ombilical indispensable à leur ravitaillement. Bref, en ce début de 1955, l’armée française en Algérie est une armée de naphtaline. En outre, l’opposition entre les fonctionnaires civils — depuis le gouverneur général, les préfets, les sous-préfets, le directeur de la Sûreté jusqu’aux moindres administrateurs — et l'armée provoque des scènes qui seraient comiques si tous les jours des hommes ne mouraient pas dans l’Aurès.

À Alger, Jean Vaujour — directeur de la Sûreté — a mis en garde le cabinet de Soustelle contre ces grandes opérations qui ne donnent aucun résultat. Cherrière emploie la technique du « peigne fin ». Vaujour s'y oppose ou plutôt tente de s’y opposer.

« Envoyer des unités de blindés, dit-il, détruire des mechtas, bombarder certaines zones, ce n’est plus du peigne fin, c'est utiliser un marteau-pilon pour écraser une mouche. Et beaucoup plus grave, c’est encourager les jeunes — et quelquefois les moins jeunes — à monter au maquis. »

Car les vastes opérations sont loin de se faire sans casse, sans ravages. Des populations entières sont déplacées, livrées à elles-mêmes, sans travail. On leur fournit des vivres, alors... que demander de plus ? Et au moins pendant ce temps-là elles n'aident pas les rebelles ! Ni le général Cherrière ni le général Spillmann — commandant le Constantinois — ne connaissent la guerre subversive. La guérilla ? Il suffit de couper les rebelles de la population et ensuite de les écraser. On a vu dans un précédent volume les idées, les plans et l’application de cette technique à l’Aurès. Soustelle, lui, constate les résultats. Sur place.

Dans l’avion qui l’emmène de Boufarik à Biskra, la note d’information préparée par son cabinet sur le « maintien de l’ordre » lui revient à l’esprit : « Le maintien de l’ordre n’est pas un problème à part. Il n’est que l’aspect le plus urgent et le plus spectaculaire du “malaise” algérien... Tout ce que l’on a trouvé actuellement comme solution c’est une action militaire pure, qui paraît indépendante de toute conception politique définie et aux moyens techniques disproportionnés (Constantine dispose d’une division d’infanterie — 10 000 hommes — contre l'effectif de trois compagnies — 360 hommes — de hors-la-loi dans l’Aurès !). En revanche, les résultats sont coûteux (en trois mois, nos pertes sont de 114 tués et blessés) et décevants. Il n’y a que 208 “suspects” hors de combat. » Et Soustelle sait ce que l’on cache derrière le terme pudique de « suspect abattu » ! Cela va du berger au commerçant ambulant pris de panique qui fuit « le contrôle des forces de l’ordre ».

« Les ratissages systématiques, poursuit la note, et les transferts de population ont pour effet certain le rejet dans les maquis d’une forte part des jeunes hommes. L’action militaire actuelle semble, d’ailleurs, pratiquement échapper aux directives du gouverneur général. Elle ne peut que laisser, quelle qu’en soit l’issue, une amertume ineffaçable. Enfin elle “entretient” la plaie à vif, au lieu de la cicatriser ou de la réduire. »

Biskra, M’Chounèche, Baniane, Arris, Batna, Khenchela, Tébessa, Soustelle voit tout. Des maires qui ne connaissent pas leurs populations indigènes, des administrateurs, des chantiers de chômage, des goums, des cantonnements, des camps de populations évacuées, des v'là-le-général-qui-passe en pagaille. Soustelle a droit à tout. Impassible. Il observe. Il enregistre. Il note. Il se fait expliquer les grandes « opés ». « Véronique », la plus grande, la plus belle. Elle date du 10 janvier. On a mis le

paquet. Des militaires l'expliquent avec enthousiasme. Il y a eu des bombardements, des rockets, des tirs d'artillerie — on dit même du napalm, mais tout bas — et 5 000 hommes ! La recette infaillible d'un Curnonsky de la mitraille ! Puis il y a eu une autre opération. Avec un joli nom elle aussi : « Violette », à Foum-Toub. Un peu moins importante. Mais assez agréable !

On a l'impression d'un autre monde. Car les résultats sont là. Ou plutôt ils n'y sont pas. Rien. Rien du tout. Quelques « suspects » abattus. Oui. Mais rien de plus. Ces opérations transforment par miracle les quelques fellaghas qui auraient pu être « coincés » en paisibles bergers ou en cultivateurs zélés. Comme la France a perdu le contact, qu'il n'existe plus un bureau des affaires indigènes, que les caïds ou les administrateurs adjoints n'ont aucune envie de vivre dans des douars éloignés, coupés de tout confort, l'autorité militaire manque du renseignement le plus banal. Quant aux bandes organisées... les hommes secs et durs de l'Aurès, les jarrets d'acier, les poumons d'airain se jouent de la poursuite de lourdes unités blindées. Ils vont toujours plus haut. Dans les massifs les plus impénétrables. Il faudrait vivre comme eux, connaître le ter rain, les douars, les mechtas. Il faudrait posséder la confiance de la population pour avoir une petite chance d'entamer le combat inégal qui les anéantirait. Pour l'instant, malgré la force, malgré le matériel, malgré les hommes, l'initiative reste à ces trois centaines de rebelles pouilleux. Car ils attaquent !

À peine arrivé, les oreilles encore pleines d'honneurs militaires bruyants — il faut que le métier entre —, Soustelle apprend que six hussards sont prisonniers des hommes de l'A.L.N.

Leur aventure est significative de l'état d'esprit des chefs militaires en février 1955. Huit hommes du peloton de hussards parachutistes du Seïar, en bordure des Nemencha, effectuent un raid — que les rapports de l'état-major qualifieront ensuite d'aventureux — jusqu'à un village de montagne à 12 km de leur poste. Ils y sont bien reçus, déjeunent, effectuent des « tirs de démonstration » et reviennent. Tranquilles. Et par le même chemin ! À 4 km de leur poste, ils tombent dans une embuscade. Le sous-officier, chef de patrouille, est tué, un hussard grièvement blessé est achevé, les six autres sont emmenés par ces « fellaghas » bons à rien. Le mépris de l'adversaire qui caractérise l'armée dans l'Aurès vient de coûter cher.

Et tout ce que ce gros Cherrière propose, c'est « de tenir les débouchés de l'Aurès, puis de procéder, vallée par vallée, à l'assainissement du pays par la destruction méthodique des bandes rebelles ». Même le général Spillmann, plus homme de cabinet que « bête de guerre » et pourtant soucieux de ne pas « s'engueuler » avec le commandant en chef — il espère bien se tirer le plus vite possible de cette guerre qui ne veut pas dire son nom ou s'en occuper à l'abri de cabinets ministériels où il se sent comme un poisson dans l'eau —, note dans ses carnets : « Tenir les débouchés d'un massif montagneux large de cent kilomètres, long de quatre-vingts, n'est pas chose facile, à moins de disposer d'effectifs extrêmement nombreux, ce qui n'est pas le cas. Il faut donc — partout où cela est possible — faire exercer la surveillance par les populations elles-mêmes, préalablement organisées, encadrées et appuyées par quelques éléments de forces très mobiles. »

C'est bien la conclusion à laquelle arrive Soustelle après quarante-huit heures d'explications, de briefings, d'autosatisfaction militaire et de poudre aux yeux. Rapidement, Soustelle s'oppose à Cherrière. Celui-ci, on l'a vu, ne rêve que de guerre bien « propre », bien nette, avec un front, des ratissages, des grandes manœuvres.

« Qu'on me laisse faire ma guerre, grommelle-t-il. Ce sont les civils qui m'ont toujours emmerdé. »

Soustelle n'a pas l'intention de lui « laisser la paix ». Le gros général lui paraît tout à fait dépassé. Tous les renseignements qu'il a pu avoir à son sujet se recoupent et ce qu'il vient de voir dans l'Aurès justifie amplement une décision qu'il décide de prendre très rapidement. Pénétré de son

autorité, décidé à briser la rébellion tout en faisant des réformes et sachant qu'il va se heurter ainsi à une armée traditionnelle, à un colonat rétrograde dont les intérêts s'accommodent mal d'innovations sociales, à une population musulmane qu'un terrorisme actif touche tout particulièrement, Soustelle veut avoir les mains libres pour mettre en route son bulldozer. Les réformes qu'il souhaite appliquer dans tous les domaines doivent écraser toutes les réticences, civiles ou militaires. Tout d'abord, il ne se considère pas, comme son prédécesseur, un haut fonctionnaire modéré dans ses jugements et ses décisions. Le calme de Jacques Soustelle est toujours apparent. Il est gouverneur. Et il va gouverner. Ce qui implique la centralisation entre ses mains de tous les organismes de recherche, de renseignements, de commandement, de décision, de contrôle. « Et, pense-t-il, ceux qui, si haut placés soient-ils, ne partageront pas mes vues devront se soumettre ou se démettre. »

Son esprit d'analyse a fonctionné. Des discours, des bla-bla, il n'a rien entendu ; en revanche, il s'est aperçu des avantages sur lesquels s'appuyaient les maquisards de l'Aurès : connaissance du terrain, mobilité, appui de la population. « Il faut retourner ces avantages à notre profit... » Le gouverneur est persuadé qu'on ne viendra pas à bout de ces 350 maquisards par de grandes opérations à la Cherrière, mais en recrutant de préférence sur place des formations extrêmement légères, encadrées de spécialistes. Et pour que ces formations puissent agir, il faudra que le « renseignement » donne à nouveau. Que la population le fournisse. Qu'on aille même le chercher chez les rebelles. L'ancien chef du B.C.R.A. de De Gaulle réapparaît. Bon Dieu ! Ce qu'on a réussi à avoir au sein même de la Gestapo, ce serait bien le diable si on ne pouvait l'obtenir d'un mouvement subversif nouveau-né.

Revenant de l'Aurès au soir de ce lundi 21 février, dans son bureau du palais d'Été, Jacques Soustelle, préparant le discours qu'il doit prononcer à l'Assemblée algérienne et grâce auquel il veut forcer la confiance des pieds-noirs — ceux-là, il ne l'oublie pas non plus, sont les principaux intéressés —, prit plusieurs décisions : transformer une armée inadaptée ; limoger s'il le fallait les tenants d'une stratégie dépassée et surtout s'attaquer aux deux causes de tout le mal. D'abord la perte du contact humain qui, sur le plan pratique et immédiat, coupe toutes les sources de renseignement. Et ensuite lutter contre cette cause lointaine, méprisée par les Européens d'Algérie, négligée par une France qui avait d'autres soucis : la misère du peuple algérien. Elle tient dans cette conclusion d'un rapport établi à Paris avant son départ : « Quatre millions et demi d'Algériens musulmans ont moins de vingt ans et sont livrés à eux-mêmes, sans ressources et sans travail. »

Cette absence de contact avec la population de l'Aurès, cette coupure même, que Jacques Soustelle a devinée à travers les rapports d'officiers et de fonctionnaires au cours de son voyage d'information, une femme les constate. D'abord avec tristesse, ensuite avec stupeur, enfin avec terreur. Cette femme va jouer un rôle important, encore qu'épisodique, dans l'histoire qui nous intéresse. Mais elle cristallisera autour de son nom l'antipathie, l'animosité, l'hostilité, puis la haine des tenants d'un « ordre à tout prix » contre ceux de la simple justice.

C'est au début du mois de mars, quelques jours à peine après le voyage dans l'Aurès, que Germaine Tillion rencontre le nouveau gouverneur général. Comme Soustelle qu'elle a connu avant 1934, « *l'Huma* sous le bras », elle est ethnologue. Sa première mission de 1934 à 1940 la conduit dans l'Aurès. Lui, va au Mexique. Germaine Tillion, qui parle chaouïa, se lie avec les principales familles de l'Aurès. À l'époque, elle découvre une société berbère pauvre, mais non misérable, pour laquelle elle a une immense sympathie bien partagée. 1940 l'arrache à son « cher Aurès » pour la lancer dans la Résistance. « Quand j'ai entendu le discours de Paul Reynaud, me

dira-t-elle plus tard, j'ai pleuré comme une Madeleine ! » Germaine Tillion organise des groupes de passage de la ligne de démarcation. Une cellule de résistance « active » se crée au musée de l'Homme, suivie de trois autres. Février 1941 : premières arrestations. Germaine Tillion est arrêtée en août 1942. La Gestapo requiert contre elle cinq motifs de condamnation à mort. Elle est torturée et déportée à Ravensbrück. En 1945, elle est encore vivante. La seule survivante des quatre groupes du musée de l'Homme. Dès lors elle s'occupe des problèmes historiques de la seconde guerre mondiale.

En novembre 1954, elle apprend la rébellion de l'Algérie. De l'Aurès surtout. Elle apprend aussi la répression, les bombardements. Avec Louis Massignon, professeur au Collège de France, qui fut son directeur de thèse, et Mme Stibbe, la femme du célèbre avocat, elle veut voir François Mitterrand pour protester contre les bombardements de l'Aurès. Mitterrand lui propose de partir trois mois dans cette région qu'elle connaît si bien pour y voir comment se déroule le « déplacement des populations ».

De décembre 1954 à février 1955, Germaine Tillion parcourt le massif, renoue des amitiés, constate surtout l'effondrement économique. En quatorze ans, le niveau de vie a baissé d'une façon effarante. Au sud de Tadjmout, dans la région de Biskra, elle vit à nouveau à proximité de la tribu qui lui a servi de sujet pour sa première thèse. Mais l'étudiante attentive a subi la Gestapo, la torture, les camps d'extermination. Ce n'est plus la même femme. Sa sensibilité, sa haine de l'injustice se sont aiguisées. Elle voit des groupes de vieux militaires, d'anciens combattants totalement oubliés, abandonnés. Des enfants dans un état de malnutrition effarant. Pas de colons. La région est trop pauvre. Dans l'Aurès, on ne peut dire que la révolte soit dirigée contre les excès des colons. Il n'y en a pas. Et c'est pourtant là qu'est né et s'est entretenu le brasier qui va enflammer l'Algérie. C'est à Batna, déjeunant avec un médecin, qu'elle apprend ce que furent les « événements » de Sétif en 945. La répression. Les 45 000 morts qui ont enlevé à la population jusqu'à l'idée même de révolte. Pour un temps, pour dix ans. Car, en 1955, la révolte a éclaté à nouveau. Embuscades, liquidation des musulmans les plus francophiles, les plus « mouillés » avec l'administration. Et l'engrenage se met en route.

Répression, ratissages, tortures, Germaine Tillion apprend dès janvier 1955 que la mer a rejeté dans la banlieue d'Alger le cadavre, torturé, d'un militant nationaliste récemment arrêté par la police. On classera l'affaire. Dans l'Aurès, les vieux Chaouïas lui racontent comment un militaire « maniaque » torture de simples « suspects ». Et son dossier se gonfle effroyablement. On lui raconte — et l'ethnologue ne se contente pas de simples on-dit, elle enquête, elle contrôle — comment un certain lieutenant H..., qu'on appelle Boukelba, l'homme à la chienne, car il est toujours suivi de cet animal, torture à Khanga-Sidi-Nadji. Les conséquences en seront terribles. Ayant « interrogé » de cette façon un chef de bande local, Djeraoui, il le laissera s'échapper. Le rebelle, qui a regagné la montagne, se vengera aveuglément en assassinant le brave commandant Miquel et l'aumônier Jacques qui, eux, tentaient de reprendre un contact trop longtemps abandonné avec une population farouche. H... a sans doute obtenu des résultats avec ses méthodes : la récupération de quelques vieux fusils. Mais la France a perdu deux hommes qui tendaient la main. « Où est l'avantage ? » pense Germaine Tillion. Son corps souffre encore des tortures de la Gestapo qu'elle apprend de Menaa que l'administrateur adjoint de Djemora, Boutin, « fait le mal » comme disent les Chaouïas. Il a torturé au fer rouge Torchi, un membre de la famille des Ouledziane, qui avait des cartouches dans son gourbi. Ayant obtenu des aveux, il emmène l'homme à Biskra pour le faire interner ainsi que quelques autres prisonniers. Après avoir vu dans quel état ils sont arrivés, le commissaire de police de Biskra refuse de les prendre en charge. Et prévient l'administrateur de Mac-Mahon. Boutin sera changé de poste pour « exactions ». Mais combien d'hommes révoltés ou terrorisés ont-ils déjà rejoint le maquis ?

Germaine Tillion ignore tout du problème colonial, mais lorsqu'elle arrive à Alger pour saluer son ancien collègue devenu gouverneur général, c'est tout cela qu'elle ne peut s'empêcher de lui raconter. En vrac. Elle bouillonne d'indignation :

« Non seulement j'ai observé un effondrement tragique du niveau de vie, dit-elle, mais j'ai vu « vos » représentants là-bas ! Les vieux administrateurs sont, sauf exceptions très rares, des nullités. En revanche, chez les jeunes administrateurs adjoints, il y a des hommes très valables, désintéressés, aimant leur métier. Vous devez vous appuyer sur eux ! Vous en aurez besoin pour l'application de vos réformes ! »

Soustelle écoute attentivement. Le rapport de Germaine Tillion confirme ce dont il se doute déjà. Même le récit des crimes, des tortures, ne l'étonne pas. Il a sur son bureau des rapports accablants sur certains membres de la police d'Alger.

« Croyez-moi, monsieur le gouverneur *(l'ethnologue s'est faite cérémonieuse)*, même un Ben Boulaïd, qui a été arrêté, est respectable. Je connais bien sa famille. Je l'ai vu tout gosse à Batna. Mostefa est un patriote et non un criminel de droit commun. »

C'est ce que vient de lui dire Vincent Monteil, qui a rencontré le chef rebelle dans sa prison de Tunis.

« Merci pour tout cela, conclut Soustelle, mais que faites-vous maintenant ?

— Je repars pour Paris.

— Voulez-vous rester à mon cabinet ? J'ai besoin d'une ethnologue, d'une femme comme vous. Je sais la direction que je veux donner à mes réformes, mais il faudra leur trouver une application efficace. Et je vais me heurter à des obstacles sans nombre. Voulez-vous m'aider ? »

Lorsqu'elle sort du bureau de Jacques Soustelle, Germaine Tillion, chargée de mission au C.N.R.S., est membre du cabinet du nouveau gouverneur. Avec Vincent Monteil, elle va constituer ce qu'on appellera à Alger « l'aile gauche » du gouvernement Soustelle. Elle va tenter de grouper autour d'elle, de son amour de la justice et des hommes, toutes les bonnes volontés européennes d'Algérie, et elles sont nombreuses. Elle ne pense qu'à une chose : élever le niveau de vie des Algériens et surtout éviter qu'un fossé ne se creuse profondément entre deux communautés qui ont besoin l'une de l'autre. Pendant trois ans, le simple énoncé de son nom fera beaucoup parler, provoquera des commentaires passionnés. « Girl-scout innocente, pleine de bonne volonté ; traîtresse perfide à la solde des rouges ; émissaire des « bradeurs » de l'Algérie », elle entendra tout, supportera tout, les sarcasmes comme les injures et les menaces, du moment qu'il y aura encore « quelque chose à sauver ».

Malgré les grandes manœuvres, les ratissages, les bombardements et le napalm — qu'on emploie de temps en temps sans en rendre compte au commandement supérieur qui ne voulait pas le savoir puisque l'armée était censée ne pas posséder un bidon du terrible liquide —, la situation du Sud constantinois se dégradait rapidement. Le commandement était débordé. La recherche à tout prix du renseignement, les déplacements de population étaient loin de couper les hommes de l'A.L.N. du peuple chaouïa, bien au contraire.

Alors qu'à Khanga-Sidi-Nadji, Boukelba, l'« officier à la chienne », croyait par ses méthodes expéditives « réduire rapidement la rébellion », le commandant Miquel se voyait reprocher par le général Spillmann, le patron de l'Est algérien, d'avoir trop dispersé ses troupes. L'entretien se déroulait sur l'aéroport de Khanga-Sidi-Nadji à la limite de l'Aurès et des Nemencha, le pays sans routes, derniers monts avant les chotts et le désert.

« Mais ne vous en faites pas, mon général, dit Miquel, je tiendrai avec mes hommes. En revanche, si vous disposez d'un bataillon “en rab”, vous feriez rudement bien de l'envoyer dans les Nemencha. Là-bas, ça va barder. Et au nez et à la barbe de l'administrateur de Tébessa qui ne sort jamais, ignore tout et déclare que tout va pour le mieux dans la meilleure des communes mixtes, la sienne ! »

Le général Spillmann n'aimait pas beaucoup les conseils. Il s'apprêtait à répondre vertement à son subordonné lorsqu'un fonctionnaire civil, l'administrateur adjoint Doré, qui assistait à l'entretien, intervint.

« Mon général, si je peux me permettre... je reviens d'une tournée sur les confins ouest et sud des Nemencha. Il y a là des fractions qui n'ont vu aucun Français depuis trente ans. Les caïds ne résident pas dans leurs douars. La population est entièrement acquise à la rébellion. Les Nemencha vont devenir une véritable place forte.

— Messieurs, vous feriez mieux de vous occuper de votre quartier. La critique est toujours facile... »

Le général Spillmann tolérait mal les avertissements et les suggestions. Pourtant, il résolut de se renseigner sur place.. Il était également défavorablement impressionné par les réflexions de quelques officiers subalternes. Ceux-ci, sans ambages, déclaraient que le travail qu'on leur faisait faire était idiot. Des unités étaient fractionnées en pelotons disséminés au hasard de pics, de gorges, de villages du désert ! En outre le matériel ne pouvait être entretenu. « J'ai un groupe de cinq jeeps qui — selon les ordres — font tous les jours, à la même heure le même chemin. Mes gars vont se faire « allumer » un de ces quatre matins sans que je puisse lever le petit doigt ! » se révolta un des capitaines. Pour une fois, Spillmann ne dit rien. Il était furieux lui-même de ne pas être au courant de la situation. Décidément, les liaisons se faisaient mal ou certains chefs intermédiaires ne voulaient pas voir la réalité.

Mis en cause par le rapport du commandant Miquel, l'administrateur de Tébessa, M. Orra, repoussa vigoureusement les accusations :

« On veut me transformer en bouc émissaire, dit-il à Spillmann, tout ce qu'on vous a raconté est faux. Je connais parfaitement les bandits dont on parle. Ce sont des bandits traditionnels, ils sont sept ou huit et je les ferai arrêter le moment venu.

— Et les armes qui doivent être distribuées aux populations fidèles ? interrogea Spillmann.

— J'ai reçu cent mousquetons que j'ai distribués aux Ouled-Aïssaoui. Mais j'en ai récupéré les trois quarts et les hommes de la tribu m'ont rendu les dernières il y a quelques jours car ils craignent des représailles s'ils paraissent trop liés avec nous. »

Spillmann bondit.

« Mais c'est la preuve qu'il y a quelque chose. Que les fellaghas sont forts dans la région. »

Orra ne voulut pas en convenir. Pour lui, tout allait bien. Il prit un air pincé lorsque le commandant de l'Est algérois lui annonça l'arrivée prochaine de deux bataillons qui s'implanteraient dans les Nemencha.

« Je ne comprends pas les raisons d'un tel déploiement de forces », ajouta-t-il.

Huit jours plus tard, en pleins Nemencha, une compagnie du 1er B.T.A., trop confiante, se voyait sérieusement accrocher par les plus fortes bandes rebelles jamais vues dans le Sud constantinois. Bilan : quatre morts et deux disparus. L'affaire aurait pu très mal se terminer si une autre compagnie n'était arrivée à son secours. On était loin des sept brigands de M. Orru !

Dans son bureau de Constantine, le général Spillmann, faisant le point sur l'implantation de l'armée et sa façon de vivre, nota dans ses carnets : « Trop de circulation sur les routes. On envoie à tout propos une jeep ou un camion chercher le courrier, du pain, des légumes ou une caisse de bière.

Ces multiples petits mouvements ne peuvent être suffisamment protégés. »

Le risque était grand. Mais l'armée de l'Aurès ne voulait pas prendre les fellaghas au sérieux. Spillmann, dont la prudence était renommée, décida de donner à chaque poste un mois de vivres et un four à pain. Mais il se heurta à la résistance passive des unités. Tous les officiers trouvaient plus commode de vivre au jour le jour et ne se souciaient pas d'assumer de nouvelles responsabilités administratives et financières.

Car, en ce début de l'année 1955, l'intendance leur réclame les paperasses exigées par la comptabilité du temps de paix !

Si Soustelle savait, arrivant en Algérie, que le prochain président du Conseil serait Edgar Faure, il ignorait quel serait son ministre « de tutelle », c'est-à-dire le ministre de l'Intérieur. Il redoutait que ce ne fût René Mayer, le tombeur de Mendès, à qui le nouveau président du Conseil devait bien « faire une fleur ». Il respira en apprenant la nomination de Bourgès-Maunoury. Un homme qu'il connaissait depuis la Résistance. À l'époque, on l'appelait « Polygone » et il avait été l'un des plus efficaces délégués militaires de De Gaulle en France occupée. Bourgès va jouer un rôle essentiel dans la conduite de la guerre en Algérie. Ce sera « l'homme Algérie » de la IVe République. Ministre de l'Intérieur dans le gouvernement Edgar Faure, il sera ministre de la Défense nationale sous Mollet avant de devenir lui-même président du Conseil à la chute du leader socialiste. Félix Gaillard, dernier « vrai » président du Conseil de la IVe République — la comète Pflimlin n'en étant qu'un point d'exclamation ou d'interrogation selon les goûts —, lui rendra le fauteuil de ministre de l'Intérieur et le vieil hôtel de la place Beauvau qu'il connaît si bien. À ces diverses commandes, Bourgès sera différemment apprécié selon les hommes qui recevront ses ordres ou avec qui il devra jouer.

Avec Soustelle, tout ira pour le mieux car l'ancien ethnologue, s'il n'est pas un fonctionnaire sourcilleux et pointilleux, n'en est pas moins discipliné et rendra fidèlement compte à son ministre — comme ce récit le montrera à différentes reprises — des fluctuations les plus secrètes de la situation algérienne. S'il regrette de ne pas avoir rang de ministre à Paris, Soustelle décide de gouverner l'Algérie comme s'il l'avait. Et il veut le montrer très vite.

Le Gouvernement général, cette hydre qui fait la pluie et le beau temps en Algérie, qui centralise tout, qui freine, qui s'enlise dans des tonnes de papiers, dont les directeurs sont souvent plus puissants que le gouverneur général lui-même, voit l'arrivée de Soustelle avec quelque crainte. La réputation de gaulliste, de gauchiste, de crypto-progressiste du nouveau patron l'inquiète un peu car, bien sûr, le G.G. est le miroir de la toute-puissance des groupes de pression algériens : conservateurs et hostiles à toute réforme. On va donc « observer » Soustelle. Le soupeser. Avec la ferme intention de l'assimiler et de retomber dans une routine d'où les intérêts sont loin d'être exclus.

Mais Soustelle ne l'entend pas de cette oreille. Il va faire dans un premier temps un effort considérable pour remettre un peu d'ordre et de justice dans ce « fromage », symbole de toutes les compromissions et de la mission manquée de la France en Algérie. Il veut « dresser » cette espèce de machine inhumaine qui se contente d'avaler des chiffres, de les mettre en cartes, en statistiques, sans s'émouvoir pour si peu :

« Plusieurs millions de musulmans ont 1 500 F par mois pour vivre. Un adulte sur sept vit en France, car il y trouve un emploi. Moins de 26 000 colons possèdent deux millions et demi d'hectares. 40 % des enfants tuberculeux viennent de la Casbah d'Alger. 275 000 enfants musulmans sont scolarisés, soit un sur dix. »

Soustelle sait qu'au G.G. jamais la moindre affaire n'aboutit sauf sous l'action du chantage de l'Elu ou la menace d'un « puissant ». Ce sont ces hommes — ils savent si bien se servir de l'ignoble méduse, molle et gluante, affreux visage de la France en Algérie — qui ont ainsi bloqué le statut de 1947 !

« Ce sont eux les vrais hors-la-loi », dit Vincent Monteil, indigné.

Le *brain trust* que s'est constitué Soustelle a quelques raisons d'effrayer l'Algérie coloniale. Il comporte certains membres qui ne paraissent pas « catholiques ». D'abord, le principal adjoint, directeur des cabinets civil et militaire : Jacques Juillet. C'est Mendès qui l'a conseillé à Soustelle. Il connaît bien l'Algérie. C'est un jeune préfet plein d'enthousiasme. Bien sûr, il porte l'étiquette « gauche ». Puis il y a le commandant Monteil, que l'on a vu rencontrer avant même de prendre son poste à Alger, ce Ben Boulaïd que le général Cherrière considère comme le principal chef de la rébellion. Enfin, Germaine Tillion — chargée de mission. Ses opinions sur l'Algérie ne sont pas faites pour rassurer les conservateurs. Voilà pour « l'aile gauche du cabinet ».

Il y a les autres qui vont jouer un rôle plus ou moins important dans cette équipe très étoffée qu'a désirée Soustelle : Guy Lamassoure, directeur du cabinet civil. À l'usage, c'est lui que préférera le gouverneur général, il en fera son principal collaborateur lorsque l'évolution de sa politique provoquera la démission de ses deux hommes de gauche : Monteil et Juillet. Il y a encore son directeur de cabinet militaire, le colonel Constans, un « rescapé » de l'aventure indochinoise. Mais un rescapé sans gloire, sans prestige, sans médailles. Depuis l'évacuation de Lang Son et le désastre de Cao Bang, on n'est pas loin de le considérer au ministère comme un bon à rien. Il a exécuté fidèlement les ordres du général Carpentier et le paie fort cher. Sa nomination auprès de Soustelle redore un peu cinq galons diablement ternis. S'ajoutent encore neuf chefs de ceci ou de cela. Conseillers, chargés de mission, chefs de cabinets, directeurs adjoints. Et un dixième que l'on trouve discrètement, modestement installé tout au bout de la liste civile, avec humilité, semble-t-il. Comme s'il voulait qu'on ne s'aperçoive pas de sa présence. Il va pourtant jouer un rôle considérable auprès de Jacques Soustelle. Il s'appelle Henri-Paul Eydoux. Il « fait dans le secret ». Ce qui est la spécialité et le péché mignon de Soustelle qu'il connaît de longue date.

Les deux hommes se sont rencontrés au musée de l'Homme — qui décidément aura été une pépinière de membres du cabinet Soustelle —, puis Eydoux a travaillé au Gouvernement général avant la guerre de 1939-1945, détaché à Paris, à l'Office de l'Algérie. En 1943, Henri-Paul Eydoux rejoint la France libre, part pour l'Algérie, est affecté au B.C.R.A. où il retrouve Soustelle directeur général des Services spéciaux. Au B.C.R.A. (Bureau central de renseignement et d'action), le patron est Pélabon, que l'on a vu directeur de cabinet de Pierre Mendès-France en 1954. Eydoux est nommé à la tête de la section N.M. (non militaire), c'est-à-dire la section politique. Son goût du secret, de l'intrigue, son intelligence prodigieuse, son sens de l'humour, son je-m'en-foutisme apparent, bref, sa classe, lui font faire merveille. À la Libération, Pélabon devient directeur général de la Sûreté nationale et Eydoux en est le sous-directeur. Lorsque Soustelle est nommé à Alger, il veut Eydoux, qu'il arrache à la sous-direction des Renseignements généraux. On n'a pas fini de reprocher à Soustelle de prendre « un flic » à son cabinet. Mais le gouverneur général sait que la police et les Services spéciaux vont jouer — et jouent déjà — un grand rôle dans la conduite de la répression de la rébellion qui vient d'éclater. C'est Eydoux qui s'occupera de ce domaine « occulte » qui passionne Soustelle et qui sera chargé de créer un état-major mixte destiné à mettre un peu d'ordre dans les rapports extrêmement tendus entre les civils et les militaires ainsi qu'entre les différents services de police qui se « tirent la bourre » à qui mieux mieux.

Il faut d'abord réorganiser la police. Les Renseignements généraux ont été les seuls à avoir

quelques informations sur la préparation du 1er novembre. Mais les inspecteurs de Costes, devenu contrôleur général, sont des hommes de Borgeaud. Le maire d'Alger, Jacques Chevallier, ne leur a pas pardonné d'avoir « foutu dedans » des hommes comme Kiouane, un de ses adjoints à la mairie, sous prétexte qu'ils se préparaient à entrer dans la rébellion alors qu'ils n'avaient rien à y voir.

« Des hommes, dit Jacques Chevallier, sur lesquels on devrait au contraire compter pour resserrer les liens entre les deux communautés, pour tenter de faire une Algérie nouvelle. Car ne nous faisons pas d'illusions, la situation actuelle ne durera pas éternellement. »

Six commissaires sont particulièrement visés, parmi lesquels les hommes de confiance de Costes : Forcioli, Havard, Carcenac. Des cracks de la police. Mais aussi des hommes qui « écoutent » favorablement certains conseils. Le tout-puissant sénateur Borgeaud, la Fédération des maires, les gros colons, patrons des chambres d'agriculture, ont tout avantage à voir se réaliser l'opération anti-M.T.L.D. dont les membres présentent sans cesse des revendications sociales dont le moins que l'on puisse dire est qu'elles ne vont pas dans le sens des intérêt du gros patronat colonial et de certaines grandes familles musulmanes ; En outre, les méthodes de certains commissaires gonflent considérablement un dossier « torture » que Soustelle voit d'un très mauvais œil. L'un des commissaires est même convaincu d'assassinat. Il enlève — dit-on — leur garrot à des prisonniers blessés, les laissant mourir lentement. Il sera l'un des derniers « commissaires Borgeaud » à être mutés en métropole. On a vu la fureur du vieux seigneur de La Trappe. Il s'est vengé en faisant renverser Mendès. On comprend que l'on ne voie pas l'arrivée de Soustelle, nommé par Pierre Mendès-France et confirmé par Faure, d'un œil favorable.

Eydoux, la liaison de Soustelle avec la police, tombe donc sur des nouveaux qui « nagent » un peu. Le commissaire central d'Alger est Germain Benhamou, qui a été nommé contre la volonté de Borgeaud. En effet, Benhamou, originaire de Tlemcen, est juif. Et Borgeaud ne veut pas d'un juif au commissariat central ! Là, il essuie un échec. Le commissaire Gonzalès est nommé en remplacement de Carcenac à la tête des R.G. Ces nouvelles nominations ont eu pour effet de couper pour un temps la police de tout renseignement sur le milieu nationaliste. En effet, les indicateurs ne se « passent » pas comme un simple dossier. D'autant que les circonstances qui ont présidé au départ de l'ancienne équipe ne l'ont pas poussé à « refiler » ses contacts !

Jean Vaujour, le directeur de la Sûreté, qui n'a pas été étranger à cette épuration de la police, voit pourtant très vite qu'avec Soustelle les relations ne seront pas faciles. Il sent dans la nouvelle équipe du « premier étage », comme on appelle le cabinet du gouverneur, une solide prévention contre ceux qui « au 1er novembre n'ont rien su et n'ont pas été capables d'étouffer dans l'œuf une rébellion qui semblait prévisible ».

Soustelle n'a pas la façon de gouverner de Léonard. Il travaille en ministre. C'est un homme secret qui ne cherche pas le contact avec les services. Il laisse cela à son cabinet. Eydoux veut rapidement réunifier ces polices éparpillées. La D.S.T., qui dépend directement de l'Intérieur, est la plus indépendante. Mais le hasard fait parfois bien les choses. Le directeur de la D.S.T. à Alger est Gaston de Pontal, qui a été le collaborateur de Michel Debré à Tours en 1945 et a eu des amitiés efficaces au R.P.F. Soustelle le connaît. Eydoux le juge rapidement : « Intelligent. Froid. Un Ardéchois qui a les contours un peu rudes des races montagnardes. Sa carrière est celle d'un commissaire de police. Mais il a su faire une politique solitaire en dehors de tous les clans. Il a un tempérament de policier. »

Cet homme de quarante-cinq ans, brun, de taille moyenne, aux traits accentués, fera un excellent directeur de la Sûreté. C'est un poste où il faut un homme de police. Vaujour ne l'est manifestement pas, décide Soustelle. Pontal le remplacera. On prendra tout de même des gants, car Vaujour a de

solides relations et est un préfet de grande classe, dit-on à Paris. Soustelle, qui veut « un grand coup de balai » à Alger, le raye de sa mémoire. Le cas Vaujour est réglé. On le « balancera » à la première occasion. Le gouverneur général qui se sent lui-même « un homme de police, de services secrets » réglera ses problèmes avec des professionnels : Eydoux et Pontal. De ce côté, il se sent parfaitement couvert. Son pilier « police » est en béton armé.

Mais la prise en main du Gouvernement général, l'assainissement de certains services n'étaient rien à côté du grand combat qu'avait à livrer Jacques Soustelle pour « apprivoiser » ces pieds-noirs qui, depuis son arrivée, lui faisaient grise mine.

Il s'y emploie dès son premier discours à l'Assemblée algérienne. Il sait qu'« ils » sont tous là, à l'épier, le doigt sur la détente, prêts à mettre en branle toute leur puissance d'intrigue polie depuis des années, prêts à dresser toutes les embûches sur son chemin. D'abord Laquière, le président de l'Assemblée, qui représente ce qu'il y a de pire en Algérie, le « mainteneur » des deux collèges séparés. Entier. Ambitieux. Insupportable. Il va falloir l'amadouer ou le mater. Il y a aussi Gratien Faure et Benquet-Crevaux, les « Constantinois », qui mènent une campagne à boulets rouges contre le gouvernement accusé de faiblesse devant les rebelles. Ils sont parmi les plus déterminés et les plus farouches des adversaires de la politique de détente et de rapprochement que le gouverneur envisage de mener. Soustelle les appelle les Tartarins. Il donnera l'ordre de les désarmer. Il y a, bien sûr, Borgeaud. On sait ce qu'il pense de Soustelle. Et Blachette qui joue la détente, le libéralisme, parce qu'il sent bien qu'il faut jeter du lest pour durer. Mais Soustelle n'a aucune sympathie particulière pour ces représentants du grand colonat. Dans un premier temps, il n'acceptera de les recevoir dans son cabinet que dans la mesure où ils sont des élus.

Mais ceux que le gouverneur veut toucher à travers son discours, ce sont ces centaines de milliers de petits pieds-noirs qui sont attachés à la France et aiment passionnément leur terre, qui « ont été à l'école avec leurs frères arabes », à qui il suffirait de redonner confiance pour qu'ils acceptent des réformes avantageant la communauté musulmane. Mais ils sont manœuvrés par des élus qui se soucient plus de leurs intérêts personnels que de ceux de la masse. Et, depuis le début de la révolution, ils sont excités, piqués au vif de leur amour-propre, de leur « supériorité », par une presse qui ne voit que le résultat quotidien : la vente. En ce début de 1955, seul l'Aurès est en feu, la rébellion est localisée et l'Aurès, c'est le bout du monde. Bien sûr, quelques attentats épars frappent des musulmans fidèles. Mais jamais on ne s'est tellement occupé des musulmans ! Pourtant, on emploie la grosse artillerie, la presse réclame des troupes, excite la population. À Constantine, *La Dépêche* des frères Morel s'y emploie avec un talent qui désespère Dupuch, le préfet. La population européenne qui n'est pas encore frappée est terrorisée, conditionnée. Le moindre attentat est monté en épingle. On s'arrache les gazettes. Les tirages augmentent. Soustelle note que « la presse ne semble connaître d'autre ton que celui de la passion ». La presse « de gauche », elle, ne fait rien non plus pour calmer les choses. Tout le monde saisit la moindre occasion de dresser les Européens contre les musulmans. Dans *La Dépêche quotidienne* on ira jusqu'à lire : « Dans ce pays, les revendications sociales sont une des formes de l'insurrection ! »

Alors comment en vouloir à cette foule européenne conditionnée, et — il faut bien l'avouer — livrée jusque-là à elle-même par un gouvernement métropolitain qui ne se soucie guère de faire appliquer les lois qu'il a fait voter ?

Avec courage, avec résolution, Soustelle — qui a fait broder sur son fanion le Lion, symbole de sa ville d'origine, Lyon, le croissant de l'Algérie et la croix de Lorraine de De Gaulle — annonce les grandes lignes de sa politique :

D'abord lutter contre le chômage, contre l'ignorance et l'indifférence. INTEGRER la communauté

musulmane.

« L'espérance ? dit Soustelle, c'est que l'intégration, toujours plus poussée, de l'Algérie et de la métropole se traduise concrètement par une large accession des Algériens autochtones aux emplois publics et privés qu'ils auront mérités par leurs aptitudes et par leur travail. »

Il parle aussi de lutte contre le terrorisme, mais met en garde la population européenne contre les excès : « La PACIFICATION est notre premier devoir [...], les deux communautés ont les mêmes adversaires. Entre elles, il ne doit subsister ni suspicion ni crainte. Prenons garde de nous laisser entraîner dans le cycle infernal de la peur et de la violence. »

Pour Soustelle un premier devoir se présente : appliquer immédiatement le statut de 1947 et respecter la dignité des Algériens.

Collège unique et intégration, voilà un programme qui ne fait pas l'affaire de tous. Mais l'accueil que l'on accorde à Soustelle — et à ses beaux sentiments — est chaleureux. Encore faut-il que ces premières réformes se traduisent autrement qu'en discours ! Soustelle y est bien décidé. Il veut aller vite et fort. Il sait que la rébellion, dont l'influence est considérablement grossie par une presse avide de sensationnel, ne constitue pas encore un danger. Mais la course est ouverte. Soustelle veut la gagner.

Parmi les 2 000 prisonniers de la Toussaint, tous membres du M.T.L.D. interdit par François Mitterrand au lendemain du 1er novembre 1954, trois hommes sont particulièrement visés par la police : Kiouane, Merbah et Ben Khedda. Kiouane est avocat. Il a été l'un des adjoints au maire d'Alger. En l'atteignant, on touchait Jacques Chevallier et Blachette, plaisir que les responsables de l'ordre d'Alger ne voulaient pas se refuser. Chevallier avait été ministre sous Mendès, ça suffisait. « Tous des juifs vendus au communisme international. Ils vont « brader » notre pays. » Un triste refrain dont la musique aigrelette s'est parfois, au cours des trente dernières années, transformée en ouragan destructeur lorsque, pour des raisons économiques, sociales ou politiques, les quelques excités qui le serinent sont suivis par des centaines de milliers d'inconscients conditionnés par une propagande habile.

Moulay Merbah est l'un des principaux adjoints de Messali. Il n'a pas plus que Kiouane participé au mouvement du 1er novembre. Mais son patron, le vieux prophète — toujours en résidence surveillée en France —, s'emploie activement à rattraper le temps perdu, l'occasion manquée par sa faute, et fait courir le bruit qu'il est le père de la révolution.

Ben Khedda, lui, représente la tendance centraliste du M.T.L.D. Il s'est séparé du vieux dictateur qui tenait le parti sous sa férule. Lui non plus n'a rien su de la révolution de novembre.

Vincent Monteil, continuant sa prospection, veut savoir « ce qu'ils ont dans le ventre ». Il partage l'avis de Jacques Chevallier. C'est avec ces hommes, instruits, politisés, d'autant plus conscients de leur valeur qu'ils tranchent sur la masse misérable de leurs coreligionnaires, qu'il faut discuter. C'est avec eux que l'on fera l'Algérie nouvelle et non avec les bachaghas, représentants de grandes familles autoritaires et féodales, qui tirent d'immenses avantages du régime colonial et n'ont aucune envie de le voir disparaître. Fin févier, début mars, on voit beaucoup le commandant Monteil à la prison de Barberousse. Les gardiens de la sinistre prison qui élève sa masse blanchâtre au haut de la Casbah n'ont pas de regards assez méprisants pour ce haut fonctionnaire qui « vient perdre son temps avec ces melons ».

Lorsque Monteil entre dans la cellule de Me Kiouane, il découvre un homme jeune, au front haut un peu dégarni ; les traits sont nets, réguliers et trahissent une ascendance turque. Il parle un français

rapide et excellent. L'entretien prend très vite un ton très personnel. Monteil sait donner confiance parce qu'il a confiance.

« J'aurai trente ans demain, lui dit Kiouane. Et je vous assure que j'ai fait l'impossible pour éviter que l'on n'en arrive à la violence.

— Vous avez échoué, répond Monteil.

— Oui, et pourtant je devrais être heureux car j'ai quitté Messali parce qu'il n'était pas partisan de la violence. Qu'il voulait encore tenter le jeu parlementaire. Et aujourd'hui, bien que, je vous le répète, je ne sache rien de ceux qui ont déclenché la révolution, je ne peux désavouer les terroristes. On ne peut demander cela à un homme en prison ! »

Monteil est persuadé, depuis Paris, depuis son entrée au cabinet Soustelle, qu'il faut relâcher ces hommes. C'est à cette condition qu'il a accepté de venir à Alger. Mais il faut encore savoir ce que ces militants M.T.L.D. qui sont à la frontière de deux mondes par leur éducation, croient profondément. Kiouane est formel :

« Dans six mois, commandant Monteil, des gens comme moi seront dépassés. Il sera trop tard pour toute solution pacifique !

— Quelle a été votre inculpation pour être en prison ? »

Me Kiouane eut un petit sourire.

« J'ai signé avec Ben Khedda et Bouda une déclaration dans *Alger républicain* pour protester contre la dissolution du M.T.L.D. et contre la répression. »

Et depuis l'homme est en prison, inculpé d'atteinte à la sûreté extérieure de l'État aux termes de l'article 80 sur les délits de presse ! Mais ce que souhaite Kiouane, c'est l'apaisement. Pour l'obtenir, il faut que le nouveau gouverneur prenne des mesures qui vont « faire hurler » : quelques libérations significatives, la restauration d'une liberté d'expression suffisante et surtout une détente de l'atmosphère politique par la libéralisation progressive du régime qui sera provoquée par l'application loyale du statut de 1947.

« Toujours ce statut de 1947 », pense Monteil en entrant dans la cellule de Ben Youssef Ben Khedda. Le chef du cabinet militaire de Jacques Soustelle se souviendra toujours de cet entretien. D'abord, l'homme qu'il rencontre est net, calme mais décidé, ensuite, il sera un jour président du G.P.R.A., ce gouvernement provisoire de la République algérienne avec lequel la France traitera à l'issue de sept années d'une lutte atroce et fratricide. En 1955, Ben Khedda a trente-cinq ans. Il semble timide, un peu renfermé. Il dissimule son regard derrière des verres légèrement fumés. Au premier abord, sa physionomie n'est pas celle d'un homme d'action. Il est pharmacien à Blida et l'identification et le dosage délicat des drogues les plus diverses lui ont donné, semble-t-il, un teint de parchemin et des gestes doux et précis. Très jeune, il a milité. D'abord dans les rangs des scouts, puis des étudiants musulmans. C'est là une pépinière de jeunes cadres que cet organisateur-né ne veut pas négliger. Il les réunit, leur parle. Et de là date son premier séjour en prison. En 1943. Pour huit mois. Il a vingt-trois ans. Il gravit rapidement les échelons de la hiérarchie du M.T.L.D., mais s'accommode très mal des ukases du vieux Messali. Secrétaire général du mouvement, c'est vers les centralistes de Lahouel qu'il se tourne. À son avis, c'est là l'avenir. Le 1er novembre 1954 le surprend. Il ne sait pas grand-chose du C.R.U.A. et de ses six chefs. Il n'a pas le temps de se renseigner qu'il se retrouve en prison. « Un secrétaire général du M.T.L.D., ça doit savoir des choses, conclut le procureur général Susini, ou ça doit se préparer à en faire ! » D'autant que le pharmacien de Blida a publié une lettre ouverte à François Mitterrand :

« Les causes du drame, écrit-il, doivent être recherchées dans la condition faite au peuple. La politique d'assimilation a fait faillite, il faut s'orienter vers une politique d'apaisement : cesser la

répression. Accorder une large amnistie et surtout que tous jouissent des libertés démocratiques. »

Voilà un pamphlet qui lui vaut d'être recherché pour atteinte à la sûreté de l'État ! Et lui, confiant, se constitue prisonnier le même jour car il croit au dialogue. Trois mois se passent avant que ce dialogue puisse s'engager.

Le 1er mars 1955, Monteil est là, devant lui. Et c'est pratiquement l'entretien avec Kiouane qui se renouvelle. Les deux hommes parlent en confiance. Ben Khedda est à la fois nationaliste et partisan d'un travail en commun de bonne foi. Notamment avec des hommes comme Jacques Chevallier. Encore une fois, Monteil demande « ce qu'il faudrait faire pour que le dialogue s'établisse, pour que toute la communauté musulmane ne bascule pas vers la rébellion. »

« Il faut que trois mesures au moins soient prises immédiatement, répond Ben Khedda : d'abord que le gouverneur donne un indice concret du désir sincère d'appliquer le statut, par exemple en organisant des élections libres. Ensuite, qu'il décide quelques libérations significatives. Enfin, que l'on donne l'exemple d'un esprit nouveau dans les rapports entre l'administration et les musulmans. »

Cela ne paraît pas exorbitant à Monteil. Les deux hommes se séparent. Un courant est passé entre eux. La confiance s'est établie. Monteil va parvenir à faire libérer Kiouane et quelques comparses, mais son but est de faire sortir les « têtes d'affiche » du M.T.L.D., ainsi on ne pourrait garder les 2 000 lampistes qui sont éparpillés dans les prisons algériennes. Il n'y arrivera qu'en mai 1955, après des tractations, des échanges de lettres, des « ouvertures de parapluie » sans nombre et sans nom ! Le président de la chambre des mises en accusation, M. Girard, dira honnêtement à Monteil : « Le complot » de la Toussaint ne tient pas. Le dossier est vide. Aucun de ces hommes n'y a participé. Il faudrait un non-lieu général, la justice s'est déconsidérée... »

Mais le procureur général d'Alger Susini ne veut pas lâcher sa proie. Et Robert Schuman lui-même, garde des Sceaux, dira à Monteil :

« Vous savez qui a nommé M. Susini à Alger ? C'est René Mayer. Eh bien, commandant Monteil, on ne se bat pas contre René Mayer. »

Monteil, obstiné, atteindra son but. Mais déjà en mai-juin 1955 l'ambiance aura changé. Les hommes de dialogue seront sur le point d'être balayés. Et Ben Khedda et Kiouane rejoindront rapidement ce F.L.N. pour lequel — sans le connaître — ils ont déjà fait de la prison !

À la fin du mois de novembre 1954, Rabah Bitat, le chef de l'insurrection pour la zone algéroise, s'était retrouvé seul. Il n'avait pas fallu quinze jours à la police pour démanteler son réseau. Son adjoint, Zoubir Bouadjadj, était en prison avec tous les hommes des commandos d'Alger. C'était l'échec complet. Par chance, Bitat avait échappé aux rafles et aux descentes de police, mais il ne se faisait aucune illusion : il était recherché. Peut-être le système des surnoms protégerait-il son identité quelques semaines, mais pas plus. Il avait traversé une période de désespoir. Tant d'efforts pour rien. Seul l'Aurès de Ben Boulaïd préoccupait les Français, mais Alger était calme. Bitat avait été humilié par le peu de bruit qu'avaient provoqué les « attentats » dans la capitale, par l'échec total des opérations dans l'Algérois. La répression qui avait suivi fit de lui un homme solitaire et traqué. Heureusement, après quelques semaines, le hasard l'avait servi. Se réfugiant chez un ami commerçant pour passer une nuit au calme, il lui avait parlé d'un certain Yacef que Bouadjadj lui avait recommandé avant le 1er novembre. L'homme n'avait pas'participé au 1er novembre. Il était là « en réserve » avait dit Bouadjadj.

« Mais je crois bien le connaître ton Yacef, dit le commerçant, c'est Saadi, le fils d'un boulanger de la rue des Abderames, dans la Casbah. Tu veux le voir ?

— Oui, mais ne lui dis pas mon nom. »

Tout de suite, Yacef avait logé Bitat chez lui, rue des Abderames dans la basse Casbah. Il lui avait fait bonne impression, mais Bitat, homme réfléchi et posé, craignait la fougue du jeune homme. Yacef lui rappelait son adjoint Bouadjadj. Même passion pour le football, même désir de « tout casser », même enthousiasme qu'il faut freiner, même façon de « rouler des mécaniques » devant les filles. Yacef se savait beau garçon. Mais maintenant, la révolution passait avant tout. Avec confiance, sachant que Bitat était un homme du Front — bien qu'ignorant son rôle exact —, Yacef lui avait raconté comment Bouadjadj l'avait recruté. Comment il avait constitué à la Casbah une petite équipe de douze hommes sûrs, prêts à combattre.

« On me contactera, je connais le nom de celui qui doit le faire, dit Yacef, je te ferai profiter de la liaison.

— Ce ne serait pas Si Mohamed, ton contact ? »

Yacef regarda Bitat, stupéfait :

« Oui, comment le sais-tu ?

— Si Mohamed, c'est moi. Champion (*c'était le surnom de Bouadjadj)* t'avait signalé dans ses rapports et je cherche à te contacter depuis longtemps. Malheureusement, je ne savais où te joindre. »

La joie des retrouvailles passée, les deux hommes avaient fait le bilan : il était catastrophique. Pas d'ARMES. Pas d'ARGENT. Pas de CONTACTS. À Alger, il fallait repartir de zéro. Chez Yacef, Bitat était à l'abri. Le jeune homme n'était pas fiché par la police et n'était pas compromis dans le « complot de la Toussaint ». La famille Yacef possédait un bains-douches et une boulangerie, rue Marengo, qui lui assuraient une existence aisée. Elle était honorablement connue.

« Chez nous tu seras tranquille, fit remarquer Yacef, nous allons pouvoir mettre la révolution en marche. Et le magasin sera pour nous une merveilleuse couverture : on ne distinguera jamais ceux qui viennent nous voir des acheteurs quotidiens.

— Oui, mais comment sais-tu que tu n'es pas fiché ?

— J'ai un ami dans la police. Il s'appelle Paul Souci, il est inspecteur, mais joue au foot avec moi. Et il me raconte tout ce qui se passe.

— Il sait ce que tu fais ? s'inquiéta Bitat.

— Jamais de la vie ! On ne parle que foot et filles. Et il rigole toujours avec moi en me disant : « Toi, » tu ne penses qu'à ça. Si ces crétins du l" novembre » avaient fait comme toi, ils n'en seraient pas là ! »

Rassuré par la qualité de sa « planque » et sur celui que le sort lui fournissait comme adjoint, Rabah Bitat tenta de renouer le fil brisé par la répression. Il fallait rétablir le contact avec les cinq régions : Algérois, Aurès, Constantinois, Kabylie et Oranais, dont il ne savait rien. La première mission de Yacef fut de retrouver la trace de Souidani Boudjema, l'homme de confiance de Bitat dans l'Algérois. Il le retrouva à Boufarik.

« Pourquoi Si Mohamed n'est pas venu lui-même ? demanda Souidani méfiant.

— Il est recherché dans tout Alger, tout le monde sait même qu'il s'appelle Rabah Bitat ! »

Le jeu des surnoms n'avait pas protégé longtemps le chef algérois. Souidani révéla à Yacef qu'il était parvenu à garder le contact avec la zone 3 et la zone 5, c'est-à-dire la Kabylie et l'Oranais.

« C'est à Alger que la répression a été la plus efficace, ajouta Souidani, d'ailleurs il ne faut pas vous endormir. Vous devez prendre des précautions. À ce propos, j'ai deux amis qui vont t'accompagner jusqu'à Alger. Ils te garantiront des mauvaises rencontres et ainsi ils me rapporteront des nouvelles de Bitat lui-même ! » Souidani prenait ses précautions. Habitué des complots — il avait été de l'O.S. en 1950 —, il voulait vérifier ce que lui avait dit l'émissaire de Bitat. Yacef repartit vers Alger flanqué de deux hommes dont l'un au moins était armé. Lorsque Bitat les reçut,

Yacef avait gagné ses premiers galons. Son entrée dans le Front était officielle. Il avait fait ses preuves !

En sortant du 3, rue des Abderames, Rabah Bitat était inquiet. Jusque-là il avait vécu terré chez Yacef, mais aujourd'hui il lui fallait sortir. Les ruelles de la Casbah lui paraissaient hostiles ; ce dédale de passages, ces escaliers gluants, ces gosses, cette foule affairée au milieu de laquelle Yacef se sentait à l'aise lui paraissaient comme autant de pièges. Bitat était un homme du Constantinois, un paysan, et à Alger il se sentait perdu. S'il n'avait pas eu la chance de trouver Yacef ! Un gosse le bouscula et Bitat rata une marche, il faillit s'étaler. Une demi-douzaine de jeunes gars qui jouaient au tchic-tchic dans l'encoignure d'une porte le regardèrent en riant. Qui sait si, parmi tous ces maquereaux, ces putains, ces indicateurs de toute sorte dont la Casbah grouille, on n'allait pas le reconnaître ? Place du Gouvernement, Bitat prit un taxi qui le déposa à Hussein-Dey. Il devait rencontrer le sergent Ouamrane, qu'il n'avait pas revu depuis le 1er novembre.

La veille, Belkacem Areski, le boucher de la rue de Polignac, celui qu'on appelait Areski le Maquis, avait vu arriver l'adjoint de Krim affublé d'une djellaba crasseuse et d'un turban lâche.

« Tu es fou, avait-il crié, enlève-moi ça tout de suite. Tous ceux habillés comme ça en ville on les traite de fellaghas. C'est un miracle que tu ne te sois pas fait arrêter. »

Ouamrane avait souri de toutes ses dents en écartant le vieux linge couvrant le couffin qu'il tenait de la main gauche. Areski avait vu une mitraillette, chargeur engagé. « Oui, oui, je sais, mais tu aurais été bien avancé. » Ouamrane lui annonça qu'il descendait du maquis pour rétablir le contact avec Alger.

« Comment ça va ici ? avait demandé le sergent.

— Comme ça. Plutôt mal. Il ne reste que Bitat en liberté... Et il est paumé ! »

Lorsque Ouamrane vit Bitat, chemin Vauban à Hussein-Dey, il s'aperçut qu'Areski le Maquis n'avait pas exagéré.

« L'organisation a disparu à Alger, dit le chef algérois, je suis actuellement planqué chez un jeune de la Casbah : Yacef Saadi. C'est la catastrophe. Pas d'argent. Pas d'armes. J'ai juste un contact avec Souidani à Blida. Lui non plus n'a pas d'argent. Les quelques gars qui nous restent sont sur le point de se rallier aux Français ! »

C'était encore pire qu'en Kabylie. Même si la vie quotidienne était plus facile à Alger, le moral y était à zéro.

« L'important, dit Ouamrane, c'est de trouver de l'argent. Moi, j'en ai un peu.

— Peux-tu m'en donner ? Pour l'instant je vis comme un mendiant aux crochets de Yacef.

— Oui, voilà je t'avance 100 000 F. Mais il faut trouver des fonds sans quoi nous ne pourrons jamais refaire surface. »

Il n'était pas question pour le Front de libération nationale, totalement inconnu, d'« imposer » qui que ce soit. Ouamrane décida Bitat à « faire la quête ».

« Il faut convaincre tous ceux que nous connaissons, assura-t-il, même s'ils ne viennent pas avec nous à la révolution, il faut qu'ils nous aident financièrement, »

Ouamrane, Bitat et Areski commencèrent une tournée « d'information et de quête ». La fraction de la population favorable aux idées nationalistes était entièrement aux mains des messalistes. Messali Hadj, qui avait transformé le M.T.L.D. en M.N.A., fin 1954, poursuivait, grâce aux cellules implantées dans la capitale et en Kabylie, sa campagne d'intoxication : la révolution du 1er novembre, c'étaient lui et le M.N.A. qui l'avaient déclenchée. La preuve ? Les Français avaient emprisonné 2

000 militants du M.T.L.D.

Avec une patience extraordinaire, Ouamrane et ses compagnons entreprirent la publicité du F.L.N. à Alger. Ils firent d'abord le porte-à-porte de tous les commerçants qu'ils connaissaient, restaurateurs, gargotiers, épiciers : Allouane Ali, Bouassem, Akli Saïd et bien d'autres y allèrent de leurs quelques billets.

Ouamrane et Areski le Maquis réussirent leur premier coup important auprès d'un gros limonadier, Youssef Ahmoud BoualeM. Enthousiaste, celui-ci versa un premier acompte de 500 000 F ! « Et je continuerai ! » promit-il.

Yacef de son côté déployait une activité débordante. Le contact avec Ouamrane avait été excellent. Le sergent à la grosse tête, comme on l'appelait, avait « désossé » de ses petits yeux vifs et malins, le jeune boulanger.

« Celui-là, il faudra le tenir, confia-t-il à Bitat, mais ce sera un dur... »

Depuis, il habitait lui aussi rue des Abderames. Le grouillement de la Casbah, l'incessant va-et-vient entre les bains-douches et la boulangerie de Yacef, les multiples ruelles qui s'ouvraient de tous côtés, les terrasses qui communiquaient, paraissaient au rusé maquisard présenter toutes les garanties de sécurité.

À Alger, on reprenait confiance. La tournée des commerçants avait rapporté 700 000 F. Yacef avait confié à Ouamrane et à Bitat ses économies : également 700 000 F. Une fortune ! En outre, il avait présenté à ses chefs une recrue de choix : son propre beau-frère, H'Didouche. Non seulement celui-ci était épicier aisé, mais il était président de l'Union des commerçants de légumes.

« Je pourrai trouver des sympathisants qui nous aideront », assura-t-il.

Ouamrane pensa aussi que, rapidement, on pourrait « imposer » ces mandataires aux halles et ces riches commerçants musulmans. De gré ou de force. Mais il était encore trop tôt. Il fallait structurer la ville. Contacter et amener au mouvement des recrues efficaces. Une des premières fut Ghermoul. C'est Yacef qui l'amena. Inspecteur aux tramways algériens, Ghermoul fut le premier syndicaliste à faire à Alger de la propagande F.L.N. en milieu ouvrier et à ramasser des cotisations. Mais où trouver encore de l'argent ?

« Le M.N.A. pourrait peut-être nous aider financièrement ? proposa Yacef. Ils sont riches !

— Pas question, coupa sèchement Ouamrane. Ce sont des traîtres et il faut les considérer en ennemis. Pensez plutôt à contrecarrer leur propagande et à expliquer que la révolution, la vraie, ne se fera que grâce au F.L.N. et à l'A.L.N. »

Mais l'idée du jeune Yacef n'était pas si stupide. Ouamrane et Krim avaient caressé cet espoir. Ils avaient même été contactés par deux hommes de Messali : Oulebsir et Zitouni Moktar. Messali voulait se rapprocher de Krim et des Kabyles. Trois contacts eurent lieu. Le dernier, quelques jours seulement avant que Yacef parlât du M.N.A. ! Cela s'était passé discrètement à Notre-Dame d'Afrique, au-dessus d'Alger. Un lieu bien pratique pour les contacts confidentiels. On a vu dans le récit de la préparation de l'insurrection que certains inspecteurs des R.G. y rencontraient leurs indicateurs. Les émissaires de Messali et les Kabyles avaient une dernière fois confronté leurs positions.

Krim et Ouamrane acceptaient que Messali vienne au Front, après avoir dissous le M.N.A. Ils étaient même prêts à lui donner la présidence du Front. Ils se faisaient fort de convaincre les chefs des régions et « ceux du Caire ». Mais, obstiné et sûr de sa force, Messali désirait exactement le contraire. Il restait le président — El-Zaïm, l'Unique —, mais c'étaient les hommes du F.L.N. — « Vous n'êtes qu'une poignée » — qui rejoindraient les rangs messalistes et viendraient se ranger sous la bannière du vieux prophète. En outre, il fallait abandonner le sigle F.L.N. et adopter le

M.N.A. (Mouvement national algérien). Ce fut la rupture, le dernier contact, la séparation définitive. La lutte fratricide n'allait pas tarder à s'engager. Mais Ouamrane n'avait pas à mettre ses compagnons au courant de contacts qui avaient échoué. Il serait temps lorsqu'il faudrait passer à l'action contre le M.N.A.

Lorsque le sergent avait quitté la Kabylie, il était convenu avec Krim que celui-ci descendrait à Alger dès que les premiers contacts seraient rétablis. Le chef de la zone kabyle devait gagner la capitale, car ce n'était que d'elle qu'on pouvait attendre une aide indispensable pour engager la lutte. Ouamrane prit l'Inox Alger-Constantine et descendit à la gare de Souk-el-Haad. Il devait retrouver son chef dans une maison de la montagne à un kilomètre de la petite ville. Les prudents Kabyles, marcheurs infatigables, parcouraient leur pays à pied et, par mesure de sécurité, prenaient le train dans une toute petite ville où l'Inox ne s'arrêtait que deux minutes.

Les deux hommes se retrouvèrent dans une petite maison abandonnée où Krim troqua sa tenue militaire pour des vêtements civils. Ouamrane le mit au courant de la situation à Alger.

« Ça commence à prendre forme, précisa-t-il, mais ce sera difficile. »

Krim, de son côté, lui raconta la reprise en main de ses troupes et les différentes actions menées contre les caïds et gardes champêtres.

« Et puis j'ai une nouvelle d'importance à t'annoncer, ajouta Krim, Abane Ramdane a été libéré de France. Il est en résidence surveillée chez lui à Azouza, près de Fort-National. Il faut que tu le contactes et qu'il vienne avec nous. Tu le connais bien, ce sera pour nous une recrue formidable ! »

Deux jours plus tard, Ouamrane quittait Alger pour une mission dont beaucoup dans le camp F.L.N. allaient amèrement regretter la réussite : amener Abane Ramdane à la révolution.

Ouamrane a décidé de profiter de sa mission pour effectuer une tournée d'inspection en Kabylie. Si Saïd, le chef de région de Port-Gueydon, a envoyé à Alger un appel au secours :

« Nous attendons les armes avec patience. Mais les Kabyles voudraient passer à l'action et nous manquons d'argent. »

Ouamrane tâte dans la poche intérieure de sa veste une liasse de billets de 1 000 F : 500 000 F des 700 000 F recueillis lors de la première quête à Alger. C'est lui qui a fait le travail, il trouve tout à fait normal que les hommes de sa région en profitent les premiers.

De son observatoire, une colline à cinq cents mètres du centre du village, Ouamrane observe la vie d'Azouza. Il aperçoit des femmes qui vont et viennent, portant de l'eau et des fagots. Deux vieux se réchauffent à un rayon de soleil qui perce le ciel bas et lourd. Vite le printemps qui assèche les pistes ! Les fleuves de boue vont se transformer pour quelque temps en chemins praticables. Ce sera la bonne saison pour commencer les attaques. Ouamrane a envoyé Mayoud Mokrane, le responsable local d'Azouza, à la recherche de son homme. « Va discrètement prévenir Abane que je l'attends ici... »

Ouamrane n'a pas revu Abane depuis 1950. Déjà cinq ans. Ça va être une surprise ! Il a connu Abane Ramdane sous l'uniforme français en 1943 à Blida. Ouamrane, bien qu'étant sergent, faisait fonction d'adjudant de semaine et Abane était secrétaire au bureau du colonel. Car il est instruit, le bougre. Ç'a toujours impressionné Ouamrane. Bien que sa famille soit très pauvre, Abane a réussi à aller jusqu'au bachot. Il a dû s'arrêter ensuite. Il souhaitait faire du droit et n'a réussi qu'à être secrétaire adjoint de la commune mixte de Châteaudun-du-Rhumel. Mais la politique l'a vite attiré. Pendant que Ouamrane, qui est avant tout un homme d'action, a pris le maquis avec Krim, Abane est devenu un des chefs régionaux du P.P.A.-M.T.L.D. clandestin. Responsable de Sétif, il est arrêté

en 1950. Il n'est pourtant pas membre de l'O.S., ce qui ne l'empêche pas d'« en prendre pour cinq ans ». Ces cinq ans, il les a passés presque au secret, seul dans une cellule, s'imposant un « régime intellectuel » qui lui a permis de résister à l'isolement sans devenir fou. Chaque jour, il a réfléchi pendant des heures aux problèmes de la révolution, de la guérilla. Il a analysé la situation algérienne, il a évoqué tous les moyens de lutter contre le colonialisme français. Il s'est assuré une culture politique dont peu d'hommes de la révolution pourront se vanter. Condamné à cinq ans de prison, son intransigeance, ses revendications, une grève de la faim — la plus longue qu'on ait jamais vue dans les prisons françaises — ont fait souligner son nom en rouge sur les fiches du directeur de la maison d'arrêt où il a été incarcéré. Même libéré, on va le garder à l'œil ! Lorsque Abane Ramdane sort de prison, il est assigné à résidence dans son douar natal, à Azouza. C'est un homme de trente-cinq ans, marqué physiquement — il souffre d'un ulcère à l'estomac qui le rend très irritable —, mais surtout intellectuellement. Il est devenu sceptique, amer. Sa violence naturelle n'a fait que se développer en prison. Il a appris le déclenchement de la révolution du 1er novembre, mais sans croire à sa réussite. Il a trop pensé au jour où son pays se soulèverait contre la domination française pour ignorer que, sans aide importante venue de l'extérieur, le soulèvement n'a aucune chance d'aboutir. Et malgré les ragots invérifiables qui circulent en Kabylie sur l'aide de l'Égypte, il sait que pour l'instant elle n'existe pas. Il a rencontré un vieux militant, un certain Slimane Dehilès, qui lui a dit à quel point les armes manquaient. De plus, les noms des chefs du mouvement ne lui disent rien qui vaille : Krim, Ouamrane, Ben Boulaïd, Bitat. Des hommes courageux, certes, mais des montagnards, des paysans, qui ne « pensent » pas beaucoup.

Ouamrane, caché derrière un pan de mur à demi écroulé, reconnaît son ancien camarade qui gravit la pente raide. Les deux hommes s'embrassent, se regardent, s'embrassent encore. Ouamrane, ému, ne veut pas le laisser paraître.

« Tu as grossi, s'esclaffe-t-il avec son gros rire, la prison t'a profité !

— Je suis surtout malade, je gonfle du cou. Et maintenant, je te ressemble Bou Carou ! »

Bou Karou, grosse tête, c'est le surnom qu'Abane a toujours donné à Ouamrane. Le début de goitre dont souffre Abane a développé la partie inférieure de son visage, ce qui lui donne une certaine ressemblance avec Ouamrane dont les mâchoires démesurées sont célèbres dans toute la Kabylie. Et aussi dans la mémoire de tous les policiers qui le recherchent.

Abane a sorti un pain et deux boîtes de sardines de sous sa djellaba.

« Je n'ai pu apporter plus, dit-il. Depuis mon retour, mes parents sont terrorisés. Ils ont peur des gendarmes. Ils ont peur de la répression. Ils me disent que s'il se passe quelque chose dans la région, c'est sur la famille de celui qui sort de prison que le malheur s'abattra. Alors si je leur avais dit que j'avais un rendez-vous avec quelqu'un qui ne devait pas se montrer aux gendarmes, les lamentations auraient repris ! Mangeons et tu vas me raconter. Te voilà devenu un chef important.

— Oui, mais écoute... on a pensé à toi... »

Et Ouamrane, sans omettre le moindre détail, lui raconte les débuts de la révolution, l'organisation politico-militaire, le dénuement aussi. Abane veut tout savoir. Il questionne sans trêve. Ouamrane est intarissable.

« Qu'est-ce que vous avez comme moyens ? demande Abane, des armes, de l'argent ?

— Rien du tout, dit Ouamrane. Nous avons débuté à zéro mais avec les armes récupérées sur l'ennemi, on pourra combattre. On a commencé à collecter des fonds. Pour l'instant, ce n'est pas grand-chose.

— Fous ! Vous êtes des fous. Des vrais fous...

— Peut-être, s'emporte Ouamrane, mais à notre place, si tu avais été libre, tu aurais fait pareil.

Devant la crise Messali, devant les tueries, la démoralisation générale, il n'y avait pas d'autre solution. On n'a pas décidé à la légère.

— Je m'en doute, calme-toi. »

Abane se fait conciliant. Ce diable d'Ouamrane est encore plus violent dans la discussion qu'il ne l'est lui-même.

« Et Messali, il marche avec vous ?

— Non ! au contraire. »

Ouamrane, qui a une confiance absolue en Abane, lui explique leurs démêlés avec Messali, l'équivoque que celui-ci entretient dans l'esprit du peuple, il donne aussi tous les noms de ceux qui ont créé cette troisième force entre les deux fractions du parti et qui ont déclenché l'action armée.

« Je suis d'accord avec vous, dit Abane. Je suis des vôtres.

— Je t'annonce, dit Ouamrane, que toi et le Dr Lamine vous avez été admis d'office comme membres de l'organisation collégiale qui groupe les six de l'intérieur et Tes trois du Caire. Pour l'instant, on n'a aucune nouvelle de ceux du Caire ni de Boudiaf qui les a rejoints. Et on est coupé de l'Aurès et du Constantinois. On sait seulement par les journaux que Ben Boulaïd a été arrêté en Tunisie. Il devait essayer une liaison avec ceux de l'extérieur.

— Et qu'est-ce qu'ils font, ceux-là, en Égypte ?

— Ils doivent trouver des moyens financiers et des armes. Et aussi être nos porte-parole. Mais on attend toujours. Je crois qu'il faut que nous comptions sur nous-mêmes. Il faut tout organiser à Alger. L'essentiel, c'est que tu viennes.

— Je suis prêt à partir tout de suite. J'ai approuvé la proclamation du 1er novembre. Il s'agit maintenant de mettre toutes ces belles paroles en application. Je t'accompagne à Alger.

— Non ! Moi, je continue la tournée d'inspection en Kabylie. Tu prends contact avec le groupe à la boulangerie Yacef, rue Marengo, dans la Casbah. Tu trouveras Krim et Bitat, et que Dieu te protège. »

Le soir même, les gendarmes qui étaient affectés à la surveillance d'Abane Ramdane constataient son absence et ajoutaient son nom aux fiches de recherche. Abane venait de rentrer dans la clandestinité. Sous son signalement, les policiers inscrivirent : très dangereux. Ils ne savaient pas encore à quel point !

Pendant qu'à Alger quelques hommes tentaient de renouer entre les maquisards éparpillés aux quatre coins du pays des liaisons détruites par une répression dont ils n'avaient pas prévu l'efficacité, les trois du Caire — Ben Bella, Khider et Aït Ahmed — organisaient, non sans mal, ce qui allait constituer la délégation extérieure du F.L.N. La capitale égyptienne avait été choisie comme siège car elle offrait aux trois délégués des garanties et des moyens de communication qu'aucun autre pays ne pouvait ou ne désirait donner aux responsables algériens ; en outre, pensaient les trois hommes, la proximité de la Ligue arabe leur apporterait une aide qui ne serait pas négligeable ; enfin, Le Caire était le lieu géométrique — au cœur des pays arabes — d'où ils pourraient mener une action efficace.

Le 1er novembre, Ben Bella avait pu au micro de la *Voix des Arabes*, diffusée par Radio-Le Caire, annoncer officiellement le coup d'envoi de la révolution, accréditant ainsi la thèse — à laquelle d'aucuns sont encore aujourd'hui fermement attachés — que tout était dirigé, téléguidé du Caire et que Ben Bella assumait les fonctions de chef de la rébellion algérienne. On verra combien cette hypothèse entraînera d'erreurs graves commises par certains, et non des moindres, dans la conduite de la guerre d'Algérie.

La délégation s'était installée au troisième étage du 32, Abdelkhaouek Sarllat, dans un bureau

minable que les Égyptiens avaient mis à sa disposition. Coupés de toute liaison avec l'intérieur de l’Algérie, n’apprenant les combats de l’Aurès, seule région où, semblait-il, la révolution se fût implantée, que par les journaux, Ben Bella, Aït Ahmed et Khider décidèrent d’agir seuls. Ils prévoyaient que, dans un premier temps, l'action en Algérie serait sporadique. Boudiaf, qui les avait rejoints le 30 octobre, pour leur communiquer la proclamation et la liste des objectifs qui seraient attaqués le 1er novembre, leur avait dit combien le recrutement était difficile et combien le peuple était sceptique. Les maquisards et leurs chefs allaient avoir besoin d’appuis extérieurs : « Ce sont les armes et l’argent qui manquent le plus », avait confirmé Boudiaf. Celui-ci avait d’ailleurs rapidement quitté Le Caire, non pour reprendre sa place à l'intérieur — on a vu que son rôle était de faire la liaison entre les cinq régions —, mais pour s’installer au Maroc espagnol. Au 1er novembre, l’Oranie de Ben M’Hidi n’avait pas bougé faute de moyens. Boudiaf, en accord avec la délégation du Caire, jugea plus utile sa présence à la frontière ouest où il allait pouvoir trouver des armes et les faire passer en Algérie. Il fallait aussi établir un contact solide avec les Marocains. Et, qui sait, peut-être mettre sur pied une série d’opérations militaires conjointes contre les Français...

Au lendemain du 1er novembre, deux hommes étaient venus grossir la délégation du Caire : Hocine Lahouel et surtout M’hamed Yazid. Les deux leaders centralistes avaient fait acte d’allégeance au F.L.N. Dès l’annonce de l’insurrection, Lahouel avait senti que les querelles entre Messali et lui étaient dépassées. D’ailleurs, Ben Bella, Aït Ahmed et Khider leur avaient mis le marché en main :

« Maintenant, c’est à vous de prendre position. Vous êtes avec nous ou contre nous. On en a assez de vos querelles. Voyez où toutes vos histoires nous ont menés. Vous n’avez pas voulu marcher avec nous pour le 1er novembre et votre ami Ben Khedda est en prison tout en n'étant pour rien dans le déclenchement de la révolution. Nos intérêts sont liés. On doit oublier les rivalités et ne plus penser qu’à notre objectif commun : la libération de notre pays. »

Lahouel et Yazid avaient fait bon cœur contre mauvaise fortune. Il n'en était pas de même des messalistes que le vieux chef avait envoyés au Caire pour « rallier ces galopins ». Mezerna et Filali, mis au courant de l’explosion du 1er novembre, avaient gardé une position de prudent repli : « Il faut consulter Messali... » Depuis, on les considérait comme des ennemis.

La vie s’était donc organisée au Caire. Aït Ahmed et Khider, les deux beaux-frères, s'étaient installés dans un petit appartement, rue Salamlik, où les deux épouses préparaient par économie les repas de toute la délégation. Il s’agissait — en attendant de trouver des fonds — de vivre avec les soixante-dix livres allouées par le gouvernement égyptien au titre de l’aide au Maghreb.

70 000 anciens francs à partager entre trois délégations ! Heureusement que les Tunisiens et les Marocains avaient des ressources et que la semoule n’était pas chère ! Le rôle fixé dès le 1er novembre à la délégation extérieure était d’apporter aux maquisards de l’intérieur un soutien politique, diplomatique et matériel. Les trois hommes se partagèrent la tâche. Ben Bella, qui était le mieux placé auprès du gouvernement égyptien, se chargea de la logistique : trouver des armes et les moyens de les faire parvenir en Algérie ; Aït Ahmed et Khider s'occupèrent du domaine diplomatique, Khider auprès des pays arabes, Aït Ahmed « prenant » le reste du monde : l'Asie, l'Europe et les États-Unis. Il s’adjoignit, pour l’aider à accomplir cette tâche énorme, la dernière recrue du F.L.N., M’hamed Yazid.

Une recrue qui, dans les milieux nationalistes algériens, a déjà beaucoup fait parler d’elle et qui, dans le monde diplomatique, va tenir un rôle de premier plan pendant sept ans ! M’hamed Yazid, un nom que les typos des journaux n’ont pas fini de composer en lettres de plomb ! Sa haute et massive silhouette, son visage aux traits lourds, son regard malicieux derrière de grosses lunettes de myope, sa cordialité vont faire merveille dans les couloirs des grandes conférences internationales. Second

d'Aït Ahmed, l'arrestation de son patron lors de l'arraisonnement de l'avion de Ben Bella le propulsera sur le devant de la scène diplomatique. Bête noire des délégations françaises, il n'en liera pas moins des amitiés durables dans les milieux les plus divers. M'hamed Yazid a une solide culture française. Son père et son frère sont officiers, mais s'il garde pieusement le sabre paternel, il est loin de partager les idées que celui-ci défendit. À dix-neuf ans, il milite au sein du P.P.A. clandestin entre Alger, où il fait ses études, et Blida, sa ville natale. Inscrit aux langues orientales et à la Faculté de droit de Paris, son intelligence et la foi qu'il met dans la défense de ses idées lui valent de gravir rapidement les échelons du M.T.L.D. Bientôt il en dirige la Fédération de France et entre au Comité central. Une carrière politique aussi brillante dans le nationalisme lui vaut, bien sûr, de la part des Français, quelques années de prison pour « détention et distribution de tracts et de documents suspects ». Cela se passe en 1948. Il a vingt-cinq ans. Entre 1950 et le déclenchement de la révolution, il a le temps d'être à nouveau patron de la Fédération de France, de se fâcher — comme beaucoup — avec Messali et de louper grâce à sa fidélité à Lahouel le coche du 1er novembre. Il est bien décidé à se rattraper.

Participant à part entière aux réunions qui se déroulaient au 32, Abdelkhaouek Sarllat ou — quand les Algériens voulaient « être tranquilles » — au domicile d'Aït Ahmed-Khider, rue Salamlik, Yazid découvrit avec stupeur que tout n'allait pas pour le mieux entre l'Égypte et la délégation F.L.N. L'Égypte ne croyait pas au déclenchement de la révolution le 1er novembre. Elle n'avait eu que sarcasmes pour « l'apathie des Algériens qui, alors que la Tunisie et le Maroc se soulevaient, ne faisaient pas un geste pour se libérer de la colonisation ». En outre, les services spéciaux de Nasser, dirigés pour les affaires nord-africaines par le major Fathi Ed-Dib, n'avaient apporté aucune aide matérielle notable à la préparation du 1er novembre. Bien mieux, au moment où Yazid entrait dans la délégation, l'Égypte voulait imposer son influence sur le déroulement de cette révolution qui, pour l'instant, n'était représentée sur le terrain que « par quelques bandes plus ou moins contrôlées dans l'Aurès ». L'expression employée par les officiers égyptiens avait ulcéré Aït Ahmed et Khider sans que Ben Bella protestât, car, et ce n'était pas là la moindre surprise qu'éprouvait Yazid, l'unité était loin de régner au sein même de la délégation algérienne.

« Ben Bella fait bande à part, avaient confié les deux beaux-frères, il joue un jeu bizarre avec Nasser. Il est le seul à le voir. Ils semblent assez liés. On verra les résultats. Après tout, s'il arrive à trouver des armes... »

L'action diplomatique que Khider, Aït Ahmed et Yazid avaient entreprise était guidée par trois directives que les « frères de l'intérieur » avaient transmises au Caire par l'entremise de Boudiaf. D'abord, faire softir à tout prix le problème algérien du cadre français ; ensuite, porter le problème algérien à la hauteur des problèmes tunisien et marocain sur le plan international ; enfin, faire saisir les Nations unies de la question algérienne. Les hommes du Caire n'avaient pour les soutenir que la Charte du 1er novembre. Et en Algérie, malgré l'Aurès, il ne se passait pas grand-chose ! Comment avec cela convaincre des puissances étrangères de « la volonté du peuple algérien de disposer de lui-même » ?

Ait Ahmed et Yazid décidèrent de porter leurs efforts sur la conférence de Bandoeng, qui devait, en avril 1955, réunir vingt-neuf pays afro-asiatiques représentant un milliard trois cents millions d'hommes. Une conférence qui alliait avoir un retentissement mondial ! D'autant que l'on devait y discuter du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et des problèmes des peuples non indépendants ». Il fallait absolument que l'on y parlât de l'Algérie. Cinq pays devaient préparer la conférence de Bandoeng : la Birmanie, Ceylan, l'Inde, l'Indonésie et le Pakistan, puissances dites de Colombo. Ces travaux préparatoires devaient se tenir à Bogor en Indonésie. Aït Ahmed avait déjà

établi au Caire des contacts favorables avec l'Indonésie. Le président Soekarno suivait avec intérêt l'insurrection algérienne. La solidarité musulmane jouait. En outre, l'Indonésie, elle aussi, s'était libérée par les armes. Aït Ahmed et Yazid emportèrent également l'approbation et le soutien de la Birmanie. Il fallait maintenant obtenir que, dans le communiqué final de la conférence de Bogor, le nom de l'Algérie fût cité. Pour cela le déplacement en Indonésie s'imposait. Ce fut le premier voyage lointain de la première délégation du Front que l'on ait jamais vue dans une conférence internationale. On découvrait le sigle F.L.N.

Ce voyage provoqua une vive altercation entre la délégation du Caire et les services spéciaux égyptiens. Fathi Ed-Dib, le major des services spéciaux, voulant marquer sa puissance, son influence, sur le F.L.N., décida de s'opposer à ce voyage des Algériens ! L'entrevue eut lieu avec Aït Ahmed. La discussion fut violente.

« Alors, vous aussi vous voulez faire de la politique », railla Fathi Ed-Dib.

Aït Ahmed, dont l'attitude réservée, les traits réguliers, l'apparence tranquille, la parfaite correction, l'éducation soignée de fils de caïd, rassuraient l'interlocuteur, lui donnant même l'impression de n'avoir devant lui qu'un garçon fort bien élevé qui « s'intéressait incidemment à la politique », sentit qu'il perdait un instant un self-contrôle dont il était fier.

« Vous nous avez accordé l'asile politique, mais sans plus ! répliqua-t-il. Alors laissez-nous agir à notre guise. Tout ce que nous vous demandons ce sont des passeports !

— Les facteurs ne sont pas encore réunis, raisonna le major, pour que votre mouvement agisse sur le plan international. Laissez-nous faire. »

Aït Ahmed éclata.

« Nous sommes seuls juges des facteurs à réunir ! Ce n'est pas vous, ce ne sera jamais vous qui déciderez de la marche de la révolution algérienne ! »

Fathi Ed-Dib s'étrangla de rage. Lui, le tout-puissant officier des services spéciaux, n'avait pas l'habitude qu'on lui parlât sur ce ton.

« On verra bien ce qu'en pense Ben Bella, annonça-t-il.

— Apprenez, major, qu'il n'y a dans notre mouvement aucune place prépondérante. Je suis l'égal de Ben Bella, tout comme l'est Khider ou comme le sont les chefs de l'intérieur. »

Non seulement Aït Ahmed quitta le bureau de Fathi Ed-Dib persuadé de la traîtrise de l'Égypte, mais il avait compris que Ben Bella avait donné des assurances à Nasser. Le Raïs le soutenait, lui apportait son aide, faisait de lui le chef de la révolution algérienne en échange d'une soumission complète du mouvement révolutionnaire algérien au leadership de Nasser ! Voilà des comptes qui se régleraient au retour. Car pour Aït Ahmed la conférence de Bogor était plus importante que ces querelles intestines. Leur premier voyage fut leur première déception diplomatique. Aït Ahmed et Yazid s'étaient déplacés pour obtenir le soutien des Asiatiques, pour que l'Algérie soit citée dans le communiqué final de la conférence préparatoire. Ils remirent à tous les délégués des mémoires sur la question algérienne. Ils exposèrent personnellement à toutes les délégations le problème de leur pays. Ils se montrèrent éloquents, sympathiques, convaincants, persuasifs. L'ardeur d'Aït Ahmed, la verve de Yazid se heurtèrent pourtant à un mur dont ils n'avaient pas soupçonné la résistance : Nehru !

L'homme d'État indien se montra tout à fait opposé à ce que le nom même de l'Algérie figurât dans le communiqué. Il s'en expliqua à Aït Ahmed :

« La conférence de Bandoeng est mise en danger par toutes sortes de complots, lui dit-il, nous ne devons pas parler de l'Algérie car il faut à tout prix que nous évitions les "problèmes-controverses" et l'Algérie en est un. »

En outre, l'« homme à la rose » soutint devant Aït Ahmed que l'Algérie était partie intégrante de

la France. Ce dernier parvint à garder un calme amer :

« Alors, répliqua-t-il, vous concevez que Goa soit à jamais portugaise parce qu'une bulle du pape en a décidé ainsi il y a quelques siècles ! »

La sympathie des puissances de Colombo allait à l'Algérie, mais la prudence dictait de suivre les conseils de Nehru. Aït Ahmed et Yazid essuyèrent un échec complet. On appela les deux Algériens les « invités non invités » et le communiqué final ne dit pas un mot de l'Algérie.

Le retour au Caire ne fut pas triomphal pour Yazid. Obstiné, Aït Ahmed avait décidé de rester en Asie jusqu'à la conférence de Bandoeng ! En trois mois, il résolut d'amener les gouvernements et l'opinion publique de leurs pays à prendre l'Algérie au sérieux. L'Indonésie et la Birmanie étaient un soutien excellent. Il fallait convaincre Nehru, dont l'influence sur les pays qui devaient siéger à Bandoeng serait énorme. Aït Ahmed resta un mois en Inde, rencontrant tous les dirigeants, tenant des meetings à Bombay, à Calcutta, développant le thème : « Si à Bandoeng nous ne sommes pas soutenus, les révolutionnaires algériens risquent d'être exterminés. » La détermination d'Aït Ahmed allait se révéler payante quelques mois plus tard !

Yazid à son retour au Caire découvrit un Khider écrasé par la déception que lui avaient infligée les pays arabes. Ceux-ci étaient fort réticents pour engager d'autres actions que celles de déclarations et « communiqués » prudents. Seule l'Arabie Saoudite avait accepté de signer une lettre destinée au président du Conseil de sécurité et attirant son attention sur la situation en Algérie. C'était un résultat, bien sûr. Mais l'Arabie Saoudite ne demandait pas de réunion du Conseil de sécurité. Elle promit, c'était tout de même le premier résultat financier obtenu par l'équipe du Caire, une somme de cent millions destinée à procurer des armes et de l'équipement aux maquisards algériens ! La somme serait remise à Ben Bella, responsable du département logistique au Caire, qui la confierait à l'Égypte pour achat d'armes à l'étranger. Jusque-là, les résultats avec l'Égypte n'étaient pas fameux. Voulant contrôler le mouvement algérien, elle trouvait un accueil favorable auprès de Ben Bella, qui ne voyait dans une alliance avec Nasser que des avantages, mais une réticence, une résistance même, auprès des autres membres de la délégation. Elle se borna donc entre 1955 et 1956 à n'être qu'un courtier, un intermédiaire entre les pays fournisseurs d'armes que des accords liaient à la France, et le Front de libération nationale algérien.

Au cours de cette difficile période de 1955, Khider, chargé des relations avec les pays arabes, réussit, en liaison avec Boudiaf, qui naviguait entre le Maroc espagnol et Madrid, à faire reconnaître la délégation extérieure comme la réelle expression de la résistance algérienne. Il fallait obtenir la constitution d'un front commun extérieur avec les Tunisiens et les Marocains. L'appui inconditionnel que leur apportèrent au Caire le Néo-Destour et l'Istiqlal fut prépondérant dans la préparation de la grande opération que préparait le F.L.N. à Bandoeng.

Car, pour l'instant, à part les cent millions promis par l'Arabie Saoudite, Ben Bella n'avait obtenu aucune aide matérielle de ses amis égyptiens. Bien mieux, Khider, au Caire, et Aït Ahmed — à son retour de Bombay — apprirent que « le chef de la révolution algérienne », comme disaient les Français, tentait de se débarrasser de ses compagnons en accusant Khider, le fidèle à la religion, d'être un Frère musulman, secte dont Nasser se méfiait comme de la peste, et Aït Ahmed d'être communiste ! Seul Ben Bella jouait le rôle du « pur révolutionnaire ne pensant qu'à son pays ». La manœuvre préparée par l'ancien adjudant auprès de ses amis égyptiens allait coûter très cher au F.L.N. Non seulement il n'y avait plus d'unité au sein de « ceux du Caire », mais dès que la grossière tactique serait connue à Alger, elle allait provoquer une crise entre l'intérieur et l'extérieur qui allait influer sur toute la conduite des opérations en Algérie. Elle marquait en outre le début d'une rivalité sans exemple entre Ben Bella et cet Abane Ramdane dont il ignorait encore la présence à Alger.

Khider fut d'autant plus furieux de la politique solitaire que jouait Ben Bella avec les Égyptiens qu'il se souvenait de la scène qui l'avait opposé, ainsi qu'Aït Ahmed, au gouvernement du Caire à la veille du 1er novembre 1954. Nasser, voulant contrôler tous les mouvements révolutionnaires nord-africains et prendre ainsi, en même temps qu'un pouvoir tout neuf sur son pays, la direction d'un monde arabe qui se libérait de ses contraintes coloniales, avait poussé Hassouna, le secrétaire de la Ligue arabe, manœuvré par les services spéciaux, à réunir les Marocains, Tunisiens et Algériens pour leur faire signer un accord d'action commune sous l'égide de l'Égypte. Aït Ahmed et Khider avaient violemment refusé de signer l'accord. La menace avait jailli : « Si vous ne signez pas, on vous chasse d'Égypte... » Nasser avait vivement rattrapé un bouchon que ses services spéciaux avaient jeté un peu loin ! Il préférait garder à portée de la main la délégation F.L.N., au sein de laquelle se trouvait son ami Ben Bella. Quelques semaines plus tard, il fit même verser par la Ligue arabe un million de francs (anciens) par mois au compte des Algériens pour subvenir aux besoins de leur service d'information.

Cet argent allait bien servir pour Bandoeng. Les billets d'avion, l'entretien, le prix des chambres d'hôtel, autant de détails dont ne se soucient pas les « vrais » diplomates. Pour Yazid, pour Aït Ahmed, chaque déplacement posait des problèmes. Le porte-à-porte, la quête que faisaient Ouamrane et Areski le boucher à Alger, Aït Ahmed et Yazid devaient les faire auprès d'ambassades amies pour se faire inviter, pour obtenir une place d'avion, fort onéreuse, dans une compagnie amie. En cette année 1955, chacun mit sa vergogne dans sa poche et son mouchoir par-dessus. Ils devinrent les pique-assiettes de la diplomatie.

À Bandoeng, Yazid retrouva Aït Ahmed, qui n'avait pas quitté l'Asie depuis la conférence de Bogor et qui avait effectué un travail considérable. Cette fois-ci, ils n'arrivaient pas en inconnus. Certains pays connaissaient le F.L.N., d'autres en avaient entendu parler. Aït Ahmed et Yazid se faisaient les public-relations d'une révolution qui, sur le terrain, restait étrangement silencieuse. Si, en Algérie, les journaux savaient exploiter le moindre attentat, la moindre embuscade pour faire monter la tension et vendre du papier, les « méfaits des fellaghas » étaient loin de passer au niveau international. On ne parlait pas de l'Algérie ce 18 avril 1955 lorsque s'ouvrit, au cœur de cette Indonésie moite et chaude, la conférence de Bandoeng dominée par les personnalités de Nehru et de Soekarno. C'était le premier rassemblement afro-asiatique. Des hommes dont les noms faisaient les titres des journaux se rencontraient pour la première fois. Chou En Lai assistait à sa première conférence internationale. Nasser faisait ses débuts. Parmi ces noms prestigieux, Aït Ahmed et Yazid devaient se faire une place. Là encore ils allaient être aidés par les Tunisiens et les Marocains. Ils avaient constitué une délégation commune du Maghreb : Allai El-Fassi représentait l'Istiqlal marocain, Salah Ben Youssef, le Néo-Destour tunisien, et Aït Ahmed et Yazid, le F.L.N. Ces derniers bénéficièrent, sur le plan international, de la présence et du prestige sur les pays afro-asiatiques de la Tunisie, qui était à la veille d'obtenir l'autonomie interne, et du Maroc, qui était sur le point d'entamer des discussions avec la France. Car les pays participants ne connaissaient ni les problèmes de l'Algérie ni les hommes qui la représentaient officieusement. La thèse de « l'Algérie, terre française, département français » impressionnait énormément. Les représentants F.L.N. s'employèrent activement à la réfuter. Violemment. À tel point que Chou En Lai tint à se renseigner sur « ces jeunes qui se démenaient beaucoup ». Yazid et Aït Ahmed avaient à peine la trentaine ! Leur jeunesse et leur fougue firent grande impression. Ho Chi Minh, qui connaissait Messali et Ferhat Abbas, fit contacter les deux jeunes Algériens. Il discuta longuement avec eux. « Les Français... oh ! les Français, leur dit-il, c'est un problème que nous connaissons bien ! »

Ait Ahmed et Yazid récoltèrent ainsi toute une série d'invitations dans les pays du Sud-Est

asiatique. L'implantation se faisait lentement. Leur présence, leur persuasion furent telles que l'on parla à la conférence de Bandoeng de la situation de l'Algérie. La résolution publiée à l'issue des travaux rendit public « l'appui donné par la Conférence asiatique et africaine aux peuples d'Algérie, du Maroc et de Tunisie, à disposer d'eux-mêmes et à être indépendants ».

Sur le plan international, c'était une victoire extraordinaire qui allait « faire partir » la délégation F.L.N. dans le monde diplomatique. Elle lui ouvrait les portes de l'O.N.U. où Yazid et Aït Ahmed pourraient, grâce aux relations nouées à Bandoeng, être admis comme observateurs. Les liens avec la Tunisie et surtout le Maroc se resserraient. Boudiaf fit savoir qu'on pouvait prévoir une action commune algéro-marocaine aux confins ouest de l'Algérie pour l'automne.

À l'extérieur on commençait à prendre le F.L.N. au sérieux. Pour la première fois, on parlait des « événements d'Algérie » autrement que comme d'un fait divers. Il fallait maintenant qu'il se passât quelque chose en Algérie. N'importe quoi mais qu'on en parlât. Et sur le plan international !

Ce contact perdu avec Le Caire, Krim et Ouamrane pensaient bien le renouer ce mardi 15 mars. Les deux hommes venaient de débarquer de Kabylie appelés d'urgence par Bitat. Ils avaient pris le train à Palestro comme deux bons paysans qui « descendent » à Alger. Il était d'autant plus facile de passer inaperçu qu'un branle-bas de combat extraordinaire agitait la gare de Palestro : des éléments de tabors s'apprêtaient à partir renforcer le dispositif militaire de l'Aurès, cela dans un tintamarre de bidons entrechoqués, d'armes qui se heurtent, de cris, de jurons. Ouamrane était de mauvaise humeur :

« Nous faire venir à Alger alors qu'on a tant à faire chez nous. Bitat et Abane ne peuvent pas se débrouiller tout seuls ?

— Il semble qu'une liaison vienne d'arriver du Caire, le calma KriM. Tu te souviens de l'« Adjudant ». On avait pensé à lui avant le 1er novembre pour commander le Sud.

— Oui. Je m'en souviens. Mais je me souviens aussi qu'on ne l'a pas fait parce qu'on n'avait pas confiance en lui. Il y a quelque chose de changé ?

— Oui, il semble... »

Arrivés à la gare de Hussein-Dey, les deux hommes étaient descendus. Il y avait peu de chances pour que, dans une petite gare de banlieue, un agent ou un indicateur des R.G. reconnaisse les deux chefs kabyles. Ils avaient gagné Belcourt, puis la boutique d'un laitier dans la haute Casbah où devait se faire le contact avec Bitat.

Ouamrane, toujours friand de laitages, s'était fait donner par leur hôte un grand bol de lait caillé qu'il mangeait accompagné de galettes. Le sergent ne buvait ni ne fumait mais son péché mignon était les laitages et les piments. « L'un pour apaiser l'autre... un vrai plaisir », répétait-il. Krim, lui, n'aimait pas beaucoup l'odeur un peu sure qui régnait dans l'arrière-boutique. Mais le laitier était un homme de confiance et sa boutique, l'idéal pour un contact discret.

Bitat et Abane arrivèrent bientôt. Les deux hommes étaient vraiment à l'opposé l'un de l'autre. Bitat, grand, maigre, peu disert, timide ; Abane, petit, fort, violent, loquace. Mais à Alger les deux hommes se complétaient merveilleusement et semblaient faire un bon travail de réorganisation. Les quatre chefs du F.L.N. se saluèrent. Ouamrane, toujours méfiant, jeta un coup d'œil dans le magasin où le laitier servait ses pratiques du matin et referma la porte.

« Voilà pourquoi je vous ai fait venir d'urgence, commença Bitat. J'ai eu un contact avec Djouden, l'Adjudant.

— Et comment ? demanda Krim.

— À la Casbah, c’est lui qui a cherché à nous joindre. »

Djouden, l’Adjudant, un responsable M.T.L.D. de Bouira, avait contacté certains nationalistes qu’il connaissait en disant :

« Je voudrais voir Si Mohamed *(Rabah Bitat)*, Sergent (*Ouamrane*) et M. KriM. »

Pour ce dernier, il n’avait pas employé de surnoM. L’Adjudant n’avait aucun contact avec l'état-major F.L.N. d’Alger et avait été « à la pêche », supposant que sa demande arriverait aux oreilles de Bitat. Ce qui n’avait pas manqué.

« Cela nous a paru bizarre, dit Abane prévenant une question qu’allait poser Krim, il ne prenait guère de précautions. Mais à la Casbah et en s’adressant à certains hommes, comme il l’a fait, il ne risquait pas grand-chose. »

Bitat avait rencontré l'Adjudant. L’impression avait été favorable d’autant que Ben Boulaïd et Ben M’Hidi l’avaient proposé, quelques mois auparavant, pour prendre la direction d’un maquis dans le Sud.

« Il revient de Tunis, poursuivit Bitat. Là, il a été en contact avec Ben Bella qui l’a chargé d’une mission.

— Il avait une lettre ? demanda Ouamrane toujours méfiant.

— Non, c’était trop risqué, nous a-t-il dit. Donc il a vu Ben Bella qui lui a expliqué que les moyens manquaient terriblement pour ravitailler les maquis, mais qu’il avait tout de même des armes et qu’il avait trouvé un moyen de les parachuter !

— Les parachuter ?

— Oui, et chez toi en particulier. En Kabylie où c’est à peu près calme. D’ailleurs il va vous expliquer cela lui-même. Je l’ai convoqué.

— Ici ? s'étonna Abane.

— Quelqu’un le conduira. J’ai pris mes précautions. »

L’Adjudant arriva à l’heure dite, se montra enjoué, sûr de lui, convaincant. À nouveau il raconta son histoire. Le contact tunisien avec Ben Bella, le parachutage. Il sortit même une carte « scout » de la Kabylie.

« Il faudrait que vous fixiez le point où le parachutage sera fait. »

Krim qui au début avait trouvé cette histoire trop bien présentée, racontée d’une traite — « Il l’a apprise par cœur », pensa-t-il —, reprit confiance se reprochant même d’être trop méfiant. La désorganisation avait été telle qu’il ne fallait pas refuser le premier contact qu’on parvenait à renouer avec « ceux de l’extérieur », surtout lorsqu’il apportait de bonnes nouvelles.

« Il faudra baliser le terrain, poursuivit l’Adjudant. Le mieux, pour ne pas se faire repérer des militaires, est de mettre les feux de balise dans des caisses. Ainsi on ne les verra que d’en haut. »

Ouamrane — le Sergent — apprécia l’initiative de l'Adjudant. Celui-ci apportait encore des détails, donnait des gages de sa sincérité, tenait à convaincre ses interlocuteurs.

« Ma femme est polonaise, expliqua-t-il. Elle vit à l’hôtel du Muguet. Moi, je suis prêt à me mettre à votre disposition pour vous aider à trouver et à acheminer des armes venant de l'extérieur. Ce que je vous demande, c’est d’assurer la vie de ma femme. Si vous pouviez lui fournir à peu près 30 000 F par mois... »

Tout était réglé. L’Adjudant adopté. On décida de se retrouver une semaine plus tard pour que Krim puisse communiquer le lieu exact choisi pour le parachutage.

« Tu passeras mardi matin chez le tailleur de la rue du Vieux-Palais, près du café Malakoff, précisa Abane. On te donnera l’endroit du rendez-vous. »

Les cinq hommes se séparèrent, enchantés de cette réunion dont le résultat pouvait apporter à la

révolution une aide appréciable.

Ouamrane regagna la Kabylie. Il ne fallait pas laisser la région sans responsable. Surtout depuis l'arrestation, au cours d'une opération militaire, d'Er-Riffi et de Zamoun Ali. Pour Er-Riffi, ce n'était pas une grande perte. Un drôle de type que Krim avait vu arriver dès novembre 1954. C'était un Irakien. Officier de l'Académie royale de Bagdad, s'il vous plaît ! Mais un artilleur qui ignorait tout de la guérilla. Krim l'avait gardé. Peut-être un jour aurait-il des canons ! Mais pour l'instant, avec les vieux fusils qui constituaient le seul armement, l'officier irakien — qui ne parlait pas un mot de kabyle — était plus un poids mort qu'une recrue de valeur. Il était pourtant courageux. Et puis il était venu à titre personnel s'engager « pour la cause ». Il s'était fait arrêter le 2 mars. Le Gouvernement général en faisait ses choux gras. « Un officier irakien arrêté ! C'est la preuve de l'ingérence étrangère dans la rébellion. L'Irak aide les rebelles algériens ! » Les journaux s'en donnaient à cœur joie. Cela n'avait guère d'importance. Plus grave était pour les Kabyles l'arrestation de Zamoun Ali, qui était un des hommes de confiance de Krim et que tout le monde connaissait en Grande Kabylie. Le moral des hommes en avait pris un coup et il ne s'agissait pas de les laisser seuls à trop réfléchir sur la faiblesse de leurs moyens. En outre, Ouamrane devait voir sur place quel serait le lieu idéal pour un parachutage d'armes. Krim, lui, décida de rester une semaine à Alger.

Le lundi 21 mars, Driss Amar, un émissaire d'Ouamrane, arriva vers 20 Heures à Alger. Il contacta tout de suite Krim au sixième étage de la rue Marengo chez Laskri Hocine, le camionneur qui l'hébergeait. Il apportait le lieu choisi pour le parachutage, compte tenu de l'implantation militaire en Kabylie et de l'importance des déplacements de troupes. Puis les deux hommes passèrent à l'étude des différents problèmes qui se posaient en Kabylie. Ils travaillèrent toute la nuit car Driss Amar devait regagner son poste le lendemain matin. Krim pensa qu'il devrait lui aussi repartir assez vite. Mais il voulait qu'Abane soit parfaitement au courant avant de le laisser seul avec Bitat.

Le mardi matin, Krim apporta à Bitat, dans l'appartement des Tagarins, une carte où le lieu du parachutage était marqué d'une croix. Il en garda le double.

« Où vas-tu rencontrer l'Adjudant ? demanda Krim.

— À la Casbah, dans le petit café au coin des rues Henri-Rivière et du Rempart-Médée. Je fais prévenir le tailleur pour donner le lieu de rendez-vous. Ce sera à 11 Heures. Tu viendras avec moi ?

— Non ! Je n'ai pas dormi de la nuit. J'ai travaillé. Je vais essayer de me reposer. Vas-y seul. On n'a pas besoin d'être à deux pour remettre une carte.

— Oui, tu as raison. »

Bitat qui s'était familiarisé avec Alger et qui avait repris confiance décida de « faire une tournée » dans Alger. Il verrait Yacef et quelques-uns de ses hommes.

« Je m'en vais. Abane doit revenir vers midi et demi. »

Krim sommeillait déjà.

L'Adjudant descendit en sifflotant les escaliers crasseux du boulevard Gambetta où des gosses jouaient en permanence. Pourtant, il n'avait pas le cœur à siffler. Il jouait gros. Tout à l'heure, en sortant de chez le petit tailleur — « Un brave type, lui avait dit Bitat, quand je me suis installé à Alger il m'a fait en trois jours trois costumes pour que je n'aie pas l'air d'un paysan de la montagne. Et il me les a comptés 28 000 au lieu de 35 000 ! C'est un ami. Tu pourras toujours me joindre par lui » —, il s'était arrêté, dans la foule de la place du Gouvernement, près d'un Européen absorbé dans la contemplation des livres exposés au kiosque à journaux.

« Ce sera à 11 Heures, dans le café au coin de la rue Rivière et de la rue Rempart-Médée », lui avait-il glissé à mi-voix. Puis il avait poursuivi son chemin, remontant vers les tournants Rovigo. Le commissaire Loffredo avait immédiatement prévenu Gonzalès, le nouveau patron des R.G. :

« Ça y est, on tient Krim et Bitat ! »

Depuis Bouira, depuis des années, il connaissait l'Adjudant. Il l'avait contacté par un homme que « manipulait » Gonzalès, un parent d'Aït Ahmed, l'un de ceux qui étaient au Caire. C'est sur les ordres des Renseignement généraux — qui reprenaient pied après le « grand vide » provoqué par la mutation des inspecteurs et commissaires « Borgeaud » — que l'Adjudant avait établi le contact avec les chefs F.L.N. et leur avait « vendu » l'histoire des armes de Ben Bella. Maintenant que le piège allait se refermer, Djouden devait jouer serré. Il tourna à gauche dans la rue Henri-Rivière qui débouchait sur l'un des paliers des escaliers du boulevard Gambetta. Le café maure se trouvait à moins de cinquante mètres.

« Avec un peu de chance, avait dit un commissaire à l'Adjudant, les quatre seront là comme lorsque tu les as contactés. Avec une opération comme celle-là tous nos ennuis seront terminés, la rébellion écrasée dans l'œuf ! »

L'Adjudant s'assit à l'une des trois tables poisseuses qui constituaient la « terrasse » du café. À une table voisine, un vieux qui semblait avoir cent ans avait appuyé son menton sur ses mains croisées sur une canne montagnarde. Sous un turban immaculé, son visage aux mille rides semblait calme, reposé, déjà détaché des choses de ce monde. Ses yeux bleus délavés voyaient-ils seulement les passants de la rue du Rempart-Médée ?

« Alors, Adjudant, ça va ? »

Djouden sursauta. Bitat était devant lui, souriant. Il lui serra la main.

« Tu es seul ?

— Oui. Mais j'ai tout ce qu'il te faut. »

Après avoir commandé deux thés au gosse en haillons qui tenait lieu de serveur, les deux hommes bavardèrent à mi-voix. Bitat expliqua le choix du lieu et passa la carte à l'Adjudant.

« Bon, je vais m'en aller, dit Bitat. Il n'est jamais prudent de rester trop longtemps au même endroit. C'est la règle. »

L'Adjudant se sentit pâlir. Mais qu'est-ce qu'ils foutaient, les flics ? Ils attendaient peut-être les autres. Et ils allaient perdre tout le monde ! L'indicateur fit un mouvement pour se lever. Un coup de sifflet retentit. De toutes parts, de la rue Henri-Rivière, de la rue du Rempart-Médée, de la ruelle transversale surgirent des inspecteurs, pistolet au poing.

« Les mains en l'air, ne résistez pas. Vous êtes encerclés. »

En un instant, Bitat eut les mains jointes par les menottes.

« Allez, toi, en route. » Bitat eut un regard pour l'Adjudant dont les policiers semblaient se désintéresser. Celui-ci se détourna. La première partie de la mission était accomplie. Il s'agissait maintenant d'avoir les autres ! Discrètement, il s'écarta du groupe armé. Seul le vieux le suivit de ses yeux bleus délavés.

Yacef était essoufflé lorsqu'il arriva dans l'appartement des Tagarins.

« Qu'est-ce qu'il t'arrive ? lui dit Krim, tu es blanc comme un linge.

— Si Mohamed vient d'être arrêté par la police, le tailleur du Vieux Palais vient de me prévenir. L'Adjudant a réussi à s'échapper. Il nous donne rendez-vous à 14 Heures au café du Mûrier à Belcourt.

— Pas question, n'y va pas, toi ! C'est suspect, cette histoire. Je n'ai pas du tout confiance en cet Adjudant. On va même filer d'ici. Bitat connaît cette cache puisqu'il y habite. Et il peut être torturé.

Où peut-on aller ?

— Chez H'Didouche, mon beau-frère.

— Laisse un agent de liaison dans les parages pour prévenir Abane qui ne doit pas tarder. Qu'il aille se cacher rue de Chartres. Il connaît. »

Chez H'Didouche il y avait le beau-père de Yacef.

« Tout Alger te recherche, dit-il à KriM. J'étais au café Malakoff, la porte à côté de chez Aïssa, le tailleur, quand la police est arrivée. Un flic lui a dit : « Allez, » tu es fait. Et ton ami Krim, on le tient. Il va te » rejoindre. En prison. Dans une demi-heure, il sera » dans un café de Belcourt. Au Mûrier. Tu vois, on » sait tout. Alors il ne te reste pas grand-chose à » raconter, mais tu vas le faire tout de même. » Et ils l'ont emmené. »

Krim et Yacef avaient compris. Seul l'Adjudant connaissait le rendez-vous. C'est lui qui avait « vendu » tout le monde. À Alger l'alerte était donnée. La police voulait KriM. Les recherches étaient concentrées sur la Casbah. Des barrages établis en ville et sur les routes. Krim devait regagner la Kabylie.

« Qui peut me faire sortir d'ici ? demanda-t-il à Yacef.

— Avec tous ces barrages ? Je ne vois que le douanier, s'il veut bien se mouiller.

— Va me le chercher. »

Une heure plus tard, le douanier était là. C'était un Kabyle qui connaissait bien Krim ; jusque-là il n'avait pas participé activement à la révolution.

« À tes ordres », dit-il à Krim.

On lui expliqua la situation. Cette fois, devant le risque, il s'engagea. Le plan fut vite établi. En uniforme, le douanier kabyle, qui avait une voiture, partirait pour la Kabylie avec sa femme et ses gosses.

« Moi je me cacherai derrière, ajouta Krim.

— Oui, c'est possible, mais il faut que tu te déguises en femme, avec le voile et le haïk. Ça se passera peut-être bien.

— Non. »

Krim répondit brutalement. Yacef avait compris.

« Tu ne vas pas risquer de te faire prendre pour une affaire aussi bête », lui dit-il.

Soustelle, qui savait que Krim et d'autres venaient parfois à Alger déguisés en femmes, avait récemment nargué les chefs F.L.N. en mettant en doute leur virilité.

« Ah ! de jolis chefs, de jolis hommes, avait dit en public le gouverneur général. Quels sont ces guerriers qui fuient le danger en se déguisant en femmes ? »

Yacef insista :

« C'est ridicule. On s'en fout de Soustelle. Ce qu'il faut c'est que tu sortes de là ! »

Krim se rendit à leurs arguments. Un haïk de la famille Yacef fit l'affaire. Sous le voile blanc, Krim étreignit sa mitraillette. Ils descendirent jusqu'aux tournants Rovigo où le douanier habitait. En un instant il fit descendre sa femme, voilée elle aussi, et trois gosses. Tout le monde portait des couffins avec des conserves, de la nourriture, des fruits. Le douanier avait raflé tout ce qu'il y avait dans le garde-manger. Il installa sa femme auprès de lui avec un enfant en bas âge. Krim empêtré dans ses voiles se cala à l'arrière de la 11 CV Citroën auprès des deux autres gosses. Chacun avait un couffin sur les genoux. Krim se donna un peu d'aisance pour pouvoir, le cas échéant, se servir de la MAT. En route, l'uniforme du douanier, sa carte professionnelle, la famille, les couffins firent merveille. Tous les barrages furent passés sans encombre et la voiture prit le chemin de la Kabylie. Krim n'avait pas ouvert la bouche. La femme non plus. Il n'est pas d'usage en Algérie qu'une femme

questionne son mari sur ses décisions !

Pourtant, à Camp-du-Maréchal, à cinq kilomètres de Mirabeau où Krim serait en sécurité, un contrôle plus important que les autres — deux automitrailleuses en chicane en travers de la route — arrêta l'équipage. Une herse empêchait de forcer le barrage. Un adjudant fouillait du regard tous les véhicules et faisait descendre certains occupants. Krim, d'un mouvement du poignet, arma sa mitraillette. Personne n'avait bougé dans la voiture. Puis il rajusta le voile, rabattit le haïk bas sur le front. Seuls ses yeux étaient visibles. Le sous-officier s'approcha.

« Allez, tout le monde descend. Suivez-nous.

— Mais, protesta le douanier, en montrant son uniforme, je suis en règle. »

L'adjudant éplucha la carte officielle.

« Où allez-vous ?

— C'est la famille. On va voir les vieux et les cousins. On a apporté des provisions. »

Et du geste il montra les couffins débordants, sa femme, les gosses... et Krim.

« Ouais », grommela l'autre.

Et il glissa le bras par la vitre arrière, passant devant le visage de la « vieille » pour fouiller un couffin. Krim avait devant les yeux la manche de l'uniforme. À quelques centimètres ! Il distingua même les minuscules points de rouille qui avaient attaqué le galon jaune barré d'un trait rouge ! Un mouvement de l'index et à bout portant il pourrait abattre l'adjudant ! Celui-ci observa, méfiant, la guimbarde surchargée.

« Et elle ? demanda-t-il, montrant Krim.

— Ma belle-mère », répondit le douanier.

Krim savait que, pour l'extérieur, il n'était qu'une femme affalée, entourée de couffins. Mais, l'instinct aiguisé par des années de clandestinité, il sentit l'homme hésiter, puis se décider :

« Allez, passez », dit l'adjudant, en se tournant vers le véhicule suivant.

En démarrant, le douanier fit grincer sa première ! À la nuit tombante, le chef kabyle gagnait son P.C. de Bétrouna. Le douanier rendrait le haïk à Yacef à son retour à Alger. Krim l'avait échappé de justesse. Le mois de mars commençait mal. Après l'arrestation de Ben Boulaïd en février, puis celle de Zamoun, c'était aujourd'hui le tour de Bitat ! Les hommes du 1er novembre n'étaient plus nombreux. Abane devrait maintenant s'occuper seul d'Alger.

Au poste de garde du palais d'Été, un capitaine regarda sa montre. 22 Heures. On lui avait signalé l'arrivée de la voiture pour cette heure-là. Il fit quelques pas devant la grille de la résidence du gouverneur général. La nuit était douce, étoilée. Une légère brise venue de la mer apportait une odeur un peu fade qui faisait paraître plus subtile encore celle des mille plantes dont les jardins du palais d'Été pouvaient s'enorgueillir. Douceur et épices. Toute l'Algérie, tendre et violente. Au poste de garde, les hommes étaient étonnés, on n'avait pas l'habitude de voir un capitaine à cette heure-là.

À la grille, près des guérites, les deux Sénégalais en chéchia et burnous saluèrent du sabre. La 15 CV noire s'était arrêtée. Le capitaine reconnut à l'avant, près du chauffeur, le commandant Monteil. Il salua. La voiture s'engouffra dans le parc, faisant jaillir sous ses roues le gravillon des allées soigneusement ratissées. Le capitaine avait eu le temps d'apercevoir les visages des occupants tassés à l'arrière.

« Des Arabes, pensa-t-il, qu'est-ce qu'ils viennent foutre ici à cette heure ? Enfin, le commandant est avec eux, il sait ce qu'il fait. »

Ce 28 mars 1955, dans son bureau privé du palais d'Été, Soustelle, attendant les visiteurs que lui

amenait Monteil, faisait un rapide bilan de ces premières semaines. Le train des réformes était en marche. Il avait obtenu, non sans mal, que Paris acceptât un plan de cinq milliards « immédiats » pour entreprendre une série de travaux indispensables qui prouveraient l'intérêt de la France pour la population autochtone. Le sous-emploi chronique fournissait aux rebelles une masse de manœuvre extraordinaire. Il était étonnant qu'en Kabylie par exemple la rébellion ne se soit pas plus développée, ce qui prouvait bien que la population n'était pas favorable à ce mouvement. Il fallait très vite s'occuper d'elle. Et Paris ne comprenait rien ! Soustelle avait dû effectuer plusieurs voyages pour expliquer, pour défendre sa cause. Cinq milliards, vous vous rendez compte ? Mais qu'étaient cinq milliards devant les dépenses qu'il faudrait entreprendre si la rébellion se développait ? Ce n'était tout de même pas trop demander que de pouvoir tracer des chemins, ouvrir quelques routes, creuser des puits, créer des classes nouvelles dans les zones les plus déshéritées en Kabylie, dans l'Aurès et l'Est oranais. Malheureusement, le gouvernement d'Edgar Faure n'apportait pas tout le soutien qu'avait espéré Soustelle. À tel point que celui-ci, lors de son dernier voyage, il y avait cinq jours de cela, avait mis sa démission dans la balance.

« Ou j'ai les moyens de faire quelque chose ou je m'en vais ! »

Il avait obtenu gain de cause en développant la base de sa politique :

« Autant il est indispensable de combattre le terrorisme, autant une politique de pure répression serait dangereuse et inefficace. »

Soustelle avait — en dehors des questions militaires

— voulu obtenir l'état d'urgence en Algérie. Quelle affaire ! Tergiversations, discussions, opposition de ceux qui, hier, n'auraient pas demandé mieux que de la voter. Mais il y avait les haines de parti à parti, les salades parlementaires, les antagonismes entre hommes — Faure et Mendès se livraient une lutte à couteaux tirés — qui retardaient la mise en application de l'état d'urgence. Cette fois, c'était réglé ou presque. L'Assemblée devait se prononcer quarante-huit heures plus tard. Les votes étaient acquis. Mais déjà, avant même que les premières mesures soient prises, c'était le tollé général. Soustelle avait laissé entrevoir à certains fonctionnaires, à certains parlementaires, la politique qu'il comptait mener grâce aux réformes, à l'aide financière et aussi à l'état d'urgence : « Une politique des égards et de la confiance. » Pensant à ses Tartarins, qui se manifestaient surtout dans le Constantinois parce que l'Est était la seule région réellement touchée par la rébellion, mais qui se découvriraient très vite en Kabylie ou dans l'Algérois si ces régions s'enflammaient, Soustelle avait dénoncé la politique du « mépris », le complexe de supériorité de l'Européen, la méfiance généralisée envers les musulmans. Il se promettait d'ailleurs de l'écrire à tous les préfets, sous-préfets, maires et administrateurs. Ceux-là aussi, il convenait de leur mettre les points sur les « i ».

Le clivage entre les deux communautés... c'était contre cela qu'il fallait lutter. Il fallait bien délimiter les pouvoirs donnés par l'état d'urgence. Qu'on ne s'en serve pas à tort ou à travers. Soustelle voulait en limiter l'application à l'Est algérien. Selon la loi, il « renforçait et concentrait les pouvoirs civils traditionnels de façon à les rendre plus adaptés à des événements susceptibles de mettre en danger l'ordre public ou de porter atteinte à la souveraineté nationale ». En parlant clair, cela permettait d'assigner à résidence surveillée dans des camps d'hébergement certains « meneurs » ou « suspects ». Bref, séparer le bon grain de l'ivraie. En outre, il devenait possible de fermer certains établissements, contrôler la presse — sans qu'il s'agisse de censure —, faire remettre certaines catégories d'armes. Bref, cela permettait d'agir dans des régions où on n'était pas en guerre mais...

Ce clivage que redoutait tant Soustelle, il le retrouvait dans les réactions à l'annonce d'un « état d'urgence » imminent. Pour certains, les mises en garde contre une politique de mépris faisaient de

lui le « gouverneur des Arabes ». René Mayer menait campagne depuis le début du mois contre l'état d'urgence, qu'il considérait comme une demi-mesure, sans efficacité réelle. Lui et le groupe qu'il représentait — le gros colonat — ne rêvaient que d'état de siège qui permettrait de concentrer tous les pouvoirs civils et militaires en une seule main et qui permettrait également de prendre, sur les plans administratif et judiciaire, « les mesures indispensables ». Le tout était de bien choisir la main !

D'autre part, les musulmans étaient pris d'une véritable panique à l'idée de l'état d'urgence. Soustelle savait les injustices qui frappaient certains d'entre eux — trop nombreux à son goût — et il entendait bien lutter contre ces abus. L'aile gauche de son cabinet : Monteil, Juillet, Germaine Tillion, s'efforçait de lui établir les rapports les plus complets à ce sujet. Et si, ce soir du 28 mars, Soustelle attendait des visiteurs, c'était dans cette optique : rassurer la communauté musulmane, calmer les appréhensions, la panique que l'annonce de l'état d'urgence avait fait naître. Monteil avait proposé à Soustelle de lui faire rencontrer des représentants des mouvements nationalistes de toute tendance : un représentant des ulémas réformistes, un membre de l'U.D.M.A. de Ferhat Abbas. Deux M.T.L.D. : un messaliste, un centraliste.

« Qui pensez-vous m'amener ? avait demandé Soustelle.

— Le Cheikh Kheireddine, qui est le vice-président des ulémas, Me Ouagag, un messaliste, qui est président du Comité de secours aux victimes de la répression. Ceux-là sont des durs. Des hommes avec qui il faut compter. Il pourrait y avoir le Dr Ahmed Francis, le bras droit de Ferhat Abbas.

— Il faudra aussi que je voie Ferhat Abbas. Mais plus tard. Et ensuite ?

— Un centraliste : Hadj Cherchali. C'est tout ce que j'ai pu trouver dans ce domaine. Son « dossier de moralité » n'est pas fameux, on y parle d'escroquerie, de traite des blanches... Mais il transmettra ce que vous direz. Les autres centralistes, les « bien », sont encore en prison !

— Bon, amenez-moi vos hommes. Mais discrètement. »

Car, en 1955, l'ambiance est telle à Alger, les groupes

de pression si influents, la presse toujours prête à enflammer les esprits, que si le gouverneur général entendait recevoir en plein jour, à son bureau du G.G., une délégation « représentative » musulmane, on crierait à la trahison. Soustelle — nommé par Mendès, ne manquerait-on pas de souligner — se prépare à brader l'Algérie ! Il fallait agir discrètement. À la sauvette. Cela non plus n'était pas fait pour simplifier les choses. C'était, consciemment ou non, traiter les musulmans en « pestiférés ». Heureusement, le travail de contact accompli par Monteil, la confiance amicale qu'avaient en lui la plupart de ceux qu'il avait rencontrés feraient passer sur bien des détails. De plus, Soustelle voulait profiter de cette rencontre pour jeter les bases d'une politique qu'il entrevoyait et qui — parallèlement à l'intégration qui restait son cheval de bataille — permettrait la création d'une troisième force composée d'Algériens avec qui on puisse discuter honorablement, qui ne soient pas des assassins comme Ben Boulaïd, ou ce Chihani qui l'avait remplacé dans l'Aurès, ou Krim et Ouamrane. Monteil l'avait d'ailleurs expliqué à Ben Khedda lors de son entrevue à la prison de Barberousse :

« La France devra un jour « discuter », elle ne le fera jamais avec des assassins, mais elle peut parler avec vous qui êtes des modérés, des gens de culture française. »

Voilà, c'était cela. Des modérés. Des gens de culture française. Il fallait se les attacher. Les « monter en épingle », jouer sincèrement avec eux. L'armée écrasant la rébellion, l'intégration se faisant par paliers et une troisième force musulmane venant rejoindre « aux commandes » les Européens, c'était cela la chance de l'Algérie... C'était cela le plan Soustelle.

Les quatre hommes entrèrent dans le bureau du gouverneur. Celui-ci leur serra la main pendant que Monteil faisait les présentations. Pour eux aussi, l'entre vue était importante. Ils écoutèrent avec

attention l'exposé que leur fit Soustelle sur le « véritable » état d'urgence, son objet, sa portée mais aussi ses limites.

« Monsieur le gouverneur, répondit le cheikh Kheireddine, il est urgent de s'entendre. Les Tunisiens, *étrangers* protégés par la France, sont plus heureux que les *Français* musulmans d'Algérie. L'état d'urgence sera inefficace, il ne pourra qu'attiser le feu... »

Le cheikh, qui s'exprimait en arabe, employa pour « état d'urgence » un mot dont la traduction littérale était état de peur *(hâlet el khouf)*. « Voilà un des inconvénients de notre carence à scolariser en arabe, pensa Monteil qui traduisait, puisque le peuple ignore le terme adéquat et emploie une expression de panique. »

Le docteur Ahmed Francis, futur membre du Conseil national de la révolution, futur ministre des Affaires économiques et financières du G.P.R.A. et futur négociateur d'Évian, renchérit :

« Nous serons à la merci de la dénonciation d'un garde champêtre. L'apaisement, monsieur le gouverneur, ne pourra naître que de la libération des détenus non compromis, et du retour à la liberté d'expression.

— Les simples adhérents d'un parti politique vont entrer préventivement dans la clandestinité, ajouta Cherchali. Nous craignons surtout les abus des exécutants dont le contrôle risque de vous échapper. » Monteil souligna mentalement combien la réflexion du centraliste était juste. Mais Soustelle — dont la froideur apparente faisait place maintenant à une chaleur convaincante, à un enthousiasme correspondant à la grandeur, à la générosité du plan qu'il s'était fixé — développait ses arguments :

« L'état d'urgence évite l'état de siège, répondit-il, et vous savez combien celui-ci aurait été dangereux. Il sera limité à des zones précises. En particulier l'Aurès. Il ira de pair avec des réformes et des mesures de détente. Ensuite, vous le savez bien vous qui êtes ici ce soir, il est nécessaire à la sauvegarde des vies quotidiennement menacées. C'est plutôt un état de sauvegarde »

Soustelle observa un temps, puis se fit plus solennel : « Je vous donne ma parole que personne ne sera inquiété ou arrêté pour ses opinions, *même si elles sont contraires aux miennes*, ou pour son appartenance à un parti politique. Reconnaissez que depuis mon arrivée, il y a quelque chose de changé en Algérie.

— Sans aucun doute, monsieur le gouverneur, et la preuve c'est que nous sommes ici ce soir. »

On évoqua ensuite la carence de l'Assemblée algérienne, inévitable conséquence du truquage des élections. Les interlocuteurs de Soustelle le remercièrent pour l'attention qu'il avait portée à l'élection partielle de Batna où l'on avait procédé — tout à fait loyalement — au remplacement d'un député décédé. La séparation fut très cordiale. Il fut entendu que des contacts seraient gardés par l'intermédiaire du commandant Monteil, notamment pour faire part des inquiétudes éventuelles ou pour dénoncer des abus. On se serra la main. Chaleureusement.

Lorsque Monteil raccompagna les visiteurs jusqu'à la voiture, le cheikh lui dit en arabe, tout en lui donnant l'accolade :

« C'est un homme de bonne foi, nous espérons en lui. Pourvu seulement que les « bâtards » le laissent travailler !

Des problèmes, Soustelle en avait avec tout le monde. D'abord avec ses Européens. Surtout ceux qui « gueulaient » à tort et à travers, ceux qui criaient à l'*abandon* alors que le gouverneur général entreprenait une politique de resserrement des liens trop relâchés depuis de nombreuses années. On a vu l'action néfaste des Tartarins. Il y eut également celle de la très réactionnaire Fédération des maires, présidée par Amédée Froger — qui paiera bien cher son incompréhension, son opposition à tous programmes prônant un peu plus de justice pour les « Arabes ». La Fédération ne demandait que

« de la poigne » et vite. Le châtiment suprême et immédiat de tout individu « convaincu » d'actes criminels. Le contrôle sévère de la presse, la « mise hors d'état de nuire de tout élément séparatiste ».

Il y avait Laquière, M. le président Laquière, qui se faisait le champion des deux collèges. « Le collège unique, jamais, môssieur ! » Celui qui se savait le « digéreur de gouvernements » assiégeait Soustelle. Celui-ci me dira plus tard combien son action fut néfaste, mais aussi parfois ridicule.

« Laquière ? Ah, oui, Laquière. Il venait dans mon bureau, non pour me parler de l'intégration, mais pour me tenir la jambe pendant deux heures en me parlant du jeu de boules de Saint-Eugène, localité dont il était maire, auquel le directeur de l'hygiène refusait la licence lui permettant de vendre des boissons alcoolisées... » Le jeu de boules est un haut lieu des campagnes électorales et s'il n'y a pas d'anisette où va-t-on ?

Soustelle se heurtait à des problèmes de pissotières de village à la Pagnol alors qu'il rêvait d'intégration. Pour que cette intégration devienne réalité, Soustelle savait qu'il fallait liquider les structures coloniales, aller vers le collège unique, appliquer le statut, c'est-à-dire supprimer les communes mixtes, ce qui aboutissait en particulier à augmenter le nombre des départements. Il fallait aussi donner l'indépendance au culte musulman. Mais si ces réformes étaient appliquées, en particulier le collège unique, beaucoup de mairies iraient à des musulmans. De même, si l'on supprimait les communes mixtes, en les remplaçant par des communes de plein exercice. Et que deviendrait la toute-puissante Fédération des maires ? Elle n'accepterait jamais des « bougnoules » en majorité. Et Soustelle n'était pas — pas encore — « arrangeant ». Il était attaché au découpage territorial qui, selon lui, devait correspondre à l'ethnographie de la région. Quant aux conseils municipaux où l'on employait « pour le bien de tous » — et surtout de la minorité dirigeante — la formule des 3/5-2/5, trois cinquièmes de membres du premier collège et deux cinquièmes de musulmans, Soustelle y appliquait, dans un premier temps, l'égalité. Et ensuite le collège unique ! Cela ne faisait pas l'affaire du colonat. Pas du tout. Mais Soustelle ne voulait pas s'en soucier. D'ailleurs, il ne recevait leurs représentants qu'en fonction de leurs charges officielles : parlementaires ou communales.

Quant à la population pied-noir elle était brave, proche des Algériens, même s'il y avait ce petit sentiment de supériorité. Il s'effacerait bien vite devant l'accession des musulmans à des postes et à des charges de plus en plus importants. Il suffisait de ne pas l'exciter, de ne pas lui faire peur. De ne pas dresser les communautés les unes contre les autres en leur racontant des fariboles. Et surtout que le terrorisme du F.L.N. ne l'atteigne pas. Que l'on n'en arrive pas dans toute l'Algérie à ce qui se passait dans l'Est. Là, aux alentours de l'Aurès — heureusement les Européens n'étaient pas très nombreux —, mais aussi dans le Constantinois, où quelques méfaits se produisaient, la démoralisation gagnait.

Un rapport que Cherrière lui avait fait parvenir l'inquiétait : « Les Européens, écrivait le patron de la Xe R.M., paniquent. Ils sont inquiets des développements de la rébellion. Un fossé se crée entre les deux communautés. Les rares musulmans pro-Français sont égorgés ou mutilés les uns après les autres. La terreur rend muets les survivants. Ils ne veulent plus de contacts avec les Européens, qui sont, de leur côté, exaspérés par les attentats et se préparent à se grouper en autodéfense. Ils prônent à nouveau des mesures "sévères et brutales" (toujours le souvenir des "bons" résultats de Sétif en 1945. 45 000 morts et plus d'embêtements...). L'état d'urgence déçoit. On s'attendait à des mesures plus vigoureuses... »

Pour reprendre en main cette population européenne qui cédait au découragement et voulait répondre au terrorisme par le contre-terrorisme — ce qui, et Soustelle le savait, n'a jamais mené une



cause à la victoire —, le gouverneur général comptait sur la répression « officielle », celle de l’armée, et sur le retour à la confiance des populations musulmanes.

Et dans ce domaine aussi Soustelle avait des problèmes. Avec son armée et *ses* civils. Qu'on en convienne ou non — et Cherrière en convenait — dans l'Aurès, c'était la guerre. Pour réduire les bandes de Chihani — car l'arrestation de Ben Boulaïd qui devait mettre l'Aurès à genoux n'avait rien arrangé du tout —, il fallait « mettre le paquet », créer un commandement unique civil et militaire des Aurès-Nemencha. Le bon général Spillmann avait quitté Constantine, appelé par Edgar Faure comme conseiller militaire à son cabinet. Le « salonnard » revenait à ses amours : l'action d'état-major, les décisions de cabinet. Il n'avait pas été fâché de quitter cette Constantine qui lui semblait bien maussade, la boue des inspections sur le terrain et surtout les incessants conflits qui l'opposaient aux civils, c'est-à-dire au préfet Dupuch qui était le grand patron du Constantinois, même si ces accrochages étaient empreints de la plus exquise courtoisie ; Spillmann serait un allié pour Soustelle chez Edgar Faure. Et il le fut, soutenant à juste titre la nécessité du commandement unique pour la zone des combats des Aurès-Nemencha. C'est le général Parlange qui commandait à Agadir que l'on nomma à ce poste.

Pour une fois, le choix ne se fit pas selon le tableau d'avancement, les copinages, le « beau commandement qui à brève échéance vous vaudra, cher ami, une étoile supplémentaire... ». Non. Parlange était un spécialiste des affaires indigènes. Un homme qui saura mener efficacement les tabors que l'on envoie — à pleins trains — vers l'Aurès (alors que leur retrait est l'une des mesures essentielles qu'a demandées Ben Boulaïd à Monteil dans sa prison de Tunis). Et surtout l'homme qui saura mettre en place des S.A.S. (sections administratives spécialisées) dont Soustelle attend qu'elles montrent aux populations musulmanes de l'Aurès et de l'Est, ces populations trop longtemps abandonnées, que la « Nouvelle France » pense à elles.

Ce sera le début de la *pacification* que Soustelle veut entreprendre dans les régions les plus contaminées. Une opération de charme auprès de la population menée conjointement à la répression des « bandes ». Le principe des S.A.S. est bon. « C'est un bon vieux principe ! » Un peu paternaliste mais, en 1955, ça vaut mieux que rien pour lutter contre la sous-administration. Un officier des A.I. (affaires indigènes) s'installera avec quelques troupes au milieu de la population et lui apportera aide et assistance : soins gratuits, vivres. Il parlera la langue. Il logera dans un bâtiment qui n'appartiendra pas à l'armée ou on lui donnera l'argent nécessaire pour bâtir sa S.A.S., qui devra être le « cœur de la France qui battra dans chaque douar ». Mi-bureau de bienfaisance, mi-bureau des pleurs. On n'oubliera pas non plus le bureau de renseignement, car on ne va quand même pas dépenser en vain des millions. Chaque officier S.A.S. « photographiera » ses ouailles, les fichera, dressera des listes, fera un état précis de la population, de ce qu'elle pense — il le saura puisqu'il parlera la langue —, des déplacements « non justifiés » de « suspects éventuels ». Ainsi, et cela se décida à Paris lors d'une réunion avec le président du Conseil, c'est dire si l'on prit la chose au sérieux, on va quadriller l'Aurès et envoyer dans chaque douar un officier A.I., un élément sanitaire et quelques tabors !

Ces S.A.S., ces officiers S.A.S., on va en parler pendant sept ans. On les glorifiera, on les chargera de tous les péchés du monde, en général, et de la guerre d'Algérie, en particulier. C'est d'abord la « chose » de Soustelle, puis celle de Parlange ; on les soigne, on les surveille, on les balance surtout dans le bain sans grande préparation parce que le feu est dans la maison. Après avoir lutté contre les bureaux indigènes pendant des années voilà que maintenant on « s'y remet » avec frénésie.

Les premiers officiers arabisants arrivent au printemps, comme les hirondelles. Mais il faut que leur vol soit si rapide — pour une fois que l'on trouve une idée qui fait l'unanimité, qui doit tout arranger rapidement, on veut l'appliquer le plus vite possible — que leurs fonctions mêmes sont mal

définies. On instruit ces oiseaux rares en quelques semaines — plus tard l'instruction durera neuf mois — et on les lance dans le vide. Car c'est cela. Un immense vide administratif et sentimental qu'il faut combler. Les maires et les administrateurs subsistent pourtant avec leurs prérogatives, leurs droits, leur influence — de moins en moins importante — sur les notables. Aux officiers S.A.S. de se débrouiller. L'amalgame se fait mal entre les nouveaux et les anciens. Pour trouver ces perles, ces officiers ayant du cœur, du courage, de l'abnégation, pas plus payés que les autres, mais toujours en première ligne puisqu'il faudra vivre parmi la population, on a fait des « annonces », on a demandé des « volontaires parlant arabe ». Alors ils arrivent. Il y a de tout : du saint, du héros, de la bonne crapule coloniale — anisette et moukère —, du maniaque, du gangster. Car l'armée est un microcosme avec toutes ses variétés. C'est le commandement qui contrôle l'homme, c'est pourquoi il est toujours responsable. Là, le commandement fera ce qu'il pourra. Vite débordé. Il faudra se débrouiller avec les moyens du bord. « Ne vous en faites pas, il y aura de l'argent. » Et c'est vrai. Pour ceux qui, comme on leur a recommandé, sauront « se débrouiller ».

Les bons officiers S.A.S., et il y en aura beaucoup, ont la flamme : ils font un bien considérable, donnent des conseils, prêtent la main et leurs hommes pour « arranger » un peu une mechta, contribuent à la nourriture du village en cas de coup dur, soignent les malades, gratuitement, simplifient toutes les complications administratives, aident à accoucher, à torcher les gosses, à apprendre l'hygiène, ils font tout ce qu'on aurait dû faire pendant des années. Ils sont la France. Tricolore, républicaine, soucieuse de ses enfants, insensible à leur race et à leur religion. Ils vont se faire rapidement aimer de la population. Ils seront les cibles préférées du F.L.N. lorsque celui-ci va s'organiser. Ils vont payer un lourd tribut lors de cette guerre. Ils auront plus de pertes que tous les administrateurs. Morts le cœur à la main, ils n'auront jamais droit aux photos des magazines, aux enterrements glorieux sous les phares de l'actualité. Les honneurs guerriers ont toujours été réservés à ceux qui mènent la guerre farouche et virile sautant d'un camion ou d'un hélicoptère à la poursuite de l'ennemi insaisissable, la mitraillette à la main, la grenade au côté.

Malheureusement, les S.A.S. ne recevront pas toutes leurs bons officiers. Il y aura « les autres », beaucoup d'autres. Ceux qui transforment la S.A.S. en centre de « renseignement avant tout », en centre de torture. En carrefour de toutes les malhonnêtetés. On verra des officiers s'achetant des mobiliers de luxe, dépensant un argent de poche considérable en virées à Alger ou en métropole. Pour ceux-là, les visites domiciliaires, les contrôles de toute sorte, le chantage, la terreur, tout est source de revenus. Sans compter les ressources officielles de la S.A.S. On verra aussi — digne résultat de la politique de « tout crédit non dépensé ne sera pas renouvelé » — des budgets gaspillés sur ordre avant le 31 décembre. Pas perdus pour tout le monde. Alors que certains officiers équipent leur S.A.S., viennent en aide à la population, d'autres volent et truquent leur comptabilité. Ceux-là n'auront guère de perte. Ce sont les principaux pourvoyeurs en hommes du F.L.N. Leurs injustices, leurs tortures, la peur qu'ils font régner, les « bons résultats apparents » qu'ils obtiennent dans une région terrorisée qui n'ose plus bouger, amènent à l'A.L.N. tous les hommes valides qui veulent se venger, ouvrent les portes de toutes les mechtas au moindre *djoundi* poursuivi.

Parti d'une idée généreuse, on fait de l'officier S.A.S. la bonne à tout faire de la guerre d'Algérie. La tâche est immense, il l'accomplit bien ou mal. Selon son caractère, ses aptitudes.

Les S.A.S., les A.I., ce sera la grande époque de Parlange en qui Soustelle va placer beaucoup d'espoir. Le général Allard, qui a remplacé Spillmajin à Constantine, observe avec curiosité, un peu de condescendance et beaucoup d'inquiétude la situation dans l'Est algérien. Lui a l'expérience de l'Indochine, il ne méprise pas l'adversaire. Il connaît la guérilla et ses conséquences. Ce qui l'amuserait plutôt, c'est la lutte qui oppose les civils aux militaires. Encore qu'Allard n'ait pas un

caractère à s’amuser. Il a vécu l’Indochine auprès de De Lattre dont il n’a pas été un maréchal d'Empire plein de morgue et de gloire, mais un serviteur mécanique, sorte d’I.B.M. de la paperasserie, génie pour remettre de l’ordre dans ce qui ne va pas. Et il sent qu’à Constantine il va pouvoir s'en donner à cœur joie. Il sait jongler avec les bataillons, les unités, les remettre en place, en route, les « nickeler », trouver ce qui ne va pas, modifier des structures, conseiller des mutations. Mais en Algérie, le « patron » est loin d’avoir la classe de De Lattre. Le gros Cherrière, avec ses « gueulantes », sa stratégie d’avant 1939, ses complots de couloir à la petite semaine, son éternel dépit d’avoir à rendre des comptes au gouverneur, n’est pas le chef qui peut s’attacher un pareil serviteur ! Allard s’en rendra vite compte. Lui aussi va se retrouver le doigt pris entre le tronc et l'écorce. Entre Cherrière et Dupuch.

Un exemple : le préfet de Constantine « couvrait » ses civils lorsque certains de ceux-ci, essayant encore d’arranger politiquement les choses, prenaient contact avec des musulmans « réputés suspects ». Mais la toile d’araignée de gardes champêtres, de caïds, d’indicateurs de toute sorte... maquereaux, bistrotiers, gargotiers — mise en place par l’administration — jouait contre elle ! Les militaires apprenaient les contacts avec les « réputés suspects » — un joli terme que je n’ai fait que retrouver dans de multiples rapports — et accusaient les civils de trahison ! Ni plus ni moins. On ne fait pas encore le détail en cette année 1955 ! Cherrière

— ce gros plein de soupe comme l’appelle Dupuch —, furieux des désaccords qui l’opposaient régulièrement, lors des séances de travail, au préfet de Constantine, va ordonner à Allard, stupéfait :

« Nous, les militaires, on est régulièrement mis en accusation par les civils *(la stratégie Cherrière du ratissage, du peigne fin, n’a pas non plus l'heur de plaire à Soustelle !).* Occupez-vous-en, Allard, et faites-moi un de ces rapports dont vous avez le secret sur ce qu’on pourrait reprocher à ces maudits civils ! »

On en est à la petite guerre d’autorité alors que l’insurrection se développe, que la révolution prend corps ! Soustelle, furieux de ces accrochages enfantins, va s’employer à ce que Parlange ait les mains libres et puisse — hors de toute contrainte imbécile — appliquer *sa* politique, celle qu'il a mise au point avec son cœur et son intelligence, en allant « sur le tas » voir ce qui n’allait pas. La seule qui puisse actuellement réussir.

Parlange sait qu’avec Allard « il n’aura pas d’emmerdements ». Bien que la guerre d’Indochine ait divisé l'armée en ceux qui l’ont faite et les autres, il y aura entre eux la solidarité du Maroc. Allard est de chez De Lattre, Parlange de la camarilla nord-africaine. Mais Allard a été jadis « de chez Juin » et sa femme et ses enfants n’ont jamais quitté le Maroc, d'où vient Parlange. On restera toujours étonné de la façon dont les clans se forment dans cette « grande famille » qu’est l’armée !

Voilà donc Parlange couvert de tous côtés. Au boulot. Ce petit homme, rond, grassouillet, bonhomme en apparence, sera diversement apprécié. Il connaît parfaitement les A.I., la pacification au Maroc, mais ne connaît rien à l’administration en Algérie. En outre, on trouve qu’entre le Maroc et l’Aurès il a beaucoup vieilli. Tout le monde s’accorde à le trouver charmant. Mais a-t-il les qualités nécessaires dans une période difficile ? Un homme de cœur, dit-on, mais aussi un homme à poigne. Son autorité laissera un plus grand souvenir — j’entends grand comme durable — que son humanité.

Germaine Tillion, conseillère technique au cabinet de Soustelle, verra en lui — tout comme les Chaouïas sur lesquels il a tous les pouvoirs — l'homme de la répression.

« Lorsque je lui ai raconté, me dira-t-elle, comment les officiers “maniaques” torturaient des “réputés suspects”, j’ai compris la méthode qu’il pratiquait au regard profondément ironique qu’il m’a “accordé”. Je me souviens encore de ses mains de garçonnet sans cesse en mouvement, lorsqu’il parlait avec une évidente satisfaction de toutes les façons possibles d’égorger un homme. »

Peut-être Germaine Tillion réagissait-elle en femme de cœur. Ce n’étaient pas ces qualités que l’on demandait au général commandant les Aurès-Nemencha. Favoriser les S.A.S., les implanter, c’était une chose, mais il fallait aussi réprimer durement tous les crimes. Et dans l’Aurès, les hommes de Chihani Bachir n’étaient pas des enfants de chœur !

Bien sûr, il y avait des bavures, Soustelle le savait, mais il gardait beaucoup d’espoir. Les représentants nationalistes qu’il avait rencontrés lui avaient fait bonne impression. Dans les mêmes conditions, il reçut Ferhat Abbas. Toujours au palais d’Été ; toujours entre onze heures et minuit. Il fut surpris de la modération du leader algérien. Il ne réclamait même pas le collège unique !

« D’ici à dix ans, lui dit Ferhat Abbas, il y aura une majorité de musulmans dans le premier collège... »

Son désir « tait que Soustelle créât un cabinet quasi ministériel au sein du G.G., dont les membres seraient à égalité européens et musulmans. Le cabinet serait chargé de superviser les départements à la manière d’un cabinet gouvernemental. Soustelle promit d’étudier le projet. Lorsque Ferhat Abbas se retira, chacun était ravi de la rencontre. Les deux hommes « se plaisaient ».

« Voilà ceux avec qui nous devrons discuter un jour, pensa de nouveau Soustelle, c’est autre chose que ces Krim, ces Ouamrane... » Un Ferhat Abbas voyait l’avenir sur dix ans. Il ne voulait pas « tout bouffer » tout de suite.

Soustelle aurait été bien étonné s’il avait su que l'homme qui l’avait nommé gouverneur général, Pierre Mendès-France, voulait, lui, discuter avec les chefs, avec ceux qui avaient pris le maquis, avec ceux qui s’étaient révoltés. Des contacts avaient été établis par Jacques-Chevallier. Mendès avait fait dire qu’il était prêt à rencontrer secrètement tous les chefs de zone. Ouamrane avait appris la nouvelle à Souk-el-Haad. Il était venu jusqu’à Alger. Ceux des chefs de zone qui avaient pu être joints devaient se retrouver dans la capitale. Un avion les dirigerait vers Rome. Après on verrait. La faiblesse des moyens dont disposaient les « chefs de la révolution » était telle que les Kabyles jugèrent qu’il fallait tout tenter et accepter la rencontre. Et Soustelle aurait été encore plus surpris s’il avait su que Krim, Ouamrane et les Algérois — on n’avait pu joindre ni l’Aurès ni le Constantinois — étaient prêts à accepter une « autonomie interne de l’Algérie étalée sur vingt ans » !

Mais le 6 février 1955 avait rendu inutile toute rencontre. Mendès était renversé. Mayer et Borgeaud étaient intervenus à temps !

C’est au mois de mai que l’engrenage se met en route, que cette machine que l’on n’appellera jamais que « les événements d'Algérie », avec une pudeur suspecte, commence à tourner avec « efficacité ». Il fallait bien qu'on y arrivât. Dans la chaudière la pression montait, les pistons devaient se mettre en marche, entraînant les bielles et les bras qui allaient plonger un pays tout entier dans une lutte qui ne prendrait fin que sept ans plus tard ! Une machine, des engrenages, des pistons, c’est fait — en principe — pour aider l’homme dans sa vie quotidienne, mais ça broie, ça déchiquette, ça écrase, ça réduit en bouillie aussi.

Pour lutter contre les bandes de l'Aurès qui, maintenant, attaquent l’armée française — une armée trop lourde, trop vieille, impuissante devant ces combattants invisibles, mouvants, qui, leur coup réussi, disparaissent dans les rochers, la pierraille, la maigriotte végétation du massif hostile —, pour leur enlever l’aide de la population et pour éviter que celle-ci ne soit entièrement contaminée, il faut, dans l'esprit du gouverneur général et de son commandant en chef, extirper de force le germe révolutionnaire, mettre hors d’état de nuire les propagateurs de la mauvaise parole et montrer à la population que la France pense à elle. Sur le plan militaire, la situation est sérieuse sans être

préoccupante : l’armement des rebelles est trop faible, mais sur le plan politique la situation est plus inquiétante. L’état d’urgence doit tout arranger. S'il peut être contrôlé ! Mais les craintes exprimées au palais d’Été par les interlocuteurs algériens de Soustelle vont malheureusement s’avérer, suscitant d’innombrables réactions en chaîne.

Grâce à l’état d’urgence, Soustelle n’a plus de problèmes pour éloigner des gens qui lui sont signalés comme propagandistes notoires du F.L.N. En particulier certains instituteurs communistes de Kabylie dont l’influence sur la jeunesse est grande et qui sont la « bête noire » des administrateurs du type « bâtisseur de piscine » — ceux pour qui le progrès en Kabylie ne passe que par la construction dans la ville où ils résident d’un « stade nautique » alors qu’on manque de chemins et de puits ! Ces instituteurs, Soustelle avait essayé de les faire rappeler à l'ordre par leur ministère mais le ministre de l’Education nationale faisait la sourde oreille. Alors, on va régler ce problème rapidement. Déjà entre Soustelle et l’aile gauche de son cabinet qui ne partage pas la phobie anticommuniste du patron, c'est l’escarmouche. Quelques semaines auparavant, Vincent Monteil notait, au retour d’un voyage en Kabylie : « La jeunesse est abandonnée, sans travail, et ne parle, à juste titre, que de quelques instituteurs communistes qui se donnent à elle avec un dévouement total. Elle est, bien entendu, de sentiments nationalistes. »

Terminé pour les instit’. Eliminés ! Soustelle les déclare interdits de séjour. Nous reviendrons plus tard sur le problème des communistes dans ces débuts de la guerre d'Algérie, car leur attitude entre les deux parties adverses sera loin d’être simple et donnera lieu à de nombreux commentaires.

Ces premières mesures « d’autorité » provoquent de nombreuses critiques. En particulier de la gauche. L’état d'urgence, écrit celle-ci, c’est « l’arbitraire légalisé ». Les attaques, souvent maladroites, dont Soustelle est la victime fin avril commencent à le rapprocher de certains groupes algérois qui ne voyaient encore en lui qu’un « crypto-progressiste, etc. ».

Les « camps d’hébergement », créés grâce à l’état d’urgence établi par ordre du gouverneur dans le Constantinois, vont arranger les affaires de Soustelle qui remonte en flèche dans l’estime de ces groupes, mais contribuent à le séparer de son « aile gauche ». Comme celle-ci le redoutait, les assignations à résidence se mettent à pleuvoir. On crée un camp, le premier, à M'Sila, au sud de Sétif. Il n’y a pas de barbelés, mais de l'avis du préfet Dupuch, « ce camp est situé sur des territoires inhabités et le caractère désertique de la région remplace avantageusement des barbelés ». En un mois et demi, six cents hommes y sont parqués. Malheureusement, le résultat va être l'inverse de celui escompté car on assigne à résidence tous ceux que les rapports de police ou de gendarmerie, ou les simples ragots, qualifient de suspects. On lit dans des rapports : « Sont assignés à résidence ceux de tel village ou de tel douar dont la conduite ou la moralité est *douteuse*, les sentiments *soupçonnés* d'être antifrançais. » Très vite, de l’avis même des autorités responsables, on arrive aux abus : il est de ces camps, car M’Sila a vite fait des petits, où, sur deux cents « requis », cent soixante n’ont strictement rien fait !

« Mais ces camps, justifie le préfet Dupuch, sauvent la vie à de nombreux musulmans. Car dans le Constantinois qui a peur, qui voit les Arabes fidèles massacrés, les Européens ont tendance à avoir la justice « expéditive ». Un suspect ? On l’abat. On n'est plus emmerdé. Tandis que nous, si les rapports gendarmerie-armée concordent, on l’envoie à M’Sila. »

Soustelle, qui veut appliquer son plan : arrêter les meneurs et mater fortement une certaine forme de rébellion tout en donnant en même temps un statut sincère et véritable, se trouve débordé sur sa droite par les excès de ces « assignations à résidence » et sur sa gauche par des attaques qui commencent à l’agacer sérieusement.

L’affaire des Kabyles d’Ighil-Ilef va faire déborder la coupe. Monteil apprend par Toufik El-

Madani, l'un des fondateurs des ulémas réformistes, avec qui il entretient des contacts réguliers pour étudier les modalités de l'application du statut de 1947 sur les questions religieuses, que les gendarmes ont fait une rafle à la médersa réformiste d'Ighil-Ilef en Kabylie. Des poteaux téléphoniques ont été sciés. Il faut savoir qui a fait le coup. On arrête une quarantaine de personnes à qui on applique certaines méthodes qui, dans quelques mois, seront généralisées : les hommes sont bastonnés, passés à la « baignoire » et à la « gégène » électrique. Monteil le signale à Soustelle. Furieux, ce libéral — car encore une fois Soustelle l'est très profondément — qui s'est toujours insurgé contre les disparitions et les mauvais traitements, charge son chef de cabinet militaire d'une discrète enquête.

« J'ai interdit qu'on torture, s'écrie le gouverneur général. Il faut que les responsables soient punis. »

Soustelle — outré par les rapports concernant la police — a déjà demandé dès son arrivée à Alger une commission d'enquête formée d'inspecteurs généraux de l'administration, qui a conclu que « les séquestrations et sévices étaient imputables à la police algérienne ».

Monteil mène son enquête ; il fait venir cinq des innocents les plus mal traités. Le docteur Georges Godard, médecin légiste, établit un constat de sévices. On enregistre leurs dépositions et Monteil les renvoie chez eux munis d'un sauf-conduit. Soustelle est tenu au courant. À peine arrivés chez eux, deux des cinq hommes sont emprisonnés à Akbou, les trois autres assignés au camp de Guelt-es-Stel. Monteil ne l'entend pas ainsi. Pendant deux mois il va se battre. Deux mois ! La police a arrêté pour délit d'opinion cinq musulmans munis d'un sauf-conduit signé du chef de cabinet du gouverneur général sans en avoir pour autant référé au gouverneur général. Cet exemple pris parmi tant d'autres montre à quel point, en 1955, en Algérie, chaque « autorité locale » agit en féodale ! Et quelle place tient, dans l'esprit de ceux qui détiennent le pouvoir dans une région déterminée, le gouverneur général, unique représentant du gouvernement français.

Pour Monteil, cette affaire est le cœur du problème algérien. Il s'en ouvre à Soustelle : « Imaginez que cet « incident » se soit produit avec l'un de ceux à qui vous avez déclaré solennellement lors de l'entrevue secrète du palais d'Été : "Je vous donne ma parole que personne ne sera arrêté pour ses opinions..." Et vous avez promis pour tous ! »

L'attitude de Soustelle est très significative de l'ambiance dans laquelle il doit « jouer ». Il connaît aujourd'hui l'importance de la rébellion au point de vue politique, il sait quelle est la puissance des groupes de pression, il souffre de l'intransigeance de chacun — à droite et à gauche — mais doit aussi s'en « accommoder ». D'abord outré, puis ému du sort que l'on inflige à ces Kabyles, il cède bientôt à l'agacement, puis à la fureur. Monteil commence à l'énerver avec ces cinq types.

« Et ils ne sont que cinq ! Oui, je sais, il y en a d'autres, et qu'est-ce que vous voulez que j'y fasse ? Vous savez bien qu'on n'exécute pas tous mes ordres... et puis il y a des choses plus importantes. »

Pas pour Monteil, qui découvre que « Soustelle n'est pas un homme de gauche mais un homme d'ordre ». Un homme de droite peut être courageux, honnête, mais pour lui l'ordre passe avant la justice. Et Soustelle, en ce mois de mai 1955, doit choisir ! Il a accepté d'être gouverneur général et le gouverneur est le tenant de l'ordre. Il doit le maintenir. Jamais on n'a entendu dire qu'il « devait » se soucier de justice. Mais comme de l'injustice naît le désordre, le 1er novembre en est la preuve, voilà l'engrenage algérien en marche !

Au milieu de cette tempête qui se lève, Soustelle gouverne d'un coup de barre à droite, d'un coup de barre à gauche. Car il pense toujours à sa troisième force ! Pour l'instant il faut compléter l'état d'urgence par une action militaire réaliste. Soustelle a une hantise : que la rébellion né s'étende et

l’empêche d’appliquer à des zones encore calmes sa politique de réformes. Mais le Constantinois donne des signes de plus en plus inquiétants. Bourgès-Maunoury, ministre de l’Intérieur, s’en soucie.

La journée du 13 mai 1955 — déjà un 13 mai — montre à quel point une réelle unité de commandement connaissant tous les problèmes fait défaut. On est dans le vague le plus complet. Soustelle doit s’occuper de tout sans très bien savoir ce qui se passe. Le 12 mai, par le télégramme secret et chiffré n° 354, le ministre de l’Intérieur interroge son gouverneur sur l’éventualité de l’extension au Nord constantinois des mesures draconiennes prises dans l’Aurès.

À 13 h 45 Jacques Soustelle fait chiffrer le télégramme n° 00682 :

« Très secret. Stop. Le problème nord-constantinois n’est pas le même que celui des Aurès-Nemencha. Stop. Cette dernière région offre une unité ethnique et constitue une certaine entité géographique. Stop. Je ne crois pas utile instituer commandement unique avec double autorité civile et militaire. Stop. Cependant j’étudie attentivement question et vous donnerai réponse définitive en fin de journée. Fin. Jacques Soustelle. »

On se renseigne. Soustelle se fait apporter les dossiers. On fait le point. Et à 21 h le télégramme n° 00685 part en direction du ministère de l’Intérieur.

« Très secret. Stop. Un commandement opérationnel de fait existe dans le Nord constantinois. Stop. Il vient d'être confié au colonel Ducournau, commandant le 1er régiment de parachutistes. Stop. D'importantes opérations sont engagées par ce régiment. Stop. Il me paraît opportun d'attendre encore quelques jours les résultats de l’action entreprise qui doit permettre notamment d’évaluer le degré d’ampleur de la rébellion ainsi que ses contours exacts dans la région. Fin. »

Quelques minutes plus tard part le télégramme n° 00686 :

« Je confirme mon accord pour l'extension de l’état d’urgence à l'ensemble du département de Constantine. Stop. Je vous demande d’ajouter les deux communes mixtes de Marnia et de Sebdou dans le département d’Oran à la frontière marocaine. Fin. Jacques Soustelle. »

Le gouverneur général profite de l’intérêt du ministre de l’Intérieur pour lui faire dès le lendemain un bref mais vigoureux rapport sur la situation, qui n’est pas brillante, et sur ses besoins, qui sont importants. L’effectif de l’armée qui, au 1er novembre 1954, était de 49 700 hommes est passé, au 1er février 1955, à 83 400 hommes, C.R.S. compris. Insuffisant, pense Soustelle qui, à 16 Heures, le 14 mai, envoie le télégramme n° 00690 :

« Très secret. Stop. Ai l'honneur de vous rendre compte que j’ai demandé au général commandant la Xe région de transférer immédiatement trois bataillons de l’Aurès sur le Nord constantinois. Stop. Le dispositif dans l’Aurès sera remanié en conséquence. Stop.

« *Il reste que les effectifs dont je dispose dans l'ensemble de l’Algérie ne permettent pas de reprendre efficacement l'initiative et qu'en tout état de cause étant dépourvu de réserves je ne suis pas en mesure de parer à une extension possible des foyers d'agitation notamment dans la Petite Kabylie*. Stop.

« Je vous demande instamment d’envisager la possibilité de mettre à ma disposition dans le plus bref délai possible un premier renfort d'au moins 10 000 hommes sans préjudice des demandes complémentaires que je pourrais être amené à vous faire. Stop. J’insiste tout particulièrement sur l’urgence de ce premier renfort. Fin. J. Soustelle. »

Ce S.O.S., Soustelle l’a lancé après avoir eu une entrevue « ferme et sèche » avec Cherrière, dont il désapprouve les méthodes et à qui il a interdit les grandes opérations aussi spectaculaires qu’inefficaces. « Tout juste bon à fournir de la copie à la presse », a-t-il maugréé. À grand-peine Cherrière, toujours soupe au lait, a ravalé sa grogne et en a profité pour répéter — une fois de plus — que les effectifs étaient insuffisants :

« Ils permettent tout au plus de colmater des brèches, monsieur le gouverneur.

— Ce qu'il vous faut, mon général, répondit Soustelle, c'est une armée adaptée au terrain et aux circonstances, qui nous monte de petites opérations légères, autant que possible sur renseignement, pour répondre à la tactique de l'adversaire.

— Nos effectifs, monsieur le gouverneur *(Cherrière devenait sarcastique),* nous permettent tout juste d'assurer la défensive et de prendre de légères initiatives, mais en aucun cas de passer à une véritable contre-attaque.

— Je vais m'occuper des renforts avec le ministre mais en attendant donnez à Allard les directives que je vous ai indiquées. »

Le général Allard reçoit donc par télégramme secret l'ordre d'alléger les troupes de l'Aurès et de « *réprimer brutalement* toute apparition rébellion nouvelle », ainsi que de laisser se développer l'action des administrateurs et officiers A.I. L'Aurès est en feu, il s'agit d'éviter que des tisons ne viennent enflammer le reste de l'Algérie. En attendant les renforts, Allard reçoit l'ordre suivant : « Puisque intérieur massif pourri, y laisser seulement quelques bataillons itinérants entre points fixes bien tenus par troupes ou goums. Stop. Mais contrôler et surveiller surtout pourtours massif pour éviter pourrissement. »

Quant à la conduite à tenir dans le Nord constantinois, elle est d'une fermeté qui ravirait les tenants de « la matraque », s'ils en connaissaient les détails : « Toute éclosion rébellion nouvelle doit entraîner aussitôt d'une part actions brutales contre bandes rebelles et d'autre part sanctions contre complices en vertu responsabilité collective. »

Et c'est dans ce télégramme adressé par le commandant de la Xe région au général Allard que se trouve la définition de la politique de responsabilité collective qui allait coincer la malheureuse population musulmane dans un étau dont elle ne sortira pas jusqu'à la fin de la guerre. Cette notion, au bout de quelques semaines d'application, sera l'un des principaux atouts psychologiques qui permettront au F.L.N. de prendre en main une population qui, au début de la révolution, lui est, dans les meilleurs cas, indifférente. Jugeons plutôt :

« Exemple de responsabilité collective : destruction de 99 poteaux télégraphiques près d'Oued-Zenati. On sait que tous les mâles d'un douar ont été exécutants. Le douar devra payer les poteaux détruits, en placer de nouveaux. Puis tous les mâles éloignés. »

« Eloignés » dans le langage militaire veut dire internés dans les camps nouvellement créés.

« Deuxième exemple, poursuit Cherrière, ponts détruits à la pioche. Exécutants, si connus, et habitants mechtas proches *obligatoirement* au courant, fournir gratuitement main-d'œuvre réfection, puis éventuellement être éloignés. Sans préjudice réquisition troupeaux *payés plus tard possible...* » Lorsqu'un conseil pareil est donné par un commandant en chef, on peut être sûr qu'il sera suivi ! Cherrière conseille, bien sûr, de régler les modalités des mesures de répression avec l'autorité civile qui, souligne-t-il, « devra montrer immédiatement vigueur autre que verbale ».

Ce sont les populations à qui s'appliquent les mesures édictées dans le télégramme secret du 13 mai 1955 adressé par le général commandant la Xe R.M. au général commandant la division de Constantine qui trois mois plus tard participeront à l'horrible massacre du 20 août.

Le 14 mai, Cherrière envoie un nouveau télégramme à Allard : « Je vous délègue pouvoirs décider en fonction circonstances emploi mitrailleuses, rockets et bombes sur bandes dans nouvelle zone rébellion. Responsabilité collective à régler vigoureusement. *Aucune instruction écrite ne me sera donnée par le gouverneur*. » C'est encore et toujours la politique du : « Vous avez carte blanche pour nous débarrasser de ces rebelles. L'important c'est qu'ils disparaissent. » Ces instructions vont être appliquées à la lettre. Sans beaucoup de résultats autres que de jeter la population dans les bras du

F.L.N. L'Aurès était déjà acquis. La répression depuis le 1er novembre, les ratissages, les pilonnages, les regroupements de population, et maintenant les assignations à résidence ont fait leur effet. Ce qui n'empêche pas la révolution armée de se développer.

Le télégramme que Soustelle a adressé à son ministre a un effet quasiment immédiat. Le 17 mai, Soustelle assiste à Paris à une réunion au ministère de la Défense nationale où l'on décide de porter à 100 000 hommes l'armée d'Algérie en amenant des troupes d'Allemagne et de Tunisie et aussi en rappelant les disponibles du dernier demi-contingent résidant en Algérie. On promet des hélicoptères — il y en a quatre pour l'instant... On en loue quelques-uns à des entreprises privées ! révèle Soustelle. Le reste... eh bien, cela dépendra des négociations entreprises à ce sujet par Edgar Faure auprès de l'ambassadeur des États-Unis à Paris !

Descendant d'avion, le 19 mai — c'était le jour de l'Ascension —, le gouverneur général frissonna. À Alger, il faisait déjà une grosse chaleur humide et ici, à Batna, la fraîcheur de l'Aurès surprenait. Jacques Soustelle avait décidé une nouvelle tournée d'information et une réunion générale, secrète, à Biskra tout au sud de l'Aurès, à la lisière du désert. Fidèle à sa politique de « tout voir par soi-même » il venait prendre la température dans cette zone des Aurès-Nemencha où battait pour l'instant le cœur de la rébellion. Il voulait, avant la conférence à laquelle devaient assister l'envoyé spécial du ministre de l'Intérieur, Abel Thomas, et toutes les huiles civiles et militaires de la région, visiter certains postes, se rendre compte, respirer l'air de cet Est algérien, cause de tous ses soucis.

Le Sikorsky dans lequel il avait pris place survolait Lambèse. Il apercevait distinctement la masse sombre de la prison centrale entourée de ruines romaines parmi les plus importantes d'Algérie. Déjà à cette époque Rome devait envoyer ses légions pour surveiller cette zone de rébellion chronique. L'hélicoptère suivit un instant la route d'Arris puis s'engagea dans l'Aurès. Vu du ciel le massif gris-vert, rocailleux, broussailleux, coupé de gorges profondes, paraissait encore plus hostile, plus impénétrable que lorsqu'on en parcourait les pistes. Le sous-préfet de Batna, Jean Deleplanque, qui avait vécu les premières heures de la révolution le 1er novembre 1954 et connaissait le djebel presque aussi bien qu'un Chaouïa, montra à Jacques Soustelle, sur la droite, le douar Ichmoul, l'un des plus durs, des plus hostiles.

« On a évacué, puis bombardé », cria-t-il à l'oreille du gouverneur essayant de se faire entendre dans le fracas des rotors. On avait même employé quelques bidons de napalM. Mais on le taisait pudiquement. L'hélicoptère perdit de l'altitude et se posa au pied du djebel Chélia à Bou-Hamama.

« On va voir la légion, cria le général Parlange. Ils sont implantés ici. »

Une section rendait les honneurs. Uniformes impeccables comme toujours dans la légion. Un bataillon avait installé un grand camp sur le plateau dénudé. Des baraquements tristes, de la pierraille et toujours ce gris-vert hostile. Le chef de bataillon, belle tête rude, énergique, fit son rapport en termes nets et précis. Il montra le Chélia : « 2 300 mètres, monsieur le gouverneur, « ils » sont peut-être là. Nous ne les avons jamais rencontrés. C'est le vide devant nous. » Soustelle était intéressé, il voulut des détails, des précisions. Il visita les baraquements. De jeunes soldats passaient en short, bien bâtis ; torses nus. « En majorité des Allemands, précisa le chef de bataillon, mais avec la population on ne comprend rien. Je n'ai pas d'interprète chaouïa. »

Ici, à Bou-Hamama, comme presque partout soldats et population vivaient côte à côte, mais séparés par un fossé d'incompréhension. Le seul point de rencontre était l'infirmerie où les soldats soignaient gratuitement. Soustelle voulut entrer dans la petite salle. C'était la cohorte lamentable et

habituelle des pauvres hères qui attendaient avec une patience infinie qu'on s'occupât d'eux. Un gosse était allongé sur une table. Un infirmier arrosait de D.D.T. ses guenilles où grouillaient les poux. Un gamin aux yeux mangés de trachome tenait une petite fille dans ses bras. Elle était jolie, apeurée, sale bien sûr. L'infirmier écarta les lambeaux de vêtements, découvrant deux pieds bots. Misère, tristesse infinie.

« Devons-nous bombarder de tels pauvres hères ? » murmura Eydoux à Soustelle. Celui-ci l'approuva. Il était ému par ce dénuement. Il fallait réformer tout cela, mais il fallait aussi mener la guerre. On s'en aperçut à l'escale suivante, à Guentis, où, sur la pierre sèche des Nemencha, le pays sans arbre, impénétrable et redoutable, des tirailleurs avaient établi un camp. Paysage étrange, grandiose, raviné. Rocailles, quelques arbustes nains, et le vent incessant. Là, des gens vivaient. Ou tentaient de survivre. Les bandes les plus rudes avaient trouvé refuge dans ce pays où personne n'allait. Insaisissables. Au-delà du camp, dans une mechta, Soustelle découvrit l'administrateur Dupuy. Un saint, disait-on. Un de ceux qui faisaient tout pardonner. Un homme qui vivait au milieu de cette population, la plus pauvre d'Algérie, essayant d'améliorer son ordinaire, de soigner les habitants. Il était adoré. Soustelle fut impressionné par le regard illuminé mais franc et bon de l'administrateur, il faisait penser, avec son visage creusé, souligné d'une barbe blonde, à un père de Foucauld laïque. Ses yeux bleus brillaient en expliquant au gouverneur comment il tentait de réaliser ce qu'on avait « oublié » de faire depuis des dizaines d'années : apprivoiser la population, l'aider. Il venait pourtant d'échapper à une tentative d'assassinat le samedi précédent. On avait frappé à la porte.

« C'était un homme que je connaissais, expliqua-t-il, j'ai répondu. On a tiré une rafale de mitraillette à travers la porte. Heureusement le camp, attaqué par un faible parti de maquisards, a ouvert le feu. Je n'ai rien eu. »

Dupuy avait huit enfants et ce jour-là, à Batna, l'un d'eux faisait sa première communion. Il n'avait pas bougé, restant à son poste.

« Si tous étaient comme lui », pensa Soustelle séduit par la personnalité insolite de l'administrateur. C'était bien la raison pour laquelle le F.L.N. l'attaquait. Le gouverneur général félicita chaleureusement Maurice Dupuy, lui promettant de le revoir bientôt.

Jacques Soustelle retirait un sentiment de profond découragement de cette visite-éclair. Il fallait vraiment prendre le taureau par les cornes et ne permettre à personne — ni F.L.N. ni excités européens — d'entraver la mise en place de réformes qui ne seraient que simple justice.

Ce qui allait se dire à Biskra, au cours de cette conférence secrète, c'était le reflet exact et sans fard de la situation en Algérie destiné avant tout à Abel Thomas, représentant de Bourgès-Maunoury, et au général Lecomte, chef d'état-major particulier du ministre de la Défense nationale, le général Kœnig. Le préfet de Constantine, Dupuch, ouvrit le feu :

« La dégradation s'accélère non seulement dans l'Aurès, mais dans l'ensemble du département. On n'a pas la preuve d'apports extérieurs, en revanche, le recrutement interne s'accentue. Un élément nouveau : les agressions contre les Européens. »

Le mois de mai avait vu les premiers attentats contre les Européens. Quatre civils français avaient été abattus et un égorgé. C'était la première fois que, depuis le 1er novembre 1954 où les victimes — les instituteurs Monnerot — avaient été abattues par accident, que le F.L.N. s'attaquait aux civils. En revanche, les égorgements et mutilations de caïds, gardes champêtres, indicateurs ou simplement d'Algériens suspects de sentiments francophiles se comptaient par centaines. Le F.L.N. venait en outre d'interdire à la population algérienne de fumer, de boire de l'alcool et de jouer. Le mouvement était parti de l'Aurès et gagnait maintenant le Constantinois. Se référant à la religion coranique, les

hommes de l'A.L.N. avaient interdit le tabac et l'alcool. Ils faisaient ainsi appel à la solidarité, à la discipline, à la prise de conscience de la population. Le mot d'ordre fut vite appliqué d'autant que les rares contrevenants pris par les maquisards avaient été horriblement mutilés. On leur avait coupé le nez ou les lèvres. En quelques jours, les cafés avaient été désertés et la vente des cigarettes bon marché — les bastos en particulier — était tombée en flèche.

« Les musulmans sont littéralement terrorisés, continua Pierre Dupuch. Quant aux Européens ils sont sous l'emprise d'une grande peur. On ne peut retirer aucune troupe de l'Aurès. Il n'y a pas d'action politique possible sans des succès militaires préalables. Les grandes villes comme Constantine et Bône sont pratiquement sans défense. Jusqu'à maintenant on a refusé les milices mais il faudra les tolérer en les canalisant et les encadrant.

— Les supplétifs sont durs à lever, ajouta le général Parlange, et il ne faut pas le cacher, bien qu'importants, les moyens militaires sont insuffisants pour reprendre l'initiative.

— L'adversaire est insaisissable et il est pratiquement impossible de l'affronter, dit le préfet de Constantine. Des symptômes graves se révèlent en Petite Kabylie ; à Collo, il faudrait une action préventive. »

L'envoyé du gouvernement, Abel Thomas, assura que les questions de crédits ne devaient pas arrêter les autorités algériennes.

« Les problèmes d'argent ne se posent pas, affirma-t-il. Le président du Conseil en a donné l'assurance. »

Et quelques semaines auparavant, la « réformette » de Soustelle pour fournir quelques biens d'équipement et du travail à la population soulevait des obstacles presque insurmontables ! Il fallait les assassinats, les mutilations, bref, la peur pour que l'argent coule !

On fit le bilan des renforts attendus. Le représentant du ministre de la Défense nationale fournit toute assurance à ce sujet. Abel Thomas promit de « faire étudier le “placement” éventuel dans la métropole de certains individus assignés à résidence ». Il donna son accord pour l'« éloignement » des familles de rebelles, mesure proposée par le général Parlange.

C'est Soustelle qui conclut, et c'était là tout son programme, mais assorti d'une politique très dure de répression, qu'il exposa :

« La politique d'action administrative doit être poursuivie et intensifiée dans la zone d'urgence : malgré d'importantes difficultés, il faut pousser la construction de bordj, ne pas laisser mourir les pistes.

« Il faut des coups directs, sévères.

« Je suis d'accord pour engager la responsabilité des populations complices : les obliger aux réparations et au remboursement ; si elles n'ont pas d'argent, les astreindre à des prestations. On doit, d'autre part, réquisitionner les troupeaux et les biens des rebelles.

« On prétend qu'on bride les forces de l'ordre. C'est faux. *(Ça, c'était pour Cherrière qui écoutait attentivement !)* Toute liberté est donnée aux troupes contre les rebelles : *tout rebelle pris les armes à la main doit être tué*. Les moyens aériens doivent être employés avec discernement, mais il ne faut pas hésiter à en user quand la nécessité s'en impose.

« À l'égard des Européens, il faut être ferme envers toute agitation démagogique. À l'égard des musulmans, il faut prouver notre force. Il faut des réactions vives dans ce sens. Cela ne doit pas tarir l'action politique. Il faut mener de pair l'action militaire et l'action politique. Cependant, dans le mouvement présent, l'accent doit être mis sur la priorité de l'action militaire. »

Cette fois-ci, c'était clair. Les histoires de Kabyles à la Monteil, c'était dépassé. Oubliés, les entretiens nocturnes au palais d'Été. On donnait les ordres justifiant de pareilles mesures de

répression. Soustelle amorçait son grand virage. Il n’oubliait pas la troisième force, l’intégration, les réformes, mais la lutte contre les rebelles passait avant tout. Il était sûr d’avoir raison.

Il en fut d’autant plus persuadé le 28 mai lorsqu’il épingla sur la chemise kaki du fils aîné de Maurice Dupuy, la croix de la Légion d’honneur décernée à titre posthume. L’enfant, en culotte courte, serrait les lèvres pour ne pas éclater en sanglots ; près de lui son cadet ne pouvait retenir ses larmes. Quatre jours auparavant on avait retrouvé le corps de leur père, le saint, le « père de Foucauld » de Guentis, criblé de balles auprès de ceux d’un lieutenant et de trois soldats qui lui avaient rendu visite.

Jacques Soustelle, lui aussi au bord des larmes et la rage au cœur, rendant hommage à l’œuvre de Maurice Dupuy, s’écria devant le cercueil de l’administrateur :

« C’est à ces œuvres de progrès et de lumière que s’attaquent les hors-la-loi. Leurs violences barbares démontrent leur volonté de s’opposer à tout ce qui peut améliorer le sort des Algériens des campagnes... Ah ! jurons devant ces cercueils de tout faire, sans rien ménager, pour venger ceux qu'on nous a pris et pour que se poursuive, en dépit de tout, l’œuvre française pour laquelle ils ont donné leur vie. »

Soustelle revint à Alger traumatisé. Qu’il est dur dans des cas pareils de serrer les dents, de « tenir », même quand on préside aux destinées d’un pays. C’était bien l’engrenage terrorisme-répression qui se mettait en route : aux crimes, aux liquidations et mutilations de musulmans pro-Français on avait répondu par les camps d’hébergement, par la torture ; alors, de l'autre côté, on tuait aveuglément et des Européens étaient frappés pour la première fois. À cela, bien sûr, on allait répondre par de nouvelles répressions qui elles aussi allaient frapper des innocents. Des innocents de « l’autre côté ».

Poussé par les événements, par l’opinion habilement excitée, apeurée par la presse d’Alger et de Constantine, Soustelle devenait une pièce motrice de l’engrenage. Le terrorisme frappait aveuglément, la répression aussi. Le clivage tant redouté se réalisait. Le fossé se creusait de plus en plus.

À partir de là tout va aller très vite. Dès son retour à Alger, Soustelle se heurte à l’aile gauche de son cabinet. Germaine Tillion, à qui le directeur du cabinet civil a demandé de prendre contact avec le F.L.N. de l’Aurès grâce à ses amis chaouïas, revient avec un rapport accablant : population terrorisée, ballottée, déplacée, les hommes déportés dans les camps. Bref, elle montre les répercussions des mesures ordonnées par les militaires et aussi — on l’a vu — par le « patron ».

« Les contacts sont possibles, dit-elle, mais il faut que cela se fasse à l’échelon politique du cabinet. »

Soustelle ne veut plus rien entendre. Il a devant lui le visage douloureux de cet enfant, avec sur la poitrine la tache sanglante de la Légion d’honneur. Germaine Tillion voit que Soustelle a choisi. Que physiquement et intellectuellement il ne peut plus s’élever au-dessus de la mêlée et imposer sa solution. La « pauv’ Germaine » comme l’appelle l’autre fraction du cabinet, la girl-scout qui « fait du bien » retourne — désespérée — à la création de ce qui sera son œuvre en Algérie : les centres sociaux, qui réuniront des Européens de bonne volonté et des musulmans qu’ils aideront. Elle va chercher non à venger un administrateur mort en héros, mais à réunir tous les Dupuy qui vivent dans ce pays et, avec eux, sauver ce qui peut encore l’être. Car nous ne sommes qu’en 1955 ! Elle ne verra pratiquement plus Soustelle jusqu’à son départ d’Algérie.

Vincent Monteil, lui, se bat jusqu’au dernier moment. Il essaye de retourner Soustelle. Il voit le

côté vers lequel celui-ci penche. Il rappelle les promesses aux « visiteurs du soir » angoissés par l'état d'urgence, l'affaire des Kabyles.

« Il faut changer de politique si nous ne voulons pas perdre l'Algérie, monsieur le gouverneur. Et si le gouvernement ne vous suit pas, démissionnez en expliquant pourquoi. »

Soustelle est las. Agacé aussi.

« Si je pars, mon pauvre Monteil, je serai remplacé par un général de gendarmerie ! »

Alors Monteil avertit le gouverneur qu'il ne faut plus compter sur lui. La scène est pénible, violente, émouvante aussi. Car les deux hommes s'estiment encore.

« Que devient la mission de contact avec les musulmans que vous m'avez confiée ? explique Monteil. Je ne puis ni les leurrer d'un espoir que je ne partage plus ni les convaincre de la bonne foi de procédés dont l'injustice me révolte. Entre les hommes, j'en suis persuadé, il n'y a de valable que la parole donnée. »

Soustelle, très ému, prie Monteil de rester.

« Vous ne pouvez pas me faire ça. Ne m'abandonnez pas. Les ultras vont pavoiser. Sérigny dira que j'ai échoué... »

Monteil sait que Soustelle a tenté une certaine libéralisation, un certain dialogue. Les prisonniers de Barberousse ont été libérés, mais il sait aussi que l'on tourne sans cesse la loi et les ordres du gouverneur, qui ne semble pas très chaud pour les faire appliquer strictement. Kiouane et Ben Khedda vont être à nouveau inculpés. L'administration s'oppose à Soustelle. Et si l'homme Soustelle a intérieurement besoin de justice, il a également besoin d'être aimé de cette population, qui ne lui est pas favorable. Le meurtre aveugle de Dupuy a été le déclic. Le choix est fait.

Le 24 juin, Vincent Monteil remet sa démission accompagnée d'une lettre qui analyse sans complaisance la situation :

« Monsieur le gouverneur, je vous ai expliqué à plusieurs reprises mon désaccord sur la politique actuellement suivie en Algérie et pour l'Algérie. Sur le fond, je crois l'intégration dépassée : nous ne garderons notre présence ici que sous une forme fédérale. Dans la pratique, la situation locale ne me paraît pouvoir se redresser que par des décisions politiques et immédiates, à longue portée, engageant l'avenir. J'ai appelé à plusieurs reprises votre attention sur la gravité de la situation. Cependant d'autres méthodes politiques, dans le régime actuel, vous paraissent, seules, praticables. Il ne serait pas loyal, pas honnête de ma part, de vous laisser croire que je suis de cet avis.

« Je suis au contraire convaincu que nous allons à la catastrophe. Je persiste à ne pas croire possible de mener de front la répression et les « réformes » : il faut choisir.

« Malheureusement, le choix qui vous est imposé n'est que trop clair : les arrestations arbitraires se succèdent ; les camps dits « d'hébergement » se garnissent de plus en plus d'innocents ; l'armée détruit, bombarde, exécute sommairement et profane les tombeaux ; chaque jour, les tribunaux militaires condamnent à mort sans charges suffisantes. À peine sortis de prison, des « politiques » vont y retourner... Au moment même où sont saisis les journaux qui ont le tort de dire la vérité sur les camps du Sud, *L'Echo d'Alger* imprime impunément ses fausses nouvelles alarmistes et les appels au meurtre du maire de Philippeville et des colons de Batna.

« En même temps, traquée, réduite au désespoir, la population musulmane se détourne de nous ; l'administration — ses chefs en tête — est ouvertement contre nous ; l'Assemblée algérienne vous critique avec violence, et des maires vous retirent, explicitement et officiellement, une confiance qu'ils vous avaient toujours marchandée...

« Dans ces conditions, toute autre solution que ma démission explicite et définitive de votre cabinet ne serait digne ni de vous ni de moi. Ce serait renier notre commun passé et cette *parole*

donnée qui est la ligne directrice de ma vie. »

Voilà donc l'aile gauche éliminée. Car Jacques Juillet, le directeur du cabinet du gouverneur général, va lui aussi donner sa démission. Le refus que Soustelle a adressé à Germaine Tillion de discuter à l'échelon politique avec le F.L.N. lui fait prendre cette décision.

Pour tout Alger — même pour l'aile droite du cabinet, celle qui reste —, Monteil et Juillet sont « virés » par Soustelle qui devient de plus en plus sympathique. Les langues se délient, on charge les deux hommes :

« Monteil ? Il jouait une politique personnelle de contacts avec le F.L.N. ! C'était une intelligence... mais une intelligence dangereuse. Et son engouement pour tout ce qui est arabe était pathologique. Quant à Jacques Juillet, qui avait été « imposé » par Mendès-France à Soustelle — sûrement pour le surveiller ! —, c'était l'intrigue passée au rang d'institution ! »

Les voilà balayés — vite oubliés — une page tournée. Cela ne veut pas encore dire que l'unité règne. Les reproches adressés à Soustelle sont toujours valables bien qu'il semble évoluer. Henri-Paul Eydoux devient de plus en plus son homme de confiance, son homme de secrets aussi — car l'épreuve Monteil-Juillet-Tillion a poussé Soustelle, qui ne se confie déjà pas facilement, à se « recroqueviller » sur lui-même et à travailler dans l'ombre de son cabinet. Eydoux, pour Alger, représente la droite du cabinet. Cette droite victorieuse. Il donne confiance à l'Alger inquiet des réformes dont le gouverneur parle.

« On raconte, dit Eydoux, que Soustelle veut faire des réformes, mais je ne suis pas d'accord sur tout. Il faut renforcer, pas relâcher. Arrêter même d'autres suspects. »

Et Jean Vaujour, le directeur de la Sûreté, à qui s'adressent ces paroles renchérit :

« En relâchant les hommes du M.T.L.D. en prison à Barberousse, nous avons perdu la face de la répression. Cette mesure de clémence aurait eu une importance bénéfique si elle avait été assortie de mesures sociales d'apaisement efficaces, montrant aux musulmans que l'on est décidé à faire quelque chose Mais on ne fait rien, si ce n'est ouvrir les portes des prisons. C'est une erreur. On va donner l'impression de ne pas savoir ce que l'on veut... »

C'était malheureusement vrai.

« Je la vois », prévint le docteur « X... ».

Sous la lumière intense du scialytique, la pince que maniait avec dextérité le chirurgien écartait les chairs tuméfiées. Dans la salle d'opération de la clinique de Verdun, le docteur « X... », l'un des plus célèbres chirurgiens d'Alger, « faisait un genou ». Il était assisté du docteur Pierre Chaulet. Une des sœurs infirmières s'approcha des deux hommes dont les mains gantées de caoutchouc poursuivaient le délicat travail, et d'un geste très doux épongea habilement le front humide du docteur.

« Merci ma sœur, dit le docteur « X... ». Vous pouvez nous laisser. Avec le docteur Chaulet, ça ira bien. Je vous appellerai si j'ai besoin de vous. »

La religieuse rejoignit silencieusement une autre infirmière qui disposait des instruments de chirurgie sur un plateau stérilisé.

« C'est grave ? demanda celle-ci à voix basse.

— Pas trop. C'est un jeune garçon qui a fait une chute de cheval, sa jambe a porté sur des cailloux. Un fragment s'est logé dans le genou. Le docteur l'a déjà aperçu. C'est presque fini.

— Ce n'est pas un Européen ?

— Non. C'est le fils d'un gros bourgeois musulman. Un millionnaire, paraît-il. Le jeune homme est

un beau garçon. J'espère pour lui qu'il ne restera pas infirme.

— Oh ! Le docteur est habile. »

Autour de la table d'opération, le chirurgien jeta un rapide coup d'œil vers les sœurs infirmières. Elles ne s'occupaient pas de lui. Il fit, des yeux, un geste affirmatif à son assistant. Le docteur Chaulet sortit prestement de son tablier un petit caillou qu'il macula du sang de l'opéré. Le chirurgien retira de la plaie béante la balle qui s'y trouvait et Chaulet opéra prestement la substitution. Le caillou tomba avec un bruit clair dans le plateau nickelé.

« Tenez, ma sœur, dit le docteur « X... », voilà l'objet. Vous pourrez le donner à notre malade à son réveil. Ça lui fera un souvenir. Maintenant, il va avoir un beau genou tout neuf ! »

Sous le masque, Pierre Chaulet sourit, soulagé. Le patron avait eu du sang-froid ! Quelques minutes plus tard, le « millionnaire » encore endormi était transporté dans sa chambre au premier étage de la clinique de Verdun. C'était le premier maquisard à être opéré dans la capitale. Il s'appelait Rabah Zerrari, mais on le connaîtra sous le nom de Si Azzedine. Il sera dans quelques mois considéré par les parachutistes de Bigeard comme l'un de leurs principaux adversaires puisqu'il deviendra le chef incontesté des commandos de choc de l'A.L.N. et sera responsable des premiers revers infligés, à Palestro, à l'armée française.

En 1955, Si Azzedine a vingt et un ans, de taille moyenne, râblé, une épaisse moustache noire le vieillit un peu. Il est soudeur à Tare autogène chez Caterpillar à Alger. Sportif, footballeur enragé, il n'a jamais milité au M.T.L.D. de Messali ni à l'U.D.M.A. d'Abbas. La politique, il s'en fout. Il gagne 18 000 F par mois et, comme il est orphelin, il n'a personne à faire vivre. Il trouve la vie belle, assez facile. La révolution du 1er novembre, il en a entendu parler comme tout le monde. Et pour la première fois, -il s'est intéressé au mouvement. Non pas à la politique, mais à l'action. Les journaux ont relaté les attentats, et chaque jour les combats, les accrochages de l'Aurès remplissent la dernière page de *L'Echo d'Alger*.

Le 25 février 1955, il est contacté par un militant du Clos-Salembier, Abderrahmane Lahla.

« Il faut que tu participes à la révolution. »

Azzedine accepte tout de suite. Il rêve déjà de maquis, de saboter des routes, de couper des poteaux télégraphiques. La réalité est tout autre :

« Tu gagnes 18 000 F, dit Lahla, chaque mois tu verseras 5 000 F à la révolution.

— Bon, d'accord. Mais on passera à l'action ?

— C'est sûr ! »

Le jeune homme n'entend pas en rester là. Le surlendemain il désigne un « traître » qui sévit à Caterpillar.

« C'est le gardien, il ne jure que par les Français, alors que ce sont eux qui nous empêchent de gravir les échelons ! Il faut le liquider et brûler l'usine !

— Ho ! doucement, petit. »

Lahla essaie de calmer Azzedine. Puis l'autre insistant, se proposant pour la « mission », il décide de « calmer » ce hâbleur.

« Eh bien, vas-y avec ton traître ! »

Avec Azzedine, ça ne traîne pas. Le lendemain, le gardien est assommé. Le soudeur avait ensuite attaqué le coffre de l'usine au chalumeau mais des Européens armés de fusils de chasse avaient interrompu son travail. Azzedine était légèrement blessé à un mollet. Mais surtout il était recherché.

Il se réfugie au Clos-Salembier chez Lahla et lui raconte son histoire.

« Mais je ne t'ai jamais dit de faire ça. Tu es fou !

— J'ai été reconnu, maintenant on me poursuit. »

C'est avec Azzedine que se pose pour la première fois

aux militants le problème des caches à trouver dans l'heure qui suit pour mettre à l'abri les « recherchés ». Lahla présente Azzedine à son chef de réseau, Ait Amara, qui décide de l'envoyer à Palestro, où Ouamrane est en train de former un maquis. Un agent de liaison accompagne le jeune homme jusqu'à Palestro. Là, en plein djebel, il découvre un petit groupe de six hommes commandés par Si Lakhdar. Près d'eux le « Sergent », qui épie le jeune homme de ses petits yeux en amande. Azzedine n'est pas rassuré. Il est surtout déçu. C'est donc ça le maquis ! Il s'attendait à voir une armée et il découvre six hommes habillés de blousons, de passe-montagnes, de djellabas, avec en tout et pour tout une mitraillette Sten et cinq vieux fusils de chasse.

« Tu as une lettre d'Alger, demande Ouamrane.

— Oui. »

Et Ouamrane lit le message que lui envoie Ait Amara : « C'est un élément suspect que je t'envoie. Il a accompli une action sans ordre. » Suit le récit de la tentative d'assassinat du gardien et du cambriolage. En réalité, ni Ait Amara, ni Ouamrane, ni, d'autre part, la police française ne savent s'il s'agit d'une « action politique » ou d'un simple crime de droit commun. « Le type n'est pas catholique *(sic)* », conclut le message ! Azzedine ne connaîtra le contenu de la lettre, de la bouche d'Ouamrane, que deux ans plus tard !

« Bon, tu vas venir avec nous », lui dit Ouamrane.

Le chef kabyle s'est vu confier par Krim la succession de Bitat à la tête de la région 4, c'est-à-dire l'Algérois. Succession est un bien grand mot car la région est entièrement à créer. Au 1er novembre, les militants algérois ont fait défection et ce sont les Kabyles emmenés par Krim et Ouamrane qui ont réalisé — sans succès — les actions prévues à Blida et dans la Mitidja. Tout est à faire dans cette région 4 et Ouamrane se trouve devant une situation bien plus défavorable que celle qui règne à Alger. Il n'a pas d'argent, pas d'armes, c'est la Kabylie qui fournit quelques fonds. Les cotisations de la population sont loin de suffire.

En cette première moitié de l'année 1955, Ouamrane dispose d'environ 100 hommes et de 30 armes de guerre disséminées entre Chréa-Ama-Réghane et Mouzaïaville. Palestro compte six hommes et six armes, un luxe ! Il faut tout organiser, le recrutement, l'instruction, l'information de la population, la collecte des cotisations. Alors une recrue même suspecte est bonne à prendre !

« Il faut le surveiller de près, dit à voix basse Ouamrane à Si Lakhdar, qui est son homme de confiance pour cette région, fais attention, il est suspect. Au moindre doute, il faut le « faire passer. »

La justice d'Ouamrane est expéditive !

Azzedine, à qui on n'a pas donné d'arme, découvre la vie du maquis. Il faut rester caché toute la journée, ne sortir et ne se déplacer que le soir venu. La première nuit, les six hommes vont dans le djebel.

« Suis-moi, dit Ouamrane, et tâche de ne pas faire de bruit. On va passer à proximité de dechras (villages) et il ne faut pas que les chiens aboient. »

Les hommes se mettent en marche. Azzedine, qui est un citadin, a du mal à suivre. Il n'a pas l'habitude des marches nocturnes. Passant sous un caroubier, il fait craquer des cosses sèches.

« Tu ne peux pas faire attention, imbécile ? gronde-t-on derrière lui. Allez, avance ! » La nuit est sombre. Des nuages lourds cachent la lune. Azzedine n'est pas encore familiarisé avec les ombres de la campagne. Les hommes l'ont dépassé. Lui suit Ouamrane. Le chef s'est immobilisé. Azzedine s'approche un peu et s'arrête à quelques pas de la silhouette trapue du « Sergent ». Un coup de lune et Azzedine s'aperçoit qu'il s'est arrêté près d'un arbre coupé à hauteur d'homme. Déjà, Ouamrane, qui s'est rendu compte que le suspect ne le suit plus, est revenu sur ses pas.

« Alors, qu’est-ce que tu fais ? Tu ne viens plus ?

— Si, si. »

Et il s’explique à voix basse.

« Bon, ça va », dit à regret Ouamrane.

Azzedine a remarqué que le Sergent a déjà à demi sorti son pistolet. Drôle d'accueil pour un volontaire ! Azzedine commence à se demander ce qu’il est venu faire au maquis. Quarante-huit heures plus tard, on lui confie une arme. Encore une déception. C’est un vieux pistolet de corsaire à deux canons et à chiens ! Avec cela dix cartouches humides. Il regrette de plus en plus son usine et ses 18 000 F par mois. Mais il n’est pas question de revenir en arrière. Les sept hommes ne se quittent pas. Seul Ouamrane fait la liaison entre les quelques groupes qui « tiennent » chacun une zone et Alger. Azzedine est rompu par les marches de nuit. On ne mange qu’une fois par jour et très frugalement : des caroubes, de l’oignon et de la galette arrosée d’eau. Azzedine n’arrive même pas à établir le contact avec ses compagnons qui semblent plutôt fâchés de sa présence et se défient visiblement de lui. Toute la journée, les hommes restent silencieux, mais ne le quittent pas de l’œil. Azzedine ne peut même pas s'isoler au moment où la nature l’exige...

Plus les jours passent, moins la nouvelle recrue comprend ce qu’on attend des maquisards. À un rendez-vous près du pont de Palestro, l’équipe de Lakhdar attend Ouamrane qui revient d’Alger. Les hommes sont dissimulés dans des buissons, derrière des rochers. Pour une fois, ils sont sortis le jour. Il est 11 Heures. Arrive une patrouille française. Azzedine croit que les hommes de l’A.L.N. vont tirer. Il s’apprête. Mais son chef lui fait signe de s’aplatir derrière le rocher. Puis, la patrouille passée, Lakhdar ordonne de décrocher. Pour Azzedine, c’est la première grande déception. En montant au maquis, il croyait aller au combat, conquérir la gloire et il se retrouve gibier !

Pendant plus d’un mois, le jeune ouvrier de Caterpillar ne comprit rien à ce qui se faisait dans le maquis. Absolument inculte sur le plan politique, il ignorait tout de la prise en main de la population à laquelle Ouamrane s’attachait avant tout. Puis, la confiance établie, on lui expliqua. Et il se rendit compte que les marches nocturnes interminables qu’on lui ordonnait autour de certains villages répondaient à un plan bien établi. Le printemps de 1955 vit l’implantation du F.L.N. dans le djebel algérois. La méthode employée par Ouamrane était simple et efficace. Avec les sept hommes du groupe de Lakhdar — il répétait l’opération dans les autres zones de l’Algérois —, il arrivait la nuit dans une dechra où se trouvaient déjà un ou plusieurs militants. Avec eux, il faisait la liste des familles et l’évaluation de leurs ressources. Puis il faisait tourner les *djounoud*. autour du village, allumait des feux sur les crêtes, se montrant le plus bruyant possible pour faire croire qu’un nombre imposant de maquisards entouraient la dechra.

« Passez, repassez, tournez en rond », ordonnait-il.

Puis il réunissait la population, expliquait avec Lakhdar la révolution, le nationalisme, l’indépendance. Chaque chef de famille était alors interrogé sur ses biens : terrains, bétail, champs cultivés, récoltes. Quelquefois, ils mentaient, mais la majorité disait la vérité. Ouamrane expliquait l’aide que les paysans devaient apporter à la révolution. Dans un premier temps, chaque paysan fut taxé de 10 % de ses richesses. S’il n’avait pas d’argent en liquide, il devait vendre telle ou telle chose au prochain souk. Ceux qui n’avaient rien, les plus pauvres fellahs, donnaient 200, 300 ou 500 francs (anciens !). Personne ne se rebellait car la population était au courant du sort réservé par le F.L.N. à ceux qui se révélaient publiquement pro-Français. En outre Ouamrane, compte tenu de la répression française, avait trouvé un moyen beaucoup plus efficace de neutraliser les « suspects ». Il réunissait ses hommes chez le plus pro-Français du village et le nommait adjoint du responsable F.L.N. de la dechra. Ainsi non seulement on le surveillait facilement, mais — collectant les

cotisations — il était « mouillé » vis-à-vis du village et des Français. Il ne pouvait s'aviser de faire « un rapport à l'administration ».

La population, village après village, était ainsi prise en main. Au début, les plus vieux, les plus sages villageois disaient : « Qu'est-ce qui va bien nous arriver comme malheur avec ces fous ? Comme s'il n'y en avait pas assez. » Mais le lendemain, ils rencontraient au souk des habitants d'une dechra voisine qui leur disaient : « Hier, les *moudjahidin* sont venus chez nous. On les a vus, ça tournait autour du village. Ils étaient au moins trois cents ! » Que faire contre une force pareille ? De plus, les jeunes, qui découvraient le nationalisme actif, étaient favorables au mouvement. Ils apportaient des armes aux *djounoud*. À la fin du printemps il ne restait plus un fusil de chasse dans les villages de l'Algérois. Toutes les armes avaient été remises au F.L.N. De plus, les maquisards étaient de plus en plus nombreux.

Lorsque, le 13 mai 1955, Azzedine, qui a conquis sa place dans le groupe Lakhdar, s'apprête à attaquer pour la première fois un poste français, la section groupe quinze hommes. Ouamrane s'est décidé à attaquer l'armée pour se procurer des armes. Les promesses de ceux du Caire sont sans lendemain. Ils n'ont pas réussi à faire parvenir une arme en Kabylie ou dans l'Algérois. Les quinze hommes avec une MAT fournie par un Chaouïa déserteur, et des fusils de chasse, effectuent une attaque-éclair sur le poste de Laperrine. Des armes sont récupérées. Un chef de section est tué, Azzedine blessé à un genou mais le résultat remonte le moral des maquisards. Pratiquement chaque homme du commando a pu se procurer une arme. Mais le lendemain Azzedine doit rendre son fusil. Sa blessure est sérieuse. Il a une balle dans le genou.

« Ne t'en fais pas. Tu vas descendre à Alger avec moi. Un gars à nous va te prendre en charge. »

Azzedine obéit. Il a enfilé des vêtements propres et, appuyé sur l'épaule d'Ouamrane, il a attendu le voiture qui devait l'emmener à Alger. Lorsque la 2 CV s'est arrêtée il a eu un mouvement de recul : un Européen était au volant.

« Ne t'en fais pas, a rassuré Ouamrane. C'est un homme à nous. C'est le docteur Chaulet ! »

Azzedine regarde Ouamrane avec stupéfaction : c'est la première fois qu'il entend dire que des Européens font partie du F.L.N. Mais c'est le chef qui parle. Et au volant le toubib lui sourit !

Ouamrane, maintenant chargé de l'Algérois, avait effectué sa dernière tournée en Kabylie. Il quittait le pays dont il connaissait toutes les montagnes, la moindre vallée, la totalité des responsables, pour créer de toutes pièces une nouvelle région : l'Algérois. Cette dernière tournée était celle des adieux — on verra combien chaque chef de maquis quittant sa zone tiendra, au prix de combien de difficultés, à s'entretenir avec chaque chef de groupe, de village ou de douar. Sentiment ou publicité ? On ne peut s'empêcher de penser que chacun envisageait l'avenir. Ouamrane, second de Krim, devenait le premier dans l'Algérois. Les Kabyles débordaient. Krim, Ouamrane, Abane, tous Kabyles tenaient à eux trois tout le centre de l'Algérie dont ils avaient bien l'intention de faire une zone-pilote de la révolution.

Lors de cette dernière tournée, Ouamrane avait rencontré à Igoufaf, près de Michelet, un militant de la première heure, Fernan Hanafi, responsable politico-militaire de Michelet-Fort-National. L'homme était très malade, très affaibli. « Tu vas venir à Alger, ordonna Ouamrane. On va te soigner. Nous en avons maintenant la possibilité. » Les deux hommes se mirent en route, toujours à pied, vers Souk-el-Haad, la station de chemin de fer favorite des clandestins kabyles pour venir sur Alger. À plusieurs reprises les deux hommes et leurs agents de liaison étaient tombés sur de forts partis de gendarmes, mais ils avaient pu échapper aux recherches. Ils descendirent à Hussein-Dey et se rendirent chez l'un de leurs contacts algérois, Ouabri Amar, marchand de tabac rue de Polignac, pour rencontrer Abane. Cette rue Polignac, entre le Ruisseau et Hussein-Dey, était un poste d'attente idéal

pour ceux qui, venant du bled, voulaient obtenir le contact avec les dirigeants d’Alger sans être obligés d’entrer dans le centre de la capitale où le « paysan » était très vite repéré et où il était à la merci d’un contrôle de police. Un agent de liaison prévint Ouamrane qu'il devait se rendre dans un autre magasin de cette même rue Polignac :

« Chez Sirir Mohamed Seghir, le crémier, précisa-t-il. Lui vous conduira à Abane. »

Le nouveau chef d’Alger prenait ses précautions. Mentalement, Ouamrane l’approuva :

« Pourquoi tous ces rendez-vous ? demanda Hanafi.

— Il y a de plus en plus de rafles, de contrôles de police, expliqua l’agent de liaison. Alors, faites attention. Je vous laisse. Ma mission est terminée. »

Ouamrane et Hanafi vérifièrent leur pistolet, plaçant une balle dans le canon, et se mirent en route. Le crémier n’était pas encore revenu. C’était la période du ramadan et il dînait. Au bout d’une heure, Ouamrane perdit patience.

« Viens, dit-il à son compagnon, on va aller à la Casbah. Là, je saurai bien trouver Abane. »

La nuit était douce et les deux hommes partirent à pied. Prendre un taxi était toujours dangereux et Ouamrane savait que sa grosse tête était dans la mémoire de bien des indicateurs.

« Papiers ! »

Ouamrane et Hanafi stoppèrent net et se retournèrent. Les deux gardiens de la paix qui faisaient leur ronde au Ruisseau n’eurent pas le temps d’esquisser un geste de défense. Hanafi tira à bout portant sur un des agents qui s'écroula sur le trottoir. Ouamrane manqua le second, qui s’engouffra dans la cour d’une usine. « Filons ! Chacun pour soi ! » Ouamrane prit à gauche vers Hussein-Dey. Il entendit un nouveau coup de feu claquer. L’agent Carraz tirait sur les fuyards. Il sembla à Ouamrane que Hanafi trébuchait mais il n’y prit pas garde. Il fallait quitter rapidement ce quartier qui dans un instant serait investi. Sur le trottoir, l’autre agent de police, Léon Bo, de Pointe-Pescade, ne bougeait plus. C’était le premier policier abattu à Alger depuis le début de la révolution.

Abane Ramdane était furieux. L’annonce de l’accrochage avec les policiers avait provoqué chez lui une de ces violentes colères que ses compagnons découvraient avec étonnement.

« On a besoin de calme à Alger, criait-il, on doit tout organiser de la façon la plus discrète possible et voilà que ces fous se croient à Chicago !

— Mais ils ne pouvaient faire autrement, répliqua Laski Hocine, le camionneur de la rue Marengo. Et Hanafi a été touché au ventre. Il est mort chez moi. »

Abane se calma. Bien sûr, Hanafi était mort. Ouamrane avait transporté le corps de son vieux camarade jusqu'à Bouinan, dans l’Algérois, pour l’enterrer décemment.

« Encore une erreur, maugréa Abane. Si les gendarmes avaient arrêté le camion, c’en était fait d’Ouamrane ! Quand on fait la révolution, on ne fait pas de sentiments. Même avec les amis ! »

L’incident avec les policiers avait déclenché dans la capitale des mesures de contrôle qui ne facilitaient pas le travail de structuration auquel se livrait Abane. Depuis l’arrestation de Bitat, les trois Kabyles avaient pris la décision de placer Alger sous l’autorité d’Abane qui devrait implanter politiquement le F.L.N. tandis que Krim et Ouamrane s’occuperaient de la question purement militaire. Krim gardait la direction totale de la zone 3 (Kabylie) et Ouamrane celle de la zone 4 (Algérois). En outre Abane devait rétablir les liaisons avec le Constantinois, l’Aurès et l’Oranie.

Dès son installation à Alger, Abane Ramdane se révèle comme un homme exceptionnel, intransigeant. Il veut tout voir, tout savoir. Il interroge tout le monde, des chefs kabyles au plus modeste militant de l’équipe de Yacef, sur la façon dont, avant le 1er novembre, la révolution a été déclenchée. Sur les buts. Sur les moyens. C’est le premier intellectuel de la révolution. Jusque-là, tout a été mené par des montagnards, des paysans, pleins de courage certes, mais à la culture

politique plus que sommaire. Politiquement, tout est à faire. Il faut créer une organisation.

Au cours de ses premières conversations avec Krim et Ouamrane, Abane critiqua violemment ceux de l'extérieur.

« Cette décentralisation du pouvoir est une sottise, dit-il, d'autant que leur participation à la révolution est des plus modestes. On ne reçoit ni armes ni argent du Caire.

— Bien sûr, admit Krim, mais on a besoin d'eux. Tu le constateras toi-même, on manque de cadres, d'hommes cultivés politiquement. Nous-mêmes avons besoin de participer à l'action en Kabylie, dans l'Algérois. Nous n'aurions jamais obtenu d'Alger le résultat qu'Aït Ahmed et Yazid ont obtenu à Bandoeng.

— En tout cas, il n'est pas question que la révolution soit dirigée de l'extérieur. Il faut qu'ici nous nous partagions le travail. »

Sur ce point tous étaient d'accord.

Ce petit homme à l'activité débordante entendait prendre les choses en main. Sa rapidité de pensée, de jugement, sa faculté d'analyse, sa culture politique étendue impressionna fort les chefs kabyles.

« J'ai connu pas mal d'intellectuels, me dira plus tard Ouamrane, mais Abane était remarquablement intelligent. C'était en outre un homme simple, d'une sincérité absolue. Il n'aimait ni s'habiller ni avoir de l'argent. La seule chose qui lui importait était l'unité nationale. Il était décidé à l'obtenir par tous les moyens. Et c'est cela qui a choqué beaucoup de militants. Il était violent, brutal, radical et expéditif dans ses décisions. Il ne savait pas « mettre de gants ». On discutait ensemble très violemment. On s'insultait mais j'ai découvert rapidement que lorsqu'il soumettait un compte rendu politique et moi un rapport militaire, on avait employé deux méthodes qui s'accordaient, et procédaient du même esprit. Il disait toujours : « Messieurs, regardez et jugez. » Ça ne l'empêchait pas ensuite d'insulter tous ceux qui s'opposaient à son projet. »

Krim, lui, reconnaissait la grande valeur intellectuelle de l'homme qu'il avait amené à la révolution, mais il était un peu agacé par ce qu'il considérait à juste titre comme un sentiment de supériorité. Krim plus rusé, plus intelligent que Bou Karou — « Grosse Tête » — Ouamrane, ne partageait pas l'admiration un peu naïve que son ancien lieutenant portait à celui qui s'annonçait comme le Robespierre de cette révolution que les montagnards de Kabylie et de l'Aurès avaient déclenchée. Il avait de l'admiration, un peu d'envie aussi pour les qualités intellectuelles d'Abane mais il sentait déjà la volonté qu'il avait de tout centraliser. Entre ses mains. Et Krim, qui « tenait le maquis » depuis sept ans, n'avait pas l'intention de jouer à « la tête et les jambes ». Surtout si c'était Abane la tête.

Abane se rendit très vite compte de la situation. Ce n'était pas encore de l'antagonisme, mais déjà une certaine réticence qui l'opposait à ceux des maquis. Ils avaient déclenché la révolution avec leur seule foi, c'était un fait, mais il fallait maintenant dépasser ce stade affectif artisanal car jusque-là les résultats n'avaient pas été fameux !

Organiser le F.L.N. et prendre la population en main tels étaient les deux objectifs majeurs. Le premier souci d'Abane fut de faire connaître le Front et son action à la population. Dans le bled, dans les djebels, les maquisards faisaient du porte-à-porte de mechta en mechta, de douar en douar ; en ville, Abane entreprit une campagne d'information par tracts. Jusque-là, cette forme d'action avait été tout à fait négligée. Le F.L.N. manquait des plumes nécessaires à la rédaction des tracts. Dès son installation à Alger, Abane rédigea, dans l'appartement de Rachid Amara, au Telemly, le premier grand tract qui devait signaler au peuple l'importance du F.L.N. et aux autorités que ce mouvement se structurait, prenait une forme plus élaborée. Le combat sur le terrain continuait, allait s'intensifier,

mais le combat intellectuel, la formation politique des hommes de la révolution ne faisait que commencer. Il fallait que les Français le sachent. Lorsque le tract circula à Alger, ce fut la stupéfaction. C'était la première fois qu'on disait de telles choses, la première fois qu'on s'adressait au peuple. La proclamation du 1er novembre était un peu passée inaperçue et, depuis, la propagande française et la presse avaient persuadé les villes que cette « rébellion » était le fait de bandits éparpillés.

Abane avait eu du mal à rédiger ce tract. Il fallait qu'il soit clair, simple, assez bref, qu'il explique, qu'il soit convaincant. Il fallait qu'il frappe l'imagination populaire et qu'il séduise aussi les jeunes intellectuels, l'élite algérienne, qu'Abane voulait amener à la révolution.

« Front de libération nationale.

« Appel de l'Armée de libération nationale, 1er avril 1955.

« Peuple algérien !

« Depuis cinq mois, ton Armée de libération nationale combat pour que l'Algérie recouvre sa dignité, sa liberté et sa souveraineté. L'impérialisme français sentant ses bases ébranlées et pris de panique a lancé contre nous ses forces policières et militaires. Celles-ci ne reculent devant aucun moyen, si barbare et si abject soit-il. (Exécutions sommaires, viols, lynchages, tortures, etc.) Venues de France et d'ailleurs, des forces militaires formidables servant une mauvaise cause espèrent écraser dans l'œuf ceux que les gouvernements français nomment tour à tour des « hors-la-loi », des « bandits », des « rebelles » et enfin des « aventuriers ». Mais, une fois de plus, le colonialisme français s'est trompé car il a compté sans la foi, l'esprit de sacrifice et la farouche volonté des meilleurs de tes fils qui ont juré de vivre libres ou de mourir.

« En effet, dans presque tous les accrochages, nos groupes composés de 10 à 20 hommes ont tenu en échec et infligé des pertes sérieuses aux unités de l'armée française... »

Suivaient quelques exemples où les « victoires » de l'A.L.N. étaient quelque peu « gonflées ». Abane poursuivait :

« L'autorité militaire française minimise sans vergogne ses pertes et exagère les nôtres afin de porter atteinte à ton moral et de ne pas affoler l'élément colon. L'autorité militaire française fait tout pour te cacher la vérité. Ainsi, lorsque les nôtres s'embusquent et attaquent une automitrailleuse et que le conducteur, surpris et effrayé, jette son véhicule dans le ravin, la presse colonialiste porte cet incident sur le compte du verglas.

« Peuple algérien ! Après avoir remporté plusieurs succès, tu ne dois pas ignorer que la tâche qui reste est titanesque. C'est pour cela que ton Armée de libération nationale t'appelle pour lui venir en aide et lui porter secours par tous les moyens. La réussite dépend de la contribution de tous les Algériens aux côtés des forces combattantes décidées à poursuivre le combat jusqu'au triomphe de la cause algérienne ! »

Pour ce premier tract Abane voulait également tirer un coup de semonce en direction du M.N.A. de Messali :

« Nous te mettons en garde contre ceux qui maintiennent la confusion. Nous dénoncerons tous ceux qui ont recours au mensonge et à la calomnie pour te dérouter de la véritable voie. Le tribunal de l'A.L.N. sera impitoyable envers les traîtres et les ennemis de la patrie !..

« Algériens ! Venez en masse renforcer les rangs du F.L.N. Sortez de votre réserve et de votre silence. Elargissez chaque jour le champ de votre action. Ainsi, vous vous acquitterez envers votre conscience et votre pays d'une lourde dette.

« Vive le peuple algérien ! Vive l'A.L.N. ! Vive le F.L.N. ! »

Lorsque les services de renseignements du Gouvernement général reçurent le tract envoyé par un de leurs indicateurs de la Casbah, Henri-Paul Eydoux pensa que « quelque chose avait changé dans la direction de la rébellion ». « Ils sont en train de s'étoffer, confia-t-il à Pontal, qui allait devenir le nouveau directeur de la Sûreté, il va falloir ouvrir l'œil ! »

H'Didouche, le beau-frère de Yacef, avait dissimulé le paquet de tracts dans un cageot de légumes. Il arrêta sa voiture rue de a Flèche, prit le cageot dans ses bras et se dirigea vers la rue Bab-Azoun. Sous les arcades de la vieille rue, c'était la foule habituelle qui se pressait devant les vitrines rutilantes. La rue Bab-Azoun, qui marquait la limite entre la basse Casbah et le quartier des banques, des comptoirs, des exportateurs du Front-de-Mer, abritait tous les commerçants en « art local ». Marchands de babouches, de poufs de toutes les couleurs, de quincaillerie à touristes où dominaient les plateaux ouvragés et les bijoux en « or véritable-pur laiton ». H'Didouche entra dans l'un des plus beaux magasins de la rue. Il fit signe à un homme de grande taille au visage clair, l'air très distingué, qui régnait en maître sur la boutique où s'entassaient des ballots de coussins, de tapis. Il flottait une forte odeur de mouton, de cuir frais, qui se mêlait à l'odeur de friture provenant des ruelles de la Casbah toute proche.

« Entre dans l'arrière-boutique. » H'Didouche passa le premier suivi de Mohamed Lebjaoui, le patron florissant du magasin le plus important de la rue Bab-Azoun. Lebjaoui s'occupait en outre, avec un associé, d'un autre magasin semblable, rue de Chartres, et d'une affaire d'import-export. H'Didouche, petit commerçant, avait fait de la prospection dans son milieu. Il s'était d'abord discrètement ouvert de ses préoccupations nationalistes à ce grand garçon de vingt-huit ans. Et à sa grande surprise il avait découvert un Lebjaoui très au fait de la politique. Malgré sa situation de bourgeois privilégié, celui-ci avait été, très jeune, fasciné par le marxisme-léninisme et par la révolution d'Octobre. Il s'était intéressé aux grèves ouvrières. Il avait même approché de très près les communistes algériens « mais, lui avait-il confié, la présence d'éléments européens privilégiés par rapport à la masse musulmane lui avait vite montré le divorce entre la noblesse de la doctrine et son application. Le parti communiste algérien n'avait pas l'idée nationale très développée » ! Lebjaoui avait de l'argent, il était cultivé, parlait bien, connaissait beaucoup de monde tant chez les libéraux européens que chez les intellectuels algériens. Partisan de la lutte armée il avait, avant même d'être contacté par le Front, créé avec l'un de ses parents, Amar Ouzegane, un intellectuel ancien marxiste, un réseau de neuf membres prêts à passer à l'action. Le contact avec le Front s'était fait par un horloger de Tizi-Ouzou. C'est au cours d'un voyage au maquis que Lebjaoui avait fait la connaissance de H'Didouche. De retour à Alger, il avait rencontré Yacef. Les deux hommes se connaissaient de longue date, puis s'étaient perdus de vue. Abane lui-même avait été intéressé par la nouvelle recrue. Il se constituait par l'intermédiaire de H'Didouche l'embryon de l'équipe « pensante » qui, à son avis, manquait terriblement à l'organisation encore balbutiante.

« Je t'ai apporté des tracts qu'il faut mettre sous enveloppe et envoyer, dit H'Didouche. Il faut en diffuser dans tous les milieux. »

Lebjaoui prit le premier tract de la pile et le lut. Le tract était maladroitement ronéotypé. C'était Laski Hocine qui tant bien que mal s'était acquitté de la mission. Dans ce domaine aussi le F.L.N. manquait de matériel.

« C'est Abane qui l'a écrit », précisa H'Didouche.

Il est bien évident que personne ne connaissait la véritable identité d'Abane, qui se dissimulait,

comme tous les chefs du F.L.N., quel que soit leur échelon, sous plusieurs pseudonymes selon les catégories d'hommes avec qui il était en contact. Mais pour la bonne compréhension du récit nous abandonnerons ces surnoms uniquement destinés à brouiller les pistes.

« C'est très bien, commenta Lebjaoui. Il faut bien annoncer la couleur. Et le chef l'a fait de façon remarquable. Maintenant il n'y a plus d'équivoque possible. Je vais le diffuser le plus vite possible. Au fait, si tu as un contact avec Abane, dis-lui que je voudrais bien le rencontrer.

— Je transmettrai. Maintenant je dois partir. »

H'Didouche prit congé de son ami. D'autres cageots attendaient dans la voiture d'être distribués aux quatre coins d'Alger. En démarrant H'Didouche pensa que Lebjaoui avec son modeste réseau pouvait rendre d'immenses services à « la cause ». Personne, à la police, ne penserait qu'un riche marchand, ami de tant d'Européens, pouvait aider si efficacement cette « bande de hors-la-loi criminels » !

Dès son installation à Alger, Abane fit montre d'une activité débordante. Rien ne lui échappait. Il exigeait des rapports simples, précis. Rapidement, les quelques hommes qui étaient en contact avec lui comprirent qu'il fallait obéir prestement. Assumant des responsabilités importantes, il entendait affirmer son autorité. N'étant pas l'un des « historiques » qui avaient donné le coup d'envoi de la révolution et qui jouissaient de ce fait d'un grand prestige, il voulait combler ce retard par une grande assurance. Il faut dire que Krim et Ouamrane l'avaient considérablement aidé, lui donnant la direction d'Alger et le considérant comme leur égal. Lorsque les relations se gâteront entre les différents responsables du Front, on reprochera vivement à Krim d'avoir mis un homme à lui — un Kabyle — à la tête de la capitale.

Mais pour l'heure, le Front de libération nationale n'est constitué que de groupuscules disséminés sur tout le territoire, et d'une représentation extérieure qui, au Caire, ne donne aucune nouvelle. Il s'agissait pour Abane d'unifier et d'établir des liaisons entre les différents responsables. Pour l'instant, l'Aurès était privé de chef. Ben Boulaïd était en prison, et son successeur, Chihani Bachir, aux prises avec le gros de l'armée française, ne donnait aucune nouvelle ; le Constantinois était muet. Ni Didouche ni ses adjoints Zighout Youssef et Lakhdar Ben Tobbal n'avaient établi la liaison ; Ben M'Hidi, le patron de l'Oranais, avait gagné l'extérieur, laissant à Boussouf la direction de la région. Mais pouvait-on appeler cela une région ? Il n'y avait ni hommes ni armes. Trouver des armes c'était le but du voyage de Ben M'Hidi au Caire. Boussouf, d'après les rares nouvelles qu'on en avait, faisait de même au Maroc dans la région de Nador. Seuls l'Algérois et la Kabylie étaient régulièrement reliés à Alger. En accord avec Krim, Abane décida d'envoyer Yacef au Caire.

« Tu vas un peu les secouer, recommanda-t-il au jeune boulanger, tu vas leur expliquer nos besoins. Eux là-bas ne vivent pas dans la clandestinité, tout doit être plus facile qu'ici. Et il nous faut des armes. Vite.

— Comment vais-je les trouver ? demanda Yacef.

— Tu vas passer par Paris. Tu verras là-bas Ali Mahsas qui est en contact avec eux. Tu en profiteras pour sonder un peu le bonhomme et voir de quel côté il se dirige. Car pour l'instant il n'a pas l'air très enthousiaste pour rejoindre nos rangs. »

Abane précisa ensuite à Yacef le sens politique de sa mission. Expliquer et faire admettre à Ben Bella, Khider, Aït Ahmed et ceux qui les avaient rejoints, la priorité de l'intérieur sur l'extérieur.

« Il faut bien qu'ils se mettent dans la tête que c'est nous qui, ici, commandons. Leur rôle est de nous fournir des armes — c'est Ben Bella qui en est chargé — et de nous faire connaître au monde. Il faudra tout de même les féliciter pour Bandoeng. Mais les armes... les armes. C'est pour l'instant le

plus important. »

Le 8 mai, Yacef prit l'avion pour Paris.

Malgré les contacts avec le Gouvernement général, malgré les entretiens avec Soustelle, Ferhat Abbas, déçu par les mesures de répression de plus en plus impitoyables prévues par les autorités, avait prononcé un violent discours à Djidjelli, au cours duquel il s'était opposé publiquement à la forteresse de l'Algérie française.

« Depuis le 1er novembre, avait déclaré le pharmacien de Sétif, nous avons des événements très graves en Algérie. Il y a ce que le colonialisme a appelé des hors-la-loi. Eh bien, depuis 1948 c'est le régime colonial qui a défié la loi, c'est le régime colonial qui a violé la loi, c'est le régime colonial qui a bafoué les droits que la France républicaine a accordés aux Algériens musulmans. Et aujourd'hui, on vient nous dire qu'il y a des hors-la-loi ? Il n'y a qu'un seul personnage qui soit hors la loi en Algérie, c'est le régime colonial lui-même. Les hors-la-loi, ce sont les préfets, ce sont les maires, ce sont les administrateurs de commune mixte. »

Un long frisson avait parcouru la foule venue entendre le leader de l'U.D.M.A. Où était le modéré Ferhat Abbas ? Il forgeait en public, à Djidjelli, un terme dont on allait sans cesse parler au cours des années suivantes :

« L'U.D.M.A. s'adresse au gouvernement français pour lui dire ceci : « Tant que vous continuez à proclamer que l'Algérie est française, nous répliquons quant à nous : « L'Algérie est arabe. » Si le gouvernement français change cette affirmation, nous aussi nous nous abstiendrons de dire que l'Algérie est arabe. Alors, eux et nous, nous commencerons à proclamer la même vérité : l'Algérie est algérienne. »

C'est à Djidjelli que fut prononcé pour la première fois le slogan : Algérie algérienne. Et c'est Ferhat Abbas qui l'inventa ! Le discours provoqua la colère de ceux qui trouvaient que l'on se montrait encore trop faible à l'égard non seulement des rebelles, mais de tous ces « nationalistes » pour qui « on préparait des réformes qui seraient des primes à la rébellion ». Ils s'exprimèrent une fois de plus par la voix de René Mayer qui accusa Ferhat Abbas et l'U.D.M.A. d'appeler la population musulmane à la dissidence, et ce dans les colonnes de *L'Echo d'Alger* du 10 mai, ce qui ne pouvait calmer une population européenne déjà excitée par la presse et apeurée — à juste titre — par les attentats du Constantinois et de l'Aurès.

Ferhat Abbas répliqua à René Mayer par un télégramme dont les services de renseignements du gouverneur général eurent la copie sous le n° 403 Z. Très secret.

Texte : « Proteste énergiquement contre accusations gratuites et calomnieuses que vous portez contre moi dans *L'Echo d'Alger* du 10 mai. Stop. Le terrorisme n'existe que parce que depuis huit ans les potentats algériens ne connaissent d'autre loi que celle de leurs intérêts égoïstes et de leurs appétits. Stop. La dignité de notre peuple bafouée et la loi française violée ne pouvaient nous conduire qu'aux événements actuels. Vous avez été un de ceux qui ont couvert cette politique comme député, garde des Sceaux et président du Conseil. Votre responsabilité est autrement engagée que la nôtre.

Signé : Ferhat Abbas. »

En apparence Ferhat Abbas jouait encore le jeu politique « à ciel ouvert », mais il avait pris sa

décision et cette dernière escarmouche, liée aux résultats de la répression — les condamnations à mort pleuvaient —, le décida définitivement. Il prit contact avec le F.L.N. C'est la première fois que l'on révèle la façon dont se déroula le « ralliement » du leader algérien au Front de libération nationale. Jusque-là la version était la suivante : c'est à la suite de l'assassinat, le 20 août 1955, de son neveu Abbas Allouah, pharmacien à Constantine, que Ferhat Abbas, terrorisé par le F.L.N., a rejoint les rangs de la révolution. Si la terreur fut bien l'élément moteur du ralliement de certains « parlementaires » algériens aux idées du F.L.N. — en particulier à l'époque de la Motion des 61 — l'adhésion d'Abbas se déroula d'une tout autre manière.

Krim Belkacem apprit vers le 15 mai qu'un émissaire envoyé par Ferhat Abbas était venu à Ighil-Imoula, petit village de Kabylie, centre actif de la résistance kabyle. L'homme s'était présenté : El-Khama Amar, habitant rue du Chêne, dans la basse Casbah, et il avait laissé un message à remettre directement à Krim BelkaceM. Le message disait : « Ferhat Abbas, chef de l'U.D.M.A., voudrait prendre contact avec le F.L.N. Le plus tôt sera le mieux. »

Krim qui, lors de sa dernière conversation avec Abane, s'était inquiété des « ouvertures » de Soustelle en direction de certains notables algériens, prévint immédiatement Abane par une liaison spéciale. Quarante-huit heures plus tard, El-Khama Amar introduisait deux hommes assez corpulents dans le petit appartement de Ferhat Abbas, rue du Dr-Trolard, près du ForuM. Abane Ramdane avait décidé de prendre lui-même contact avec le leader de l'U.D.M.A. et Ouamrane qui venait d'arriver de Palestro l'accompagnait. S'il était possible d'amener le pharmacien de Sétif au F.L.N., la victoire serait grande car Ferhat Abbas était le leader algérien le plus connu des Européens pour sa modération. C'était le type même de ces hommes « avec qui on peut s'entendre », comme disait Soustelle.

Ferhat Abbas les accueillit dans son petit salon. Il était assez ému. La démarche qu'il avait entreprise était le résultat de nombreuses heures de réflexion. Le simple fait de vouloir rencontrer des membres du mouvement clandestin, pour lui, le vieux parlementaire, profondément marqué par la vie politique française dont il connaissait à fond tous les ressorts, c'était déjà s'engager, sortir de cette voie légale par laquelle, depuis trente ans, il voulait faire passer l'émancipation de ses frères.

Ainsi, les deux hommes qu'il avait devant lui étaient des représentants de ce F.L.N. dont maintenant on parlait tant.

« Asseyez-vous, messieurs. Vous me connaissez certainement. Vous savez combien j'ai lutté... »

Ferhat Abbas retraça rapidement l'historique de son parti, l'U.D.M.A.

« Pour moi qui depuis si longtemps fais de la politique, les hors-la-loi, ce sont les Borgeaud, les Gratien Faure, tous ceux qui ont saboté systématiquement les réformes dont notre pays a tant besoin. »

Abane, qui s'était présenté sous le nom d'Ahmed, et Ouamrane sous le pseudonyme de Sergent, laissèrent le vieil homme parler. Car, pour eux, Abbas était déjà un vieil homme, un fossile politique. Son U.D.M.A., qui avait rassemblé autour de lui la petite bourgeoisie musulmane et une grande partie des intellectuels, c'était de l'histoire ancienne. Abane ne le lui envoya pas dire :

« La révolution est déclenchée, monsieur Abbas, elle n'est l'œuvre ni de Messali ni de votre U.D.M.A. Tout cela, c'est dépassé, ce sont des vieilleries à accrocher au magasin aux accessoires. Votre devoir est de rejoindre le Front. Nous avons besoin d'hommes comme vous. Il n'est pas possible que vous restiez à l'écart. »

Et Abane à son tour fit pour Abbas l'historique de la création du Front.

« Messali n'est pas avec vous ? s'étonna le pharmacien.

— Non ! » C'était Ouamrane qui, sortant de sa réserve, avait répondu. « Il n'y a aucun des anciens, sauf quelques membres du M.T.L.D. qui s'étaient déjà séparés de Messali avant le 1er novembre. »

Abbas était étonné. Il ne pensait pas que le Front était aussi organisé que le disaient Ouamrane et Abane. Ce dernier surtout donnait des détails, des noms. Les leurs en premier. Et Abbas fut touché de la confiance que lui faisaient les deux hommes en dévoilant leur identité. Il se lança à l'eau :

« Si ma politique vous plaît, je poursuis, sinon je suis prêt à me taire.

— Nous attendons plus encore, répondit Abane, vous devez nous aider et rejoindre le F.L.N. Il faudra dissoudre officiellement l'U.D.M.A. et annoncer que vous gagnez les rangs du Front quand nous vous le dirons.

— Mais ce sera la clandestinité ? s'inquiéta Abbas.

— Oui. Naturellement.

— Cela ne peut pas se faire très rapidement. Je ne suis pas seul à l'U.D.M.A. il faut que je consulte mes amis, le Dr Ahmed Francis et Me Boumendjel.

— Prenez votre temps et tenez-nous au courant. Pour l'instant, à l'abri de votre situation, vous pouvez nous aider efficacement. Le Front se développe très rapidement. Il nous faut de l'argent et des médicaments.

— Pour les médicaments, ça ira, vous savez que je suis pharmacien. Mais pour l'argent, ce sera difficile, car à l'U.D.M.A. je ne fais pas de quête et le mouvement est déjà endetté de près de onze millions.

— Oubliez les dettes de l'U.D.M.A., sourit Abane, puisque vous allez le dissoudre. Et servez-vous de votre influence auprès de tous les « richards », les bourgeois algériens que vous connaissez bien. Vous n'aurez aucun mal à trouver des fonds. Votre présence à nos côtés leur donnera confiance. »

Abbas promit de faire son possible. Il s'inquiéta pourtant de l'armement du Front.

« Avez-vous, par exemple, des mitrailleuses ?

— Bien sûr. »

Ouamrane n'avait pas hésité un instant. Il n'était pas question de dire la vérité au vieux leader. S'il savait que l'armement de l'A.L.N. était presque inexistant, son enthousiasme ne serait peut-être plus le même. Ouamrane bâtit un roman. C'était facile : il n'avait qu'à prendre ses désirs pour des réalités ! Le « Sergent » donna une foule de détails :

« Nous avons des mitrailleuses, des F.M., des mortiers 60-81, des mitraillettes, des grenades et même des canons ! »

Ferhat Abbas eut l'air tranquillisé.

« Vous savez, messieurs, prévint-il, moi je ne suis pas un révolutionnaire. Je ne monterai pas à la montagne. Avec un fusil, je ne vous serai d'aucun secours ; en revanche, avec mon stylo, je peux faire beaucoup de choses... »

Abane l'entendait bien ainsi.

« Mais au fait, messieurs, je ne vous ai rien offert ! » Et Ferhat Abbas s'affaira, fit apporter des gâteaux, des petits fours, du thé...

Ouamrane racontera plus tard : « Et nous qui n'avions pas d'argent ! Je descendais du maquis où je mangeais une seule fois par jour et je crevais de faiM. J'aurais préféré qu'il nous offrît un bon bifteck. Mais après avoir tant vanté les moyens de cette extraordinaire armée, je ne pouvais lui avouer que j'avais faim ! j'avais honte... » Et Ouamrane, qui avait une grande habitude des maquis mais fréquentait rarement les salons, dévora tous les petits gâteaux sous l'œil réprobateur d'Abane.

Quelques jours plus tard, Abane reçut quatre valises de médicaments et 500 000 F. À partir de ce jour de mai 1955, il considéra Ferhat Abbas comme faisant partie du Front et les contacts furent fréquents. Francis et Boumendjel avaient donné leur accord et travaillaient eux aussi pour le F.L.N. Sur l'ordre d'Abane, Abbas était prêt à dissoudre officiellement l'U.D.M.A. et à rallier publiquement

le Front. Pourtant, en juin 1955, il proposa une « dernière médiation » à Abane en qui il avait confiance :

« Je connais beaucoup de monde à Paris, lui dit-il, et là-bas on m'écoute beaucoup plus qu'à Alger. Laissez-moi faire une dernière tentative pour essayer d'arrêter cette guerre qui va être catastrophique pour tout le monde car la victoire ne sera pas facile. »

Abane donna son autorisation à condition que toute négociation passe par le F.L.N. À Paris, au mois de juin 1955, Ferhat Abbas se fit recevoir par le président du Conseil, Edgar Faure, par le maréchal Juin et par Edmond Michelet. Sans naturellement se découvrir il expliqua à chacun son plan : la Constitution permettait d'envisager pour l'Algérie la situation d'État associé. Comment y parvenir ? En demandant au président du Conseil d'envoyer à Alger un vice-président du Conseil qui, avec le F.L.N. et les membres du premier collège, constituerait un gouvernement provisoire. Une nouvelle Assemblée algérienne, régulièrement élue — sans truquage cette fois — élaborerait le statut d'État associé avec « souveraineté nationale, drapeau et citoyenneté algérienne ». On étudierait un projet de souveraineté interne étalé sur vingt ans. « Le F.L.N. serait d'accord », assura — et pour cause — Ferhat Abbas.

Mais on fit entendre au leader algérien que la simple idée de négociation suffirait à mettre le feu aux poudres. Personne, à être franc, n'y était favorable de Soustelle à Edgar Faure en passant par Mitterrand, qui, depuis le 1er novembre, disait à qui voulait l'entendre : « La seule négociation, c'est la guerre... »

De retour à Alger, Ferhat Abbas fit son rapport à Abane Ramdane. C'était l'échec complet de son projet. Abane s'y attendait un peu.

« Pour, l'instant, continuez à nous aider tout en pour suivant en apparence votre activité politique sans faire trop de zèle, conseilla le chef F.L.N., et tenez-vous prêt, quand on vous en donnera l'ordre, à quitter l'Algérie. Le Front aura besoin de vous à l'étranger ! »

Ce jour de juin 1955, Ferhat Abbas tira définitivement un trait sur trente ans de politique légale, sur trente ans de sa vie ! Lui qui avait tant espéré de la France ne comptait plus maintenant que sur la révolution. Le sang avait coulé. Le problème algérien se posait en termes nouveaux.

Malgré l'opposition du procureur général, le 13 mai 1955 avait vu la libération de certaines « têtes » du M.T.L.D. emprisonnées depuis novembre 1954. Les hommes que Monteil avait rencontrés à Barberousse attendaient beaucoup de ce représentant de Soustelle qui avait réalisé la première partie de ses promesses. Peut-être y avait-il une possibilité d'entente de ce côté. Mais avec les mesures « fermes mais justes » du gouverneur et la démission de Monteil, c'était une politique de force qui s'instaurait. Ben Khedda avait regagné à sa sortie de prison sa pharmacie de Blida. Il avait vu Monteil partir. « Espérez-encore », lui avait dit le commandant. Mais le temps de l'espérance était passé. Le comité central du M.T.L.D. avait été dissous. Lahouel et surtout Yazid avaient gagné les rangs du F.L.N. au Caire. C'était le Front qui dirigeait la révolution. Ben Khedda, le syndicaliste Aïssat Idir, Kiouane, Temane, Mehri se mirent à la disposition du F.L.N.

Ben Khedda rencontra Abane, son ancien camarade du collège de Blida. Le contact eut lieu chez Bouda dans un appartement H.L.M. du Ruisseau.

« Tu dois nous aider, dit Abane, tu as des connaissances chez les Français. Il faut que nous trouvions de l'aide de ce côté. Cherche-nous des refuges, de l'argent, des médicaments. Pour l'instant, reste apparemment dans la légalité. On déposera chez toi à Blida des tracts que tu distribueras. Ensuite on verra. »

Abane voulait éprouver sa nouvelle recrue. Il ne lui confiera dans un premier temps que des missions de contact, de liaison et de recherche de refuges. Mais il comptait bien s’appuyer sur cet homme d’expérience. Lorsque Saad Dahlab, centraliste lui aussi, se rallia au F.L.N. il apporta, en accord avec Ben Khedda, 16 millions représentant la caisse du parti mise « à gauche » à l’heure de leur arrestation. Une aubaine !

Au début de l'été de 1955, Abane pouvait compter sur une équipe « pensante » importante. La « chasse aux intellectuels » avait bien rendu. Elle compensait un « coup dur », le premier que subissait Abane à Alger : l’arrestation de Yacef Saadi.

Le travail d’information et de structuration que chacun des chefs de région effectuait tant à Alger qu’en Kabylie, en Oranie ou dans l’Algérois, un homme l'avait entrepris en France. Car avec ses 350 000 travailleurs algériens la France représentait une « région » à ne pas négliger. C’est elle qui fournira dès l’année 1956 la plus importante contribution financière au F.L.N. Cet homme s’appelait Mourad Terbouche. Membre influent du M.T.L.D. dans l’est de la France, il s’était — tout comme les Fils de la Toussaint — séparé du vieux leader en 1954 et avait adhéré à cette troisième force, certain que seule l’action armée permettrait à l'Algérie de s’émanciper. Après la flambée du 1er novembre, il avait été convoqué à Zurich par Boudiaf à qui il avait brossé un tableau de la situation en France.

« La Fédération de France, avait-il expliqué, est entièrement messaliste à l’exception de quelques noyaux que j’ai réussi à constituer dans l’Est, à Nancy. Messali a réuni à peu près 7 000 membres. Depuis le déclenchement du 1er novembre — « son œuvre » ! — El-Zaïm rafle des sommes considérables. Chacun de ses militants est taxé de 5 000 à 10 000 F par mois ! Bien sûr, 7 000 militants sur 350 000, ce n’est pas énorme, mais avec de pareilles rentrées financières, Messali va pouvoir prospecter cette immense masse inorganisée.

— Quelles sont les principales zones d’implantation nord-africaine ? avait interrogé Boudiaf.

— Le Nord, la région parisienne. Là sont les gros morceaux. Puis la région des Ardennes, Lyon et la région Sud-Marseille. C’est là qu’il faut donner tout ce qu’on a dans le ventre et vite. Sinon, on va être dépassés par Messali, qui va tirer la révolution à lui ! »

Terbouche repartit de Zurich avec 3 000 livres égyptiennes et un exemplaire de la proclamation du 1er novembre. Les premiers contacts qu’il prit à Paris furent décevants. Un homme sur lequel il comptait fermement : le docteur Chouki Mostefaï, ophtalmo à la Salpêtrière, se « défila », terrorisé devant le risque que présentait une révolution armée. De même Boulharouf et Ben M’Hel, du comité central, lui conseillèrent « de ne pas lancer le F.L.N. en France ». Ils attendaient de mystérieuses directives de Londres, ignorant bien sûr que Terbouche était en contact avec Boudiaf.

C’est grâce à un obscur militant que Terbouche réussit à jeter les bases de ce qui allait devenir la Fédération de France, véritable coffre-fort de la révolution algérienne. Terbouche rencontra par hasard un de ses anciens subordonnés de Nancy, Hamimi Boudjema, qui était venu s’installer à Paris dans un petit bar-hôtel, *Le Lutèce,* 28, rue Geoffroy-l’Angevin, une rue étroite et crasseuse du Marais. Il lui raconta la création du F.L.N., la position du comité central et de Messali, le déclenchement du 1er novembre.

« Il faut que tu expliques tout cela à tous les copains, ajouta Terbouche, à tous les militants que tu connais.

— Mais moi je suis pas instruit, je saurais pas répéter tout ce que tu me dis. Je préfère t’amener cinq ou six chefs de kasma (circonscription du découpage politique du M.T.L.D.). »

La réunion se déroula dans la chambre miteuse de Hamimi, rue Geoffroy-l’Angevin. Y assistaient : Si Saïd, d'Aubervilliers, le président du Mouloudia club de Paris, un club sportif, Areski, chef de kasma du 5e arrondissement, le chef de Levallois, celui du 18e arrondissement et

Hamimi, qui était responsable des ouvriers des 3e et 4e arrondissements. Après sept heures de discussion — la réunion se termina à 5 Heures du matin —, les six délégués apportèrent leur adhésion au Front :

« On te fait confiance, dirent-ils à Terbouche, on te croit, mais si par malheur tu nous a raconté des histoires, c'est toi personnellement que l'on tiendra pour responsable. Tu vois ce que l'on veut dire ? »

Terbouche avait très bien « vu ».

« Si ce n'est pas vrai, vous pourrez me jeter à la Seine. »

Les militants étaient expéditifs dans leurs décisions !

Terbouche donna aux six hommes des directives pour le recrutement, la structuration. « Il ne faut plus des cellules de 15 hommes comme celles du M.T.L.D., mais des groupes de 4 ou 5 maximum pour la sécurité. » La proclamation fut copiée puis chaque chef la fit ronéotyper pour en faire une large distribution. À 5 Heures du matin, la Fédération de France du F.L.N. était née.

Terbouche regagna l'Est, Nancy, Longwy, Villerupt, les Ardennes, Revin, Givet. Inlassablement, il expliqua le F.L.N., démythifia Messali. Les premiers noyaux s'organisèrent. À Lyon, c'est un militant de Constantine, Guerras, qui se chargea de la prospection. Pourtant, c'est ce même Guerras qui — pendant la préparation du déclenchement — avait provoqué la défection de Constantine[6]. Boudiaf ne voulait pas entendre parler de lui, mais devant les difficultés de recrutement, devant les explications de Terbouche, il avait accepté de réintégrer la « brebis égarée ». À Marseille, la réunion que le responsable de la Fédération avait tenue à Paris, rue Geoffroy-l'Angevin, se renouvela dans un petit hôtel « arabe », 46, rue Chapelier. Avec le même résultat.

Lorsque Terbouche revit Boudiaf à Berne, à l'hôtel Workshouse, il lui annonça que 300 hommes étaient déjà organisés, que les cotisations étaient fixées à 500 F par mois et que le recrutement battait son plein. Boudiaf emmena Terbouche chez un graveur et là les deux hommes commandèrent le premier cachet du Front en France : des montagnes avec un croissant et la mention : F.L.N. — Fédération de France. Avant de quitter Terbouche, Boudiaf lui remit une lettre :

« Tu donneras ça à Ali Mahsas. C'est une lettre de son ami Ben Bella qui lui ordonne de se rallier au F.L.N. Et ces lettres-là sont de Lahouel et de Yazid qui ont gagné nos rangs et qui donnent aux centralistes de France l'ordre d'en faire autant. Voilà aussi 150 000 F pour tes frais. Fais attention, car, tu sais, on est pauvres. Et les cotisations sont loin d'être suffisantes. »

À Paris, Ali Mahsas, compagnon de Boudiaf et de Didouche lorsque ceux-ci étaient, en 1953, responsables du M.T.L.D. à Paris, avait été tenu au courant des intentions des « jeunes Turcs de la troisième force ». Pour lui, le 1er novembre n'avait pas été une surprise, mais il avait jusque-là jugé plus sage de se tenir dans une prudente expectative. Il avait adhéré au M.N.A. lorsque Messali avait transformé son M.T.L.D. en Mouvement national algérien. Après avoir reçu la lettre de Ben Bella, Mahsas était resté quelque temps au M.N.A. pour faire — sur l'ordre de Terbouche — du travail de fractionnement et de renseignement. L'implantation du F.L.N. en France n'avait pas été sans provoquer des réactions du M.N.A. En janvier-février 1955, les messalistes commencèrent à attaquer des militants F.L.N. La « guerre des Nord-Africains » commençait. Mais le printemps de 1955 vit la première grande victoire de la Fédération de France. Des militants M.N.A., après un voyage en Algérie, racontèrent aux messalistes ce qu'ils avaient vu « au pays », les opérations militaires, la répression, et aussi les actions révolutionnaires. « Et on peut vous assurer que c'est le F.L.N., expliquèrent-ils, ce n'est pas Messali ! » Un grand nombre de travailleurs apportèrent alors leur adhésion au F.L.N. La kasma de Sochaux — l'une des plus importantes de France puisqu'elle comptait 400 membres — adhéra en bloc, suivie de celles des 13e et 14e arrondissements de Paris.

Pour Terbouche il n’était pas encore question que le F.L.N. se manifestât en France. Son premier souci était de neutraliser les messalistes. Il avait appris que ceux-ci, sous la présidence de Filali, l’un des plus proches collaborateurs de Messali, l’avaient condamné à mort ainsi que le « traître » Ali Mahsas lors d'une réunion à Colombes du « tribunal M.N.A. ».

Lorsque Yacef arriva à Paris et prit contact avec Terbouche, puis avec Mahsas, la Fédération comptait 2 000 membres ! Mais il y avait déjà des tiraillements internes. Terbouche informa Yacef de sa décision de faire sortir Mahsas.

« Je le trouve négligent, inefficace, expliqua-t-il, de plus il voit des flics partout. Peut-être, en sécurité, sera-t-il plus efficace ; moi, ici, je n’en veux plus. Qu’il rejoigne son ami Ben Bella. »

Mahsas, qui avait réellement échappé à deux souricières tendues par la D.S.T. autour de boîtes aux lettres dont les adresses avaient été découvertes sur Bitat à Alger, et qui se savait recherché par le M.N.A., ne demandait pas mieux que de rejoindre « l’extérieur ». Il accompagna Yacef Saadi à Zurich, où Boudiaf l’attendait à l’hôtel Couronne.

Yacef remit à Boudiaf un rapport écrit de Terbouche sur la situation en France : 2 000 adhérents, cotisant régulièrement et faisant du recrutement, placés sous la direction d’un comité de la Fédération de France du F.L.N. comprenant : Zerrouki Mohamed, étudiant en architecture, trésorier ; Mahdi Mohamed Larbi, responsable à la propagande et à l’information, et Mourad Terbouche, responsable à la coordination. Terbouche déconseillait en outre à Boudiaf de venir à Paris. « Les nôtres sont beaucoup trop bavards, écrivait-il, tu es très connu et recherché. Tu te feras prendre tout de suite. » « Terbouche a fait là-bas du bon travail, confia Boudiaf à Yacef. Mais il est expéditif ! Dans son rapport il me suggère ni plus ni moins que la liquidation de Messali qui est en résidence surveillée à Niort ! Il me dit « Ce sera facile. Il reçoit beaucoup et les flics lui » foutent une paix royale ! »

Yacef commenta la sentence de mort prononcée par le M.N.A. contre Terbouche et Mahsas et en profita pour mettre Boudiaf au courant de l’offensive que lançait le M.N.A. en Algérie.

« Il va falloir s’occuper sérieusement d’eux, conclut Boudiaf. Maintenant passons à nos affaires. »

Yacef expliqua à Boudiaf la nécessité de contacts sérieux et réguliers entre Le Caire et Alger, et surtout ce que les chefs du F.L.N. en Algérie entendaient par « primauté de l’intérieur sur l’extérieur ». Boudiaf assura que chacun des membres de la délégation extérieure l’entendait bien ainsi, puis il entreprit de raconter à Yacef l’organisation du travail au Caire et les résultats déjà obtenus. Les deux hommes en étaient là de leur premier entretien qui se déroulait dans la chambre de Boudiaf à l’hôtel Couronne lorsqu’on frappa à la porte.

« Oui cela peut-il être ? dit Boudiaf. Mahsas doit rester à l’hôtel Léonard jusqu’à ce que j’aille le chercher... » La réponse vint bien vite.

« Police. Ouvrez. »

Pour la première fois en ce mois de juin 1955, les autorités helvétiques intervenaient dans les affaires du F.L.N. Les inspecteurs emmenèrent Boudiaf et Yacef dans les locaux de la police où ils retrouvèrent Mahsas. Les trois hommes restèrent pendant dix jours au siège de la police de Zurich, leurs papiers et documents furent saisis^ examinés, eux-mêmes furent interrogés sur leurs activités. Les policiers zurichois s'intéressaient fort aux problèmes d’organisation et de structuration du F.L.N. Ils ne cachèrent pas leur surprise devant la présence de Yacef. Un nouveau nom — jusque-là inconnu — à inscrire sur leurs fiches. En revanche, Mahsas et Boudiaf étaient pour eux de vieilles connaissances. Au bout de dix jours, les trois hommes furent relâchés et « conduits à la frontière de leur choix ». Ils étaient indésirables en Suisse.

Boudiaf et Mahsas s’embarquèrent à destination du Caire. Yacef refusa de les suivre. Il voulait regagner rapidement Alger. Il demanda d’être conduit en Belgique. Il pensait ainsi embarquer à

Anvers pour Tanger et gagner l'Algérie par le Maroc. Ainsi il évitait la France qui, depuis l’arrestation de Bitat, devait connaître son existence. Arrivé à Bruxelles, les services de police belges le « prièrent » de déguerpir le plus vite possible. Yacef, décontenancé, prit un avion pour Alger *via* Paris. Il avait bien l’intention de ne pas sortir de la salle de transit. Ainsi il éviterait les contrôles de police.

Mais Yacef ne pouvait se douter que les services spéciaux suisses avaient « travaillé » avec leurs collègues français, qui avaient eu communication de toutes les photocopies des documents et interrogatoires effectués à Zurich. Le 26 mai, Terbouche, dont la D.S.T. avait lu le rapport à Boudiaf, était arrêté ainsi que les membres du comité fédéral. La Fédération de France était décapitée. À son arrivée à Orly, Yacef était « attendu » et immédiatement emmené rue des Saussaies. Les policiers suisses n’avaient pas osé directement livrer Boudiaf, Mahsas et Yacef à leurs collègues français, mais ils leur avaient communiqué les destinations de chacun des trois hommes. La Sûreté belge prévenue du passage de Yacef l'avait alors expulsé immédiatement. Et le jeune homme, dont c’était la première mission, s’était jeté dans la gueule du loup.

Yacef resta une semaine dans les locaux de la D.S.T. Il avait d’abord nié mais les inspecteurs lui avaient ri au nez. Ils connaissaient son nom et ses contacts avec le F.L.N. depuis l’arrestation de Bitat et le rapport que leur avait adressé Djouden, l’Adjudant, qui avait livré le chef de l’Algérois. Yacef admit alors avoir logé Bitat, mais affirma qu’il ne le connaissait pas sous ce nom et qu’il n’avait agi que sous la terreur. « On menaçait de me tuer si je ne le logeais pas, expliqua-t-il. Et j’ai eu tellement peur que j’ai pris l’avion pour la Suisse... »

On transféra Yacef à Alger où il répéta sa fable. La police ne lui reprochait que d'avoir logé Bitat. Et comme celui-ci, sous la torture, n’avait pas dit un mot de Yacef, les services de la D.S.T. n’avaient aucune preuve contre lui. Ils résolurent de « l’utiliser ». En le relâchant dans quelques semaines, les « autres » prendraient contact avec lui. Les policiers algérois étaient décidés à faire de Yacef un indicateur de choix ! Ce n’est qu’à ce moment que la presse révéla l’arrestation de l’envoyé d’Abane. L’état-major du F.L.N. à Alger l'apprit par *L'Echo d’Alger* qui titrait : « Yacef Saadi, responsable du C.R.U.A. d’Alger, a été arrêté. » Les journaux algérois, en juin 1955, n’emploient encore que le sigle C.R.U.A. (Comité révolutionnaire d’unité et d’action) et nom celui de F.L.N., qui ne fera son apparition qu’en 1956. Le commentaire de *L'Echo* du 9 juin ravit particulièrement Abane : « L’arrestation de Yacef Saadi marque une étape décisive : le C.R.U.A. n’existe plus à Alger. Il n’y a plus personne ! »

Le tout était que Yacef, avec qui Abane ne s’entendait pas très bien — il le trouvait trop indépendant —, ne « s’allonge » pas devant la police ! Pour le reste, Abane pensait lui trouver rapidement un remplaçant parmi les chefs des groupes-action qui se formaient à Alger.

Moktar Bouchafa s'arrêta un instant au haut des escaliers qui menaient de la rampe Bugeàud à la rue d’Isly. Il n’accorda pas un regard à l’éventaire du fleuriste qui, à l’angle de la rue de Tanger, arrangeait sur des gradins de bois une artistique et odorante pyramide de roses, de glaïeuls, d’œillets — il y en avait même des verts ! — et de fleurs des champs. Mostefa Fettal l’attendait à la porte du café Tandja, rue de Tanger. Les deux hommes se serrèrent la main.

« Ils sont arrivés ? demanda Bouchafa.

— Pas encore. On va les attendre à l’intérieur. »

La rue de Tanger, parallèle à la rue d’Isly, abritait un nombre incroyable de cafés, de marchands de brochettes, de rôtisseries. Du matin au soir, il y régnait une odeur fraîche d’anisette qui se mêlait

au parfum plus fort du mouton grillé et des rognons qui faisaient la gloire de Bitouche. Cet habile commerçant, profitant d'une sorte de couloir,. avait dressé un bar avec huit tabourets que se disputaient amicalement Européens et musulmans, surtout des étudiants et des intellectuels. On y fraternisait autour des meilleures brochettes d'Alger, de bouteilles de targui rosé et de salades d'oignons arrosées d'huile d'olive vierge. Un peu plus loin, le café Tandja, beaucoup plus important, recevait une clientèle presque essentiellement algérienne mais on s'y souciait peu d'y respecter la loi du Coran. Les bouteilles de Luminana[7] y défilaient en plus grand nombre que les caisses de jus de fruits. La clientèle du Tandja préférait de loin l'anis à la « gazouze ». Quelques Européens, des pieds-noirs libéraux — des « intellectuels » là aussi —, y venaient à l'heure de l'apéritif se poisser les doigts aux coquilles d'escargot cuits au poivre ou aux sardines en escabèche qui s'entassaient sur le comptoir. La kémia comptait pour beaucoup dans la consommation des tournées d'anisette et le tonus des conversations interminables ne faiblissait que vers les 10 Heures du soir.

Rachid Amara, que l'on appelait Si Mostefa, se fraya un chemin dans la foule des consommateurs et rejoignit Bouchafa et Fettal qui l'attendaient à une table de la grande salle. Amara assurait la liaison entre Abane, Krim, Ouamrane et les éléments de commandos en formation. Bouchafa le salua à peine.

« Ça ne va pas ? interrogea le jeune homme en souriant.

— Non. Pas du tout. Ça ne peut pas durer comme cela. On ne peut rien faire par nous-mêmes et on nous interdit de bouger.

— Calme-toi. Et raconte-moi ce qui se passe. »

Mostefa Fettal et Moktar Bouchafa étaient les chefs de commando des quartiers est de la ville. Bouchafa, un mécanicien de vingt-huit ans dont la tête ronde comme une bille se départait rarement d'une expression farouche — il oscillait perpétuellement entre l'exaltation et la colère noire —, était un « militant du 2 novembre », comme il se plaisait à le dire. Au lendemain du 1er novembre, avec son ami d'enfance Fettal, un soudeur sur câbles, il avait décidé de créer de son propre chef un commando « action » sans être le moins du monde en contact avec les hommes du F.L.N. « Du moment que ça bouge, il faut y aller. » Il avait alors réuni Fettal et un de ses amis, Taïeb Illoul, et chaque homme était devenu le chef d'une cellule de trois militants. Chacun avait essayé de trouver des armes et d'établir le contact avec les hommes du 1er novembre. La répression policière frappant les militants du M.T.L.D. autant que ceux du F.L.N. allait les servir. Flora, l'un des hommes qui, le 1er novembre, avaient attaqué Radio-Alger et avaient posé une bombe sur le rebord de la fenêtre du bâtiment, était activement recherché par la police. Il s'était réfugié par hasard chez Taïeb Illoul et lui avait révélé les noms de Krim et d'Ouamrane. Fettal réussit à établir le contact avec les deux chefs kabyles, expliqua la structure de leur petit groupe et se mit à la disposition du F.L.N. Ouamrane conseilla de développer le recrutement et de rechercher des armes à tout prix.

« On vous contactera d'ici peu, dit-il. Et vous saurez comment nous joindre. »

Ouamrane, responsable militaire d'Alger, plaça un ajusteur spécialiste en climatisation : Debih Chérif, dit Si Mourad, à la tête de ces commandos de Belcourt, Clos-Salembier et Hussein-Dey. Dehib Chérif avait trente ans, le type annamite, un corps musclé et une volonté farouche. C'était un ami intime de Didouche Mourad, l'un des six qui avaient déclenché le 1er novembre. En outre, il connaissait Bouchafa et Fettal de l'époque du M.T.L.D. où ils avaient tous milité. Il ferait l'affaire. Ouamrane n'était pas fâché de mettre les groupes de Debih, Fettal, Bouchafa en balance avec ceux qu'avaient organisés Yacef et son beau-frère H'Didouche dans la Casbah. Rusé et prévoyant, le nouveau patron de l'Algérois préférait ne pas mettre « tous ses œufs dans le même panier ».

En mars 1955, Fettal et Bouchafa annoncèrent à Debih Chérif qu'il pouvait compter sur une

trentaine d'hommes bien décidés. Debih expliqua alors aux deux hommes de quelle façon le Front entendait se structurer : une implantation politique, le F.L.N., et un soutien militaire, l'A.L.N. « Trente bonshommes, pour l'instant c'est trop, dit Debih. Vous allez sélectionner les plus sûrs et les plus courageux pour créer des cellules de trois hommes qui seront nos futurs *fidayin* et passeront à l'action terroriste en ville. Les autres seront incorporés au F.L.N. politique et s'occuperont de la propagande et de l'explication... » Il avait recommandé la plus grande imperméabilité possible entre les réseaux ! Car la police, qui surmontait la crise de février 1955, reprenait du poil de la bête et commençait à porter des coups très rudes à l'organisation encore balbutiante.

Abane s'intéressait particulièrement à la création de ces réseaux urbains. Si, jusque-là, il s'était occupé de trouver une colonne vertébrale à l'organisation d'Alger, il était loin de négliger ce secteur. Il avait — en priorité — recherché des cerveaux, des plumes, des penseurs de la révolution, des « politiques ». Mais il savait — pour le vivre dans sa chair — qu'en général les « intellectuels », hommes d'organisation, étaient peu portés vers l'action physique. Il fallait qu'Alger eût aussi ses troupes de choc. Yacef à la Casbah et Debih à Belcourt s'en étaient chargés sous la direction des « militaires » Krim et Ouamrane. En revanche, Abane leur avait adjoint un « politique » dès le mois de mai. Le premier commissaire politique des commandos d'Alger fut un étudiant venu de Paris : Khenchoul Ali, qui fut très vite arrêté au moment où il avait rendez-vous avec Debih Chérif sous l'horloge de la grande poste. Il fut immédiatement remplacé par Ben Mokadem Mohamed, ancien responsable du M.T.L.D. passé au F.L.N. Celui-ci fut également très vite arrêté. La constitution de ces réseaux relevait encore de l'amateurisme. N'importe qui s'adressait à n'importe qui. Et tout le monde voulait passer à l'action. Ben Mokadem prit contact avec un certain Redjimi Djillali, lequel connaissait intimement Belhadj Djillali, indicateur du colonel Schœn, chef du Service des liaisons nord-africaines, et qui ne dédaignait pas de travailler également pour les Renseignements généraux. Nous retrouverons Belhadj Djillali lorsque, devenu le commandant Kobus, il montera — tout comme Bellounis — un contre-maquis financé par les autorités militaires françaises. Pour l'instant, le petit « indic' » se contenta de donner Mokadem qui échappa à une souricière en abandonnant sa voiture. Mais il tomba dans le second piège. Et comme ces commandos et leurs chefs n'avaient évité aucune erreur, la voiture de Mokadem, une Vedette marron, avait été achetée au nom de Debih Chérif ! En un mois les policiers avaient arrêté deux chefs politiques et identifié le chef militaire des commandos Debih Chérif.

Abane, furieux, décida de ne plus nommer de chef politique régional et de mettre ces commandos en « veilleuse ». Pour l'instant, il n'en avait pas besoin. Ouamrane et Krim, de leur côté, avaient suffisamment de difficultés à développer leur maquis kabyle et algérois pour se soucier de ces « amateurs ». On verrait plus tard.

« L'important, répétait Abane, c'est qu'Alger reste calme. »

Ouamrane rencontra Debih et Bouchafa le 20 juin au plateau Saulière et ordonna au premier de gagner immédiatement le maquis. À Alger, il était brûlé et ne tarderait pas à se faire arrêter. Quant au second, Bouchafa, il remplacerait Chérif mais devait « tenir ses hommes ».

« Nous voulons passer à l'action, s'insurgea celui-ci, qui faisait sa tête des mauvais jours.

— Ça suffit, gronda Ouamrane, vous devez attendre. Ce n'est pas le moment de bouger. Le maquis n'est pas assez implanté et on a besoin d'Alger pour fournir hommes et moyens. Il faut donc que tout reste calme. »

Debih Chérif, qui était un homme de la ville et qui s'illustrera pendant la « bataille d'Alger » au cours d'un épisode particulièrement dramatique, demanda un délai pour monter au maquis. Il avait peur de ne pas être accueilli par Krim et ses hommes avec grand enthousiasme. En revanche,

Bouchafa et Fettal décidèrent que, si, à Alger, on ne passait pas à l'action avant deux mois, ils prendraient le maquis. On parlait de l'Aurès depuis le 1er novembre, on parlait maintenant du Constantinois, la Kabylie bougeait et « nous on reste ici, les bras croisés ».

C'était une dernière tentative qu'avaient décidé d'effectuer Fettal et Bouchafa auprès de l'étudiant Rachid Amara au café Tandja, rue de Tanger. Après, ils joueraient seuls ! Ces « intellectuels » organisaient, pensaient, mais ne passaient guère à l'action.

« Vous ne nous fournissez pas d'armes, vous ne nous donnez pas d'argent, dit Bouchafa à l'étudiant. J'ai quitté mon travail et je n'agis que pour la cause. Il faut maintenant prendre une décision.

— Vous avez des chefs, répliqua Amara, vous devez obéir aux ordres.

— Je ne veux pas désobéir, mais je veux voir un responsable. »

Bouchafa s'était énervé. « Un responsable qui soit capable de dire oui ou non. Il y a six mois et plus que la révolution est déclenchée et on ne fait rien. Je veux des armes ou de l'argent. Ici on trouve facilement un pistolet. Le tout est de pouvoir le payer 15 000 F ! Je vous ai demandé de rencontrer Si Ahmed (Abane). Vous m'avez donné rendez-vous au jardin d'Essai. Il n'y était pas. Aujourd'hui je devais le voir. Où est-il ?

Bouchafa avait crié les derniers mots. Heureusement qu'à cette heure le café Tandja était surpeuplé et que le brouhaha couvrait toutes les conversations. Pourtant, Rachid Amara s'était fermé. Ce Bouchafa était peut-être très courageux, mais il parlait trop.

« Un peu de discrétion, murmura-t-il. Nous sommes dans un café ici ! À la merci d'un indicateur. Vous me voyez et je transmets les ordres. C'est suffisant.

— S'il y a arrestation, reprit Bouchafa nullement calmé, ce sera votre faute. On se voit depuis trois jours et il n'y a aucun résultat.

— Les ordres sont de vous tenir tranquille. Ahmed ne tient pas à vous rencontrer. Vous vous agitez trop. »

Bouchafa ne put en supporter plus. À travers la table, il se jeta littéralement au col d'Amara. Des verres tombèrent. Les conversations les plus proches s'arrêtèrent. Fettal sépara brusquement les deux hommes. Sans vouloir discuter plus longtemps Amara Rachid se rajusta et sortit sans un mot. Cela suffit à calmer Bouchafa. Son visage, devenu aubergine, reprit sa couleur normale.

« Allons, partons d'ici », dit sagement Fettal en déposant de la monnaie sur la table. » Les « explications » un peu violentes n'étaient pas rares au Tandja et personne ne prêta plus longtemps attention aux deux hommes, qui sortirent rapidement.

Le lendemain matin Abane envoya à Ouamrane le rapport suivant : « Un certain Moktar menace les responsables. Pour faire preuve de tant d'audace il doit être agent de l'ennemi. Je compte sur toi pour le faire monter au maquis et régler définitivement cette affaire. »

Mais Bouchafa restait persuadé que les « responsables » Abane, Ouamrane et Krim n'avaient pas confiance en lui parce qu'il « n'était pas passé à l'action ». Ils avaient envoyé Yacef, son concurrent, un simple militant lui aussi, en mission extraordinaire en Suisse, et le chef de la Casbah s'était fait arrêter à Paris. Lui, Moktar, qui avait organisé un groupe beaucoup plus important, on le tenait à l'écart ! Il allait les obliger — par son courage et le résultat des actions qu'il décida d'entreprendre — à revenir sur leur décision ! Il avait réussi à se procurer, grâce à Debih Chérif, un revolver à barillet, un peu défectueux, mais qui « pouvait encore servir ». Fettal avait un 7,65. Les deux hommes avaient essayé à plusieurs reprises de « descendre » un officier de police des Renseignements généraux : Arbane, un homme de 53 ans qui était le plus haut gradé musulman de la police algéroise. Il apportait aux R.G. non seulement son expérience mais toutes ses connaissances du milieu

nationaliste musulman. Son réseau d’indicateurs était redoutable. Mais Bouchafa avait vu grand, le policier était toujours accompagné et il abandonna son projet pour s’attaquer à un des indicateurs d’Arbane : Aïch Messaoud, un cafetier du boulevard Cervantès à Belcourt.

Fettal et Bouchafa entrant dans le café n’étaient pas rassurés. Ils avaient revêtu plusieurs vestes les unes sur les autres pour modifier leur silhouette et paraître plus larges ! « On le prend en tir croisé », murmura Bouchafa. Mais Aïch était sur ses gardes. À peine croisa-t-il le regard de Bouchafa qu’il comprit. Sa main n'eut pas le temps de saisir la crosse du pistolet qu’il portait sous sa veste. Bouchafa l’avait abattu à bout portant. L’homme s’écroula derrière le zinc, entraînant une étagère dans sa chute. Les deux terroristes profitèrent du moment de stupeur qui avait suivi le crime pour fuir à toutes jambes. Lorsque les deux hommes eurent regagné leur abri, Bouchafa, dont le caractère restait difficile, reprocha amèrement à son compagnon de n’avoir pas tiré lui aussi.

« Tu m’as laissé faire tout seul ! Tu n’as pas voulu te mouiller ! »

Aïch Messaoud était mort sur le coup. Bouchafa, qui, maintenant, « avait fait ses preuves », exigeait qu’on lui rendît des comptes. Qu'est-ce qui se passait à Alger ?

La réponse lui vint le lendemain : il était convoqué d’urgence au maquis. L’agent de liaison qui lui transmettait Tordre d’Ouamrane devait l’accompagner jusqu'au P.C. du chef de l’Algérois.

Lorsqu’il arriva devant Ouamrane, Bouchafa, qui avait dit à ses hommes : « Ou je reviens, et on passera à l’action, ou je serai liquidé », lui reprocha de nouveau la « politique de prudence » que l’on menait à Alger.

« On n’arrivera à rien de cette façon et au lieu de recruter, ce sont nos hommes qui vont nous quitter les uns après les autres. »

Ouamrane, mis en garde par Abane, ne lui reprocha ni son exaltation ni sa désobéissance. Au contraire, il lui proposa une affaire !

« Je t'ai fait venir pour te confier une mission. Tu vas descendre Saïah Abdelkader, le nouveau président de l’Assemblée algérienne. »

Bouchafa s’était calmé. Enfin on lui parlait sérieusement. Il loucha vers le Herstall belge et la mitraillette que le chef militaire d’Alger avait posés près de lui sur une caisse de dattes.

« Si tu réussis, je te donnerai une mitraillette comme celle-ci ! »

Le visage de Bouchafa s’illumina.

« Et ce n’est pas tout, ajouta Ouamrane, si tu réussis à abattre Saïah Abdelkader il y aura 200 000 F pour toi !

— Comment ? »

Bouchafa avait été piqué au vif. Rouge de colère il hurla :

« Je ne suis pas un mercenaire, je ne suis pas un bandit. Adresse-toi à tes sbires de maquereaux de la Casbah, à tes tueurs à gages. Si je descends Saïah, je le fais pour mon pays et pas pour de l'argent.

— Voilà... voilà... C’était pour t’éprouver.

— Je n’ai pas besoin qu’on m’éprouve. J’ai déjà fait mes preuves. Et je n’ai de leçon de patriotisme ni de loyalisme à recevoir de personne. Même de toi !

— Allons calme-toi. Quand tu recrutes tes hommes, tu les mets bien à l’épreuve. Moi j’ai les mêmes problèmes. Parlons d’autre chose. »

Cette fois, Ouamrane était convaincu de la bonne foi de Bouchafa. Celui-ci ferait avec son équipe un travail extraordinaire lorsque le Front déciderait de passer à l’action à Alger mais pour l’instant il fallait le calmer. Le Sergent s’y employa pendant quelques jours, puis renvoya Bouchafa à Alger.

« Si le Sergent ne m’avait pas connu, confia Bouchafa à son ami Fettal, on m’aurait torturé et tué. Je suis sûr que c’est cette équipe d’intellectuels avec Abane et Amara qui sont responsables de tout.

Ce sont eux les maîtres... »

Bouchafa ne comprenait rien à l'attente qu'imposait Abane. Pour lui, il n'y avait qu'une méthode : le terrorisme. Il était prêt à mettre Alger à feu et à sang. Là on s'apercevrait de l'importance du Front et tous ceux qui hésitaient n'auraient plus qu'à rejoindre le F.L.N. ou s'attendre à la mort. C'était simple !

Il ne se doutait pas qu'au même instant, à l'autre bout de l'Algérie, dans les monts du Constantinois, un ancien chaudronnier devenu chef de région pensait la même chose. Et lui allait passer à l'action. Le mois d'août 1955 bouleversera les prévisions d'Abane et fera avancer la révolution à pas de géants. À Alger, on allait devoir agir plus rapidement qu'on ne l'avait pensé.

Au mois de juin, à Alger, on joue la Grande Valse. Soustelle se débarrasse — enfin ! — de ses deux bêtes noires : son commandant en chef, Cherrière, et son directeur de la Sûreté, Vaujour. Un militaire qui n'arrive pas à réduire les bandes de l'Aurès et qui laisse le Constantinois pourrir. Un policier incapable de nettoyer les villes des réseaux qui s'y développent. Soustelle ne pardonne pas à Vaujour de ne rien savoir sur le F.L.N., ses structures et les hommes qui l'ont créé. Pour le cabinet Soustelle, Vaujour, qui a pourtant été apprécié par le précédent gouverneur, Léonard, et qui a été l'un des rares hommes à tenter de tirer à Paris une sonnette d'alarme bien rouillée, est le « gérant du compte ». C'est enregistré, donc c'est fait. Bref, un lourdaud dont on arrive enfin à se débarrasser au mois de juin. Gaston de Pontal, le patron de la D.S.T., le remplacera. En voilà un avec qui Soustelle et Eydoux — les deux complices experts en services secrets — vont pouvoir s'entendre. Et se comprendre.

Quant au gros Cherrière, balancé lui aussi ! Ses « gueulantes » ne vont plus résonner dans les couloirs de la Xe région militaire, place Bugeaud, ni troubler le calme du bureau de l'olympien Soustelle. Cherrière a eu des renforts, il a mené ses opérations peigne fin, ratissages, il a commencé sa pacification. En vain. Depuis le 1er novembre, à part les paras de Ducournau, personne n'a été foutu d'accrocher réellement une belle bande de fellaghas et de la mettre en pièces. En revanche, « les autres », les montagnards secs et noueux, « baladent » l'armée à leurs trousses d'une crête à une autre — ils apparaissent, disparaissent comme par enchantement, se servent des caches, des grottes, de la population. Soustelle ne se fait aucune illusion : ce sont eux qui ont l'initiative. Même si pour l'instant on n'en est qu'aux liquidations de musulmans fidèles avec parfois — comme pour Dupuy et quelques fermiers ou gardes forestiers isolés — des assassinats de Français. Les opérations ne donnent aucun résultat. Le couvercle de la marmite est retombé. Pour combien de temps ? Car en dessous, ça bouillonne ! De plus en plus, on a une impression d'insécurité : un incendie, des poteaux sciés, des pieds de vigne coupés comme chez Torres, le maire du Fondouk qui a eu 25 000 pieds arrachés sur 6 hectares. Et un maire, pour comble de malchance ! La Fédération des maires qui aide la presse à mettre de l'huile sur le feu n'est pas la dernière à demander des renforts, des mesures draconiennes. Elle s'emploie à conditionner la population. À Alger, on continue à vivre comme avant. Mais, bien qu'en réalité il ne se soit encore rien passé, on se monte la tête dans les conversations. Soustelle sent que « son » opinion publique rue dans les brancards. Il faut absolument obtenir des victoires militaires sérieuses pour contrebalancer les titres que ne se privent pas de « monter » les journaux d'Algérie au moindre attentat. Plus de « peigne fin » mais des opérations « coup de poing ». Il faut agir comme eux. À la surprise. Et ce n'est pas avec un Cherrière que ce sera possible.

Alors on balance Cherrière. Non sans mal car, chez Edgar Faure, Spillmann l'a défendu. Le

maréchal Juin a même envoyé une lettre au président du Conseil : « On ne peut pas lui faire ça. Dans trois mois, il atteint la limite d'âge... » Mais Soustelle veut sa peau. Et il l'a. « Nous nous séparons sans éclat de voix. Pour incompatibilité d'humeur. Il ne concevait pas son rôle comme le bras militaire du Gouvernement général. » Alors on le fout à la porte comme un malpropre. La « grande gueule » s'est brisée sur l'iceberg.

Et Soustelle voit arriver, le sourire aux lèvres — il est de bonne humeur ce jour-là —, le « successeur ». C'est le général Lorillot. Un homme froid, réfléchi, sérieux, « qui concevait son rôle comme on doit le concevoir », dira Soustelle. C'est-à-dire qui considère Soustelle comme le patron. Ah ! rien à voir avec Cherrière et son langage imagé et ses grosses ficelles à petits complots. Un militaire du type consciencieux, solide, un peu sévère. Bel homme. Distingué. Un esprit clair. Lucide. D'une droiture remarquable. Un très beau militaire de type classique. Les compliments fusent du cabinet Soustelle. Voilà un homme comme on les aime. Poli, distingué, racé, hautain. Et qui, malgré ses étoiles, sait très bien s'effacer devant l'uniforme chamarré d'or de Soustelle. Car Soustelle s'est fait faire à grands frais un uniforme de gouverneur. Avec une casquette plate d'officier de marine ! Et sept étoiles sur les épaulettes. Autant qu'un maréchal de France !

Une petite réserve quant à l'arrivée du général Lorillot, son collaborateur le plus proche : le général Mirambeau. « Un polytechnicien. Intelligent. Vif. Remarquable. D'une puissance d'intrigue extraordinaire... Plus polytechnicien que militaire... Finalement sans scrupules... Un homme de coups de main... » Mais l'auteur de ce decrescendo est Henri-Paul Eydoux, l'Olivier le Daim de Soustelle, l'homme des Services secrets et des coups tordus... Ce Mirambeau, on pourra bien s'entendre avec ! Intrigue pour intrigue. Donnant donnant.

Tout semble merveilleusement orchestré. Le 17 juin, on a annoncé la nomination de Pontal, et les Algérois en fête voient défiler sur le boulevard Front-de-Mer la splendide 2e division d'infanterie mécanisée. Une division d'expérimentation. Le fin du fin de la stratégie militaire moderne.

En ce mois de juin, il y a du spectacle à Alger. Les rambardes du boulevard Front-de-Mer sont sans cesse garnies de curieux. Hommes, femmes, enfants. Des Européens, des musulmans contemplent à longueur de journée l'arrivée des renforts sur les quais du port qui s'étend à dix mètres en contrebas. Le grouillement est extraordinaire. Les grues immenses, délaissant pour un temps les tonneaux de pinard ou les ballots d'alfa, puisent dans des cales béantes ces jouets magnifiques : des chars, des automitrailleuses, de lourds camions blindés. Cris des dockers, ordres secs des militaires. De jour en jour les rangées de chars, de camions, de jeeps, de canons s'allongent, propres, graissés, briqués, les tubes dans l'alignement dans un ordre impeccable sur les quais de la gare maritime. Les pieds-noirs découvrent la puissance française. Puis ils découvrent les métropolitains, ces *patos* qu'on ne connaît pas très bien, ces lointains cousins, pourtant si proches. Il n'y a que 800 km jusqu'à Marseille — mais il y a aussi la Méditerranée. Car ils débarquent, les petits Français, en longues files indiennes que vomit interminablement chaque passe-relie, écharde plantée au flanc du beau bateau blanc au nom évocateur : *Ville-d'Alger, El-Djezaïr, Ville-d'Oran.* Ils débarquent, un peu abrutis par le soleil, la lumière éclatante, le ciel si pur. Ils débarquent avec leur gros casque lourd sur la tête et le calot plié dans le blouson de drap rugueux. Avec, sur l'épaule, le long boudin kaki qui contient, serré à craquer, tout l'équipement de l'homme en campagne. Cet équipement qu'on leur a distribué à Paris, à Lille, à Orléans ou à Châteauroux, et qu'un juteux « à qui-on-ne-la-fait-pas » ou un « chef » au visage couleur brique polie, peaufiné par les centaines de litres d'absinthe des campagnes coloniales — chez les moukères ou les congaïs —, leur a fait inlassablement étaler sur le pavé d'une cour, sur le plancher d'une chambrée dans une odeur de poussière, de vieux cuir racorni, de fer rouillé ! Toujours à la recherche de ce qui manque ! Car il manque toujours quelque chose dans

un paquetage. La trousse à couture, minable carré d'étoffe qui ne sert à rien — qu'à se faire engueuler lorsqu'on l'a perdue —, la boîte de fer qui doit contenir un hypothétique savon, dur comme pierre, attribué selon les arrivages avec les paquets de « troupes » à l'odeur âcre qui vident leurs bûches dans le mauvais papier jaune qui les enveloppe. C'est son grand voyage au petit Français qui arrive ce jour de juin 1955. Jusqu'à la caserne de Rennes, de Bordeaux ou de Saint-Etienne, c'était encore le service militaire, les classes. Mais maintenant, c'est la guerre. Il ne s'en rend pas encore compte. Il a vu tellement de choses depuis le départ où, la larme à l'œil ou le rire tonitruant selon les caractères, il a quitté les parents, la fiancée ou simplement la ville qu'il aimait pour l'inconnu, dans un grand bruit d'adieux, de cris, de vapeur chuintante, de sifflets. Il a découvert la promiscuité ou la chaude camaraderie — encore selon les caractères — de l'entassement dans les wagons qui rapidement sentent la fumée, l'orange, la vinasse ou le saucisson. On a bien rigolé. Après Sainte-Marthe, le sinistre camp de transit de Marseille avec ses imbéciles bordures blanches, repeintes tous les jours sous la surveillance d'un sergent de la coloniale ou de la légion, où dans les baraquements il a fallu « gaffer les piqueurs » qui, la nuit tombée, viennent fouiller les paquetages ou crocheter les valises en alu dans lesquelles, la veille, on a entassé les victuailles et les trésors, l'enthousiasme est tombé. Puis ç'a été le grand bateau blanc — je ne le voyais pas si grand que ça — où, du pont supérieur, des officiers impeccables surveillaient l'embarquement. La première traversée. J'ai jamais pris le bateau. Ça va être chouette. Mais du grand bateau blanc, le petit Français qui vient faire la guerre n'a connu que les ponts inférieurs où l'on est entassé comme des harengs sur des chaises pliantes. Une cale qui sent le mazout et qui, après quelques heures de mer, sent le dégueulis, la sueur, la vieille tambouille ignoble dont l'armée a le secret, les pieds, la fumée, bref, l'odeur de la troupe. Et lorsqu'il est revenu à l'air libre, le petit Français, il a eu ce grand choc : l'émerveillement blanc, bleu et doré d'Alger la Belle, ses immeubles magnifiques s'étageant au hasard de ce grand théâtre grec qui entoure la baie et où va se dérouler la tragédie dont il ne sera que le figurant actif, le centurion, le légionnaire... ou le bidasse. Mais c'est beau, Alger. Les gens y sont gentils, braves. C'est pour ça qu'on vient se battre ? Alors ça vaut le coup. C'est chez nous, tout ça ? On l'ignorait. On ne peut laisser les fellaghas tout saccager. Ce pays tout neuf et si beau sous le soleil, c'est donc ça, les départements français d'Algérie ! Alors on va leur montrer. Et c'est devant la population ébahie, enthousiaste, exaltée par les drapeaux et la musique, fière de son armée, de ses soldats, le grand carrousel, le grand défilé. Ces chars, ces jeeps, ces automitrailleuses, qui attendaient sur le port se mettent en route. Sur la tourelle, dans les camions, à pied, on se tient bien droit, les reins creusés, le menton volontaire. Attention ! nous voilà. C'est la 2e D.I.M., la division de fer, qui débarque à Alger, qui défile à Alger avec son armement ultra-moderne. C'est elle qui va porter le coup fatal à cette rébellion qui s'étend. Destination : la Kabylie. Krim Belkacem va apprendre le nom de Beaufre. David contre Goliath !

Car c'est le général Beaufre qui commande la 2e D.I.M. Beaufre, que les journaux d'Alger orthographient Beaufré car ils ne le connaissent pas ! Comment ne pas le connaître ? Décidément, l'Algérie ne s'intéresse jamais qu'à ce qui la touche de près !

Beaufre, l'un des chouchous de De Lattre en Indochine, avec son visage blême, ses valoches sous les yeux, ses cheveux fins et blonds ; un peu fadasse, mais avec des yeux clairs en amande, bleus comme la baie d'Along, froids comme l'acier de Solingen. Beaufre le technicien, l'intelligence mathématique. L'homme qui a réponse à tout, qui connaît tout : la rébellion, la guérilla. Le colonel de De Lattre est devenu général. Il s'est heurté — souvent avec succès — aux troupes aguerries de Ho Chi Minh. C'est l'homme qui a mis la stratégie de Giap en échec. Il est nommé à la tête de la Z.O.K., zone opérationnelle de Kabylie, pour balayer les bandes loqueteuses qui, pour l'instant,

sillonnent le pays, égorgent les gardes champêtres, font régner l'insécurité. Beaufre contre Krim Belkacem... Une rigolade !

Une rigolade ? Le gouverneur général Soustelle n'en était pas du tout certain le 23 juin lorsqu'il écrivit dans son bureau une lettre personnelle et ultra-secrète — elle sera portée par messager spécial — au ministre de l'Intérieur Bourgès-Maunoury.

Le 21 juin, la police avait failli arrêter Krim et Ouamrane. Les hommes de Pontal avaient « loupé » les deux chefs kabyles de quelques secondes, mais avaient pu s'emparer de deux militants qui venaient de les transporter. Ils avaient également arrêté deux agents de liaison, mais surtout avaient trouvé des documents d'une extrême importance qui avaient provoqué l'arrestation d'une quarantaine de personnes plus ou moins compromises avec le F.L.N. L'arrestation la plus importante était celle du Dr Lamine Debaghine, ancien député à l'Assemblée algérienne et ancien animateur du M.T.L.D. jusqu'au moment où lui aussi avait été évincé par Messali. Cette arrestation ne sera pas maintenue très longtemps. En revanche, deux documents avaient retenu l'attention de Jacques Soustelle et motivaient la lettre personnelle qu'il écrivait à Bourgès-Maunoury : un rapport d'activité sur la Kabylie et une lettre de Boudiaf, datée du Caire.

Après les avoir dépouillés, le gouverneur avait griffonné une note à l'attention d'Eydoux :

« 1° Exploiter ces papiers sur Blida. Fabrication de grenades (est-ce un atelier de mécanique, garage etc. ?). Renforcement surveillance côtière. Surveillance Oranie.

« 2° Il y a quelque chose à faire sur le plan du berbérisme.

« 3° Intercepter téléphones, lettres, etc., des gros gibiers. Faire le black-out total sur toute cette histoire. »

Car Soustelle apprenait par ces documents que Ferhat Abbas et le cheikh Tébessi des ulémas réformistes étaient en contact avec le F.L.N. ! Il fallait prévenir Paris. Il écrivit la lettre suivante à Bourgès, lettre d'une extrême importance, publiée pour la première fois. Elle démontre que Soustelle, qui va poursuivre en apparence ses réformes et surtout sa tentative de constituer une troisième force, n'a plus beaucoup d'illusions à se faire sur les « personnalités musulmanes représentatives » qui pourraient jouer le jeu avec lui !

« Je tiens à vous rendre compte, *à titre strictement personnel*, des résultats d'une opération de police qui a eu lieu le 21 juin et dont les développements peuvent avoir une assez grande portée. J'estime que certains éléments ne sauraient en être portés à la connaissance publique ni même à celle du parquet (au moins pour le moment) en raison de leur caractère politique ou de leurs possibilités d'exploitation policière...

« 1° Rapport d'activité (photocopie ci-jointe) : il est hors de doute qu'« Abbas » (cité pp. 2 et3) n'est autre que Ferhat Abbas et que celui-ci a promis certains concours aux organisations rebelles. Certes, une telle position peut surprendre. À la vérité, elle s'inscrit malheureusement dans l'ordre actuel des choses. Il ne faut point se leurrer : les « notables » musulmans ont presque tous, peu ou prou, des contacts avec les clans rebelles et, parmi eux, figurent des hommes qui, de tradition ou d'intérêts, se qualifient d'« amis de la France ». On cite des députés, des caïds, d'autres personnalités encore, qui ont des attaches avec les hors-la-loi et leur versent des subsides. Les uns agissent sous la menace ou l'empire de la peur ; d'autres par calcul politique, estimant que les extrémistes, quoique peu nombreux, constituent désormais une force non négligeable. La comparaison avec la Tunisie s'impose : de même que, dans la Régence, les fellaghas étaient dans une large mesure une expression du Destour, les hors-la-loi représentent en Algérie l'aile marchante du nationalisme politique ou religieux.

« Le cheikh Tébessi, qui est l'un des principaux chefs des ulémas, s'est également révélé d'accord

avec les envoyés de KriM. Il n'y a pas lieu non plus de s'en étonner.

« Si j'ai donné mon accord à l'arrestation du Dr Lamine Debaghine, j'ai estimé que le cas d'un Ferhat Abbas ou d'un cheikh Tébessi devait être considéré et traité avec une grande prudence.

« Devais-je, au vu d'un tel document, livrer à la justice ces deux leaders ? J'aurais alors engagé une partie dangereuse que je n'étais pas assuré de gagner. Dois-je rappeler que l'U.D.M.A. est actuellement le seul parti politique musulman autorisé et organisé et que son audience, sans être considérable, est cependant importante ? Quant aux ulémas, ils représentent une force incontestablement très grande qui, par cela même qu'elle touche aux fibres religieuses, peut subitement prendre une ampleur presque sans limites.

« Une mesure contre un Ferhat Abbas ou contre un Tébessi s'accompagnerait nécessairement d'une action d'envergure contre l'U.D.M.A. et contre les ulémas. Ce serait alors pourvoir la rébellion et s'exposer, de la part des ulémas, à un ordre de révolte de caractère religieux. Vous conviendrez que je ne puisse, dans les circonstances actuelles, placer l'Algérie dans un tel risque.

« Il reste que je fais entreprendre à l'égard de Ferhat Abbas, de Tébessi et de leurs acolytes, une surveillance stricte, portant sur toutes leurs activités, et que je suis prêt, si la situation l'impose, à réviser ma position à leur endroit. Je compte d'ailleurs faire savoir à Abbas et à Tébessi — dès que l'enquête policière sera plus avancée — que je n'ignore rien des contacts qu'ils ont pris et que j'attends d'eux un changement formel d'attitude.

« *2°* Lettre de Boudiaf. Ce document est d'un très grand intérêt. Il tente de justifier la carence des leaders du Caire et des capitales étrangères. Il fait valoir que les fonds du C.R.U.A. à l'étranger ne dépassent pas 4 millions et que l'acheminement des armes se heurte à de grandes difficultés. À cet égard, la lettre de Boudiaf apporte une note favorable à notre action, tout comme, d'ailleurs, certains passages du compte rendu à Krim Belkacem, qui met en valeur les déficiences de l'organisation rebelle.

« Vous conviendrez avec moi que les considérations que je viens de vous exposer doivent rester strictement confidentielles. La partie est difficile et il faut éviter toute interférence susceptible d'en compromettre le déroulement. »

Oui, la partie serait difficile, et Soustelle se réjouissait des changements qu'il avait provoqués tant à son cabinet civil qu'à l'état-major de la Xe région ou à la direction de la police. Cela compensait la déception qu'il avait éprouvée à la lecture des documents découverts. Il croyait pouvoir s'entendre avec Abbas. L'homme était modéré, sympathique. Le rapport prouvait le contraire. Avec « eux » il n'y avait qu'une méthode : être le plus fort. Leur proverbe ne laissait d'ailleurs aucune équivoque : « Baise la main que tu ne peux couper... » Soustelle n'avait aucune envie de se « laisser couper la main ». Pour la politique qu'il entendait mener, sa nouvelle équipe ferait merveille. Il avait maintenant besoin d'hommes d'action efficaces et optimistes et non de Cassandres à la longue figure.

Après cette chaude alerte, Krim et Ouamrane regagnèrent leurs P.C. respectifs. Ouamrane s'arrêta à Palestro. Krim poursuivit son chemin. À la sortie de Palestro, commençait la Kabylie, la région 3, son fief. Le paysage qui s'offrait aux yeux du chef kabyle était splendide. L'été arrivait et les pentes de la montagne de Palestro embaumaient de toutes les plantes sauvages, de toutes les herbes de printemps dont les vieilles faisaient des tisanes et des emplâtres miraculeux. L'air matinal avait une qualité exceptionnelle : léger, parfumé. Krim avait contourné Palestro. La petite ville coloniale était pourtant encore endormie, mais depuis l'arrivée des militaires on ne savait qui se trouvait derrière les volets clos des maisons de plain-pied qui bordaient les rues désertes. À la sortie de Palestro,

Krim aperçut au loin, barrant la large vallée, le Djurdjura éclatant sous le soleil levant comme du minerai de platine ; un massif hautain, découpé, torturé, où les crêtes déchiquetées succédaient aux aiguilles, qui semblait veiller sur cette plaine plantée d'oliviers et de figuiers — seules richesses de la Kabylie — piquée çà et là du carré jaune d'or d'un champ de blé.

Sur la montagne, à gauche de la route Alger-Constantine, Krim aperçut, à mi-pente, la mechta du douar Beni-Khalfoun où habitait Ali le Tirailleur, un homme précieux puisqu'il était l'agent de liaison interrégions entre la 3 et la 4. Un agent de liaison normal, selon les structures qui commençaient à être mises en place, n'avait le droit de se déplacer qu'à l'intérieur de sa zone, pour d'évidentes raisons de sécurité ; l'agent inter-régions, lui, circulait sur tout le territoire selon les missions. Ali le Tirailleur était le « téléphone arabe » d'Abane, Krim et Ouamrane ! Et il devait accompagner Krim jusqu'à son P.C. pour rapporter les dernières nouvelles de Kabylie à Alger et à Palestro. Car la correspondance entre les différentes régions se faisait uniquement par messagers. Il était hors de question de se servir du téléphone ou de la poste ! Et l'usage des émetteurs-récepteurs ne viendra que bien plus tard, en 1957, lorsque la récupération de matériel français se fera sur une grande échelle !

Krim avait besoin de se replonger dans les problèmes de sa région. La mise en place d'un réseau à Alger lui avait demandé beaucoup trop de temps. Son bras droit Ouamrane était maintenant chef de l'Algérois, il avait donc dû donner des responsabilités accrues à certains chefs de zone qui depuis le 1er novembre avaient fait leurs preuves, mais il ne tenait pas à leur laisser la bride sur le cou car leurs caractères étaient loin d'être faciles.

Au premier rang de ces hommes se détachait Amirouche, un montagnard de vingt-neuf ans, un sac d'os d'un mètre quatre-vingts, sec et noueux, infatigable. Un visage creusé, des yeux marron très écartés. Longtemps il avait porté la barbe, puis l'avait rasée, ne gardant qu'une large moustache. Il avait quitté son village de Tasseft-Ouaguemoune, dans les Ouacif, en plein Djurdjura, pour travailler à Paris où il avait milité dans les rangs du M.T.L.D. Puis, plus préoccupé de problèmes religieux que de politique, il avait rejoint les rangs des ulémas réformistes. Sa famille était aisée, intellectuelle, on lisait chez les Ait Hamouda — son véritable nom —, mais il n'avait pas poursuivi d'études. Il était simplement lettré, comme on dit dans les fiches de police, et son intelligence lui permettait d'assimiler et d'analyser une situation. Alors, après le 1er novembre 1954, il avait compris. Paris ne l'intéressait plus. Il avait regagné les Ouacif et décidé d'apporter sa contribution à la lutte entreprise.

En décembre 1954, on avait signalé à Krim qu'un certain Amirouche avait pris de sa propre initiative le commandement de la région de Michelet, après la mort de son chef Amar Ait Cheikh. Krim n'en avait jamais entendu parler. « C'est, lui dit-on, un élément dangereux qui n'appartiendrait ni au F.L.N. ni au M.N.A. de Messali. Un élément douteux mais rusé et d'une grande autorité ». Bref un type capable de lever une bande et de mener la « révolution » pour son propre compte ! Krim prit connaissance de ces rapports à Fort-National, près de Michelet. Il était en tournée de contrôle et décida de tirer l'affaire au clair. Il installa son P.C. à Illiten, dans des gorges, sur les hauteurs du Djurdjura, et dépêcha à cet Amirouche un agent de liaison avec « ordre de se présenter immédiatement ». Krim avait pris ses précautions. En tournée il était accompagné de trois hommes et avait toujours avec lui le chef local de la région traversée avec son escorte de quatre hommes. Il calcula qu'il fallait environ huit heures de marche pour venir des Ouacif à son P.C. d'Illiten. Il mit en place ses huit hommes armés, ensuite on envisagerait. Amirouche arriva avec quatre heures d'avance ! C'était un marcheur infatigable, capable d'abattre soixante-dix kilomètres dans sa journée ! Il se présenta à Krim et les deux hommes se regardèrent fixement. Krim, qui avait une grande habitude des hommes de la montagne, le jugea très rapidement. Un dur, décidé, réceptif,

tranchant, impitoyable. Il fallait se l'attacher ou le supprimer. Krim l'attaqua sans délai :

« On m'a signalé que tu as pris de toi-même le commandement de la région de Michelet à la mort de ton chef. Je sais aussi que tu as ramassé de l'argent, que tu as récupéré des armes, que tu as recruté et formé des groupes. Mais tout cela *sans ordre* supérieur. Voilà pourquoi je t'ai convoqué. Dis-moi d'abord combien tu as d'hommes, quelles sont tes finances et les raisons que tu as pu invoquer pour accaparer le pouvoir régional. Je t'écoute. »

Amirouche avait subi l'interrogatoire sans broncher. Mais Krim le voyait tendu, crispé. L'homme était pourtant courageux. Il répondit avec une grande franchise :

« En effet, mon chef de région est tombé. J'ai vu les hommes désorientés, sans contacts. Alors plutôt que de les laisser repartir ou les voir vivre dans l'anarchie, je les ai pris en main en attendant ton arrivée. Je n'avais aucun pouvoir, aucun contact avec vous, mais je pensais que — malgré la mort du chef — si le groupe continuait la lutte, vous nous contacteriez. C'est l'intérêt de la lutte qui m'a guidé et non autre chose. D'ailleurs je suis à tes ordres. »

Et il donna à Krim, éberlué, des comptes rendus d'activité très bien rédigés d'une petite écriture fine, avec le nom des hommes, les comptes financiers au centime près. Il n'y avait pas d'équivoque. Krim le jugea ferme, décidé, mais obéissant et remarquablement organisé. Il avait fait preuve de qualités de chef extraordinaires.

« Bien, conclut Krim, secrètement enchanté des qualités de la nouvelle recrue, reposons-nous. Tu as fait une longue marche. Tu auras des instructions après. »

Le lendemain, Krim avait pris une décision importante. Il expliqua à Amirouche qu'il n'était pas indiqué d'être responsable d'une région dont on était originaire, et ce, pour des raisons élémentaires de sécurité.

« Je te confie une mission beaucoup plus importante. Tu vas partir avec dix hommes que tu choisiras parmi les meilleurs dans la région qui va de Sidi-Aïch à Bouira, c'est-à-dire toute la vallée de la Soummam, et tu pousseras en direction du Constantinois dont nous sommes coupés. Tu es investi du pouvoir de créer des groupes armés. Maintenant, écoute et note : tu dois appliquer strictement les règles d'implantation du F.L.N. :

« 1° Avant de pénétrer dans une région, y créer militairement le F.L.N. ;

« 2° Avoir des liaisons ;

« 3° Choisir les militants les plus solides pour les faire entrer dans les groupes armés de l'A.L.N. ;

« 4° Constituer les autres en délégués politiques de village ;

« 5° Toujours entrer en liaison avec eux avant d'entrer dans un village ;

« 6° Récupérer des armes auprès de la population qui en a certainement caché ;

« 7° Récupérer des armes sur l'armée française. »

Telles furent les premières instructions données à celui qui deviendra un jour le successeur de Krim dans la wilaya 3 et dont le seul nom fera frémir des populations entières et déployer les plus grandes opérations militaires en vue de sa capture. Naturellement Amirouche accepta. Il gardait l'initiative dans la région qu'on lui confiait. C'était, pour cet homme ambitieux, expéditif mais d'un courage extraordinaire, le plus important. Pourtant la mission n'était pas de tout repos. Au 1er novembre la population de la vallée de la Soummam avait été la plus réticente à suivre le mouvement. En outre, de forts partis de maquisards M.N.A. fidèles à Messali tentaient de s'y constituer.

En six mois, Amirouche réussit à prendre toute sa région en main. Marcheur infatigable, dur à la tâche — pour lui et pour ses hommes — il organisa un maquis « modèle ». Il fixa son P.C. dans la

région des Bibans, de l'autre côté du Djurdjura. Tant au point de vue collecte d'argent que recrutement d'hommes ou récupération d'armes, ses résultats dépassèrent tous ceux des autres chefs de zone. Buté, expéditif, mais d'un jugement sûr, ce montagnard fit montre d'une énergie peu commune dans l'action. Il imposa sa loi aux villages réticents, éliminant sans hésiter les opposants à la révolution, faisant égorger ou fusiller tout ceux qui se mettaient en travers de son chemin. Au mois de juillet, entre Bouira et Sidi-Aïch, tout le pays était acquis à la révolution, de gré ou de force. Adoré de ses hommes, Amirouche, qui admirait beaucoup dans ses lectures l'exemple des chefs militaires anglo-saxons, se mélangeait à leur troupe, portant une caisse de munitions, creusant des tranchées comme n'importe lequel de ses *djounoud*. Il devint le plus important chef de zone kabyle. Après six mois d'activité, Amirouche se trouvait à la tête de huit cents hommes parfaitement entraînés, bien équipés, d'une mobilité extrême. Huit cents maquisards fanatisés par la personnalité de leur chef. Une véritable armée que Krim allait lancer contre les unités françaises qui s'implantaient en Kabylie, et qui pourrait établir la liaison avec le Constantinois dont il n'avait aucune nouvelle depuis le 1er novembre.

Mais avant d'affronter l'armée française, Krim voulait régler en Kabylie le problème messaliste, car, non content de profiter de l'implantation du M.T.L.D. pour faire croire que la révolution était le fait de son parti, Messali Hadj, de sa prison dorée de Niort, faisait passer ses troupes à l'action. Et il le faisait avec beaucoup d'habileté. Dans la région parisienne, il avait fait sélectionner avec soin des militants de Kabylie qu'il envoyait aux frais du M.N.A. « passer des vacances » dans leur douar d'origine. Ces hommes venus de France passaient d'abord par Alger où, dans un immeuble de Belcourt, ils étaient accueillis par un homme de confiance de Messali, Bellounis, qui leur expliquait leur mission : prendre contact dans leurs villages kabyles avec les sympathisants de Messali, entretenir l'équivoque et dénigrer le F.L.N. Parallèlement à ce travail se grouper en commandos armés et commencer le recrutement. Car Messali, qui recevait régulièrement des nouvelles d'Algérie, était au courant des efforts qu'accomplissait le F.L.N. Il s'agissait de le prendre de vitesse.

Les résultats ne s'étaient pas fait attendre. Krim apprit dès le mois de juin que des groupes M.N.A. armés parcouraient les villages :

« Les vrais maquisards, disaient-ils à la population, c'est nous. Et non ces bandits qui se disent F.L.N. ! Nous, on ne crée pas d'ennuis au peuple en faisant des embuscades avec des fusils de chasse contre l'armée française. On n'embête pas le peuple en l'empêchant de fumer la cigarette ! Nous passerons à l'action quand nous aurons reçu les armes venant d'Allemagne qui nous seront parachutées dans la montagne. »

De Tizi-Ouzou à Azazga, de Bouïra au Djurdjura, des émissaires messalistes intensifiaient la propagande anti-F.L.N., ces « va-nu-pieds ». En outre, et c'était la raison de la reprise en main que voulait effectuer Krim, des groupes armés se constituaient dans le Djurdjura.

Les hommes de l'A.L.N. avaient réagi. Quelques membres isolés avaient été éliminés. La plupart avaient été retrouvés égorgés. Il s'agissait maintenant de réduire les groupes armés. Jusque-là aucun des chefs F.L.N. n'avait voulu passer à l'action et livrer une bataille rangée au M.N.A. On se contentait de règlements de comptes à la sauvette. On retrouvait un cadavre dans une ruelle de la Casbah, dans un puits abandonné du bled. On liquidait ceux qui se montraient les plus actifs dans la campagne qu'avait entreprise Messali. Krim, Ouamrane et Abane hésitaient encore à liquider en masse des hommes qui — s'ils étaient M.N.A. — ne s'en déclaraient pas moins, eux aussi, membres d'une armée de libération. Mais le danger que représentaient ces contre-maquis M.N.A. emporta leur décision.

Dès ce moment, tout va aller très vite. Un groupe de messalistes est signalé entre Michelet et les

Ouadhias. Environ vingt-cinq hommes sous la direction d'un certain Rabah. Le gros des troupes messalistes s'est implanté plus à l'est dans la région de Guenzet. Là, c'est un véritable camp de 500 hommes bien armés qui est installé dans la forêt. Ils sont dirigés par Bellounis qui se révèle l'homme d'action de Messali sur le territoire algérien. Comme par hasard, aucune de ces deux zones n'est inquiétée par l'armée française. Et pour cause. Soustelle et l'état-major, conscients de l'importance que peut prendre le M.N.A., sont en liaison avec Bellounis. Devant le développement inquiétant des maquis, des actions de guérilla, Soustelle et ses hommes des services secrets pensent de plus en plus à créer des maquis antiguérilla. En Indochine, cela a donné localement de fort bons résultats. On va faire l'essai avec Bellounis sans tout de même trop se « mouiller ». Dans un premier temps « on fermera les yeux ». L'aide militaire viendra plus tard si tout va bien.

Arrivé à son P.C., Krim convoque Slimane Dehilès que l'on connaîtra sous le nom de colonel Sadek lorsqu'il dirigera plus tard la wilaya 4. Sadek est un marchand de tapis ambulant qui au 1er novembre a quitté Remiremont, dans l'est de la France, où grâce à un bagou extraordinaire il plaçait avec profit sa marchandise, pour rejoindre le maquis.

« Sadek, tu prends vingt-cinq hommes, ordonne Krim, et tu attaques le groupe M.N.A. qui se balade entre Bouira et les Ouacif. Je les veux vivants ou morts. »

En moins de deux jours, Sadek a retrouvé la piste des messalistes au douar des Beni-Bouadou. Ils se cachent dans des grottes. « C'est bon signe, pense le rusé Sadek, c'est qu'ils n'ont pas encore fait trop de mal dans les esprits et qu'ils n'ont pas la population en main. Sinon ils ne se terreraient pas comme des lapins. »

C'est un berger qui indique aux hommes de l'A.L.N., qui se font passer pour des messalistes égarés, la cache des M.N.A. Sadek et ses vingt-cinq hommes découvrent la grotte. Une peau de chevreau sèche à l'entrée. Il est 5 h 30.

« Ne bougez pas ! »

Ils sont une trentaine, la plupart encore endormis. Pas de sentinelle. Pris au piège. Deux M.N.A. qui se rebiffent sont abattus. Le reste se rend. Les messalistes sont désarmés. Mains sur la tête, ils descendent en colonne jusqu'au village maraboutique des Beni-Bouadou. La présence des marabouts, très puissants en Kabylie, sauve la vie à ceux qui sont originaires du douar. D'autres, terrorisés, sont libérés. On liquide le reste. Sadek, qui a voulu convaincre Rabah, le chef du groupe, et le garder avec lui, sera berné. Rabah s'enfuira et gagnera le Sud.

Mais l'attaque de la grotte et la victoire du F.L.N. sur le M.N.A. a fait grand bruit dans les villages. La presse s'empare de l'information : « Krim a fait prisonniers des hommes de Messali puis les a laissés "tout nus" ! » Elle parle de lutte fratricide entre les maquisards. Utilisant ce premier accrochage, les autorités françaises s'emploient à dresser le plus violemment possible M.N.A. contre F.L.N. Plus il s'entre-tueront, mieux ça vaudra. Malgré les contacts avec Bellounis, le Gouvernement général se soucie peu d'économiser ses hommes !

À Guenzet, les hommes de Bellounis, qui ont pourtant appris la mésaventure de leurs compagnons des Beni-Bouadou, ne se méfient pas. Ils sont cinq cents, bien armés. Et ils bénéficient de la protection « occulte » de l'armée française. Le F.L.N. n'osera jamais les attaquer. C'est compter sans l'extraordinaire combativité d'Amirouche dont les messalistes ont imprudemment choisi la zone pour s'implanter. Sur ordre de Krim, Amirouche réunit ses huit cents hommes. Aidé par la population, qui a été imposée d'une manière abusive par la troupe de Bellounis — pauvre population excitée, ballottée, pressée comme un citron ! —, il localise les maquis M.N.A. qui ont commis, par excès de confiance, l'erreur de se grouper. L'opération d'encerclement se fait en quelques heures. Mouvements tournants. Prise de position sur les crêtes environnantes. Liaisons établies. Et c'est

l’assaut qu’Amirouche lance lui-même, à la tête de ses hommes. C’est la surprise. La panique. La débandade. L’attaque se fait par petits commandos. Pendant vingt-quatre heures quelques M.N.A. essaient de s’accrocher aux crêtes pour organiser une défense. En vain. Les hommes d’Amirouche y sont déjà solidement agrippés. En quarante-huit heures, la victoire est complète. Amirouche garde les chefs M.N.A. pour « interrogatoire ». Le reste fuit ou est assassiné. Pendant quarante-huit heures la fusillade a retenti autour de Guenzet sans que l’armée française bouge. Il faut éprouver les messalistes. Voilà qui est fait. Décimée, massacrée, l’armée de Bellounis ! Pourtant l’homme en a réchappé. Le chef messaliste a réussi à quitter le centre de la Kabylie pour se réfugier dans le Sud où, rejoint par Rabah, il montera quelques mois plus tard, et cette fois avec l’aide totale des Français, cette armée Bellounis dont Lacoste espérera tant. L'aventure du « général » Bellounis commence par une défaite. Krim est débarrassé des messalistes, Amirouche savoure sans modestie sa victoire. Le bain de sang l’a enivré.

Quand le général Beaufre s'installe à Tizi-Ouzou avec sa « division de fer », il découvre une Kabylie assez calme. On lui signale une ou deux bandes de Krim qui circulent à droite, à gauche. Pas grand-chose. Beaucoup plus graves lui paraissent la situation administrative et, surtout, l’inconscience de la population européenne. À Tizi, celle-ci est, bien sûr, heureuse de voir de pareils moyens militaires contrôler la Kabylie mais en même temps elle trouve ces soldats bien nombreux, ces chars bien encombrants. Après tout, il y a des rebelles, mais ils sont faibles et isolés. De simples bandes. Il suffirait de les réduire, de « passer à la casserole » tous ceux qu’on arrête et ce serait vite terminé.

Beaufre n’est pas optimiste de nature. Ni pessimiste, d’ailleurs. C’est une intelligence pure. Il aurait pu mettre son prodigieux cerveau au service de l’industrie, de la banque. Il a choisi l’armée. On lui a confié la Kabylie. Alors il l’analyse comme s’il faisait une étude de marché ou s’il devait implanter un complexe industriel.

Il se souvient avoir été, dans les années 30, simple lieutenant à Dellys, une adorable petite ville bordée de plages au nord de Tizi. Il préparait l'Ecole de guerre et avait sous ses ordres un peloton d’élèves caporaux kabyles. Tous les soirs, il discutait au grand bistrot de Dellys avec de jeunes Européens de la ville. Il comparait les états d’esprit. Déjà il constatait que deux mondes différents vivaient l’un près de l'autre. En parfaite ignorance. Et un soir il avait dit : « Ma carrière ne se terminera pas sans que je revienne mettre de l’ordre ici. » Un immense éclat de rire avait salué la réflexion du jeune lieutenant. « Ah ! sacré Francaoui ! Tu ne comprends rien du tout. » Il retrouve à Tizi l'un de ses compagnons de jadis : il est devenu maire de Dellys. Comme la plupart des Européens, il lui fait part aujourd’hui de sa surprise : tant de matériel contre des va-nu-pieds ! Cela ne paraît pas exagéré au général Beaufre. Bien sûr, la situation n'a rien à voir avec l’Indochine, mais elle est plus complexe. Et il sent que, s'il n’aura pas grand problème sur le plan militaire, la justice, la police et l’administration ne vont pas manquer de lui en poser.

Les hommes de Beaufre capturent très vite des « supposés fellaghas » et quelques membres du F.L.N., il va donc les faire remettre à la justice. Il s’entend répondre par le procureur de Tizi-Ouzou : « Vos fellaghas prisonniers, que voulez-vous que j’en fasse ? Tuez-les ! » Et il apprend qu’au tout début des « événements », Mitterrand, encore ministre de l’Intérieur, sans l’écrire, avait dit la même chose : « Vous n’avez qu’à les tuer ! » Ce problème de carence législative est le premier qui se pose à Beaufre. D’après la loi sur le tribunal militaire, les jurés militaires et les présidents civils ne jugent plus en fonction du code militaire. Ce qui entraîne des appels et des recours en grâce. « Si les types

ne sont pas condamnables en justice officielle, me dira plus tard le général, cela entraîne à des exécutions sommaires. Quand, en février 1956, on sera fixé, cela ne changera rien et conduira à bien des abus. On a donné dès le début des habitudes effrayantes à des unités isolées qui ont liquidé sans se poser de question. *Par carence législative !* »

Ces opérations de police, tel est le nom du travail qu'effectuent les militaires français un nom qui n'est pas fait pour leur plaire —, si elles sont moins dangereuses que les accrochages en Indochine, n'en présentent pas moins des risques certains. Les hommes de la 2e D.I.M., les membres de la division de fer, l'une des plus belles de l'armée française, vont vite s'en apercevoir. Ils ont une très belle tenue, treillis kaki, chapeaux de brousse, un armement ultra-moderne ; ils sont bien rodés et prêts à écraser l'ennemi. Malheureusement pour eux, l'ennemi, on ne le voit jamais. On signale le passage de dix hommes dans un bled quelconque, mais c'est un caïd ou un marchand ambulant qui apporte l'information. Il arrive à pied ou à dos de mulet. Et son récit date de quarante-huit heures ! On apprend l'assassinat de tel fonctionnaire « arabe », de tel indicateur de la gendarmerie. Qui a fait le coup ? Des hommes non identifiés. Allez courir contre ces ombres ! Beaufre, qui a l'expérience de la guérilla, recommande les précautions élémentaires : aucun mouvement régulier, aucun ravitaillement de poste à heure fixe. Mais on ne l'écoute pas. Le vieux bonze se croit encore en Indochine, où ça « chiait » vraiment. Ici, c'est presque du tourisme... L'air est bon. Et si les bonnes femmes n'étaient pas si difficiles à avoir, ce serait le paradis !

Et Krim, qui, depuis l'arrivée de Beaufre, ne quitte plus ses Kabyles, apprend par ses « choufs » — il a placé des guetteurs sur toutes les crêtes, dans tous les villages — que des groupes de ravitaillement français apportent tous les jours de Mechtras au Khemis de l'eau potable et du ravitaillement. Tous les soirs une patrouille va de Tizi au Khemis. Krim décide de passer à l'attaque. Oh ! quelque chose de bien modeste : « Histoire de montrer qu'on est là, mais surtout pour récupérer des armes. » C'est Ahmed Aït Ramdane qui mène la première embuscade : quelques hommes sur les crêtes les plus élevées qui signaleront l'arrivée des camions, le reste divisé en trois équipes éloignées de 50 m dissimulées le long de la route. Les ordres ? Laisser passer le premier camion, puis attaquer en visant les pneus et les chauffeurs.

« Il faut que vous hurliez en attaquant, explique Aït Ramdane, il faut qu'ils croient que nous sommes des sauvages. Et que nous sommes très nombreux. Notre problème, c'est de trouver des armes. Pas de tuer les militaires.

— Maintenant, réfléchissez bien. » C'est Krim qui parle. « Vous connaissez le plan. Qui ne se sent pas capable de l'exécuter ? Personne ? Attention ! il est encore temps. Celui qui au combat se dégonflera sera impitoyablement abattu. »

Krim explique ensuite l'itinéraire de repli : le lit de l'oued Khemis, puis grimper sur la hauteur pour redescendre vers le lit de la rivière Betrouna.

« Mais, fait remarquer un des hommes, c'est se jeter sur le P.C. de la division de fer. Quand ils vont être alertés, on va tomber en plein dedans.

— Ne t'occupe de rien, c'est mon affaire. »

Tout se déroule selon le plan prévu. La première jeep passe ; les deux camions sont arrêtés. Les hommes lèvent les mains. En dix minutes les maquisards de Krim ont récupéré douze garants et une carabine américaine.

Beaufre, lorsqu'il apprend l'embuscade, la première, est furieux. « Les cons ! contre mes instructions, ils font le ravitaillement à heure fixe. Et ils se sont fait "azimuter" Bien fait pour leurs gueules ! » Mais il réagit immédiatement. Des renforts sont envoyés sur le lieu de l'embuscade et vont pendant trois jours fouiller toute la région. Le plan du rusé Kabyle a réussi. Krim et ses hommes

se sont réfugiés tout près de Tizi. Tout près de Beaufre. Ils se planquent. Se font tout petits. Krim Belkacem joue avec le feu : « Jamais ils ne penseront qu'on est si près d'eux. Des sauvages, ça doit fuir le plus loin possible. » Mais il a raison. La division de fer écume tout le Djurdjura sur vingt kilomètres carrés, oubliant de contrôler la région de son P.C. À l'abri des postes français. Ali, un jeune maquisard qui vient de terminer son service militaire en Allemagne, apprend aux hommes de Krim à se servir des garants automatiques à dix coups !

L'attaque fait l'objet dans la presse d'énormes manchettes. Les villageois admirent les hommes de l'A.L.N., prennent confiance en ce F.L.N. qu'on regardait jusque-là de travers. D'autant que les journaux — c'est une bonne histoire qui va faire vendre du papier — en « remettent ». Et la modeste embuscade d'Ahmed Aït Ramdane devient « une action énorme des fellaghas qui se sont lancés en hurlant comme des Indiens sur l'armée française » !

Si l'opération de recherche fait chou blanc, Beaufre tire de très nombreux enseignements de l'escarmouche. Cette fois, il n'y a pas de doute. C'est la guérilla. Il ne faut plus dormir sur ses deux oreilles. Ça, il le prévoyait depuis son arrivée. L'expérience indochinoise. Mais ce qui l'inquiète, c'est que tous les renseignements apportent la même information : le pays est pourri en profondeur. Bien que la population soit peu belliqueuse, elle n'en apporte pas moins une coopération active aux rebelles. Beaufre ne croit pas au peigne fin ; en revanche, il croit à la présence. La division de fer ne va pas s'endormir. Il fait parcourir tout le pays par des colonnes bien armées. Ses régiments à quatre compagnies d'infanterie et un escadron de chars — formule qui sera ensuite appliquée par les paras — sillonnent la Kabylie. La plus extraordinaire information est transmise à Beaufre par un petit sous-lieutenant qui en rit encore : « On a pris notre colonne pour l'armée égyptienne ! » Beaufre n'en rit pas. Si les rebelles n'ont pas encore d'armement, ils savent se servir de l'arme psychologique. Et ils n'ont pas tardé à l'employer.

Face à la prodigieuse intelligence du combat qu'un Beaufre met au service de son pays, Krim ne peut opposer que sa ruse, sa connaissance de la région et une foi extraordinaire en la victoire. Le certificat d'études ne suffit pas devant les diplômes de l'Ecole de guerre. La politique de *pacification* devient redoutable pour les maquisards. Non seulement l'armée fait la chasse à l'A.L.N., mais elle cherche à influencer psychologiquement l'opinion publique algérienne. Et c'est ce que Krim craint le plus. Les moyens des Français sont énormes : implantation, structure, renseignements, information. Tous ces secteurs sont formidablement développés.

À cela Krim ne peut opposer que quelques centaines d'hommes, mais il compte surtout faire prendre conscience à la population, qui — il faut encore le souligner en cette année 1955 — ne s'en doute guère, de son « droit à la reconnaissance de la dignité ». Krim connaît son peuple. Tout cela, c'est des grands mots. Mais il sait que seule la guérilla à outrance lui en fera prendre conscience. Il sait que les victoires locales comme cette embuscade réussie contre les soldats de Beaufre, c'est important, mais que les défaites — expliquées — servent presque autant la cause. Sadek a essuyé une série de coups durs : 16 morts. Six écrasés par des obus de 105 à charge 2, dix faits prisonniers et fusillés sur-le-champ. Pour la première fois, fin juin, la population kabyle se rend compte que des *moudjahidin* meurent pour une idée qu'inlassablement Krim et ses commissaires politiques expliquent au peuple.

Et c'est la boule de neige, l'engrenage. On dit les Kabyles fatalistes. Peut-être, mais ils croient au destin. Et ce fil du destin, ce sont les chefs du F.L.N. qui l'ont saisi. C'est eux qui l'enroulent, avec plus ou moins de régularité, de succès. Sadek développe le noyau de l'A.L.N. Après la victoire sur les messalistes, il faut passer à l'attaque contre l'armée. Développer la guérilla. L'étendre aux quatre coins de la Kabylie. À l'est, il y a Amirouche et ses 800 hommes. Sadek a pour sa part réuni

600 hommes. La répression militaire et policière sert considérablement la formation de l'A.L.N. Des hommes, des militants, qui en ville se savent recherchés « montent au maquis ». Sadek forme des groupes de 11 éléments : 8 hommes, 2 caporaux, 1 sergent. Trois groupes forment une section commandée par un sergent-chef. Sadek est à son affaire. Krim lui confie — tout en la supervisant — l'action armée. Il doit aussi le brider car il veut se lancer dans de grandes opérations, ce que souhaiterait l'état-major français. « Des attentats..., précise Krim, de petites opérations individuelles... des embuscades multipliées... c'est tout. Je ne veux rien d'autre. Il s'agit de récupérer des armes et de faire régner l'insécurité. Mettez-vous bien cela dans la tête. Notre force tient là ! » La réalisation des coups de main, c'est pour Sadek ; la conception, c'est pour KriM. L'erreur commise par les militaires français : la régularité des opérations, les ravitaillements à heures fixes, doit être absolument évitée par l'A.L.N. sous peine d'anéantissement. Ce qui n'est pour Beaufre qu'un incident regrettable — il a une division, et quelle division ! — serait pour Krim une catastrophe.

En juillet 1955, le maquis kabyle compte environ 1 500 hommes armés sans compter les *moussbilin*[8] Il est temps de passer à l'action généralisée. Krim établit un « planning varié ». Les dix premiers jours du mois : méfaits avec la participation de la population. Routes coupées dans toute la zone. Poteaux télégraphiques abattus. Destruction de ponts. Incendie de récoltes. Liquidation de « traîtres ». L'armée sent qu'à l'échelle d'une région il se passe quelque chose. La surveillance se porte alors sur l'infrastructure, sur les ouvrages d'art du pays. C'est la contre-offensive. Mais Krim modifie le programme des dix jours suivants : attentats dans les villes, les villages, sur les marchés. Règlements de comptes. Mutilation de ceux qui fument ou boivent. Et du 20 au 30 du mois, retour aux embuscades purement militaires qui démoralisent ceux qui ont la tâche ingrate de surveiller des récoltes, des lignes télégraphiques ou des ponts !

Et pourtant ils sont forts, les hommes de Beaufre. Ils vont partout avec les chars. Des convois énormes parcourent les routes, les pistes. La division de fer est extrêmement mobile et Beaufre n'est pas homme à laisser « roupiller » ses soldats. Krim décide de les attaquer à la chevrotine, comme des sangliers ! On mettra douze grains au lieu de huit dans chaque cartouche. Aux colonnes de 2 ou 3 km avec chars et mitrailleuses, il oppose des sections ultra-légères. Trois hommes au lieu de onze : dissimulés dans les rochers, les oliviers, les broussailles, ils laissent passer les chars et visent les camions. Six coups de fusil de chasse à la chevrotine, ça ne tue pas, mais ça blesse. Les trois maquisards ne rechargent même pas. Ils décrochent. L'un à droite, les autres à gauche. Allez les retrouver. Le convoi s'arrête. Le temps de placer les pièces de visée et ils sont loin les « coureurs à l'étoile », comme on les appelle dans les villages où ils commencent à avoir leur légende. C'est le tir sur une crête où il n'y a rien. Un tir intense pendant vingt minutes ou une demi-heure. On panse les blessés. On les évacue. Et le convoi reprend sa route. Quelques kilomètres plus loin, nouvelle embuscade. L'impact psychologique est très fort. D'autant que pendant quelques jours ces actions se renouvellent sur toute la zone !

Ensuite pendant une semaine, plus rien. Les maquisards se cachent, se terrent, disparaissent dans la nature. Au moment de la contre-attaque, l'armée se trouve devant le vide. Seules des populations terrorisées voient leurs douars régulièrement fouillés. Avec tous les abus que cela comporte. Les troupes sont énervées, harcelées, inquiètes malgré leur force. C'est le buffle piqué aux naseaux par le moustique. Dans sa rage, il écrase tout sur son passage. Ce n'est pas systématique comme ça le sera dans certaines zones à partir de 1956, mais voilà qui aide au recrutement du F.L.N. !

Peu à peu la population se sent — par la force des choses — considérée comme ennemie même si elle ne l'est pas. Insensiblement de semaine en semaine sa sympathie à l'égard des maquis se développe. L'armée française, qui fait figure d'occupant, recherche des hommes de sa race. Le

peuple leur apporte tout naturellement son appui. Et le sort réservé aux irréductibles pro-Français donne à réfléchir ! Ils ne peuvent plus rester isolés : ou ils passent au F.L.N. ou ils gagnent les rangs des G.M.P.R. (groupes mobiles de protection rurale) qui vont bientôt se transformer en harkas dont nous reparlerons plus tard.

Malgré la puissance de sa division de fer, Beaufre note dans ses carnets : « Nous sommes loin d'avoir l'initiative. » Contre la guérilla, il faut trouver autre chose : des groupes qui vivent comme les fellaghas, qui leur courent après, à pied, ou tombent du ciel à l'improviste. qui les délogent de leurs caches, qui les exterminent. Il faudrait ces paras qui ont eu de si bons résultats en Indochine...

Et puis, soudain c'est l'explosion du 20 août dans le Constantinois, le massacre. La première véritable attaque de cette guerre d'Algérie. On oublie la haute Kabylie, qui, d'ailleurs, se calme inexplicablement, s'endort jusqu'en septembre 1956. On ne parle plus que de Philippeville, El-Halia, Constantine. La guerre d'Algérie vient seulement d'entrer dans sa phase active, les masques vont tomber, les politiques évoluer. Désormais, il y aura « avant le 20 août » et « agrès le 20 août ».

Du Constantinois, Alger ne sait rien. Les groupes de maquisards n'ont donné aucune nouvelle. Krim ignore tout de la situation actuelle de Didouche Mourad, celui que, pendant la préparation. Ben Boulaïd appelait le Saint-Just de la révolution. Le portrait que ses compagnons lui en ont tracé passionne Abane qui voudrait connaître le jeune homme. Robespierre veut rencontrer Saint-Just ! C'est dans l'ordre des choses. Mais le Constantinois de Didouche reste muet. Que s'est-il passé pendant ces six mois ? Les hommes de l'état-major F.L.N. d'Alger ont appris par les journaux les attentats du mois de mai à Constantine, quelques rares accrochages, donc l'action se poursuit. Mais aucune tentative de jonction entre le Constantinois et Alger ou même la Kabylie limitrophe n'a réussi. Krim a donné l'ordre à Amirouche de pousser vers l'est et de tenter la jonction, mais l'armée a exécuté les ordres de Soustelle et de la Xe région, et le pays, solidement « pris en main est malsain pour les *moudjahidin*. Amirouche ne peut encore se permettre d'avancer dans une région dont il ne connaît rien, ni l'infrastructure ni l'attitude de la population, et de risquer l'accrochage avec une armée qui ne demande pas mieux.

Si le Constantinois ne donne aucune nouvelle, c'est que la situation y est désespérée pour les hommes du F.L.N. Didouche Mourad est mort le 18 janvier 1955 à 13 Heures et personne ne l'a su à Alger.

On a vu qu'au 1er novembre l'action du F.L.N. dans la région 2 (Constantinois) a été presque nulle faute de moyens : ni hommes ni armes. En janvier 1955, la situation ne s'est guère améliorée. Didouche a pourtant tenté de structurer sa région qu'il a divisée en cinq zones confiées à ses adjoints. À son homme de confiance, Zighout Youssef, qui le seconde directement, il a donné : Condé-Smendou, Constantine, El-Arrouch, Philippeville, Guelma. À Ben Tobbal Lakhdar : Mila, El-Milia, Collo, jusqu'à Souk-el-Tenine. Baji Mokhtar est responsable de Souk-Ahras à La Calle. Enfin Ben Aouda a reçu la plaine de Bône jusqu'à Guelma.

Dès janvier, Didouche et Zighout se heurtent aux troupes efficaces du colonel Ducournau qui a quitté l'Aurès pour éviter que le Constantinois ne soit tenté de suivre l'exemple du massif pourri. Ses paras quadrillent le pays. Il sait en outre se servir de la gendarmerie. Les deux chefs F.L.N. ont décidé de se déplacer du nord d'El-Arrouch à Guelma. Mais il faut un refuge à Condé-Smendou. Le quadrillage est si serré qu'on ne peut se déplacer que la nuit. Zighout envoie deux *djounoud* préparer le refuge de Condé-Smendou. Les deux hommes arrivent à 3 Heures du matin mais ils sont vus par de nombreux indicateurs mis en place. Sept gendarmes sont là à 6 h 30. Dans l'intervalle, les 17 hommes

de Didouche et de Zighout sont arrivés. Le combat s'engage, mais le terrain est plat. Il n'y a ni forêt ni broussailles. Les gendarmes ont donné l'alerte par radio et Ducournau basé à El-Arrouch envoie 400 hommes. Le véritable combat commence à 8 Heures. Les hommes de l'A.L.N. tombent les uns après les autres. Les paras de Ducournau sont parfaitement entraînés et constituent une des rares unités efficaces de l'armée d'Algérie en ce début de 1955.

Sur les dix-neuf hommes du groupe, douze sont tués, deux prisonniers. Didouche est mort le dernier à 13 Heures, touché d'une rafale de mitraillette. Zighout et les quatre rescapés se dissimulent le mieux possible. Après la mort de Didouche, aucun coup de feu n'est tiré. Vers 16 Heures, les cinq survivants parviennent à décrocher. Les corps sont ramassés par les paras. Ils savent par les deux prisonniers que Didouche était le chef du groupe, mais ils ne l'identifient pas car les hommes ne le connaissaient que sous le nom de Si Abdelkader. Seul Zighout savait sa véritable identité. Didouche est enterré par les ouvriers communaux dans le petit cimetière de Condé-Smendou. Ducournau ignore qu'il vient de frapper un grand coup. Sur le plan militaire et sur le plan psychologique, les hommes de la région 2 ont subi une perte immense.

Zighout, qui prend la succession de Didouche, mesure à quel point la situation est difficile. Didouche s'occupait lui-même de la liaison avec Alger. Extrêmement secret, il n'a laissé à personne, pas même à son adjoint, les contacts et le mot de passe nécessaires pour renouer les liaisons. En outre, le jeune chef ne donnait ses directives que pour 15 à 20 jours maximuM. Que faire ?

Zighout prend Ben Tobbal comme adjoint. Chacun gardant en outre la direction de sa zone. Zighout et Ben Tobbal, coupés d'Alger par la mort de Didouche, coupés de la région de l'Aurès par la mort de Baji Mokhtar qui était le seul à avoir quelques contacts avec Ben Boulaïd, décident de garder leurs soucis et leur désarroi pour eux. Ils n'ont que quelques dizaines d'hommes. Il faut recruter et organiser la population. Il faut surtout leur donner confiance. Il faut cacher aux hommes qu'ils sont isolés, coupés de l'Algérie. Sans ordres. De janvier au 1er novembre 1955, Zighout et Ben Tobbal vont faire croire à leurs hommes qu'ils reçoivent des directives de « l'état-major de la révolution ».

« Nous, on nous voit tous les jours. Nous sommes des hommes ordinaires. Il faut que les ordres viennent d'en *haut !* Alors on invente cet état-major général... »

Dès le début, les deux chefs ont envoyé des liaisons à Alger, mais le contact avec le seul homme qu'ils connaissaient : Rabah Bitat, s'est révélé impossible. En mars, lorsque Bitat est arrêté, le dernier espoir s'écroule. Il apparaît à Zighout et Ben Tobbal qu'ils doivent se considérer comme tout à fait indépendants et ayant la responsabilité nationale de la révolution. Les deux hommes agiront ainsi jusqu'au 1er novembre 1955 où ils réussiront à rétablir la liaison avec Alger.

Contrairement à ce qui se passe dans l'Aurès, et ne va pas tarder à Alger, l'accord complet règne entre les chefs de zone du Constantinois. Cela tient à la personnalité exceptionnelle des deux hommes qui les commandent : Zighout et Ben Tobbal.

Zighout Youssef est un forgeron-menuisier de trente-quatre ans, originaire de Condé-Smendou. Son nom veut dire « yeux verts ». Et il a les yeux verts ! C'est un vieux militant. Ex-conseiller municipal P.P.A. Avant le déclenchement du 1er novembre, il avait souvent aidé les membres de l'O.S. qui, dès 1950, avaient pris le maquis et c'est ainsi qu'il avait connu Ben Tobbal. Didouche était très lié avec cet homme plus âgé que lui, mais qui l'impressionnait par son calme, sa résistance physique et son goût du « baroud ». Car Zighout a décidé de faire la guerre aux Français. La répression et la mort de Didouche, qui l'a beaucoup affecté, font de lui un véritable homme de combat. Moustachu, bourru, sec comme les coureurs du bled dont il a la taille moyenne (1,66 m), le chef toujours coiffé d'un bonnet de police remplacé fin 1955 par un chapeau de brousse qu'il rendra célèbre, il voudrait pouvoir mener la guerre selon les règles. Il a étudié la Convention de Genève. Il

veut la guerre mais la guerre « propre ». Il ne comprend pas très bien la forme révolutionnaire du combat. Mais rapidement, sous l'influence de Ben Tobbal et devant la répression dans le Constantinois, il plonge dans la guerre révolutionnaire. Désormais, tous les moyens seront bons. Il se détache de tout ce qui n'est pas la révolution. Et c'est dur pour cet homme pieux et sentimental. La veille de la mort de Didouche sa femme a accouché d'un garçon, qui n'a pas vécu. Il lui reste une fille qu'il adore. Il fait promettre à Ben Tobbal, lorsqu'il le prend comme adjoint, de s'en occuper s'il lui arrivait malheur. Ce qui se produira. Ben Tobbal sera le père adoptif de Mlle Zighout.

Ben Tobbal Lakhdar a une immense admiration pour les qualités humaines de son chef, qui est adoré de ses hommes, et le suit fidèlement. De deux ans son cadet, Ben Tobbal est lui aussi fils de petit paysan. Il a milité dès son adolescence. Dès 1950, il a pris le maquis lors du démantèlement de l'O.S. Il ne le quittera plus. Infatigable, il forme des responsables locaux et prépare le déclenchement de l'insurrection du 1er novembre. Il est — tout comme Zighout — de la réunion des 22 qui décida de l'action armée[9]. Certainement plus intelligent, en tout cas plus au fait des techniques de guérilla que Zighout, Ben Tobbal fait preuve d'un sens de l'organisation remarquable. L'homme est petit, étroit, le visage allongé, creusé, les yeux bridés — qui lui vaudront le surnom de « Chinois ». Physiquement, ce Constantinois est très asiatique. Il est pourtant né à Mila tout comme son ami Boussouf qui, en l'absence de Ben M'Hidi, préside aux destinées de la région 5 (Oranie). Très vite responsable important, ce n'est que comme adjoint de Zighout — puis après la mort de celui-ci comme chef de wilaya — qu'il donne la pleine mesure de ses talents d'organisateur et de chef. Intransigeant, intraitable, secret, il ne recule devant rien. C'est un chef de guerre révolutionnaire. Il fait peur. Son physique n'y est pas étranger. En outre les ordres qu'il donne d'une voix pâle, mesurée, presque monocorde, inquiétante comme le physique de l'homme, sont impitoyables. Le regard est froid, le maintien réservé. Il y a du moine cambodgien et du calculateur précis et rigoureux, inhumain comme un homme d'affaires asiatique chez Ben Tobbal. Inlassablement ses yeux épient. Son cerveau travaille sans relâche. Sans cesse, il observe, juge, pèse. Ensuite il décide, pièces en main, sans recours. Une fols pour toutes.

Pendant toute la révolution, Zighout sera le seul homme à le dompter. Non par la force mais par l'exemple rigoureux qu'il offre et l'affection qu'il porte à son second. Tels sont les deux hommes qui poussés par le désespoir vont mettre sur pied et déclencher l'opération effroyable du 20 août 1955.

Depuis l'engagement au cours duquel Didouche Mourad a trouvé la mort, Ducournau sait qu'il y a quelques maquisards armés dans le Constantinois. Mais jusqu'en mai, ils ne se montrent pas. Ils se terrent, se cachent. Existent-ils encore ? Jusque-là les projecteurs ont été braqués sur l'Aurès, cela a laissé à Zighout le temps de s'organiser tranquillement. Avec Ben Tobbal, il a décidé de n'entreprendre aucune action armée tant que l'organisation ne serait pas au point. Ils savent que, sur le plan militaire, leur région n'a aucune valeur. Aucun poids. Mais sur le plan organique, après la Kabylie, c'est la région la plus engagée car le M.T.L.D. est très fort et la population très politisée. Après la région de Krim, le Constantinois est un bastion nationaliste. Il faut l'organiser, le convaincre, recruter des maquisards. Ce travail souterrain d'organisation dure jusqu'au 1er mai 1955. Aucun accrochage. Seuls quelques attentats contre des « collaborateurs » trop pro-Français ou des propagandistes actifs. En mars, Zighout et Ben Tobbal décident de célébrer les 1er et 8 mai — anniversaires des massacres de Sétif en 1945 — à leur façon : déclencher des actions plus dures que ce qui s'est produit jusque-là. Et ainsi atteindre un double but : prouver que la révolution n'est pas morte dans l'œuf au lendemain du 1er novembre et secouer l'opinion publique complètement indifférente, écœurée qu'elle a été par les dissensions du M.T.L.D. entre messalistes et centralistes. Ce F.L.N. ne lui dit. rien qui vaille. Et il est si faible que cela ne vaut pas la peine d'en parler.

Le 8 mai, l’action se fera uniquement en ville. Les chefs de la région 2 savent que c’est dans le bled que leur organisation est la plus solide. Il ne vont donc pas décider d’embuscades ou d'attaques de postes à la campagne pour se faire décimer par une répression qui sera — ils le savent — impitoyable. En revanche, en ville, ils n'ont rien à perdre puisque le recrutement est nul. Constantine ne bouge pas. Si la population s’aperçoit que la capitale de l’Est algérien devient à son tour le théâtre d’attentats, c'est qu’il se produit réellement quelque chose de sérieux.

S’appuyant sur trois ou quatre hommes sûrs à Constantine, un commando venant du bled pose, le 8 mai 1955, une bombe au Casino. Il y a de nombreux blessés car le cinéma est mitoyen du casino. Simultanément des gendarmes, des caïds, des fonctionnaires sont attaqués. Le 10 mai. Ben Tobbal réussit à isoler sa ville natale, Mila, pendant plusieurs heures. Ce sera le seul chef de l’A.L,N. à s’emparer, comme les Viets en Indochine, d'un grand centre urbain-. Les paras de Ducournau sont immédiatement lancés à la contre-attaque. Le but de Zighout est atteint : les forces de l’ordre savent maintenant qu’il y a une organisation terroriste en ville. La répression qui s’abat sur les centres urbains sert le but que s’est fixé le chef constantinois : des gens jusque-là indifférents au nationalisme passent au F.L.N.

Ben Tobbal, qui, pour faire bon poids, a lancé quelques *moussbilin* sur le P.C. même du colonel Ducournau à El-Arrouch, voit son plan réussir : il ne faut pas que l'armée ait l’initiative. Il faut qu’elle coure après l’A.L.N., il faut l’énerver, l’obliger à faire des gaffes, des erreurs qui poussent la population dans les bras du F.L.N. Devant cette série de méfaits, on a vu[10] que les ordres donnés par Soustelle tant à la conférence de Biskra que par télégrammes spéciaux sont formels : la responsabilité de la population est engagée. « Réprimer brutalement toute apparition nouvelle de la rébellion », dit le télégramme secret de Cherrière au général Allard, commandant le Constantinois. La répression est en effet brutale. L’arrestation de vieux militants respectés par la population et parfaitement inoffensifs amène au F.L.N. tous les éléments jeunes des régions touchées. Dès ce jour, une forte organisation se monte à Constantine. Les gens demandent le contact.

Mais la médaille a son revers. Zighout et Ben Tobbal, qui voient leurs effectifs se gonfler — avant le 8 mai Zighout a sous ses ordre 200 hommes avec seulement 70 armes de guerre, entre mai et août, ils sont 500, tous armés d’un fusil de chasse —, ressentent eux aussi le contrecoup de la répression dont la population civile est la première victime. Sur le plan militaire, l'armée porte aux maquisards des coups terribles, elle réussit de nombreux accrochages. Des renforts sont venus appuyer le colonel Ducournau. Zighout a des morts et surtout les munitions manquent. Le moral des *djounoud* baisse rapidement. Les embuscades se multiplient. C’est l’été, les journées sont longues. Il faut se terrer.

Les mesures préconisées par Cherrière sont très vagues sur le papier. « Réprimer brutalement... » Elles sont redoutables sur le terrain.

La répression change très vite de caractère. On n’arrête plus de-ci de-là. On « ratisse ». Et la population en fait les frais. Le triangle El-Arrouch-Condé-Smendou-Philippeville est particulièrement touché. Le ratissage se présente sous trois formes : tuer à vue les civils soupçonnés, incendier les habitations et, surtout, atteindre la dignité des hommes à travers leurs femmes. Les viols ne sont plus isolés, mais systématiques. Les tirailleurs s’y illustrent.

Certains colons participent activement à la répression. Gratien Faure, l’un des Tartarins de Soustelle, celui qui dit, brandissant sa mitraillette : « Moi, les Arabes, je les descends comme ça... » désigne des villages, fait des listes. Son fils Maurice, à bord d’un Piper-Cub personnel, indique à l'armée les lieux de la répression. Le fils de Pierrot Lochard, qui a échappé à deux attentats, exécute lui-même. Isella, maire redouté de Hamma-Plaisance, l’un des plus excités de la Fédération des maires, hostile à toute réforme, est lui aussi de la fête. Le climat dans le Constantinois est tel que certains appelés protestent contre les méthodes employées. Mais la terreur paye. Le moral général est très bas. Le peuple comprend qu'on l’entraîne dans une aventure tragique. Les hommes de Zighout, quand ils s’adressent à des civils, les compromettent, ils les placent dans une situation inextricable. Si un indicateur les aperçoit, c’est la mort assurée. Alors les refuges se font plus rares, la population ne veut plus des maquisards. Les militaires incendient les mechtas où « l’on croit savoir » que le F.L.N. a trouvé refuge. Les Constantinois ne sont pas encore habitués à la répression. Terrorisés, ils

ne veulent pas — comme on les comprend ! — sacrifier demeures et provisions à une cause qu'ils ignorent. Les gens n'ont plus confiance dans le F.L.N.

Zighout et Ben Tobbal, qui n'ont toujours aucun contact extérieur, sont au bord de l'asphyxie. Ils analysent la situation générale : elle est terrible pour le F.L.N. En Oranie : rien. En Kabylie, après quelques opérations, c'est le silence incompréhensible. Dans l'Aurès, il y a encore des combats mais des renseignements transmis par des isolés qui sont venus rejoindre les troupes de Zighout signalent que, depuis l'arrestation de Ben Boulaïd, il n'y a plus d'unité. Chaque chef de zone veut jouer au patron. C'est la déconfiture. L'Algérois ne donne pas de nouvelles. Reste le Constantinois pris à la gorge qui va demander merci. Zighout et Ben Tobbal sont acculés.

« Il nous faut monter une offensive, dit Zighout, qui fera basculer la situation. Ou ça change ou on meurt. Lorsqu'on a commencé le 1er novembre, on ne savait pas qu'un jour on aurait toute la responsabilité sur nos épaules. Maintenant, c'est à nous de donner un coup de fouet à toute l'Algérie.

— Que faire ? demande Ben Tobbal.

— Je vais réfléchir. J'ai besoin de m'isoler. Prends la direction de la région. Je te ferai signe dès que j'aurai pris ma décision. »

Zighout reste seul près d'un mois. Il s'est réfugié à Zamane en plein massif de Collo, la région la plus sauvage de la côte algérienne. Il faut un mois à Zighout, le pieux, l'illuminé, le baroudeur, l'homme qui voulait faire une guerre « propre », pour prendre la décision d'une action qui restera dans la mémoire de ceux qui ont fait la guerre d'Algérie — d'un côté ou de l'autre — comme une des plus terribles, des plus horribles : le massacre aveugle.

Le 20 juin, Zighout envoie une convocation à Ben Tobbal et à Ben Aouda, le chef de la zone de Bône, un colosse au nez en trompette et aux cheveux fous, qui sera, dix ans plus tard, conseiller militaire à l'ambassade d'Algérie à Paris. « Amenez avec vous tous les effectifs que vous avez sous la main. » Le quadrillage du pays est tel que le voyage jusqu'à Zamane présente pour des groupes armés d'immenses difficultés. Il faudra plusieurs jours à Ben Tobbal et à ses 80 *djounoud* pour y arriver. Tout l'effectif de la région 2, soit à peu près 500 hommes armés, se retrouve à Zamane entre le 25 juin et le 1er juillet.

En pleine foret, Zighout convoque ses deux lieutenants, Ben Tobbal et Ben Aouda. Dans cette presqu'île de Collo qui verra plus tard de terribles combats, c'est pour l'instant le calme. C'est presque le paradis après le cache-cache meurtrier avec l'armée française. Les grands arbres atténuent la chaleur de l'été. Zighout s'est occupé des problèmes de ravitaillement. C'est la paix retrouvée. Pour un instant. Car Zighout expose longuement les résultats de sa « méditation ».

« Voilà, c'est maintenant une question de vie ou de mort. Le 1er novembre, nous avions la responsabilité de libérer le pays. Nous étions des exécutants. Aujourd'hui nous sommes coupés de tout. Didouche est mort. La situation est catastrophique. L'ennemi nous poursuit jour et nuit. Avant, à la tombée du jour, nous étions en sécurité. Aujourd'hui, il y a des embuscades de nuit. Nous sommes incapables de monter des opérations militaires mais si rien ne change nous ne pourrons même plus survivre. De novembre à mai, nous n'avons eu ni désertions ni redditions. En juin, deux désertions m'ont été signalées. Le moral des *djounoud* est bas. C'est le commencement de la fin. Que dire du peuple ! Il est lui aussi démoralisé. Il y a des indicateurs partout. Chaque mechta où nous passons est signalée et la répression s'abat sur elle. Le moral s'effondre. Dans les autres régions, il n'y a aucune action. Il faut déclencher quelque chose. Le choix est simple : ou on fait une opération telle que ce sera le coup de fouet qui obligera toutes les régions à passer à l'action. Ou ce sera la preuve que la révolution est incapable d'acheminer le peuple à l'indépendance. Alors on combattra une dernière fois pour l'honneur. Ce sera une opération-suicide. »

Ben Tobbal et Ben Aouda approuvent leur chef. Son analyse est conforme à la situation qu'ils ont pu juger sur le terrain ces dernières semaines.

« Ce doit être un second 1er novembre, renchérit Ben Aouda, mais il nous faut pour cela des moyens que nous n'avons pas. Après les pertes que nous avons subies et la réaction de la population nous sommes presque en régression par rapport à novembre 1954 ! »

Zighout sait tout cela.

« L'action que je vous propose, explique-t-il, doit être faite dans le cadre nord-africain. Ses répercussions ne doivent pas être uniquement algériennes. Ça va mal au Maroc. Le sultan est en exil. La répression bat son plein là-bas aussi. Notre opération devra être considérée comme un soutien algérien au Maroc. L'Algérie jusqu'à maintenant a toujours été en retard sur la Tunisie et le Maroc. Nous avons l'occasion de combler ce retard. En outre, le moral de l'intérieur augmentera. Mon idée est de faire participer tout le peuple. Avec ou sans armes. De diriger notre action sur toutes les villes de notre région.

— Et les armes, où les trouvera-t-on ?

— Fabriquez le maximum de bombes. Ce sera facile. Il faut préparer le peuple avec des pelles, des pioches, des couteaux. Il faut que les civils sabotent ponts et routes et, bien encadrés et galvanisés, ils monteront à l'assaut.

— Il faudrait monter l'opération en plein jour, dit Ben Tobbal, pour que l'effet psychologique soit plus grand et que l'opération ait l'éclat et le retentissement indispensables.

— Mais nous allons au-devant de pertes énormes, fit remarquer Ben Aouda.

— Bien sûr, répondit Zighout. Il y aura des pertes très fortes mais, même si la *moitié* de la population est tuée, la révolution y gagnera car l'Algérie bougera. De toute façon, ça ne peut pas aller plus mal pour la révolution que maintenant. »

Zighout est décidé à aller jusqu'au bout. Ses lieutenants l'approuvent. Les trois hommes, d'accord sur le principe, passent alors à la réalisation du projet. La situation est militairement un peu plus favorable que. les semaines passées. En raison des troubles du Maroc, de nombreuses unités ont quitté le Constantinois. En outre, devant le silence quasi général des maquis, les autorités militaires ne sont pas loin de croire le mouvement F.L.N. écrasé. L'Aurès, qui a été le principal adversaire, se perd en d'obscurs règlements de comptes intérieurs et querelles de clans.

Les trois chefs F.L.N. désignent un certain nombre de responsables armés qui encadreront la population. Car le but recherché est de lancer les civils contre les militaires. Que dans le Constantinois la révolte soit nationale et non plus seulement le fait de petites bandes armées. Les objectifs sont fixés : Philippeville, El-Arrouch, Oued-Zenati, Le Kroub, Collo, El-Milia, Djidjelli, Guelma, Bône, Jemmapes. Des embuscades doivent être montées sur les routes nationales et départementales. Toutes les mines, tous les établissements industriels doivent être attaqués car il faut désarticuler l'infrastructure économique existante. Un seul ennemi : l'Européen, qu'il soit civil ou militaire. C'est la première fois qu'à l'échelle du commandement de région un pareil ordre est donné. Jusque-là les quelques victimes civiles européennes avaient été assassinées par des éléments isolés. Zighout, cette fois, est formel : « Il faut créer une situation d'insécurité et de peur telle que toute activité soit impossible en dehors des villes après cette action. Il faut faire peur ou mourir. »

L'heure H est fixée au 20 août à midi pour frapper les esprits. C'est la date anniversaire de la déposition de Mohammed Ben Youssef, sultan du Maroc. Les dés sont jetés.

Chacun regagne sa zone. Il faut maintenant décider cette population qui depuis la répression refuse toute aide au F.L.N. La décider à l'assassinat, à l'assaut aveugle, à la mort aussi. Paradoxalement c'est la répression qui va aider le F.L.N. Dans sa zone, Ben Tobbal — tout comme Ben Aouda et les

autres — réunit tous les militants armés ou non. Chaque chef de douar, de fraction, de tribu a été chargé de rassembler le peuple. Cela se fait sans trop de difficulté car presque tout le monde a été touché dans sa famille par la répression. Le climat est tel que, dûment « chauffé », encadré, convaincu par les arguments du F.L.N., le peuple est prêt à les suivre. Il réagit mollement à l'idée de nationalisme et d'indépendance, mais dès qu'on lui soufflera l'idée qu'il peut assouvir sa vengeance — ce que ne manquent pas de faire les habiles responsables F.L.N. — il apportera son entière adhésion.

L'opération doit durer trois jours. Le 20 août : offensives sur les villes. Le 21 : offensives contre les soldats et postes militaires. Le 22 : actions individuelles contre les colons et les « traîtres » algériens. Tout est prêt pour l'attaque. Tout est prêt pour l'insurrection.

Ce 20 août 1955, à Philippeville, la chaleur est telle qu'elle rend l'air bruissant de mille vibrations. Le ciel est d'un bleu insoutenable. Au soleil, où il fait près de 60° C, les façades semblent de déformer comme si une impalpable brume transparente montait du sol, brouillant la vision. Depuis 11 Heures du matin dans les faubourgs et aux abords de la ville des dizaines de milliers d'Algériens se sont massés, encadrés par des soldats de l'A.L.N. en uniforme kaki et en armes. D'abord silencieux, les hommes montent le ton. La tension est grande. Les nerfs tendus à craquer. On parle de guerre sainte, d'Égypte. On dit que les Américains sont prêts à aider le F.L.N. On dit n'importe quoi. On s'agite. Des femmes et des enfants se sont mêlés aux hommes. Chacun excite son voisin. Le grand jour de la vengeance est arrivé.

Au centre de la ville, on ignore tout de ces rassemblements. C'est inexplicable. Comme à l'accoutumée, les administrations et les entreprises déversent un flot d'employés et de fonctionnaires. C'est le week-end. Toutes les terrasses sont bondées. On se prépare à prendre la route de la corniche qui domine le magnifique golfe de Stora pour aller se baigner sur l'une des plages voisines. C'est le brouhaha coloré et bon enfant de toutes les petites villes méditerranéennes. On parle haut. On s'interpelle. On plaisante les filles. Et demain, c'est dimanche. On est heureux. On ne prend pas garde au premier coup de feu. Puis soudain, en une fraction de seconde, c'est la panique. Cris. Hurlements. Bousculades. Les rafales de mitraillette font refluer les passants. On ne sait ce qui se passe. Le pied d'un géant vient d'écraser la paisible fourmilière. Plus rien n'a de sens. Affolés, les hommes, les femmes cherchent un abri, s'écrasent dans les cafés, dérisoires protections. « Les Arabes... Ce sont les Arabes... » La menace si souvent brandie. « Si on ne les mate pas, ils viendront nous égorger dans nos lits. » Cette fois, ils sont là. Déchaînés. Hurlants. Faubourg de l'Espérance, ils avancent par rangs de six en chantant l'hymne du vieux P.P.A. Sur leur passage, ou venant de leurs rangs, les you-you obsédants et terrifiants des femmes exaltées. C'est une marée humaine, un flot dévastateur ; armés de fusils de chasse, de faux, de serpes, de pelles dont les bords ont été affûtés, de couteaux, ils avancent inexorablement. Hurlant une haine trop longtemps ravalée ; là il n'est plus question de demander justice. C'est la foule en marche, folle furieuse, qui écrase tout. La foule injuste, brutale, odieuse, hagarde. « Ils marchaient comme des somnambules », me dira plus tard Ben Tobbal. Elle veut tuer. Elle tue. C'est la marée musulmane face à l'Européen. Une marée soigneusement endiguée par les hommes de l'A.L.N. portant un ruban rouge ou jaune à leur béret pour se reconnaître — tout comme les unités de paras en opération — qui poussent, qui canalisent, qui orientent. Selon le plan de Zighout et de Ben Tobbal, ils doivent indiquer les objectifs et amener au combat la foule fanatisée. Il faut faire peur, a dit Zighout. Le but est atteint. Mais la contre-attaque ne tarde pas. Au haut de la rue Clemenceau, vers l'église Saint-Cœur-de-Marie, la police et les paras

tirent sur les rebelles. Des hommes tombent, certains se relèvent couverts de sang. Insensibles. La fureur exacerbée. Une quinzaine d'hommes se sont enfermés dans une maison de la rue de Paris d'où ils tirent sur tous les Européens. Les parachutistes donnent l'assaut. Il dure cinq heures. À la grenade, aux gaz lacrymogènes, à la mitraillette, au mortier. L'explosion sourde des bombes, des grenades ponctue le déchaînement aigrelet des rafales de mitraillettes. Des grenades éclatent dans les cafés. Les Européens tombent sous les balles, sous les coups de couteau, de rasoir. C'est le déchaînement bestial.

À Constantine, dans la capitale de l'Est algérien, c'est par l'assassinat du neveu de Ferhat Abbas que commence la journée sanglante. Là, il ne s'agit pas d'un attentat aveugle. Ben Tobbal a donné l'ordre d'abattre Abbas Allouah qui, par tracts, s'est élevé contre le F.L.N. Abbas est conseiller municipal de Constantine, tendance U.D.M.A. « Nous sommes les élus légitimes du peuple algérien, écrit-il. Nous condamnons la répression des deux côtés. » Les non violents, quand ils ont un nom pareil, sont condamnés d'avance. D'autant qu'Abbas Allouah et Belhadj Saïd, avocat et député en 1946, ont ouvert une souscription demandant argent et bijoux au profit de l'Association des ulémas, alors que le F.L.N. l'a formellement interdit. Abbas Allouah est abattu dans sa pharmacie, rue Clemenceau, par Tombouctou, un immense militant noir, tandis que Belhadj Saïd est grièvement blessé par Aït Ahcène, un avocat stagiaire de Constantine. Et c'est la folie dans toute la ville. Des bombes explosent un peu partout. Au restaurant Gambrinus, rue Caraman, la rue la plus commerçante dont les trottoirs sont toujours bondés de promeneurs, de badauds, c'est une grenade qui éclate. Au milieu des tables renversées, les gémissements succèdent aux cris. Les blessés — il y en a plus de quinze — se traînent dans une mare de sang. Un gosse de dix ans, la tête ensanglantée, pousse des hurlements inhumains. Une autre grenade éclate au cinéma ABC. C'est la panique. La peur atroce qui tord le ventre, qui brouille les idées. Tuer ou être tué. Et la chasse au rebelle commence. Dans cet affolement, qui est rebelle ? Tout ce qui est Arabe. Le tuerie est sauvage.

Aïn-Abid, Collo, El-Arrouch, Oued-Zenati servent de cadres aux mêmes scènes. Les plus atroces se déroulent à Aïn-Abid et à El-Halia.

À Aïn-Abid, la foule pénètre dans la maison de M. Mello et c'est la folie sanguinaire. Les émeutiers égorgent une petite fille de quatre jours, un enfant de dix ans. M. Mello, sa femme, sa belle-mère de soixante-treize ans. À Saint-Charles, la voiture de M. Grima, secrétaire de la mairie de Gastonville, tombe dans l'embuscade. Le conducteur et les trois occupants sont massacrés à coups de pelle et de pioche.

À El-Halia, c'est la surprise. Encore plus grande, plus atroce que partout ailleurs. Dans ce centre minier, complètement isolé, cinquante familles européennes vivent au milieu de 2 000 Arabes. En parfaite entente. Car là, c'est l'exception. On applique les tarifs légaux, les ouvriers musulmans et européens sont traités de la même façon, c'est l'égalité complète. Et ce sont ces paisibles pères de famille qui se transforment en déments. Les insurgés, armés de cartouches de dynamite, de bouteilles d'essence, de fusils, de haches, massacrent les hommes, contremaîtres, ingénieurs. Le directeur de la mine parvient par miracle à s'échapper pour donner l'alarme à Philippeville. Mais lorsque les secours arrivent, il est trop tard. Les mineurs et les habitants des mechtas proches se sont attaqués aux femmes et aux enfants. Ils se sont acharnés sur leurs victimes. Et c'est en pataugeant dans des mares de sang que les militaires découvrent la tuerie. Les femmes ont été égorgées, puis éventrées à coups de serpe, des bébés également mutilés. Trente-sept Européens ont été ainsi suppliciés par les insurgés fanatisés. Les vingt-cinq hommes de Zighout qui ont dirigé l'opération et entraîné la population sont restés à l'écart dans les ravins proches, sans participer à l'action.

Bilan de ces heures sauvages : cent vingt-trois morts dont soixante et onze Européens.

Ce soir du 20 août, la nuit n'apportera aucune fraîcheur sur le Constantinois. L'odeur de poudre, de gaz lacrymogène se mêle à celle, fade et écœurante, du sang qui commence à sécher. Le sang des victimes européennes. Celui des musulmans ne va pas cesser de couler de sitôt. Car la répression va être aussi atroce qu'a été l'attaque. À la différence de chiffre près. À la fin des attaques contrôlées par les hommes de Zighout, on compte 1 273 morts musulmans et plus de 1 000 prisonniers. Et ce n'est pas fini. Le premier instant de panique passé, les Européens se sont armés. On tire sur tout ce qui est bronzé, porte un chèche ou un voile. On interroge, on torture. Alors, bien sûr, on a des noms. Au stade de Philippeville, les responsables civils de la ville ont amené tous les jeunes musulmans qu'ils ont pu trouver. Coupables. Pas coupables. On tire dans le misérable troupeau à la mitraillette. À l'ivresse du sang répond la fureur, la rage. Cette fois, on les tient. On est face à face. Et ils ont attaqué les premiers ! Pas de quartier ! À Philippeville, il y aura plus de 2 000 morts agériens dans les quinze jours qui suivent le 20 août. Des Européens, fous de douleur devant les corps mutilés de leurs compatriotes, fous de peur aussi, entreprennent de régler leurs comptes eux-mêmes. Il y a ceux aussi qui veulent profiter au maximum de la tuerie pour appuyer leur thèse. Et le maire de Philippeville, Benquet-Crevaux, n'est pas le dernier. Brandissant sa mitraillette, il réclame une répression encore plus dure. Tuez-les tous. Dieu ou Allah reconnaîtra les siens ! Car ce 20 août qui vient de faire 71 victimes européennes est en passe de devenir une véritable Saint-Barthélemy.

Le 1er R.C.P. du colonel Mayer entre en action et « ratisse » systématiquement. Le préfet Dupuch, alerté par l'autorité militaire, intervient contre certains Européens. Il fait « embarquer » des centaines d'Algériens parqués les mains sur la tête sur la place de petites villes pour les soustraire à la vindicte populaire.

« Mais, monsieur le préfet, il faut tirer dedans, ce sont sûrement des suspects. Ce sont eux qui ont éventré nos femmes, égorgés nos enfants et vous ne faites rien. Et vous les protégez. On vous l'avait bien dit. Vous nous avez toujours refusé des armes. Heureusement que certains d'entre nous en avaient. Il faut appliquer le talion. Œil pour œil, dent pour dent. »

Mais encore une fois, le talion entendu dans le Constantinois, c'est 100 Arabes pour un Européen. Dupuch s'oppose à la fusillade, il fait monter les musulmans, terrorisés à leur tour, dans des camionnettes. Ceux-là sont sauvés pour un moment. Mais la foule européenne, à la haine exacerbée, ne l'entend pas ainsi. Puisque c'est l'autorité qui protège les « melons », on fait sa justice soi-même. Les rafales vont souvent éclater dans les jours qui suivent. Le bilan, dressé par les hommes de l'A.L.N. qui, pour la première fois dans le Constantinois, procèdent à un travail de recensement énorme, douar par douar, mechta par mechta, est de 12 000 morts et disparus. Des listes avec les noms et les adresses sont établies. Irréfutables.

C'est la réédition de Sétif en 1945. Mais cette fois la répression sauvage qui a répondu à une agression atroce donne la couleur de ce que va être, sept ans durant, la guerre d'Algerie : rouge sang et gris-noir.

Prévenu immédiatement, Soustelle se rend à Constantine accompagné d'Eydoux. Il y arrive en fin d'après-midi. C'est la stupeur. Une ville déserte. Des rues où il ne reste que les débris abandonnés par une foule prise de panique. Les volets sent clos. Les rideaux de fer baissés. Seules les patrouil es armées parcourent la ville. De la guerre, Soustelle n'a jusqu'à maintenant connu que les P.C. du bled, l'armée en campagne. Il découvre une ville terrorisée, en état de siège ! Mais le grand choc c'est le dimanche matin que le gouverneur général le subit. Un choc décisif. À Aïn-Abid, à El-Halia on lui montre tout. Les cadavres égorgés, les enfants en bas âge le ventre ouvert, les femmes au sexe élargi,

les hommes mutilés. Il voit les mares de sang. Il entend les cris déchirants des familles des disparus. Il comprend l'accablement, la terreur des survivants. Un cyclone s'est abattu sur ces villes paisibles. La haine est là. À fleur de parole, à fleur de peau. Confiance, espoir, paix, tous ces mots que l'on emploie dans les discours depuis février 1955, seraient, dans l'ambiance qui règne dans le Nord constantinois, les détonateurs d'un drame que Soustelle, bouleversé par la vue des cadavres européens, pressent pourtant. La ratonnade couve. Se déchaîne par endroits. Dupuch et les militaires le savent. On liquide à tour de bras.

À Philippeville, lors des obsèques, c'est l'incident qui résume toute la situation. Soustelle, qui s'est repris — à El-Halia il était retourné, au bord de la nausée, transporté de rage aussi —, a déposé avant de quitter la ville une gerbe devant les dépouilles des victimes, puis il a regagné Alger. Dupuch le représente au cimetière. Sur trois rangées les cercueils sont recouverts de fleurs ; entourés de toute la population. Les scènes qui se déroulent sont atroces. Une mère, Mme Rodriguez, folle de douleur, hurle le nom de ses quatre enfants massacrés. Plus loin, une jeune femme, le visage livide, hiératique, se tient près d'un cercueil. Des larmes silencieuses roulent sur ses joues creusées. Son mari, l'un des douze militaires tués le 20 août, va dans quelques instants reposer pour toujours dans le cimetière de Philippeville. Puis, soudain, à la douleur la plus digne, succède la haine la plus violente, la plus exacerbée. Tous ces hommes en chemise, les mâchoires bloquées, les yeux brûlants, se libèrent. Laissent crier leur ressentiment. La colère se déchaîne contre les autorités. Contre Dupuch, qui est accusé d'avoir mal assuré la protection des Français, d'avoir toujours refusé des armes. Contre Soustelle aussi. Les gerbes sont piétinées. Un Français de Philippeville M. de Angelys s'y emploie avec acharnement. Le maire, Benquet-Crevaux, arrache les inscriptions des couronnes officielles : le gouverneur général. Les rubans tricolores ou violets sont lacérés.

Les rapports qui arrivent à Alger sont clairs. Deux réactions après ces massacres : la grande majorité des Européens se laisse aller au chagrin, au désespoir, à l'indignation. Ils ont peur. Ils se barricadent. C'est ce que Soustelle a vu à Constantine. Deuxième réaction, terriblement dangereuse celle-là : la vengeance aveugle. Certains parmi les Européens les plus influents veulent exploiter l'incident — et là Soustelle est formel — pour prendre position contre « le gouvernement et ses réformes dont on voit où elles nous mènent. » Ce sont eux qui dirigent les ratonnades. Ils y voient l'occasion de devenir « importants ».

Soustelle a, dans les heures qui suivent son retour, le souci pressant d'interrompre les représailles. À Philippeville, d'après les rapports de l'administration, les ratonnades sont importantes. Toutes les réserves militaires sont concentrées sur la région, en particulier à El-Halia et à Oued-Zenati. On donne des ordres au colonel Mayer et à ses paras pour désarmer dans la mesure du possible les Européens les plus excités. Mais parallèlement à ces mesures, la plupart des prisonniers faits ce 20 août sont fusillés ! Des mechtas dont étaient originaires certains assaillants sont détruites au mortier. L'ordre vient de Soustelle. Et la rédaction du communiqué lui donne bien des soucis. Mais les femmes et les enfants ont été évacués. Alors que demander de plus ?

Le bilan de ces journées est donc de 71 morts européens et de plusieurs milliers d'Algériens. La terreur règne dans le Constantinois, mais cela va beaucoup plus loin. Après le 20 août, plus rien n'est pareil. C'est la coupure nette et franche. C'est la vengeance immédiate et aveugle : en tuer le plus possible. Dans toute l'Algérie il n'y a plus un Européen — dans les jours qui suivent le massacre — qui ne pense, en voyant un Algérien, même s'il le connaît, même s'il l'aime bien : « Après tout, lui aussi va peut-être en faire autant. Lui aussi peut m'égorger. » Il y a quelque chose de changé. Le but de Zighout est atteint : faire peur. Le fossé se creuse, s'élargit. On commence à sentir l'insécurité. Cette fois, on prend au sérieux cette « insurrection » du 1er novembre. Cela tourne mal. Pour la

première fois, l'ensemble du pays vit dans une atmosphère de guerre. Patrouilles. Contrôles incessants. Barrages militaires à Alger et sur les routes du bled.

Chez Soustelle aussi, il y a quelque chose de changé. D'abord c'est la panique au sommet civil et militaire. L'affolement. Les responsables se demandent si l'armée ne devrait pas prendre le pas sur la police, le militaire sur le civil. La réponse est encore négative. Il faudra attendre Lacoste et des unités efficaces — les paras — pour prendre pareille décision. Soustelle vit personnellement une période de grand désarroi intellectuel. Il confirme le virage amorcé devant le corps de l'administrateur Dupuy. À El-Halia, devant les cadavres éventrés, ç'a été le choc décisif. Soustelle est traumatisé, choqué — au sens médical du mot — par l'indicible horreur du massacre. C'est l'intellectuel humaniste face à la sauvagerie barbare. C'est aussi l'homme d'ordre qui se révèle définitivement. Lorsqu'il lit l'article de son ancien collaborateur Vincent Monteil, il s'écrie : « Je ne marche pas. »

« Depuis l'abominable règlement de comptes du 20 août, écrit Monteil sous le pseudonyme de François Sarrazin dans la revue *Esprit*, les frénétiques des deux camps n'admettent pour leurs adversaires aucune explication, aucune excuse. Et pourtant, ce jour-là et depuis, a-t-on perpétré, de part et d'autre, autre chose que le massacre des innocents ?... D'autres se sont demandé d'abord à quel degré d'exaspération de paisibles fellahs avaient dû en arriver pour commettre des actes aussi révoltants. Jusqu'ici rien n'a été proposé qui dépasse le couplet traditionnel sur les “foules musulmanes fanatisées”. Alors que la vraie raison d'une pareille explosion de haine n'est autre que le choc en retour des crimes commis et des humiliations subies : le moment est venu où plus personne ne peut les supporter ! »

Connaissant les détails de la préparation du 20 août chez Zighout et Ben Tobbal, on voit à quel point les réflexions de Monteil sont justes et pleines de bon sens. Mais Soustelle ne veut rien en croire : il est certain d'avoir raison. Il poursuit sa politique : troisième force et intégration. Sans vouloir, moins que jamais maintenant, « ouvrir le dialogue avec des assassins ».

Pourtant est-il si certain que cela d'avoir raison ? On peut se poser la question. Car il est entouré d'hommes en qui il a une confiance absolue, qui ne se font aucune illusion et expriment sans fard leur opinion. Eydoux, le conseiller sûr : « Après le 20 août, c'est foutu car nous avons vu la cruauté. Nous avons vu ce qu'ils sont capables de faire : lever des milliers d'hommes qui vont au combat sans armes avec la mentalité fanatique de la guerre sainte. Alors, c'est foutu. Il n'y a plus rien à espérer. » Pour eux, il faut donc les réduire jusqu'au dernier. Par tous les moyens. Terreur pour terreur. Et empêcher à tout prix la population de les suivre. Par la crainte.

On sait, par les ordres donnés, par les télégrammes secrets numérotés que nous avons reproduits, par les directives au général Allard, que Soustelle, promoteur de la politique de la « responsabilité collective », partage totalement leurs idées. C'est sûr maintenant, l'homme est d'ordre avant d'être de justice. En outre, Soustelle joue l'intégration et la troisième force. Il développe cette troisième force après le 20 août alors qu'il sait pertinemment que le plus raisonnable, le plus modéré, le plus représentatif des leaders algériens, Ferhat Abbas, est en relation étroite avec le F.L.N. « Ferhat Abbas ne passe au F.L.N., expliquera toujours Soustelle, que sous l'effet de la peur, après le 20 août, après que le F.L.N. a supprimé à Constantine ce neveu qu'il aimait comme son fils. Il a eu peur de subir le même sort. » Alors qu'il sait que cela est faux comme le prouve sa lettre personnelle à Bourgès, publiée ici pour la première fois[11]

Certains ne s'y trompent pas. Sérigny, jusque-là opposé à Soustelle, « bascule » et soutient désormais la politique du gouverneur. Il lui apporte en même temps la caution des grands féodaux dont il est le « haut-parleur ». L'impact du 20 août a été si fort que certains milieux européens

prennent peur. En particulier ceux qui voyaient en Soustelle le « gaulliste-mendésiste venu pour brader l’Algérie ». L’attitude du gouverneur est ferme. Il faut le soutenir. Il est plus prudent de jouer avec lui.

De son côté, Mme Soustelle, qui est née en Tunisie et n'est pas, depuis son arrivée, insensible à la bonne société algéroise, a effectué dans les salons un travail qui aujourd’hui « paye ». Elle a fait connaître son mari. Il n’est pas l’homme de gauche qu’on croit.

Une autre personnalité va jouer un grand rôle auprès du gouverneur général : André Achiary. C'est un ancien du B.C.R.A., dont Soustelle a été le patron. Un curieux personnage. Un de ces aventuriers comme on en trouve dans les romans de Malraux. Il a fait une guerre magnifique. Agent extraordinaire, c’est l’homme d’action qui n’a jamais « loupé » une mission. Dans cet extraordinaire « merdier » qu’était Alger entre 1942 et 1945, il a joué un rôle aussi effacé en apparence qu’efficace dans la réalité. Bon nombre de cadavres, agents ennemis doubles, triples, retrouvés dans la baie d'Alger étaient dus à l'équipe d’Achiary. Il était très lié — à cette époque — avec Jacques Chevallier, encore agent du B.C.R.A. avant de devenir maire d'Alger. Il a rendu des services de toute sorte. C’est avant tout l’un des plus remarquables soldats de l’armée secrète d’Algérie. Mais la guerre est terminée. Les héros sont fatigués. Il est dur de se recaser dans la vie civile après avoir connu la puissance et les largesses des services secrets. Achiary est nommé sous-préfet de Guelma. Et c’est le 8 mai 1945. Les massacres de Sétif. Tout comme cela vient de se produire dans le Constantinois. Cette fois 104 Européens ont été assassinés. La répression a été horrible. « 25 000 Arabes liquidés », dira officieusement le général de gendarmerie Tubert. « 45 000 », répliqueront les nationalistes. Les faits se reproduisent en Algérie avec une tragique similitude. En 1945, Achiary a pris la tête de la répression. Et l’on voit qu’il a réagi durement. Il a tué à tour de bras, suivi de la population européenne. Pourquoi se priverait-elle devant l’exemple que lui donne l’autorité officielle qu’il représente ? Mais il a été un peu fort. Et il est suspendu. Avec deux plaintes : l’une pour les « affaires de Guelma », l’autre pour avoir interrogé trop brutalement des membres du P.P.F. de Doriot parachutés sur la fin de la guerre par les Allemands. La seconde inculpation fait oublier la première. En interrogeant les espions, Achiary a fait son devoir. On passe l’éponge sur Guelma. Jacques Chevallier, secrétaire d’État à la Guerre, fait signer son élargissement et lui permet de reprendre pied dans la vie civile.

Mais l’homme, intelligent, décidé, qui a goûté en quelques années à toutes les drogues, à toutes les sensations, est marqué à jamais. Il s’occupe à Alger d’une affaire de construction qui ne marche pas très bien. Mais surtout il fait de la politique. Et à Alger, faire de la politique, cela signifie se mêler à de sombres tractations où l'influence des agents secrets, des groupes de pression, est immense. Un milieu où Achiary se sent dans son élément. Il né peut qu’y être heureux et influent. Il va rendre d'immenses services. Son ancien patron du B.C.R.A. est là, à la tête du Gouvernement général. Il se met à ses ordres. Son rôle sera occulte. Etablissant des contacts. Menant des opérations où sont mêlés les services spéciaux. Prenant une part active à la constitution des réseaux antiterroristes. On va retrouver le nom d’Achiary dans tous les rapports sur la Main-Rouge, sur les groupes ultras, sur les ratonnades. Son chef-d'œuvre sous le règne de Soustelle restera dans toutes les mémoires : c’est lui qui organisera les « adieux déchirants du peuple d'Alger au gouverneur général » avant d’organiser d’autres jeux plus discrets mais autrement plus meurtriers que nous suivrons au fur et à mesure de leur déroulement.

En septembre, Jacques Soustelle pousse sa grande offensive pour *l’intégration*. Il sent que

maintenant il faut aller vite. Il dépose sur le bureau de l'Assemblée algérienne les projets qu'il entend voir adopter et qui tendent à accentuer l'intégration de l'Algérie à la France par l'application effective du statut de 1947. Ces textes prévoient, d'une part, la suppression progressive des communes mixtes, la séparation du culte musulman et de l'État, l'enseignement de la langue arabe, d'autre part, une meilleure exploitation des terres et l'accession d'un plus grand nombre de musulmans à la propriété. On est en septembre 1955. Il y a bientôt un an que la révolution a éclaté. Les troupes françaises ont été portées à 160 000 hommes. Le commandant en chef, Lorillot, en voudrait cent mille de plus pour avoir quelques chances d'endiguer la rébellion. Et on en est toujours à discuter le statut voté de 1947 !

Car on discute sérieusement ! Ces réformes sont pourtant bien anodines. Cela n'empêche pas les élus du premier collège de manifester leur inquiétude devant une accentuation de l'intégration. Laquière dépose un projet comportant un certain nombre de réformes : entrée plus large des musulmans au premier collège, remplacement du gouverneur général par un ministre de l'Algérie assisté de deux secrétaires d'État, un Européen, un musulman, et d'un Conseil de l'Algérie désigné par l'Assemblée algérienne. Le « président » Laquière deviendrait-il libéral ? Large entrée des musulmans dans le premier collège ? Il s'agit simplement pour ces vieux renards de la politique algérienne d'une manœuvre dilatoire destinée à retarder l'examen des projets Soustelle dont certains pourraient entrer en application dès leur approbation par l'Assemblée algérienne !

Soustelle souhaite des préfets algériens — européens ou musulmans —, il a déjà procédé à la mise sur pied d'une promotion d'administrateurs à sous-préfets. Il doit, pour que son projet d'intégration ait une quelconque chance de réussite, s'appuyer sur des cadres locaux musulmans. Malheureusement, le tour en est vite fait. Ecartant les illettrés, les folkloriques et les corrompus, il ne reste pas grand monde : Bouakouir, le seul haut fonctionnaire musulman du G.G. ; Ould Aouda, le Dr Smati, Mostefa Tamzali, et surtout Ferhat Abbas et Abderrahmane Farès.

Soustelle qui avait fait son choix avec Ferhat Abbas doit le réviser maintenant que le pharmacien de Sétif a des contacts certains avec le F.L.N. Il se tourne vers Farès, Kabyle sympathique, malicieux, rondouillard, malin, éloquent. Au fond un véritable conseiller général radical-socialiste de métropole.

« Je voulais leur donner confiance en eux-mêmes, me dira Jacques Soustelle. Je voulais leur montrer les cadres de demain. Mon idée était de m'en aller en laissant Farès. »

On est confondu par l'étroitesse du choix « musulman » laissé au gouverneur : une demi-douzaine de noms ! Tous les autres sont des « illettrés, folkloriques, corrompus... » ou F.L.N. !

Abane, qui est maintenant organisé à Alger, qui a avec Ouzegane, Lebjaoui, Ben Khedda et quelques autres une équipe « politique et intellectuelle », contre-attaque immédiatement. Il faut mettre en échec cette tentative de Soustelle. Il faut faire en sorte que le mot d'ordre : « Le F.L.N. est le représentant authentique et exclusif du peuple algérien » devienne une évidence poulies dirigeants français. Le Front lance alors une campagne de non-collaboration avec l'administration à tous les échelons. On explique que « tous ceux qui se feraient les complices d'une importante collaboration avec les autorités en donnant l'illusion d'une possibilité de création de troisième force deviendraient les ennemis du peuple et subiraient la colère des militants ». Sous-entendu : ils risquent leur peau. La campagne se développe sous forme de tracts, de lettres personnelles, de visites. Les conseillers municipaux démissionnent en grand nombre : certains par conviction, la plupart par peur. L'administration reçoit le choc en retour de la politique de l'élu choisi, imposé. Celui-ci ne va pas risquer sa vie pour une cause à laquelle il ne croit pas. Quant aux intellectuels musulmans, Abane et Ben Khedda les incitent à prendre position pour le F.L.N. La révolution prend de l'ampleur. Le

ralliement officieux de Ferhat Abbas, considéré comme Français et qui, chez les intellectuels, exerce une grande influence, est un apport considérable au mouvement. Le F.L.N. réussit en ce mois de septembre un extraordinaire travail de propagande en profondeur couronné par la motion des 61. Ce sera le premier coup du glas sonné à la mémoire du projet d'intégration Soustelle.

Le 26 septembre, la veille de l'ouverture de l'Assemblée algérienne, une réunion des élus musulmans du second collège est organisée à Alger par le député constantinois Ben Djelloul. Ben Djelloul est un de ces députés à la botte de l'administration, laquelle joue avec lui depuis bien longtemps. Un jeu rémunérateur qui plaît à ce spécialiste du « Muselez-moi ou je crie... » Il fait dans l'agitation politique dans le seul dessein d'obtenir des subventions françaises. On le muselle facilement avec quelques liasses en échange de votes dociles quand le moment s'impose. Mais en ce mois de septembre 1955, il a la trouille, Ben Djelloul. Une peur blême. Pour sa peau. Pour ses biens. Il lui faut absolument redorer son blason face à ses frères ; ces électeurs qu'il a si mal représentés mais qui ont tant fait — grâce au gouvernement français — pour sa fortune. Il se pose par prudence, car il a, lui aussi, reçu les avertissements d'Abane, en champion, en défenseur de la population musulmane. Ben Djelloul, après une discussion interminable, fait voter par 10 députés musulmans sur 15, 5 sénateurs sur 7, 4 conseillers de l'Union française sur 7 et 42 délégués à l'Assemblée algérienne une motion qui « dénonce la répression aveugle appliquant le principe de la responsabilité collective à des populations sans défense... et constate que la politique dite d'intégration, qui n'a jamais été sincèrement appliquée, est actuellement dépassée ».

Les « Soixante et un » se proposent de donner lecture de leur motion à l'Assemblée algérienne, le lendemain, puis de quitter la salle des séances, mettant ainsi l'Assemblée dans l'impossibilité de discuter valablement des textes présentés par le gouverneur général.

La motion fait l'effet d'une bombe. C'est l'indignation du côté européen. Une indignation tempérée par une joie secrète pour les plus ultras. « Ils font capoter eux-mêmes ces réformes que nous voulions combattre, les imbéciles. » Triomphe passager...

Le gouverneur général pique une de ces colères froides qui terrifient ses familiers. Il est évident pour Soustelle que si l'Assemblée algérienne se réunit, tout le plan de réforme sera par terre tant le tumulte sera grand. Et son plan de réformes, il veut le sauver, Soustelle ! Alors il ajourne purement et simplement la session. Il sauve les meubles en évitant que le plan des réformes ne soit repoussé dans des conditions tumultueuses et indécentes.

Farès lui donne un coup de main, avec courage semble-t-il. À la radio, il explique qu'il a dû, comme les assistants à la réunion, se rallier à l'avis de la majorité, mais il revient sur sa signature et quitte avec éclat le Comité des 61. Il réclame « l'intégration loyale, franche et complète dans la République indivisible, et ceci dans le moindre délai ».

Soustelle, fort de la déclaration d'Edgar Faure — « Notre but est de parvenir à l'intégration complète » —, se réserve la possibilité de faire voter les réformes directement, sans discussion devant l'Assemblée algérienne, par le Parlement français qui reste souverain pour tout ce qui touche à l'Algérie. Mais déjà à Paris la presse parisienne titre : « La majorité des musulmans refuse l'intégration. » Deuxième coup du glas.

Dupuch, le préfet de Constantine, admet sur place qu'« à partir de la dissidence, des attentats, l'intégration est dépassée car les interlocuteurs sont incrédules. On se casse le nez à trouver des hommes valables. Les intermédiaires musulmans qui veulent se « mettre en avant » et établir le contact n'ont aucune audience »...

Eydoux lui-même, l'homme de confiance, n'y croit plus ! « C'est un rêve. Il est impossible d'intégrer « à charge » dix millions d'Algériens. Sans compter — et Dieu sait si cela compte — qu'il

y aurait en plus cent députés au Parlement. Quant aux Européens, aujourd'hui, ils défendent l'intégration tout en la refusant pour des motifs diamétralement opposés à ceux des musulmans ! »

Encore une fois, Jacques Soustelle se fait-il réellement des illusions sur les chances de succès de son projet ? En apparence, oui. Sa conduite le prouve. Mais lorsqu'on se plonge à nouveau dans les documents secrets, leur lecture laisse rêveur. Le télégramme transmis le 29 septembre à 15 h 10 par le service du chiffre sous le n° 01820 adressé par Soustelle au ministre de l'Intérieur Bourgès-Maunoury montre que le gouverneur ne se fait guère d'illusions sur les hommes qui pourraient constituer une troisième force destinée à soutenir l'intégration. Rendant compte de la situation, Soustelle écrit :

« Parmi les élus musulmans se dessinaient des jeux parfois contradictoires dans lesquels les situations personnelles et les rivalités restaient prépondérantes. Le président Saïah restait l'arbitre entre les deux collèges, mais il n'avait pas caché qu'il suivrait les élus du second collège dans leur départ spectaculaire. La lutte sourde qui oppose l'un à l'autre les présidents Saïah et Farès devenait violente bien que non publiquement affirmée. Elle est sans doute une des raisons de la déclaration vibrante de Farès en faveur de l'intégration... La plupart des élus sentent que leurs assises électorales sont faibles et ils cherchent confusément à rallier une opinion musulmane avec laquelle ils n'ont guère d'attaches... L'organe moteur de l'agitation reste le comité permanent de coordination comprenant Mesbah, Ould Aouda, Ben Djelloul, Arzour, Benchenouf, le sénateur Tamzali, Sator et Ahmed Francis... »

Malgré tout, Soustelle veut vraiment « sauver les meubles » ! Il conclut :

« Les élus musulmans adoptent dans leur majorité la formule de l'intégration mais insistent pour que celle-ci soit appliquée avec sincérité et rapidité, tout en admettant de nécessaires étapes. Ils soulignent que le gouvernement et le Parlement doivent prendre sans délai une ferme position sur la question. Cette tendance s'affirme avec une force que je me dois de souligner. »

Soustelle est bien décidé à faire aboutir coûte que coûte son plan de réformes. D'autant qu'il prépare quelques opérations de services spéciaux qui porteront à la rébellion des coups décisifs. Ceux-ci conjugués à des réformes sincères rétabliront sans nul doute le calme dans les départements français d'Algérie. Ces bottes secrètes ont pour nom : Yacef Saadi et opération « Oiseau bleu ».

Les « conseillers techniques » experts en services spéciaux du cabinet Soustelle avaient monté autour du manifeste des Soixante et un une opération dont ils n'étaient pas mécontents. En réponse à la décision prise par les parlementaires et délégués musulmans à l'Assemblée algérienne de refuser de discuter du projet Soustelle, ils avaient envoyé aux béni oui-oui de l'Assemblée un avertissement sous forme de tract ronéotypé à en-tête du F.L.N. rédigé dans le style des clandestins. Ce tract devait ramener sous la houlette de Soustelle ceux qui « à la suite d'un égarement passager » s'étaient éloignés du droit chemin ; d'après le tract, leur attitude ne leur vaudrait aucune « circonstance atténuante ». Malheureusement, la censure postale, établie secrètement depuis quelques semaines, n'avait pas été prévenue de la supercherie. Elle s'était donc empressée d'arrêter toutes les lettres qu'elle avait pu saisir au passage et, triomphante, avait fait son rapport au cabinet. Fureur ! Explications données, les lettres étaient reparties mais non sans qu'Abane eût été prévenu — par quel canal ? — de la manœuvre. Le Front n'allait pas laisser passer une si belle occasion ! Il publia un tract moqueur racontant l'histoire. « Le normalien Soustelle, l'érudit Soustelle est vraiment un médiocre politique, un mauvais psychologue et un malhonnête homme », concluait le rédacteur du tract. Quant à la position du F.L.N. face à la nouvelle attitude des élus, elle peut se résumer ainsi :

« Tout d’abord nous nous réjouissons (sans toutefois nous faire trop d’illusions) de voir ceux sur qui le colonialisme comptait pour se maintenir en Algérie faire publiquement leur *mea culpa* et condamner la politique dite d’intégration. Mais nous croyons que cela ne suffit pas. Les élus doivent, s’ils veulent que le peuple leur pardonne leur néfaste passé, déclarer hautement que l’unique solution du problème algérien réside dans la reconnaissance par la France de notre droit à la liberté et à l’indépendance. »

L’ironie acide du tract qui apportait la preuve que non seulement le Front était bien implanté à Alger mais qu’il avait des antennes dans tous les milieux fut un peu adoucie au cabinet du gouverneur par l’espoir immense que suscitait l’opération Yacef Saadi. En effet, celui que les journaux, lors de son arrestation, avaient baptisé « chef du C.R.U.A. d’Alger » était en liberté !

En prison, à Barberousse, Yacef n'avait apporté aucun renseignement nouveau à la police. Le juge Bérard l’avait interrogé à plusieurs reprises sur l’organisation du F.L.N. Ce n’était pas que Yacef ne voulait pas parler — ça, je vous le jure, monsieur le juge —, c’est qu’il ne savait rien. Il avait hébergé Rabah Bitat dont il ignorait même le nom, mais il ne l’avait fait que sous l’effet de la contrainte. Le juge Bérard ainsi que les policiers des R.G. avaient rapidement jugé le jeune homme intelligent, très détendu, apparemment sincère. « On pourrait s’en servir comme appât », avait lancé un inspecteur. Le cabinet Soustelle avait accepté le plan des policiers. Il suffisait de convaincre Yacef de travailler pour la police en échange de sa liberté et, éventuellement, de compensations sonnantes et trébuchantes. Cela ne semblait pas impossible. Au cours de ses différents interrogatoires, Yacef n’avait pas paru aux inspecteurs être un dur, un convaincu. Il n’avait récité aucun de ces couplets nationalistes que certains « irrécupérables » brandissaient comme une bannière. Au contraire, un type compréhensif et qui pourrait devenir coopératif !

Yacef Saadi prit les devants. C’est lui qui proposa au juge Bérard de travailler pour la police française en échange de sa liberté. Le juge accepta.

« Je veux bien te faire remettre en liberté, Yacef, dit Bérard, mais un faux pas et je te recoince. Et cette fois, tu ne t’en sortiras pas facilement. Crois-moi, nous t’aurons à l’œil. Cela dit, si tu joues le jeu, tu bénéficieras de toutes nos protections. Maintenant, écoute : tu vas reprendre contact avec le F.L.N. et tu feras ce qu’ils te diront de faire. Ce que je veux, c'est les têtes. Une des têtes pour commencer : Krim, Ouamrane ou Abane.

— Qui c’est celui-là ? feignit Yacef.

— Un nouveau que nous avons identifié. C’est un de nos anciens pensionnaires. Et c’est peut-être le plus dangereux. Renseigne-toi et surtout renseigne-nous. »

Avant que Yacef eût été élargi, l’état-major du Front d’Alger était prévenu ! Décidément, l’infrastructure devenait solide dans la capitale. C’est Bitat qui, de l’intérieur de la prison de Barberousse, prévint ses compagnons par l’intermédiaire de son avocat M[e] Ben Toumi : « Yacef a trahi. Il sort... »

Immédiatement, Ouamrane convoqua le groupe action de Fettal : à Bouchafa revint la mission de descendre Yacef. Mais le petit Bouchafa n’avait pas oublié sa mésaventure. Lui aussi avait failli être liquidé. Il le rappela à Ouamrane :

« Si tu ne m’avais pas réceptionné au maquis, j’y passais. Non ? Abane voulait ma peau parce que, selon lui, j’avais trahi. Or je n’avais pas trahi. Pour Yacef, c’est peut-être la même chose. Moi, je n’ai eu aucun contact avec lui. Fettal et moi ne connaissons que H’Didouche, son beau-frère. Que les hommes de son groupe descendent Yacef. Moi je ne peux juger de son travail. »

Ouamrane, furieux, n’insista pourtant pas, Bouchafa avait trop mauvais caractère. Et puis Ouamrane obéissait lui-même à Abane et à KriM. On allait discuter. Dès sa sortie de prison, Yacef,

qui prévoyait les réactions du Front, dut aller très vite. S'il ne prévenait pas rapidement Krim, Abane et Ouamrane de son double jeu, il se retrouverait en moins de temps qu'il ne faut pour le dire avec une balle dans la tête. Yacef prévint immédiatement son beau-frère H'Didouche. « Il faut que tu expliques tout mon plan aux responsables. » La réponse vint très vite : Yacef était convoqué par Ouamrane à Bordj-Menaïel. « Dans la ferme d'Ahmed Mohamed, à deux kilomètres au sud-ouest de Bordj », précisa H'Didouche.

Les explications de Yacef convainquirent Ouamrane :

« J'ai joué cette carte uniquement pour me faire libérer. Il n'est pas question de respecter le marché conclu. Sinon, réfléchis, je ne vous aurais pas alertés immédiatement ! »

En revanche, ni Krim ni Abane ne furent si faciles à convaincre. Ouamrane, aidé de H'Didouche et de Chaïb Ahmed, qu'on appelait le Corbeau, les rencontra dans un appartement du Telemly. La conversation fut orageuse. Abane ne voulait rien entendre. Ouamrane se servit de l'exemple de Bouchafa.

« Celui-là, dit-il, si on l'avait supprimé lorsqu'on l'a convoqué au maquis on aurait été bien avancé.

— Tu fais bien de prononcer son nom, rugit Abane. On lui a confié la mission de descendre l'inspecteur Arbane. Il n'en a pas été capable. Une fois, paraît-il, la cartouche était mouillée, la seconde M. Bouchafa a hésité. Eh bien, moi, je n'hésite pas. Liquidons Bouchafa et Yacef. Bouchafa pour avoir failli à sa mission, Yacef pour trahison. C'est tout ce que j'ai à dire à propos de ces deux misérables ! »

La justice d'Abane était expéditive. Pourtant Ouamrane, H'Didouche et Chaïb obtinrent sinon le pardon, du moins le sursis pour les deux hommes. On convint de les mettre à l'épreuve. Selon les résultats obtenus, une décision serait prise. Au mois de septembre 1955, ceux qui vont être les chefs des commandos les plus meurtriers d'Alger viennent de sauver leur peau. Il semble qu'Abane ait cédé devant la détermination du beau-frère de Yacef, H'Didouche, et de son copain Chaïb. Si on liquidait Yacef, il faudrait se débarrasser également de ces deux-là, et comme c'étaient eux qui s'occupaient directement du recrutement de la Casbah...

Abane n'était pas de bonne humeur en allant au rendez-vous qu'il avait fixé à Lebjaoui. Là, il ne s'agissait plus d'histoires d'hommes de main, de liquidations, mais des grandes options politiques. Lebjaoui faisait partie de son équipe intellectuelle, il avait besoin de lui exposer les idées qu'il comptait développer au cours des mois qui venaient. Accaparé par le quotidien, il n'avait plus le temps de réfléchir aux grands problèmes. Ces dernières semaines tout avait été tellement vite ! Le 20 août avait surpris tout le monde. Il avait fallu exploiter l'extraordinaire retentissement soulevé par l'action de Zighout. Abane avait tout de suite essayé d'établir une liaison avec le chef de la région 2. En vain. Le quadrillage était tel qu'aucun étranger à la région ne pouvait pénétrer dans le Constantinois sans être immédiatement repéré. Quant aux maquisards de Zighout, ils devaient se terrer.

Le 20 août avait non seulement attiré définitivement l'opinion algérienne sur la réalité d'un mouvement de libération, mais encore l'opinion métropolitaine et mondiale. L'action du 20 août avait fait par ses excès même les titres de tous les journaux du monde. Il avait fallu en arriver là pour que l'on cessât de mettre en doute la réalité de la révolution. C'était la preuve qu'il fallait dès maintenant développer l'action politique sur une grande échelle. La motion des Soixante et un était une première victoire.

Abane entra dans une discrète villa des hauts d'Alger. Lebjaoui l'attendait. Dans l'entrée, deux hommes de protection, la mitraillette à la main, veillaient. Entre Abane et Lebjaoui s'était tout de

suite établie une grande sympathie. Ils s'entendaient, se comprenaient, se complétaient. C'était affaire de culture, de goûts, d'affinités. Avec les « militaires », Krim, Ouamrane, Abane ne pouvait discuter sur le même plan. Il se sentait moins à l'aise. Moins en confiance. Et ces maquisards qui pensaient avant tout à l'action militaire l'agaçaient un peu. Encore que Krim ait tout de suite compris l'importance de la politique dans la réalisation de leur but. Tandis qu'avec Lebjaoui, Ouzegane, Ben Khedda même, qui maniaient plus facilement la dialectique que la mitraillette, il se sentait à son affaire. Et puis avec eux, c'était lui le chef. Krim, autorité incontestée sur le plan militaire, avait fait la plus entière confiance à Abane sur le plan politique. La tête politique de la révolution, c'était Abane.

Lebjaoui entama immédiatement la discussion sur le 20 août. Il regrettait non le soulèvement, mais la façon dont les Européens avaient été assassinés.

« C'est, dit-il, donner des armes à la colonisation. Le F.L.N. : tous des sauvages.

— Tu sais bien que, aujourd'hui encore, nous n'avons aucune liaison avec le Constantinois, répliqua Abane, et là-bas ils ont agi de leur propre chef. Mais la direction du Front, c'est-à-dire nous, doit assumer les fautes commises. Nous ne sommes pas animés par le désir de multiplier les souffrances, mais les nécessités de la lutte nous obligent — par la force des choses — à laisser une grande marge d'initiative aux chefs locaux. L'important était d'installer l'insécurité pour les Européens. Jusque-là ils pouvaient faire ce qu'ils voulaient, maintenant c'est changé !

— Mais massacrer des enfants est — en plus de l'inhumanité — une faute psychologique grave !

— Bien sûr. Mais va dire à ceux qui subissent la répression de « trier » leurs victimes ! D'après les journaux, c'était la folie furieuse. Et ce qui s'est passé en juillet dans le Constantinois où quinze personnes, tous des Arabes, hommes, femmes et enfants, ont été mitraillées par les occupants d'une voiture européenne, c'était joli ? Il n'y a eu que deux survivants pour raconter l'histoire. Mais ça, on ne l'écrit pas dans les journaux et on ne croit pas ceux qui en parlent. Terrorisme. Contre-terrorisme. C'est l'enchaînement de la guerre dans laquelle nous nous sommes lancés.

— Essayons tout de même de n'organiser des expéditions punitives que contre les Européens qui aident la police et les militaires ou qui font du contre-terrorisme. Rien qu'à Alger nous aurions fort à faire. Ainsi on éviterait que la vengeance aveugle ne frappe ceux des Européens qui ne sont pas pour la colonisation. »

C'était là le problème qui obsédait Lebjaoui, fort lié avec beaucoup d'Européens libéraux et qui pressentait la rupture complète de tout échange si les attentats aveugles se multipliaient. Heureusement, à Alger, rien ne s'était encore passé. Abane, à la grande surprise de Lebjaoui, ne le suivit pas dans ce raisonnement. Pour lui, tous les Européens d'Algérie étaient contre le peuple algérien. Il fallait les considérer collectivement et individuellement comme des ennemis. Il se référa à Sétif où « des libéraux, des communistes même, avaient fait des cartons sur les Arabes... ». Détacher certains Européens de la colonisation, c'était une chimère.

« Mais le Front, répliqua Lebjaoui, doit être le seul représentant authentique du peuple. Et tu ne dois négliger aucun des aspects du travail politique indispensable. Bien sûr qu'on n'arrivera jamais à entraîner la sympathie de la masse des Européens pour le Front, mais dans la mesure où l'on peut dissocier certains Européens de la grosse colonisation, la tâche nous sera plus aisée. N'oublie pas la France. Notre action, quand elle sera spectaculaire, sera analysée par tous ceux qui s'intéressent à la politique algérienne. Il faut donc éviter de donner à la lutte tout caractère social ou religieux. Ce doit être une lutte de libération véritable. »

Après une longue discussion, Abane reconnut la justesse de la position de Lebjaoui. Tout ce qui devait être tenté pour aider et soutenir politiquement la lutte armée devait l'être avec acharnement.

Ce jour-là, Lebjaoui devait constater à quel point Abane avait une vision large de la révolution. Le chef politique d'Alger avait besoin de parler et — contrairement à ce qui était la règle — il prolongea l'entretien avec Lebjaoui pour parler non du présent, mais de l'avenir. Pour lui, la révolution algérienne, une fois le colonialisme abattu, devrait apporter au peuple non seulement la liberté, mais ce qu'il appelait déjà la « démocratie économique » qui seule pouvait donner à l'homme — avec la liberté — le sens de sa dignité. La justice sociale avait un contenu précis et révolutionnaire ; la société algérienne devait être transformée. Sans nier la respectabilité des valeurs traditionnelles de la société arabo-mulsulmane, il voulait que le peuple fasse irruption dans la vie moderne.

« Il avait, dira Lebjaoui, une vision grandiose de ce que pourrait être l'avenir de l'Algérie ; une vision empreinte d'une grande générosité d'âme. On sentait que tous les projets qu'il faisait pour son pays étaient réalistes, à la mesure des possibilités de notre peuple... » Ce jour-là, Abane expliqua à Lebjaoui qu'il voyait très bien l'Algérie se diriger vers la construction graduelle du socialisme sans être pour autant communiste. Compte tenu des expériences déjà réalisées dans le monde, on devait trouver une voie originale pour le pays. Sur ce point, Abane était formel :

« Le socialisme imposé, mon bon Lebjaoui, ne pourra jamais convenir à notre pays. La satisfaction des revendications légitimes des déshérités de notre peuple sera le terrain sur lequel finiront par s'opposer les éléments de progrès et les réactionnaires. Tu le vois, pour nous, le problème politique est essentiel. Mais avant d'en arriver à nos rêves, il y a des réalités beaucoup moins réjouissantes à affronter. Nous avons du travail. »

Abane était pensif en quittant Lebjaoui. Il laissa partir son compagnon, vérifia le pistolet qu'il glissa dans sa ceinture. Ce Lebjaoui était bien. Ben Khedda donnait entière satisfaction. L'équipe politique était solide. Il serait temps de la mettre au travail. Abane avait pour elle un immense projet : la préparation d'une solide charte politique du F.L.N. Une fois les liaisons établies entre toutes les régions et l'extérieur, il faudrait se réunir et tenir un véritable congrès qui donne une assise politique à la révolution appuyée par une unité d'action. On n'en était pas encore là ! Malheureusement. Regagnant son refuge, Abane pensa aux commandos. À ces types dont on lui rebattait les oreilles. Ils l'inquiétaient beaucoup. Bouchafa. Fettal. Yacef. Ces trois lascars ne lui disaient rien qui vaille. C'était à Krim et à Ouamrane, responsables militaires, de les contrôler et de les surveiller. Abane tenait moins que jamais à avoir des contacts personnels avec eux. Mais il se promit de les tenir à l'œil.

L'inspecteur Arbane faisait les cent pas devant le Monoprix de Belcourt. Il n'était pas en mission. Au contraire. Celui qui était l'un des plus hauts gradés musulmans de la police algéroise, celui auquel toutes les commissions qui se plongeaient dans l'étude des sources de la rébellion demandaient conseil, répondait à un ultimatum du F.L.N. Comme n'importe quel « élu » de l'Assemblée algérienne. La veille, il avait encore reçu une lettre du Front. C'était la seconde. La première lettre lui avait fixé rendez-vous devant le Monoprix de Belcourt et lui expliquait que les deux tentatives de meurtre dont il avait été victime n'étaient que des mesures destinées à lui prouver l'importance du F.L.N. qui frappait où il voulait, quand il voulait. Il avait répondu à la convocation. Il avait attendu près d'une heure sans que personne le contacte. Pourtant il n'avait parlé de ce rendez-vous à aucun de ses collègues. La seconde lettre du Front lui expliquait qu'on avait constaté sa présence, que c'était une preuve de bonne volonté et qu'il fallait continuer dans ce sens. Rendez-vous lui était donc donné à nouveau au Monoprix de Belcourt près du kiosque à journaux. Sous son bras, pliée dans un journal,

il y avait une liste des indicateurs musulmans d'Alger, la plupart des M.N.A., qui travaillaient pour les R.G., et des policiers européens et musulmans qui dans les locaux de la PJ. torturaient les suspects arrêtés. C'était le résultat de la première mission que lui confiait le F.L.N.

« Monsieur Arbane ! »

Le policier surpris se retourna. Le vendeur du kiosque l'appelait. ,

« C'est vous M. Arbane ?

— Oui.

— On vous demande au téléphone ! »

Et le jeune homme tendit l'appareil au policier qui le prit.

« Arbane ?

— Oui. C'est moi. Qui est là ?

— Ici l'un des amis que vous savez. Jusqu'au moment où vous raccrocherez ne m'interrompez pas. Vous allez partir d'ici, prendre la rue de Lyon jusqu'à la rue Albin-Rozet. Là, au n° 6, vous trouverez un épicier. Vous entrerez dans le magasin et achèterez quelque chose puis, en payant, vous laisserez votre journal et ce qu'il y a dedans au marchand en lui disant : C'est pour Si Moussa. À la moindre faiblesse, à la moindre tentative de trahison, on vous descend. On vous surveille. Vous avez sept minutes pour aller chez l'épicier. Vous ne devez pas vous arrêter, ni serrer la main ni adresser la parole à qui que ce soit. Vous seriez immédiatement abattu. En sortant de chez l'épicier, vous irez chemin Fontaine-Bleue. Vous y stationnerez dix minutes. Puis vous rentrerez chez vous. Allez-y. »

Et on avait raccroché. Arbane au milieu de la foule de Belcourt prit la direction du cimetière Sidi Abderrahmane, la rue Albin-Rozet était à deux blocs sur la droite de l'entrée de la mosquée.

À la grande poste, Taïeb Illoul regarda l'heure. Midi. C'est lui qui venait de donner ses instructions à Arbane. Il appela Bouchafa : « Tout est paré. » Il raccrocha immédiatement. Sa mission était terminée.

Bouchafa, qui n'était pas parvenu à abattre Arbane, avait résolu fort intelligemment de s'en servir et de le « retourner ». La liste qu'il devait apporter fournirait des objectifs d'attentats autrement importants. Bouchafa avait donc préparé ce plan pour mettre Arbane à l'épreuve. Même si celui-ci avait tendu avec ses amis de la police une souricière au Monoprix, ils ne pouvaient connaître le nouveau rendez-vous. Ni le vendeur du kiosque ni l'épicier ne faisaient partie du Front. Des anonymes dont Bouchafa se servait. Le premier guetteur vit passer Arbane rue de Lyon et le signala à Bouchafa. « Il semble tranquille. Il marche le nez en l'air comme s'il ne voulait voir personne ! » Et pour cause ! Un second guetteur signala son entrée chez l'épicier, puis sa sortie. La station de dix minutes chemin Fontaine-Bleue devait donner le temps à un agent de liaison de prendre livraison du journal et de la liste avant qu'Arbane soit rendu à une liberté « non » surveillée » ! De derrière ses rideaux, le troisième guetteur, dans son appartement du chemin Fontaine-Bleue — c'était la raison du lieu indiqué à l'inspecteur pour son attente forcée — téléphona à Bouchafa l'arrivée et le départ d'Arbane. Les dix minutes étaient respectées. Non seulement l'inspecteur n'avait parlé à personne, mais les renseignements qu'il apportait étaient de premier ordre.

Fettal et Bouchafa allaient pouvoir exécuter fidèlement — et sans erreur — les ordres d'Ouamrane qui — depuis l'histoire Yacef-Bouchafa et la colère d'Abane — contrôlait attentivement ses commandos d'Alger. Fort habilement, le chef de l'Algérois avait mis en « concurrence » les commandos de Fettal-Bouchafa et ceux que créait Yacef aidé de Chaïb et de son beau-frère H'Didouche. L'émulation serait certainement payante !

Lors d'une réunion aux Issers, le 15 octobre, Ouamrane et Krim avaient ordonné à Fettal-Bouchafa et à Chaïb le Corbeau, représentant les commandos de Yacef, d'éliminer les multiples réseaux qui à

Alger prétendaient représenter la révolution : en premier lieu le chef M.N.A., Rehani, bras droit de Bellounis, puis les hommes de Belhadj Djillali — un indicateur des R.G. qui se fait appeler Kobus —, enfin « ceux » de la liste Arbane. Comme on l'a vu, Krim avait résolu le problème du M.N.A. en Kabylie. Il souhaitait faire de même à Alger.

Bouchafa et Fettal s'étaient vu confier par Ouamrane la haute main sur tous les commandos d'Alger. Les leurs et ceux de Yacef. Ils ne se sentaient plus de fierté. Mais ils ignoraient qu'Ouamrane avait également chargé Yacef d'organiser des actions de commandos sur Alger pour « développer l'insécurité » ! Alger allait connaître dans un premier temps « les règlements de comptes entre musulmans », ignorant encore qu'il s'agissait du prélude à une insécurité complète qui se développerait atrocement quelques mois plus tard.

Le 24 novembre 1955, le commissaire du 9e arrondissement, M. Freddy, était abattu sur l'ordre de Bouchafa et Fettal par un commando dirigé par Mohamed Z'Yeux-Bleus. Le commissaire Freddy avait, selon un rapport établi par la cellule F.L.N. de l'hôpital de Mustapha, tué à coups de pied un « suspect » qu'il interrogeait. Fait confirmé par la présence du nom du commissaire dans la liste fournie par l'inspecteur Arbane. Le meurtre du commissaire, qui faisait trois orphelins, eut un immense retentissement à Alger. *L'Echo d'Alger*, se faisant l'interprète d'une grande partie de la population, réclamait déjà à cor et à cri des « mesures fermes ». Le 10 novembre, Ben Boulaïd avait réussi à s'évader de la prison de Constantine. Et *L'Echo* s'était indigné de la façon dont on traitait les prisonniers : « Non seulement, écrivait *L'Echo*, des criminels dont la culpabilité est irréfutable bénéficient de procédures dilatoires sans fin — dans un pays où les masses populaires ont pourtant conservé le goût du châtiment exemplaire et prompt — mais encore, semble-t-il, les condamnés sont parfois entourés de bienveillances qui font d'une maison centrale une prison d'opérette. » Ainsi commençait une campagne d'excitation, d'incitation au « châtiment exemplaire » qui allait conduire à la plus affreuse campagne de représailles. Ce sera, une fois entendus les appels à la guillotine, l'épouvantable enchaînement exécution — bombes — attentats — exécution qui fera d'Alger la ville la plus sanglante du monde.

Bouchafa et Fettal exécutèrent, le 10 décembre 1955, le grand chef M.N.A. d'Alger, Rehani, entre la rampe Valée et la rue Bencheneb. Les hommes de leurs groupes n'avaient pas encore le sang-froid que les commandos acquerront plus tard pendant la « bataille d'Alger ». Rehani fut abattu par Bouchafa après que Ramla, son homme de main, se fut « dégonflé ». Fettal, qui devait achever le chef M.N.A., y renonça, expliquant à son retour qu'il croyait au mektoub, que Rehani avait sauvé sa peau et qu'après cela il croyait encore plus au mektoub. Bouchafa, qui ne voulait pas de témoin à charge au cours d'une action, entra dans une violente colère. Il supplantait de plus en plus Fettal à la tête de ces commandos. Son prestige augmentait d'autant qu'il avait trouvé des armes en faisant engager un homme à lui, Saïd Babou, pour décharger un bateau militaire, le *Merchant Prince*, venant d'Indochine. La décision, l'intelligence, la force de caractère, la violence aussi de ce petit homme firent revenir Abane sur sa décision première. Bouchafa se révélait très utile. Le chef politique du F.L.N. voulut même le rencontrer. L'entrevue eut lieu au Clos-Salembier dans la menuiserie d'Amar Madani. Ouamrane présenta Bouchafa à Abane.

« Si Ahmed, voici notre brave Moktar dont je t'ai parlé. »

Celui qui avait voulu supprimer Bouchafa reconnut publiquement son erreur.

« Et dire qu'on a failli exécuter un homme de ta valeur ! »

Abane embrassa Bouchafa et les deux hommes firent connaissance. On est frappé de voir à quel point dans le mouvement clandestin les petites satisfactions d'amour-propre, les accolades du grand chef au *fidaï* (terroriste) qui risque sa vie quotidiennement, jouèrent un grand rôle.

Cette entrevue correspondait à un spectaculaire changement de position d'Abane. Il s'apercevait que les actions des commandos prenaient à Alger une ampleur que les unités du maquis ne pouvaient égaler. Il fallait se servir de ce tremplin « publicitaire » pour faire connaître et craindre la révolution. Avant de rencontrer Bouchafa, Abane avait « renoué » avec Yacef. C'était la grande réconciliation. Cela n'avait pas été sans mal du côté de Yacef. Le boulanger de la rue des Abderames voulait passer à l'action directe, rapide. Tandis qu'Abane préférait « asseoir » d'abord la politique. Yacef l'avait contré assez violemment.

« Je passe à l'action, avait-il dit, on fera de la politique en même temps. Si nous parvenons à nettoyer la Casbah, abattre les indicateurs — qui, je te le signale, se développent de plus en plus, le « milieu » s'y met et travaille pour la France —, on arrivera à foutre une telle trouille aux autres qu'ils se tiendront tranquilles. Et ça te facilitera la tâche politique. Non ?

— Alger doit rester tranquille, c'est notre refuse et c'est le centre de ravitaillement de toute l'Algérie et des maquis.

— Ce ne le sera pas longtemps si tu laisses se développer ces réseaux d'indics ! On se fera tous coffrer. Et je sais de quoi je parle... »

Abane avait détourné la tête. La réflexion était pour lui. Il n'avait pas eu confiance en Yacef, à sa sortie « miraculeuse » de prison, et pourtant le jeune homme se révélait un extraordinaire organisateur. Un homme d'action né. Il était maintenant recherché par la police qui avait compris qu'on l'avait « blousée ». Yacef vivait en clandestin dans la Casbah où la sécurité était loin d'être assurée.

« Et une fois la Casbah nettoyée, poursuivit Yacef, on pourra, à partir de ce véritable « maquis » en plein cœur d'Alger, lancer des actions sur la capitale. Ce sera notre bastion, notre camp retranché. »

Maintenant, Abane hésitait. Le plan de Yacef n'était pas bête.

Profitant de son avantage celui-ci insista :

« Et puis une fois la politique « assise » comme tu dis, si tu veux que l'on nous prenne au sérieux, que l'on parle de nous, il faudra qu'Alger bouge. Un pétard rue Michelet fera plus de bruit qu'une embuscade meurtrière en haute Kabylie ! Ici, tout le monde en parlera. La presse fera des titres. Il y aura la radio. Le cinéma. C'est ici que tout devra se passer. »

Abane, convaincu, céda. Yacef devait assainir la Casbah. Il avait carte blanche.

« Pour tout autre attentat ou action dans les quartiers européens, précisa Abane, tu dois avoir notre autorisation. »

La décision que venait de prendre Abane conduira à la « bataille d'Alger ». C'est dès la fin 1955 que se constituèrent les commandos qui pendant plus de six mois vont livrer, en plein cœur de la capitale, une bataille terrible aux parachutistes auxquels une autorité civile dépassée aura donné tous les pouvoirs.

Pour l'instant, Yacef s'organise. Avec son beau-frère H'Didouche et Chaïb le Corbeau, ils développent leurs réseaux. H'Didouche fait la liaison avec les commandos de Bouchafa qui, comme on l'a vu, « se remuent de plus en plus ». Le premier groupe de Yacef, dirigé par Chaïb le Corbeau, Amar Aïdoune et Salah Bouchara, compte 21 membres parfaitement cloisonnés. Yacef a adopté le système pyramidal par cellule de 3 dont nous démonterons le moment venu la mécanique délicate.

En octobre 1955 s'est produit un événement qui va considérablement influer sur les, combats qui se dérouleront dans quelques mois à Alger. Yacef a recruté un homme qui va devenir son second et dont le nom reviendra sans cesse pendant, toute la « bataille d'Alger » : Ali la Pointe. Un nom sur lequel tous les policiers, tous les paras, tous les indicateurs mettront un visage tant sa photo sera

diffusée à des milliers d’exemplaires accompagnée de la mention « très dangereux ».

Amara Ali a vingt-cinq ans. Il est né à Miliana, mais est venu tout jeune habiter à Bouzaréa au haut de Pointe-Pescade d’où il a tiré son surnom : Ali la Pointe. Rien à voir avec une allusion à un couteau dont Ali ne se servira jamais beaucoup. Les parents sont pauvres, alors le gosse ne va pas à l’école. Il fait tous les petits métiers qu’Alger offre aux milliers de gamins à demi abandonnés qui errent dans la Casbah, dans le vieux quartier de la Marine, à la merci des clochards sodomites, et dans les rues des quartiers européens proposant du chewing-gum, des peignes, ou trimbalant sur leurs épaules crasseuses la petite caisse du « cireur à pattes noires et à dents blanches » qui ravit les touristes. Rapidement il fait partie d’un de ces gangs de yaouleds mis en coupe réglée, exploités par des musulmans sans scrupules comme ce Tahar Chérif qui vient d'être abattu par les commandos de Bouchafa et qui dirigeait une bande de gosses, de mendiants, de soi-disant aveugles, de marchands de billets de loterie, avec l’approbation de la police à qui il servait d’indicateur précieux.

C’est avec eux qu’Ali la Pointe a grandi. Il est devenu un homme qui sait tout de la vie la plus dure, la plus ignoble. Il est grand. Beau. Costaud. Ses yeux marron, ses cheveux châtain clair bouclés et les tatouages qu’il s’est fait faire : « Zoubida. Cheda. Felah », sur la main gauche, « Marche ou crève » sur le téton gauche, « Tais-toi » sur le dessus du pied droit séduisent les demoiselles qui déambulent dans la rue Barberousse ou rue de la Mer-Rouge. Il devient proxénète et, comme il n’est pas « fainéant », ajoute à ces activités celle de joueur de bonneteau. D'un caractère changeant, irritable, Ali la Pointe acquiert vite la réputation d’un homme redoutable dans le « milieu » d’Alger. Toute la Casbah le connaît. Poursuivi à plusieurs reprises, il n’a pas hésité, dit-on, à tirer sur les policiers. Arrêté en 1954, il a écopé de deux ans de prison. À Barberousse, dans les grandes cellules où on entasse les « Arabes » à trente ou trente-cinq, il fait la connaissance d’hommes du F.L.N. Ceux-ci n’étant pas considérés comme « politiques » mais comme bandits de grand chemin sont mêlés au droit commun et font de la propagande. Ils « éduquent le cerveau en friche d’Ali la Pointe ». Ils le travaillent :

« Tu es une victime du colonialisme. Si tu ne sais ni lire ni écrire, c'est leur faute. Si tu as fait tout cela, le bonneteau, les putes, c’est que tu ne savais rien faire d’autre. Maintenant, tout va changer. Lutte avec nous ! » Lorsque Ali la Pointe est transféré à Damiette, camp de travail du style ferme-prison, il n’a qu’une pensée : s’évader et rejoindre le F.L.N. Projet qu’il met à exécution. Comme le papillon est attiré par la lumière, il revient à la Casbah et cherche le contact.

On prévient Yacef. « Il y a un dur, un prêt à tout, qui veut venir avec nous. » Yacef accepte de le rencontrer. Il est méfiant. Un maquereau « évadé » qui veut participer à la révolution, c’est louche. Ce type doit être manœuvré par la police selon une méthode que Yacef connaît bien pour l'avoir expérimentée. La première rencontre se fait à la Casbah au marché aux puces du boulevard de Verdun, pas très loin de Barberousse ! Yacef le repère tout de suite : grand, beau garçon, un physique de boxeur, habillé à l'européenne avec une élégance un peu voyante... Yacef le met en confiance. Oui, il accepte de le prendre avec lui, oui, il pourra travailler avec le F.L.N. Ali la Pointe exulte.

« Mais, ajoute Yacef, tu dois donner une preuve de ta bonne volonté. Demain tu vas descendre un agent de police. Trouve-toi rue Randon, près du n° 40. Tu auras tes instructions. »

Le lendemain, Ali la Pointe se trouve près d'un café maure rue Randon, il attend. Soudain une jeune fille voilée lui touche le bras. Ali ne voit que deux grands yeux bruns, profonds, inquiets. De sous le voile brodé la jeune fille transmet les instructions : « Tu vas tuer l’agent qui se trouve dans le café. Attends qu’il sorte.

— Je n’ai pas d’arme.

— Je te la donnerai lorsqu’il sortira. Tu me la rendras après. »

Yacef a eu l'idée de se servir d'une de ses amies pour la mission. L'agent quitte le café. La jeune fille sort un pistolet de son panier et le plaque dans la main d'Ali. Celui-ci, dans un état second, se précipite vers l'agent de police, vise le ventre et tire. Un déclic... deux déclics... Rien. Ali tire une troisième fois. Toujours rien. Autour des deux hommes, c'est le vide. La foule toujours compacte dans cette rue qui est la plus fréquentée, la plus commerçante de la Casbah, s'est égaillée, terrorisée par la fusillade qui se prépare. L'agent de police s'est ressaisi. À son tour il va dégager son revolver de l'étui. Ali ne lui en laisse pas le temps. À deux reprises il abat son poing armé du pistolet inutilisable sur le visage du policier, qui s'étoile de sang. L'homme s'écroule. Ali s'enfuit à toutes jambes. Il est fou de rage. Il a réalisé que l'arme était vide. Yacef l'a joué. Le chef de la Casbah le retrouve deux heures plus tard et lui explique que c'était là une épreuve pour juger de sa bonne volonté. Ali, qui est un homme d'action, tout d'une pièce, sans beaucoup de cervelle, ne comprend rien. Puis après de nouvelles explications — il s'est un peu calmé —, c'est l'illumination. On le prenait pour un traître ! Nouvelle colère. Après deux heures d'explications, de prise en main, Yacef n'a pas de garde du corps plus fidèle, plus dévoué qu'Ali la Pointe.

La connaissance qu'a Ali du « milieu » de la Casbah va considérablement servir les projets de Yacef. Il connaît tout le monde, les bistrots, les indics, les trafiquants de drogue, les joueurs de tchic-tchic, les maquereaux, les putains. Il a été en rapport avec toutes les bandes importantes. De Hacène le Bônois aux frères Hamiche en passant par les Européens Vincent la Rascasse et Jo Meneila. Il les connaît tous et tous le connaissent sans avoir pu s'attacher les services de cet homme redoutable au sang froid et à la tête légère. Car Ali la Pointe ne veut être au service de personne. Il « travaille » en indépendant. Pour la première fois, il a trouvé son maître : Yacef Saadi. Il est prêt à le suivre au bout du monde. Cet être inculte qui ne croit ni en Dieu ni au diable a trouvé une cause. Il s'y jette avec exaltation. Yacef pourra tout lui demander, il exécutera fidèlement, froidement. Le tandem Ali la Pointe-Yacef Saadi est constitué. Il n'a pas fini de faire parler de lui.

La prise en main de la population devenait une réalité. Les consignes du F.L.N, de ne plus boire, de ne plus fumer, de ne plus s'amuser, étaient suivies. Pour mettre en garde ceux qui ne se plieraient pas aux ordres, Yacef fit déposer le lundi 12 décembre deux bombes dans les salles des cinémas Olympia et Donyazad, en plein centre de la ville. Il n'y avait pas grand monde à 17 h 45 lorsque les engins éclatèrent, vingt et une personnes, tous des musulmans — ces deux cinémas étant spécialisés dans la projection de films arabes —, furent blessées légèrement. Deux seulement furent retenues à l'hôpital. C'étaient de gros pétards qu'avait placés Yacef. Il ne s'agissait pas de faire de dégâts mais de frapper les esprits. Le but était atteint.

Ce lundi 12 décembre 1955, Alger connaît son premier attentat spectaculaire. C'est en ville le début de l'escalade. Les explosions dans les deux salles, ajoutées aux règlements de comptes F.L.N.-M.N.A. — on trouve tous les jours un ou deux cadavres abandonnés au coin d'un terrain vague ou en pleine rue — font monter de plusieurs degrés l'inquiétude déjà soigneusement entretenue par certains milieux européens redoutant les conséquences de réformes qu'ils jugent prématurées. Dans la population européenne, dans les quartiers populaires, on se monte la tête. L'opération du 20 août a été exploitée par les plus ultras, le petit peuple suit. En Algérie, à quelques exceptions près, la population européenne vit dans un analphabétisme politique complet. Jo Ortiz me le dira plus tard :

« On ne faisait pas beaucoup de nuances... Il y avait l'Algérie française, l'attachement au sol, ceux qui défendent la terre... et puis les « communistes », c'est-à-dire tous ceux qui veulent discuter avec les Arabes... avec les rebelles, quoi ! Les vrais Français ne peuvent être que contre les réformes. On

ne va pas céder à la menace ? Céder à ceux qui assassinent, qui font éclater des bombes, qui viennent nous tuer chez nous ? Normal, non ? »

Alors les bruits les plus insensés prennent corps. On redoute une « politique d'abandon ». Personne n'est capable d'une analyse politique sérieuse. On ne raisonne pas. On réagit passionnellement devant « ceux qui assassinent ». On ne discutera jamais avec eux.

Après la motion des Soixante et un et la position que vont prendre les libéraux de Chevallier contre l'intégration qu'ils estiment dépassée, c'est la panique. On s'excite, on se monte. Alors si ce n'est pas l'intégration, ce sera la solution fédéraliste que préconisent ces « communistes » de Mendès, de Chevallier, des traîtres, des bradeurs. Et puis le collège unique, c'est la fin des pieds-noirs. La loi du nombre, c'est notre arrêt de mort. Les associations d'anciens combattants qui vont jouer dès l'arrivée de Lacoste un si grand rôle dans la vie politique d'Alger sortent de leur silence et réclament le « maintien de la présence française, l'interdiction des propagandes dissolvantes ».

Dans ce climat où la tension monte, des hommes se réunissent le soir, autour de l'anisette, puis après le dîner, pour parler. « Puisque ce sont les attentats qui paient, on n'a qu'à employer les mêmes armes. » Encore une fois, à Alger, en décembre 1955, le terrorisme se limite à deux gros pétards qui ont explosé dans deux cinémas musulmans, et à des opérations de représailles contre des indicateurs ou des policiers. Mais on ne veut pas voir les choses en face. On joue à se faire peur. « Il faut se réunir pour lutter contre les attentats F.L.N. dans la population européenne et musulmane. Qu'ils n'aient pas l'impression de faire ce qu'ils veulent. » Ces hommes posent les bases de mouvements contre-terroristes qui ne deviendront actifs que dans quelques mois. Ils s'appellent Ortiz, Kovacs, Martel. Chacun parle, agit de son côté. Il n'y a encore aucune coordination. Au début, l'un ne sait pas que l'autre pense comme lui. Ce sont avant tout des « nationaux » comme ils s'intitulent. Le mouvement poujadiste qui se développe en France trouvera chez eux le meilleur accueil. Et la manifestation qui, en février 1956, fera céder Guy Mollet et son gouvernement constituera le creuset où s'uniront ces volontés dispersées.

Au Gouvernement général, après l'échec complet de l'opération Yacef sur laquelle on comptait pour obtenir des renseignements précieux sur les milieux F.L.N., on écouta avec un vif intérêt la proposition de l'ancien sous-préfet de Guelma : Achiary. Celui-ci, connaissant parfaitement le « milieu » de la Casbah, proposait de le prendre en main, de l'organiser et de le mettre au service de la lutte anti-F.L.N. Le plan est habile. En liaison avec certains policiers les plus importants et les mieux informés d'Alger comme Loffredo et Forcioli, Achiary entreprit de convaincre les hommes du « milieu ». Ce n'était pas très difficile d'autant que les commissaires d'Alger s'en servaient déjà pour des missions de police ordinaires. Achiary « contrôlait » pour sa part les frères Hamiche qui avaient été libérés alors qu'ils purgeaient une peine importante ; Mostefa, « reconnaissant », mit la tribu Hamiche à la disposition du groupe. Et qui tenait Hamiche tenait le reste. Une très belle brochette fut placée dans la confidence : une ère de prospérité allait s'ouvrir si on acceptait de lutter contre le F.L.N. « D'autant, souligna Achiary, que si le F.L.N. gagne, la révolution vous balaiera. Ils empêchent déjà de boire, de fumer, de s'amuser... » Les frères Hamiche, les frères Hoya, Hacène le Bônois, Bud Abott, dit Boualem Buvette, Youssef Vintaï, et aussi les hommes de Vincent la Rascasse et de Jo Menella, des vieux durs à cuire qui connaissaient le « marché électoral » comme une source épisodique mais certaine de rentrées importantes, entendaient pareil langage. Les compensations seraient considérables. Les frères Hamiche libérés en savaient quelque chose. En outre Achiary, opiomane notoire, qui se fournissait chez un vieux revendeur de la basse Casbah, « comprenait » leurs problèmes. On fermerait les yeux sur leurs activités si les résultats étaient concrets.

Les ordres étaient précis : « Essayez d'entrer dans des réseaux F.L.N. Donnez des preuves de

bonne volonté. Obéissez à leurs ordres s'il s’agit de descendre des musulmans. Attention ! pas des Français, hein ? » On ne pouvait être plus méprisant avec ces hommes méprisables.

Achiary et son groupe contrôlèrent rapidement tout le « milieu ». La police avait en outre des auxiliaires bénévoles importants avec les bistrots et les chauffeurs de taxi qu’elle tenait sous la menace : « Pas de renseignements ? C’est bon. On te fait sauter ta licence. » Et les renseignements affluèrent. C’est ce qui avait poussé Yacef a passer à l’action d’autant que quelques grenades avaient mystérieusement éclaté au domicile de sympathisants et de gros commerçants soupçonnés d’aider financièrement le Front.

Ali la Pointe fut très rapidement mis au courant de l’opération montée par Achiary. Yacef vit le danger. Achiary l’avait devancé. « Lui aussi voulait se servir du « milieu ». Il fallait monter une opération spectaculaire qui fasse basculer définitivement les truands algérois vers le F.L.N. Le M.N.A. était en passe de disparaître complètement, ce n’était pas le moment de permettre la constitution d’une force ennemie qui empêcherait le F.L.N. de « nager comme un poisson dans l’eau » dans la Casbah. Yacef décida de s’attaquer à la tête : Achiary devait disparaître. L’homme était exécré par les musulmans depuis les massacres de 1945, c’était faire coup double.

Yacef charge Ali la Pointe de l’exécution. Il sera accompagné d’Omar Hamadi, un déserteur d’Aïn-Taya qui a quitté son poste en emportant un stock d’armes important, et de Salah Bouhara. Yacef leur donne l’ordre de tuer Achiary à son domicile, de lui couper la tête et de « lâcher » cette tête dans un lieu très fréquenté pour provoquer un sentiment de terreur, de panique. Si le F.L.N. ose s’attaquer à Achiary, l’homme fort par excellence — on murmure qu’il est en liaison avec la Main-Rouge, organisation contre-terroriste marocaine responsable de la mort de Lemaigre-Dubreuil, sorte de Jacques Chevallier marocain —, c’est qu’il ne recule devant rien. L’opération aura une répercussion psychologique immense. Ali la Pointe, Hamadi et Bouhara se présentent au domicile d’Achiary 92, boulevard Saint-Saëns. « Nous sommes envoyés par le vieux de la rue Randon », explique Bouhara à la bonne qui les reçoit. Le vieux de la rue Randon est le fournisseur d’opium d'Achiary. Mais l’ex-sous-préfet n’est pas là. Il va revenir. Les trois hommes attendent dans la rue.

« Tant pis pour la tête, dit Ali la Pointe, on le descendra dehors. Ici même. » Les trois terroristes se séparent et « croisent », noyés dans la foule des passants, aux alentours du 92, boulevard Saint-Saëns. C’est là qu'un adjudant qui passait par hasard reconnaît Hamadi le déserteur. Il prévient la police. C’est la rafle. Le pâté de maisons est encerclé. Bouhara a filé en entendant les sirènes de police. Hamadi et Ali sont sur le point d’être pris. Le déserteur fait un geste pour se défendre. Il s’écroule le crâne fendu d’un coup de crosse. Ali, un pistolet dans chaque main, tire au hasard et, comme un fou, bondit au milieu des policiers qui tentent de l’arrêter. En un éclair, il a disparu dans la foule prise de panique en entendant la fusillade.

La lutte est maintenant ouverte entre le « milieu » algérois et le F.L.N. Elle va être sanglante et rapide. En quelques semaines Yacef, Ali et leurs équipes abattent Hacène le Bônois et Bud Abott, deux des plus zélés collaborateurs d’Achiary. Le meurtre de Bud Abott se produit au cours d’une soirée qui réunit une demi-douzaine de proxénètes et leurs « dames ».

Ali couche en joue Abott.

« Maintenant ou tu te rallies au F.L.N. ou tu t’écrases, tu arrêtes ton métier, tu disparais et on n’entend plus parler de toi. »

Bud Abott ne veut pas se laisser impressionner devant ses copains. Il joue les durs. Il refuse. Ali insiste.

— Alors c’est oui ou c’est non ?

— C’est merde ! »

La rafale a claqué. Abott s'écroule. Arbadji, un militant qui accompagne Ali, tire à bout portant sur les dîneurs. Ali mitraille encore. C'est le carnage. Il y a pourtant des survivants. On a reconnu Ali. Tout le monde dans le « milieu » le connaît. Le téléphone arabe fonctionne vite. La nouvelle se répand. La légende d'Ali la Mitraillette prend corps. Le « milieu », paniqué, décide de jouer avec le F.L.N. Tant pis pour les accords avec la police. D'autant qu'Achiary, qui a beaucoup inquiété les autorités, va être interdit de séjour à Alger. Le « milieu » va cotiser au F.L.N. ! Le célèbre Mostefa Hamiche sera désigné comme responsable des collectes auprès des proxénètes. Les maquereaux rackettés ! Au printemps, tout sera réglé. Les putains apporteront argent, médicaments, feront le guet, fourniront des renseignements, deviendront des militantes tout en continuant leur métier. La Casbah sera entièrement « nettoyée », entièrement acquise au F.L.N. Yacef en sera le patron incontesté.

Mais nous ne sommes qu'à la fin de 1955, Soustelle est toujours au G.G., et ses spécialistes des services secrets mijotent une opération autrement importante qui fera oublier l'échec de la « manipulation » de Yacef. Il ne s'agit ni plus ni moins que de créer en Kabylie un contre-maquis armé ! Une sorte d'armée secrète qui — sans être entravée par les lois, employant les mêmes méthodes de terrorisme — abattra définitivement le F.L.N. en Kabylie. Puisque Paris rechigne toujours à envoyer des renforts, à donner tous les moyens de combattre la rébellion, on va se passer de son aide. Et de son autorisation.

C'est la première fois que l'on raconte les détails de cette opération baptisée « Oiseau bleu ». Aucun des membres du cabinet Soustelle, ni l'ancien gouverneur lui-même n'en ont le souvenir, pas plus que Lacoste. Aucun n'en a même entendu parler. Tous me l'ont affirmé solennellement. J'avais pourtant réuni en Algérie beaucoup de détails sur cette opération, mais ils provenaient tous de sources algériennes. Les noms, les lieux se recoupaient, mais les témoins français m'affirmaient n'en avoir jamais eu connaissance. J'allais renoncer à en parler lorsque le hasard me fit rencontrer un, puis plusieurs membres du 11e « choc », ce mystérieux régiment action du S.D.E.C.E. Eux étaient au courant. Tous connaissaient l'histoire, l'avaient vécue. Les noms, les lieux fournis par les témoins algériens étaient recoupés. Les paras du 11e « choc » en tremblaient encore d'indignation : « La force K (à ne pas confondre avec l'affaire Kobus à laquelle le 11e « choc » sera également mêlé), l'affaire « Oiseau bleu », c'est une de ces inventions d'Alger. Entre le Gouvernement général et la police, ils se croyaient plus forts que tout le monde... Nous avons été forcés d'intervenir avant que ça tourne à la catastrophe... »

Elle était déjà bien amorcée. L'opération « Oiseau bleu » eut en effet comme conséquence d'armer de façon ultra-moderne la quasi-totalité des hommes de Krim Belkacem : je comprenais pourquoi la conspiration du silence jouait encore douze ans plus tard.

L'histoire de l'opération « Oiseau bleu », appelée aussi force K (K pour Kabylie), s'étend sur dix mois de fin novembre 1955 à septembre 1956. Sous les gouvernements généraux de Soustelle, puis de Lacoste. Elle explique le mystérieux silence de la Kabylie pendant près d'un an, l'absence presque totale d'opérations françaises d'envergure, alors que c'est la-région tenue par le plus célèbre de tous les maquisards : Krim BelkaceM. Elle explique aussi l'embrasement de septembre-octobre 1956 où l'armée française va subir quelques coups durs pieusement gardés secrets. Elle sera la triste illustration de la carence d'une certaine armée, d'une certaine conception du commandement et il faudra les actions « parallèles » et concertées de « moustaches » du 11e « choc » et des hommes à longue visière du 3e R.P.C. et du 1er R.C.P., les léopards du régiment action du S.D.E.C.E. alliés à ceux de Bigeard, pour interrompre une opération qui déjà frôlait la catastrophe.

Tout commence par une mirifique « gamberge » du cabinet Soustelle. Cette Kabylie que Krim Belkacem a organisée depuis longtemps commence à bouger. Amirouche livre dans la vallée de la Souramam des combats meurtriers. La haute Kabylie va suivre. Il faut l'en empêcher. On a bien essayé de soutenir les chefs M.N.A., mais Bellounis a « ramassé une raclée » des hommes de KriM. Il tente dans le Sud une « reconversion ». Alors pourquoi ne pas monter en Grande Kabylie un contre-maquis en utilisant des hommes sûrs, des super-harkis clandestins, qui lutteraient contre Krim en employant les mêmes armes ? Aux membres de cette armée secrète on donnerait d'abord des mousquetons, puis des armes plus efficaces. Ces commandos clandestins se déplaceraient dans des zones soigneusement évitées par l'armée française et eux, des enfants du pays, sauraient bien débusquer ces maquisards que les unités classiques ne parviennent jamais à accrocher.

Le Gouvernement général fait appel au service action du S.D.E.C.E. pour mettre le projet sur pied. Le S.A. refuse. Cette organisation clandestine telle qu'elle était imaginée par le Gouvernement général en Algérie ne pouvait se contrôler selon les normes habituelles de sécurité. Car les gens des Services spéciaux français, dont on fait les héros de romans d'espionnage, n'acceptent de monter une opération que si elle a des chances de réussite assez importantes. Pour un agent français, réussite veut dire contrôle étroit. Or l'opération « imaginée » par le G.G. relevait trop de la tradition romantique des partisans. Ceux qui ont monté des opérations semblables en Indochine aux confins chinois connaissaient parfaitement la région et les hommes. Aux yeux du S.D.E.C.E., ceux proposés pour l'opération K ne font pas le poids.

Alors la Délégation générale confie le travail au service documentation de la Xe région militaire. Ce service est une sorte de service action créé à l'intérieur de la Xe R.M. et n'ayant aucune relation avec le véritable service action du S.D.E.C.E. Et la grande aventure commence. Le service action de la Xe R.M. se met à « faire joujou » avec cette organisation, aidé par quelques membres kabyles de la D.S.T. Ils ont la bénédiction du cabinet du gouverneur et celle du commandement de la Xe R.M., c'est-à-dire de Soustelle et Lorillot. Le civil et le militaire.

Sur place, en Kabylie, on envoie Hachiche Tahar, un intelligent Kabyle, ami d'un commissaire principal parisien de la D.S.T. qui connait fort bien Soustelle. Hachiche est chargé de monter l'opération sur le terrain : mettre sur pied un mouvement clandestin qui touchera tous les villages.

L'homme se rend à Azazga dont il est originaire. Il va prendre tous ses repas chez Zaïded, un petit restaurateur, ancien responsable M.T.L.D. jusqu'en 1950, date à laquelle il a quitté le parti. Zaïded a huit enfants et s'occupe exclusivement de son commerce. Il est aux petits soins pour ce client régulier qui semble devenir une bonne pratique. Hachiche mange bien, boit bien. Le bon client. On bavarde. Et, bien sûr, on parle de la révolution.

« Ici, c'est Krim qui tient le maquis ? interroge Hachiche.

— C'est ce qu'on dit, répond prudemment Zaïded.

— C'est un assassin de femmes et d'enfants, ce Krim !

— Eh, oui ! C'est lamentable tout ça.

— Toi, tu es contre ces bandits ?

— Bien sûr. Le peuple souffre.

— Et ce sont eux qui sont contre le peuple. Moi aussi — tu sais je suis d'ici, je suis parti il y a longtemps — je voudrais que mon peuple soit heureux. Si tu veux, on pourrait faire quelque chose...

— Et quoi ?

— Lutter contre eux. Mais pas comme les harkis et les G.M.P.R.[12]. Efficacement.

— Tu es fou ! »

Zaïded regarde à droite et à gauche. Personne ne s'occupe de leur conversation.

« Tu es fou, répète-t-il, laisse donc ça à l’armée. Il y en a partout de l’armée, avec des armes, des chars, de l’argent qu’on n’a pas.

— Mais l’armée, elle ne connaît notre Kabylie ni comme toi ni comme moi. L'armée, il lui faudra un hasard pour qu’elle tombe sur quelqu’un.

— Et tu as mieux ?

— Bien mieux. Je t’expliquerai. »

Hachiche en a assez dit. Son poisson est amorcé. Il poursuivra sa conversation dans quelques jours lorsqu’il reviendra à Azazga. À Alger, il fait un rapport optimiste à ses chefs. En particulier, d’après ce qu’il dira ensuite, à l’inspecteur de la D.S.T. Ousmer.

Zaïded croit lui aussi avoir ferré une bonne prise ! Car le restaurateur n’est pas le bon papa tranquille du couscous qu’il veut bien paraître. Depuis le 1er novembre 1954, il est en contact avec Krim, qu’il connaît depuis 1947. Il a même demandé à gagner le maquis, mais le chef kabyle lui a conseillé de rester en ville. Son restaurant sera une source de renseignements importants et éventuellement d’aide au F.L.N. Après sa conversation avec Hachiche, Zaïded prend contact avec Yazourène Mohamed, chef de zone F.L.N. pour Azazga. « Il faut que tu mettes Krim au courant... » Et il lui raconte l’histoire. La réponse de Krim est formelle : « Marche dans son jeu. Essaye d’en savoir plus. »

Hachiche revient. Zaïded s’empresse. On parle de tout et de rien. Puis quand les clients sont partis, Hachiche révèle son plan, sous le sceau du secret. Il aurait la possibilité de trouver des armes et de l’argent pour lutter contre ces « bandits ».

« Des armes, en ce moment ? dit Zaïded, tu es fou. On ne peut même pas se procurer un fusil de chasse.

— Ne t’en fais pas. Moi je pourrai avoir des armes de guerre et de l’argent. Beaucoup d’argent. Toi, tu pourrais trouver les hommes décidés ? »

Et il lâche le morceau. Il s’agirait de recruter quelques dizaines d'hommes qui, continuant en apparence leurs activités, constitueraient une armée secrète n’agissant que le soir, tout comme les rebelles. Les résultats ne se feraient pas attendre !

« Crois-tu pouvoir réunir des hommes de confiance ? — Bien sûr, répond Zaïded. Ici, je connais tout le monde.

— Alors dans ta région, tu vas recruter des hommes. Mais des hommes surs, intelligents, qui soient prêts à tout pour lutter contre ces bandits du F.L.N. Combien peux-tu en trouver ?

— Ce que tu veux.

— Ne plaisante pas, c’est sérieux et dangereux.

— Je ne plaisante pas, Hachiche, je vais faire des sondages mais je suis sûr que je te recruterai ce que tu voudras. »

Le soir même, Krim est au courant de la proposition de Hachiche. Avec Mohammedi Saïd, il étudie le problème. Depuis que Ouamrane a pris la direction de l’Algérois, Krim a fait de Mohammedi Saïd son second. C’est Sadek qui lui a présenté Mohammedi. Il le regrettera amèrement. Mohammedi Saïd est un curieux personnage. Il se dit officier. Il a fait son temps de service en Allemagne nazie et raconte qu'il a fait partie de la légion de Hadj Amine El-Hosseini, grand mufti de Jérusalem qui a créé les S.S. arabes. Ensuite Mohammedi Saïd est entré dans l’Abwehr, les services secrets allemands, et a été parachuté en Tunisie où il a été arrêté à la fin de la guerre par les forces françaises. Krim, d’abord méfiant, est séduit par le bonhomme qui semble intelligent, le salue bien bas et parle sans arrêt de religion. Krim est beaucoup plus intéressé par la formation d’officier que Mohammedi Saïd dit avoir que par la religiosité extrême de la nouvelle recrue qui assimile

libération à croyance et est hantée par l'aspect religieux que « doit » à son avis revêtir la lutte de libération. Un homme pareil ne peut avoir que de grandes qualités morales, pense Krim ; en outre, la religion, c'est important pour les paysans des villages. C'est une référence. Rapidement Krim envisage d'en faire son second. Il l'emmène partout en Kabylie pour qu'il se rende compte de la situation et qu'il puisse s'adapter à la lutte. Rapidement Mohammedi gravit les échelons. Krim ayant besoin de séjourner fréquemment à Alger, c'est Mohammedi qui le remplace lors de ses absences. Son intransigeance religieuse frappe la population, surtout les vieux qui sont impressionnés par le « saint homme » qu'est le lieutenant de KriM. Mais le saint homme s'oppose très vite aux « bagarreurs » : Sadek et Amirouche. Sadek, qui ne peut pas supporter les « hypocrisies » du personnage, préfère demander sa mutation et rejoint Ouamrane dans l'Algérois. À deux ils vont créer un maquis qui — on le verra — transformera la région en zone d'insécurité complète, à tel point que le nom de Palestro restera gravé dans la mémoire de tous les militaires qui « ont fait » l'Algérois et même, pour certain général, comme synonyme d'une défaite qui lui vaudra un blâme sérieux inscrit sur son dossier militaire. Voilà donc Mohammedi Saïd seul personnage important en Kabylie au côté de Krim Belkacem, chef militaire de l'A.L.N.

Lorsque Zaïded transmet les propositions du Gouvernement général *via* Hachiche, Mohammedi Saïd émet un avis défavorable : « C'est dangereux. Je ne crois pas à ces histoires. » Mais Krim est très excité par le récit de Zaïded qui croit à la proposition. « Hachiche est décidé, explique Zaïded. Il a des garanties officielles. Il est en contact direct avec Ousmer. » Et Krim connaît Ousmer. Un des caïds kabyles de la D.S.T. Celui-là il faudra un jour l'amener à aider le Front. Tout comme l'inspecteur Arbane !

« Alors il faut y aller à fond, décide KriM. Qu'est-ce qu'on risque ? Acceptons et jouons le jeu ! Il faut que nous fournissions nous-mêmes aux Français les hommes sûrs dont ils ont besoin. »

Les troupes du leader kabyle sont de trois sortes. D'abord, les maquisards qui sont dans la clandestinité complète. Ensuite, les *moussbilin,* des sympathisants sûrs qui restent dans les villes et les villages, vaquant à leurs occupations mais qui fournissent refuges, caches et vivres aux maquisards et s'occupent des collectes de fonds. Enfin, les agents de liaison qui font la navette entre les différents maquis, les villes et les villages. Ce sont les chouchous de Krim car ils sont les plus habiles. Des hommes fiers et subtils, particulièrement sûrs et qui savent raconter des histoires qui « tiennent debout » en cas de contrôles militaires et policiers. Des hommes aux nerfs d'acier. C'est parmi eux que Krim va sélectionner les « troupes » de Hachiche.

Quinze hommes sont sélectionnés. Zaïded donne leurs noms à Hachiche, qui veut tout connaître d'eux : leur situation et même les numéros de leurs cartes d'identité.

« Il faut que je remette tout cela à l'état-major secret d'Alger, confie Hachiche à Zaïded. L'inspecteur Ousmer ainsi que des civils et des militaires du cabinet Soustelle en font partie. »

L'affaire « Oiseau bleu » est lancée. Il faut attendre. Les quinze hommes ont été prévenus du double jeu qu'ils vont mener. La moindre erreur leur serait fatale. Il faudra jouer serré. Hachiche les voit personnellement à son retour d'Alger. Il est satisfait du travail de Zaïded. Il raconte maintenant à son « correspondant » ses « conférences » à Alger.

« C'est toi qui sur place es chargé de l'affaire sous mon contrôle, annonce-t-il à Zaïded. C'est le départ d'un véritable mouvement clandestin que nous lançons. Je dois te dire que le grand état-major à Paris n'est pas au courant. À nous deux on peut réussir une affaire énorme !

— Je t'ai déjà fourni quinze hommes, répond Zaïdèd, mais les moyens ?

— Ils arrivent. Ne t'impatiente pas, ils arrivent. Et tu auras une bonne surprise. »

La bonne surprise arrive le surlendemain. Zaïded reçoit à son restaurant la première livraison. Le

transport ne se fait pas à bord d'un camion militaire qui serait trop voyant aux regards de la population et d'éventuels guetteurs du F.L.N. mais par une camionnette « De Sérigny », de celles qui distribuent *l'Echo d'Alger !* Zaïded reçoit des garants, des mousquetons, des mitraillettes. De quoi équiper de pied en cap une trentaine d'hommes. Les armes sont neuves. Dans leur emballage d'origine. Avec de la graisse en pagaille sur les culasses et le long des canons. Un gros paquet est joint aux caisses. Deux millions en billets de 5 000 ! Zaïded distribue les armes, les munitions, l'argent, aux hommes du F.L.N. Hachiche est ravi, ses chefs contents, dit-il, il faut continuer le recrutement. Et penser à entrer en action. Les pseudo-membres de l'armée secrète doivent monter des opérations de nuit contre les fellaghas de Krim car il faut bien fournir quelques résultats ! Alors on monte des embuscades bidons en accord avec le chef kabyle. On échange des coups de feu soigneusement tirés en l'air pour que le bruit des accrochages parvienne aux oreilles des sentinelles des postes militaires de la région. Les hommes de Hachiche brûlent — pour les états — beaucoup de cartouches. Il s'en tire en réalité beaucoup moins. La différence passe directement chez KriM. Lorsque se développe le mouvement, des armes de guerre sont données aux maquis, en attendant que toute l'armée secrète, La force K comme on l'appelle maintenant à Alger, regagne en bloc les rangs de l'A.L.N. Mais de temps en temps, il faut laisser quelques morts sur le terrain pour « faire vrai » ; les rebelles emportent toujours leurs blessés. Ce sont les prisonniers M.N.A. des « troupes » de Bellounis qui vont faire les frais de la mise en scène « réaliste ». On a abandonné ainsi quelques cadavres de M.N.A. fraîchement tués ! Des hommes originaires de régions éloignées pour qu'aucun villageois kabyle ne puisse les reconnaître lorsqu'on expose leurs cadavres sur la place du village. Car maintenant l'opération « force K-Oiseau bleu » est grandiose. Plus de six cents hommes sont armés, équipés. C'est le succès en Kabylie. Au Gouvernement général, où Soustelle a fait place à Lacoste, on pavoise. On ira même, en parlant de la haute Kabylie, jusqu'à évoquer le « dernier quart d'heure ». En effet, Krim, qui s'occupe de plus en plus d'Alger, a suspendu toute opération dans sa zone. Chez Amirouche, en basse Kabylie, on se bat, dans l'Aurès, on se bat, dans l'Algérois, on se bat. En Grande Kabylie rien. À part quelques poteaux sciés et quelques « traîtres » abattus. L'opération armée secrète marche à fond. Cela marche tellement bien qu'un certain sentiment de suspicion saisit les compagnons de Krim BelkaceM. Abane et Ouamrane trouvent cela bizarre. Krim a beau raconter son histoire avec preuves à l'appui, cela semble curieux. Car l'armée française ne fait aucun ratissage dans les zones et les villages « contrôlés » par l'armée secrète. Si d'aventure une patrouille passe par un de ces secteurs, les hommes de Zaïded ont des papiers accompagnés d'un numéro secret à fournir au commandant de l'opération. Et très vite l'opération est interrompue pour « ne pas entraver la marche et le travail de l'organisation clandestine » !

Azazga, Port-Gueydon, Tizi et une partie de la région de Michelet sont tenus par les 1 500 hommes de l'armée secrète. Car ils sont maintenant 1 500, armés d'une façon ultra-moderne. Aux mousquetons des débuts ont succédé garants, MAT 49 et même fusils mitrailleurs. Les résultats sont probants pour Alger. Les « partisans » abattent de temps en temps un « F.L.N. » (en réalité un messaliste) et surtout en Grande Kabylie, c'est la paix ! Pas un vrai combat !

Krim a placé auprès de Zaïded un des hommes en qui il a le plus confiance. Il s'agit de Maklouf Mohamed, d'Aït-Ouanèche. C'est lui qui a le contact direct avec les Français. C'est lui qui réclame des armes, des munitions surtout. Car tout se fait maintenant sur une grande échelle. C'est un commandant de la zone militaire de Tizi qui, à bord de sa 203, apportera lui-même avec deux hommes « en mission secrète » des boîtes de cartouches. Il dépose les colis à la porte même d'une maison isolée d'Aït-Ouanèche où se trouve Krim Belkacem, qui le verra empiler les caisses au bord du chemin. C'est une mission « top secret ». L'état-major de Paris ne sait rien. Cet état-major qu'une

partie « active » de l’armée soupçonne déjà d’être défaitiste !

Zaïded est maintenant chargé de savoir si Hachiche ne voudrait pas établir une liaison avec les messalistes de Bellounis. La réponse de Hachiche apporte la confirmation que désiraient les chefs F.L.N. : « Ne vous occupez pas de Bellounis, il travaille en liaison avec le commissaire Gonzalès. » Ce que l’aventure extraordinaire du « général » Bellounis confirmera au-delà de toute imagination.

Zaïded recueille d’autres confidences de Hachiche qui, devant le succès de l’opération, se prend pour un chef de guerre. Il pense, confie-t-il sous le sceau du secret à Zaïded, pouvoir dans quelque temps se retourner contre ses anciens alliés et discuter à son propre compte. Car le Gouvernement général, séduit par les résultats obtenus, serait prêt à étendre l’expérience à *toute l'Algérie !* Hachiche ne se sent plus d’orgueil, d’ambition. Il se voit déjà, retournant ses troupes contre les Français, discuter d'une possible indépendance ! Quelques mois plus tard, Bellounis éprouvera lui aussi la même tentation.

Mais l’affaire va se gâter. Sur deux plans. D’abord du côté F.L.N. En août 1956, c’est le congrès de la Soummam que nous étudierons en détail et qui donne au F.L.N. la plate-forme politico-militaire qui lui manquait. Krim est sommé par ses compagnons de « récupérer » ses troupes et de lancer — avec son armement lourd — la Grande Kabylie dans le combat à outrance. L'affaire pourrait mal tourner.

C’est en effet ce qui se passe car, du côté français, on commence à avoir des soupçons sur cette mirifique force K ! Le remarquable commandant de la Z.O.K. (zone opérationnelle de Kabylie), le général Olié, est plein de méfiance devant cette opération des Services spéciaux. Il veut contrôler directement La force K. Pour cela, on choisit un spécialiste des renseignements : le capitaine Hentic.

Un type extraordinaire, un « dingue des coups tordus ». Fou-fou. D’un courage fabuleux. Officier de la Légion d’honneur comme capitaine. Ce qui n’est pas commun. Un baroudeur que ne quitte pas « la Panthère », une petite fille merveilleuse qu’il a sans doute ramenée d'Indochine et qui fait rêver tous les officiers solitaires le soir à la popote ! Hentic a toujours mille histoires à Alger. L’état-major ferme les yeux mais le préfère « à l’action qu’au repos ». Dans les deux cas, il fait parler de lui. Pas de la même façon.

Spécialiste du noyautage de maquis en Indochine, Hentic « goûte » du Kabyle. Il fait connaissance des commandos force K. Il a des doutes sans être certain de rien. Ce dont il est sûr c’est que l'armée est tout à fait « hors du coup », désarmée devant les problèmes qui la dépassent, qu’elle ne comprend pas. Alors elle les méprise. Des militaires classiques à la Lorillot, ça fait rigoler Hentic. Heureusement que 1956 voit l’arrivée d’unités de paras. Il y a déjà le 1er R.P.C., le 3e R.C.P. de Bigeard, les « longs nez » comme on les appelle à cause de la casquette à longue visière un peu ridicule dont Bigeard les a affublés. Mais après quelques semaines, plus personne ne rit. Les léopards flairent l’Algérie. Se familiarisent avec les « fells ». Ils les jaugent, les jugent. En aucun cas ils ne les méprisent. L’armée classique a échoué. Eux veulent réussir. En employant les mêmes armes. En cavalant. En bouffant de la piste et de la poussière.

Il y a aussi le 11e « choc » qui n’est pas loin. Hentic le veut. Il a analysé la situation. Si vraiment c’est un coup fourré, la bagarre va être terrible : éliminer 1 500 hommes équipés et entraînés comme les meilleurs éléments de l’armée française, et connaissant parfaitement le terrain, ce ne sera pas du gâteau ! Hentic exige que des éléments du 11e « choc » entrent en scène et constituent le fer de lance de l’opération qu’on lui a confiée. Le 11e bataillon de parachutistes de choc, c’est une unité spéciale qui, au cours de la guerre d’Algérie jouera un grand rôle. C’est l’unité des coups durs, des missions particulières, des « trucs à part ». Le 11e « choc », comme on l’appelle familièrement, est le régiment action du S.D.E.C.E. (contre-espionnage français). Ce sont certains de ses officiers qui

« fournissent » au S.D.E.C.E. les agents qui vont en mission en territoire étranger. Le 11e « choc » dépend directement de la présidence du Conseil et du ministre de l'Intérieur. Il n'a rien à voir avec l'état-major. Il ne doit des comptes qu'au ministre de l'Intérieur. La troupe, car il y a des appelés au 11e « choc », est choisie parmi l'élite des régiments parachutistes. La sélection est impitoyable. L'ambiance qui règne chez les parachutistes n'a rien à voir avec celle des autres régiments. Le para est un surhomme, surentraîné. C'est lui le mieux équipé, le plus fort, le plus beau. Les chefs des unités veillent à entretenir cet état d'esprit, ce tonus. Au 11e « choc » cette ambiance est décuplée. Ce sont les meilleurs parmi les meilleurs. À ce sentiment de supériorité s'ajoute la légende « Moustache ». Le fait de ne dépendre que d'un ministère « civil », d'être commandé par des officiers qui ont tous une légende incroyable, véritables héros de romans d'espionnage, suffit à donner à ces recrues surentraînées un moral d'acier. Les officiers sont très distants avec les sous-officiers et les soldats, ne tutoient personne, font régner une discipline de fer, mais ils sont adorés. Les sous-officiers viennent tous d'Indochine. Eux aussi traînent des légendes de maquis mois, de partisans de la frontière chinoise, de trafics de toute sorte. Des histoires de femmes, d'opium, d'argent. Des trompe-la-mort. L'imagination des appelés se gonfle. Et si un gars plus curieux que les autres pose — avec beaucoup d'admiration et de respect — une question sur tel ou tel de ces sous-officiers-héros, la réponse du sous-off est toujours la même : « T'occupe pas, mon pote... et suis-nous ! »

Le 11e « choc » est divisé en centaines et non en compagnies. Il en compte trois. L'élite de cette élite, une trentaine d'hommes, forme le G.L.I. (groupement léger d'intervention). Presque tous les officiers et sous-officiers sont passés par Cercottes. Cercottes est un camp d'entraînement ultra-discret, situé à dix kilomètres au nord d'Orléans. C'est l'œuvre du capitaine Krotof, une figure mythique du 11e « choc ». Dans ce camp, les hommes du 11e « choc » subissent un entraînement du type « comment tuer un homme avec une allumette » ou « on vous laisse tout nu dans le bled, démerdez-vous » ! Dans la légende du 11e « choc », on attribue à tout homme sortant de Cercottes un pouvoir quasi surnaturel. Cercottes devient synonyme d'extraordinaire. « Ça, c'est un type Cercottes, une idée Cercottes, une opé Cercottes... » C'est l'argot de l'unité. De même que la Piscine... c'est la caserne Mortier, à Paris, siège du S.D.E.C.E. Un Persan est un avion des services spéciaux français venant de la base secrète de Persan-Beaumont. Un Persan est toujours chargé de « missions particulières ».

C'est le colonel Morlane qui supervise le 11e « choc ». On ne le voit qu'en civil. Et rarement. Son bureau est à la Piscine du boulevard Mortier. Il ne vient que pour quelques coups durs. Pour la troupe, c'est le Vieux, comme dans les romans d'espionnage. Le colonel Decorse est le patron du 11e « choc ». Le capitaine Krotof est le plus aimé des officiers. Le plus respecté. C'est l'homme qui a tout fait, tout inventé des « coups fourrés » du 11e « choc ». En Algérie, la mission du 11e « choc », basé à Réghaïa, est de renforcer les effectifs locaux, par exemple en venant aider les chasseurs alpins en opération, ou des tirailleurs qui ont besoin de renfort, ou bien le plus souvent pour dégager une unité « mal partie » dans une embuscade. On lance les gars dans la fournaise. À eux d'éteindre le feu. La seconde mission du 11e « choc » est d'exécuter des missions spéciales. Dès le printemps de 1955, le 11e « choc » a quitté Perpignan pour venir en Kabylie. Il a commencé à « piéger » des poteaux télégraphiques de telle sorte qu'ils explosent lorsque des fellaghas les abattent, ils ont « semé » des munitions piégées qui, récupérées par les maquisards, explosent entre leurs mains. D'où l'ordre formel donné aux troupes régulières de ne jamais se servir de munitions de récupération. Le 11e « choc » n'a rien à voir dans la pacification. Son rôle est de trouver et de détruire. Par tous les moyens et en ne rendant de comptes à aucune hiérarchie si ce n'est son ministre ! Les hommes du 11e « choc » vivent entre eux à Réghaïa selon un rythme bien établi : trois semaines d'opération ou de

mission. Une semaine de repos. Se retaper, bouffer, se baigner, laver le linge, mettre le matériel en état.

Le capitaine Hentic, un ancien du 11e « choc » lui aussi, comme beaucoup des « hommes d'action » que nous allons rencontrer dans cette histoire jusqu'au 13 Mai, sait bien pourquoi il veut à tout prix un groupe de paras du 11e « choc. » À cas exceptionnels, hommes hors du commun. Et Hentic qui vient de flairer les commandos K sent que s'il ne s'est pas trompé, l'opération ne va pas être de tout repos.

Le colonel Decorse donne trente hommes à Hentic. Quel commando ! Dix-sept paras encadrés par quatre sergents-chefs et huit sergents ayant quatre campagnes militaires derrière eux. Des prêts à tout. Bons à tout ! À leur tête le lieutenant d'Axel[13].

Le capitaine Hentic se trouve à Tigzirt. Pour les gens du 11e « choc », c'est la découverte de la guerre à la « Lorillot ». Classique-classique. La ville de Tigzirt, où il ne s'est rien passé, est défendue comme Verdun ! C'est la guerre de 1940 ! Hentic installe ses « gus » dans une magnifique villa en dehors de la ville. « Là on sera tranquilles et on pourra observer ! » Voilà déjà qui ne plaît pas. L'armée voit d'un mauvais œil ces « particuliers » qui s'installent où ils veulent. Ces léopards aux hanches étroites, qui la ramènent un peu et ne sont pas décidés à faire la guerre comme tout le monde, agacent considérablement. C'est d'abord le colonel de Tigzirt qui n'aime pas, mais pas du tout, les « manières » de ces hommes. « Des francs-tireurs... » Lui, sans rire, se fait appeler le Pacificateur ! Les hommes du commando Hentic en rigolent encore. Mais le rire tourne à l'écœurement quand ces « militaires » un peu particuliers découvrent la « connerie » de l'armée. La 25e division alpine qui tient la région veut faire respecter sa prédominance. Ses officiers sont vexés. Comment ce Hentic, qui a d'autre part une drôle de réputation — ce n'est pas sa femme que leurs épouses à tricots et à bonnes œuvres recevraient — vient-il fourrer son nez dans leur zone ? Et avec ces trente bonshommes dans des tenues bariolées, ajustées comme des collants de danseurs. On fait la guerre ici, on n'est pas chez Serge Lifar ! C'est vrai qu'ils ont fière allure, les commandos de Hentic. Les tenues léopard ont été retaillées, la veste ouverte sur des poitrines bronzées. La ceinture à cartouches étrangle des tailles qui n'ont rien à voir avec celles des adjudants de quartier qui circulent dans la petite ville, et sont à l'image de leurs troupes. Les appelés sont livrés à eux-mêmes. Treillis tachés, le calot cassé sur la tête, astreints à des corvées imbéciles. Maintenant, ils sortent un peu. Pas beaucoup puisque la région est tenue par les commandos K et qu'il faut les laisser travailler. Et les bidasses regardent avec mépris — et aussi un peu d'envie — les 30 « types à Hentic », toujours impeccables, qui font leur petit boulot, draguent, sentent, prennent la température, discutent avec les Kabyles. Mais les officiers de la 25e division alpine exigent que le commando Hentic — qu'on a baptisé aussi « K », ce qui ne facilite pas les conversations — comprenne des chasseurs alpins. C'est le début de l'engueulade. Décidément, ça ne va pas avec l'armée classique.

« Mon colonel, dit le lieutenant d'Axel, notre commando est chargé d'une mission bien précise. Des opérations de commando ne sont possibles qu'avec des gens bien entraînés.

— Et vous croyez que mes chasseurs ne savent rien faire !

— Je ne dis pas cela, mais nous avons subi un entraînement très particulier. »

Et le lieutenant ne précise pas qu'il n'a pas de comptes à lui rendre. Déjà un incident sérieux oppose Hentic au « Pacificateur » ridicule. Un incident qui, en 1956, va opposer presque partout les léopards, c'est-à-dire les unités de parachutistes et leurs officiers qui travaillent dans le cadre d'une guerre subversive apprise en Indochine, aux commandants de secteur classiques. Ceux qui transforment leur ville ou village en fortin avec chevaux de frise et barrages. Et qui comptent sur les gendarmes et leurs officiers de 2e bureau pour fournir des renseignements et monter des opérations.

Le Pacificateur annonce bien sûr que tout est pacifié. Que les commandos K ont réussi, qu'il n'y a que quelques F.L.N. isolés. D'ailleurs les gendarmes veillent. Et c'est bien ce que le 11e « choc » regrette. Hentic et ses hommes qui ne sont pourtant pas des tendres sont écœurés des scènes qui se déroulent dans le cadre de la pacification de Tigzirt. Ils voient une centaine de rappelés qui rigolent bêtement devant les gendarmes qui brûlent les couilles à de pauvres types qui ne savent rien ! Les gendarmes « interrogent » et finissent d'assainir la région. Hentic proteste auprès du Pacificateur !

« Cela ne sert à rien, mon colonel, et on se dégrade face à la population. On passe pour des imbéciles.

— Mais je ne vous permets pas.

— Mon colonel, nous, nous avons appris en revanche que le chauffeur du bachagha de Tigzirt est en liaison avec certaines bandes qui contrairement à vos informations subsisteraient dans la région et qu'il leur fournit des vivres en grande quantité. Payés d'ailleurs par le bachagha.

— Capitaine, je vous interdis. Le bachagha est grand-croix de la Légion d'honneur. »

Décidément il n'y a rien à faire avec ce gros colonel. Et Hentic sent que cela ne va pas avec les Kabyles de La force K. Les paras du 11e « choc » ont de curieux dialogues avec les hommes de Zaïded ! L'hostilité se mêle à l'ironie.

« Alors, l'homme peint, la chasse au renard est difficile ?

— Il suffit de les courir...

— Mais il vaut mieux savoir où placer les pièges. »

On va leur montrer aux forces K et aussi au Pacificateur qu'au 11e « choc » on sait placer les pièges. D'abord le chauffeur du bachagha. On le prévient gentiment. Au plastic. C'est d'abord son chien qui explose dans le jardin du bachagha. Puis les volets de la maison avec un peu de mur. Puis le lieutenant d'Axel ayant la preuve de la complicité du chauffeur, celui-ci explose avec sa voiture. « Quant au bachagha qui travaillait avec les fells sous la protection idiote de ce crétin de colonel, on se l'est fait discrètement. Un peu plus tard... »

Car maintenant le 11e « choc » est persuadé que les hommes de La force K sont suspects. Hentic a reçu du renfort en la personne de Jean Servier, cet ethnologue qui a vécu le 1er novembre 1954 en plein Aurès et qui est chargé de missions spéciales au Gouvernement général. Servier parle kabyle, arabe, chaouïa, tous les dialectes. Il connaît toute la Kabylie et il confie à Hentic ses soupçons : les hommes des commandos K ne sont pas du tout originaires des douars qui, d'après eux, les ont vus naître.

Hentic, qui souffre des séquelles d'une vieille blessure, est provisoirement incapable de crapahuter. Il lui faut pourtant des preuves de la duplicité des commandos K. Il envoie de lieutenant d'Axel et ses trente gars dans la région d'Azazga.

« Là-bas, d'après le commandant de zone, il n'y a pas un fell, précise-t-il. Alors sondez-moi ça. Et restez en liaison avec l'état-major du 11e « choc » qui est au repos à Tipasa en ce moment. »

Le commandant de secteur monte une opération de contrôle pour permettre au commando Hentic d'entrer dans la zone sans se faire remarquer. Les trente hommes restent en queue de convoi, puis sont largués discrètement. Ils sautent des camions dans les fossés, dans les broussailles. Le convoi opérationnel disparaît. Le commando, seul dans la zone d'Azazga, se met au travail. Il faut accrocher à tout prix. La première nuit — on ne travaille que de nuit, comme les fells — les hommes descendent trois maquisards en armes sur lesquels ils sont tombés par hasard. Deuxième nuit : rien. Le vide. Troisième nuit, ils arrivent dans une zone où leurs « amis » force K devraient se trouver. Pourtant les hommes du 11e « choc » se font « allumer ». Pas de dégâts. Ils contactent les forces K. « Oui, disent les Kabyles de Zaïded, il y a une petite bande de fells dans le coin. »

Une petite bande ! Le commando se fait accrocher de toutes parts. Cette fois, c'est grave. Le lieutenant sort la « valise ». Ça, c'est encore un des privilèges du 11e « choc » qui rend jaloux tous les commandants d'unité. Les commandos du 11e « choc » sont équipés d'un émetteur-récepteur de petit format très puissant qui leur permet d'entrer directement en contact avec l'état-major du 11e « choc » où qu'il soit. La valise permet donc d'appeler la Piscine du boulevard Mortier à Paris !

Là, il s'agit de renseigner rapidement le commandement du 11e « choc ». Le lieutenant émet en clair :

« Sommes accrochés à plusieurs reprises. Région prétendument pacifiée entièrement aux mains des rebelles puissamment armés. On nous tire au F.M. »

Des chasseurs alpins qui sont en écoute interviennent sur la ligne.

« Pourquoi tirez-vous au F.M. dans cette région ?

— Mais on ne tire pas. Ce sont les fells en face qui nous arrosent !

— Pas possible. Il n'y en a presque plus et ils n'ont pas de F.M.

— Eh ! viens y voir, Ducon ! »

L'état-major du 11e intervient.

« Ça suffit. Essayez d'obtenir confirmation de ce que vous avancez et prévenez immédiatement Hentic et la 25e division alpine. »

Le lieutenant monte deux autres embuscades. Mêmes résultats. Plus de doute, la région est tenue par le F.L.N. ! Retour immédiat.

Hentic prévient l'état-major de la 25e division alpine.

« On est en plein territoire ennemi. Selon les instructions, je me mets avec mes hommes à votre disposition. »

Et Hentic croit vivre un cauchemar. Les militaires classiques ne le croient pas. Tous les rapports concordent : la région est débarrassée des fellaghas. En outre, il est impossible que le F.L.N., s'il y en avait encore, soit armé de fusils mitrailleurs. Hentic et son commando sont mis à l'écart de l'opération. On les utilise dans le cadre du commando divisionnaire alpin. Ils font quinze opérations héliportées parfaitement étrangères à l'opération K. Ils sont éjectés. Pas pour longtemps.

Fin août, on les rappelle d'urgence :

« Filez sur la route d'Azazga. Le 151e d'infanterie est tombé dans une embuscade.

— Alors il y aurait à nouveau des fells ? ironise Hentic.

— C'est peut-être les commandos K ! »

L'armée n'est plus très sûre de ses commandos kabyles, qui maintenant sont sans cesse en opération dans le djebel ! Les hommes du 11e « choc » arrivent à la rescousse. Ils tombent sur le 151e. Dans quel état ! Ils trouvent l'armée dans ce qu'elle a de plus horrible. L'armée dépassée, sans chef, sans réflexes ! Trente-cinq hommes sont au tapis. L'embuscade a parfaitement réussi. Le capitaine du poste voisin n'a rien entendu ! Un lieutenant qui patrouillait à proximité a mis trop de temps pour partir. C'est un sergent-chef qui a sauvé le reste de la troupe en gardant son sang-froid. Trente-cinq morts ! Les survivants sont démoralisés, tournent en rond. Sur place, le commando Hentic trouve quantité de douilles de mousquetons. « Du mousqueton, ça ne vous rappelle rien ? »

Eh bien, malgré les trente-cinq morts, ça ne rappelle rien du tout au général Gouraud, commandant la 25e division alpine : « C'est impossible que nos Kabyles aient déserté. »

Alors Hentic pique sa rogne. Il lâche ses hommes dans la nature. Le lieutenant d'Axel a des ordres précis : « Fiche le bordel, que ça casse, que ça saigne, dit Hentic. Va faire de la contre-guérilla. Il va bien falloir que ça sorte. » Et la grande bagarre commence. Le 11e file dans la nature, plastique les maisons de fellaghas connus. Tout y passe, meubles, provisions, voisins. On tire à tort et à travers.

On essaye de créer le « clash ». On terrorise la population. Il faut que les types sortent. Mais rien. Ils ne bougent pas. C’est la population exaspérée qui lâche l’information :les forces K sont tous « de l’autre côté ».

Hentic rapporte le renseignement. « Alors, cette fois, on y va, non ? » Pour toute réponse, le colonel Fauconnier commandant le service de renseignements de la 25e division, décharge le commando Hentic de l’opération K et lance le 15e bataillon de chasseurs alpins à la poursuite des fellaghas. Car on ne croit toujours pas à la désertion des forces K.

D’ailleurs La force K prend tout de suite contact avec les chasseurs, alors qu’elle s’est bien gardée de le faire avec les hommes du 11e « choc ». Oui, il y a bien des fellaghas. Ce serait une bande venue des Aurès-Nemencha. Fauconnier exulte. Il va l’avoir, sa victoire. Et le général Gouraud sera heureux. Avec nos petits chasseurs bien de chez nous, on aura réussi là où ces grands dépendeurs d’andouilles avec leur tenue de carnaval ont fait chou blanc !

Les forces K se proposent de passer devant. Ils se font donner des armes supplémentaires, des cartouches et des fusées blanches.

« Dès qu’on les repère, on tire la fusée blanche et vous arrivez. »

On attend. Les chasseurs sont excités. On les tient. La fusée blanche. En avant. Et ayant soigneusement monté leur embuscade les hommes de La force K ajustent les petits chasseurs alpins qui, confiants, tombent dans le piège. Quarante morts ! Et pendant ce temps, le commando Hentic est à Tigzirt sans rien faire. Sur l’ordre de la 25e division alpine !

C’est la fin des commandos K. Krim a donné à ses hommes l’ordre de regagner en bloc les rangs de l'A.L.N. officielle. La décision a été prise au congrès de la SoummaM. Les forces K prenent le maquis dans la forêt de Tamgout au sud de Port-Gueydon au moment où la 25e division alpine et la 10e R.M. allaient les équiper de mortiers ! Avant de disparaître Zaïded et ses hommes révèlent la supercherie à Hachiche et le suppriment de trois balles dans la poitrine.

Les masques sont jetés. Devant l’étendue du désastre, une seule solution : les liquider jusqu’au dernier. Si pareille opération se savait ! Alors c’est le grand cirque, la grande opération sur la zone de Port-Gueydon. Sur la route, la 7e D.M.R. (division mécanique rapide) avec ses blindés, ses camions, ses canons. Sur la route des crêtes, au milieu d’un maquis très dense, on envoie des bataillons de la 25e division alpine, le 3e R.P.C. et le 1er R.C.P. Au total 15 000 hommes. Hentic n’est plus « au coin ». Ses prévisions se sont réalisées et Fauconnier, l’officier S.R. de la division alpine, n’a pas osé le mettre hors du coup. Avec le 11e « choc », on ne sait jamais. Quand Hentic et les trente léopards arrivent, ça tire de partout. Au 155, au 105, au 75 sans recul. Il y a les capitaines qui font du cinéma aux colonels, les colonels qui en font aux généraux. Les généraux qui s’en font entre eux. Là, ils bichent. C'est leur guerre à eux comme ils en ont l’habitude.. Avec grands déploiements de troupes, P.C. de campagne, antennes gigantesques, toute l'animation des grands combats.

On envoie Hentic à dix kilomètres de là. Vers l’arrière. Qu'ils ne viennent pas nous gâcher notre victoire avec leurs coups tordus ceux-là. Car la victoire est certaine. Les commandos K sont 1 500 bien armés mais ils sont encerclés par 15 000 hommes et matraqués par un bombardement et des tirs d'artillerie comme on n’en a pas vu depuis longtemps. Hentic s’installe où on lui en a donné l'ordre. Il attend. Il sait qu’il n’y a rien à faire car ce n'est pas comme cela qu’on les aura. Les fells, il faut se les mériter. Il faut les déloger. Crapahuter. Autrement, ils attendront la nuit et passeront comme d'habitude à travers les mailles du filet.

Arrive près de Hentic un capitaine du 3e R.P.C., une « casquette » des Bigeard-boys. Les deux hommes se connaissent.

« Toi, tu sais où ils sont les gens qu’on doit déloger ?

— Oui, bien sûr. C’est même pour ça qu’on nous a balancés à l’arrière.

— On y va ensemble ?

— O.K. Partant. »

Et l’opération réussira. Six cents hommes de La force K sont mis hors de combat. Le reste — Krim l’estime à six cents hommes — regagne les maquis ; ils ont eu la chance de ne pas être accrochés par le 3e R.P.C., le 1er R.C.P. les trente du 11e « choc ». Ils sont passés comme’prévu à travers l'armée régulière, à travers les chars, à travers le grand cirque. Le 3e R.P.C. de Bigeard, aidé du commando Hentic, a fait le gros de l’opération. C’est l’échec complet de l’armée classique. Celle qui méprise l'adversaire, celle qui ne le considère que comme une poignée de bandits sans idéal. En haut lieu, on fera à jamais le silence sur l'opération armée secrète de Kabylie. Quant au grand cirque de l’encerclement de Port-Gueydon, on en parlera dans les journaux comme d’une importante opération militaire couronnée de succès !

Après dix mois de silence, la Grande Kabylie s'embrase à son tour. Les maquis déjà bien organisés sont maintenant bien armés ! Après l’Aurès, après le Constantinois, après la Soummam, après l’Algérois, la haute Kabylie entre dans la danse. À la fin de l’opération « force K-Oiseau bleu » l'insécurité règne partout. L’armée, classique est tenue en échec. La preuve est faite. La guerre psychologique, les tentatives d’intox, les contre-maquis autant d’armes dont elle ne sait pas se servir. Le temps des léopards est arrivé.

Pour Soustelle, tout va désormais très vite. Il sent la situation se dégrader et lui échapper. Tout le bel édifice qu’il tentait d’élever depuis février 1955 à la gloire de l’intégration s’écroule par pans entiers. Il y a eu le manifeste des Soixante et un. Un coup de poignard dans le dos. Il y a eu en octobre l’embrasement de l'Oranie. Là encore, il sent qu’il a misé à côté ou bien qu’il est dans « le bleu complet ». Trois heures exactement après qu’il s’est félicité, dans le discours d’inauguration de la foire d’Oran, de « l’attachement de l'Oranie à la politique d’intégration », des attentats se succèdent toute la nuit. Un tract F.L.N. explique que « l’Oranie tout entière se joint à ses frères en lutte pour illustrer de la façon la plus éclatante l’unité et la coordination de l’action des forces rebelles ». C’est l'œuvre de Boudiaf qui, envoyé par l’extérieur au Maroc espagnol, a réussi à déclencher une action commune algéro-marocaine contre l’Ouest algérien. Les Marocains vont tout de suite lâcher leurs « frères » algériens car ils entament avec la France un processus de négociation. Seuls les Rifains poursuivront la lutte au coude à coude. Soustelle a néanmoins accusé le coup. D’autant qu’il apprend les premières désertions importantes de tirailleurs venus d’Indochine.

À 7000 km de là, à New York, la décision d’inscrire la question algérienne à l’ordre du jour de la session des Nations unies est prise à une voix de majorité en séance plénière. La France réagit et retire sa délégation à l’O.N.U. Le plan Pinay réussit. De nombreuses délégations commencent à regretter leur vote en faveur des « rebelles algériens » et reçoivent de leurs gouvernements l'instruction de renverser la vapeur car on a besoin de la présence de la France pour voter l’admission de nouveaux membres afro-asiatiques. On observe alors une attitude de demi-retrait du groupe afro-asiatique pour préserver les chances des Algériens pour la session suivante. Le péril est provisoirement écarté. Mais le problème algérien a fait la « une » des journaux.

Le 1er novembre, anniversaire de l’insurrection, est marqué en Algérie par une grève générale qui est observée — sauf en Oranie — par la quasi-totalité de la population musulmane.

En Kabylie, c’est la guerre. Le Constantinois est en pleine effervescence. L’Aurès poursuit les accrochages.

À Alger et dans l'Algérois les réseaux, les maquis se développent. Un jeune sergent, Ali Khodja, a déserté en emportant un stock d'armes important. Il a rejoint le maquis de Palestro et forme un commando dont les unités locales font les frais.

Soustelle sent qu'il faut très vite faire appliquer son plan de réformes. En octobre, à l'Assemblée nationale, un grand débat sur l'Algérie a fait ressortir que la politique d'intégration était de plus en plus critiquée et que le fédéralisme semblait gagner du terrain. Soustelle, après l'incident des Soixante et un, ouvre fin novembre la session ordinaire de l'Assemblée algérienne au cours de laquelle on doit examiner ses projets de réformes. Le gouvernement a en outre demandé à Soustelle de soumettre un projet prévoyant la création de trois nouveaux départements : Tizi-Ouzou, Sétif ou Bougie, Tlemcen. Mais là encore, le gouverneur se heurte aux Soixante et un. Dès la veille de l'ouverture de la session ordinaire, les élus du groupe des Soixante et un ont réitéré leur opposition au plan Soustelle et à l'intégration. Cette session ne donnera rien. La proximité des élections législatives n'est pas favorable à l'adoption des décisions importantes.

Car Edgar Faure a décidé, le 2 décembre 1955, de dissoudre l'Assemblée nationale et, par suite, l'Assemblée algérienne. Soustelle étouffe d'indignation. Depuis un certain temps, il y a de l'eau dans le gaz entre le gouverneur général et le président du Conseil. Soustelle reproche à Edgar Faure des pas de valse-hésitation qui, s'ils sont gracieux dans un salon, n'ont pas leur place dans le règlement d'un problème si grave. Dans un premier temps, Edgar Faure a été favorable au plan d'intégration. Puis il s'est rendu compte de l'immensité des charges qu'entraînerait l'intégration. On a vu que Soustelle — réagissant violemment à l'initiative des Soixante et un — voulait qu'à l'issue d'un grand débat sur l'Algérie le Parlement votât une motion concluant à l'intégration. Mais lorsque le gouverneur général a revu Edgar Faure, il l'a trouvé beaucoup moins enthousiaste. « Blachette et Chevalier étaient passés par là, me dira plus tard Jacques Soustelle, et ont cassé le travail. Ils sont venus expliquer à Edgar Faure que ni les Arabes ni les Européens ne voulaient de l'intégration... Alors que Chevallier était venu me dire à Alger : je vous soutiendrai à fond. »

En effet, Jacques Chevallier a fait une déclaration fracassante au *Monde :* « J'ai la conviction que l'intégration est pratiquement inapplicable. Parmi ceux qui s'en déclarent les partisans, j'entends en Algérie, beaucoup ignorent le vrai contenu du mot. » À la rentrée parlementaire, Edgar Faure a provoqué à Matignon une table -ronde qui pond une motion finale d'où rien ne ressort. Soustelle, amer et conscient que son projet d'intégration aura bien du mal à voir le jour, n'en dépose pas moins ses réformes sur le bureau de l'Assemblée algérienne, les fait discuter en commission. Et c'est la bombe : Edgar Faure a décidé de nouvelles élections.

Pour Soustelle, c'est le tournant vers le pire. Il est persuadé que Faure et Pinay ont pris cette décision croyant revenir, après de nouvelles élections, en triomphateurs. « La France ne voyait l'Algérie qu'à travers les affaires politiques et d'un point de vue électoral petit et mesquin. Bref, rien de changé. Rien de nouveau... » Son plan est par terre. Bien plus, la situation en Algérie ne cesse de s'aggraver. Lorillot n'obtient pas les renforts qu'il demande. Soustelle, s'il applique la loi, doit faire cesser l'état d'urgence. La dissolution de l'Assemblée nationale l'exige. Soustelle réunit ses préfets :

« Au lendemain de la dissolution, explique-t-il, on est obligé de relâcher tout le monde !

— Rien à faire, il faut continuer », dit Lambert, le préfet « à poigne » d'Oran.

Bourgès à Paris écume de rage contre son président du Conseil. Il soutient toujours son ami Soustelle. Celui-ci décide de ne pas suspendre l'état d'urgence. « C'est là ma seule illégalité que je ne regrette pas », me dira-t-il dix ans plus tard lorsque je le rencontrerai en exil.

À la fin de l'année 1955, Soustelle se sent lâché de toutes parts. Mais il ne veut pas abandonner la partie. Il a l'Algérie dans la peau. Il a le virus. Comme on le comprend ! Alors il poursuit son

« œuvre ». Plus que jamais il tient à ses réformes. Pourtant il doit bientôt s'avouer vaincu. La commission de l'Assemblée algérienne refuse de les discuter en raison de l'opposition des élus musulmans du groupe des Soixante et un qui estiment que « la situation de l'Algérie est telle qu'elle exige d'autres mesures et non pas de simples palliatifs ». Les démissions d'élus du second collège se multiplient en signe de protestation contre la répression. L'activité de l'A.L.N. s'intensifie. Rien n'est possible en raison des élections en France. Soustelle décide qu'elles n'auront pas lieu en Algérie. Il annonce le 10 décembre qu'elles sont reportées à une date ultérieure étant donné le cas de force majeure.

En France, la campagne électorale bat son plein. Celle du Front républicain Mollet-Mendès se fait sur le thème : « Mettons fin à la guerre d'Algérie. » En Algérie, l'opinion musulmane sensible aux arguments de cette tendance qui demande des négociations en Algérie pense que les élections vont amener au pouvoir des hommes favorables aux nationalistes. Soustelle n'a plus rien à espérer. C'est l'effondrement de la politique qu'il a ébauchée. Il a obtenu la loi d'urgence et quelques renforts. Il a mis en route une administration plus largement ouverte aux musulmans ; il a réussi à ouvrir une école d'administration pour les Algériens musulmans. Sa promotion de sous-préfets sortira avant son départ. Mais sur les réformes de base, c'est l'échec. Il faut attendre un nouveau gouvernement, une nouvelle Assemblée, pour discuter à nouveau des réformes indispensables. Une nouvelle Assemblée qui n'aura pas de représentants algériens puisque les élections sont ajournées en Algérie. Soustelle tient encore la barre. Il liquide les affaires courantes car rien n'indique que son mandat sera renouvelé par le nouveau gouvernement. Il doit penser à son siège de député. Il va comme d'habitude se présenter à Lyon. Il n'y fait que deux voyages-éclair. Il ne veut pas quitter l'Algérie à l'heure où là situation s'aggrave dans tous les domaines.

Elle est si préoccupante, cette situation, et les relations Faure-Soustelle se sont tellement dégradées que le gouvernement décide l'envoi d'une « mission d'information » à Alger. Mission constituée des directeurs et directeurs adjoints du cabinet Edgar Faure : Jacques Duhamel et Paul Démange, auxquels se joindra Abel Thomas, directeur adjoint du cabinet Bourgès. Officiellement cette mission d'étude doit « permettre une liaison plus étroite entre le président du Conseil et le gouverneur général Soustelle ». On ne peut montrer plus de maladresse, plus d'incompréhension de la situation en Algérie. Cette mission est un camouflet pour Soustelle. C'est aussi l'occasion de faire circuler les bruits les plus fantaisistes, pouvant servir à toutes les causes. Et ça ne manque pas.

On raconte que cette mission est destinée à suppléer une carence des autorités civiles et militaires de l'Algérie. « On vous le disait bien, on n'est pas gouvernés. On n'a pas de chef militaire qui veuille mater la rébellion. Quant à Soustelle, lui, il ne pense que réformes. » Telle est la position des mouvements européens les plus extrémistes comme celui qui groupe les « excités » sous la houlette de M. Boyer-Banse, le type caricatural du vieux colon qui traverse des siècles sans rien apprendre et qui défend un nationalisme colonialiste éhonté. Boyer-Banse, nous le retrouverons, c'est « le drapeau et les privilèges ». Dans certains milieux algériens, cette mission est au contraire l'échelon précurseur d'une mission de négociation ; à moins qu'elle ne soit chargée d'élaborer un régime nouveau de l'Algérie. Dans tous les cas, c'est l'autorité de Soustelle qui est battue en brèche.

Furieux, le gouverneur général envoie le 2 décembre à 17 h 5 un télégramme très sec à Edgar Faure dans lequel il lui « suggère » la publication d'un texte expliquant que « la mission doit étudier sur place un certain nombre de mesures demandées par M. Soustelle tendant notamment au renforcement des moyens administratifs et militaires mis à la disposition de l'Algérie. » La mission comporterait les membres déjà cités auxquels s'ajouteraient les hommes de l'équipe Soustelle. Le gouverneur général conclut ce télégramme n° 02548 par cette phrase qui en dit long sur ses rapports

avec Edgar Faure :

« Je demande instamment que vous approuviez l'esprit et la forme de ce communiqué. Stop. Si celui-ci ne recevait pas votre accord, je me verrais dans l'obligation de faire toutes réserves sur la venue de cette mission. Fin. »

La mission fera un séjour de vingt-quatre heures à Alger. Après quoi elle regagnera Paris ayant étudié « à fond » tous les problèmes !

En France, on commence à se préoccuper du problème algérien. Un journaliste, Robert Barrat, qui a effectué un reportage avec les troupes F.L.N. de la zone 4, a été reçu par Ouamrane. Celui-ci a fait sa première déclaration publique, « conseillé » par Abane qui a assisté — sans dévoiler son identité — à l'entretien. Le reportage : « Chez les hors-la-loi algériens », qui décrivait la vie et les revendications des « bandits », publié le 15 septembre dans *France Observateur* fait grand bruit. Robert Barrat est arrêté pour non-dénonciation des « chefs de bande » qu'il a interviewés. Vincent Monteil, ami de longue date de Robert Barrat, revoit à cette occasion son ancien patron et lui dit sa façon de penser d'une telle attitude du gouvernement. Soustelle réplique sèchement qu'il ne faut pas regretter « d'avoir fait fusiller Brasillach ». Monteil note : « Nous sommes désormais des deux côtés de la barricade. » Barrat est rapidement felâché. Mais le ton est donné.

Fin 1955, est publié à Paris un livre d'une grande importance : *l'Algérie hors la loi*, qui est en fait un dossier d'étude du problème algérien. Ses auteurs ? Francis et Colette Jeanson. On en reparlera !

À un manifeste des intellectuels contre la guerre d'Algérie, Soustelle répond d'une façon qui lui vaut, et pour longtemps, l'affection et le soutien désormais inconditionnel de ses anciens ennemis : Sérigny et *L'Echo d'Alger*. Dans ce manifeste, Soustelle abat ses cartes. Il nie la guerre :

« Un état d'insecurité sporadique et variable, des attentats individuels, des embuscades, des incendies, est-ce la guerre ? Sans doute, dira-t-on, c'est une question de définition : mais dans ce cas, le seul fait d'appeler « guerre » ce qui se produit en Algérie est déjà un geste et un choix. »

Soustelle s'élève contre le défaitisme de ceux qui ont lancé le terme « guerre d'Algérie ». Et surtout, après avoir contesté avec force et violence la représentativité des hommes de l'A.L.N., il s'élève contre l'idée même de négociation :

« ... On considère que la qualité de « représentant qualifié » appartient de droit aux terroristes. Encore la question se poserait-elle de savoir à partir de combien de fermes brûlées ou de fellahs égorgés on devient un “représentant qualifié” ! »

À tous ceux à qui il répond et dont certains comptèrent parmi ses amis, c'est la réflexion de Monteil qui vient à l'esprit : « Cette fois, nous voilà des deux côtés de la barricade. »

À Paris, un autre homme parle aussi de l'Algérie, l'un des plus grands noms de la littérature française contemporaine : Albert Camus. Déjà, selon un mot qui deviendra célèbre, il a mal à l'Algérie.

L'Algérie, c'est son pays. Il est né le 7 novembre 1913 à Mondovi. Ses parents sont pauvres. Il est d'une famille de « petits Blancs ». Son père est ouvrier caviste. La famille s'est installée en Algérie en 1871. Elle venait d'Alsace. 1914, c'est la guerre et aussi la mort du père. Camus connaîtra l'enfance pauvre des gosses de Belcourt. Sa mère travaille à la cartoucherie, puis fait des ménages. Si Albert Camus poursuit ses études, c'est grâce à son instituteur, Louis Germain, qui le fait travailler et lui obtient les bourses qui lui permettront d'accéder aux études secondaires. C'est dire si Camus connaît ces petits pieds-noirs, s'il connaît aussi ces Arabes que l'on veut aujourd'hui leur opposer. Il ressent l'injustice comme la fraternité. Il est désespéré par l'attitude d'un certain colonat réactionnaire qu'il condamne, mais il est outré par le raccourci tragique que certains n'hésitent pas à faire en France : les Français d'Algérie sont tous des colons. Tous des réactionnaires qui « bouffent »

de l'Arabe. Il faut intervenir avant qu'il soit trop tard ; ouvrir les yeux de la France et éviter que le petit peuple des Français d'Algérie, la majorité, n'écoute les conseils stupides et criminels de « tous ceux qui, comme dit Mendès, n'ont eu comme ennemis que Clemenceau, Blum, Viollette, De Gaulle, Chataigneau », ne savent que séparer, creuser des fossés, opposer dans une lutte qui devient sanglante deux communautés qui vivent ensemble. Les attentats qui frappent la population civile européenne doivent cesser comme doit cesser une répression qui, sous le couvert de la responsabilité collective, ne fait que fournir des éléments nouveaux à la révolution algérienne. Le 20 août, les massacres d'El-Halia, d'Aïn-Abid l'ont bouleversé mais ne lui ont pas fait oublier la répression atroce qui a suivi le début de l'insurrection. Et s'il y a eu insurrection, la part d'injustice qui a frappé la population musulmane y a été pour beaucoup. Il sait quelle énergie une droite rétrograde a déployée en Algérie pour entraver la mise sur pied'des réformes indispensables, pour prolonger l'injustice profonde de certains procédés. Il reproche déjà, et il ne cesse de le faire jusqu'au silence qui a suivi l'apparition des *Chroniques algériennes,* la lâcheté d'une certaine gauche qui ne reconnaît pas, qui ne veut pas reconnaître que tout ce qui s'est fait en Algérie n'a pu se faire qu'avec la bénédiction de la métropole... et de cette même gauche. Aujourd'hui, en 1955, il redoute que la gauche ne tente pas de persuader le mouvement arabe que certaines méthodes sont ignobles en elles-mêmes. Camus, avec une lucidité rare, a perçu dès le début de l'insurrection la catastrophe à laquelle conduit immanquablement l'engrenage attentat-crime-répression-responsabilité collective. « Chacun pour se justifier s'appuie sur le crime de l'autre... » Il faut jeter dans cette machine broyeuse le sable de toutes les bonnes volontés. En septembre 1955, il décide de se lancer dans la mêlée, de mettre dans la balance sa réputation d'écrivain célèbre, son cœur qui bat depuis toujours à Alger, sa connaissance des hommes de « là-bas » et aussi les écrits qu'il peut publier dans *L'Express.* Il a en effet accepté de revenir au journalisme dans le journal de Jean-Jacques Servan-Schreiber qui devient quotidien.

On connaît les écrits de Camus sur l'Algérie publiés pour la plupart dans *L'Express* de septembre 1955 à février 1956 ; il a expliqué ces textes — remontant même aux mises en garde qui dataient de 1939 — dans *Actuelles III*, mais on ne sait pas grand-chose de ses réactions personnelles et passionnelles face au problème algérien qui, au fil des mois, devient la préoccupation principale de la France. Des témoignages inédits d'amis discrets et, surtout, la découverte de cinq lettres inédites donnent un éclairage nouveau sur ce que fut l'action d'Albert Camus dans la guerre d'Algérie. Action que certains n'hésitèrent pas à limiter à la réponse célèbre faite à un journaliste qui, lors de la remise du prix Nobel, l'interrogeait sur l'Algérie, pays où vivait encore sa mère : « Entre la justice et ma mère, je préfère ma mère... » On va voir combien elle est différente, autrement complexe.

Camus sait ce qui se passe en Algérie. Il a des amis fidèles restés à Alger : Jean de Maisonseul, Charles Poncet, Miquel, Simounet, Chariot, l'éditeur des heures sombres de l'occupation, l'homme qui a permis à Saint-Exupéry, à Kessel, à Druon d'être édités à Alger. Tous les anciens copains écrivains et poètes sont à Paris : Max-Pol Fouchet, Claude de Fréminville qu'*Europe n° 1* rendra célèbre sous le nom de Claude Terrien ; Emmanuel Roblès, lui, fait la navette entre Paris et Alger. Ce noyau libéral d'esthètes, d'artistes, d'intellectuels est bouleversé depuis que, le 1er novembre 1954, une certaine Algérie est entrée en rébellion. Puis ce souci se transforme en panique depuis que — sous Soustelle, un homme de gauche, pensait-on — la situation s'est aggravée. Le fossé, ils le sentent bien avant le 20 août. Car eux sont toujours en contact avec leurs amis musulmans. Dès le début, certains hommes ont essayé de resserrer les liens qui — ils le pressentent — vont tragiquement se relâcher. Il faut battre le rappel des bonnes volontés. Un professeur, M. Malan, directeur du lycée

franco-arabe, établit avec deux ou trois collègues, dont le professeur Mandouze, un texte, une déclaration autour de laquelle on pourrait réunir quelques « libéraux » de poids — le terme n'a pas encore cours en février 1955. Camus de passage à Alger examine avec son ami Charles Poncet ce texte qui dénonce le côté unilatéral du colonialisme. Camus le trouve maladroit car il impute au colonialisme toutes les inégalités sociales que l'on trouve aussi bien en Espagne qu'en Italie et même en France. C'est couper cette aile libérale en formation de la masse des pieds-noirs. Ne pas parler des côtés positifs du colonialisme est également une erreur. D'autant que l'infrastructure dont le colonialisme a doté l'Algérie sera indispensable à un pays de type fédéral dont le groupe Camus rêve. Albert Camus ne peut pas se mêler à la réunion Malan au cours de laquelle on va discuter du texte, mais conseille à son ami Poncet d'y défendre leur position.

La réunion a lieu en mars dans l'immeuble des fonctionnaires près de la pension Sainte-Elisabeth sur le Telemly. Charles Poncet trouve là une vingtaine de personnes. Peu d'Algériens. La discussion montre très vite que, parmi les libéraux qui tentent de comprendre quelque chose à une situation explosive et désirent sincèrement arrêter la machine infernale, des tendances opposées se dessinent. Les deux principales sont représentées par Charles Poncet et par un jeune médecin dont le père est très connu à Alger : Pierre Chaulet.

Poncet défend la position établie par Camus sans s'en faire le porte-parole :

« Cette tentative de regroupement, dit-il, peut avoir de l'efficacité si nous avons un bulletin qui ait une grande diffusion et qui nous servira à expliquer la genèse de la révolte et ses justifications. Si nous voulons être efficaces, nous devons expliquer aux pieds-noirs dont nous sommes la nécessité de comprendre la rébellion. Car actuellement qui parle, qui entraîne le peuple ? Les extrémistes, ceux dont les intérêts sont représentés par *L'Echo d'Alger* et *La Dépêche quotidienne*. Même le *Journal d'Alger*, vous le savez, n'acceptera jamais notre prose. Nous devons donc avoir notre journal. »

Poncet demande également — et c'est indispensable pour que le mouvement démarre sur des bases saines — que le terrorisme aveugle, le plus spectaculaire, soit fermement dénoncé.

Pierre Chaulet, catholique convaincu, milite depuis son enfance dans divers mouvements qui luttent pour le rapprochement, la compréhension des deux communautés. Il a essayé avec Pierre Popie et Pierre Roche de créer un mouvement regroupant des associations aussi diverses que les Etudiants musulmans d'Afrique du Nord, les scouts musulmans, la jeunesse du M.T.L.D. Ses amis sont Lamine Khene, Omar Lagha, Kadache et surtout Salah Louanchi qui deviendra son beau-frère. Avec une volonté extraordinaire, ce groupe de jeunes du P.C.A. — tente un rapprochement et une campagne d'explications. Cela se passe dans les années 1950-1951. « À cette époque, dira Chaulet, il était pornographique de dire qu'en Algérie il y avait des bidonvilles. Il était plus correct pour un bourgeois d'avoir trois maîtresses que de fréquenter un Arabe... » Parler, se rencontrer, discuter, tel était te but de ces jeunes gens de bonne volonté qui se groupent au sein de l'A.J.A.S. (Association de la jeunesse algérienne pour l'action sociale). Ils envoient des gens dans les bidonvilles, ils découvrent des malheureux à cent mètres de chez eux. Ils prennent conscience d'un problème qui deviendra un jour explosif. Ils ont établi leur siège à la Robertsau au foyer des Etudiants musulmans. Ce qui, pour l'Algérie de l'époque, est un engagement politique qui annonce un programme « inconvenant ». Avec le professeur Mandouze, ils fondent une revue : *Consciences maghribines*. Pour eux le problème, c'est la colonisation. Un problème qu'ils évoquent sans cesse. Il y a là de jeunes intellectuels algériens. Ben Khedda, M'hamed Yazid, Boulharouf, Saad Dahlab, Drarini, Laïchaoui, Ben Yahia, Mohamed Harbi, Lamine Khene. Il y a des Européens : Daniel Timsit, Georges Hadjadj Au 1er novembre, le clivage se fait plus dur, il y a « les nôtres » et « les autres ».

Et c'est l'époque des réformes Soustelle, des réformes sociales. Germaine Tillion a fondé, sous la

houlette de Jacques Soustelle, les centres sociaux : scolarisation, services de soins, alphabétisation, enseignement professionnel. Le but de Germaine Tillion est de « sortir le plus rapidement du sous-développement par la scolarisation totale faite intelligemment. Sans saupoudrage. Pour 10 000 personnes il faut un centre social de 20 personnes. » Les moyens manquent. Mais là aussi Germaine Tillion réunit des hommes et des femmes de bonne volonté : Nelly Forget, Rachel Jacjuet, Chafika MesleM. Le groupe de *Consciences maghribines* fait au sein de l'A.J.A.S. un travail semblable, mais pour eux le problème n'est pas uniquement social. Il est aussi politique. En septembre 1954 avec Ben Khedda, Yazid, Ben Yahia, etc., le thème a été : « S'il y a les armes à prendre, toi, Européen, tu les prends avec nous. » La réponse, Chaulet la donne dès les premières semaines de la révolution : il recueille des blessés, des gens qui souffrent. On l'a vu participer à l'opération d'Azzedine. Et il poursuit l'action sociale avec les *Amitiés algériennes*.

Tel est l'homme qui chez Malan s'oppose à Charles Poncet. Il est lui aussi contre le terrorisme aveugle, la suite de l'histoire le prouvera amplement, mais il juge Poncet et son groupe comme des « rêveurs ».

« Votre projet n'est pas réaliste. Il vous faudra beaucoup d'argent, donc beaucoup d'adhérents qui partagent nos idées de fraternité. C'est cela qui est "irréel". Ce qu'il faut c'est s'engager aux côtés des Algériens pour défendre leur liberté. »

Poncet est un intellectuel, il se sent perdu devant la décision brutale de Chaulet. L'assemblée est hésitante. En effet, dans le projet Poncet, il faudrait beaucoup d'argent pour « débourrer les crânes ». Il faudrait au moins 5 000 adhérents faisant des sacrifices. Pour Poncet, il faut dénoncer le caractère injuste du colonialisme sans prendre les armes contre son pays.

On se sépare, déçu. On a évoqué des idées qui se révèlent difficiles à réaliser. Quasi impossibles face à une opinion publique emmenée de façon magistrale par une presse qui est aux mains de la véritable colonisation, ces 10 % à peine qui « font » la politique de l'Algérie. Jusqu'en septembre, on parle, on se voit, on se rencontre. Sans résultat. Chaulet et ses amis ne sont plus là. Eux ont fait leur choix. Nous les retrouverons plus tard.

Et la situation évolue. Il y a la répression du Constantinois. Le 20 août. Les premiers attentats. Poncet et ses amis sont désespérés Ce fossé qu'il voulait combler avec ses amis se creuse, s'élargit, se remplit de sang. Et eux, intellectuels qui n'ont que leur plume, que leur parole pour agir, qui ne veulent pas employer d'autres armes, sont isolés, accablés, découragés. Une plume sans journal, la parole sans tribune c'est un fusil sans cartouches. Inutile. Et puis voilà l'espoir. Il vient de Paris. L'ami, le directeur de conscience, la grande voix pour laquelle ils ont respect, confiance, affection va s'élever. Le 27 septembre, Charles Poncet reçoit de son ami Albert Camus la lettre suivante :

25 septembre 1955

« Mon cher Poncet,

« Je suis bien angoissé devant les affaires d'Algérie. J'ai ce pays aujourd'hui en travers de la gorge et ne puis penser à rien d'autre. De plus, l'idée que dans une quinzaine de jours je vais recommencer d'écrire des articles *(dans* L'Express *qui devient quotidien),* qu'il faudra donc que je parle de l'Afrique du Nord, et dans le malaise, puisque la gauche et la droite m'irritent également sur ce sujet, empoisonne mes journées. J'ai besoin de savoir ce que vous pensez tous. Je m'en doute, mais je voudrais au moins corriger mes impressions par les vôtres, m'instruire aussi de ce que mon éloignement m'empêche de savoir. Ne pourrais-tu m'aider, sinon en une fois, du moins en plusieurs,

m'informer, me mettre en garde, être avec moi enfin. Tu m'éviteras peut-être de dire des bêtises, et puis aussi je me sentirai plus affirmé dans ce que je pourrai dire. C'est pourquoi au risque de t'ennuyer je t'envoie ce petit S.O.S. À toi et aux tiens, affectueusement.

ALBERT CAMUS »

La voilà la tribune qui manquait à ces libéraux d'Alger. Et pouvait-on rêver organe plus prestigieux pour expliquer au monde et aux pieds-noirs ce qui se passe réellement, les pousser à tendre la main ? Le plus grand des écrivains pieds-noirs se jette dans la mêlée et sa réputation est telle qu'on ne pourra l'attaquer comme on attaque un simple Mendès-France. Camus, ce n'est pas un homme politique, c'est le maître à penser d'une génération.

Poncet, Simounet, Chariot, Miquel, Maisonseul et les autres se mettent au travail. C'est l'enthousiasme. Il faut que Camus vienne en Algérie, qu'il prépare soigneusement le pont qui doit être lancé sur le fossé. Il faut qu'il tente d'arrêter ce massacre qui, de jour en jour, prend des proportions effrayantes. Et pour cela il doit parler en public. Lancer l'idée d'une trêve, amorcer un dialogue. Le travail de *L'Express,* les éditoriaux serviront de tremplin.

Le groupe d'Alger est en contact avec ses amis musulmans au sein d'un groupe : *Les Amis du théâtre d'expression arabe.* Ils se réunissent dans l'arrière-salle du café La Marsa à deux pas de l'Amirauté ; il y a là Amar Ouzegane, un vieil ami de Camus, ils ont été au P.C. ensemble. Ils l'ont tous deux quitté. Camus en 1937, vraisemblablement à la suite d'incidents entre le parti communiste et le P.P.A. de Messali Hadj qui tenait les communistes pour les instigateurs de la répression qui les frappait Ouzegane a été exclu en 1950 pour déviation nationaliste. Au café La Marsa comme dans toutes les autres réunions il y a, en plus de Mohamed Lebjaoui, Boualem Moussaoui et Mouloud Amrane, tous deux marchands de bonbons dans la Casbah. Avec Maisonseul, Miquel et Simounet, reconstructeurs d'Orléans-ville, et Charles Poncet qui « dans le civil » est chef de service chez Schiaffino, ils constituent le noyau de ce qu'on appellera plus tard le Comité de la trêve civile. Tantôt à La Marsa, tantôt au bureau de Simounet, rue Blaise-Pascal, les huit bavardent, échangent des idées, parlent de ce qu'il est possible de faire.

« Essais d'éclaircissement pour nous plus que pour nos amis algériens, me dira Poncet, pour ma part je voulais défendre une solution fédéraliste prise avec toutes les familles algériennes. Je déniais au F.L.N. sa représentativité exclusive du peuple algérien. »

Ensemble, ils décident d'organiser et d'élargir leur groupuscule et de regrouper tous les libéraux. Et Camus pourrait être le catalyseur de tous ces courants.

Le groupe Poncet ignore que leurs amis algériens font partie du Front de libération nationale, que Lebjaoui et Ouzegane sont même les auteurs, sous le contrôle d'Abane, d'une grande partie de la littérature F.L.N. et qu'ils pensent à la rédaction d'une plate-forme servant de véritable armature politique au F.L.N. Le contact avec les libéraux se fait avec l'assentiment d'Abane qui l'approuve. À la direction de F.L.N.-Alger le massacre du 20 août est loin d'avoir fait l'unanimité. Le 21 août, lorsque les journaux relatent les crimes d'Aïn-Abid et d'El-Halia, Abane au cours d'une réunion à la Casbah déclare à son entourage : « Une révolution authentique ne s'attaque ni aux enfants, ni aux femmes, ni aux vieillards... » L'équipe « politique » du Front est assez mûre pour comprendre à quel point ce genre d'action est néfaste même si, sur le terrain dans l'ensemble de l'Algérie, le 20 août a donné un véritable coup de fouet à la révolution. Les « politiques », qui sont maintenant décidés à tout faire pour isoler la grosse colonisation du reste de la population, voient leurs efforts anéantis par

l’horreur d’une telle action qui apporte le soutien de la masse européenne aux slogans et à la politique « répressive » des groupes de pression. La Fédération des maires au nom de laquelle Froger réclame sans cesse une politique plus dure se voit appuyée dans ses revendications. De plus, les intellectuels du Front qui savent que tout est mis en œuvre pour défigurer le visage de la véritable révolution algérienne en présentant ses dirigeants comme de fanatiques assassins, xénophobes, incapables de concevoir le respect de la personne humaine, mesurent à leur juste valeur les arguments apportés à cette thèse par un massacre aveugle comme celui d'El-Halia.

Dans ce cadre, les intellectuels du Front décident de se servir de leurs amitiés chez les libéraux pour les aider à se grouper et les amener à contribuer à la prise de conscience du plus grand nombre. Si ce mouvement libéral prend corps et entraîne une partie de la population européenne, le gouvernement français et le gouverneur général, toujours influencés dans leurs décisions par les positions de la communauté européenne d’Algérie, pourront voir les choses sous un autre angle et entreprendre d’éventuelles négociations.

Lebjaoui et Ouzegane participent à fond et de tout cœur à la tentative de Poncet. En utilisant la grande voix de Camus, un dialogue qui pour l’instant semble impossible peut s’établir. Il faut faire vite. Que dans un bref délai Camus s’adresse à ses compatriotes. Mais c'est, le 2 décembre, l’annonce de la dissolution de l’Assemblée nationale et de nouvelles élections. *L'Express*, quotidien, fera campagne pour le Front républicain. Le 7 décembre, Albert Camus répond à son ami Poncet qui, dans une longue lettre, lui a fait part de la dégradation constante de la situation et de la nécessité d’une intervention rapide. Cette réponse est d'une importance capitale. Elle révèle l’homme en 1955. Camus, surchargé de travail, est miné par une tuberculose latente depuis 1930 ; la situation politique de la France le préoccupe, celle de l'Algérie le déchire. L’homme écartelé veut se retrouver, réunir ses forces, son activité prodigieuse, pour intervenir sur le cours d'un destin qu’il devine tragique pour son pays. Pour son Algérie.

7 décembre 1955

« Mon cher Poncet,

« Je me reproche beaucoup de ne pas t'avoir répondu plus tôt mais vraiment je mène une vie hagarde. Entre mon travail personnel, que je veux continuer contre vent et marée, l’édition, et le journalisme, avec toutes les obligations qu’il entraîne, je suis constamment en retard sur toutes choses. Je vais d’ailleurs continuer un peu de temps encore, parce que je n’ai trouvé que cette agitation pour remédier à la grave crise où j’étais plongé ; puis je reviendrai à une vie plus raisonnable.

« Il n’empêche, pour le moment, que le courrier s'accumule et que j’ai eu le tort de remettre ma réponse après le texte que tu me demandais. Comme il fallait un peu de réflexion pour ce texte, j’ai laissé passer les jours. Aujourd’hui, je me demande, devant les événements nouveaux, s’il ne serait pas préférable de prendre l’initiative dont tu me parles dans trois semaines seulement, je veux dire après les élections. Il y a d’abord que je suis retenu à Paris jusque-là. Il y a ensuite que, malgré les mauvaises conditions où la bagarre s'engage, il faut la mener. Je ne crois pas que P.M.F., à lui seul, arrangera tout. Je vois ses limites et puis je ne suis pas un homme de parti ni d’élections. Mais je vois (ou crois) qu’il y a *une chance* pour qu’il aide à refaire un corps économique et peut-être moral au pays, à partir de quoi nous pourrons aller plus loin. En ce qui concerne l’Algérie, il est le seul à pouvoir inaugurer les solutions qui nous conviennent et qui respectent également les droits des

Arabes et ceux des Français.

» Je crois donc qu'il vaut mieux tout mettre en œuvre pendant un mois pour que cette expérience ait sa chance. Je n'ai pas grand espoir. Ni la droite ni les communistes ne veulent d'une pareille expérience. Ils ont mis et mettront tout en œuvre, eux aussi, pour y faire échec. Et ils ont déjà très bien travaillé ensemble pour cela. Mais il faut s'y mettre pour avoir toute sa chance.

« Peut-être cela a-t-il moins de sens en Algérie où le Front républicain n'a aucune chance. Dans ce cas peut-être pourrais-tu maintenir les contacts jusqu'en janvier afin que l'essentiel soit préservé.

« À ce moment, s'il y avait un ministère Front républicain, notre objectif devrait être d'aider son action (si elle nous convient et sans que nous ayons à prendre parti politiquement). S'il n'y en avait pas, alors nous nous retrouverions devant le même problème. De toute manière, si ce retard ne te convenait pas, il faut bien trois semaines pour organiser quelque chose. Et encore une fois, je ne puis être à Alger avant janvier (je n'avais pas prévu les élections brusquées).

« Je t'épargne naturellement mes scrupules quant à ladite manifestation. Et mon horreur, devenue maladive, de paraître en public. De toute manière on ne peut déserter. Tâchez seulement de m'épargner un peu, de ce point de vue.

« Écris-moi votre décision et si je dois quand même faire le texte (celui-là, mais vous auriez pu quand même le faire, bande de fainéants !) et excusez-moi pour mon retard auprès des camarades, en leur expliquant qu'il me faudrait trois vies pour faire face à tout. Mais je suis heureux de ce que vous faites.

« Affectueusement.

ALBERT CAMUS. »

« Surtout pas de *conscience* française.

« Ça a l'air d'opposer la conscience à la présence alors que seule la conscience permettra la présence.

« J'aime mieux permanence ou quelque chose de ce genre. »

Poncet et ses amis veulent en effet qu'un texte de Camus précède l'« appel à la sagesse » qui doit se faire en public. Ils veulent qu'un groupe de libéraux, dont Camus serait la tête et le porte-drapeau, se constitue face aux mouvements du type Boyer-Banse, ou Goutallier, ce restaurateur algérois qui a pris la tête des poujadistes. Mouvements qui se voudraient frères de *Présence française* qui regroupe les Européens les plus extrémistes et n'a pas hésité à passer à l'action contre-terroriste. À Alger, le groupe Poncet multiplie les contacts. Il faut donner à l'intervention de Camus un lustre et une audience locale qui la rendent efficace.

Le vendredi 16 décembre, dans son éditorial de *L'Express*, Camus lance l'idée de la « trêve du sang ». Il attaque tout d'abord la décision gouvernementale d'ajourner les élections en Algérie et de proroger — c'est la dernière trouvaille pour que la nouvelle assemblée ait des représentants algériens — le mandat des députés algériens sortants.

« ... On peut déjà tirer les conséquences de la décision prise, écrit Albert Camus, elles sont simples et graves : le gouvernement a reconnu que la Constitution n'était pas applicable en Algérie. La campagne électorale qui s'ouvre va nous coûter bien plus cher que le prix des affiches. Elle va nous coûter des morts, Français ou Arabes, et le pourrissement un peu plus profond de l'Algérie. J'en connais qui s'en réjouissent, au cœur même de leurs lamentations. Mais quelques-uns, dont je suis, voient venir, avec le cœur serré, ces semaines redoutables. C'est pourquoi je referai ici, sous une

autre forme, une proposition qui est restée sans écho. S'il y a une chance que les élections de janvier amènent un gouvernement qui sortira l'Algérie de son ornière, ceux qui mourront d'ici là, Français ou Arabes, seront morts pour rien. Il y a donc une raison supplémentaire de proposer une trêve, au moins en ce qui concerne les populations civiles. On m'objecte que le Gouvernement général ne sait pas avec qui conclure cette trêve d'humanité. Il n'est pas impossible, et il serait digne, de la proclamer, de l'observer quant à nous, et d'attendre, tout en assurant la protection des populations françaises, qu'il nous soit répondu... »

Et Camus termine cet article par une fulgurante critique de ce que fut le règne Soustelle sous le gouvernement Edgar Faure.

« En vérité, si le gouvernement avait su définir clairement une politique qui aurait allié une offensive de réformes véritables et, sur le plan militaire, une stratégie de protection, l'unité du pays se serait faite, pardessus la Méditerranée. Mais on a joué avec des abstractions et des silences. Le résultat est qu'aucune réforme en profondeur n'a été entreprise et qu'une vraie protection militaire n'est même pas assurée.

« On ne peut donc rêver échec plus complet ni plus misérable. Le pays, peut-être, répondra comme il convient à tant d'insouciance. Mais d'ici là, le sang risque encore de couler, le temps nous presse, chaque jour crie, et nous devons, à toute force, nous adresser aux responsables. C'est au Gouvernement général à proposer la trêve d'humanité. »

L'idée de la trêve civile est lancée. C'est elle que Camus est décidé à proposer en public à Alger. Les dates sont prises. Le prestige de Camus est tel que son initiative inquiète certains groupes bien décidés à faire à ce « pied-noir renégat » une conduite de Grenoble méditerranéenne mais non moins sentie. Des lettres de menaces lui parviennent à Paris. Ce ne sont pas ces dérisoires épouvantails qui feront reculer l'écrivain qui prépare avec soin son voyage. Plus qu'à un appel, c'est à une confrontation d'idées que Camus veut se livrer. Il veut ouvrir le dialogue.

Lettre du 28 décembre 1955 :

« Cher Poncet,

« D'accord donc pour le 21 janvier. Vu les jolis poulets menaçants que j'ai reçus de là-bas (deux ou trois seulement, rassure-toi) j'irai en armure du XVe. Je suis toujours d'accord sur le texte Maisonseul. Mais je dirai plutôt « Dialogue pour une Algérie pacifique », que D. pour la *paix en Algérie*, le slogan ayant été adopté ici par le P.C. et la gauche femelle. *Très bien* pour les questions écrites qui aideront à débrouiller pas mal de choses — et puis je réussis mieux dans la réponse à chaud, en général.

« Encore une chose : que souhaitez-vous que je vous dise, combien de temps, etc. Courage et les vœux du cœur pour les tiens et nos amis.

« Affectueusement.

CAMUS. »

Mais l'initiative de Camus prête à certaines confusions. On parle de conférences. Edmond Brua, ami de toujours, a télégraphié à Camus pour en avoir confirmation. Celui-ci met les choses au point et définit la forme que doit prendre son action à Alger. Il est si nerveux qu'embrouillant les mois il date sa lettre du mois d'avril !

12 [avril] janvier 1956.

« Cher vieux,

« Je reçois de Brua un télégramme me demandant de confirmer ma tournée de conférences. Je démens.

» Mais j’espère que vous n’avez pas annoncé une conférence de moi sur la question. Ce qui *n’aurait aucun sens* et ne ferait rien avancer. Il faut annoncer une manifestation *du groupe* où je prendrai la parole *en même temps* que des représentants des autres tendances ou confessions. Je ne suis pas le prophète de ce royaume en ruine. C’est une action collective, manifestée comme telle qui aura du sens et de l’efficacité. Rassure-moi sur ce point.

« J'arriverai sans doute mercredi soir 18. Mais je confirmerai. Donne-moi d’ici là par exprès tous les détails (la salle, l’organisation de la séance, les orateurs, le patronage, etc.). Il ne faut pas rater cette affaire, l’une des dernières chances. J'insiste sur le fait que seule la manifestation de plusieurs tendances aura le caractère de nouveauté et de persuasion nécessaire. Elle seule sera exemplaire.

« Quant à moi, je ne veux pas disserter sur le sujet, mais aider à une action. Pour le reste, et la solitude, j’ai mes articles et *L'Express,* où je ne suis pas toujours ravi.

« Ce mot en hâte, mais je t’écrirai encore. Affections à tous.

CAMUS. »

« Mon frère viendra me chercher. S'il ne pouvait venir, je te télégraphierai. »

Tout est prêt pour l'arrivée de Camus à Alger. Le Front républicain a gagné les élections. Edgar Faure ne va plus faire long feu. Il est pourtant toujours au pouvoir lorsque Camus arrive à Alger, le 18 janvier au soir. Soustelle est encore — pour trois semaines — gouverneur général.

Lorsqu’il arrive, Camus est décidé à une « guerre sainte » des libéraux pour répondre à la guerre sainte — c’est ainsi qu’on présente la révolution — des Arabes. Il n’a jamais réussi à se débarrasser de cette appellation : les Arabes, malgré les remontrances amicales de Charles Poncet qui lui dit, qui lui écrit : les Algériens. L'enfance et l’adolescence à Belcourt ont inscrit à tout jamais ces deux termes dans son vocabulaire familier : les Français, les Arabes. Lorsqu'il arrive à l’aéroport de Maison-Blanche il présente Patrick Kessel, envoyé spécial de *L'Express* en Algérie en disant : « Tous deux, nous venons aussi faire notre petite *djihad*[14]. »

La situation en Algérie devient de plus en plus tragique, le dernier week-end a été marqué par 95 morts civils et militaires. Le bilan le plus important enregistré depuis le début de la révolution.

Jacques Soustelle, on l’apprend par les journaux de Paris, aurait démissionné, puis repris sa démission à la suite de la divulgation par le gouvernement — qui est encore en place pour quelques jours — de son rapport sur la politique d’intégration. Ce rapport a provoqué des réactions violentes : les élus européens et le comité de « Présence française » (il existe maintenant en Algérie) sont farouchement opposés au collège unique. Dans les milieux musulmans, on note des réactions très hostiles contre le principe même de l’intégration. Le problème est posé. Et bien posé. Les élus européens sont contre l’indépendance, contre le fédéralisme, contre même une politique d’intégration qui donnerait à la minorité européenne une représentation parlementaire minoritaire.

Camus, lui, veut, dans cette ambiance surchauffée, montrer qu’avec un peu de compréhension, de bonne volonté et animés par un esprit de justice on peut ouvrir le dialogue.

Très vite il se rend compte que la situation a terriblement évolué. Lors de premiers contacts avec les libéraux auxquels Emmanuel Roblès l'a convié — cela se passe rue Drouillet — Camus est violemment pris à partie par un instituteur algérien : « Votre trêve civile, on s'en fout, dit l'instituteur, ce qu'il nous faut c'est l'indépendance immédiate, absolue et sans condition... »

C'est une réaction à chaud, venant d'un homme qui ne représente en rien le F.L.N., mais Camus la ressent douloureusement. Ce sont ces réactions qui manquent à Paris. En sortant, Camus dit à Miquel : « C'est foutu ! “Ils” ne veulent tout de même pas qu'on se déculotte, non ? »

Heureusement, il ne trouve pas la même violence chez les amis « arabes » de Poncet. Lebjaoui, Ouzegane, Moussaoui savent discuter autrement.

Le vendredi ont lieu des réunions préparatoires. La principale se déroule dans la salle du théâtre Mahieddine. Il y a là une quarantaine de personnes dont l'abbé Tissot, l'homme de confiance du cardinal Duval, le pasteur Capieu. Il n'y a pas de rabbin car la communauté juive n'a pas voulu s'engager dans le dialogue. Des intellectuels musulmans ont rejoint Lebjaoui, Ouzegane, Moussaoui et Mouloud Amrane. Poncet expose l'origine du mouvement « Pour la trêve civile », ses ambitions ; Camus développe les grandes lignes de son appel à la trêve civile. Il insiste particulièrement sur la confrontation avec toutes les familles religieuses et politiques « européennes et arabes ».

Ni Chaulet ni Mandouze ne sont là. Sortant du restaurant Bagdad où ils ont dîné, Camus avait dit à à Poncet :

« Mandouze veut me voir, je n'y tiens pas.

— Tu as raison. Tu ne devrais pas le voir. »

Camus, pas plus que Poncet, ne pardonne à Mandouze d'avoir publié dans *Consciences maghribines* des tracts F.L.N. Et pourtant Camus veut le dialogue. On va voir dans quelles conditions il va prendre la parole. Et après quels contacts !

La dernière réunion a lieu le samedi dans la basse Casbah au Cercle du Progrès dont les fenêtres donnent sur la place du Gouvernement. Le Cercle du Progrès est un cercle uniquement musulman fondé avant la guerre par les ulémas. On récapitule. La manifestation se tiendra dans la salle du sous-sol de l'ancienne mairie mise à disposition par le maire Jacques Chevallier. L'entrée se fera sur invitation. Mille cartons ont été envoyés à des personnes sûres pour éviter manifestations et provocations. À la tribune siégeront : Camus, Ferhat Abbas, le P. Cuoq, un père blanc, le pasteur Capieu et le Dr Khaldi. Camus voulait que Poncet présidât la manifestation, mais celui-ci ne veut pas accepter cette présidence. Poncet laisse sa place à Emmanuel Roblès, l'un des grands représentants de ce courant littéraire méditerranéen qui groupe : Jules Roy, Claude de Fréminville, Max-Pol Fouchet et quelques autres.

Mais tout ne va pas pour le mieux. On sait que depuis l'arrivée de Camus les « autres » se remuent. Les groupes extrémistes ont promis d'accueillir, « comme il convenait », ce « nouveau bradeur ». Les hommes d'Ortiz, de Goutallier, le représentant poujadiste d'Alger, ont réuni leurs troupes. Il faut interrompre ou au moins conspuer l'écrivain qui « vient proférer des énormités sur son sol natal ». Trêve. Tendre la main..., etc. Foutaises dangereuses. Il y a mieux. Le commissaire Gonzalès des R.G. a téléphoné à son ami Roblès.

« Je sais que tu t'occupes du « truc » de Camus, lui a-t-il dit, si j'ai un conseil à vous donner, ne tenez pas votre réunion à la nouvelle mairie. Les gars « d'en face » ont fait imprimer de fausses invitations. Ça va bagarrer ferme ! »

Il faut prendre une décision. Lebjaoui propose que la réunion se tienne dans cette même salle du Progrès : « Nous sommes ici rue du Divan, entre la cathédrale et la place du Gouvernement, dit-il, vous et nous serons en sécurité. Je me charge du service d'ordre... »

Camus éclate de rire.

« Mes gorilles, dit-il, je les aurai. Ce seront tous mes copains de Belcourt. »

Puis redevenant sérieux :

« Il faut que cette réunion se déroule sans incidents. Il n'en faut pas. À aucun prix !

— Il n'y en aura pas, dit Lebjaoui. Mes amis et moi nous assurerons le service "d'ordre". »

En revanche, Lebjaoui qui a aussi ses informateurs met Camus en garde contre une éventuelle agression.

« Attention qu'on ne vous enlève pas, monsieur Camus. Vous habitez au Saint-George. Il vaudrait mieux que vous logiez chez l'un d'entre nous. »

Camus ne dit ni oui ni non. Il est préoccupé par le tour que prennent les événements. Ils lui prouvent à quel point la situation a évolué et combien à Paris, même si l'on s'intéresse au problème, les chefs manquent. Devant ces conseils. Camus, qui doit dîner en ville, ne sait que faire.

« Après ton dîner, dit Poncet, viens coucher à la maison. »

Camus lui téléphonera dans la soirée :

« Je ne viendrai pas. Merci pour l'hospitalité, mais de quoi aurais-je l'air ? Je couche au Saint-George. » Il a besoin d'être seul. De faire le point. Car après la réunion au Cercle du Progrès, Camus a eu avec Lebjaoui et Ouzegane un entretien particulier qui s'est déroulé rue du Divan dans un appartement privé. Moussaoui y assistait également. Pour ses amis algériens, Camus a voulu développer la notion d'humanité.

« La trêve civile, si elle réussit, a-t-il dit, doit humaniser cette guerre. Faire en sorte que le F.L.N. et le gouvernement français acceptent de ne plus faire de victimes civiles. Mais qui pourra prendre des engagements dans ce sens du côté F.L.N. ?

— Je ne crois pas, a répondu Lebjaoui, que le gouvernement français accepterait une pareille proposition. La répression contre la population civile est la base même de la politique de pacification. C'est, à travers la responsabilité collective de la population après un méfait, l'un des facteurs essentiels de sa stratégie et de sa tactique.

— Eh bien, si le F.L.N. l'acceptait et que le gouvernement français ne l'acceptât pas, je prendrais mon bâton de pèlerin et je parcourrais la France pour dénoncer le gouvernement. Et cela ferait du bruit ! Mais encore faudrait-il que le F.L.N. acceptât ! »

Alors Lebjaoui a révélé leur appartenance au Front.

« Le contact avec le F.L.N., nous l'avons. Si vous pouvez avoir de votre côté un entretien avec une personnalité gouvernementale il y a une possibilité de réussite. »

Ni Lebjaoui ni Ouzegane n'ont fait part à Camus des responsabilités importantes qu'ils détenaient mais ils ont ouvert le dialogue. Une réponse F.L.N. sera donnée le lendemain avant la réunion publique. Camus a voulu savoir si ses amis européens savaient leur appartenance au Front.

« Miquel s'en doute certainement, répondit Lebjaoui, pour les autres je ne sais pas. Mais ce n'est pas un sujet dont il fait bon s'entretenir à Alger... Mieux vaut rester dans le vague ! »

Dans la nuit de samedi à dimanche, dans sa chambre du Saint-George, Camus devait agiter mille idées contradictoires. Mais une s'imposait entre toutes : la trêve civile devait réussir.

Du samedi soir au dimanche après-midi, il fallut prévenir les invités du changement de lieu du rendez-vous. La réunion se tiendrait salle du Progrès. Avant l'allocution, Camus revoit Lebjaoui.

« Nous sommes formels, annonce celui-ci, si le gouvernement acceptait de renoncer à s'en prendre à la population civile, nous, F.L.N., nous sommes prêts à ne jamais viser de civils dans nos actions

de maquis ou de terrorisme. »

Camus se montre enthousiaste de cette prise de position. Mais Lebjaoui le freine assez brusquement :

« Tempérez votre enthousiasme, monsieur Camus, je suis convaincu pour ma part que le gouvernement n'acceptera pas une pareille proposition. »

On parle ensuite des manifestations qui se préparent à Alger.

« J'ai vu, dit Camus, un haut fonctionnaire du Gouvernement général. Il m'a supplié de renoncer à prendre la parole. “Une grave menace pèse sur vous, a-t-il” dit, cette réunion peut dégénérer en manifestation ” contre vous. ” Qu'en pensez-vous ?

— Oui, il y aura des manifestations d'Européens. Ils battent le rappel depuis plusieurs jours. Mais je vous ai dit que je me chargeais du service d'ordre et il n'y aura rien. »

Parler de trêve civile, d'arrêt des méfaits de part et d'autre dans un Alger qui ne rêve que d'empêcher un libéral de parler ! Une gageure. Camus est pourtant bien décidé à la tenter. Avant de se rendre dans la salle, il serra Lebjaoui dans ses bras. « Je veux que vous me considériez comme un frère », dit-il. Lebjaoui très ému va surveiller « son » service d'ordre pendant que Camus se dirige vers la tribune. Il est 16 h 30. 1 200 militants F.L.N. ont été réunis et assurent le service d'ordre depuis le début de l'après-midi. Il y a de tout, des jeunes gens pleins d'enthousiasme, des hommes des groupes Yacef, qui, dans quelques mois, vont faire éclater les premières bombes, des vieux militants ex-M.T.L.D. Beaucoup sont armés — en cas de coup dur — mais les ordres sont formels :

« Ce qui se passe est si important que pas un coup de feu ne doit être tiré. Il ne faut pas qu'un incident se produise à l'intérieur de la salle. Vous devez faire un rempart de votre corps. Personne ne doit approcher Camus. »

Au-delà de ce premier service d'ordre privé, à une vingtaine de mètres, un épais cordon de gardes mobiles et de C.R.S. interdit l'approche de la salle du Progrès à tous ceux qui ne peuvent présenter d'invitation. Le Gouvernement général craint des incidents violents. L'U.F.N.A. de Boyer-Banse, Ortiz, Achiary, Goutallier et les poujadistes ont réuni un millier de personnes. Les slogans fusent : « Camus au poteau. Mendès au poteau... »

Dans la salle, c'est une extraordinaire atmosphère de fraternité. Au coude à coude quinze cents à deux mille personnes entassées dans un local exigu communient dans une ferveur incroyable : musulmans et Européens mêlés attendent Camus. Ce sera la dernière manifestation où Algériens et Français fraterniseront sincèrement. Une fraternité profonde et naturelle et non provoquée par la lassitude et la peur comme on la verra au 13 mai 1958. À la tribune, une simple estrade, sont assis derrière une grande table : Roblès qui préside, Maisonseul, Camus, le P. Cuoq, un père blanc venant du Liban, spécialiste des problèmes arabes, le Dr Khaldi, le pasteur Capieu. Une chaise vide : celle prévue pour Ferhat Abbas. Albert Camus dispose quelques feuillets devant lui. Il a en effet écrit le texte de son allocution. « Un texte de cette importance, a-t-il dit, il faut l'écrire. Je n'improviserai rien... » Mais Camus est un acteur et il lit admirablement. Il dit tout d'abord son amertume, sa déception d'avoir à reconnaître qu'un homme, qui vient non pour diviser mais pour unir, s'expose avant même qu'on sache ce qu'il veut dire à se voir refuser la parole. Car sur la place du Gouvernement le tumulte est à son comble. Les cris « À mort Camus... Mendès au poteau... » parviennent jusque dans la salle. Poncet regarde Lebjaoui avec angoisse. Les pierres volent dans les carreaux. Mais Camus continue. La ferveur, l'émotion des assistants sont intenses.

« Sur le fond du problème algérien, dit Camus, j'aurais d'ailleurs, à mesure que les événements se précipitent et que les méfiances, de part et d'autre, grandissent, plus de doutes, peut-être que de certitudes à exprimer. Pour intervenir sur ce point, ma seule qualification est d'avoir vécu le malheur

algérien comme une tragédie personnelle et de ne pas pouvoir, en particulier, me réjouir d'aucune mort, quelle qu'elle soit. Pendant vingt ans, avec de faibles moyens, j'ai fait mon possible pour aider à la concorde de nos deux peuples. On peut rire sans doute à la mine que prend le prêcheur de réconciliation devant la réponse que lui fait l'Histoire en lui montrant les deux peuples qu'il aime embrassés seulement dans une même fureur mortelle. Lui-même, en tout cas, n'est pas porté à en rire. Devant un tel échec, son seul souci ne peut plus être que d'épargner à son pays un excès de souffrances. »

Ferhat Abbas, qui a été pris dans les mouvements de foule, arrive à la tribune, essoufflé, en retard. Albert Camus s'interrompt, se lève et embrasse le vieux leader qui lui aussi a tant lutté, en vain, pour la réconciliation et l'égalité. La salle éclate en applaudissements. À l'extérieur, c'est toujours la haine déchaînée par les poujadistes et autres « extrémistes » algérois. Camus a recommencé à lire. Mais Poncet le voit de plus en plus tendu, pâle. Reprenant son souffle, il serre les mâchoires. Il avait souhaité un échange entre communautés et voilà ce qu'il obtient : des cris de mort. Mais il y a les centaines de Français et de musulmans qui se pressent devant lui. Alors il lance l'appel pour lequel ses amis et lui ont tant travaillé, tant espéré :

« De quoi s'agit-il ? D'obtenir que le mouvement arabe et les autorités françaises, sans avoir à entrer en contact, ni à s'engager à rien d'autre, déclarent simultanément que pendant toute la durée des troubles, la population civile sera, en toute occasion, respectée et protégée. Pourquoi cette mesure ? La première raison, sur laquelle je n'insisterai pas beaucoup, est, je l'ai dit, de simple humanité... Ensuite, si sombre qu'il soit, l'avenir algérien n'est pas encore tout à fait compromis. Si chacun, Arabe ou Français, faisait l'effort de réfléchir aux raisons de l'adversaire, les éléments au moins d'une discussion féconde pourraient se dégager... "Il n'y a plus de discussion possible", voilà le cri qui stérilise tout avenir et toute chance de vie. Dès lors, c'est le combat aveugle où le Français décide d'ignorer l'Arabe, même s'il sait, quelque part en lui-même, que sa revendication de dignité est justifiée, et l'Arabe décide d'ignorer le Français, même s'il sait, quelque part en lui-même, que les Français d'Algérie ont droit aussi à la sécurité et à la dignité sur notre terre commune. Enfermé dans sa rancune et sa haine, personne alors ne peut écouter l'autre. Toute proposition, dans quelque sens qu'elle soit faite, est accueillie avec méfiance, aussitôt déformée et rendue inutilisable... Si donc nous voulons maintenir un peu de cet espoir (une association française et arabe, une Algérie pacifique et créatrice), jusqu'au jour du moins où la discussion s'engagera sur le fond, si nous voulons faire en sorte que cette discussion ait une chance d'aboutir, grâce à un effort réciproque de compréhension, nous devons agir sur le caractère même de cette lutte... Nous pouvons agir au moins sur ce que la lutte a d'odieux et proposer, sans rien changer à la situation présente, de renoncer seulement à ce qui la rend inexpiable, c'est-à-dire le meurtre des innocents. Le fait qu'une telle réunion mêlerait des Français et des Arabes, également soucieux de ne pas aller vers l'irréparable et la misère irréversible, lui donnerait des chances sérieuses d'intervenir auprès des deux camps. »

Avec une lucidité qui touche à la prémonition. Camus évoque la possibilité de l'échec. Les cris de haine des Français extrémistes qui se répercutent sur la place du Gouvernement et gagnent la basse Casbah la rendent vraisemblable.

« Ce qui arrivera, s'écrie Camus, c'est le divorce définitif, la destruction de tout espoir, et un malheur dont nous n'avons encore qu'une faible idée. Ceux de nos amis arabes qui se tiennent aujourd'hui courageusement près de nous dans ce "no man's land" où l'on est menacé des deux côtés et qui, déchirés eux-mêmes, ont déjà tant de difficultés à résister aux surenchères, seront forcés d'y céder et s'abandonneront à une fatalité qui écrasera toute possibilité de dialogue. Directement ou indirectement, ils entreront dans la lutte, alors qu'ils auraient pu être des artisans de la paix. L'intérêt

de tous les Français est donc de les aider à échapper à cette fatalité. »

Camus, de plus en plus tendu, termine rapidement. Quelle différence entre ce qu'il dit et l'ambiance dans laquelle se déroule la réunion !

« Terminons, vite », glisse-t-il à Roblès pendant que de longs applaudissements saluent la fin de son allocution. Le P. Cuoq, le pasteur Capieu et le Dr Khaldi disent quelques mots. Camus fait tout pour hâter la réunion. Roblès lance l'appel à la trêve civile et invite chacun à apposer son nom et sa signature sur les listes imprimées à cet effet.

Camus n'a qu'une hâte : que les gens sortent vite pour diminuer les risques d'affrontement. Il sait que les Algériens de Lebjaoui s'occupent du service d'ordre, mais il pense que si la police ne maintient pas le cordon qui les sépare des « ultras activistes », ce sera l'affrontement Français-Arabes. Il le redoute par-dessus tout. Il part très vite pour le Saint-George accompagné de Roblès. Celui-ci à son retour est si marqué par l'angoisse de Camus qu'il dit à Poncet que leur ami est très mécontent de l'organisation. L'ayant appris le lendemain, Camus le détrompe : « Roblès exagère. Non, je ne suis pas du tout mécontent. Mais j'étais tellement angoissé... »

Seul le *Journal d'Alger,* représenté par Edmond Brua, nœud papillon en bataille, donne quelques extraits de l'appel. Aucun autre journaliste n'a assisté à la réunion. On ne reproduit aucune des paroles réconciliatrices de Camus dans la presse algéroise.

Soustelle a prié Albert Camus de venir le voir. Il est intéressé par la proposition de trêve civile mais discute des modalités d'application :

« Je serais prêt à étudier un projet sérieux, dit Soustelle, mais que les choses soient bien claires : pas question d'épargner les “demi-pensionnaires”, ceux qui la journée sont à la charrue et qui la nuit prennent le fusil contre nous... »

L'engrenage est en marche. Tout Algérien est un fellagha en puissance.

Camus regagne Paris. Le groupe Poncet avec Chentouf, Ouzegane et Lebjaoui essaye de mettre au point un texte définissant les modalités d'application de la trêve civile. Il faut surtout définir cette appellation *civile.* Et ce qu'a dit Soustelle à Camus ne rend pas facile cette définition. Le texte sera envoyé au F.L.N. par l'abbé Scotto, curé de Bab-el-Oued, qui a des contacts avec les groupes algérois du Front. Camus transmettra le texte à Me Dechezelle, avocat des messalistes, pour que le vieux prophète donne lui aussi son accord.

À Paris, Camus rend compte dans *L'Express* de sa tentative. Il titre son édito : « Un pas en avant. » Il fait part de ses hésitations à propos de la possibilité d'une association libre entre Français et Arabes en Algérie. Il conclut :

« Ce que j'ai vu et entendu à Alger pendant une semaine n'a pu que confirmer en moi ce sentiment, en même temps que l'angoisse profonde que je partage avec tous les hommes d'Algérie, Arabes et Français. Avant que les politiques s'affrontent, sauver quelques vies humaines de la répression et du terrorisme, alléger de leur poids le lourd héritage à débattre, et faciliter le dialogue qu'il faut entreprendre sans tarder, constitue un objectif limité, certes, mais assez urgent pour qu'on supporte volontiers à son propos quelques railleries et même quelques menues insultes. »

C’est le dernier papier politique qu'il écrira pour *L'Express*. Il a dit à ses amis d’Alger qu’il ne s’y sentait pas à l'aise. Il reprochait un certain journalisme à scandale. En outre, Camus est de plus en plus opposé à cette « gauche femelle » comme il l’appelle. Il est fâché avec Bourdet à qui il avait laissé la direction de *Combat*. Il a rompu son abonnement à *France-Observateur*. Il est plein d’incertitude quant à l’attitude face à l’Algérie du gouvernement Mollet qui se forme. Il ne croit qu’en ses amis d'Alger. Le 29 janvier il écrit à Poncet :

« Cher Poncet,

« Je ne peux contacter notre ami avocat[15] que lorsque vous aurez mis au point le détail précis de l’engagement à proposer. C'est le plus pressé et il faut aller *très vite*. Passez-y quarante-huit heures sans dételer, mais faites-le. Aussitôt, le lendemain, si possible, contact avec le gouvernement général et avec l'autre parti. J'essaierai d’ici de faire intervenir notre défenseur auprès de son client[16]. Mais encore une fois, vite, vite.

« Moi aussi les scrupules m’assaillent. Après réflexion je crois que je comprends mieux la politique du mouvement arabe. Et ce que j’y comprends me renforce dans ma décision : tout sacrifier à la trêve. Après cela, dire nettement ce que nous acceptons et ce que nous refusons. Mes deux refus sont : Budapest et Le Caire. Mais nous nous expliquerons sur ce point plus tard.

« J’ai eu l’impression (fausse peut-être car j'étais fatigué) d’avoir un peu déçu mes amis arabes et français. Est-ce parce que mon allocution s’en est tenue à l’objet même de la réunion, sans faire appel à l’agitation, sans allusion à l’injustice de tant d’années[17] ou à cause de mes restrictions, au début, sur la réunion elle-même ? Mais je les crois encore bonnes. À partir du moment où nous étions défiés, au contraire, il *fallait* parler et tenir la réunion. Ça s’est bien passé, et le résultat, puisque le pire (« l’explication » franco-arabe) que je craignais n’a pas eu lieu, a été bon, il me semble.

« Éclaire-moi sur vos sentiments à tous. On est plus seul à Paris qu’à Alger, malgré les apparences. Et je serais réellement peiné si le seul résultat de ce voyage avait été de mécontenter tout le monde.

« Fais l'effort d’écrire. Ou fais écrire. Mais je te répète le début de ma lettre : marchez vite. Ce qui est encore possible maintenant ne le sera peut-être plus dans quinze jours.

« Bon, j’ai, quant à moi, été content de cette nouvelle représentation du théâtre de l’équipe[18] et vous remercie tous, en bloc, et de tout cœur.

« Affectueusement.

A.C. »

Camus quitte *L'Express* après avoir publié son éditorial du 2 février intitulé : *Remerciement à Mozart*. Il s’en va sur la pointe des pieds, écrivant sur la musique et sur l’homme, sur le génie de la création. C’est sa manière à lui de se retirer « au milieu de l’histoire la plus folle et la plus pressante... », pris entre « l’Algérie de la haine et la France de la démission ». Il veut se taire pour « ne pas ajouter au malheur français et parce que, finalement, je n’approuvais rien de ce qui se disait à droite comme à gauche[19] ».

La fin et l’échec de cette tentative généreuse ? Charles Poncet me la racontera bien plus tard, une fois la tragédie terminée, les centaines de milliers de morts enterrés, les malheureux pieds-noirs

chassés de chez eux pour avoir aveuglément suivi ceux qui en février 1956 criaient « À mort Camus... », pour avoir soutenu les hommes de Borgeaud, de Sérigny, de Schiaffino. Lorsque Charles Poncet me raconta la fin tragique de l'histoire, c'était un beau jour de printemps en 1968, le ciel d'Alger était bleu, le port sentait le poivre et les épices. À la Madrague, quelques barques se balançaient mollement. La mer venait lécher le sable blanc. C'était un de ces jours comme tous ceux qui ont vécu en Algérie, qui y sont nés, qui l'ont aimée, n'oublieront jamais. Charles Poncet s'apprêtait à quitter l'Algérie, arrivé au terme de sa carrière chez Schiaffino. Car l'armateur, la première fortune d'Alger, l'homme qui avait, comme tous les représentants du gros colonialisme, soutenu les solutions du « non » à toute réforme, du refus de toute égalité franco-algérienne alors qu'il était encore temps, vivait toujours en Algérie, y surveillait le trafic de ses cargos pendant qu'à Châlons-sur-Marne, rue de Vaugirard, à Bordeaux ou à Toulon des « rapatriés » désormais intégrés, évoquaient, en mangeant des merguez comme le charcutier « pato » sait maintenant en fabriquer, l'appartement déserté de l'avenue de la Marne à Bab-el-Oued, le cabanon de Fort-de-l'Eau, ou la douceur d'un soir au parfum d'oranger dans la Mitidja !

« Nous avons suivi le conseil de Camus, explique Charles Poncet, dès le texte sur la trêve civile établi, Maisonseul, Roblès, Miquel, Chentouf, Mouloud Amrane, Moussaoui et moi avons demandé une entrevue au Gouvernement général. Soustelle était parti, Lacoste pas encore arrivé, mais Guy Mollet lui-même était là. Il nous a reçus. Très pressé. Maisonseul a eu deux minutes (!) pour exposer notre projet. Mollet a jeté un coup d'œil à notre lettre. « C'est un texte travaillé, » a-t-il dit. Je ne peux pas vous répondre tout de » suite. Mon ami Robert Lacoste arrive demain. Il » vous convoquera dans les jours qui viennent. » Et voilà Mollet parti dans un long monologue plein de poncifs, de lieux communs, nous jouant en cabotin une comédie de mauvais goût, plastronnant sans être le moins du monde gêné par son « dégonflage » du 6 février. Il nous noie sous des considérations sur son grand projet européen, il parle de l'intégration. Il nous demande si nous avons des fonds pour créer une « presse libre ». À notre réponse négative, il rétorque : « Qu'est-ce que vous venez foutre dans une baraque » pareille ?... Lacoste va s'engager dans la lutte. Il y » arrivera... Moi je n'ai pas été compris par les gens » d'Alger... Vous pouvez avoir des contacts avec « ceux » d'en face » ? Alors allez-y. Je vous donne mon accord » personnel. Nous, nous n'avons aucun contact. Vous, » gardez-le. Mais attention ! Officiellement, je ne vous » connais pas et si vous parlez je vous démentirai... » Et je laisserai tout tomber ! » Et il recommence à dévider ses banalités sur les possibilités économiques de l'Algérie. Lui qui disait partout son désir de s'informer ne nous pose aucune question sur ces « éventuelles possibilités de contact ». Il manœuvre même pour que nous ne parlions pas. L'audience était terminée. Nous sortons désabusés, atterrés même. Voilà ce qui nous gouverne ! Les musulmans disent : « La trêve civile, » c'est foutu. Avec ce type, la guerre va durer. Tant » pis, notre peuple tiendra jusqu'au bout... » J'avais essayé de défendre notre position commune : double nationalité et création d'un système fédéral. Mais après cette entrevue lamentable, nos amis musulmans amorcèrent un mouvement de séparation. Ce n'était plus *nous* mais *notre peuple* tiendra jusqu'au bout. C'était le commencement de la fin. Lorsque Guy Mollet a fait à la Chambre un grand discours sur l'Algérie, la réaction de notre groupe a été unanime : « C'est pire que » Soustelle. Il faut crier casse-cou. » On a fait une lettre corrigée par Miquel et Camus que Miquel et le Dr Khaldi devaient remettre personnellement à Mollet le 17 mars. À la suite d'une indiscrétion du Dr Khaldi au *Monde*, ce journal a publié une information concernant cette démarche et reproduisant deux ou trois phrases de la lettre. Mollet ne nous a pas reçus. On a envoyé la lettre tout de même[20]. Puis à Alger on a tenté de créer la Fédération des libéraux. Lacoste, qui n'avait jamais reçu notre groupe, a voulu voir Miquel et Chentouf en tant que représentants de cette fédération. Il leur a dit : « Mes petits amis libéraux, je

vous » préviens, si je vous trouve sur mon chemin, je vous » briserai comme les autres... » Puis ç'a été l'arrestation de Maisonseul. Camus a pris la plume pour le défendre dans *Le Monde*[21]. Depuis, ç'a été le silence. Chacun est parti de son côté... »

Et Poncet apprendra que Lebjaoui et Ouzegane étaient au F.L.N. Ils sont en fuite. Lebjaoui, recherché par la police, téléphonera à Paris à Camus. Ils déjeuneront ensemble au Hoggar, rue Monsieur-le-Prince. Et Camus, devenu silencieux sur le problème algérien, dira à son ami clandestin : « J'habite rue Madame, ma maison est à vous. »

À Poncet, à l'époque du prix Nobel, Camus dira, parlant de Lebjaoui et d'Ouzegane : « Ils nous ont bien eus tout de même... » Il ajoutera tout de suite à quel point la lettre de félicitation d'Amar Ouzegane en fuite, son vieux copain de la « Belle Epoque » du parti, lui avait fait plaisir. Mais c'était déjà la « bataille d'Alger », les tortures, les bombes, les explosions, le terrorisme et le contre-terrorisme.

La trêve civile avait échoué et se réalisait la prédiction du 22 janvier 1956 : « ... Alors toute chance d'entente serait définitivement noyée dans le sang. »

Parlant de l'Algérie, Camus ne reprendra la plume qu'une fois au début de 1958 pour rédiger un bref mémoire « à l'intention de ceux qui me demandent encore quel est l'avenir qu'on peut souhaiter à l'Algérie... ».

Et ce fut le silence. Ses amis espéraient encore. Quoi ? Ils constataient déjà les effets de cette « dialectique infernale qui veut que ce qui tue les uns tue les autres aussi, chacun rejetant la faute sur l'autre, et justifiant ses violences par la violence de l'adversaire »... Que pouvait alors l'homme qui avait prévenu, qui avait mis en garde : « L'éternelle querelle du premier responsable perd alors son sens. Et pour n'avoir pas su vivre ensemble, deux populations, à la fois semblables et différentes, mais également respectables, se condamnent à mourir ensemble, la rage au cœur. »

Camus ne pouvait plus rien. Si ce n'est aviver la plaie. Il avait choisi de se taire. Le 4 janvier 1960, il se tuait dans un accident d'automobile près de Montereau. Depuis deux ans, il n'avait dit mot de l'Algérie où la guerre faisait rage.

C'est Guy Mollet, chef de la coalition Front républicain, qui est chargé de former le nouveau gouvernement. Il obtient le 31 janvier l'investiture de l'Assemblée nationale. Le mandat de Jacques Soustelle est venu à expiration le même jour à minuit. Il ne sera pas renouvelé. Guy Mollet a nommé à sa place, avec le titre de ministre résidant, le général Catroux.

Soustelle, qui est à Paris pour quelques jours, voit Guy Mollet. Celui-ci lui fait part de sa décision et lui raconte les circonstances de la nomination de Catroux : « Pour l'Algérie je n'avais pas encore pris de décision, dit Mollet. Je fais venir Catroux. Votre avis sur l'Algérie ? Catroux fait semblant de ne pas comprendre que c'est un éventuel poste de gouverneur que je lui propose et me réplique "Au canon, je réponds toujours présent !" "Eh bien, prenez donc l'Algérie". »

Soustelle, qui connaît Alger, prend la nouvelle avec beaucoup moins de bonhomie, l'assurance de Mollet prouve une méconnaissance totale de l'ambiance d'Alger. Des bruits ont filtré et dès que Soustelle arrive au bureau du G.G. à Paris, rue des Pyramides, une délégation d'Algérois est là qui jette du feu par les narines ! Comment, on leur met le « bradeur » comme gouverneur ! Ça ne se passera pas comme cela ! Soustelle tente de les calmer. En vain. Il connaît Catroux depuis 1940. À l'aéroport, avant de prendre l'avion pour Alger, il lui téléphone : « Faites une déclaration, mon général, pour calmer les esprits ! » Mais peut-on calmer les esprits à Alger ?

La campagne électorale d'où le Front républicain est sorti vainqueur s'est faite sur le thème « Paix

en Algérie ». Mollet, dans sa déclaration d'investiture, propose pour l'Algérie « des élections libres au collège unique ». Il n'en faut pas plus pour déchaîner Alger, qui mène tout, où tout se décide.

Sérigny embouche sa trompette. « L'immense majorité des Français d'origine de ce pays, écrit *L'Echo d'Alger,* ne peut qu'être hostile à une mesure dont l'application consacrerait leur déchéance totale. Ils n'auraient plus, quelles que soient les modalités d'application susceptibles d'être envisagées, la possibilité de manifester leur opinion, étant donné l'énorme disproportion existant entre le nombre des Français musulmans et le nombre des Français non musulmans. » On ne peut être plus clair. Et Alger reproche violemment à Mollet d'être, au contraire, « inquiétant et obscur ».

La manifestation contre Camus n'a été qu'un ballon d'essai. Les associations « patriotiques », les associations d'anciens combattants ont constaté l'influence sur la population des manifestations de rue. Savamment orchestrées par Achiary, on prépare celles qui vont saluer le départ de Soustelle. Depuis ses prises de position face aux intellectuels, depuis que l'on sait à quel point Soustelle refuse l'idée même d'un dialogue avec les « assassins », il est devenu le symbole de la présence française en Algérie, de celle qui ne veut rien céder. Les Froger et son Association des maires, les Boyer-Banse, les poujadistes — avec lesquels il faut compter, ils ont obtenu aux élections 2 500 000 suffrages et possèdent 52 sièges à l'Assemblée — tous oublient à quel point les réformes projetées par Soustelle leur ont paru libérales et incongrues. *L'Echo d'Alger* et son groupe oublient le juif Ben Soussan. Tous convient leur clientèle à faire au gouverneur général des « adieux émouvants ».

C'est le déchaînement de la campagne contre Guy Mollet, contre Mendès surtout, qui reste plus que jamais la bête noire, le « Judas » du nouveau ministère qui dirige la France. Le départ de Soustelle peut marquer la fin de l'Algérie française. Surtout s'il précède l'arrivée d'un Catroux ! Alger veut montrer sa puissance, imposer sa volonté.

Le jeudi 2 février, cent mille personnes ont envahi les rues sur le passage du cortège gubernatorial. « Votre présence montrera la résistance populaire de l'opinion face aux abandons de Paris. » Tel a été le thème mille fois répété. Et Alger descend dans la rue. Pour la première fois en aussi grand nombre. La population et surtout les chefs des groupements patriotiques et associations d'anciens combattants découvrent la puissance de cette foule répandue dans le centre de la ville. Elle pourrait constituer une arme redoutable dont il faudra se servir.

Soustelle traverse Alger en délire. C'est beau. C'est émouvant. Malgré le temps gris et froid, la chaleur humaine est telle que Soustelle, peu enclin à s'émouvoir publiquement, la ressent profondément. Sur le quai, la foule a franchi les grilles du port qui, par hasard, ont été laissées ouvertes. Depuis longtemps la voiture du gouverneur a dû être abandonnée dans la marée humaine. À pied, Soustelle protégé tant bien que mal par quelques policiers, par le général Lorillot, le képi de travers, par des membres de son cabinet, est embrassé, pressé par la foule. On crie « Soustelle avec nous ». « Algérie française ». Ce jour-là, le slogan est lancé. Et aussi « Mendès dans l'Aurès... Mendès au poteau. Catroux à la mer... À mardi ! », ce dernier cri faisant allusion à l'accueil que l'on va réserver à Guy Mollet qui a décidé de venir installer lui-même le général Catroux à Alger. Les quais, les terrasses de la gare maritime, les rampes d'accès sont noires de monde. Des fleurs, des drapeaux, des *Marseillaise.* Il n'y a plus ni honneurs militaires ni hymne officiel, il n'y a que la formidable, l'émouvante embrassade d'une population qui découvre — tardivement — en Soustelle son seul soutien et qui, désespérée, le voit partir.

Jacques Soustelle a été hissé sur une automitrailleuse qui va tenter de se frayer un passage dans cette foule frémissante. Des hommes, des femmes, se jettent devant les roues pour empêcher le départ du gouverneur bien-aimé. Il faut les relever de force. « Ne partez pas... Ne partez pas... » Ce 2 février, Soustelle, l'homme froid, impénétrable par excellence, sent sa carapace fondre à la chaleur

de l’adieu que lui réserve Alger. Pour la première fois de sa vie, il goûte à la popularité. Il a les larmes aux yeux. Il s’abandonne. Il est retenu pour toujours même s’il doit aujourd’hui — la passerelle officielle étant inaccessible — emprunter une échelle de coupée en fer pour se hisser à bord du bateau qui le ramène en France.

De son séjour en Algérie, il oublie les échecs dus pour la plupart à l’obstruction de ceux-là mêmes qui ont organisé la manifestation et entraîné cette foule au port d’Alger, pour ne garder que deux images : celle du massacre du 20 août et celle de la population d’Alger qui le porte en triomphe.

Tandis que l*’El-Djezàir* s’éloigne et que Soustelle agite la main en direction des quais noirs de monde, ceux qui, au nom des « associations » toutes-puissantes d’Alger, ont si bien réussi le départ du gouverneur s’apprêtent à montrer aux « bradeurs » de quel bois on se chauffe dans la capitale algérienne. Les « élus d’Algérie » préparent déjà un mémorandum qu’ils vont adresser le soir même à Guy Mollet et par lequel ils mettent le président du Conseil en garde contre le risque nouveau que ferait courir à l’Algérie la venue de Catroux. Ils demandent également l’abandon du projet de collège unique et contestent la possibilité d’élections libres. Et la masse des Français d’Algérie, commentant le lendemain ce mémorandum, applaudit à grands cris, oubliant que ces réformes — collège unique et élections libres — étaient la base du programme de l’homme passionnément acclamé la veille. On n’en est pas à une contradiction près !

Au soir de ce 2 février, un groupe d’hommes se félicite de la réussite de la manifestation et se promet de se servir à nouveau de la recette extraordinaire : faire descendre Alger dans la rue. Ils ont pour noms : Achiary, Goutallier, Ortiz, Arnould, Boyer-Banse, Martel, Watin, Sérigny. Il y a une semaine, Camus se heurtait au mur d’hostilité et de haine qu’ils avaient élevé autour de lui. Dans quatre jours, ils vont imposer leur volonté à un gouvernement « tout neuf » qui en restera marqué à jamais.

Une page de l’histoire d'Algérie est tournée. C'est l’incompréhension totale et définitive avec les musulmans. Non au collège unique. Non aux réformes. La guerre d’Algérie est engagée. Le conflit a atteint son point de non-retour.

DEUXIÈME PARTIE

LES COLÈRES DE LACOSTE

Il est des dates prédestinées que l'histoire d’un pays, guidée par le hasard ou parfois par la maladresse de ceux qui le dirigent, affectionne particulièrement. Le 6 février est pour la France une de celles-ci. Et c’est elle que Guy Mollet, nouveau président du Conseil, choisit en 1956 pour se rendre à Alger. Certains disent qu’il ne sied pas à un chef de gouvernement d’être superstitieux, de s’attacher aux signes prémonitoires, de se laisser influencer par des « chiffres maléfiques », d’autres affirment qu’il ne convient pas non plus de les ignorer délibérément. Pour la « leçon » qu’Alger était décidée à donner à Paris la date importait peu. Les événements seuls parlaient.

La photo historique du ministère Mollet, issu de la victoire aux élections du Front républicain, agit sur Alger comme la muleta sur un taureau. René Coty, bon papa sans pouvoir, flanqué de Guy Mollet et de Mendès-France, c’en était trop pour Alger. Voilà Mendès, l’ennemi de toujours, l'homme du malheur, le Judas qui vend, pas même, qui « brade » l'Empire français, revenu au pouvoir. Ou presque. Il est ministre d’État sans portefeuille. C’est lui sans nul doute qui a fait nommer Catroux ministre résidant. Catroux, un bradeur encore ! L’homme de tous les abandons. On ne peut accepter pareille injure.

Alger qui a appris à descendre dans la rue, qui a réservé pour le départ de Soustelle une manifestation d’amour comme lui seul était capable d’en organiser, s'apprête à exprimer publiquement sa colère et son refus. Guy Mollet dans sa déclaration d’investiture n’a pas caché l'orientation que ferait prendre son gouvernement à ce problème algérien, « le plus prenant, le plus douloureux » : « L’objectif de la France, la volonté du gouvernement, a dit Guy Mollet, c’est avant tout, de rétablir la paix, libérer de la peur les esprits des uns et des autres et pour cela obtenir que cessent le terrorisme et la répression aveugle. C’est de poursuivre l’évolution démocratique des institutions, d’organiser la coexistence des deux éléments de la population, d’assurer le développement économique et social du pays. C’est donc maintenir et renforcer l’union indissoluble entre l’Algérie et la France métropolitaine. Mais c’est en même temps reconnaître et respecter la personnalité algérienne et réaliser l’égalité politique totale de tous les habitants d’Algérie. Il doit être solennellement affirmé par l’Assemblée nationale que le sort futur définitif de l’Algérie ne sera, en aucun cas, déterminé unilatéralement. Nous n’acceptons pas qu’une solution de force soit imposée ou qu’un des éléments de la population prétende dicter ses conceptions à l’autre.

« Le gouvernement entend que, dans le plus bref délai, il soit procédé à une véritable consultation populaire, par de libres élections au collège unique, ce qui implique une réforme électorale. »

Catroux, Mendès et ce Mollet qui veut le collège unique, c’en est trop ! Les associations patriotiques, le comité d’entente des anciens combattants et les poujadistes vont mener la danse et faire crier à Alger sa haine et son mépris : « Catroux, on n’en veut pas. Des élections au collège unique ? JAMAIS. »

Joseph Ortiz, le cafetier du Forum, réunit ses troupes. Il est responsable du groupe action du mouvement poujadiste que dirige à Alger le restaurateur Goutallier. Cela représente sept cents hommes décidés, bagarreurs, prêts à obéir aux mots d’ordre. Pour eux, il n’y a pas trente-six problèmes — et Ortiz, qui est le champion de la simplification politique, de le leur répéter à chaque réunion — il faut suivre Maurras, il faut garder la terre ! Mollet, Mendès, Catroux, ce sont les hommes qui veulent nous arracher notre terre. Il faut les abattre. On ne peut se débarrasser de Mollet qui est le chef du gouvernement, mais il faut lui prouver notre volonté et influer sur sa décision. Il doit céder. Pour cela, Ortiz a un plan : troubler la manifestation au monument aux morts. Il faut que Mollet, au moment où il saluera la mémoire de tous ces pieds-noirs tombés au champ d'honneur, sache que leurs pères, leurs frères, leurs fils lui crient leur mépris et n’accepteront jamais — eux vivants — les hommes et les réformes prévus pour l'Algérie.

Les anciens combattants, réunis par le vieux « papa Roux » qui va bientôt céder sa place à Mouchan et à Arnould, sont harangués par un avocat venu de Paris, Jean-Baptiste Biaggi. Un spécialiste de l'agitation, un dur, qui adore la bagarre. Ancien commando, résistant extraordinaire, ce petit homme rondouillard est un génie de l'agitation. Provocant, provocateur, il sait en un tournemain et en dix phrases retourner une salle et jeter un auditoire dans la rue. À Alger, son but est d'entretenir l'agitation algéroise et de lui donner une efficacité qu'elle n'a pas encore. Il faut encadrer les hommes, organiser des manifestations aux points stratégiques, faire de la « guerre de rue psychologique ». Ce qu'a fort bien compris Jo Ortiz. Biaggi va engager les amicales d'anciens combattants dans la lutte. « Vous, anciens combattants, anciens officiers, vous devez sortir les premiers de vos tranchées et vous lancer à l'attaque. » Conseil qui va être suivi le 6 février et bien souvent par la suite. Le comité d'entente des anciens combattants sera désormais en tête, à la tête, de toutes les manifestations de rue à Alger. Premier objectif : Guy Mollet.

Le président du Conseil s'attend à un accueil froid. Glacial même. Chaque photo venue d'Alger montrant l'enthousiasme de la foule, et son chagrin sincère lors du départ de Soustelle, est un coup porté à son gouvernement. L'hostilité à Catroux, les ultimatums qu'on lui lance d'Alger, la mise en garde de son secrétaire d'État à la Guerre, Max Lejeune, qui est à Alger depuis quarante-huit heures, ne font que le renforcer dans sa décision. C'est lui le patron. Il traversera la Méditerranée pour le montrer. « Les pressions des ultras, les démonstrations de force et de violence seront sans efficacité », écrit *Le Populaire,* organe officiel de la S.F.I.O.

Le gouvernement les craint tout de même, qui envoie en Algérie Mairey, le directeur de la Sûreté, pour prendre les choses en main. Comme d'habitude, on n'a pas confiance dans la police algéroise. Un véritable pont aérien a été établi avec la France pour « importer » douze compagnies de C.R.S. rassemblées à Marseille. Et pour la première fois on fait appel à des unités militaires pour maintenir l'ordre public à Alger : ce sont les paras de Massu qui sont choisis pour contenir la foule. Le lundi 6 au matin, *L'Echo d'Alger* consacre sa « une » à deux immenses photos du défilé des anciens combattants et titre : « 20 000 A.C. ont défilé en silence. Ils supplient M. René Coty de mettre le gouvernement en face de ses responsabilités. Le maintien du général Catroux signifierait l'effondrement de l'Algérie... » Les anciens combattants recommandent pour le 6 février : « Grève générale, pas d'enfants à l'école. C'est dans une ville déserte, en deuil, mais vigilante et décidée qu'arrivera M. Guy Mollet. »

Mollet arrive à Maison-Blanche : c'est le carré officiel chamarré, dégoulinant de médailles, brillant de tous ses ors qui le reçoit, mais pas un civil, pas un pied-noir, pas un musulman. Sur le trajet, Maison-Blanche-Alger, c'est 20 km de haie militaire, des tirailleurs, des Sénégalais, des légionnaires, des bidasses en gros drap kaki, des C.R.S. bleu et noir et rien derrière. Les trottoirs sont déserts, les rideaux de fer des magasins baissés, des affiches et des crêpes noirs barrent les vitrines : fermé pour cause de deuil. Et puis le cortège entre dans le centre. Changement de décor : la ville est noire de monde. Du Front-de-Mer au Forum, tout le long du plateau des Glières, sur les rampes et les degrés qui conduisent au G.G. la foule d'Alger s'est donné rendez-vous. Silencieuse. Pas pour longtemps. Les anciens combattants, décorations pendantes, drapeaux en tête, entourent le monument aux morts. Guy Mollet est livide, les lèvres encore plus minces que d'habitude. Il tient à la main un large chapeau gris ; son manteau noir lui bat les talons. À sa droite, Max Lejeune, à sa gauche, Jacques Chevallier, le maire honni d'Alger, derrière lui la troupe des préfets, généraux, officiers supérieurs, directeurs de cabinet, tous sur le qui-vive, inquiets. Le cortège gravit les marches qui conduisent au gigantesque monument aux morts, carrefour politique, détonateur de toutes les manifestations patriotiques d'Alger. Et à Alger y a-t-il une manifestation qui ne soit pas

patriotique ? Ici on porte le drapeau et ses sentiments en bandoulière. Mollet empoigne la gerbe, s'avance. Les spahis en burnous blanc et rouge, le chèche noué au ras des yeux, présentent le sabre et ça commence. Les hommes d'Ortiz — ils sont tous là, les sept cents disséminés sur les escaliers — ont donné le départ : Catroux... à la mer ! Al-gé-rie fran-çaise ! L'armée avec nous ! Chevallier au poteau !, une pluie d'objets divers, des pommes, des tomates, des pots de fleurs, des mottes de terre arrachées aux jardins publics, des drapeaux même, s'abat sur le cortège officiel. La foule tente de rompre les barrages. Ses hurlements sont ponctués çà et là par l'éclatement de grenades lacrymogènes que lancent des jeunes gens et les C.R.S. Guy Mollet a déposé la gerbe au pied de la stèle. La minute de silence dure quelques secondes à peine pendant lesquelles le président du Conseil reste immobile. Les projectiles pleuvent, Max Lejeune voit son manteau gris s'étoiler d'écarlate. Une tomate bien mûre l'a atteint à l'épaule. D'autres s'écrasent à quelques centimètres du président du Conseil. Allez, on s'en va. Ce n'est pas la ruée vers les voitures officielles, mais tout juste. Guy Mollet s'engouffre dans la Delahaye officielle. En route pour le palais d'Été. Et la foule se précipite vers le monument. Le service d'ordre est débordé. Des jeunes gens se saisissent de la gerbe présidentielle qui est déchiquetée et piétinée. « Mollet... à Paris... Soustelle... Soustelle... » Les C.R.S., crosse en avant, chargent la foule. Et c'est le mot d'ordre répercuté par les hommes d'Ortiz et les anciens combattants : « Au palais d'Été... » Le centre d'Alger a pris un visage d'émeute... matraquage... grenades lacrymogènes... pierres qui volent... Et *la Marseillaise*... et *le Chant du départ*... et l'affrontement toujours tragique de la population, les mains nues, face aux C.R.S., casqués, masqués, le mousqueton à la main, la grenade au ceinturon. Il faut dégager le palais d'Été où — il faut bien appeler les choses par leur nom — le président du Conseil tout nouvellement investi est prisonnier de la population européenne d'Alger. À la porte, les spahis ont troqué le burnous rouge et blanc d'apparat contre la tenue de combat, et le sabre contre le mousqueton... La clameur gigantesque d'une foule en fureur atteint les calmes jardins. En ville, c'est l'émeute... les accrochages... les manifestants blessés. Les C.R.S. lapidés ne se laissent pas faire... Au palais d'Été, Guy Mollet appelle le président de la République René Coty qui, à l'Élysée, a près de lui le général Catroux. Il fait un bref récit de la manifestation dont les échos parviennent par téléphone jusqu'au bureau élyséen. Catroux, bouleversé, entend les réponses de René Coty qui lui souffle, entre deux répliques à Guy Mollet : « Ça va mal, c'est l'émeute. » Le général Catroux offre à nouveau sa démission. À deux reprises, avant d'avoir goûté aux manifestations algéroises, Mollet l'a refusée, maintenant à Alger il l'accepte avec reconnaissance. Très vite, il donne ordre au secrétaire général du gouvernement, M. Cuttoli — qui remplace Soustelle comme il a remplacé jadis Léonard —, d'annoncer la nouvelle. On rédige à la va-vite un communiqué que Cuttoli lit à la presse dans le hall du palais Mustapha... « Le général Catroux a démissionné... Soucieux de ne pas ajouter au drame qui divise déjà l'Algérie, j'ai accepté cette démission. » Suit un bref hommage à Catroux, à son abnégation, à son patriotisme.

Dans les rues, autour du palais d'Été, dans le centre, la nouvelle fuse, passe de bouche en bouche. C'est la victoire. Et une *Marseillaise*... une ! Alger a gagné. On a fait toucher des épaules au Guy Mollet et à sa clique. Ils ont cédé !... *L'Echo* tire immédiatement à des dizaines de milliers d'exemplaires une affichette pour annoncer sa victoire à la population avant de titrer le numéro du 7 février : « Le général Catroux a démissionné après la réception faite par Alger à Guy Mollet ! » C'est la victoire incontestable. Ortiz, qui l'apprend, dit à ses lieutenants : « Il cède devant la force. On a gagné. Dissolution immédiate de la manifestation ! »

C'est une telle victoire que la Fédération des maires qui ne se sent plus de joie « convoque » Guy Mollet à la réunion qui se tiendra le lendemain alors qu'aucun de ses membres n'est venu

l’accueillir. Elle le fait savoir à toute la population ! La réponse de Mollet est sèche : « Je dois vous souligner le caractère anormal d’une telle “convocation” du président du Conseil de la République française, rendue publique avant même qu’elle lui soit remise ! » Et bien sûr, plus que jamais la Fédération des maires, associée au premier Comité de salut public des anciens combattants, confirme l’hostilité de l’Algérie européenne au principe du collège unique. Alger connaît le 7 février 1956 son premier comité de salut public !

Au soir de ce 6 février, la politique est descendue dans la rue et Mollet a abdiqué devant la rue. Bien sûr, il sait qu’il fait montre d’une certaine faiblesse — certains de ses proches diront même que ce soir-là, à mi-chemin entre l'émotion et la colère, les poings serrés, réflexe de l’homme d’action qu’il sait être, il répète : « Je n’aurais pas dû céder... je n’aurais pas dû céder... » — mais il juge plus sage de sauvegarder l’avenir que de briser là sur un coup de tête. Et l'avenir de l'Algérie pour lui a un nom : Robert-Lacoste. C’est lui que Guy Mollet a choisi pour remplacer le général Catroux. Il saura « faire avaler » à cette foule algérienne, qui, malgré la victoire remportée, ne sait pas trop qu’en faire et s’attend à des réactions violentes, tout comme un enfant qui a trop bien réussi sa manifestation d’indépendance, les réformes que le gouvernement prépare et qu’il veut appliquer. Guy Mollet et son entourage pensent à l’avenir. Il faut oublier ces mauvais moments. On s’y emploie autour du président du Conseil. Les avis des conseillers concordent : « La foule a remporté une victoire gigantesque, mais elle ne l’a pas compris. » C’est faire montre d’une méconnaissance totale de l’esprit qui anime les groupes ultras. Eux savent que grâce à la population déversée dans les rues, excitée par les slogans, apeurée par les éditoriaux, ils ont dompté le pouvoir parisien qui a cédé. En outre, c’est méconnaître ou mépriser la population musulmane qui, étonnée, a vu pour la première fois Alger européen dicter ouvertement sa loi à ce gouvernement qui « veut faire la paix en Algérie ». Quelle paix ? Le 6 février, Guy Mollet a fait perdre tout prestige au gouvernement de la République en qui la population algérienne n’aura jamais confiance. Le « service psychologique » du F.L.N. a maintenant la partie belle : « Venez avec nous, vous voyez bien que vous ne pouvez rien attendre des Français dans l’état actuel des choses. Ils feront toutes les promesses du monde et céderont à la moindre pression populaire européenne. » La prise en main de la population — en tout cas dans les grandes villes — est pratiquement terminée. Le F.L.N. va pouvoir se développer, se structurer, agir « comme un poisson dans l’eau ».

Telle est la situation que trouve Robert Lacoste, le 10 février, lorsqu’il arrive à Alger, bien décidé lui aussi à saisir le problème à bras-le-corps. Une nouvelle fois tout recommence. Une nouvelle équipe remplace l’ancienne. Il va lui falloir « apprendre l’Algérie et se faire sur place une opinion », maintenir l’ordre et appliquer « les réformes indispensables ». De plus en plus indispensables. Et toujours ajournées…

Pour la première fois dans l’histoire de la politique française, Guy Mollet, pour désigner le successeur de Catroux, a réuni un conseil de cabinet « téléphonique ». C’est d'abord à Defferre, ministre de la France d’outremer, qu’il propose le portefeuille. Celui-ci refuse. Alors c’est au vieux militant, au copain de toujours, à Robert Lacoste, que Mollet demande « comme un service » de prendre l’Algérie. « Toi seul peux nous sauver, dit-il. Tu es un homme de caractère. Viens ! » La décision est prise en six minutes. Il s’agit d'être bref, les communications téléphoniques peuvent être interceptées. Et ce dialogue ferait mauvais effet ! Lacoste accepte le cadeau empoisonné. Et il faut toute sa « tripe républicaine » et son sens de la solidarité de parti pour accepter. En effet, Lacoste abandonne en quelques minutes le portefeuille des Affaires économiques, son bureau de la rue de

Rivoli et les huit secrétaires d'État qui étaient sous sa coupe. Lacoste, rue de Rivoli, c'était la réalisation d'un vieux rêve socialiste et aussi d'une ambition personnelle. Tenir enfin l'un des quatre grands ministères était le couronnement d'une carrière politique bien remplie. Lacoste y renonce pourtant. Son président du Conseil est dans l'embarras, personne ne veut l'en sortir, il doit y aller. « C'est un problème national, c'est aussi un devoir national. Mon devoir. » Et surtout le taureau Lacoste, le lutteur, le syndicaliste, ne veut pas se dégonfler. Il aime la lutte et il pressent qu'en Algérie celle qu'il faudra mener sera à sa hauteur. En outre, Lacoste a pris parti en diverses circonstances contre son ami Guy Mollet, en particulier à l'époque de la C.E.D. Ne pas apporter son concours à l'heure algérienne donnerait un caractère personnel à son refus. Enfin, le problème est grave et les amis politiques de Lacoste le sentent si bien qu'ils le mettent en garde : « Tu es fou d'y aller... Tu vas dans un merdier... » Que ce mot trivial revient souvent dans le langage politique appliqué à l'Algérie ! Mais Lacoste sait que « la politique, ce n'est pas un lit de roses » et il part le 10 février pour Alger. Il ne connaît rien à l'Algérie ni à ses problèmes mais « il s'y mettra », il compte beaucoup pour cela sur son ami Maisonneuve qui a été là-bas président de l'E.G.A. (Electricité et Gaz d'Algérie) et qui en a rapporté des idées très libérales. Et puis une expérience nouvelle est toujours bénéfique, pense Lacoste. Avec son métier, son habileté à démêler les écheveaux complexes des « accords » politiques, ce serait bien le diable s'il ne s'en tirait pas ! Il a non seulement tous les pouvoirs du gouverneur général mais en outre — étant ministre résidant — a accès au conseil des ministres. Une fameuse idée de Mendès lancée avant les élections : ne plus dépendre du ministère de l'Intérieur et surtout ne plus avoir « dans les pattes les emmerdeurs » d'Algérie qui hantent les pas-perdus de l'Assemblée nationale !

C'est presque clandestinement qu'il arrive à Alger. Direction : le palais d'Été. Pas de défilés. Pas d'honneurs. Pas de monument aux morts. Il faut d'abord s'installer et se « faire une idée ». Au palais d'Été, Lacoste est accueilli par un Guy Mollet souriant, décontracté, l'éternelle cigarette au coin des lèvres. Il a oublié le 6 février. Lacoste, lui, s'en fout. Il n'a pas pensé que, le 6 février, le pouvoir a cédé. En revanche, il y a eu la révélation d'une donnée du problème jusque-là négligée : la réaction du peuple européen d'Algérie. Jusque-là on n'avait pensé qu'aux manitous économiques, aux groupes de pression et à leur pouvoir à la Chambre, maintenant il faut compter avec la population réunie derrière les anciens combattants et les mouvements patriotiques.

Avant de quitter — le jour même — Lacoste, Mollet lui fait ses recommandations. La principale tient en un mot : épuration. Epuration de la police — Mairey a bien déblayé le terrain — mais surtout épuration du G.G. « Il faut foutre des fonctionnaires à la porte », dit Mollet. Et son ire se répand en particulier contre Urbani, l'homme qui, au Gouvernement général, connaît le mieux l'économie de l'Algérie.

« Et comment voulez-vous que je gouverne ce pays sans Urbani ? demande Lacoste.

— Mais c'est un homme de Blachette !

— M'en fous. On verra plus tard. »

Lacoste est impatient de se retrouver seul. Outre qu'il n'aime pas beaucoup qu'on lui trace sa ligne de conduite, il voudrait bien faire tranquillement le point avec ceux qui vont être ses collaborateurs.

Mollet et ses hommes partis, Lacoste découvre le palais d'Été, son domaine ; cette étrange demeure mauresque construite il y a un siècle par le duc d'Aumale l'impressionne un peu. Le flatte aussi. Car Lacoste est un drôle de bonhomme. C'est le type même du député socialiste du sud de la Loire, mais rien à voir avec le côté sec, aristocratique, yachtman d'un Defferre. Lacoste, c'est le bon gros pépère de la Dordogne qui bouffe bien, qui boit bien, qui rigole. Il n'est pas habitué au luxe. Lui,

il est à l’aise dans sa petite « baraque » de la Dordogne ou dans son appartement discret, rue Casimir-Périer, où Mme Lacoste, charmante et un peu popote, lui « tient » un intérieur de petit bourgeois où les souvenirs émouvants, les livres d’une vie, tiennent une plus grande place que les tableaux de maître ou les meubles de prix. Lacoste, c’est avant tout le syndicaliste, ancien compagnon et favori de Léon Jouhaux. Il a gravi, en trente-cinq ans de carrière — il a cinquante-sept ans — tous les échelons du syndicat, puis de la politique qui séparent le rond-de-cuir du petit fonctionnaire des finances dordognot du fauteuil doré du ministre. Pour passer du syndicalisme à la politique, il a fallu à Robert Lacoste la Résistance qu’il a faite magnifiquement et à laquelle il a payé un lourd tribut : son père a été fusillé par les Allemands. Il a pour De Gaulle, qu’il a connu après la Libération, une immense admiration. D’ailleurs sur son fanion de ministre résidant, celui qui flottera sur la voiture officielle — et qui explique souvent beaucoup de choses sur le personnage et sa mentalité — il fera broder ses initiales R.L., les armes d’Alger, une croix de Lorraine (la Résistance et De Gaulle) et pour le folklore il y ajoute huit étoiles. Un gouverneur général en avait sept. Lui, qui est ministre, en aura huit. Une de plus qu’un maréchal de France !

Mais que le folklore et une petite propension à bomber le torse ne fassent pas oublier le « politique ». Et l’habile politique. Lacoste a des amis partout. Dans tous les milieux. Des amis qui l’aiment et le redoutent. Jovial, mais aussi coléreux, ne tolérant pas qu'on se mette en travers de son chemin, Lacoste a un « nez » politique assez étonnant. Ce bagarreur est un prudent. Ce cheval de labour contourne le plus souvent l’obstacle. À droite ou à gauche. Parfois, rarement, il le saute. Admirablement. Comme un pur-sang.

Lacoste dans son grand palais, au milieu des jardins, des arabesques délicates de l’architecture mauresque, salué par ses spahis d’apparat sabre au clair, n’est pas insensible à ce faste. Il n’en a pas l’habitude non plus. Et ne s’y sent pas tout à fait à son aise. Cette bête politique a besoin d’un cadre où il se « sente bien », entouré de gens en qui il ait confiance. Lacoste, contrairement à Soustelle, veut voir du monde, s’informer, demander conseil à son *brain trust*. À Paris, il s’est ainsi aménagé un P.C., une « planque », hors des cabinets ministériels ou des salons de l’Assemblée nationale, qui se trouve au comité supérieur du Gaz et de l’Electricité. Tous les régimes, toutes les républiques ont, pour ceux qui en connaissent tous les rouages, toutes les ficelles, des « avantages », tel celui-ci. Lacoste a, grâce à ces fonctions mal définies, un bureau, une voiture, un chauffeur, une secrétaire. C’est là qu’il se décontracte, qu’il reçoit, face aux jardins du musée de l’Homme, ses copains. On les retrouve en couches superposées : ceux de la Résistance, ceux des ministères auxquels s’ajoute une faune de journalistes, d’informateurs de toute sorte au milieu de laquelle Lacoste, jovial, boit le coup, discute, s’informe, bavarde, trie, farfouille avec joie — et quel « pif » — dans les ragots, les rapports et en sort les informations de première grandeur. Chacun déballe sa musette, « vend son piano », raconte la dernière...

À Alger le premier travail de Lacoste est de se reconstituer cette ambiance hors de laquelle il travaille mal. Il a d'abord besoin d’avoir confiance, de se sentir entouré. Et bien entouré. Il faut qu’il aime ses collaborateurs et que ceux-ci le lui rendent ou s’en aillent. C’est avec un soin jaloux qu’il a constitué son cabinet.

Tout d’abord Pierre Maisonneuve. Son ami. C’est un préfet de la Libération qui navigue depuis dans les eaux socialistes. Président de l'E.G.A., il connaît tous les problèmes algériens. À tel point que le gouvernement Mollet en avait déjà fait une « moitié de Catroux ». L’Algérie étant, de l’avis de tous, un pays difficile à gouverner, qui vous entortille et vous retourne le fonctionnaire le plus abrupt, il était convenu que le ministre résidant Catroux ferait, quand il le faudrait, l’aller-retour Paris-Alger et que Maisonneuve serait son double en fixe à Alger. Après le 6 février, Maisonneuve déconseille à

Lacoste d’accepter cette charge. Defferre et Max Lejeune ont refusé. N’y allez pas ! Il n’en faut pas plus pour que Lacoste « y aille » et emmène Maisonneuve comme directeur du cabinet civil et militaire.

Charles Frappart sera le directeur de cabinet. Ancien d’Indochine où il était directeur de l'Institut d’émission, inspecteur des finances, c’est un libéral qui devait être le directeur de cabinet de Lacoste rue de Rivoli. Il change de bureau — Alger et non Paris — mais pas de fonction. Frappart sera le premier à alerter Lacoste sur le bourbier dans lequel il s’enlise. Son désaccord sera tel qu’il quittera son ministre après quelques mois de travail en lui disant : « Monsieur le ministre, je ne peux rester avec vous ! Je vous quitte car vous vous faites « sous-telliser ». » Ce libéral ne voudra jamais se laisser prendre dans l’engrenage pacification-attentats-tortures. Il préférera quitter le bateau.

Et puis Lacoste, qui veut un cabinet étoffé, « s’emmène » Jean Peccoud, un Savoyard connu pendant la Résistance — on en fera un chef de la Sûreté ; Fouret, résistant aussi, inspecteur des douanes — qui est l’administration d’origine de Lacoste — profondément socialiste, un dur ; De Rimonteil de Lombarès, un phénomène rare : ancien cavalier, polytechnicien. Il sera le conseiller technique de l’état-major mixte. Lui aussi devait être du cabinet de la rue de Rivoli.

Il manque à Lacoste un militaire. Un beau, un brave, un qui connaisse ces fellaghas dont on dit tant et dont on sait si peu. Son choix se porte sur Ducournau, un des rares colonels qui aient obtenu des résultats en Algérie. Un dur aussi. Avec le colonel Branet, compagnon de la Libération, si gaulliste qu’on l’appelle le Petit Charles, ils seront les seuls militaires du cabinet.

La longue liste n’est pas close. Lacoste, qui veut « quelqu’un du pays », prend avec lui Pierre Hosteing, sous-préfet de Mostaganem, seul fonctionnaire d'autorité en poste en Algérie à faire partie du cabinet. Il devra « mettre en garde », éviter les bourdes locales. Lacoste en fera le successeur de Frappart.

Restent deux postes auxquels Lacoste veut donner un lustre exceptionnel : le secrétariat général du G.G. et la presse. Pour le premier, lorsque son titulaire actuel, Cuttoli, « aura gagné un autre poste » Lacoste veut Pierre Chaussade. Un très grand préfet qui connaît toutes les ficelles et dont le vieux président Queuille a fait son poulain. C’est à lui que Lacoste veut confier la réorganisation complète de ce « bordel qu’est l’administration en Algérie ». Quant à la presse, Lacoste veut la soigner. Il sait son importance. Il veut pour ce service Michel Gorlin, un jeune journaliste qui a travaillé au service de presse des Charbonnages de France et s’est distingué en mettant au point une campagne de sécurité qui a fait baisser les accidents du travail de 35 %. C’est à cette époque que Lacoste l’a repéré. « Voilà un type efficace dont j’aurai besoin un jour... »

Voilà pour le cabinet officiel. Ce sont ces hommes qui vont maintenant, sous la direction de Lacoste, diriger l’Algérie. Et pourtant manque encore « le cirque Lacoste » qui vient parfois planter son chapiteau à Alger. Ce sont des hommes sans titre, sans besogne bien définie. Ce sont des amis de Lacoste, tous socialistes bien sûr, un folklore dont il a besoin. Avec eux, il a son langage, ésotérique, fait d’allusions et de souvenirs communs, de sobriquets, de salades de comité ; il y a là M. Félix qui de Paris envoie personnellement des câbles à Lacoste du type : « J’ai vu le Marna » ou « J’ai fumé hier un paquet de cigarettes avec Guy » ce qui signifie qu’il a eu un entretien avec le maréchal Juin et qu’il a été reçu pendant deux heures par Guy Mollet ! Il y a aussi Guy Calvet, « les petits papiers » de Lacoste, l’homme des intermédiaires valables ou non, et Lucien Marcou, un « pays » de la Dordogne, petit employé à l’E.D.F. mais homme de confiance de Lacoste. Ce n’est pas la cour, non. Seulement une bande de fidèles qui entourent Lacoste d’affection, en qui il a confiance, qui le distraient de ses soucis officiels et qui surtout lui apportent les informations qui « flottent dans l’air », les contacts « officieux ». C’est grâce à eux que Lacoste en Algérie ne perd pas de vue les deux autres pôles

autour desquels jusque-là sa vie a tourné : l'Assemblée nationale et la Dordogne, son pays, son fief, l'endroit qu'il aime le plus au monde, où il est né, où il veut mourir.

Le panorama serait incomplet si on oubliait de citer parmi les familiers de Lacoste un homme qu'il découvre lorsqu'il prend possession des bureaux du G.G. : le colonel Riedel. C'est l'Intendant avec une majuscule. Il a été celui de Soustelle et celui de Lacoste, il sera celui de Satan. Delouvrier le trouvera encore dans sa commode. C'est le guide d'Alger, le *who's who* de la capitale, il a les clefs de la ville, des salons, il sait qui est qui, qui est la maîtresse ou l'égérie de tel haut fonctionnaire, de tel général. C'est lui qui épargne les gaffes, les impairs. C'est la Carmen Tessier du Gouvernement général. Ça fait rigoler Lacoste qui est loin d'avoir le côté « intellectuel pisse-froid » de Soustelle. Le ministre résidant sent que le colonel lui sera précieux dans ses efforts pour faire la conquête d'Alger. Car Lacoste qui a senti à quel point on « l'attendait » veut retourner la situation en sa faveur. Riedel lui épargnera les faux pas. Comme il n'y a pas que de grandes missions diplomatiques, c'est aussi Riedel qui indique aux membres du cabinet l'existence de la vedette des douanes pour aller se baigner tranquillement au large. « Car, dit-il à Peccoud et à Gorlin, maintenant que vous êtes ici en poste pas question d'aller vous baigner à la Madrague comme tout le monde ! »

Voilà Lacoste installé, entouré, il a ses hommes à lui, ses secrétaires qu'il connaît et à qui il tape affectueusement sur les fesses, bref, il est en confiance. Prêt à travailler. Son programme : mater la rébellion — « qu'ils nous emmerdent pas, ceux-là » — et faire appliquer des réformes indispensables. Il est socialiste. Mis en place et appuyé par des socialistes, il n'y a pas de raison pour ne pas parvenir au but ! Il le dit dès le premier jour à Gorlin : « Voilà mon plan : 30 % d'armée, 30 % de réformes politiques, 30 % de police et 10 % d'informations qui feront savoir à tout le monde ce que nous voulons et les résultats que nous obtenons. Au boulot ! » Lacoste, qui a ses admirations, est fermement décidé à être le Clemenceau de la guerre d'Algérie.

L'Algérie va être un gros morceau à avaler. Lacoste a beau être une « grande gueule », elle va lui rester en travers de la gorge. Et pour toute sa vie. Il ne s'en détachera plus. Il va pourtant dans un premier temps essayer d'enrayer la catastrophe. Car il lui faut moins de trois entretiens avec Le général Lorillot pour s'apercevoir que la France en Algérie est au bord du gouffre.

Après Cherrière bedonnant, toujours en retard d'une rogne, le général Lorillot qui a pris le commandement de la Xe R.M., c'est-à-dire le commandement en chef de l'armée en Algérie, n'a changé que la façon de dialoguer avec ses subordonnés. Pas l'ombre d'une victoire militaire. Au contraire. Pas plus que Cherrière, Lorillot n'est à son échelon. L'homme est renfermé. Célibataire, il mène une vie de moine ascétique, se tue à la tâche. C'est l'homme des grands briefings. Sa haute stature, son beau visage, son impassibilité y font merveille. C'est le militaire traditionnel. « La guerre subversive ? Connais pas ! » Il en est à la guerre traditionnelle. Méthodique, bureaucratique, c'est — avant la lettre — le technocrate militaire. Il se tient à sa place. Le patron c'est le civil, c'est le ministre. Il entretient avec Lacoste des rapports respectueux de général à ministre. Il a des appuis socialistes. Il joue le jeu avec Lacoste. Comme il l'a joué avec Soustelle. Le saint-cyrien autoritaire, dur, sans contact humain avec ses hommes, mène sa guerre sans trop y croire, car le pays n'y croit pas. Il explique à Lacoste que ses demandes sont restées lettre morte. Il a 220 000 hommes. Il lui en faudrait 200 000 de plus car « la situation générale est très médiocre. La situation politique est franchement mauvaise et la situation militaire est préoccupante ». Les renforts, les grandes unités du type Beaufre, n'ont donné aucun résultat satisfaisant. De tous côtés, on est dans le bleu. La rébellion s'étend. On a beau matraquer des zones, bombarder, pilonner, quadriller, contrôler... rien à faire. On

ne les trouve pas. Ou rarement. Et aucun militaire digne de ce nom ne se réjouit d'une embuscade dont le communiqué — publié par la presse — signale : 18 rebelles abattus, une arme récupérée. On sait ce que cela veut dire ! Lorillot ne cache pas à Lacoste que « dans l'état actuel de ses succès, il est impensable que les rebelles acceptent de déposer les armes » !

Lacoste découvre avec stupeur que ces rebelles qui, vus de France, sont des assassins va-nu-pieds appliquent sur le terrain une stratégie peut-être simpliste mais efficace, orientée vers la dispersion des forces françaises, la désorganisation du système administratif et économique, la mobilisation morale des masses musulmanes. Le climat d'insécurité s'alourdit de jour en jour. Et pour quelques rares succès, les accrochages ne donnent pas de grands résultats. Tous les rapports concordent sur ce point.

Le général Beaufre, qui, avec sa division de fer, a fait peur à la Kabylie, puis ensuite l'a bien fait rigoler — ce n'est pas avec ses chars, ses camions lourds qu'il va venir sur nos crêtes et dans nos villages sans pistes —, est installé à Guelma pour s'occuper de la frontière tunisienne par où passent de plus en plus d'armes à destination des maquis de l'Aurès et du Nord constantinois. Il a trouvé lui aussi une armée de naphtaline où les chefs craignent de faire sortir leurs soldats la nuit ! La région est très difficile. On n'a pas l'initiative. Mollet est venu le voir après avoir quitté Alger. Beaufre n'a pas caché son sentiment et propose à Lacoste un plan, le premier plan sérieux pour sa région : la partager en zone de pacification et en zone d'opération. Dans la zone de pacification, aidée par le G.G., l'armée appliquera un vaste programme de développement politique et économique ; dans la zone d'opération, on sera très dur, on matraquera à outrance après avoir évacué les civils que l'on réunira en « camp de regroupement ». Lacoste acquiesce malgré la réserve que lui inspire Beaufre. Ni Lacoste ni son *brain trust* n'aiment le trop intelligent général. Lui aussi est un champion du briefing parfait. Avec lui aussi, sur la carte tout va pour le mieux, tout est merveilleux. Et Beaufre qui a appris en Indochine avec De Lattre qu'il faut ménager les civils, surtout quand ils sont ministres comme Lacoste, le sent bien et veut retourner la situation à son profit. Car tous ces militaires ont une carrière à faire, un avancement à assurer. Avec toute son intelligence, et Dieu sait si elle a des ressources et des séductions, Beaufre développe son plan : écraser les rebelles après les avoir isolés et donner à la population regroupée le travail et les ressources qu'elle mérite. C'est le plan de pacification de Lacoste. Il fait voter à Beaufre une tranche importante de crédits tout en critiquant l'extraordinaire propension du général à s'attribuer les idées civiles. « Beaufre ? C'est le roi de la cravate », dit-il. Le surnom lui restera au G.G. qui va suivre tout de même avec grand intérêt les résultats obtenus par le général — bâtisseur dans la plaine de Bône.

Militairement, la situation se dégrade encore du fait des remous que provoquent chez les tirailleurs marocains les discussions ouvertes entre la France et le Maroc. Dès le début des « affaires marocaines », les dix bataillons de Marocains, presque tous engagés dans l'Aurès, refusent de se battre. Le général Vanuxem, commandant militaire des Aurès-Nemencha, tandis que le général Parlange en est le commandant civil, doit régler le problème avec d'infinies précautions. Dans un premier temps, les goums refusent d'opérer, ensuite ils exigent leur retour au Maroc. Au début, on croit à une manœuvre du F.L.N. qui tente d'intoxiquer les Marocains — « Vous n'allez pas continuer à combattre contre vos frères » —, puis le commandement militaire s'aperçoit de la réalité. Elle est tragique. Des officiers sont prisonniers de leurs hommes, les armes sont entre les mains des goums, des tabors qui se méfient et craignent d'être liquidés en bloc par les Français. Ils exigent de partir avec leurs officiers comme bouclier et de conserver leurs armes jusqu'à la frontière marocaine. Le 7e régiment est envoyé en Allemagne, les autres sont rapatriés au Maroc.

Dans le secteur de Beaufre, un incident grave prouve que les désertions de militaires algériens

signalées dans tous les rapports se multiplient. Au sud de Guelma, une compagnie entière de tirailleurs algériens est entrée en dissidence. Un adjudant contacté par le F.L.N. a rassemblé ses cent cinquante hommes, les armes et le matériel et a déserté. Beaufre, averti de la désertion, se pose en hélicoptère près du poste abandonné. Il y trouve les deux officiers de la compagnie ligotés et bâillonnés. « Ils sont partis vers la montagne à 2 Heures du matin... » Bigeard et ses hommes, envoyés à leur recherche, retrouvent leur piste. C'est l'hécatombe. Les cent cinquante déserteurs sont tués, les armes récupérées lorsque Lorillot arrive à Guelma pour tirer cette histoire au clair. La légende algérienne de Bigeard commence à se forger, l'efficacité des paras à se démontrer, mais Lorillot n'est pas homme à comprendre ces commandos qui partent en chasse. Il se soucie avant tout de protéger ses armes. Dans l'Aurès, un de ses premiers soucis a été d'interdire de sortir à moins d'un bataillon ! Voilà qui n'est pas fait pour alléger une armée déjà trop lourde et inefficace devant ces diables de fellaghas qui piquent sans cesse le flanc du bison sans jamais se découvrir.

Lacoste sent que pour lutter contre cette rébellion tentaculaire et insaisissable, il va devoir exiger de Paris un effort accru. Il est temps qu'on s'aperçoive dans la capitale que l'Algérie est en guerre et que cette guerre il faut la gagner à tout prix. Il lui faut de l'argent, des hommes, des pouvoirs spéciaux. Alors seulement on pourra entrevoir la victoire.

Le vendredi 6 avril, un petit homme râblé, en gabardine grise, avec un curieux chapeau rond sur la tête passa vers 17 Heures devant la magnifique villa mauresque Sesini dont les pâtisseries, les créneaux, les galeries ajourées se devinaient à travers les éventails frémissants des palmiers et les bouquets de bougainvillées. Des militaires occupaient depuis peu la villa. Dans quelques mois, transformée en centre d'interrogatoire, elle sera synonyme de tortures affreuses et son nom seul fera frémir. Pour l'heure, elle n'était que centre de repos. À la fenêtre du premier étage, un officier parachutiste fumait paisiblement une cigarette en suivant machinalement des yeux la silhouette tranquille qui empruntait la rampe conduisant à la cité franco-musulmane de Diar-el-Mahçoul. L'homme portait, posé sur la main gauche, un large carton à gâteaux qu'il maniait avec précaution. Ajouté à la gabardine et au chapeau, ce carton blanc symbole de la joie familiale lui donnait l'allure parfaite de ces petits fonctionnaires qui constituaient la majorité des locataires de Diar-el-Mahçoul, fierté de Jacques Chevallier, maire d'Alger, qui en avait confié la construction à son ami l'architecte Fernand Pouillon. Cette silhouette anodine était pourtant recherchée par toutes les polices du territoire. C'était celle du chef politique de la capitale, Abane Ramdane, l'homme qui était en passe de devenir le n° 1 de la révolution algérienne. N'étant pas trop typé physiquement, Abane avait encore modifié sa silhouette par ces vêtements neutres à souhait qui lui donnaient l'allure « modeste mais propre » du petit employé. Le carton à gâteaux dissimulait sous une couche de petits fours des tracts rédigés le jour même avec Ouzegane et Lebjaoui. Au bas de la rampe bordée d'immeubles à quatre étages en pierre ocre — cette pierre qu'on reprochait tant à Jacques Chevallier d'acheter à son ami Blachette — existait une curieuse protubérance : une sorte de petit pavillon sans étage abritant deux logements. Une façade donnait sur la rampe, face à la mer, l'autre sur la cour intérieure de la cité. Double issue, avantage à ne pas négliger par un homme traqué. Abane jeta discrètement un coup d'œil derrière lui. La rampe était déserte. Il traversa et sonna à la porte de gauche, celle de l'appartement du docteur et de Mme Chaulet. La « fatma » ouvrit. Elle connaissait ce visiteur habituel. Elle le laissa entrer.

« Le docteur est pas là, mais il y a quelqu'un qui l'attend. »

Abane fronça le sourcil et étreignit dans la poche de sa gabardine son automatique dont il dégagea

du pouce le cran de sûreté. Dans la salle de séjour, un jeune homme d'une vingtaine d'années était assis sur le divan sous le matelas duquel Abane, lorsqu'il venait se réfugier chez le Dr Chaulet, avait l'habitude de dissimuler un pistolet. Le jeune homme salua Abane qui n'avait pas sorti la main de sa poche.

« Je range les gâteaux, monsieur ? demanda la bonne.

— Non ! Non ! Mme Chaulet le fera tout à l'heure. Laissez-les là. »

Préoccupé par la visite inattendue Abane s'était laissé débarrasser du carton à gâteaux et la bonne avait failli découvrir les tracts !

Abane était furieux de la présence du jeune homme qui l'observait. Il se promit de faire de sérieuses réflexions à Chaulet. Si la maison était ouverte à n'importe qui, sa sécurité risquait de ne plus être aussi parfaite et il avait besoin de toute sa tranquillité d'esprit. Le logement de Diar-el-Mahçoul était son refuge préféré lorsqu'il avait à prendre des décisions importantes ou simplement faire le point. Chaulet et son épouse savaient être d'une discrétion à toute épreuve. Et ce 6 avril, Abane était particulièrement préoccupé.

« Moi, je m'en vais, dit la bonne en ajustant son voile. Madame, elle va pas tarder. »

Le jeune homme attendit qu'elle referme la porte.

« Vous avez lu le journal, monsieur ? demanda-t-il à Abane.

— Oui.

— C'est formidable. Maillot a réussi à s'enfuir en emportant un camion d'armes. »

La désertion de l'aspirant Maillot faisait sur toute la page le gros titre de *L'Echo d'Alger :* « Une nouvelle affaire de trahison communiste, titrait le journal, c'est Maillot, membre notoire du P.C.A., qui a livré aux rebelles le chargement d'armes. »

« Avec toutes ces armes, poursuivit le jeune homme, on va pouvoir se battre. C'est maintenant que tout commence ! »

Abane, impassible, l'écoutait. Avec un enthousiasme mêlé d'un peu de mépris pour ce « frère » qui ne semblait pas partager sa joie débordante, le jeune homme lui expliqua que de nombreux jeunes communistes, dont il était, allaient rejoindre le maquis ou y étaient déjà. Particulièrement en Oranie. Abane le laissa parler longtemps. D'abord agacé par sa présence, il était maintenant amusé par la faconde de l'adolescent, par sa joie aussi. Chaulet arrivant un peu essoufflé les trouva en grande conversation. Le jeune médecin attira Abane dans une pièce voisine.

« Excusez-moi, mais si je n'avais pas recueilli ce gosse qui est recherché, il avait toutes les chances de se faire prendre par la police. Il n'a aucune habitude de la clandestinité. Je lui ai trouvé un autre refuge. Je l'emmène. »

Abane fit quelques reproches pour le principe, mais il admirait trop le dévouement et l'inlassable activité que déployait Pierre Chaulet pour lui en vouloir réellement. Le médecin entraîna vivement le jeune homme vers la 2 CV poussive qui attendait devant la porte. Abane les suivit du regard à travers la vitre de la salle de séjour. Cette 2 CV anodine et le couple européen qui la conduisait étaient d'un secours extraordinaire car en ce printemps de 1956 personne ne se doutait à Alger que des Français puissent faire partie du F.L.N. Sur ce point Chaulet et sa femme avaient déjà bien précisé les choses :

« Nous ne venons pas en aide au F.L.N., nous sommes algériens comme vous, notre sol, notre patrie, c'est l'Algérie, nous la défendrons avec vous. Nous sommes du F.L.N. »

Abane, selon leur désir, les considérait comme faisant partie de ses troupes algéroises et à ce titre ne les ménageait guère. Le couple permettait à Krim et à Ouamrane, qui sans cesse faisaient l'aller-retour Alger-Palestro, de franchir les barrages militaires établis sur les routes. Ceux qui, à l'arrière de la voiture d'un médecin, fumaient tranquillement une cigarette ne pouvaient être que de « bons

Arabes ». Les Chaulet avaient également acheté les premières machines à polycopier dont le Front avait besoin pour tirer les tracts. La principale se tenait dans la haute Casbah chez Abdelkader « Ronéo » et c'était encore la vieille 2 CV qui faisait le transport des paquets de tracts fraîchement imprimés ainsi que des valises d'armes dont les différents commandos qui se formaient à Alger avaient un pressant besoin.

Voyant la 2 CV démarrer, Abane pensa que le jeune couple courait des risques sans cesse plus importants. Avec Lacoste, d'emblée, le Gouvernement général avait changé de visage. Le ministre résidant était bien tel qu'on l'avait annoncé : un homme qui n'allait pas se laisser marcher sur les pieds. Et à Paris, Guy Mollet le soutenait. Le président du Conseil avait lancé le 28 février un appel au cessez-le-feu promettant « des élections libres et loyales dans les trois mois qui suivraient la cessation des combats et des actes de violence », élections qui permettraient la plus libre discussion du futur statut. Lacoste de son côté avait obtenu dans le plus bref délai les pouvoirs spéciaux par lesquels le gouvernement français pouvait, en ce qui concernait l'Algérie, légiférer par décrets. L'énumération des domaines dans lesquels le gouvernement pourrait agir seul préfigurait ce que serait la politique de Lacoste : lois sociales et matraquage.

Dans le premier domaine : expansion économique, crédit agricole, accès des musulmans à la fonction publique, législation du travail, réforme de l'administration centrale, etc. Cela, c'était la tarte à la crème. L'énumération de toutes les réformes qu'il fallait « entreprendre sans tarder ». Abane s'en souciait peu. Lacoste retombait dans le même piège que Soustelle avec quelques mois de retard. Lui aussi allait préparer la grande réforme à laquelle il attacherait son noM. Pourvu qu'il recherche une troisième force et la ressemblance serait parfaite !

En revanche, la répression, elle, continuait de plus belle et les pouvoirs que le gouvernement donnait à son ministre résidant inquiétaient Abane au plus haut point. D'autant que Lacoste, qui préparait avec soin sa réforme, appliquait sans délai les mesures répressives. Le décret du 17 mars lui permettait de réglementer la circulation des personnes, le trafic des marchandises, la liberté de la presse. Mais surtout il surveillait avec attention l'application immédiate de quatre mesures qui allaient conditionner tout son séjour en Algérie et faire évoluer la politique française dans le sens du combat à outrance : assignation à résidence, institution de zones interdites, imposition des réparations pour dommages causés ou pour aide aux rebelles (c'était ni plus ni moins, décidée par le gouvernement Front républicain, que la législation de la politique de responsabilité collective conseillée et ordonnée par Soustelle à la conférence secrète de Biskra), enfin possibilité de déléguer certains de ses pouvoirs aux autorités militaires.

Déjà, le couvre-feu régnait à Alger de minuit à 5 Heures du matin. Il avait été décrété à la suite d'une action qu'Abane jugeait complètement manquée, mais qui avait impressionné Alger. C'était le premier acte de terrorisme qui frappait les biens des Européens de la capitale. Dans la nuit du 15 mars, à 0 h 45, les commandos de Bouchafa, Fettal, Yacef et Ali la Pointe avaient attaqué cinq garages dont deux des plus grands dépôts de bus et tramways d'Alger. Ouamrane, responsable des actions militaires, avait ordonné à Yacef une action d'importance destinée à « affoler tout Alger sans faire de victimes civiles ». Seul le garage des Facultés en plein centre d'Alger près du carrefour Michelet, boulevard Saint-Saëns, avait entièrement brûlé, mobilisant les pompiers, faisant évacuer les cent cinquante locataires des immeubles voisins réveillés en sursaut et devenus en quelques minutes spectateurs, en chemise de nuit et pyjama, de la première action terroriste d'Alger. L'impact psychologique avait été énorme. Et pourtant dans les autres garages, l'échec était complet. Un groupe avait seulement réussi à blesser au poignet un malheureux et courageux gardien qui avait donné l'alarme. Mais dès le lendemain, Alger prenait son visage de guerre. Couvre-feu à minuit. Rues

désertes parcourues de patrouilles militaires, contrôles à toute heure du jour des piétons et des automobilistes, rafles soudaines, vérifications d'identité, fouilles au hasard des trottoirs, à l'entrée des magasins. Cette animation ne plaisait pas à Abane qui commençait à regretter de s'être laissé prendre aux arguments des partisans de la violence à Alger. En effet, et l'opération du 15 mars le prouvait, une action minime à moitié réussie dans la capitale avait plus de conséquences qu'un accrochage meurtrier à Palestro ou dans la Soumma M. Pourtant Abane avait tant de problèmes à Alger qu'il aurait préféré préparer dans le calme le plus complet l'organisation de ce F.L.N.-A.L.N. qui lui semblait si anarchique et dont il fallait à tout prix unifier l'action si l'on voulait parvenir à un résultat positif.

Abane sortit avec précaution les petits fours de sa boîte à gâteaux et étala sur la table la liasse de papiers dissimulée dans le double fond. Il avait trois heures devant lui pour revoir et corriger les textes des tracts d'Ouzegane et surtout pour annoter le travail de Lebjaoui. En accord avec Krim, Abane avait décidé de réunir, au sein d'un congrès qui se tiendrait quelque part dans lé djebel, les chefs de toutes les régions, des représentants de l'extérieur et ceux d'Alger pour définir les buts de la lutte qui s'engageait maintenant sur tout le territoire. Depuis le 1er novembre 1954, depuis un an et demi, le Front ne disposait comme base politique que de la plate-forme publiée le 1er novembre et établie par les six Fils de la Toussaint : Ben Boulaïd, Krim, Ben M'Hidi, Didouche, Bitat et Boudiaf. Aujourd'hui, Didouche était mort, Bitat en prison, Ben M'Hidi et Boudiaf à l'extérieur. On n'avait aucune nouvelle de Ben Boulaïd depuis son évasion de la prison de Constantine, restait KriM. Ce n'était pas suffisant. La révolution ne devait pas s'incarner en un seul personnage. Il fallait rapidement développer les bases politiques du mouvement, unifier les actions trop souvent anarchiques des régions, et surtout confier la direction de la révolution à des hommes responsables. Abane avait décidé d'être un de ceux-là. Et non le moindre puisqu'il serait le père du projet de plate-forme qu'il entendait soumettre au prochain congrès et dont le 6 avril, dans le petit logement de Chaulet, il commençait de corriger les articles.

M. Joseph tourna au coin de la rue Michelet et de la rue Horace-Vernet. Depuis qu'en décembre 1955 son rôle au sein du Front avait été révélé à la police après l'arrestation du responsable F.L.N. de Blida, Ben Khedda vivait en clandestin. Il s'était laissé pousser une épaisse moustache noire, portait des lunettes fumées, un costume sombre élégant et, lui aussi, un chapeau plat à la mode du jour. Le pharmacien de Blida était devenu pour les commandos d'Alger : M. Joseph. Krim et Abane qui, au début, n'avaient guère confiance dans les centralistes avaient confié à Ben Khedda quelques missions de contacts, de transport de tracts, de recherche de refuges. Puis M. Joseph avait pris du galon. Il était aujourd'hui l'un des principaux membres de l'état-major du Front à Alger. Son ami d'enfance, Saad Dahlab, avait très rapidement rallié la révolution. Lahouel et Yazid étant à l'extérieur, les deux hommes avaient — selon les ordres du Front — dissous le comité central. La plupart des membres centralistes du M.T.L.D. étaient intégrés individuellement au F.L.N., d'autres se tenaient dans une prudente expectative. Ben Khedda et Dahlab étaient maintenant traités par Krim, Ouamrane et Abane en membres à part entière.

Au printemps de 1956, chaque membre de l'état-major était chargé d'une mission très précise : Krim Belkacem contrôlait la zone 3 (Kabylie), décidait en accord avec Ouamrane et Abane des actions militaires sur Alger. En outre, il assurait sur le plan national la liaison avec la zone 1 (Aurès) et la zone 2 de Zighout Youssef (Nord constantinois).

Ouamrane contrôlait la zone 4 (Algérois) et était chargé de la direction des commandos Yacef-

Bouchafd-Fettal.

Saad Dahlab et Ben Khedda profitaient de leurs relations en milieu européen pour trouver de l'aide, procurer des refuges, former des groupes médicaux, créer un collectif d'avocats destiné à défendre les membres du Front qui passaient en jugement. Ils étaient également chargés de la supervision des collectes de vêtements, médicaments, armes et fonds sur Alger.

Enfin, Abane assumait la direction politique d'Alger et la coordination à l'échelle nationale de toutes les zones. Coordination qui ne serait effective et efficace qu'après la réunion générale qu'il préparait avec soin.

Ce jour d'avril 1956, M. Joseph accomplissait dans ce cadre une mission d'importance. Il devait régler le problème de la participation communiste à la révolution. C'était l'un des sujets les plus délicats posés à la direction politique du Front. La collégialité n'arrangeait pas tout. Au contraire. Krim et Ouamrane ne s'embarrassaient d'aucune considération. Ils étaient farouchement anticommunistes et s'en tenaient à la déclaration du 1er novembre : celui qui voulait participer à la lutte était le bienvenu, à la condition de se débarrasser de toute étiquette politique. On n'acceptait que les initiatives individuelles. Cette intransigeance s'était révélée efficace : les centralistes avaient cédé ; Abbas avait apporté son adhésion au F.L.N. et s'apprêtait à rallier publiquement et spectaculairement le Front après avoir dissous son U.D.M.A. Restaient les messalistes et les communistes. On a vu qu'avec les messalistes, c'était la lutte à mort. Avec les communistes, Abane, Dahlab et Ben Khedda voulaient mettre des formes tout en balayant les équivoques. Et l'affaire Maillot rendait pressant le règlement du problème.

Le P.C.A. (parti communiste algérien) était interdit en Algérie depuis septembre 1955. Les anciens combattants, les associations patriotiques, les groupes de pression en faisaient la cause de tous les maux dont l'Algérie était affligée depuis novembre 1954. Tout comme la capture de l'officier irakien « Er-Riffi » dans les maquis de Krim était pour eux la preuve de l'ingérence de pays étrangers à la révolution, la découverte de quelques militants communistes dans les maquis de l'Aurès avait été interprétée, grâce à un de ces raccourcis politiques dont la presse algéroise avait le secret, comme la preuve de la collusion F.L.N.-parti communiste. Il faut reconnaître que le P.C.A., tout comme faisait de son côté Messali pour le M.N.A., portait à l'actif des communistes le développement de l'action armée. *Liberté*, le journal communiste clandestin, était fort explicite à ce propos. La désertion de Maillot à laquelle la presse donnait une place capitale imposait le règlement rapide de contacts menés depuis quelques mois entre le P.C.A. et le F.L.N.

M. Joseph s'arrêta rue Horace-Vernet à la papeterie Galice. André Galice, conseiller municipal de Jacques Chevallier, était une de ses meilleures recrues européennes. Et l'entreprise de papeterie était un excellent paravent aux activités de Ben Khedda qui avait trouvé dans l'appartement d'André Galice, au sixième étage, un refuge sûr. Galice, propriétaire avec son père de tout l'immeuble, avait logé au rez-de-chaussée M. et Mme Gautron, un jeune ménage de catholiques progressistes comme lui. Tous étaient en rapport avec le groupe du professeur Mandouze, avec Chaulet, Roche, Salah Louanchi. Ben Khedda était attendu chez les Gautron par le Dr Hadjérès que le P.C.A. avait désigné pour mener les contacts avec le F.L.N. Le Dr Hadjérès était un médecin de vingt-huit ans, militant convaincu. Grand, mince, passionné, mais d'une passion rentrée, il avait le sens des choses concrètes et représentait au sein du bureau politique la tendance des étudiants communistes qui voulaient passer à l'action avec le F.L.N. Depuis le 1er novembre, le P.C.A. avait traversé une crise grave dont il n'avait guère besoin. En effet, le P.C.A. ne groupait que 3 000 ou 4 000 membres — Européens et musulmans mêlés — disséminés à Alger, Oran, Bel-Abbès et Constantine. Et il fallait l'anticommunisme viscéral de ceux qui, en 1940, avaient accueilli à bras ouverts le maréchal Pétain

pour lui accorder une place importante dans la vie politique de l'Algérie. Au 1er novembre, la déclaration du bureau politique, qualifiant la création du F.L.N. de « sorte de provocation capable d'apporter de l'eau au moulin de la colonisation », avait créé un sérieux malaise au sein des troupes communistes. Il avait fallu toute la discipline des membres du P.C.A. pour qu'il n'éclate pas en deux tendances : l'une, représentée par Bachir Hadj Ali, Akache et le Dr Hadjérès, favorable à la révolution, l'autre, représentée par André Moine et son épouse Blanche, qui voulait freiner la participation. Moine jouait un rôle particulièrement important, étant le « lien » avec le P.C. français.

Le comité central de juillet 1955 vit la victoire des plus « durs ». Le P.C.A. décida de participer à la révolution mais *avec sa propre organisation.* Le F.L.N. ne semblait pas encore structuré, le P.C.A. se sentait en position de supériorité, en tout cas, d'égalité. Les Combattants de la liberté étaient nés. Un maquis « rouge » se forma dans l'Orléansvillois où le F.L.N. n'avait guère d'implantation. Duperré, une petite bourgade, fut choisie comme centre. On l'appela vite « le petit Moscou ». Une trentaine de maquisards communistes, en majorité des Européens, s'implantèrent dans la région. C'est à ce groupe que l'aspirant Maillot, militant des Jeunesses communistes, destinait le chargement d'armes avec lequel il venait de déserter. Le F.L.N., qui n'avait pas vu d'un bon œil l'implantation de ce maquis et ne tolérait pas qu'un quelconque mouvement autre que le sien pût prétendre représenter une fraction de la révolution algérienne, s'inquiéta pour de bon lorsqu'il apprit la désertion de Maillot. L'homme intéressait peu l'état-major d'Alger. Les armes, en revanche, étaient rares et le stock de Maillot aurait bien fait l'affaire de la zone d'Ouamrane. En outre, Krim et Ouamrane ne négligeaient pas cette petite bande. Trente hommes, c'était peu. Mais eux-mêmes, deux ans auparavant, n'étaient que six... Et Krim avait appris sans plaisir que ce maquis « rouge » était dirigé par un instituteur, Laban, ancien des Brigades internationales. « Un vieux de la vieille, avait remarqué le rusé chef kabyle, qui risque de leur apporter une expérience considérable. Il faut s'en méfier. »

De plus, et cela le F.L.N. allait l'apprendre de la bouche du Dr Hadjérès, un groupe s'était formé autour du journal d'Henri Alleg : *Alger républicain.* Ce groupe comprenait des Européens et des Algériens : Ÿahia Briki, Abdelkader Guerroudj dit « Lucien » et sa femme Jacqueline Guerroudj dont la fille, Danièle Minne — née d'un premier mariage —, partageait les idées, un correcteur *d'Alger républicain,* Omar Oussedik, qui sera un jour ambassadeur à Moscou, et un tourneur de l'E.G.A. : Fernand Yveton. Tous étaient prêts à passer au terrorisme urbain. À l'université, les étudiants communistes luttaient aux côtés des chrétiens progressistes du professeur Mandouze et des étudiants U.G.E.M.A. de tendance F.L.N. emmenés par le futur ministre de l'Information, le jeune Ben Yahia. Leur objectif principal était les étudiants d'extrême droite, à l'époque très peu nombreux. Mais certains parmi ces étudiants de gauche comme Daniel Timsit et Oussedik Boualem, l'un des 250 étudiants algériens sur les 2 500 que comptait l'université, entendaient passer à une action plus efficace.

Ce sont tous ces problèmes que voulait évoquer le Dr Hadjérès. Depuis le premier contact, la situation n'avait guère évolué entre le P.C.A. et le F.L.N. Chacun restait sur ses positions. Mais le bureau politique du P.C.A. sentait que ses étudiants lui échappaient, que les membres du réseau urbain ruaient dans les brancards. Tous voulaient passer à l'action. Il fallait prendre une décision.

Mme Gautron accueillit M. Joseph :

« Le docteur vous attend. Vous êtes tranquilles ici. Je m'en vais. Vous fermerez derrière vous si vous partez avant mon retour. »

Ben Khedda devait ce jour soit s'entendre à l'amiable, soit rompre définitivement. La théorie du F.L.N. vis-à-vis du P.C.A. était maintenant définie : « La révolution est le fait du peuple algérien. Le

P.C.A. a été contre ses méthodes révolutionnaires pour obtenir l'indépendance. Aujourd'hui, il veut être partie prenante de cette révolution. On accepte ses membres mais à titre individuel. » Hadjérès et Ben Khedda s'entendaient bien. Le médecin et le pharmacien étaient aussi calmes l'un que l'autre, aussi résolus. Mais Ben Khedda se savait en position de force. Cette fois il allait attaquer de front.

« Bravo pour l'opération Maillot, félicita M. Joseph, mais gare à la répression dans les milieux communistes ! *L'Echo d'Alger* appelle à la curée...

— Oui, j'ai vu, répondit Hadjérès. « Que la chirurgie s'impose, écrit Sérigny, qu'on arrache de l'organisme français, *partout* où elle se trouve, la tumeur ravageante du communisme. »

— Je crois que le moment est venu. Vous devez regagner nos rangs.

— Mais, cher Joseph, vous savez bien que nos groupes sont tout prêts à travailler la main dans la main avec les vôtres. »

Ben Khedda l'arrêta d'un geste.

« Il n'est pas question de vos groupes. Seul le F.L.N. existe valablement...

— Mais nos syndicats représentent une force qui, appuyée par les groupes armés, n'est pas à négliger !

— Soyons sérieux. Vous savez depuis le succès de l'U.G.T.A. qu'il n'existe plus aujourd'hui qu'un seul syndicat algérien représentatif : le nôtre. »

C'était le coup de grâce porté aux velléités communistes de contrôler en partie la révolution algérienne. L'Union générale des travailleurs algériens, créée par Lebjaoui et Aïssat Idir, avait trouvé un écho populaire immédiat. C'était pour le P.C.A. la certitude que le F.L.N. avait réussi là où il avait échoué : sur le terrain ouvrier. Il n'y avait plus de doute, le Front bénéficiait de l'appui des masses.

« Alors, sur quelle base pouvons-nous nous entendre ? interrogea Hadjérès.

— Que les membres de vos groupes rejoignent le Front. Nous les prendrons en main et les intégrerons *individuellement*.

— Mais c'est la fin du P.C.A. que vous nous demandez là !

— Nous n'avons jamais varié sur ce point, cher Hadjérès.. Pour vous, le P.C.A. représente les intérêts d'une certaine classe de la société. Nous, F.L.N., nous représentons *tout* le peuple algérien. C'est à cette condition que la révolution peut triompher. »

Pour le principe, Hadjérès et Ben Khedda discutèrent près de deux heures mais M. Joseph savait que cette fois il avait remporté la victoire. Hadjérès, mandaté par le bureau politique, cédait. La première preuve de bonne volonté que pouvait donner le P.C.A. était, expliqua aimablement Ben Khedda, la remise au Front du stock d'armes enlevé par l'aspirant Maillot. À sa grande surprise, Hadjérès accepta le marché. Lorsque les deux hommes se séparèrent, ils avaient fixé les points de l'accord qui unissait le P.C.A. au F.L.N. : chacun gardait ses opinions sur le plan politique, mais, en ce qui concernait l'action, le P.C.A. mettait ses groupes à la disposition du F.L.N. Chacun des membres adhérait individuellement au F.L.N. qui lui fixerait son poste, sa mission et ses objectifs. C'était la victoire complète pour Ben Khedda qui emportait en prime un stock d'armes qui allait faire le bonheur d'Ouamrane.

Cette conversation tranquille dans une papeterie à deux pas de la rue Michelet, les Champs-Élysées d'Alger, eut des conséquences immédiates et, pour certains, tragiques. Le problème des armes fut rapidement réglé, et avec beaucoup de précautions car après la série d'attentats contre les garages la police algéroise était sur les dents. Ben Khedda et son agent de liaison, Ah'moud, de

Palestro, remirent une camionnette bâchée à un agent délégué par le Dr Hadjérès. Le transfert de conducteur se fit au Champ-de-Manœuvre, près du bureau de poste où Ahmoud devait attendre son retour. Pendant cette attente, Ben Khedda rencontra Rachid Amara, bd Saint-Saëns, et lui remit un double des clefs de la camionnette et les papiers de la voiture.

« Tu la trouveras à 17 Heures en stationnement rue du Docteur-Vincent, au coin du Telemly et du bd Saint-Saëns. Tu la conduiras chez Boumzara. »

Le soir même, dans un garage discret de la rue Luciani à El-Biar, Rachid Amara, Ouamrane et Ben Khedda faisaient l'inventaire. La surprise fut saumâtre. Les communistes s'étaient gardé une part importante du stock Maillot et n'avaient livré que très peu de cartouches. Il fallait néanmoins transporter ces armes vers Palestro, dans la région d'Ouamrane, où elles faisaient cruellement défaut.

« Pour cette nuit, ici, elles sont en sécurité », dit Ouamrane. Qui en effet serait venu chercher ce stock dont le vol faisait la « une » de tous les journaux d'Algérie au domicile de l'inspecteur de police Boumzara Abderrahmane, rue Luciani ?

Le lendemain deux voitures américaines décapotables entraient dans le garage. Les vastes coffres étaient remplis d'armes et de munitions. Au volant de la première voiture, Mustapha Ben Cherchali, très élégant comme il convenait à l'héritier du grand bourgeois qu'était Mohamed Ben Cherchali, le roi du tabac de Blida, prenait la route de L'Arba. Au volant de la seconde, Mme Bachir, née Royer, conduisait la luxueuse voiture de son mari Aladin, fils du célèbre Dr Bachir connu de tout Alger.

La bourgeoise algérienne était maintenant acquise au F.L.N. ! Aucun barrage militaire n'eut l'audace de fouiller de si belles voitures conduites par des jeunes gens aussi raffinés. L'élégance de Mustapha Ben Cherchali, et le sourire éclatant de Mme Bachir eurent raison du plus zélé des adjudants !

Mais Ouamrane n'avait pas admis ce qu'il appelait la duplicité du P.C.A. « Ils avaient promis toutes les armes et ils en ont gardé une bonne partie, maugréa-t-il. Ils vont le payer ! »

Il envoya son fidèle Sadek, l'ancien marchand de tapis de Remiremont, devenu l'un des responsables de la zone 4, en mission spéciale dans l'Oranais. « Tu vas me liquider ce problème de maquis rouge ! »

Sadek emmena un commando et alla « régler. ses comptes » avec les communistes. À Rovigo, il prit contact avec un embryon de maquis : 20 hommes. La plupart Algériens. Il les invita à rallier individuellement le F.L.N. selon les accords. Les hommes refusèrent. Le groupe en tua un et désarma les autres qui s'enfuirent tout heureux de s'en tirer à si bon compte. À Ténès, ils étaient 15 dirigés par Mostefa Sadoun et Abdelhamid Boudiaf du journal *Alger républicain.* « Ceux-là, me dira Ouamrane, on les a désarmés et envoyés au Maroc. Ils avaient adhéré au Front, mais dès leur arrivée ils sont redevenus communistes. »

Avec le maquis de Laban et de Maillot, basé dans la région de Duperré, il fallait employer une méthode plus subtile. Les Algérois ne l'attaquèrent pas de face. Sadek s'aperçut très vite que ce maquis n'avait pas eu le temps de s'implanter solidement dans la population. Il s'efforça donc de les couper définitivement de toute aide populaire. Les hommes d'Ouamrane savaient que sans le soutien des habitants des mechtas la vie des maquisards deviendrait vite impossible. Il réalisa donc en un minimum de temps et de moyens ce que l'état-major de Lorillot voulait réussir dans le djebel grâce à la pacification, au quadrillage et aux S.A.S. : isoler totalement les maquisards. Sadek savait que, malgré un armement sans doute important et une direction « de professionnel » — Maillot est aspirant, Laban un vétéran de la guerre d'Espagne —, les maquisards ne tiendraient pas longtemps.

« Pour des types isolés, confia Sadek à ses hommes, ça va être le calvaire. Surtout que ce sont pour la plupart des Européens. Ils n'ont pas l'habitude de se contenter comme nous de figues, d'oignons et de galettes... »

Et un renseignement à l'armée est si vite donné ! C'est ce qui se passa. Un des hommes de Maillot descendit dans un village acheter du vin et du fromage. L'épicier le fit attendre un long moment. Il n'avait pas de vin ! Il fallait aller le chercher ! Il revint avec la police. Les troupes du bachagha Boualem, qui avait constitué une des harkas les plus importantes d'Algérie, ne firent qu'une bouchée du maquis « rouge » de l'Ouarsenis. Maillot et l'instituteur Laban furent tués dans l'engagement. Sadek et ses hommes s'étaient déjà repliés vers leur zone algéroise, ramassant une grande partie du stock d'armes que le P.C.A. avait voulu distraire !

Les quelques rescapés des maquis « rouges » qui rallièrent le F.L.N. à titre individuel n'allaient pas faire long feu. Ouamrane avait des instructions formelles : « Interdiction absolue de structurer les ex-membres du P.C. en groupe distinct. Vous devez les isoler. » On pouvait compter sur Ouamrane et sur Omar Oussedik, ex-nationaliste qui avait flirté, dans les années 50, avec le marxisme et tenait à le faire oublier, pour appliquer ces ordres avec toute la rigueur dont ils étaient capables. Omar Oussedik affecta les survivants au ravitaillement des zones interdites, missions de sacrifice dont bien peu revenaient. Les chefs de groupe qui les recevaient avaient ordre de ne les mettre sous aucun prétexte en contact avec la population. L'épouvantail communiste qui effrayait si fort la plupart des Européens avait également agi sur le F.L.N. ! Celui-ci avait trouvé une méthode radicale pour s'en débarrasser.

Le P.C.A. était au bout de ses peines et de... son existence. Ses dernières troupes, les groupes de Guerroudj et les étudiants de Daniel Timsit désertaient ! Agacés par les atermoiements du parti, ils passaient au F.L.N. à titre individuel après en avoir averti le secrétariat du bureau politique. C'était la fin. En juillet, le P.C.A. demanda l'intégration des groupes urbains dans le F.L.N. Guerroudj, Briki et leurs hommes passèrent sous le contrôle de Bouchafa. Daniel Timsit et ses amis sous celui de Yacef Saadi. C'était l'écroulement du rêve communiste : montrer au F.L.N. qu'il y avait une force égale qui combattait à ses côtés tout en gardant sa propre personnalité. Ben Khedda avait gagné. Le P.C.A. n'existait plus. Mis hors la loi par le gouvernement de Soustelle il avait succombé sous les coups du F.L.N. qui depuis le 1er novembre 1954 suivait — avec une opiniâtreté extraordinaire — la seule ligne de conduite qu'il se fût fixée en déclenchant la révolution : être le seul interlocuteur valable.

Après le 20 août, les contacts avaient été rétablis avec toutes les régions et en particulier avec l'extérieur. Abane dont le rôle de coordination était admis par tous les chefs de maquis avait attaqué violemment la conception qu'avaient les six de la représentativité de « ceux du Caire ».

« Ce n'est que sur place que l'on se fait une idée de la révolution, disait-il, et non à l'extérieur. » Dès le printemps de 1956, Abane et Ouamrane, outrés de n'avoir reçu aucune arme de l'extérieur — travail dévolu à Ben Bella —, écrivirent une lettre d'une violence extrême aux « frères » du Caire.

« Ben Bella, Khider et Aït Ahmed nous avaient promis armes et finances, me dira Ouamrane encore indigné dix ans après, et au bout d'un an et demi on n'avait encore rien reçu. Qu'est-ce qu'ils foutaient là-bas, ces révolutionnaires de palace ? »

Le mot avait été lâché en avril 1956. Abane, devant le silence opposé à trois lettres d'appel au secours motivées par le dénuement en armes de l'Algérois, du Nord constantinois et de la basse Kabylie, avait envoyé au Caire le Dr Lamine Debaghine avec mission de rappeler l'équipe F.L.N. à

l'ordre et de superviser leur travail. Le Dr Lamine avait carte blanche. Ouamrane et Abane échangèrent alors avec Ben Bella une correspondance tumultueuse.

« Envoie-nous des armes ou des fonds pour les acheter, écrivaient les Algérois. Il faut au moins 100 millions. »

« Impossible, répondit Ben Bella, nous n'avons pas un sou ! »

La réponse arriva sous forme d'ultimatum :

« Si vous ne pouvez rien faire pour nous à l'extérieur, revenez *crever* avec nous. Venez vous battre. Autrement, considérez-vous comme des traîtres ! »

Abane avait donné grande publicité à cet échange de correspondance. Il ne se doutait pas que, ce faisant, il s'engageait sur une pente qui — dix-huit mois plus tard — le conduira à recevoir la mort de la main de ses anciens compagnons de combat.

Krim Belkacem le rappela vertement à l'ordre :

« Tant que ces règlements de comptes se passent uniquement entre nous, ce n'est pas trop grave, lui dit-il, mais tu fais tout pour répandre nos divergences avec l'extérieur. L'Oranie est troublée par ces agissements. Boussouf m'en a fait part. Amirouche en Kabylie en a eu vent. Tu as trop tendance à prendre les décisions seul ! »

Krim partageait l'indignation d'Abane devant l'inefficacité de l'extérieur. Il savait d'autre part qu'entre Ben Bella et ses compagnons du Caire tout n'allait pas pour le mieux, mais il voyait d'un mauvais œil Abane prendre en main — seul — les rênes de la révolution. Celui-ci avait convaincu Ouamrane de la justesse de ses propos. Mais il n'était pas parvenu à « entortiller » certains officiers de la zone de Zighout Youssef comme Ben Tobbal, ou le successeur de Ben M'Hidi en Oranie, Abdelhafid Boussouf. Ceux-ci avaient attiré l'attention de Krim, le seul auquel Abane n'osât s'attaquer, sur la curieuse conception qu'avait le patron politique d'Alger de son rôle de coordonnateur. « Il semble plutôt vouloir diviser pour régner seul ! » ajoutèrent-ils rapidement à l'adresse de Krim qui, tout en admirant le travail accompli à Alger par l'ancien secrétaire de commune mixte, n'en déplorait pas moins l'aspect « envahissant » du personnage.

Abane, passionnément dévoué à la révolution, se laissait entraîner par son caractère entier sur une voie dangereuse. Il n'admettait aucune faiblesse de la part de ses hommes. Encore moins la tolérait-il chez ses pairs, ceux qui, avec lui, dirigeaient la révolution. Son intransigeance le poussait à mettre en accusation ceux qui ne réussissaient pas dans la mission qui leur était confiée. Et il se sentait fort face à l'extérieur qui jusqu'à présent n'avait remporté que des succès diplomatiques à Bandoeng et à New York, où Aït Ahmed et Yazid avaient fait du bon travail, mais avaient échoué en n'envoyant aucune aide matérielle aux maquis de l'intérieur. Abane se promettait bien, en préparant le congrès qui serait sa chose, son œuvre, de mettre les responsables en accusation. Dans ce domaine, sa bête noire restait Ben Bella qui, aidé par la publicité que lui avaient faite les Français et le soutien — tout verbal mais efficace — que lui apportait Nasser, s'érigeait en chef de la révolution alors « qu'il n'était pas même fichu de faire parvenir des armes et des fonds ». Les chefs de l'intérieur, « ceux qui se battaient », partageaient sans exception l'opinion d'Abane sur Ben Bella. Mais ils ne voulaient à aucun prix que le chef algérois s'érigeât en « justicier ». Encore moins en « remplaçant ». La révolution avait été déclenchée par une direction collégiale. Il était temps de se réunir pour voir ce qu'il en advenait. Le congrès serait le bienvenu et permettrait de régler de vive voix et en présence des responsables bien des problèmes internes.

L'arrivée du Dr Lamine provoqua l'éclatement de la première crise au sein de l'équipe du Caire.

Depuis le déclenchement de la révolution, Ben Bella menait seul une politique personnelle avec les Égyptiens, politique que ni Khider ni Alt Ahmed n'approuvaient. D'autant que l'Égypte, qui voulait contrôler étroitement l'évolution de la révolte algérienne, n'apportait qu'une aide minime, même si aux yeux de la France elle paraissait spectaculaire. En effet, la délégation F.L.N. du Caire recevait, au printemps de 1956, une allocation mensuelle d'un million de francs (anciens) versée par la Ligue arabe et une aide exceptionnelle de l'Égypte qui ne dépassait jamais cinq millions par mois.

En prime, et cela contribua pour une grande mesure à faire croire à la France à un soutien inconditionnel de Nasser à la révolution algérienne, l'Égypte accordait une demi-heure — parfois une heure — de sa chaîne *Çaout el-Arab* — la Voix des Arabes — à la propagande du F.L.N.

Ben Bella, qui sentait Aït Ahmed et Khider opposés à des contacts trop étroits avec l'Égypte, résolut de les discréditer aux yeux de Nasser en les faisant passer, l'un pour communiste, l'autre pour « frère musulman ». Deux races d'hommes qui inspiraient au leader égyptien une méfiance sans borne. Aït Ahmed s'apprêtait à quitter New York lorsqu'il apprit par le *New York Times* qu'une lettre de Ben Bella adressée aux maquis et saisie par les autorités françaises, révélait de graves dissensions internes. « Il n'y a rien à faire, écrivait Ben Bella, avec Aït Ahmed, qui est un berbéro-matérialiste, ni avec ce vieux Khider, qui est un bourgeois. » Lorsque Aït Ahmed arriva au Caire, bien décidé à demander des comptes, c'était déjà le drame : Ben M'Hidi, le chef de l'Oranais, qui avait quitté l'intérieur pour trouver coûte que coûte des armes, s'était accroché sérieusement avec Ben Bella, lui reprochant de ne pas remplir le rôle qui lui était fixé : assurer l'équipement et l'armement des maquisards.

Au cours d'une réunion qui se tint au domicile de Khider, rue Salamlik, les différentes tendances devaient vivement s'affronter. Autour de la table de salle à manger, après un bref déjeuner, le Dr Lamine, Aït Ahmed, Ben Bella, Khider, Boudiaf, Ben M'Hidi et Ali Mahsas décidèrent de crever l'abcès. Le Dr Lamine, qui arrivait d'Alger pour superviser la délégation de l'extérieur, attaqua le premier :

« Je suis navré de vous dire que cela ne va pas chez vous. Tout l'intérieur est au courant de vos dissensions, ce qui n'est pas fait pour remonter le moral des combattants qui, je vous le rappelle, souffrent dans les maquis... »

C'était la première allusion au confort — même médiocre — dont jouissaient les représentants F.L.N. du Caire. Lamine mit en cause Ben Bella.

« Tu as été choisi pour t'occuper de la logistique. Tu as fait des promesses. Alors ? Où sont les armes ? Quel est le travail accompli ?

— Mon rôle a été également de nous assurer du soutien de l'Égypte ! protesta Ben Bella.

— Sur ce point, je sais que tu réussis personnellement, si les résultats matériels ne sont pas très brillants. »

La paralysie de la moitié de la face dont souffrait le Dr Lamine rendait son visage, convulsé de colère, encore plus inquiétant.

« La révolution manque d'armes, poursuivit-il, de munitions, de moyens. Elle risque d'être étouffée par votre faute. Mais ça va changer. Je suis porteur d'un mandat de l'intérieur qui me donne carte blanche pour faire démarrer efficacement l'aide à notre mouvement ! »

Abane et l'intérieur avaient nommé Lamine chef de la délégation extérieure ! C'en était trop pour Ben Bella qui voyait ses efforts pour être reconnu comme chef de la révolution réduits à néant. Il oublia ses velléités de commandement suprême pour se retrancher derrière le principe de collégialité.

« Je n'admets pas cette décision prise par l'intérieur, s'écria-t-il, cela repose tout le principe de

la direction de notre mouvement. Je vous demande de réaffirmer solennellement les grands principes de collégialité et de coordination qui nous ont guidés depuis le 1er novembre ! »

On prit bien sûr une résolution solennelle, mais Ben Bella n'était pas au bout de ses peines.

Aït Ahmed demanda à brûle-pourpoint des nouvelles de Saïd Turki, représentant du F.L.N. à Tripoli où Ben Bella avait envoyé son ami Ali Mahsas pour monter une base logistique d'aide à l'Est algérien.

« On l'a liquidé, répondit Ben Bella.

— L'avez-vous jugé ? insista Aït Ahmed.

— Non. Pas besoin.

— Que lui reprochiez-vous ?

— Messaliste.

— C'est faux. Et toi, pour une fois, tu devrais t'expliquer un peu plus longuement. Si cette accusation grave était fondée, on devait prendre la décision ensemble en vertu de cette fameuse collégialité derrière laquelle tu te réfugies quand ça t'arrange. Mais pour l'instant, c'est toi qui diriges à ta façon. Une drôle de façon ! »

Plutôt que de répondre Ben Bella décida de se mettre en colère.

« Et si c'est comme ça, hurla-t-il, je m'en vais. Ce n'est pas ainsi qu'on fait la révolution !

— Je voudrais bien savoir, dit Aït Ahmed, si ici il y a des responsables à part entière ou bien des “responsables auxiliaires” ! On ne peut liquider, sur l'ordre d'un seul, un militant qui depuis longtemps a fait ses preuves. »

Ben Bella dont le visage mat et plein était devenu couleur d'olive verte sortit en claquant la porte.

« M. Ben Bella fait une sortie à la Laquière, ironisa Aït Ahmed. Décidément, on ne se débarrasse pas si facilement de l'influence des Français ! »

Pendant que le Dr Lamine allait rechercher Ben Bella et essayait de le calmer, Aït Ahmed obtint de Mahsas quelques explications sur la fameuse lettre de Ben Bella aux maquis.

« C'est moi qui l'ai écrite, avoua Mahsas, mais sous la dictée de Ben Bella !

— Mais dans cette lettre tu révélais que Ben Bella, Boudiaf et toi-même détenaient le pouvoir politique.

— Oui, mais il faut bien que quelqu'un l'assure. La plupart du temps, tu es en mission. En outre, l'intérieur, qui nous accuse tant, est en train de localiser la révolution dans l'Aurès... »

C'était le jeu stérile des accusations mutuelles que l'on se jette à la figure. Lamine revint avec Ben Bella. Tout le monde s'était calmé. La discussion reprit. Finalement, le lendemain, un rapport fut rédigé à destination de l'intérieur précisant bien que les relations avec l'Égypte devaient être celles d'une alliance à égalité et non d'une alliance « subalterne ». On déclarait solennellement que chacun des assistants réaffirmait son attachement au principe de la codirection. Mahsas avant de regagner sa base de Tripoli ne put s'empêcher de mettre en garde ses compagnons contre l'arrivée d'hommes comme Ferhat Abbas et le leader uléma Toufik El-Madani.

« Ils vont arriver avec leurs vieilles habitudes politiques, dit-il, avec leurs manigances, leurs manœuvres, leurs désunions... »

Boudiaf l'approuva.

« Pour ce qui est de l'union ici... »

C'était Ben Bella qui, ulcéré des attaques dont il était l'objet, venait de parler.

« Occupe-toi donc de Tripoli, dit-il à Mahsas, et Boudiaf de Nador. Et trouvez les armes que l'intérieur réclame à cor et à cri. Moi je m'occupe des Égyptiens... »

Ben M'Hidi, l'un des plus courageux Fils de la Toussaint, n'avait jusque-là fait qu'observer les

hommes et écouter attentivement les propos. Depuis le début de la conférence, il semblait écœuré de l'attitude dominatrice de Ben Bella.

« Dis-donc, Gruenther, tu te prends vraiment pour le leader ! C'est toi qui commandes tout ! »

L'allusion de Ben M'Hidi cingla. Ben Bella. Perdant son sang-froid, il bondit sur son compagnon pour le frapper ! Aït Ahmed et Mahsas l'en empêchèrent. Ben Bella dut sans répliquer entendre Ben M'Hidi, méprisant, dénoncer ses méthodes personnelles et surtout son manque d'empressement à trouver des armes.

« Tu as raison. Ben Bella. Il est temps que chacun regagne son poste. Le mien est à l'intérieur. Je vais rejoindre Krim et Abane. Au moins, là-bas, nous lutterons. Alors qu'ici on est tout juste capable de s'entre-déchirer ! »

Ben M'Hidi put, avant de partir, se rendre compte des résultats obtenus par Ben Bella auprès des Égyptiens. C'était le premier entretien politique accordé par l'Égypte aux membres de la délégation extérieure. Zakaria Mohieddine, ministre de l'Intérieur égyptien, reçut le Dr Lamine, Khider, Boudiaf, Ben Bella, Aït Ahmed et Ben M'Hidi. Ce dernier allait rapporter à Krim et Abane la position des Égyptiens. Zakaria Mohieddine n'avait aucune idée de ce qui se passait en Algérie ! Pour lui il s'agissait de « petites bandes de bandits » dont il fallait se servir. En aucun cas d'une révolution populaire. Les Algériens, Aït Ahmed en particulier, protestèrent et évoquèrent le problème de l'aide égyptienne au point de vue propagande et armement. Mohieddine fit quelques vagues promesses de soutien. *Çaout el-Arab* s'était tue depuis quelque temps ? On pourrait envisager la reprise des émissions. Mais pas tout de suite ! L'entretien se termina par de chaleureuses poignées de main. Lorsque, quelques jours plus tard, Ben M'Hidi raconta l'entrevue à Abane il ne pouvait savoir que Ben Bella avait vu Nasser personnellement et que celui-ci lui avait expliqué les raisons du silence de la *Voix des Arabes.* Les Français lui avaient mis le marché en main : la France achetait la récolte de coton égyptien en échange de l'arrêt des émissions de propagande. Sinon, Boussac achèterait son coton ailleurs. Et Ben Bella ne voulait en aucun cas avouer que son ami Nasser — « qui nous aidera bientôt » — pratiquait avant tout le dicton : Charité bien ordonnée, etc.

Quarante-huit heures plus tard. Ben Bella restait seul au Caire, surveillé du coin de l'œil par le Dr Lamine et Khider. Aït Ahmed repartait pour New York, Boudiaf pour le Maroc, Ben M'Hidi pour Alger, Mahsas pour Tripoli et Tunis. C'est dans cette ambiance chargée d'électricité qu'allait arriver Ferhat Abbas qui venait de quitter spectaculairement l'Algérie.

Dans son bulletin secret déposé sur le bureau du ministre résidant, le colonel Schoen notait : « Beaucoup, de musulmans et certains Français supposent qu'il jouera au Caire le rôle d'un élément modérateur qui pourrait faciliter certains contacts ou négociations. » Il ne se doutait pas qu'Abbas arrivait au Caire comme, un cygne au milieu d'une portée de canards en colore.

Après son évasion de la prison de Constantine, Mostefa Ben Boulaïd avait regagné l'Aurès « qui, depuis son arrestation, vivait en pleine anarchie. Son adjoint, Chihani Bachir, avait tenté de réunifier les bandes qui parcouraient l'Aurès et les Nemencha, mais deux hommes qui le secondaient, Adjel Adjoul et Laghrour Abbés, étaient loin d'avoir les qualités de chef que la situation réclamait. Le tribalisme avait repris ses droits. Les Chaouïas étaient aussi sauvages que le paysage qui les abritait. Pour un Chaouïa, un homme qui ne fait pas partie de sa tribu est considéré *a priori* comme un ennemi. À moins que son prestige ne soit tel qu'il bouscule les traditions tribales. Et, seul, Ben Boulaïd avait ce prestige. Lui seul avait réussi avant novembre 1954 à casser ce particularisme local et à uniformiser l'action. Dès son retour, aidé de Chihani, il s'employa « à remettre à leur place » Adjel

Adjoul et Laghrour Abbés, leur reprochant d'avoir mené parallèlement à la lutte contre l'armée française des luttes internes de tribu à tribu et de s'être servi pour cela des armes et des munitions du F.L.N.

Adjel Adjoul, ulcéré par l'algarade publique, jura de se venger. Mais il fallait attendre car, pour l'instant, la lutte contre l'armée reprenait de plus belle. Au cœur de l'Aurès, à la limite des Nemencha, le pays sans routes, pelé, aride, rugueux comme de la peau d'éléphant, l'état-major de la Xe région avait parachuté ses meilleures unités, en particulier la légion, avec mission de nettoyer à n'importe quel prix cette région où on avait implanté les premières S.A.S. sous la houlette du général Parlange. Les officiers S.A.S. semblaient obtenir de bons résultats. Il fallait à tout prix « casser » les bandes.

Le 8 mars 1956, la légion est accrochée dans la région des hauts plateaux de Taberdga, entre Khenchela et Khanga-Sidi-Nadji, par une unité de l'A.L.N. forte d'une centaine d'hommes puissamment armés. Cloués au sol par des feux croisés de fusils mitrailleurs, les légionnaires subissent quelques pertes. Mais surtout six Allemands, en contact avec les rebelles chaouïas, ont déserté pour les rejoindre. Le F.L.N. a fait un gros effort de propagande sur cette arme d'élite qui lui inflige de lourdes pertes. Les responsables de l'action psychologique du Front ont trouvé la faille : les légionnaires sont sujets aux coups de cafard. Et dans ce pays du bout du monde où les gens se fondent mystérieusement dans les rochers, utilisant la moindre grotte dont les falaises sont truffées, la vie est rude, triste. L'hiver n'est pas encore fini. Les hommes de Ben Boulaïd ont promis aux déserteurs allemands de les renvoyer dans leur pays. La propagande a réussi. Sitôt les six déserteurs allemands Récupérés avec leurs armes, la bande a décroché.

Le 9 mars au matin une patrouille surprend un groupe d'environ cinquante fellaghas. Cette fois-ci les légionnaires sont décidés à les décimer. Par radio, ils appellent à la rescousse le groupe léger d'intervention du 11e « choc ». « On est salement coxés, mais si vous arrivez avec vos Siko on peut les avoir... » Le capitaine Krotof, le légendaire « Moustache » dont personne au 11e « choc » ne connaît le nom véritable, emmène ses quarante « gus » en deux rotations d'hélicoptère Sikorski. Au passage les hommes repèrent les « sonnettes » laissées par les fells. En argot de paras, les sonnettes sont les guetteurs dissimulés sur les crêtes. Ils sont sur la bonne piste.

Les hommes de Krotof sont largués en fond d'oued et se regroupent. Le G.L.I. 1 se déploie sans se faire accrocher. Rien. Le silence complet. Tout à coup, ça gueule à la radio. « Ils sont là... » Les légionnaires, à deux kilomètres des paras, déclenchent un feu d'enfer. Le G.L.I. 1 voit deux T-6 « straffer ». Les fells sont « logés ». Krotof donne ses ordres. Il fait revenir les hélico.

« Je vais vous balancer dans le dos des fells, dit Krotof. Opé coup de poing. »

En dix minutes, les quarante paras sont déposés sur un promontoire en dessus de l'oued. Par vagues, ils sautent à terre et prennent position. Ça pète de tous les côtés. Le lieutenant Blois[1] aperçoit au fond de l'oued une vingtaine de prisonniers allongés sur le sol, mains sur la nuque, face contre terre, auprès d'un tas de fusils. Ils sont surveillés par quelques légionnaires, fusils mitrailleurs en batterie. Les fellaghas prisonniers semblent faire corps avec le sol. Immobiles. De tous côtés, ça tire. Aplatis sous les rafales, ils sont à la merci d'une balle perdue. À découvert. Les légionnaires et les hommes de Krotof ont bientôt le dessus. Mais ils sont bloqués par le tir ajusté et terriblement meurtrier d'un commando fell retranché dans une grotte.

« Ils nous allument comme des enfants de chœur, grommelle Krotof. Blois, vous allez me les déloger... prenez six hommes. »

Le lieutenant Blois et les hommes s'égaillent. Il faut descendre la pente et remonter du fond de la gorge à l'assaut de la falaise. Il faut une demi-heure pour déloger les cinq fellaghas. Blois les termine

à la grenade. C’est fini. Mais de l’autre côté des gorges les légionnaires continuent à arroser m falaise. Blois est « gelé » sur place sans radio. Au bout d’une vingtaine de minutes, le feu s’arrête. Blois qui n’a pas de radio fait signe aux légionnaires de cesser le feu. Krotof et le caporal-chef Fosset avancent à la rencontre de la patrouille. Encore une rafale, puis un coup de feu. Krotof et le caporal-chef Fosset se sont écroulés. Le capitaine Krotof a été atteint en plein cœur par la balle d’un tireur isolé. Lui qui obligeait ses hommes à porter une plaque d’acier dans la poche poitrine gauche du treillis a négligé cette précaution. Son insouciance lui a été fatale. Fosset, lui, a été foudroyé par une balle perdue tirée par la légion ! Atteint en plein dos, il a eu la colonne vertébrale sectionnée net.

Les léopards se regroupent en silence autour des deux corps. La victoire est amère, mais complète. La bande a été détruite. Les grottes et caches ont été nettoyées à la grenade. On n’a pas fait de prisonniers sauf les vingt capturés avant leur arrivée par la patrouille de légionnaires. Ceux-ci les abandonnent et regagnent le plus vite possible leur unité de Taberdga. Les Siko du G.L.I. 1 atterrissent dans un bruit infernal de rotors en folie. Blois fait présenter les armes au cadavre du capitaine Krotof que l'on place dans le premier Siko. L’épopée commencée en Indochine se termine ce 9 mars sous le vent froid des hauts plateaux des Nemencha. Le corps du mystérieux capitaine sera rapatrié à Paris. On lui fera aux Invalides des obsèques de général d'armée qui entreront dans la légende du 11e « choc ».

Le chef de la bande rebelle, un Chaouïa de vingt-cinq ans, est emmené dans le deuxième Siko pour interrogatoire. Les dix-neuf prisonniers restants, toujours face-contre terre, sont cloués à jamais par les rafales croisées tirées par les léopards du G.L.I. 1. Il fallait s’en débarrasser. Qu'est-ce qu’on pouvait en faire ? On n’allait pas rentrer à pied avec eux ! Les hommes du 11e « choc », qui venaient de subir leur premier coup dur en Algérie, n’avaient pas, ce jour-là, le cœur tendre.

Le G.L.I. 1 du 11e « choc » était passé sous le commandement du capitaine X... qui allait, le 15 mars 1956, porter un coup fatal au F.L.N. de l’Aurès.

La « quarantaine » du G.L.I. était depuis deux jours en bivouac sur un piton à Nara au sud-est de Menaa, en plein cœur de l’Aurès. Pour une fois les léopards ne bougeaient pas. Pas d’opérations. Pas de patrouilles. Pas d’accrochages. Et pourtant le lieutenant Blois savait qu’à moins de deux kilomètres devait se trouver la bande la plus importante de l’Aurès. Qui sait, peut-être Ben Boulaïd était-il parmi eux ? Le capitaine Duvivier avait eu une idée dont l’application allait se dérouler dans quelques minutes. Quarante-huit heures auparavant, réunissant les hommes dans la petite école de Menaa, le village isolé où André Gide séjourna longtemps et où s'était déroulé en novembre 1954 le premier engagement de la guerre d’Algérie, le capitaine avait exposé son plan :

« On va monter une “opé” qui peut être payante. Et cette fois pas de bagarre, de la gamberge. C’est souvent mieux. On va quitter Menaa comme si on partait pour une opé de quelques jours. On sera observés par les “sonnettes”, mais c’est très bien. Ils ont trop la trouille de nous pour nous attaquer. Ils gardent leurs balles pour les rappelés qui ne sont pas entraînés. On va grimper sur un piton, au sud de Tamchet, et s’y installer. Puis un avion nous parachutera trois colis. Les deux premiers, des sacs de riz, seront récupérés, mais le troisième, un poste radio, tombera hors de notre portée. Il sera récupéré par les fells. Et comme c’est un poste d’un tout nouveau modèle ils vont l’apporter à l'autorité la plus importante de la région qui va se le garder pour elle. Peut-être Chihani, peut-être Ben Boulaïd, peut-être Adjoul. Blois partira avec une patrouille pour faire semblant de le récupérer... pas trop vite. Et vous direz aux fellahs que vous rencontrerez que c’est très important et qu’il y aura une récompense pour qui le ramènera. L’explication maintenant. Ce poste vient de

Cercottes... »

Les hommes échangèrent un regard entendu ! C’était une opération « Moustache ».

« ... Et il est piégé. Mais l’explosif ne se trouve pas dans le poste. C’est le poste lui-même, sa carcasse, qui est en explosif. En outre, il fonctionne sur piles tout à fait normalement. Ce n’est que quand on le branchera sur le secteur ou sur une batterie qu’il explosera. Et seul un chef important réside dans un endroit où il y a du courant électrique fourni par le secteur ou par une dynamo. » Le plan était habile. Il allait parfaitement réussir.

Le 15 mars, les hommes du G.L.I. voyaient le DC-3, un Persan, exécuter à la lettre la manœuvre prévue. Vu du sol le troisième parachute semblait accroché à la roulette de queue de l’appareil. En réalité il n'était retenu que par une ficelle que l’homme de Cercottes coupa dans la carlingue lorsque le piton des léopards fut dépassé.

« Ça y est, je les vois. » Très excitée la voix du pilote parvenait à Blois par le SCR 300 que le radio portait sur son dos. « Les fells sortent de la forêt. Ils courent vers le pépin. Ils l’embarquent. Le poste est pris ! »

Comme prévu la patrouille de Blois arriva trop tard. Le poste était en sécurité. Au retour, le capitaine X... dit à ses hommes : « Demain matin, on décroche. La balade est terminée. On rentre à Menaa. Il ne nous reste plus qu’à attendre. »

Et il fallut attendre longtemps. Ce n’est qu'au mois d’août, au congrès de la Soummam, que l’état-major du Front se rendra à l’évidence ; à son P.C. de l'Aurès, Ben Boulaïd avait sauté en manipulant un poste truqué. On verra que la mort du chef de l’Aurès avait été soigneusement cachée par son propre frère et ses lieutenants. Dans l’Aurès, qui avait été le cœur de la rébellion, la lutte fratricide pour le pouvoir local devenait plus importante que celle menée contre l’armée. Le déclin de l’Aurès commençait. Les léopards avaient vengé leur capitaine. Ils devaient longtemps l’ignorer.

« Lacoste... démission... », « Mendès... dans l’Aurès... », « Chevallier au poteau... ». C’est le déchaînement. Lacoste, les traits crispés, s’avance vers le monument aux morts accompagné de Marcel Champeix, secrétaire d’État chargé des Affaires algériennes, en tournée d’information.

Et il est informé, le ministre ! Alger, ce 8 mai 1956 lui hurle à la figure : « Pas de réformes... la répression... » Le défilé militaire a été follement applaudi : les canons antiaériens « 40 Bofors » et leurs servants casqués, et le 9e zouaves et la « nouba » du 1er R.T.A., mais surtout le 117e R.I. Ce sont les premiers rappelés qui défilent à Alger. En tenue de campagne. « On dirait déjà de vieux Africains... », entend-on dans la foule. On crie : « Vive l’armée... l’armée au pouvoir... » Et le défilé terminé, Lacoste va fleurir le monument aux morts. Les cris hostiles qui ont salué son arrivée reprennent de plus belle. C’est qu’il n’est pas populaire, Robert Lacoste, après quelques semaines de séjour à Alger ! Il a pourtant montré sa volonté de combattre la rébellion — mais il n’a pas caché son désir de réaliser des réformes sérieuses : réforme communale et surtout plus large accession des musulmans à la fonction publique. Cette fonction publique, premier employeur d’Algérie, où l’on a jusque-là accepté les musulmans dans une proportion de 15 à 20 %, mais dans les postes les plus subalternes : chaouch, garçons de bureau, coursiers. Et Lacoste, le bagarreur, n’entend pas que ses réformes soient des vœux pieux. Les décrets sont passés. Et la réaction d’Alger ne s’est pas fait attendre. Les étudiants européens se sont mis en grève. Il y a eu des manifestations. Et cela continue ce jour de fête de la Victoire.

Lacoste voit les poings tendus, les visages tordus de haine. Ils sont tous là, les étudiants, les jeunes des associations patriotiques, les petits fonctionnaires. Que l’on atténue les difficultés des conditions d’entrée qui éloignent les Algériens des administrations, mais c’est la fin de l’Algérie française ! La fin des privilèges. Et il ne s’agit plus de ceux des gros colons, des grosses fortunes. C’est la vie

quotidienne des petites gens qui risque d'être bouleversée.

« Prime à l'assassinat, prime à la terreur... », les slogans des ultras sont repris avec ferveur. « Mendès... dans l'Aurès... Lacoste... démission ». Les premiers projectiles volent : des pommes, des tomates, des mottes de terre, des pierres. Lacoste, blanc de rage, en reçoit une en pleine poitrine. C'en est trop. Son visage reprend sa couleur normale, le sang afflue aux pommettes. Les poings serrés, il a quitté le cortège et il s'adresse à un groupe d'excités. Il y a de tout, des anciens combattants les médailles pendantes, des jeunes gens, des femmes aussi. « Démission... Démission », hurlent-ils. Alors Lacoste de sa voix puissante, habituée depuis des années aux réunions électorales houleuses, s'élève sur le plateau des Glières, devant le ministre Champeix, ébahi.

« Je vous emmerde, hurle Lacoste, vous n'êtes que des cocardiers de trottoirs. Moi, j'ai fait deux guerres, engagé volontaire. Faites-en autant. Allez-y... engagez-vous pour l'Aurès... Et vous, les anciens combattants, à Verdun, à la Marne, le patriotisme était sans condition !... »

Un jeune homme répond :

« Les condamnations à mort aussi sont sans condition. »

C'est le grand reproche que l'on fait à Lacoste : ne pas faire exécuter les Algériens condamnés à mort détenus à Barberousse.

« Taisez-vous, mon petit ami, rétorque Lacoste, vous ne comprenez rien à ces problèmes. » Et le ministre résidant regagne le cortège en maugréant. « Je ne vais pas me laisser emmerder par tous ces crétins... »

De retour à son bureau, Lacoste décida de donner un avertissement à ces prétendus mouvements patriotiques qui s'élevaient contre tout ce qui pouvait arranger les choses et détendre l'atmosphère. Que pouvait penser après de pareilles manifestations européennes cette masse musulmane indécise, terrorisée, enjeu de la partie que Lacoste voulait gagner contre le F.L.N. ? Pour elle, une seule explication s'imposait : c'est le F.L.N. qui a raison malgré ses crimes puisque les Européens refusent la moindre émancipation !

« La connerie de ces types, me dira plus tard Lacoste, était gigantesque. C'est à croire que le climat d'Alger empêchait de penser, de réfléchir ! »

Et Lacoste étaient bien décidé à leur faire avaler des réformes d'une autre ampleur : réforme communale et surtout une loi-cadre qu'il mijotait depuis un certain temps. Mais il lui fallait attendre une quinzaine de jours l'arrivée de Chaussade qu'il allait charger de remettre de l'ordre et un peu de justice dans ce « fromage » qu'était la fonction publique en Algérie.

« En attendant, je vais leur montrer de quel bois je me chauffe... »

D'abord Boyer-Banse. C'est le président des mouvements issus de « Présence française ». Le type du bourgeois d'extrême droite. Il ne « pèse » pas. Il n'a pas beaucoup de troupes. C'est un groupuscule qu'il dirige, mais il faut compter avec Boyer-Banse car il écrit beaucoup. À Paris, on le considérerait comme un maniaque d'une autre époque ; à Alger, il est dangereux car on diffuse ses tracts. La presse algéroise — *L'Echo* de Sérigny en particulier — lui ouvre largement ses colonnes. La moindre déclaration du groupuscule est complaisamment reproduite et chacune dénonce violemment les prétendus plans d'abandon de l'Algérie.

Et Lacoste, tout-puissant ministre résidant, est piégé. Il sait qu'on ne peut rester insensible lorsqu'on verse du vitriol sur une plaie ouverte. Et les pieds-noirs moins que tous autres. Lorsque la guerre se limitait à quelques fermes brûlées, à la liquidation de gardes champêtres ou d'indicateurs musulmans, on les avait déjà sensibilisés en accordant à ces faits une importance démesurée.

Maintenant, les journaux étaient pleins des crimes et attentats qui frappaient indifféremment musulmans et Européens. L'engrenage était en marche. À la répression dans le bled avaient succédé les méfaits F.L.N. Alors on réclamait des têtes. On voulait guillotiner. Pour l'exemple. Et surtout pas de réformes... qui seraient une prime à l'assassinat. Et Alger n'a pas encore vécu d'attentats aveugles frappant au hasard des Européens innocents ! Lacoste sait qu'alors il ne pourra rien retenir. Il lui faut à tout prix gagner la course de vitesse qu'il livre au F.L.N. Il doit, en conjuguant les réformes et les mesures militaires, gagner la confiance de la population musulmane et faire comprendre aux Européens où est leur intérêt. Qu'on l'empêche d'appliquer ses réformes et il ne restera que la répression. Alors ce sera la victoire du F.L.N. ; la folie, le sang, le contre-terrorisme, les attentats.

Un Boyer-Banse peut faire capoter les efforts de Lacoste. Il faut l'éliminer. Ainsi ça donnera à réfléchir à des hommes comme le poujadiste Goutallier, le restaurateur de la rue Michelet, qui « casse du melon » à longueur de journée et dont Alger — qui n'est pas fine gueule — fait un personnage.

Quant aux étudiants qui, par tradition, sont les plus remuants, Lacoste ne veut pas les matraquer — il faudra les manifestations du 11 novembre, toujours les fêtes patriotiques, pour qu'il résilie des sursis. Pour l'instant, on va frapper un de leurs professeurs, M. Bousquet, qui enseigne la sociologie nord-africaine à la faculté de droit. Il les a entraînés à s'opposer aux décrets favorisant l'accession des musulmans à la fonction publique. Lacoste espère par ces mesures « chirurgicales » éviter la contamination de ces petits Blancs, de ces pieds-noirs avec lesquels, mieux il les connaît, plus il se sent de points communs. Pour un Borgeaud, il y a deux cent mille employés et ouvriers. Lacoste veut se faire connaître, se faire comprendre de ces prolétaires qui, excités par des Boyer-Banse, des Goutallier, s'identifient avec les plus ultras. On ne s'est jamais occupé d'eux, on les a livrés à la propagande d'extrême droite. Il faut leur expliquer que les réformes ne les rejetteront pas à la mer. Au contraire. Qu'on est en train d'édifier une Algérie nouvelle où les plus favorisés vont perdre de leurs immenses avantages, mais où eux vont gagner en tranquillité. Il faut que l'expression « nos frères musulmans... », dont on se sert si souvent dans les discours patriotiques, devienne une réalité non seulement sociale, mais économique. Dans cette Algérie, il n'y a pas place pour un Boyer-Banse qui se comporte déjà en « homme perdu », comme on dira plus tard « soldat perdu », ni pour un professeur Bousquet qui met l'influence qu'il peut avoir sur ses élèves, futures élites de l'Algérie, au service d'une cause rétrograde et dépassée.

Lacoste appela Pernet, le nouveau directeur de la Sûreté.

« Je ne veux plus de Boyer-Banse ni de Bousquet. Voici l'arrêté d'expulsion. Faites-les conduire ce soir à l'avion de Paris.

— Ce soir, monsieur le ministre ? s'étonna le policier.

— Ce soir, monsieur le directeur de la Sûreté. Un cancer, ça s'opère au début et vite. Sinon, on en crève ! »

Et les rappelés arrivent. À pleins bateaux. Selon la loi, ils sont « disponibles », alors on les fait venir. Il y en a de la classe 52, de la 53. Ce ne sont plus des gamins. Ils sont, comme on dit, entrés dans la vie. On les en arrache d'un jour à l'autre. Ils ne connaissent de la guerre d'Algérie — pardon, des événements d'Algérie — que les bandes de fellaghas, hors-la-loi sauvages et assassins décrits par la presse. Le maintien de l'ordre relèverait plutôt de la police judiciaire, de la gendarmerie, éventuellement des C.R.S. Mais sans que le gouvernement veuille l'avouer, on s'est aperçu que c'était la guerre en Algérie. Qu'un ministre était spécialement chargé, dans le gouvernement Mollet,

de l’armée de terre en Algérie : Max Lejeune. C’est lui qui, à grand renfort de publicité, a mis au point avec Robert Lacoste la fameuse technique du « quadrillage » qui, explique la presse, doit substituer la pacification à la guerre. Et la décision de rappeler d’abord cinquante mille hommes du contingent 52/2 enlève à ceux qui en auraient encore toutes leurs illusions. Ils ne sont que l’avant-garde. « Il me faudrait 200 000 hommes ! » a dit le chef de la X[e] région, le général Lorillot.

France-Observateur, dès avril, combat violemment sous la signature de Claude Bourdet l’envoi de renforts en Algérie. Bourdet est arrêté, puis remis en liberté provisoire. Le ton est donné. Des manifestations populaires sont organisées pour empêcher le départ des rappelés. Des femmes se rouleront sur les voies, des rappelés plus énergiques que d'autres — ou plus politisés — mettront à sac qui une caserne, qui une gare. On enverra les C.R.S. Et les hommes arriveront tout de même en Algérie. Ceux qui ont manifesté sont en minorité. Les autres subissent. Il faut obéir à la loi. Et puis ce qu’on lit sur les fellaghas justifie que l'on se déplace. D’ailleurs, il n’y en a pas pour longtemps.

Max Lejeune a expliqué son plan : « Il s’agit de combattre un adversaire extrêmement mobile. Alors nous allons diviser nos moyens d’action en « unités statiques », chargées de garder les points sensibles du territoire, et en « unités légères » motorisées ou héliportées, capables de relier rapidement les précédentes entre elles. Ne recommençons pas les erreurs d’Indochine. Vive la stratégie opportuniste, celle qui ne va pas chercher ses références dans les règlements poussiéreux, mais qui répond par l’intervention aux interventions de l’adversaire... »

Les jeunes du contingent et les rappelés sont « épatants », a dit le ministre ! « Grâce à ce projet de quadrillage chacun d’eux aura, relève l’hebdomadaire *Paris-Match*, la charge de garder à la France un petit lopin de terre et l’amitié des populations musulmanes qui le cultivent : Max Lejeune, qui ne pense qu’à l’Algérie, veut gagner la bataille des petits carrés. »

Sous le soleil éblouissant, la baie d’Alger resplendit. Sur le quai, la fanfare accueille les rappelés. Ils débarquent. Ce sont les premiers. Les dames de la Croix-Rouge, la bonne société d’Alger, offrent friandises, chocolats, cigarettes à « nos chers petits qui viennent de France pour nous défendre » devant l’objectif complaisant de *L’Echo d'Alger* qui va reproduire à des dizaines de milliers d’exemplaires le chapeau à fleurs de M[me] Untel et la gueule ahurie d’un bidasse qui se demande ce qui lui arrive, qui a laissé sa famille de l’autre côté, qui a dégueulé sur le bateau, qui a les reins brisés par ce putain de sac qui contient toute sa fortune, et qui n’a rien à foutre de l’Algérie !

Car derrière les déclarations superbes des ministres, les flonflons de la fête, l’accueil émouvant réservé à ces braves métropolitains, c’est le vide complet. Les rappelés à de rares exceptions près ont été parqués dans des camps innommables où rien n’était prêt pour les recevoir, des paillasses ignobles dans des dortoirs poussiéreux, la « ragougnasse » qui dans les unités de transit sert de nourriture, pas un mot d’explication. À leur tour, quinze ans après, ils découvrent l’armée de 40 !

En fait de « stratégie opportuniste », d'officiers qui « négligent les règlements poussiéreux », la plupart des rappelés trouvent sur place les laissés-pour-compte de l’armée française. Les vieux colonels du type « le pacificateur », des capitaines qui n'ont pas fait l’Indochine, qui ne veulent rien comprendre. En tout cas pas les fellaghas. Il y a ceux qui sont persuadés que de toute façon il faudra partir et qui transforment leur P.C. de secteur en fortin imprenable à l’abri duquel ils vivent tranquillement, qui ne font jamais sortir leurs troupes à moins d’une compagnie et les font rentrer à 3 Heures de l’après-midi en doublant la garde, laissant le bled et sa population pour quinze heures aux hommes de l’A.L.N. ; ceux-là vivent repliés sur eux-mêmes, attentifs à ne pas être en faute vis-à-vis du règlement. La retraite n’est pas loin.

Il y a ceux, plus nombreux, qui disent communément : « Notre dernière chance, c'est l’Algérie... Si on la perd, notre carrière est morte. » Et ce genre de capitaine qui a sa villa — réquisitionnée —, qui

a fait venir bobonne et les gosses, qui a ses deux fatmas, qui gagne bien sa vie et surtout qui est « considéré » se voit mal revenir à Romorantin où il ne sera guère plus qu'un contremaître dans une bonne usine — les colonialistes c'est eux. Dans leur garnison algérienne, ils dînent en ville, chez le juge, le notaire, le toubib. Ils sont tout-puissants et respectés.

Voilà donc les chefs que l'on réserve aux rappelés. Sans préparation psychologique, sans qu'on leur ait appris ce qu'est l'Algérie, les pièges que recèle le terrain, la position politique du F.L.N., ce qui conduit ces va-nu-pieds à tenir en échec une armée qui maintenant compte près de 300 000 hommes, on les lâche dans la nature. Après les incidents que la plupart ont vécus au départ, après l'ignominie des camps de transit, voilà l'armée d'Algérie qu'on leur offre. Car il faut bien se rendre à l'évidence, l'état-major de la Xe région réserve ses officiers d'élite à ce que Max Lejeune a baptisé « unités légères », celles qui obtiendront des résultats : les autres, les bidasses, les rappelés, la Viande, c'est bon pour garder les « points sensibles du territoire ».

Lacoste sait tout cela. Peccoud, son homme de confiance, a vu l'un de ces rappelés. Car les premiers rappelés l'ont été dès 1955, c'étaient des hommes résidant en Algérie. L'un d'eux, Claude Fredix, un steward d'Air France, a voulu faire comprendre « la merde dans laquelle nous vivons, monsieur le chef de cabinet », et il a obtenu une audience. Ce n'est pas qu'il rechigne à la bagarre, Fredix, il a été lui-même maquisard en Auvergne comme agent de liaison du colonel Prince, mais il est écœuré d'entendre son commandant, un ancien officier des Sports de Saigon, vidé par De Lattre au moment du Grand Nettoiement, dire publiquement : « Je voudrais bien que le bataillon se fasse accrocher. C'est bon pour les points du tableau d'avancement. » Il a eu droit aux opérations comiques où les officiers se trompent de mechta, à ceux qui « veulent vous dresser le poil », comme le lieutenant Guillaume « plus con, que méchant », qui a affublé ses hommes de djellabas, ce qui ne manqua pas de les faire accrocher par des G.M.P.R. (les futurs harkis) qui, terrorisés, les ont allumés, les prenant pour des fellaghas ! Il a vu des camarades tomber à la cote 616 près d'Alger parce qu'on les a fait bivouaquer, sans avoir subi d'entraînement, en plein djebel. « Les barbelés ne sont pas arrivés, a dit le lieutenant, demain on creusera des abris. » Dans la nuit, ç'a été l'attaque ! « Alors, pour se venger de ne pas savoir faire la guerre, on nous a donné quelques méditas à saccager... » Le lieutenant, qui faisait porter sa radio et son paquetage par un rappelé, s'en est tiré. Mais la suite a été difficile. Escobar, le rappelé transformé en baudet, a refusé de porter le sac de son officier et, celui-ci l'injuriant, « il lui a filé un coup de boule dans la gueule... ». Le malheur est qu'il avait gardé son casque lourd ! Escobar est passé au falot. Et Papa Brioche n'était pas content. Papa Brioche était l'indicatif du colonel commandant l'opération...

On a écouté Fredix avec beaucoup d'attention. On l'a remercié. Et il s'est retrouvé en taule quelques jours plus tard. Avec des types qui vraiment avaient trop violé de filles dans le djebel !

L'expérience ne servira pas. Lacoste s'aperçoit très vite que malgré ses titres ronflants de ministre résidant, malgré la part importante qu'il prend à la politique algérienne, il ne peut rien sur place. Il parle sur un pied d'égalité avec les ministres, mais le moindre militaire, le moindre instituteur, tout fonctionnaire a un ministre de tutelle et Lacoste ne peut rien sur eux. Ni changer un militaire ni déplacer un instituteur. Le général Lorillot, qui l'a séduit au début, commence à l'agacer sérieusement. Malgré l'écran que représente le Gouvernement général, Lacoste sait bien qu'on court après l'initiative, que les militaires ne l'ont nulle part, qu'il est temps de mettre en place un autre système, de donner des pouvoirs à d'autres hommes. L'armée classique échoue. Lorillot reste le beau général, avare de paroles mais convaincant lors de ses briefings. Devant une carte il est brillant. Lorsqu'il en a terminé on est sûr que la guerre sera finie dans quinze jours. Les fellaghas sont écrasés. C'est une question de jours. *Sur la carte !*

Ces généraux à quatre étoiles ont d'énormes difficultés à s'adapter aux fellaghas. C'est la lutte inégale de l'homme dont la voiture à étoiles et fanion est briquée tous les matins par le chauffeur tout heureux d'avoir trouvé une planque, contre des types loqueteux qui n'ont qu'une mitraillette pour quatre !

Mais Lorillot a assuré qu'« avec les renforts que vous avez obtenus, monsieur le ministre, et ceux que nous aurons encore, la situation doit s'améliorer ».

« Que c'est beau !

— Oui il ferait bon passer des vacances ici, répondit le 2e classe Raymond Serreau à son copain Dufour, c'est d'ailleurs ce que j'ai écrit à mes parents.

— Qu'est-ce qu'ils font, tes parents ?

— Cultivateurs, dans le Loir-et-Cher.

— Tu es le seul à ne pas être parisien ou tout comme...

— Oui, avec le sous-bite. Artur. Il est de Casablanca.

— Lui, c'est un engagé. Il a été mobilisé sur sa demande. Il fait sa philosophie. L'agrégation à ce qu'on dit. »

La patrouille, 21 hommes du 9e R.I.C., des marsouins, découvraient le magnifique paysage de Palestro. Ils arrivaient de Maisons-Laffitte. Depuis une semaine et demie ils étaient basés à Beni-Amrane entre Ménerville et Palestro. Tous rappelés. Ils avaient touché pour la première fois des « vraies » armes, des fusils, des MAT et aussi un FM qui sciait les épaules de son servant Serge Dumas, et ils étaient affectés à la surveillance de la route Alger-Constantine.

« Du gâteau. Tout est calme », avait dit leur commandant.

À 6 h 25, ce 18 mai 1956, le soleil teintait d'or la roche grise de la montagne. L'air était doux. Les garçons, l'arme à la bretelle, oubliaient les problèmes qu'ils avaient abandonnés en métropole pour admirer la beauté du site. Certains pensaient déjà que l'armée avait du bon. C'était dur de s'arracher soudain à sa famille mais, si on avait le caractère à ça, c'était la fuite devant les responsabilités. Plus de soucis.

« Nourris, logés, rigola Serreau, pour faire du tourisme.

— Ça, c'est vrai. Moi je croyais qu'on allait faire de l'entraînement, en baver et courir après les fellouzes, dit Dufour.

— Laisse ça aux paras et à ceux qui roulent des mécaniques. Une balade dans la journée, on va faire ami-ami avec les bougnoules des mechtas à côté et on revient. C'est déjà assez fatigant !

— T'as raison. Un coup de rouge ?

— Oui. Il fait soif... »

La patrouille s'était engagée dans les gorges, une des merveilles touristiques de l'Algérie. Le lit de l'oued, très pierreux, dessinait de larges méandres entre deux versants de la montagne de Palestro. La route était bordée de figuiers de Barbarie. Puis soudain les flancs de la montagne se faisaient plus pressants, les gorges plus encaissées, la falaise descendait à pic jusqu'au bord de l'oued. Après un petit pont de pierre grise, la patrouille emprunta une piste qui, à travers un éboulis de rocher, partait à l'assaut de l'éperon.

« Encore un coup d'Artur, geint Dufour.

— Tu parles. Regarde-le. Toujours en tête il grimpe comme un cabri. »

Le sous-lieutenant dirigeait sa patrouille à travers les éboulis de roche grise piqués de buissons qui s'accrochaient à la pente raide et caillouteuse. Un vrai coupe-gorge. Le sous-lieutenant Artur

ignorait que ce chemin qu’il empruntait par hasard était bien connu d’Ouamrane, le commandant de la zone algéroise. Robert Barrat, le seul journaliste français qui jusque-là ait fait un reportage chez les fells, l’avait emprunté quelques mois auparavant.

« Dis donc, Dufour, ça grimpe sec. Regarde derrière... »

La route semblait encore plus étroite, écrasée entre ces falaises qui la dominaient en un à-pic impressionnant.

« On va jusqu’à Ouled-Guergour », cria le sous-lieutenant Artur.

Le guetteur qui se tenait au sommet de la crête sourit. Ali Khodja serait content de la nouvelle. L'homme en guenille, les pieds chaussés d'espadrilles usagées, serra son « boukala », un mauvais fusil de chasse et, se dissimulant dans la pierraille, utilisant la moindre touffe d’épineux, disparut de l’autre côté de la crête. Ali Khodja était ce déserteur, un sergent, qui avait quitté la caserne de la rue de Lyon en octobre 1955 avec 10 MAT, 6 mousquetons et 4 000 cartouches pour rejoindre le maquis d’Ouamrane. Celui-ci, qui manquait de cadres, l’avait affecté comme lieutenant de la zone de Palestro. Et Ali Khodja s’était révélé comme un soldat d’élite. Ouamrane passionné de choses militaires avait pris le jeune homme — Khodja avait vingt-deux ans — sous sa protection. Ils discutaient avec un plaisir non dissimulé de l’instruction militaire française, de la discipline « force des armées » qu’ils avaient l'un et l’autre reçue et qu’il fallait inculquer aux maquisards qui rejoignaient la zone 4. Ali Khodja avait ainsi obtenu l’autorisation de former un commando de choc, semblable à ces parachutistes auxquels il s’était parfois heurté et qui étaient les seuls à lutter pied à pied avec les hommes de l’A.L.N. Ali Khodja avait maintenant une centaine d’hommes sous ses ordres. Les chouchous d’Ouamrane et de son état-major. La zone 4, si elle manquait d’armes, était parfaitement structurée. Le « Sergent » n’avait pas oublié les leçons de l’armée française. Sadek était son adjoint militaire. Boughara, dit Si M’hamed, son adjoint politique, et Zamoun Mohamed, dit Si Salah — que l’on retrouvera un jour dans le bureau du président de la République à Paris —, son adjoint aux renseignements.

Ali Khodja scindait en général son unité en trois, quatre ou cinq groupes pour que l’armée française n’apprenne pas qu’il existait un commando puissant et bien armé. Khodja avait carte blanche. Et priorité pour l’action, pour l’armement, pour la nourriture et l’habillement. Tous en treillis, chapeaux de brousse, pataugas, armés de garants ou de MAT, grenades à la ceinture, les hommes d’Ali Khodja n’avaient rien à envier aux Bigeard-boys ou aux « Moustache » du 11e « choc ». Ali Khodja avait fait de ses hommes surentraînés de formidables machines à tuer. Tous étaient très jeunes. Pour eux, la lutte était moitié *djihad* (guerre sainte) moitié western.

Ali Khodja, dissimulé entre deux rochers, voyait le sous-lieutenant Artur avancer vers lui. En tête de la patrouille. Ali pensa que cette fois, Si Lakhdar, son rival, qui voulait toujours rapporter plus d’armes que lui, allait en faire une jaunisse. Car pour les hommes de la zone 4, la plus éloignée donc la plus défavorisée, le plus important du combat était de récupérer des armes. Grâce au système de « choufs » — guetteurs — mis en place dès 1955 par Ouamrane le maquis connaissait tous les déplacements de l’armée. Les choufs surveillaient Ménerville, Beni-Amrane et toutes les routes et pistes d’accès. Aucune opération par route ne pouvait quitter Ménerville sans être signalée.

Ali Khodja ajusta le sous-lieutenant Artur. Tous ses hommes, une quinzaine, étaient en embuscade le long de la piste, derrière des buissons ou des rochers. À travers l’œilleton de leurs garants ils voyaient les jeunes rappelés, la veste déboutonnée, l’arme à la bretelle, suant, soufflant, bavardant aussi, qui avançaient péniblement. Les hommes de l’A.L.N. invisibles semblaient faire corps avec le paysage. Le soldat Dufour regarda l’heure.

« Onze heures et demie. On va bientôt s’arrêter pour casser une petite graine.

— Oui. J'en ai plein le dos.

— Regarde Dumas avec son F.M. sur le dos. Le pauvre n'a pas eu de chance.

— On peut pas toujours tirer le bon numéro. »

La fusillade éclata au moment où la patrouille allait arriver au village des Ouled-Djerrah. Dufour et Serreau s'écroulèrent les premiers. Dumas mit son F.M. en batterie mais son tireur reçut une balle en pleine tête. Il le remplaça, essayant de localiser les rochers d'où parvenaient les coups de feu. Les rappelés, surpris, n'avaient pas réagi. Sans entraînement, ils s'étaient fait tuer comme des lapins, restant debout empêtrés avec leurs armes à la bretelle, la plupart n'avaient pas eu le temps de s'en servir.

Ali Khodja récupéra 21 armes et un F.M. Serge Dumas, le servant du fusil mitrailleur, fut le seul survivant de l'embuscade. Les parachutistes le retrouvèrent quatre jours plus tard, blessé, dans une grotte où les hommes d'Ali Khodja l'avaient abandonné. Le massacre de Palestro fit découvrir la guerre d'Algérie à la métropole. Elle ignora pourtant que les corps des soldats avaient été mutilés par les habitants du douar voisin qui, eux, avaient été « ratissés » quelques semaines auparavant.

On ne confia pas l'opération de recherche d'Ali Khodja au commandant du 9e R.I.C. qui avait déclaré à ses hommes que « tout était calme ». C'est Massu qui fut désigné à la tête de 3 000 hommes de sa 10e D.P. Après trois jours de chasse, il fit ce bref commentaire : « Dix-sept hors-la-loi au tapis, trois prisonniers. C'est le bilan. Terminé. »

Le 24 mai 1956, les Algérois en ouvrant leur journal virent en première page la photo de l'homme que la « bataille d'Alger » allait rendre célèbre. Jacques Massu en tenue de campagne dirigeait en plein djebel son opération. Plus question d'antennes, de tentes de commandement, d'estafettes. Une carte sur le capot d'un half-track, des postes de radio et près du général, un chef d'état-major attentif : le lieutenant-colonel Yves Godard. Comme on ne le connaissait pas à Alger, le reporter du journal accola à son visage cette légende : « Un parachutiste qui n'a pas froid aux yeux. »

Le commandant Jean Pouget pensa qu'une fois de plus il s'était fait « couillonner ». L'hélicoptère tournait au-dessus du camp d'Aïn-Rich au sud de Bou-Saada.

« On va se poser très vite, cria le pilote, la dernière fois, ils ont cassé l'appareil. Et pourtant on leur apportait à bouffer. »

Ils étaient mille dans ce camp. Mille rappelés de la région parisienne qui, en France, avaient « foutu en l'air » une gare à un arrêt du convoi qui les menait à Marseille. Impossible d'en venir à bout. Arrivés en Algérie, on les avait collés au soleil à Bordj-de-l'Agha, à 80 km au sud de Bou-Saada. Ils étaient en pleine anarchie. Il restait avec eux 40 officiers, 9 sous-officiers. Pas la « crème ». Depuis qu'ils avaient littéralement détruit un hélicoptère de ravitaillement, on leur balançait des caisses de vivres sans oser atterrir. Avec des types pareils — « certainement menés par les communistes » — on pouvait tout craindre. Ils s'étaient, paraît-il, regroupés par banlieues et avaient installé des bistrots partout. Depuis, l'état-major essayait de les oublier.

Le commandant Jean Pouget était un para. De ceux qui avaient été prisonniers à Dien Bien Phu et traînaient depuis une légende derrière eux. Ils connaissaient les camps du Viet-Minh, Mao, la guérilla, les techniques de guerre subversive. Leurs gueules de loups, émaciées, leurs corps secs et le mépris qu'ils affichaient pour la guerre traditionnelle leur valaient l'inimitié de l'armée des badernes. Alors pour la plupart, ils s'étaient regroupés entre eux. Mais Pouget qui faisait partie de la 25e D.A.P. (division aéroportée) s'était retrouvé seul à Djidjelli confronté avec les problèmes quotidiens de la guerre d'Algérie. D'abord les chikayas entre militaires qui croyaient à la guerre

traditionnelle, se disputaient les armes et se jalousaient, l'œil fixé sur le tableau d'avancement.

Ensuite les colons qui ne supportaient pas la présence envahissante des militaires puisqu'il n'y avait pas beaucoup d'attentats dans la région.

« Poh ! Poh ! Poh ! Dis, c'est pas pour l'Algérie tout ce matériel ! C'y pas possible ! » Et le maire de Djidjelli avait trouvé très « regrettable » l'arrivée de tous ces militaires.

« Nous, vous comprenez, on voudrait reprendre la saison touristique. Alors ou vous payez l'hôtel... ou vous évacuez ! »

Et l'armée avait payé l'hôtel à ses officiers au prix d'une chambre de touriste ! Pouget avait ensuite reçu les doléances du patron du bordel local, la Villa des Roses, où le maire avait des actions :

« Vous arrivez et tout est bouleversé. Avec la demande, les prix montent. Aujourd'hui, une fille potable et tout, c'est dix à vingt briques ! »

Mais tout cela, c'était le folklore. Il y avait plus grave. L'inadaptation du commandement. Pour remplir le cadre territorial on mettait des troupes partout. Pour être rempli il était rempli, mais il n'apportait rien de neuf. La politique de pacification imposée par Lorillot préconisait l'implantation de postes dans le djebel, faire sortir la troupe quand on pouvait et surtout, très vite rentrer. Bref, la vieille technique coloniale d'Afrique du Nord.

« Ce n'est pas avec une division de paras qu'on arrivera à quelque chose, pensa Pouget, on doit opérer de la cataracte et on arrive avec une scie tronçonneuse. »

On utilisait une division parachutiste comme on aurait fait de l'infanterie coloniale. Pour ces hommes qui avaient l'expérience de l'Indochine, la pacification était une erreur due à la médiocrité du commandement. L'appareil militaire n'avait pas réussi à s'adapter à ceux des hommes qui avaient compris la guerre subversive et ne savait ou ne voulait employer leur expérience. Pouget à Djidjelli se retrouvait dans le « bleu total ». Il était commandé par des officiers supérieurs persuadés de la justesse de leurs vues. Ils avaient servi toute leur vie dans des unités nord-africaines, donc ils connaissaient tous les problèmes nord-africains !

Telle qu'elle était pratiquée — compte tenu de l'obstination des fells — la pacification allait à la faillite. Ce serait une catastrophe. Alors Pouget avait demandé à quitter l'armée.

Lorillot, le chef de la X[e] R.M., traversait une période de doute. Plus les renforts arrivaient, moins on avait l'initiative. Très militaire, très honnête, très républicain, le général était désorienté dans cette guerre où il n'y avait pas d'affrontement sur le terrain, où tout semblait se jouer par pressions morales et psychologiques. Il avait pensé pouvoir réduire les bandes car il estimait qu'elles étaient le support de la révolution. Il avait mis des meutes à leur poursuite. Pour lui, l'essentiel était de reconquérir la maîtrise des communications. Mais il s'apercevait que pour vaincre ce n'était pas suffisant. Le quadrillage n'avait pas qu'un but militaire. L'armée et le pouvoir civil devaient vivre en symbiose. Lui, le général qui ne rêvait que d'une guerre classique, il demandait à son armée d'aider les civils à faire des routes, à aider à l'enseignement, à améliorer le niveau de vie de la population, à faire de la médecine. Il lui demandait une somme de dévouement énorme. Mais il fallait que l'on puisse compter sur les civils pour faire de la propagande en améliorant la situation des musulmans. Et là, pour l'instant, c'était l'échec. En outre, la pacification ne pouvait réussir que si les chefs locaux « y croyaient », se débarrassaient de l'expérience d'une vie militaire traditionnelle, se penchaient sur la population.

Lorillot, s'il n'était pas un génie, était de bonne foi. Il commençait à croire à la guerre subversive, mais ça l'effrayait d'être obligé d'y plonger. Ce n'était pas une lutte pour un général « militaire ». Chez Lacoste, on s'en rendait compte.

Pouget avait expliqué ses problèmes à Lotte, l'adjoint du général Lorillot. « Cette fois, ça va être pire qu'en Indochine car là il y a des Français. Beaucoup de Français. Alors, je préfère partir... »

Et les deux hommes avaient eu une longue conversation. Une de ces conversations que beaucoup d'officiers qui avaient connu l'Indochine auraient voulu avoir avec l'état-major. Car en Algérie ils étaient un certain nombre à en avoir gros sur le cœur. Chacun d'entre ces léopards avait envie de dire :

« On veut nous faire une guerre à base politique. On nous donne comme mission le maintien de l'ordre. Pour cela on nous distribue des mitraillettes, des F.M., des avions. Mais ça ne suffit pas. Il faut que l'unité de commandement soit en contact avec la masse. La notion essentielle de la guerre subversive c'est celle du contact. L'état-major est « paumé » parce qu'il en manque. C'est le commandant de quartier qui est au contact. Et c'est là justement qu'il y a rupture de commandement.

« Pourquoi notre armée obtient-elle si peu de résultats en faisant tant de dégâts ? Pourquoi y a-t-il tant de villages, de douars écrasés ? Parce que nos vieux militaires sont dépassés par leur mission. Un type de quarante-cinq ou cinquante ans, commandant de quartier, ne va pas courir le djebel la nuit à la poursuite des fells. Alors il emploie les moyens lourds d'intervention : l'artillerie qui écrase tout ; l'aviation qui bombarde, qui « napalme » ; et on finit à la mitraillette pour traquer ce qui reste ! Résultat ? Celui qui a échappé à ce massacre passe directement au F.L.N.

« On critique les appelés, les rappelés, mais ils ont perdu face à ces "gladiateurs" que sont les unités d'élite : les paras et la légion. Et c'est normal. Le haut commandement surencadre ses troupes d'élite. "Prosper", vous connaissez, le colonel Mayer, le patron du 1er R.C.P. ? Eh bien, Prosper a 63 officiers pour 550 types en opération. Une unité de rappelés — qui n'est pas entraînée — en a 19 pour 700 hommes !

« Si une armée peut vaincre en Algérie, pensait chacun de ces officiers, c'est une armée de capitaines, de commandants, de colonels avec des pouvoirs, appuyés par une politique stable. On a reçu la leçon de l'Indochine. Les Viets avaient une unité de commandement efficace. Ils avaient un secrétaire général de parti comme commandant en chef ! Moi je veux bien poursuivre la guerre en Algérie. Mais il me faut une unité de combat qui poursuive les bandes et dont l'action ne sera efficace que si moi, commandant de secteur, je peux faire de l'hydrographie, m'occuper des jardins et des élections. Comment voulez-vous donner confiance à une population si on ne peut aller jusqu'au bout, si on ne peut s'occuper efficacement de tout ? Je dois pouvoir imposer ma politique — qui sera celle de mon gouvernement à condition qu'il n'en change pas trop souvent — à tous, musulmans et pieds-noirs ! Ici, les Européens, même les plus cultivés, ne connaissent rien au problème. À leur problème. C'est pour cela que cette Algérie nous emmerde ! On ne veut pas faire la guerre pour la France dans des conditions crapuleuses. Ici, les Européens en général nous dégoûtent. Il y a une haine raciale pour tout et pour tous. Une haine qui n'existait pas en Indo, où les Européens étaient pour la plupart "encongaïés". Ici, il y a deux blocs : les Européens et les musulmans. Aux uns et aux autres il faut imposer la solution choisie et décidée par le gouvernement. La matraque, il faut s'en servir avec le prestige politique et vis-à-vis de tous. Les jeunes couches de l'armée ont toutes des positions anticolons face à cette masse bafouée, méprisée, écartée de tous et de tout. Il faut lui redonner sa dignité. Et que ce ne soit pas le fait du seul F.L.N. Ici, en Algérie, les capitaines, les commandants pratiquent une sorte de socialisme, naïf peut-être, mais qui peut donner des résultats. À condition, et elle est essentielle, que la politique nationale nous en donne les moyens, que l'opinion soit prête à accepter les sacrifices nécessaires. Mais si elle s'en fout — ce qui semble bien être le cas — alors attention ! Nous, on en a marre de laisser des copains un peu partout, aux lisières des forêts, dans les rizières indochinoises ou dans le djebel algérien... en ayant en plus l'opinion publique contre nous à

cause de mauvais cons qui à Paris ne sont pas foutus de suivre la même politique plus de quatre mois ! »

Ceux qui à l'état-major ou au cabinet Lacoste recevaient de pareilles confidences, et ils étaient nombreux, pensaient que cette nouvelle armée, issue de l'Indochine, celle qui avait assimilé — plus ou moins bien — les leçons d'Ho Chi Minh, n'avait plus le respect de l'Autorité avec un grand A. Inconsciemment ou non, ces léopards, qui voulaient tout gagner, étaient prêts à la « foutre en l'air ». Ils arrivaient en Algérie comme des révolutionnaires en puissance, sans avoir pourtant un régime à proposer. Ce qu'ils voulaient, c'est un régime « propre et sain » à l'image de l'homme idéal : pur, dur, fort, qu'ils forgeaient dans leurs camps d'entraînement. Un régime qui eût du prestige.

Lotte, à qui Pouget avait exposé une partie de ce qu'il pensait, lui répondit que le patron voulait le voir. Pouget entra dans le bureau de Lorillot.

« Mes respects, mon général.

— Dites donc, Lotte, il m'a l'air bien jeune. Enfin, d'après ce que vous m'avez dit, il fera l'affaire.

— Mais, mon général, expliquez-lui, il n'est au courant de rien.

— Eh bien, Pouget, vous prenez le commandement d'un bataillon près de Bou-Saada.

— Mais, mon général, et ma demande de congé sans solde ?

— Connais pas !

— Je veux partir de l'armée et vous me donnez un commandement en dehors de l'arme aéroportée que j'aime...

— Il y a plus important pour vous. Voici ce dont il s'agit... »

Et Pouget, ahuri, avait appris en même temps l'existence du camp de Bordj-de-l'Agha et l'aventure qui y était arrivée au général Malaguti. Une aventure symbolique de l'armée d'Algérie en 1956 où chacun essayait de tirer le mieux possible son épingle du jeu sans prendre trop de responsabilités.

Le général Malaguti, inspecteur de l'armée, survolait avec son pilote la région de Bou-Saada. On lui avait soigneusement caché ce régiment d'appelés et de rappelés révoltés, source d'ennuis sans nombre. Ces parias, ces maudits, on les avait rayés de la carte et des effectifs ! Bordj-de-l'Agha, personne ne connaissait, personne n'en avait même jamais entendu parler. Mais le hasard — qui veille toujours — détraqua l'avion de l'inspecteur général.

« Mon moteur a des ratés, mon général, faut que je me pose, dit le pilote qui n'avait nulle envie de casser du bois avec quatre étoiles dans son piège. Je vois une piste. »

L'avion s'était posé et le général avait cru vivre un cauchemar. Au lieu d'être salué à sa descente d'avion, entouré d'égards, conduit dans une pièce ventilée avec de la bière fraîche à portée de la main comme son rang l'exigeait, il avait été l'objet de la curiosité insistante de types hirsutes, sales, pas rasés, revêtus d'une tenue moitié civile, moitié militaire, les pieds bien à l'aise dans des charentaises. Les hommes le regardaient comme un monstre tombé du ciel.

« Qu'est-ce que c'est que ça ? » avait hurlé le général.

Sans répondre, un rappelé avait passé un doigt curieux sur les étoiles d'épaulettes !

« Mais... mais..., avait bégayé Malaguti, je suis général,

— On voit... on voit. Mais gueule pas si fort, grand-père. On n'est pas sourd !

— Un officier ! Vite ! s'indigna le général.

— Tiens, v'là Po-Po. »

Un capitaine bedonnant, suant sous le soleil brûlant, arriva en trottinant. Il se mit au garde-à-vous et salua. Gêné. Il était désolé, mais il ne pouvait rien faire. Les officiers étaient retranchés dans leur mess. Il y avait 40 officiers et 9 sous-officiers. Ils ne pouvaient rien faire contre 1 000 types

déchaînés. On les avait pratiquement abandonnés à leur triste sort.

« On ne peut quand même pas les tuer, mon général. »

S'étouffant d'indignation, l'inspecteur général, de retour à Alger, avait dit à Lorillot :

« Je compte sur vous pour mettre fin à cet état de choses scandaleux. »

Et Pouget se retrouvait en hélicoptère au-dessus de son futur bataillon, à Bordj-de-l'Agha...

Le village de Bordj-de-l'Agha était désert. Un officier S.A.S. et sa femme ayant été torturés et assassinés par une bande non identifiée, un bataillon de tirailleurs envoyé en représailles avait exterminé tout être vivant qu'il rencontrait sur son passage. Seules quelques femmes avaient trouvé grâce à leurs yeux. C'était elles qui habitaient encore le village. Tous les hommes avaient été tués. Le camp de rappelés se trouvait à l'extérieur du bordj.

Pouget, qui avait résisté aux camps viets, n'avait pas l'intention de se laisser impressionner. En battle-dress ajusté, le col ouvert sur une poitrine bronzée, les hanches serrées par un ceinturon de toile, sans arme, il entra dans le camp. Des types désœuvrés le regardèrent passer. Pas l'air commode, le commandant !

En quarante-huit heures, tout était réglé. Devant les hommes qui n'étaient pas encore au garde-à-vous, il réunit les officiers et les sous-officiers. Il en dégrada plusieurs sur-le-champ.

« Vous êtes indignes de votre mission... Foutez-moi le camp. »

Puis il visita le camp. D'abord les cuisines qui étaient dans un état lamentable. Il balança à coups de pied trois marmites ignobles où cuisait un rata infâme, et balaya de la main les casseroles souillées qui s'empilaient sur une table.

« L'adjudant responsable ! Ici, tout de suite ! »

Gros, presque aussi sale que les hommes, l'œil jaune strié de veinules rouges, l'adjudant soufflait comme un bœuf. Tremblant que l'on découvre que la tambouille qu'il faisait servir aux rappelés laissait de confortables bénéfices, il se tenait au garde-à-vous. Respectueux. Deux des cuisiniers de service le regardaient en rigolant.

« Je ne vous demande pas vos comptes, ils doivent être aussi dégueulasses que votre cuisine. Dégagez. Faites votre paquetage. Demain, je ne veux plus vous voir. »

L'adjudant salua et fit un demi-tour réglementaire.

« Vous ! Vous ! » Pouget avait désigné les deux cuisiniers qui semblaient assez ouverts, débrouillards.

« Je vous nomme sergents. Deux sergents vaudront bien un adjudant. Vous êtes responsables de la cuisine. Et faites-nous de la bonne bouffe. Elle est la même pour vous que pour moi. Exécution. L'intendant aura les ordres. »

Les deux cuisiniers se mirent au travail, aidés par leurs copains. Les hommes étaient subjugués par ce grand échalas qui bouleversait leur vie quotidienne mais qui réglait leur compte à leurs officiers éperdus de trouille. Il allait falloir se méfier.

« On va pas se laisser avoir à son chiqué, maugréa un rappelé qui fignolait avec son couteau une immense quille de quatre mètres de haut, symbole d'une libération attendue avec impatience.

— T'as raison, ajouta un autre. La quille, bordel !

— Oui. Oui. Vive la quille ! »

Pouget d'une détente sauta au milieu du groupe. Il se fit les trois plus excités « à la châtaigne ». K.O.

« Si quelqu'un d'autre en veut... il n'a qu'à le dire ! »

Puis il tourna les talons. Il ne leur adressa plus la parole avant le lendemain matin. Au réveil, les hommes avaient du pain frais, de la confiture, du vrai café. Le commandant trempait son pain dans

son quart près de la cuisine.

« Rassemblement général dans une demi-heure », cria Pouget à plusieurs groupes qui l'observaient avec curiosité. Une demi-heure plus tard, rangé tant bien que mal, le bataillon affecté à Pouget était en place.

« Messieurs, je vous saluerai quand vous ressemblerez à autre chose qu'à des clochards. Maintenant si vous avez un tant soit peu de respect humain, vous allez vous laver, vous raser et vous habiller. Vous n'allez pas vivre comme des bêtes. Vous devez être propres et moi je dois vous donner la possibilité de vivre proprement. Je vous donne un foyer. Ce sera le club des voltigeurs de pointe. Vous aurez les fonds nécessaires et vous l'organiserez comme vous voudrez. Vous n'avez qu'à élire deux types par compagnie. Ils formeront le comité consultatif. Pas un sous-officier n'y participera. Que les élus se présentent à mon bureau. »

Instinctivement, quelques rappelés s'étaient mis au garde-à-vous. Dans la journée la plupart des hommes étaient lavés, rasés, le coiffeur n'arrêta pas de couper les cheveux ! On avait procédé à la distribution de treillis neufs. Devant le baraquement affecté au club des voltigeurs de pointe, que des rappelés repeignaient de frais, Pouget et deux officiers affichaient des informations.

« L'action psychologique, dit Pouget au premier lieutenant, c'est d'abord l'information. Je veux que l'on écoute la radio, que ce soient les hommes qui fassent les bulletins d'information qui seront placardés ici. Et puis préparez-moi des conférences sur la conquête de l'Algérie, le pétrole, les atrocités du F.L.N., les thèses que les fellaghas défendent, les nôtres. Et que ce soit soigné. Un lieutenant qui vient expliquer à des rappelés — des durs, des mauvais — pourquoi on fait la guerre en Algérie sans le savoir très bien lui-même on l'envoie chier... Exécution. Demain matin, tous les hommes sous les armes, officiers en tête. On part en opération à 5 Heures. »

Pouget pensait que l'affaire était bien engagée, mais que s'il ne faisait pas sortir ses gars, s'ils ne touchaient pas la guerre, ils pourraient bien lui faire la peau.

Le lendemain, à 5 Heures, les hommes en armes grimpèrent sur des camions qui les conduisirent jusqu'à Djelfa. Pouget alla saluer le colonel Katz, commandant opérationnel du Sud algérien. Ce poste, qui ne servait pas à grand-chose, était encore une illustration de l'armée traditionnelle. Il avait été créé par le commandant de la Xe région pour un de ses amis, un vieux colonel de spahis, qui avait besoin d'un commandement pour passer général avant la retraite ! En six mois, ce bon vieux colonel n'avait pas trouvé un fell dans la région et les rebelles y faisaient ce qu'ils voulaient ! Le colonel Katz qui avait pris la succession n'avait pas l'intention d'y moisir longtemps.

Une mauvaise surprise attendait Pouget à sa sortie. Certains de ses hommes avaient pillé deux magasins. Pouget ne fit aucune réflexion. Le convoi prit la route du retour. En plein djebel il fit arrêter les camions. La nuit était tombée, les hommes grelottaient. Moins douze degrés. Le désert réserve des surprises !

« En colonne, couvrez ! »

Pouget se tourna vers ses hommes.

« Deux magasins ont été pillés. Je ne veux pas savoir par qui. On rentre à pied. Ça vous réchauffera, il y a cent vingt kilomètres. »

Pouget renvoya les camions, et devant ses hommes trop ébahis pour dire un mot, prit la tête de la colonne. Après 70 km de route, les Parisiens étaient épuisés. C'est à ce moment que deux voltigeurs de pointe amenèrent un Arabe tremblant au commandant Pouget.

« Il se sauvait. On l'a rattrapé. »

L'homme raconta que Si Ziane, une sorte de marabout bien connu dans la région, qui faisait la guerre sainte à son propre compte — sans liaison avec le M.N.A. ni le F.L.N. — avait trouvé abri

dans deux grottes toutes proches.

« La “caserne”, elle est là, mon commandant ! Si Ziane, il est à toi ! »

Ce fut le baptême du feu pour les rappelés parisiens. Cette fois, il y avait des ennemis tout proches. La fusillade fut brève mais intense. Pouget et ses hommes massacrèrent la petite bande. Les Français n’avaient aucune perte. Seule, une section n’avait pas participé à l’assaut. Pas tellement par la faute des hommes que par le « dégonflage » d’un lieutenant. Devant les rappelés qui avaient participé à l’action, encore grisés par l'odeur de la poudre et l'excitation du combat, Pouget joua sa carte psychologique. Il s’adressa à la section coupable.

« Ici, au bataillon, on n’a pas besoin de saloperies comme vous. Tous se sont battus comme des lions. Sauf vous. Alors, foutez le camp. Je ne veux plus vous voir. Nous, on prend les camions. Rentrez à pied. Cinq cartouches par homme et un bidon d’eau... Hors d’ici, vous n’avez plus votre place parmi nous ! »

Au retour à Bordj-de-l’Agha, il y avait les hommes du bataillon de Pouget, qui « s'étaient battus comme des lions », et les autres. Ils avaient fait la guerre. Ils avaient vaincu ! Seuls, ils purent acheter au foyer un béret kaki que Pouget avait fait faire et qu’ils n’eurent droit de porter que lorsque le commandant les en aurait jugés dignes. Ce qui ne tarda pas. La plupart des rappelés de Bordj-de-l’Agha voulaient maintenant être « chez Pouget ». C’était la rivalité entre ceux qui avaient le béret kaki et ceux qui ne l’avaient pas.

À l’autre bout de l’Algérie, Bigeard avait fait le même numéro avec ses casquettes à longue visière, stock de guerre de l’Afrika Korps, qui faisaient la réputation des léopards du 3e R.P.C.

Pouget en finit définitivement avec l’opposition des rappelés quinze jours après son arrivée. Passant avec un de ses lieutenants devant une guitoune, il entendit une voix qui parvenait de l’intérieur.

« Vous vous êtes laissé avoir comme des enfants de chœur, disait l’un des derniers irréductibles du camp à un groupe de ses anciens amis. Vous me faites dégueuler. Moi, le commandant, je Vais le buter ! Je vais me le faire au couteau.

— Conseil de guerre, murmura le lieutenant à l’oreille de Pouget, celui-là, il est bon !

— Restez tranquille, mon vieux, dit Pouget, et laissez-moi faire. »

Il entra sous la guitoune. Les conversations cessèrent net. Le silence était à couper au couteau. Pouget s’avança vers le rappelé qui trônait au milieu de ses camarades.

« C'est toi, l’orateur ? »

Le jeune homme fit un signe de tête en déglutissant avec difficulté. Pouget lui balança un énorme aller et retour dans la figure. Le garçon chancela.

« Deux baffes dans la gueule, c'est tout ce que ça vaut, tes conneries. »

Et il sortit sans ajouter un mot.

L’histoire fit le tour du camp. Chacun savait que le soldat était passible du tribunal militaire pour avoir proféré des menaces de mort à l’égard d’un officier supérieur. Cela pouvait avoir pour le jeune homme de terribles conséquences. Jamais Pouget n’en reparla. Il avait tenu sa promesse. L’ancien de Dien Bien Phu, dont maintenant on se répétait la légende, avait pris ses hommes en main. Bien mieux ils l’adoraient. À la première occasion ils sauteraient en parachute, car après le béret kaki chaque homme désirait porter l’insigne nickelé qui brillait sur le blouson du commandant de paras. Les premiers « léopards » rappelés étaient nés.

Insensiblement l'Algérie s’habitue à la guerre. Elle continue à vivre. Et plutôt bien. On construit

sans relâche. Des grands ensembles s’élèvent. Les capitaux qui s’étaient enfuis en Europe à l’époque de la nomination de Catroux sont revenus et travaillent. La Foire internationale d’Alger est un succès. Renault, Berliet s’implantent. On pense à la sidérurgie de Bône. Les rappelés sont 70 000. Et le contingent ne va pas tarder. Il faut atteindre ce chiffre de 400 000 hommes réclamé sur tous les tons par Lorillot et Lacoste. Grâce à cette marée de jeunes qui viennent de France, le commerce est florissant. Les tapis naïfs, les services à thé à la menthe, les plateaux ouvragés, les dattes fourrées, le vin d'Algérie — bouché bien sûr — arrivent par caisses, par colis en métropole. Les foyers, les artisans, les commerçants font des affaires d’or. L’Algérie bénéficie de ce tourisme forcé. Les villes sont gaies. Ça bouge. Ça crie. Ça chante. Les appelés, les rappelés, bref les métropolitains en permission les animent : l’Algérie tourne à « plein tube ».

C’est dans cette ambiance qu’arrive Pierre Chaussade sur lequel Lacoste compte tant pour mettre sur pied le programme de réformes qu’il veut réaliser. Il lui a réservé le poste de secrétaire général du G.G.

Pierre Chaussade va surprendre à Alger. Affable mais réservé. Les cheveux en brosse, l’œil clair, il préfère la chasse et la marche aux dîners en ville. Cet ancien élève des jésuites, noueux, costaud, la main courte, le poignet solide n’est pas homme à se laisser séduire par des ambiances. On lui a dit : méfiez-vous d’Alger, c’est une ville-maîtresse, on y arrive blanc, on s’y retrouve noir. C’est une enjôleuse comme ses filles, qu'elles soient de Bab-el-Oued ou de la rue Michelet, Mahonnaises noiraudes et fortes en gueule, ou blondes descendantes des Alsaciens de 70, elles aguichent, excitent et ne donnent rien. Ou alors elles veulent tout. Tous s’y sont fait prendre. Alger est une maîtresse exigeante et dominatrice. Mais Chaussade, ancien préfet de la Marne, qui a fait toute sa carrière politique avec Henri Queuille à la présidence du Conseil aussi bien qu’au ministère de l’Intérieur ou aux Finances, arrive sans enthousiasme, bien décidé à résister aux dangereuses séductions de la ville-sirène. Il a accepté ce poste par discipline professionnelle. Il ne connaît pas très bien le problème. Mais lorsqu’il arrive à Alger, qu’il découvre cette ville splendide, vivante, opulente, sûre d’elle, il se souvient d’une petite scène qui s’est déroulée jadis dans le bureau de son ancien patron. Queuille s’apprêtait à nommer un nouveau préfet.

« Vous ne devriez pas le nommer préfet, monsieur le président, c’est un incapable.

— Mon petit, j’ai besoin de trente voix algériennes et celui-là m’arrange pour les obtenir. On voit que vous ne savez pas ce qu’est cette mafia. C’est vrai qu’ils sont bien loin de nous... »

Autant dire que Chaussade n’est pas près de se laisser séduire par la « mafia ». Lacoste lui aussi l'a mis en garde tout en lui demandant de l’aider de son mieux :

« Il faut émanciper ce peuple, Chaussade. Il faut jeter ce pays dans la voie du progrès en rompant les obstacles économiques et sociaux et les privilèges. Je ne vois pas encore la solution. À vous de m’aider. Vous aurez carte blanche. Et ne vous souciez que des réformes. La rébellion, c'est mon affaire. »

Tant qu’il y avait un gouverneur général, c’était son secrétaire général qui le remplaçait en cas d’absence. Lacoste étant ministre résidant, c’était son directeur de cabinet, Maisonneuve, qui s’occupait des affaires militaires et de police et Chaussade des affaires civiles.

Après quelques semaines de travail, Chaussade a découvert Lacoste. Son point de départ est le rétablissement de l’ordre. En cela il séduit les ultras, les fédérations de maires, les associations d’anciens combattants, mais il a évolué très vite et, sans attendre le rétablissement de l’ordre, il veut mettre en place des réformes efficaces tout en combattant le F.L.N. Il a une devise : Faire face. Il a le sens syndicaliste du pratique, du réel, plus que celui de la politique. Et il veut, aidé par Chaussade, entreprendre cet immense travail de grandes réformes administratives et sociales. Pour qui voit des

années après ce qu'étaient ces réformes, ce que leur application rapide aurait pu changer si l'on n'avait pas tergiversé depuis 1er novembre 1954, la critique est aisée. Chacun des gouvernements qui se sont succédé de 1954 à 1962 en prennent pour leur grade ! Mais l'Algérie n'était pas un pays comme un autre, Alger une ville comme une autre, le Gouvernement général une administration comme une autre.

Lorsque arrive Chaussade — on est au dix-huitième mois de la révolution algérienne —, le Gouvernement général est un monstre qui s'abrite derrière la carapace de l'immeuble aux mille fenêtres. Mais ce n'est pas un monstre offensif qui jette des flammes, qui régente tout. Non. C'est la pire des méduses, qui englue tout, qui stoppe dans une sécrétion gigantesque de papiers, de doubles, de dossiers, toute velléité de modification, de réorganisation, de réforme. La carapace est belle sous le soleil, les bâtiments majestueux, mais à l'intérieur ça ne vole pas haut. Le G.G., c'est une administration qui dans son ensemble est celle d'une petite préfecture de province et encore, pas une préfecture d'avant-garde. Les seuls éléments valables de l'administration sont ceux qui viennent de métropole auxquels il faut ajouter M. Bouakouir, le seul haut fonctionnaire musulman d'Algérie. Il est directeur de l'Industrie. Malgré un esprit difficile, prolixe et confus dans l'expression — il parle toujours trop abondamment —, c'est un fonctionnaire de valeur. Le reste brille par son ignorance profonde de ce que devrait être l'administration d'un pays moderne. Il faut bien avouer que le passage de Soustelle a été purement sentimental. Il n'a rien modifié et a légué à Lacoste une administration qui ne vaut rien, qui ignore complètement la vie administrative de la métropole, qui ne veut rien en savoir et se trouve très bien « comme ça ». Pour quelque décision que ce soit, les procédures sont effroyablement longues et compliquées, la centralisation intempestive. Pour construire une petite école au fond du bled, il faut que « ça remonte » à Alger. Et ça ne « remonte » pas vite. Il n'y a pas 300 000 enfants musulmans scolarisés en 1956 ! Et tout doit passer par le G.G. !

En outre, ce monstre, qui emploie des milliers de fonctionnaires est un microcosme de l'Algérie. Tout Alger travaille au Gouvernement général. Tout le monde y a un frère, un père, une mère, une belle-sœur. Et ainsi le G.G. constitue une pression extraordinaire sur ce cabinet du ministre résidant qu'il entoure de toutes parts. Le G.G., c'est le chaudron !

Et Pierre Chaussade, avec une obstination et la violence d'un Périgourdin que Lacoste apprécie particulièrement, le renverse sans ménagement.

Des douze directeurs du G.G. il n'en reste rapidement que cinq, Chaussade veut des directions qui fonctionnent avec des hommes qui soient au fait des problèmes. Il élimine les autres. « Moins de types et plus efficaces ! » On disait que l'Algérie était constituée de quatre départements français — ils deviennent bientôt douze — et on administrait dix millions d'hommes comme une sous-préfecture ! En cinq mois, quatre départements remplacent l'ancien département d'Alger, quatre celui d'Oran, trois celui de Constantine. Celui de Bône ne subit aucune transformation. Les préfets d'Alger, d'Oran, de Constantine sont chargés, sous l'autorité directe de Lacoste, des fonctions d'inspecteur général de l'administration en mission extraordinaire. On les appelle les igames. Les communes mixtes sont supprimées et découpées en communes de plein exercice. On prévoit également des syndicats groupant plusieurs anciennes communes pour la réalisation d'œuvres d'utilité intercommunale et la gestion en commun de services administratifs. C'est la principale des mesures du statut de 1947 qui est enfin appliquée ! Et c'est une véritable révolution en Algérie, car c'est aussi la fin des privilèges de certains colons qui administraient les communes sur lesquelles ils avaient leurs propriétés. C'est aussi la participation d'un grand nombre de musulmans à la gestion des affaires municipales. On tient compte de l'importance réelle de la population musulmane.

« Ce sera la véritable troisième force, exulte Lacoste. Pas celle de Soustelle à base de notables

musulmans qui faisaient la quête. Pas de Farès, ni d'Abbas — celui-là, il est déjà au F.L.N. — ni d'Ould Aoudia. Mais des maires, des adjoints. Des hommes à qui on aura donné des terres. Car la réforme agraire commence. »

Le travail énorme que Lacoste et Chaussade entreprennent va faire accéder par le système du collège unique les musulmans à des responsabilités dans la fonction publique, dans l'agriculture, dans la politique et l'administration du territoire. « Nous allons transformer la société, se réjouit Lacoste, en faisant de l'Algérie un pays moderne. » Et Lacoste espère bien ainsi susciter des équipes algériennes modernes qui pourront constituer l'intermédiaire, l'interlocuteur valable qui ne sera plus ce F.L.N. qui pour l'instant tente par tous les moyens de se rendre maître de la population.

Chaussade, qui ne doit s'occuper que du plan de réformes et de réorganisation administrative, est pourtant amené à se pencher sur le F.L.N. Car il sait bien, et Lacoste avec lui, que ce plan de réformes révolutionnaire va devenir le principal ennemi du F.L.N.

Lacoste lui a précisé : « Nous ne pourrons faire appliquer ces réformes qu'en ayant écrasé le F.L.N. qui veut développer son emprise sur la population par la terreur. »

Lacoste a déjà été amené à dissoudre l'Assemblée algérienne car elle rendait impossible toute tâche constructive. L'opposition constante Européens-musulmans empêchait toute réforme. Soustelle avait eu à en souffrir. En outre le F.L.N. menaçait — ou avait acquis à sa cause — la totalité de ses membres algériens. Lorsque Lacoste a dissous l'Assemblée, les délégués ont « râlé » ; le rusé Périgourdin les a calmés en maintenant leur indemnité et en leur conservant le régime de la retraite. Mais cette dissolution, pour prudente qu'elle soit, n'est qu'une mesure négative et Lacoste veut construire.

À l'orée de l'été de 1956 le ministre résidant devine plus du F.L.N. qu'il n'en sait. Les R.G. n'ont jamais pu s'infiltrer sérieusement dans le mouvement. Alors les renseignements proviennent des gendarmes qui constatent les méfaits, les attentats, les égorgements. Au 1er mai 1956, la rébellion a tué 106 civils et quatre enfants européens et 1 158 musulmans dont neuf enfants au cours de 1 654 attentats individuels contre les civils[2].

Lacoste sait que le F.L.N. s'implante, se structure, mais son importance est encore grossie aux yeux des Européens par la presse algéroise. À en croire les journaux, il n'y a plus un crime passionnel en Algérie — où Dieu sait s'il y en a, comme dans tous les pays méditerranéens à sang chaud —, c'est le F.L.N. Tout passe sous le couvert de la rébellion : règlements de comptes, histoires de bobinards, de milieu. On trouve un cadavre dans la basse Casbah, c'est le F.L.N. Un vol, un viol, un assassinat : c'est le F.L.N. C'est l'escalade. Le F.L.N. fait vendre du papier. On sait pourtant que par la terreur le F.L.N. gagne du terrain et l'on terrorise encore plus l'opinion publique ! Décidément, la guerre fait travailler dans tous les domaines, celui de la presse comme celui de la construction, du commerce, des transports. Lacoste a une dent particulière contre cette presse qui accorde une place beaucoup plus importante aux attentats ou présumés tels qu'à l'explication des réformes. Si l'on parle des réformes, c'est pour les critiquer. « Les réformes, se plaint Gorlin, le porte-parole du ministre, c'est moins spectaculaire qu'une grève de commerçants ou un gosse qui a la gorge tranchée. Ça fait moins vendre. »

Et pourtant il faudrait les expliquer, ces réformes, car les plus réactionnaires des Européens d'Algérie — qui entraînent derrière eux tout le petit peuple terrorisé, mis en condition — les voient d'un mauvais œil.

Très vite Chaussade reçoit leurs doléances.

« On n'avait rien à se dire, m'expliquera l'ancien secrétaire général, leur opposition était négative et aveugle. Si l'on parlait d'augmenter les salaires, si l'on parlait de sécurité sociale, si l'on parlait

de création de communes, ils étaient contre. »

Mais en juin 1956, Chaussade est décidé à passer outre.

« On n'en mourra pas, dit-il. Toutes les réformes sont faites contre eux. Pour eux, toute majoration de salaire est un drame. Mais lorsque l'impôt sur le revenu a été instauré en France dans les années 14-18, toute la bourgeoisie française était contre lui. Quand a-t-on vu des gens renoncer d'eux-mêmes à leurs privilèges ? On leur a simplement imposé la réforme fiscale par une majorité au Parlement. »

Pour que ses réformes réussissent, Lacoste devait lutter sur deux fronts : contre les groupes de pression européens qui n'allaient pas se laisser faire et allaient dresser l'opinion publique, et contre le F.L.N. dont il désamorçait les revendications les plus populaires. Lacoste se sentait les épaules assez solides pour leur résister. Encore fallait-il qu'il trouvât à l'Assemblée une majorité pour imposer sa politique à l'Algérie.

« Et je suis bien décidé à ne pas me laisser emmerder... »

C'était devenu le leitmotiv de Lacoste. Il avait toujours eu un langage franc et dru. Il appelait un chat un chat, mais la fréquentation des militaires — et cela se retrouvait dans la conversation de certains membres du cabinet — influait sur la verdeur des expressions.

Ce soir-là, affalé dans un fauteuil, le ministre résidant répétait sa phrase favorite. Il était près de 21 Heures. Son heure préférée. Tout son état-major était réuni comme chaque soir autour de lui dans le bureau de Maisonneuve, un whisky à la main. On travaillait beaucoup chez Lacoste, mais dans une ambiance décontractée. Le whisky du soir permettait un grand brassage d'idées. On parlait de tout, des faits, des hommes, sans le moindre sens de la hiérarchie. Lacoste était parvenu à réunir autour de lui une équipe très homogène. Personne n'était là pour « faire carrière » mais pour lui donner un coup de main. L'ère des fonctionnaires d'Afrique était terminée. Maisonneuve était toujours payé par l'E.G.A., Gorlin par les Charbonnages. Ils étaient détachés en mission spéciale.

Ce soir, tout le monde était joyeux. Lacoste venait de mettre au pas l'un des potentats qui jusque-là avaient fait la politique de l'Algérie. Georges Blachette, l'empereur de l'alfa, venait de signer sur un papier timbré à 650 F (anciens) le protocole qui augmentait la redevance qu'il payait à la tonne d'alfa ramassée. Depuis 1872, cette concession, reprise par Blachette, n'avait pas varié. Quinze centimes jusqu'à cinq mille tonnes, et vingt-cinq centimes au-dessus ! Lacoste, qui cherchait des ressources pour mettre en route son train de réformes, avait besoin d'argent. Il fallait acheter des terres pour que la réforme agraire puisse se réaliser. Et les sommes affectées par le gouvernement de Paris se révélaient d'une désespérante insuffisance. Lacoste s'était aperçu qu'il pouvait utiliser deux ressources naturelles de l'Algérie : le liège — il allait nationaliser les propriétés qui le produisaient — et l'alfa, dont le monopole avait été accordé à Blachette en échange de cette ridicule redevance. Chaussade avait demandé à Pélissier, le directeur de l'Agriculture, jusqu'à combien on pouvait aller dans l'augmentation de la redevance sans mettre en péril l'équilibre des finances du groupe Blachette. « On peut aller jusqu'à 2 000 F, dit Pélissier, et il gagnera encore bien sa vie. » On fixa généreusement le taux à 1000 F. Plus de 36 000 p. cent d'augmentation ! Ces chiffres laissent rêveur. En outre, Lacoste n'était pas fâché de remettre Blachette à sa place et de lui faire bien comprendre que l'ère des seigneurs était passée en Algérie.

« À ce prix, disait Lacoste, il peut se permettre d'être libéral. »

Tout le cabinet soutenait Lacoste et ne pouvait admettre les manières féodales qu'employaient ces potentats. Gorlin au début de son séjour avait reçu un coup de téléphone de l'empereur de l'alfa :

« Gorlin, j'ai besoin de vous voir. Passez à mon bureau.

— Je regrette, monsieur Blachette, mais je suis directeur de l'Information et, à ce titre, j'ai un bureau au G.G. où je vous recevrai volontiers... »

L'homme d'affaires, furieux, avait dit à qui voulait l'entendre : « Ce Gorlin, je l'achèterai comme bien d'autres... » Blachette avait l'habitude d'entrer au G.G. dans le bureau du gouverneur le chapeau sur la tête. Et admettait mal qu'on lui résistât. Il avait hérité de « droit divin » de ce privilège comme de celui de l'alfa. Mais Lacoste ne l'avait pas toléré bien qu'ils se connussent de longue date. Blachette avait été « foutu à la porte ».

« Tu n'as qu'à demander une audience comme tout le monde. »

Blachette, humilié, ne le lui pardonna jamais d'autant qu'il avait dû ce jour signer sur un coin du bureau de Chaussade le protocole d'accord.

Lorsqu'il avait vu la signature tarabiscotée de Blachette au bas du document le secrétaire général du G.G. s'était senti soulagé d'un remords. Il se souvenait que, huit ans auparavant, toujours au cabinet de Queuille, il avait étudié avec le président du Conseil une série de réformes. Et Queuille, après avoir vu Borgeaud, avait cédé. On avait classé le dossier réformes ! Huit ans plus tard, Chaussade, voyant les conséquences terribles de ce refus des gouvernements de la métropole de considérer ces réformes en Algérie comme indispensables, avait eu, devant l'enjeu qui se perdait, un remords rétrospectif terrible. Les centaines de millions que représentait cette signature allaient permettre de rattraper — oh ! modestement — le temps perdu.

Cette première victoire de Lacoste allait avoir d'importantes conséquences au fil des mois. Le ministre résidant et tout son état-major diront plus tard leur certitude que ce fut à la base des attaques de *L'Express* dont Lacoste va devenir la cible favorite. « Jean-Jacques Servan-Schreiber et Blachette s'entendaient très bien », expliquèrent-ils.

La brouille Lacoste-Jacques Chevallier n'arrangera pas les choses. Le maire d'Alger, qui a démarré une brillante carrière politique grâce à Blachette, connaît parfaitement l'Algérie. C'est son pays, il a été ministre chez Mendès, il pratique de longue date les salons algérois et les bourgeois européens et musulmans dont Lacoste se. méfie. Les deux hommes pourraient s'aider, se compléter. Mais tout de suite, entre eux, c'est une brouille de cocottes. L'un ne voulant pas demander de l'aide à l'autre. De plus, le ministre résidant sait que Chevallier, grâce à son étiquette libérale, à ses relations, à son titre d'ancien ministre, a du poids. Il est d'ailleurs parfaitement « ministrable ». Lacoste, c'est une de ses faiblesses, n'aime pas près de lui ceux qui lui « font de l'ombre ». Et sans nul doute Chevallier est de ceux-là.

La tragédie se déroulait, les deux noms de Chevallier et de Lacoste dans la distribution pouvaient influer sur son dénouement. Mais lorsqu'on réunit sur une même affiche deux noms célèbres, il y a toujours des rivalités quant à la grosseur des caractères employés pour les annoncer. Les hommes de confiance de Lacoste regrettaient cette brouille car ils estimaient Chevallier. Mais Lacoste balaya leurs arguments :

« Blachette et Chevallier, dit-il, sont pour la discussion et la négociation avec le F.L.N. Ce n'est pas avec cette solution qu'on peut arriver. On ne s'arrangera pas en cours de route car on a la preuve que l'on a affaire à des révolutionnaires durs qui ne veulent que l'indépendance. Et moi, j'ai mes militaires. Dès que l'on parle négociations, ils comprennent trahison ! Et je ne veux pas discuter avec les Arabes bourgeois qui ne représentent plus rien. »

Il n'y aura rien à faire pour recoller les morceaux.

Lacoste se montrait ferme, il avait expulsé Boyer-Banse, il mettait. au pas les potentats et, comme il disait, était décidé à ne pas se laisser « emmerder ». Mais Chaussade, le dernier arrivé, était depuis assez longtemps à Alger pour constater les difficultés qu'avait Lacoste à « mater » son

opinion publique.

Les ultras ont réussi à faire courir sur Lacoste toute une série de bruits qui amplifiés par cette énorme caisse de résonance qu'est Alger font un tort considérable à la politique que le ministre tente de mettre en place. Lacoste et son cabinet sont l'abcès de fixation de l'extrême droite, des vichystes. Boyer-Banse expulsé sera remplacé par Martel que nous retrouverons bientôt. Pour ces hommes, Lacoste est éminemment suspect : socialiste, issu de la Résistance. Il doit être franc-maçon... c'est un franc-maçon... *Lacoste est franc-maçon*. Donc tout ce qui est Lacoste, c'est le bradage. Et la mayonnaise monte merveilleusement dans cette ambiance chaude où l'on a peur, où, en lisant le journal du matin, on ne voit que des récits de fermes brûlées, de musulmans fidèles assassinés, les couilles dans la bouche, d'Européens tués par leurs fellahs. Alors dans cette ambiance, poussé par l'extrême droite, par ces groupuscules qui sont si bien accueillis par la presse, le peuple, qui n'a aucune éducation politique, ne retient qu'une chose des réformes : le collège unique. Et du collège unique deux chiffres : nous sommes un million, « ils » sont neuf millions. Alors nous sommes foutus, ce sera la porte. REFORMES = DEHORS.

On cède sur tous les points. C'est la prime aux assassins. La simplification, les raccourcis d'idée, la somme d'imbécillités qu'on peut faire avaler à cette population innocente est gigantesque. Mais elle est poignante aussi, cette incapacité des gens à réfléchir. Dans cette ambiance de terreur feutrée, il est facile de « gonfler » le peuple. C'est le tout ou rien. La grande majorité de la population européenne ne veut admettre aucun des moyens termes qui pourraient empêcher le processus connu d'aboutir. Les proportions deviennent très vite dramatiques. Le moindre libéral qui réfléchit, qui dit euh... au lieu du *oui* ou du *non* immédiat exigé passe pour un fellouze.

« Qu'il est difficile de dire tout cela sur une population qu'on aime profondément », me confieront la plupart de ceux qui, avec Lacoste, ont préparé et essayé de mettre en place ces réformes. Car ils croient que tout peut être encore sauvé. Il n'y a pas eu — à l'exception du massacre de Philippeville — de ces attentats horribles comme Alger va en connaître dans quelques mois. Il y a 110 morts européens. Bien sûr, c'est affreux, mais c'est moins que le bilan d'un week-end pascal sur les routes de métropole. Puisque le cynisme va être de règle de part et d'autre dès le début de la « bataille d'Alger », soyons-le quelques semaines plus tôt alors que l'on peut encore espérer.

Mais l'ambiance d'Alger est tellement prenante. François Mauriac et Daniel Mayer le sentent bien, eux qui disent ne pas vouloir venir « voir » sur place ce qui se passe en Algérie pour « ne pas entacher leur objectivité ».

Ces mots d'ordre, ces bruits alarmistes jetés dans un dessein bien précis par les ultras, sont repris avidement. Et portés dans la rue. Cette rue d'Alger, bruyante, gueularde, chaude et amicale, capable des enthousiasmes les plus extraordinaires, accueillante aux manifestations patriotiques. On a vu le rôle que joue la rue d'Alger sur la politique. Ce rôle ne va que se développer sous l'influence du Comité d'entente des anciens combattants. Et en Algérie, tout le monde est ancien combattant. En France, pour la dernière guerre, il y a eu la mobilisation générale, mais beaucoup n'ont jamais — hélas ! — combattu. Tandis qu'en Algérie, tout le monde y a été : campagne d'Italie, campagne de France. En Algérie, la première chose que l'on construise — après la gendarmerie —, c'est la maison du combattant. Parmi ces anciens combattants, il y a de tout, y compris les plus ultras. Les différentes associations n'ont souvent rien de commun entre elles, mais l'ensemble sous la houlette du Comité d'entente va constituer, pour le Gouvernement général, le seul interlocuteur puisqu'il n'y a plus d'Assemblée algérienne, plus de représentants élus. Le Comité d'entente devient le porte-parole des Européens. La couverture est excellente, il y a mille prétextes pour réunir la foule : dépôts de gerbes, anniversaires fêtés drapeaux en tête. Un seul thème : la lutte contre l'abandon. Derrière ces

drapeaux, en voyant ces vieux avec leur béret et leurs décorations pendantes sur la veste légère, on a la larme à l'œil. « Ils ont fait tout ça pour la métropole, et on voudrait nous abandonner... »

Et puis à la tête du Comité d'entente, les hommes sont sympathiques ou représentatifs. Le président Mouchan, un instituteur, grand mutilé de guerre — il a perdu ses deux mains — est un dur, un pur, un drapeau, un symbole. L'animateur, c'est Auguste Arnould, pilote d'Air Algérie. Lui, c'est le brave type, pas très haut de plafond, le boy-scout de l'Algérie française. C'est avant tout un cœur. « Ces anciens combattants, musulmans, nos compagnons, ceux que le F.L.N. tue et mutile, on ne va pas les abandonner eux non plus. C'est notre devoir de les avoir près de nous. »

Alors aux défilés, il y a toujours le bon vieux de Blida ou d'Alger, en gandoura, avec toutes ses médailles et son turban immaculé. Il se sent bien au coude à coude avec ses camarades européens. Il a oublié, lui, que pendant la campagne d'Italie on donnait un colis par soldat européen et le même pour deux musulmans ! Ben Bella et Ouamrane, eux, ne l'ont pas oublié. Voilà une réflexion qui vous ferait écharper un jour de manifestation patriotique dans les rues d'Alger. Et pourtant un Arnould, en tête à tête au G.G., est pour les réformes, car il a du cœur et c'est un homme juste. Mais ses troupes ne seraient pas d'accord. Et il n'a rien pour les convaincre.

Pensant à ce problème lors de ce whisky du soir, Lacoste dit à ses collaborateurs qui évoquaient le Comité d'entente en le baptisant de Café du Commerce du patriotisme :

« Pour l'instant, ça va encore. Mais imaginez que la guerre pénètre vraiment dans les villes, que le terrorisme gagne Alger, Constantine, Oran. Qu'est-ce qu'Arnould pourra faire ? Il n'aura seulement plus rien envie de faire. »

Chaussade et Gorlin pensaient qu'alors ce serait sans espoir. Car Lacoste était coupé de Chevallier et de ses libéraux bien rares et pas très efficaces ; depuis l'expulsion de Boyer-Banse, il était la bête noire des ultras. Restait le Comité d'entente et la masse qui n'était pas très chaude, mais avec laquelle il fallait rester en contact. Le rapprochement avec les musulmans était impossible car Lacoste était intimement associé à la politique militaire de répression et de pacification. Et malgré les ralliements montés en épingle à grand renfort de titres et de roulements de tambour, le F.L.N. gagnait du terrain dans le bled.

Gorlin pensa ce jour :

« On en arrivera à foutre le camp ou à tout couvrir ! »

Comme s'il avait deviné la pensée de son collaborateur, Lacoste dit en se levant :

« L'affaire Blachette est une première victoire. Il faut continuer et aller assez vite... Si seulement on savait ce qui se passe de l'autre côté... »

Sadek, l'adjoint militaire d'Ouamrane, ne se sentait pas à l'aise. Son costume tout neuf le gênait aux entournures, mais son chef avait exigé cette tenue pour entrer dans Alger. « Avec nos burnous, on se ferait repérer », avait-il dit.

À l'avant de la 2 CV, le docteur Chaulet qui conduisait et sa femme, enceinte de sept mois, étaient silencieux. Sadek et Ouamrane assis à l'arrière avec, dans un couffin rempli de légumes, la mitraillette à portée de la main, réfléchisaient. Leur présence était indispensable à Alger. La police, depuis l'attaque manquée contre les garages, avait réussi un des plus beaux coups depuis le 1er novembre 1954 en désorganisant une partie des réseaux de Bouchafa-Fettal. Une des voitures ayant servi aux attentats avait été repérée. Elle portait le n° 921 AZ. C'était une 11 CV Citroën appartenant à Boukadoum, membre du réseau Bouchafa. Le commissaire Boulanger, de la 1re brigade d'Alger, avait appréhendé l'homme. Et les arrestations avaient suivi en chaîne. Plus de quinze

terroristes arrêtés. De plus, le commissaire avait acquis un renseignement d'importance. Jusque-là — et c'était le mot d'ordre donné à tous les membres des réseaux d'Alger — chaque membre du F.L.N. arrêté avait « mis sur le dos » de Yacef et d'Ali la Pointe la responsabilité des actions algéroises. Les deux hommes étaient connus de la police, peu importait de les charger. En outre, ni Bouchafa ni Fettal n'avaient de sympathie débordante pour Yacef. Les nouveaux interrogatoires avaient révélé, outre ces deux noms bien connus, ceux de Mostefa, Moktar et Khaled Ramla. Ce dernier, adjoint de Bouchafa, avait été à son tour appréhendé. Mostefa Fettal avait suivi. Restait Moktar que le commissaire Boulanger avait rapidement identifié comme étant Bouchafa, brun, taille moyenne, cicatrice profonde au front. Sa fiche portait la mention : « Très dangereux, responsable de 44 attentats et liquidations. » Tous les services de police, tous les indicateurs étaient en chasse. L'ordre était de retrouver Moktar Bouchafa à tout prix. Il restait insaisissable.

N'ayant confiance en personne, cette « tête de bois » de Bouchafa, comme l'appelait Ouamrane, n'avait aucun contact fixe avec ses hommes. Il circulait beaucoup et ne rencontrait les responsables de son réseau que dans la rue. Un agent de liaison transmettait le rendez-vous. Si l'homme était pris, il suffisait de dix minutes pour que le renseignement qu'il donnerait éventuellement à la police soit inutilisable. Bouchafa était loin. Pourtant le filet se resserrait. Bouchafa, nommé par Ouamrane responsable des réseaux « action » algérois, avait été repéré quatre jours auparavant au croisement du chemin Fontaine-Bleue et du boulevard Bru. Il n'avait eu que le temps de sauter d'un taxi en marche, plonger derrière un parapet qui l'avait protégé des rafales tirées contre lui, et s'échapper vers Belcourt où il avait des complicités.

Le lendemain 26 mai, la Casbah avait été cernée. Les militaires en liaison avec la police avaient décidé une manœuvre spectaculaire qui avait fait les gros titres des journaux. Une fois encore, Bouchafa avait failli se faire prendre. Pourtant tous les réseaux importants étaient prévenus par l'un des inspecteurs musulmans de la police. Depuis dix jours, l'inspecteur Nefil avait donné l'information : les Français s'apprêtent à faire un gigantesque ratissage de la Casbah. Les armes avaient été cachées avec soin ; les responsables les plus connus avaient quitté le quartier maure. Tous les autres étaient parfaitement en règle. Rien ne s'étant produit pendant une semaine, Bouchafa avait imprudemment pensé que la police avait abandonné son projet et il s'était à nouveau réfugié dans la Casbah pour y prendre quelques heures de repos. Réveillé en sursaut au petit matin, il avait tenté de fuir mais tout le quartier était bouclé. Sur le point d'être pris, Bouchafa avait été sauvé par le sang-froid d'une vieille femme misérable qui avait elle-même déchiré une paillasse ignoble qui sentait l'urine et la sueur devant le visage de deux militaires écœurés.

« Vous voyez bien que je ne cache rien. Pas de fellagha. Pas d'armes ! »

L'odeur était épouvantable. Bouchafa caché sous le lit n'avait pu retenir un haut-le-cœur. Les militaires avaient fui, chassés par la véhémence de la vieille et par l'atroce puanteur. Rajustant par un ruban élastique la MAT qu'il dissimulait sous sa veste, Bouchafa, passant d'une terrasse à l'autre, s'était mis à l'abri. L'opération n'avait rapporté aux Français que de rares armes dont on avait reproduit la photo sur tous les journaux d'Alger, accompagnée d'un communiqué victorieux.

« Un barrage ! » Mme Chaulet avait saisi l'avant-bras de son mari. Sadek esquissa un geste de la main vers sa MAT. Le barrage se trouvait à environ 200 m après un virage. La voiture qui précédait celle du Dr Chaulet, et qui en cas de danger devait faire demi-tour pour avertir le véhicule transportant les deux chefs algérois, avait dû tomber dans le piège. Il était exclu de reculer. Pierre Chaulet ralentit, mais ne s'arrêta point. Sa femme venait de s'évanouir. La 2 CV aborda le barrage.

Ouamrane ouvrit la portière et se pencha vers un jeune appelé qui contrôlait les papiers.

« On doit conduire madame à Ouled-Fayet. Vous connaissez la route... ? Dites-nous vite, je vous

en prie ! »

Ouamrane agitait ses deux mains sous le visage du militaire. Que craindre de ces deux Européens qui semblaient désemparés et de cet Arabe à grosse tête qui suppliait ?

« J’en sais rien, moi. Je viens d’arriver en Algérie... Passez, on vous indiquera plus loin. »

Chaulet embraya. Son épouse reprenait ses esprits soutenue par Sadek. « Je crois qu'il vaut mieux que tu ne sortes plus, dit Ouamrane au docteur, tant que ta femme n’a pas accouché. Enfin... nous sommes passés. Dieu soit remercié. »

Une heure plus tard, la 2 CV s’arrêtait et déposait Sadek et Ouamrane à deux pas de la villa Laperrier où ils devaient retrouver Bouchafa. Sadek se pencha vers le docteur :

« Merci. Et rentre vite chez toi. Il faut que ta femme se repose. »

Ce n'était pas encore ce jour-là que Mme Chaulet allait prendre le repos nécessaire à son état. Dans le petit appartement de Diar-el-Mahçoul, le médecin et son épouse étaient attendus par quelques jeunes gens et jeunes filles, des étudiants en grève depuis le 18 mai, à qui ils apprenaient à faire des piqûres dans une pomme de terre et des sutures dans un bourrelet de fenêtre, avant leur départ pour le maquis.

Lorsque Bouchafa entra dans la villa Laperrier, Ouamrane se reposait sur un lit de camp et Sadek vérifiait le dépôt d’armes du réseau dissimulé dans une cache derrière le tableau d’outillage du garage.

« Il y a des militaires partout, dit Bouchafa, ce quartier du Telemly devient de moins en moins calme.

— Ne t’en fais pas, dit Ouamrane, ce sont les mesures de sécurité qui entourent le ministre. Max Lejeune est à Alger et doit loger pas loin d’ici. On ne s’occupe pas de nous. En attendant Abane, qui doit arriver dans quelques minutes, faisons le point des groupes encore en place. Les journaux demandent de plus en plus l’exécution de patriotes. Si cela se fait, il faudra passer à l’action. »

Bouchafa fit son rapport. Les groupes de Maison-Carrée et d’Alger avaient subi un coup dur. Celui de Léveilley était décimé. Les rescapés des groupes terroristes du Grand Alger étaient répartis de la façon suivante :

Groupe n° 1 : Maison-Carrée (6 hommes). Groupe n° 2 : Hussein-Dey (10 hommes). Groupe n° 3 : Belcourt (20 hommes). Groupe n° 4 : La Redoute, Clos-Salembier, Kouba, Hydra (30 hommes).

« Pour les quatre groupes restants, j’ai des instructions à te donner, dit Ouamrane. On a passé un accord avec les communistes. Tu vas incorporer les hommes de Guerroudj au groupe n° 5 (Mustapha Supérieur et centre d’Alger), ceux de Yahia Briki au groupe d’El-Biar, et les fabricants d’explosifs au groupe n° 8 de Bab-el-Oued-Notre-Dame-d'Afrique et Bouzaréa. Tu vas prendre contact le 18 juin avec Guerroudj au foyer universitaire du Telemly au treizième étage chez le professeur Perrin.

— Un Européen ? s’étonna Bouchafa.

— Et alors ? Le mot de passe sera : « C’est l’ami de Bougie qui vient. » Pour eux, tu seras Si Mouloud. Guerroudj sera Si Saïd. Il doit mettre à ta disposition une trentaine d’hommes. Ils sont tous incorporés au F.L.N. et ont abandonné le parti. Compris ?

— Oui. Et la Casbah ?

— Je crois qu’il faut laisser son autonomie à Yacef. »

Yacef Saadi contrôlait cinq groupes dirigés par Harbaji, Ali la Pointe, Mohseghir, Hadj Omar, Boudriès, qui représentaient une soixantaine de *fidayin* (terroristes). En outre, par l’intermédiaire de Bouhara il avait la haute main sur que'ques hommes de Hussein-Dey, tout comme Bouchafa contrôlait

grâce à son ami Touileb Mohamed une vingtaine d'hommes de la Casbah. Ouamrane, tout en regrettant cette dispersion et cette rivalité, n'avait pas l'intention l'y mettre fin. « L'émulation est une bonne chose », avait-il confié à Sadek. Lorsque Abane Ramdane arriva villa Laperrier, le point de la situation était fait. Alger comptait 120 *fidayin* armés, prêts au terrorisme.

« C'est la dernière fois que nous nous rencontrons ainsi, dit Abane, nos contacts ne doivent plus se faire que par agent de liaison. Dis donc, Bouchafa, tu es sûr de la fille que tu m'as envoyée.

— Absolument. Pour l'instant, elle reste mon agent de liaison avec vous. »

Bouchafa avait enrôlé dans son réseau plusieurs jeunes filles. D'abord Fatima Hadj Hamed, sœur d'un militant, travaillant au bureau de l'état civil de la mairie d'Alger. Elle avait fait montre d'une grande efficacité, procurant à Bouchafa nombre de cartes d'identité et d'extraits de naissance en blanc avec cachets et tampons. Puis elle était passée avec un grand sang-froid aux missions actives. Elle avait transporté des armes et surtout des munitions jusqu'à la zone 4. Un jour, Ouamrane, qui attendait l'agent Nora annoncé par Bouchafa, avait vu arriver une fille enceinte poussée par des choufs qui l'avaient interceptée. La jeune femme avait donné son nom : Nora, puis avait retroussé la première de ses nombreuses jupes, découvrant un lourd chargement de 700 cartouches fixées sur son estomac et son ventre. Revenue plus légère à Alger, elle avait mis son logement 11 bis, rue du Rempart-Médée, dans la Casbah, à la disposition du Front. Krim et Bouchafa s'y étaient souvent réfugiés. Enfin, elle avait fait du recrutement. D'abord Nassima qui travaillait comme secrétaire au G.G. et fournissait depuis de précieux renseignements. Puis Djamila Bouhired, une jeune fille de vingt et un ans. Un précieux agent de liaison.

Djamila Bouhired avait une carnation très blanche, des yeux verts, des cheveux châtains. Très jolie. Très élégante. Elle pouvait facilement passer pour une Européenne. Les zouaves qui la voyaient sortir de sa maison 5, impasse de la Grenade, en pleine Casbah, ne manquaient jamais de la complimenter au passage. Bouchafa en avait fait son agent de liaison avec Abane qui se sentait en sécurité dans les quartiers européens et ne voulait avoir de contacts qu'avec des agents qui passent inaperçus. « Ni “montagnards” ni femme voilée », avait-il précisé. Pour ces missions, Djamila était parfaite.

Une porte claqua au rez-de-chaussée de la villa. D'un geste, Bouchafa avait enclenché le chargeur de sa MAT qu'il avait dégagée de son aisselle où elle était fixée par un caoutchouc. Chaque *fidai* avait adopté cette méthode qui permettait à un homme en veston de dissimuler le pistolet mitrailleur sous son bras droit. Un homme essoufflé entra dans la pièce. C'était Daouï, le propriétaire de la maison. Bouchafa détourna le canon de son arme.

« Chamberlain avec qui j'avais rendez-vous vient d'être arrêté, dit-il en haletant. Il devait me remettre 500 000 F pour acheter une voiture. Il connaît la villa. Filons vite !

— Pas de panique, dit Abane. Dissimulons toutes les armes et les papiers dans la cache derrière le tableau d'outillage. Si les flics ne trouvent rien, on pourra toujours les récupérer. Daouï va gagner le maquis. Ici, il est brûlé. Maintenant, partons. Bouchafa, tu ne nous joindras maintenant que par la petite. Sous quel nom te connaît Chamberlain ?

— Si Mouloud.

— Bon. Avant qu'on te repère, cela prendra du temps. Les surnoms ont du bon. Messieurs, il est temps. »

Ouamrane resterait longtemps en admiration devant le sang-froid de celui qui s'avérait être le véritable patron d'Alger.

Lorsque les policiers enfoncèrent la porte de la villa Laperrier, après l'avoir fait encercler par un détachement de Sénégalais, Ouamrane était à l'abri chez Evelyne Lavalette, employée des services

administratifs de la faculté, Abane chez le Dr Chaulet et Bouchafa chez Nora, rue du Rempart-Médée. Ils ignoraient que les policiers espéraient trouver tout l'état-major d'Alger : Abane, Krim, Ouamrane et même Ben M'Hidi revenu depuis peu du Caire ! Mostefa Fettal, arrêté depuis le 22 mai, avait « lâché », au bout de six jours d'interrogatoire, l'adresse de la villa Laperrier. Il était sûr que ses compagnons l'avaient désertée dès son arrestation selon les méthodes habituelles de sécurité. Mais aucun des chefs de l'état-major d'Alger, préoccupés par de multiples tâches, n'y avait pensé. Par le plus grand des hasards, Chamberlain, obscur militant, venait de les sauver en se faisant arrêter ! La chance venait de tourner pour le commissaire Boulanger.

Les volets soigneusement clos laissaient pourtant filtrer des rayons de soleil qui faisaient briller l'enchevêtrement des tubes de verre, des alambics de cuivre, des éprouvettes, des flacons de toute sorte qui encombraient la table de la cuisine. Une impalpable poussière dorée volait dans l'air. Daniel Timsit surveillait anxieusement la goutte qui se formait au bout de l'alambic puis glissait doucement le long du tube de verre. Le front du jeune étudiant en médecine luisait de transpiration. La chaleur qui régnait dans la villa de Birkhadem, dans la banlieue d'Alger, n'était pas seule en cause. Les gouttes translucides qui se formaient et glissaient comme à regret tout au long de l'appareillage compliqué étaient de la nitroglycérine. Hassiba essuya le front de son camarade comme une infirmière en cours d'opération éponge le front de son patron.

« Pourquoi travailles-tu avec nous, Daniel ? » demanda-t-elle.

Daniel Timsit leva les yeux, surpris.

« Parce que je suis algérien comme toi.

— Pas tout à fait. Moi, je m'appelle Hassiba Bent Bouali, toi, Daniel Timsit. Je suis musulmane, tu es juif, donc européen.

— C'est pas bien vieux. Le décret Crémieux date de 1870. Pendant la guerre, je n'ai pas été à l'école puisque nos braves compatriotes européens accueillaient à bras ouverts les décisions de Pétain qui faisaient des juifs des sous-citoyens comme les musulmans. De Gaulle a rétabli le décret alors que Giraud voulait l'abolir définitivement. Mais là n'est pas la question. Mon père vend du tissu en basse Casbah. Ma grand-mère ne parle pas un mot de français. Pas plus que la tienne, je suppose. Et dans la rue, si elles étaient l'une près de l'autre, on ne ferait guère de différence. »

Daniel Timsit regarda la jeune fille en riant. « Pas plus qu'entre nous deux, d'ailleurs ! Tu ressembles à une Européenne et moi, on m'a souvent pris pour un Arabe ! »

Hassiba Bent Bouali avait en effet de beaux cheveux blonds, coupés court, légèrement frisés comme c'était la mode en cette année 1956. De grands yeux bleus faisaient ressortir, s'il était nécessaire, l'ovale délicat de son visage. Une robe de vichy bleu et blanc mettait en valeur son teint bronzé et chaud. Hassiba était d'une grande famille musulmane, mais de conception très moderne. Elle avait dix-sept ans et était en classe de philosophie. Depuis la grève des étudiants musulmans, elle avait quitté le lycée comme 90 % de ses camarades. Sa taille gracile, ses manières parfaites, ses cheveux blonds en faisaient un agent de liaison précieux. Partout, elle passait pour une Européenne et pas un soldat n'aurait eu l'idée de fouiller le sac de plage de cette jolie fille. Il aurait plutôt pensé à l'accompagner se baigner à la Madrague ou manger des brochettes à Fort-de-l'Eau. Pourtant, Hassiba était le contact entre les fabricants d'explosifs — Daniel Timsit, Oussedik Boualem, son copain, qui était étudiant en lettres et à qui il manquait deux certificats de grec et latin pour avoir terminé ses études supérieures, Georgio Habib, un Italo-Tunisien, ingénieur chimiste communiste — et Yacef Saadi, chef des groupes terroristes de la Casbah.

« Et puis tu sais, poursuivit Daniel Timsit, cette guerre est en train de décupler le racisme. J'ai soigné récemment l'un des demi-frères de Didouche Mourad, l'un des six chefs du 1er novembre, il avait été blessé dans le commando d'Ali Khodja. Il m'a dit : « Avant » de te connaître, j'avais une haine terrible pour tout » ce qui était européen. Je n'aurais jamais cru qu'un Européen puisse défendre les mêmes idées que nous. » Maintenant que je t'ai vu, je sens qu'il y a quelque » chose de changé. Je ne pourrais plus vivre de la » même façon. Ne serait-ce que pour cette phrase, je ne regrette pas de faire ce que je fais. Et puis il est bien entendu que les explosifs que nous fabriquons sont destinés aux maquis et ne seront jamais employés en ville. D'ailleurs, il ne s'est pratiquement rien passé à Alger !

— Mais on parle de plus en plus de tuer ceux qui sont en prison. Alors là, ce serait terrible. On ne tue pas des prisonniers de guerre. »

La jeune fille était extraordinairement exaltée. Timsit pensa que cela lui allait bien.

« Tu sais bien que ce n'est pas la guerre. Et que si nous sommes pris, on nous considérera comme des droit commun. Pis encore, comme des assassins. Tu peux le lire tous les jours dans les journaux.

— Jamais. Tu entends, Daniel ? Jamais je ne me laisserai prendre vivante !

— Allons, ne t'excite pas. La nitro' est presque finie. Il faut la laver. »

Les premiers essais avaient été infructueux. Timsit avait commencé à fabriquer de la nitroglycérine, aidé par l'ingénieur Habib, dans un petit cabanon de Pointe-Pescade. Les deux hommes avaient failli sauter, il avait fallu interrompre la réaction. Ensuite, ils avaient mis au point un système de goutte à goutte, de bacs réfrigérateurs, qui donnait de bons résultats. Puis il fallait fixer cette nitroglycérine dans un pain d'argile qui absorbait le dangereux liquide et le stabilisait. Timsit avait ainsi failli se faire prendre. Il avait laissé un pain de 500 g dans un placard de son bureau de l'hôpital de Mustapha où il était externe — Timsit terminait sa cinquième, année de médecine —, mais il avait oublié que dans la pièce se trouvait un appareil de radioscopie. Etaient-ce les rayons X qui avaient fait exploser le pain d'argile imbibé de nitro ? Depuis, Timsit, recherché, vivait en clandestin. Il venait trois ou quatre fois par semaine dans cette petite villa de Birkadem appartenant à Azouz Ben Sadok et mise à sa disposition par Oussedik BoualeM. Son chef était Si Mourad que nous connaissons sous le nom de Debih Chérif, l'ami d'enfance de Bouchafa et qui, dans les semaines à venir, jouera un très grand rôle au côté de Yacef Saadi. Timsit, qui avait rompu avec le parti communiste — ç'avait été pour lui un véritable déchirement car il militait depuis son adolescence —, venait d'apprendre que le P.C.A. avait intégré ses « Combattants de la liberté » au F.L.N. Mais maintenant tout cela lui était égal. Son travail était de soigner des blessés ou des malades du Front et de fabriquer du fulminate de mercure et de la nitroglycérine. Il était le seul à Alger à produire des explosifs. Le second sera Taleb Abderrahmane, un étudiant descendu des maquis, qui viendra renforcer le groupe après qu'Alger aura connu les premières vagues de terrorisme.

« Tiens, dit Daniel Timsit, tu peux emporter cela. »

Le pain d'argile-nitroglycérine était enveloppé dans un papier huilé. Hassiba l'entoura d'un journal.

« Fais attention, Hassiba. Je l'ai lavé et relavé, mais on ne sait jamais. Pas trop de chocs.

— Ne t'en fais pas. »

Elle sortit de son sac de plage un gros livre d'enfant à couverture de cuir qu'elle tendit à l'étudiant.

« Je t'ai apporté cela, Daniel. C'est un cadeau. Il a bercé toute mon enfance. »

Elle plaça l'explosif dans son sac ; d'un geste féminin, elle fit gonfler sa robe et sortit en chantonnant. Daniel Timsit ouvrit le livre. C'était « les Mille et Une Nuits ».

La camionnette bâchée entre jusque dans le patio de l'église Notre-Dame-des-Victoires. C'était l'ancienne mosquée Djemaa Barrani, la mosquée des étrangers, où venaient prier — avant 1830 — les visiteurs avant leur audience avec le dey d'Alger. Elle se trouvait à gauche de l'entrée de l'ancien fort turc qui surplombait la haute Casbah. Après le débarquement français, elle avait été affectée au culte catholique. Aujourd'hui, cent vingt-six ans après, c'était la résidence de l'abbé Declercq, aumônier de la prison de Barberousse toute proche.

Ben Khedda écarta le rideau qui voilait une fenêtre et aperçut la camionnette. « On peut y aller », dit-il. Et il empoigna la première pile du n° 1 du *Moudjahid*. Depuis quelques semaines, il avait fait admettre à Abane la nécessité d'un journal de la révolution. Les tracts étaient une chose. Le journal serait, lui, le reflet de l'Algérie en révolution. Il aurait une autre portée. Surtout si l'on parvenait à assurer une régularité de parution. Abane, qui pour l'heure était préoccupé par les armes et surtout par la préparation du congrès qui unifierait les différentes actions de la révolution, avait laissé à Ben Khedda la responsabilité du journal. On avait hésité entre trois titres : le *Moukafih* (le combattant), le *Moudjahid*, qui avait le même sens et l'*Algérien*. Le dernier titre avait tout de suite été abandonné. Il était trop neutre. On s'était arrêté sur *El-Moudjahid*.

« Ça va être exploité par les colonialistes, avait dit Abane. *El-Moudjahid*, ça vient de *djihad*, guerre sainte. On va nous accuser de fanatisme religieux. Mais, après tout, c'est le meilleur titre. Il suffira de faire un éditorial. »

Et dès la décision prise, Abane s'était installé à un coin de table et avait écrit avec Ben Khedda les grandes lignes du premier éditorial, chacun lançant une idée, puis une phrase.

« Le mot *djihad* (guerre sainte) duquel dérive *El-Moudjahid* (combattant de la foi) a toujours été, en raison d'un préjugé anti-islamique datant des croisades, pris en Occident chrétien dans un sens borné et restrictif. Il serait symbole d'agressivité religieuse. Cette interprétation est déjà rendue absurde par le fait même que l'islam est tolérant et que le respect des religions, en particulier le christianisme et le judaïsme, est une de ses prescriptions fondamentales, d'ailleurs mise en pratique au cours des siècles.

« La *djihad* réduite à l'essentiel est tout simplement une manifestation dynamique d'autodéfense pour la préservation ou le recouvrement d'un patrimoine de valeurs supérieures et indispensables à l'individu et à la cité. Il est aussi la volonté de se parfaire continuellement dans tous les domaines en s'adaptant au monde moderne en ce milieu du XXe siècle et en ce qui nous concerne plus particulièrement, il met davantage en relief la volonté inébranlable, la concentration de l'effort, l'esprit de sacrifice total jusqu'au martyre en vue de la destruction totale du système rétrograde existant. Il ne comporte aucune haine religieuse ou sociale, aucun exclusivisme ni conformisme si ce n'est celui de la nécessaire unité pour la victoire finale.

« La *djihad* ainsi comprise est la quintessence du patriotisme libéral et ouvert. C'est le soldat de l'A.L.N., c'est le militant politique, l'agent de mission, le petit berger qui renseigne, la petite ménagère de la Casbah qui commente les événements, le petit écolier d'Alger qui fait grève, le sabotage économique, l'étudiant qui rejoint le maquis, le diffuseur de tracts, le fellah qui avec sa famille souffre et espère. En un mot, c'est cet ensemble d'efforts emportés par la roue de l'Histoire, guidés par le F.L.N. et convergeant vers un but unique, l'indépendance du pays. »

Le premier numéro contenait des nouvelles, de la propagande, un appel des étudiants algérois, la définition du *fidaï* et surtout les dix commandements de l'A.L.N. Cela, c'était une idée d'Abane. Puisque aucune réunion générale des différents responsables de zone n'avait pu encore se tenir, il était important de transmettre aux plus simples d'entre eux les grandes lignes du combat :

1. Poursuivre la lutte de libération jusqu'à l'indépendance totale ;

2. Poursuivre la destruction des forces de l'ennemi et la récupération du maximum de matériel ;
3. Développer le potentiel matériel, moral et technique des unités de l'A.L.N. ;
4. Rechercher au maximum le mouvement, la dispersion avec regroupement et l'offensive ;
5. Renforcer la liaison entre les postes de commandement (P.C.) et les différentes unités ;
6. Développer le réseau de renseignements au sein de l'ennemi et au sein de la population ;

7. Développer le réseau d'influence du F.L.N. auprès du peuple afin d'en faire un appui sûr et constant ;

8. Renforcer la discipline dans les rangs de l'A.L.N. ;

9. Développer l'esprit de fraternité, de sacrifice et d'équipe parmi nos combattants ;

10. Se conformer aux principes de l'islam et aux lois internationales dans la destruction des forces ennemies. »

Le texte du premier numéro *d'El-Moudjahid* avait été tapé par Mme Abane et ronéotypé en partie chez Mostefa Benouiniche, ce petit industriel qui possédait la scierie le long de l'usine à gaz, rue Mazella, et dont le toit du hangar avait servi de passage le 1er novembre 1954 à l'équipe de saboteurs de Kaci[3]. Le reste venait d'être tiré sur la ronéo que Ben Khedda avait installée dans le presbytère de l'abbé Declerq. C'était Evelyne Lavalette qui avait obtenu de ce dernier cette précieuse et discrète hospitalité. La camionnette bâchée qui prenait livraison des premiers numéros *d'El-Moudjahid* entrait dans la cour fermée par un portail. Le presbytère donnait directement sur la muraille du vieux fort turc. Aucune indiscrétion, aucun vis-à-vis à craindre.

L'abbé n'avait jamais cherché à savoir ce qui s'imprimait sur la ronéo. Bouleversé par ce qu'il voyait à Barberousse, il avait été ému par l'enthousiasme qui animait les prisonniers F.L.N. et lorsque Evelyne Lavalette, une des catholiques progressistes d'Alger, lui avait demandé son aide, il avait fourni une pièce de son logement.

Ben Khedda lui avait un jour montré l'un des tracts qu'il tirait.

« Tout ce que je peux vous dire, mes enfants, avait dit l'abbé, c'est de n'être pas trop violents. »

Lorsque l'Inox s'arrêta en gare d'Oran, le barrage militaire entoura le train. Le poste de contrôle se trouvait en bout de quai. Depuis l'offensive de mai qui avait ensanglanté l'Oranie — vingt fermiers avaient été assassinés et quarante habitations pillées ou incendiées —, l'inquiétude régnait dans la région et des mesures de contrôle et de répression avaient été mises en place. À la gare, tous les voyageurs étaient fouillés, leurs bagages ouverts et examinés avec soin.

« Je vous en prie, mademoiselle. » Le gendarme s'était levé et descendait la valise qu'Evelyne Lavalette avait placée dans le filet à Alger. Depuis le départ, les deux gendarmes qui avaient pris place dans son compartiment s'étaient révélés de galants compagnons de voyage. La robe décolletée et les vingt ans d'Evelyne y étaient sûrement pour quelque chose. La jeune femme n'avait pas repoussé les compliments. On avait bavardé, échangé des cigarettes. Lorsqu'il s'agit de descendre du wagon et de passer le barrage de police, Evelyne Lavalette n'eut qu'à ouvrir son sac pour présenter sa carte d'identité. Un gendarme portait sa valise, l'autre son sac de voyage. Le bidasse de contrôle salua les képis noirs et jeta un coup d'œil négligent aux papiers.

« Peut-on vous conduire quelque part, mademoiselle ? s'empressa l'un des deux gendarmes.

— Non, vous êtes gentils. Je vais prendre un taxi. On se reverra. Vous savez, mes parents m'attendent. »

Le gendarme, qui, bien que de Saint-Flour, connaissait les mœurs algériennes, n'insista pas. On ne plaisante pas avec une jeune fille en Algérie ! Il appela le taxi, cala la valise près du chauffeur, tint la porte à Evelyne et lui passa le sac de voyage qui contenait les trente-six feuillets de stencils du numéro *d'El-Moudjahid*.

« À bientôt, mademoiselle.

— À bientôt, monsieur. Et merci pour tout ! »

Robert Lacoste avait refusé la grâce. Le 19 juin à l'aube, une affichette blanche fut collée sur la

porte d’acier de la prison de Barberousse. C’est un boulanger de la Casbah qui de son magasin du boulevard de Verdun aperçut le premier l’affiche dégoulinante de colle. Il savait que cela signifiait qu’une exécution capitale aurait lieu dans la journée. Il traversa le boulevard et lut :

« Zabana Ben Mohamed et Ferradj Abdelkader, condamnés à mort par le tribunal militaire, seront exécutés à la prison de Barberousse le 19 juin 1956. » Lacoste venait de céder à son opinion publique. S’il voulait réussir ses réformes, s’il voulait faire avaler le collège unique aux Européens qui ne voulaient pas l’accepter, il devait se montrer ferme et faire exécuter quelques condamnations à mort décidées par le tribunal militaire et réclamées par la population européenne.

Dès que la décision avait été prise, Mgr Duval, archevêque d’Alger, le président du Consistoire, le grand mufti, le pasteur de l’Eglise réformée avaient rendu visite au ministre résidant pour le prier d’user de son droit de grâce. Le sang appelle le sang, avaient-ils expliqué. Les rebelles allaient se venger. En outre, Zabana fait prisonnier lors d’un accrochage le 8 novembre 1954 dans la première semaine de la rébellion, avait été blessé au cours du combat. Touché à une jambe, le bras gauche fracassé, une troisième balle était entrée dans la tempe et était ressortie par l’œil gauche.

« C’est un infirme que l’on va exécuter », avait dit Mgr Duval.

Mais Robert Lacoste était resté inflexible. Le deuxième condamné à mort, Ferradj Albelkader, avait-il répondu, n’avait pas eu plus de pitié que son homonyme, récemment arrêté et qui ne tarderait pas à être exécuté. Le premier avait tué un garde-chasse. Le second, goumier déserteur, avait participé au sein du commando Ali Khodja à l’embuscade de Sakamody au cours de laquelle, le 25 février 1956, un car de touristes et deux voitures particulières avaient été mitraillés. Six hommes, une femme et une petite fille, Françoise Salle, âgée de sept ans, avaient été massacrés. Un autre enfant blessé avait dû être amputé d'une jambe. Parmi les victimes, l’architecte Ritter, membre du groupe des libéraux de Charles Poncet qui soutenait l'action de la trêve civile d’Albert Camus !

Lorsque Omar Ouamrane avait appris le massacre aveugle, il était entré dans une violente colère contre Ali Khodja, puis il avait couvert le chef de ses commandos. « Dans une guerre révolutionnaire, on ne peut faire de sentiment », avait-il dit, d’autant que ses adjoints lui avaient fait remarquer que les mechtas écrasées par les bombardements ou brûlées par le napalm comportaient elles aussi des femmes et des enfants. « Mais de ceux-là on ne parle jamais », avaient-ils répliqué.

Robert Lacoste avait donc refusé sa grâce. Non sans avoir beaucoup hésité car ce ministre résidant, critiqué de tous côtés, était un homme de cœur. On disait que son épouse avait été bouleversée par la décision et était bourrelée de remords. Il avait néanmoins envoyé sa décision au directeur de la prison.

« C’est l’engrenage, avait murmuré Lacoste. Mais si je veux réussir le plan fixé, je ne dois céder ni aux menaces des Européens ni aux représailles du F.L.N. »

Lorsque les bois de justice furent montés dans la cour de la prison, une immense clameur parvint à l’extérieur. La Casbah, qui bordait le boulevard de Verdun où s’élevait Barberousse, se figea. Les cris des prisonniers, les chants qui s'élevaient de toutes les cellules glacèrent de terreur le quartier indigène. À 18 h 35, après que Zabana, tourné vers les fenêtres des cellules eut demandé pardon à tous ceux à qui il avait pu faire du mal dans sa vie, le couperet tomba sur le cou du deuxième condamné à mort.

Le boulanger du boulevard de Verdun entendit alors une voix de stentor qui hurlait en arabe :

« Nous te suivrons sur l’échafaud, mais qu’importe ! avec nous ou sans nous, l’Algérie sera libre. »

Le premier you-you fit sursauter le boulanger. Il sortait de la gorge de sa femme qui pleurait. En un éclair, il fut repris par toute la Casbah qui éclata en roulements perçants. Les zouaves du capitaine

Sirvent, qui venaient de prendre possession de la Casbah, tirèrent en hâte les chevaux de frise qui bloquaient les issues du quartier maure. Dans chaque poste les hommes gardaient le doigt sur la détente pour empêcher qu'une éventuelle manifestation de représailles ne déferlât sur la ville européenne.

À six cents kilomètres de là, sur un plateau des Nemencha balayé par le vent, le colonel Bigeard, l'épaule entourée d'un pansement — il avait été légèrement blessé le samedi précédent —, fêtait avec ses officiers et ses hommes son élévation à la dignité de grand officier de la Légion d'honneur en débouchant la minuscule bouteille de mauvais alcool que comportait chaque boîte de ration. Celui qui était en passe de devenir le militaire le plus célèbre de l'armée française ignorait qu'à Alger venait de se frapper le premier des trois coups annonçant une tragédie dont il allait tenir l'un des rôles principaux.

Une heure après l'exécution, Abane et Ouamrane décidèrent de passer à l'action. Depuis la campagne de presse demandant l'exécution des condamnés, campagne qui avait trouvé un écho favorable dans toute la population qui réclamait une politique de fermeté de la part du gouverneur, Abane, Krim et Ouamrane avaient décidé que si la menace était mise à exécution il y aurait des répercussions sur la population civile.

Abane avait écrit avec Ben M'Hidi un tract disant notamment :

« Toute exécution de combattants entraînera des représailles. Pour chaque maquisard guillotiné, 100 Français seront abattus sans distinction. »

« L'heure est venue, dit Abane à Ouamrane, il faut absolument acculer le gouvernement français à considérer les hommes du F.L.N. comme des combattants et à les traiter comme tels.

— Ce qui est incompréhensible, répondit Ouamrane, c'est que Zabana et Ferradj aient été exécutés par les Français au moment où Ben M'Hidi, de retour du Caire, nous annonce que des contacts sont en préparation entre M'hamed Yazid, Khider et des représentants de Guy Mollet. C'est un drôle de climat pour essayer de s'entendre.

— Tu sais, il y a une politique à Paris et une autre à Alger. Nous sommes à Alger et on doit réagir. »

À 20 Heures, Bouchafa reçut l'ordre de mobiliser ses troupes et de passer à l'action individuelle, Ouamrane précisa :

« Descendez n'importe quel Européen de dix-huit à cinquante-quatre ans. Pas de femmes, pas d'enfants, pas de vieux. Les actions commenceront le 20 juin à 18 Heures. »

Yacef Saadi reçut le même ordre pour le 21 juin. Cent éléments armés devaient semer la terreur à Alger.

Marcel Garbagnati attendait patiemment assis sur sa Vespa devant l'entrée de la clinique de Verdun à deux pas de la prison de Barberousse. Son ami Antoine Montaner était venu voir son père, opéré de la veille, et avait demandé à Marcel de l'accompagner. Les deux jeunes gens étaient inséparables.

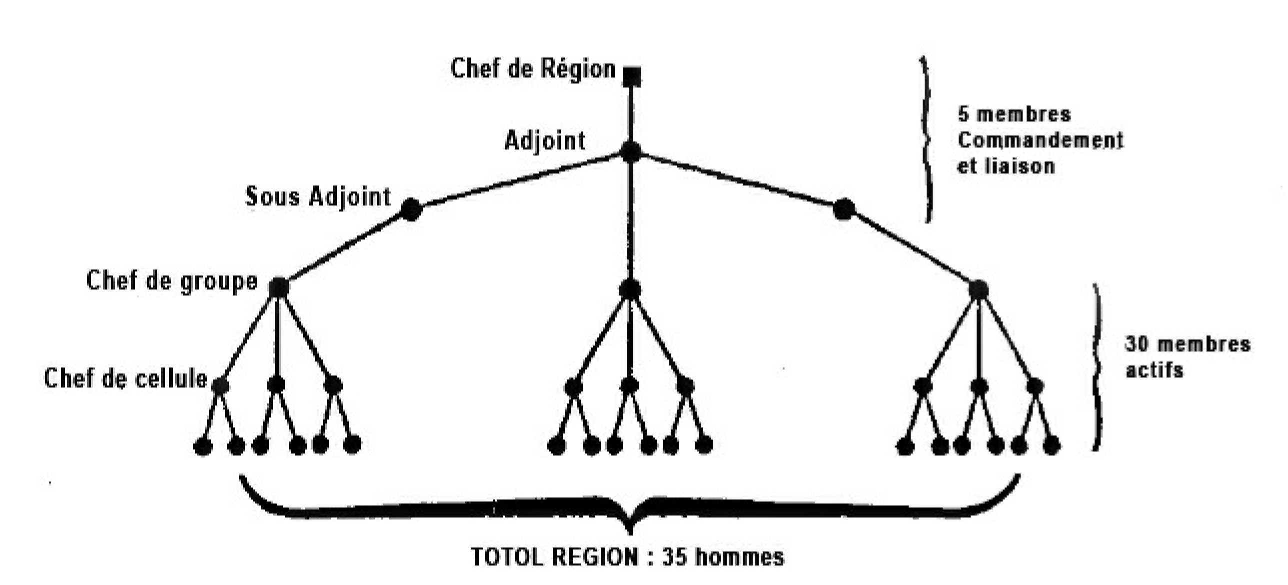
« Je suis heureux, tout s'est bien passé. » Antoine monta sur le tan-sad ; Marcel prit appui du pied gauche sur le démarreur. En courant, un jeune homme s'approcha des deux garçons et vida sur eux le chargeur de son 11,43. Marcel Garbagnati, vingt ans, s'écroula sans un cri. Il avait un gros trou sous le sein gauche. Son ami Antoine avait une cuisse transpercée et geignait sur le trottoir lorsque les secours arrivèrent. Le terroriste s'était enfui par les escaliers du boulevard de Verdun. Marcel et Antoine étaient les deux premières victimes innocentes des représailles ordonnées par le F.L.N. On

retrouva près de leurs corps une feuille de cahier sur laquelle étaient tracés ces mots : « Zabana-Ferradj, vous êtes vengés. » On devait retrouver ces mêmes mots sur les corps des 49 victimes, tuées ou blessées au cours des soixante-douze attentats qui pendant trois jours plongèrent Alger dans la terreur.

M. F..., commissaire du ... arrondissement d'Alger tapa soigneusement les aveux que Ouanouri Mohamed, pris les armes à la main au cours d'une opération à Bab-el-Oued, venait de passer aux Renseignements généraux. Ouanouri Mohamed, dit « Petit-Maroc » ou « Maroki », faisait partie d'un groupe de terroristes dépendant de Yacef Saadi. Son compagnon, Maïdi Achour Ben Mohamed, un maçon de vingt-quatre ans, avait été abattu alors qu'il tentait de s'enfuir. Petit-Maroc, sérieusement interrogé, avait révélé le nom de son chef de groupe : Boudriès, propriétaire d'un bain maure, 20 rue de Thèbes, en pleine Casbah. Un bouclage du quartier n'avait donné aucun résultat. Yacef avait fait jouer le cloisonnement de ses réseaux. Maïdi et Petit-Maroc ne connaissaient que Boudriès et même sous la torture ne pouvaient révéler aucun autre nom, à part celui de Yacef qui dans la Casbah devenait légendaire. Boudriès avait été immédiatement évacué au maquis. Ouamrane l'avait incorporé dans ses troupes. Les hommes du commissaire F... trouvèrent l'oiseau envolé. Mais F... remarqua que Maïdi, le maçon abattu, habitait lui aussi rue de Thèbes, au n° 2.

« Ça grouille dans ce coin », pensa-t-il.

Les précisions apportées depuis quelque temps par Petit-Maroc et par les militants arrêtés par le commissaire Boulanger prouvaient que des groupes de terroristes groupés en cellules de 2 ou 3 membres s'ignorant les uns les autres, selon la technique pyramidale définie par le schéma suivant :



venaient d'entrer en action. Les patrouilles militaires et policières étaient décuplées. Alger étant entièrement quadrillé, les contrôles d'identité, les fouilles-surprise se multipliaient. Toute la ville résonnait encore des coups de feu des 20, 21, 22 juin dont le retentissement était considérable. Le fossé se creusait. Les Européens se méfiaient des musulmans. Jusque-là on parlait d'égorgements, de fermiers assassinés, mais la ville n'avait pas été touchée par le terrorisme. Maintenant, c'était fait. Alger apprenait la peur. L'escalade de la cruauté commençait.

Les familles des victimes avaient reçu du F.L.N. une lettre rendant le gouvernement français responsable. « Ayant décidé l'exécution de Zabana et de Ferradj, c'est lui qui a condamné les

innocentes victimes. » Le président de la République, René Coty, avait de son côté reçu une lettre portant la liste des victimes civiles des attentats d'Alger, accompagnée de la mention : « Voilà les noms de ceux dont la mort vous incombe. »

Le commissaire F..., comme la majorité des Européens d'Alger, pensait que l'on prenait beaucoup de gants pour mater cette rébellion. On discutait, on faisait des réformes. « Et voilà où ça nous conduit... » Lui était bien décidé à ne pas se laisser faire. C'était en outre son devoir de policier.

Le rapport sur Petit-Maroc terminé, le commissaire écrivit sur la chemise du dossier : « Voir rue de Thëbes ». Il souligna ce nom en rouge et se promit de toucher deux mots de cette affaire à K..., un policier de la mondaine aux R.G., qui partageait les mêmes opinions que lui.

« Il faudrait nettoyer définitivement cette taupinière, pensa le commissaire. Et leur montrer que la loi du talion, on connaît aussi... »

La grève des étudiants de mai 1956 eut sur la région 4, l'Algérois, des conséquences importantes. D'un jour à l'autre, les maquis, composés en majorité de montagnards, de paysans, d'ouvriers, virent arriver des étudiants. Et pis encore : des filles !

Jusque-là, les intellectuels, les jeunes filles, venant au Front avaient été intégrés aux groupes citadins. Bouchafa, Yacef, Abane en avaient besoin pour leurs liaisons, pour la rédaction des tracts, pour les contacts en milieux libéraux. Mais, dès la grève, ils étaient arrivés en trop grand nombre et il avait fallu les envoyer au maquis. Cela ne posait aucun problème pour les garçons. Il n'en était pas de même pour les filles.

Depuis novembre 1954, le problème des femmes se posait à tous les chefs de maquis. On avait dû prendre des mesures rigoureuses. Les relations sexuelles avec les filles des villages traversés étaient punies de mort. On en était à la prise en main de la population et qu'une fille — promise par sa famille à un ami — soit déshonorée par l'un de ces militants du F.L.N. disant qu'ils luttaient pour le bonheur du peuple et l'indépendance du pays, et c'étaient des semaines d'efforts perdus ! Tout le village risquait de passer aux Français pour venger l'honneur d'une des siennes.

Lorsque Ouamrane et Sadek virent arriver ces garçons et ces filles, rejetons de bourgeois musulmans, ils ne surent qu'en faire. Ou plutôt ils s'aperçurent qu'ils ne devaient les mêler au maquis qu'après une période d'adaptation : on manquait de médecins, de secouristes, d'infirmières. On manquait du personnel capable de rédiger un tract. Et soudain les vannes étaient ouvertes : les jeunes arrivaient. En outre, Ouamrane avait fait une découverte d'importance. Les jeunes gens arrivant au maquis avaient « fait basculer » leurs parents — pour la plupart de riches bourgeois capables de payer des études supérieures à leurs enfants — du côté du F.L.N. Le « petit » étant au maquis, le père se trouvait « mouillé ». Il ne pouvait décemment pas apporter son concours — même s'il l'avait envisagé — à une quelconque réforme de Lacoste. Ce mouvement de grève dirigé par Ben Yahia avait eu des conséquences dont l'étudiant n'avait pas prévu la portée. Encore qu'Abane se soit penché depuis un certain nombre de semaines sur le problème des étudiants, il sentait qu'il pourrait s'appuyer sur eux. L'entrée, plus ou moins volontaire, de cette bourgeoisie dans la révolution évita en 1956 le clivage entre les paysans qui au maquis prenaient les coups et les « favorisés » des villes que le Gouvernement général couvait dans l'espoir de se les attacher.

Les familles bourgeoises à Alger comprirent moins facilement le départ de leurs filles pour le maquis. Si les parents admettaient que celles-ci fassent des études supérieures, sortent seules, aient abandonné le voile, ils ne toléraient pas qu'elles aient quitté le domicile paternel sans autorisation et vivent à la belle étoile, entourées de garçons inconnus, à la merci de « la bête qui fouille le ventre de tout homme ».

Lorsque Sadek vit arriver, le 15 juillet, à son P.C. de Batna, trois jeunes filles et un homme, il

essuya ses jumelles et crut être l'objet d'une hallucination. Amara, étudiant en quatrième année de médecine, amenait Fadilah, Meriem Bent Miloud et Safia Bazi. Cette dernière était la fille aînée de la famille Bazi. Riche bourgeoisie d’El-Biar, quartier résidentiel. Son père, très religieux, était rédacteur en chef *d'El-Bassaïr,* journal des ulémas, interdit depuis que Toufik El-Madani avait rallié le F.L.N. Safia était partie sans en aviser sa famille. Elle avait laissé deux lettres : l’une pour sa petite sœur Rabea, qu’elle adorait, l’autre pour son père. Celui-ci avait failli avoir une attaque. Sa fille préférée, l’aînée, si belle, si intelligente, partie « au maquis » certainement avec des voyous ! Il avait fallu le rapport d’un homme de confiance pour que M. Bazi crût à la réalité des sentiments patriotiques de sa fille. Il la voyait déjà déshonorée. Il était surtout furieux que son autorité soit battue en brèche. Décidément, cette révolution bouleversait toutes les hiérarchies établies.

Sadek se trouva lui aussi devant un problème difficile à résoudre. Comment mettre ces trois filles — qui, comble de malheur, étaient jolies — en contact avec les maquisards ? Au cours de conversations avec Azzedine, avec Ali Khodja, avec le petit Lounici — on disait le petit car il était tout jeune mais il avait une stature gigantesque et une tête énorme surmontée d’épais sourcils déjà légendaires dans la zone où il avait été affecté —, bref, avec tous les responsables militaires, Sadek avait pu s’apercevoir que le problème sexuel était important. Azzedine lui avait signalé des cas d’homosexualité, de masturbation en série, de refoulement. Au moins les militaires avaient les bordels des villes de garnison. Les *djounoud* n'avaient rien et l’on punissait de mort celui qui était convaincu d’avoir — non pas violé — mais seulement séduit une fille de village.

Au cours d’un bref sondage, Si Lakhdar, homologue d’Ali Khodja, avait refusé d’avoir des filles chez lui. « Ça va être la bagarre », dit-il.

Lounici, lui, avait été encore plus direct : « Moi qui suis leur chef, je ne sais pas ce qui me retiendra, ça m’excite trop. Alors... pas de filles ! » Azzedine fut aussi formel. « Le sentiment, le passé, la famille... ça ne peut qu’amollir les hommes. On fait tout pour ne leur faire penser qu’à l’avenir. Les filles, on verra plus tard. »

Sadek n’était pas au bout de ses peines, car dans les jours qui suivirent cent vingt garçons et filles vinrent rejoindre Amara et ses compagnes. Il fallait les prendre en main. Il organisa donc avec l’accord d’Ouamrane un stage politico-militaire à la zaouïa (école coranique) de Louzana. Il s’agissait de leur expliquer les buts de la révolution et surtout les sonder pour savoir quelle serait chez les intellectuels mis en contact avec la réalité quotidienne du maquis, avec la sauvagerie du combat et des représailles, la continuité de l’idée révolutionnaire. Si les maquisards de la première heure, les commandos d’Ali Khodja, les paysans d’Ouamrane et de Sadek ne se posaient aucun problème si ce n’est celui de la victoire de la révolution, il n’en était pas de même des étudiants. Les premières pages du carnet de Saïd Hermouche, médecin, qui allait plus tard épouser au maquis la belle Fadilah qui venait d’arriver avec Safia Bazi, montrent à quel point ces jeunes intellectuels avaient besoin de justifications. On y lit pêle-mêle des citations, des recettes, la description de plantes comestibles :

— Seule la liberté justifie l’effusion de sang !

.. ..

— Je serais homme à sacrifier ma patrie à la justice s’il fallait choisir entre l’une et l’autre (Prud’homme).

.. ..

— Prévoir l’établissement de fiches médicales pour chaque homme visité.

.. ..

— Ce ne sont pas les plus beaux athlètes qui seront couronnés ; ce seront ceux qui auront combattu.

.. ..

— Le mal engendre la vertu. Et la peur le courage.

.. ..

— Bouhanajouar, plante sauvage à l'anis à mettre en salade.

.. ..

— Note sur l'auscultation du cœur. Arythmie. Trouver des calmants.

.. ..

— « Sonnet à Hélène ». Ronsard.

.. ..

— Ce n'est pas la bêtise qui nous assassine, c'est la lâcheté. On ment, on ment du haut en bas. Le mensonge, ici, est devenu une seconde manière. On ment tellement qu'on ne le sait plus. Tu comprends : on ment par devoir. À partir de là, c'est le marais...

Le gouvernement raconte des blagues au pays ? Mais les généraux et les préfets mentent aux ministres. Les capitaines mentent aux généraux et aux préfets... et tu peux continuer. Quand il y a une saloperie commise par mon régiment, par certains de mes hommes en opération, tu crois qu'on me met au courant ? Mais non. On se couvre « entre copains ». Quand je l'apprends, c'est par hasard ! L'exemple vient du sommet et il imprègne la pyramide jusqu'en bas. (Cdt M..., Conversations.)

.. ..

— Presque tous les hommes sont esclaves par la raison que les Spartiates donnaient de la servitude des Perses, faute de savoir prononcer la syllabe « non ». Savoir prononcer ce mot et savoir vivre seul, sont les deux seuls moyens de conserver sa liberté et son caractère. (Chamfort.)

.. ..

Montez de la mine,
Descendez des collines,
Camarades.
Sortez de la paille
Les fusils, la mitraille,
Les grenades.

Ami, si tu tombes,
Un ami sort de l'ombre
À ta place.
Demain, du sang noir
Séchera au grand soleil
Sur les routes.

Sifflez compagnons,
Dans la nuit, la liberté
Nous écoute.

Sadek décida que les filles seraient versées dans des unités médicales et resteraient en poste avec les médecins.

Mais d'autres problèmes l'assaillaient. Il fallait prévoir la sécurité des grands patrons qui allaient se réunir quelque part en Kabylie. La grande conférence — Abane disait même congrès — allait s'ouvrir en juillet. Tous les chefs de zone et les représentants de l'extérieur devaient se réunir pour la première fois depuis le déclenchement de la révolution.

Sadek, Si M'hamed, commissaire politique, et Si Chérif, un homme du Sud à qui on avait confié la zone 6 (Sahara), devaient être du voyage. Sadek composa l'escorte : quarante hommes armés et quatre F.M. de protection. Il prévoyait trois semaines de voyage pour gagner l'épaisse forêt qui couvrait les pentes de la chaîne des Bibans où devait se tenir la conférence. Trois semaines pour faire à pied les cent cinquante kilomètres à vol d'oiseau qui séparaient Palestro de Bordj-bou-Arreridj, il fallait bien compter cela car sur ces cent cinquante kilomètres il allait falloir passer à travers le tiers de l'armée française. À pied. Et de nuit.

Faire le bilan de vingt mois de révolution, critiquer certaines méthodes employées, en préconiser d'autres et surtout unifier le commandement, tel était le but que s'était fixé Abane en convoquant un congrès.

À vrai dire, l'idée d'une réunion générale revenait aux six Fils de la Toussaint qui s'étaient donné rendez-vous trois mois après le déclenchement. Mais la répression avait été si vive, si efficace, que toutes les liaisons avaient été coupées. Krim, Abane, Ben Khedda, Saad Dahlab et Ben M'Hidi, qui les avait rejoints à Alger, discutèrent longuement des idées directrices qui devaient animer le congrès. Depuis quelque temps, les cinq hommes étaient devenus de véritables chef s de la révolution, mais des chefs politiques. S'ils contrôlaient militairement l'Oranie, la Kabylie et l'Algérois, une partie de l'armée leur échappait : la zone de l'Aurès et surtout la zone 2, où Zighout Youssef et Ben Tobbal se montraient redoutables. Février et mars avaient vu les Constantinois isoler à leur profit tout le massif de Collo jusqu'à Djidjelli. Cette zone était devenue pour eux d'une sécurité totale. Ils avaient récupéré des armes en quantité, jusqu'à des jeeps et land-rovers dont ils ne savaient que faire. Des fermes avaient été libérées et Ben Tobbal avait établi des comités de métayage. Certains villages de colonisation, tel Roknia, avaient été abandonnés par les Européens. *La Dépêche de Constantine* avait même titré : « Village à vendre ». Bref l'autorité de Zighout sur le Constantinois était incontestable.

Il fallait donc que ces deux régions, Aurès et Nord constantinois acceptent la direction collégiale d'Alger. De plus, chacun des cinq chefs désirait profondément que l'on discute en commun des grands problèmes qui se posaient ou allaient inévitablement se poser à la révolution. Les cinq hommes étaient arrivés aux conclusions suivantes :

1. Il faut que les responsables de toutes les zones se réunissent. Le fait même de leur réunion sera considérable car il doit pouvoir permettre un dialogue fructueux sur les méthodes d'organisation. Chacun sortira de son cadre habituel et sera amené à se pencher sur les difficultés de l'autre. On pourra ainsi examiner les différentes formes de pression et les réactions qu'on devrait avoir pour reprendre en main la population ;

2. Il faut établir une plate-forme politique commune à cet ensemble de responsables afin que dans toutes les zones la pensée du Front puisse être véhiculée de la même manière, avec la même doctrine et les mêmes objectifs. Créer sur le plan politique et militaire une unité de commandement. Car, jusque-là, chaque chef de zone avait agi comme au 1er novembre : selon son humeur, son talent, ses

qualités de chef. Les résultats étaient excellents dans le Nord constantinois. Et devenaient catastrophiques dans l'Aurès où — les chefs ignoraient la mort de Ben Boulaïd — c'était l'anarchie la plus complète ;

3. Sur le plan militaire, il était nécessaire d'établir des frontières entre chaque zone pour éviter des frictions entre chefs locaux. Les limites des zones devaient être fixées sur le plan géographique. Zighout s'était plaint des incursions « expansionnistes » d'Amirouche qui, inlassablement, étendait son territoire et soumettait la population par des méthodes que réprouvaient formellement les chefs constantinois.

À partir de ces grandes lignes, Lebjaoui, Ouzegane et Chentouf avaient établi les termes d'une plate-forme dont les différents articles seraient à nouveau étudiés et soumis au vote du congrès.

Pour les chefs algérois, il s'agissait également de faire admettre la primauté du politique sur le militaire et de l'intérieur sur l'extérieur, sujets qu'Abane, à qui beaucoup reprochaient de se laisser griser par la puissance acquise à Alger au cours des derniers mois, estimait essentiels. Il comptait beaucoup sur l'aide de Ben M'Hidi pour l'emporter.

Ben M'Hidi, l'un des six chefs du 1er novembre, s'était tout de suite entendu avec Abane. Les deux hommes avaient sans nul doute la plus forte personnalité de l'état-major du Front. En outre, ils possédaient l'un comme l'autre une culture politique bien supérieure à celle de Krim, de Zighout ou d'Ouamrane. Là s'arrêtait leur ressemblance car autant Abane était fort, violent, caustique, exclusif, expéditif dans ses jugements comme dans ses décisions, autant Ben M'Hidi était calme, tranquille, apaisant, réfléchi.

Capable de risquer sa vie avec autant de courage et de détermination que le chef de commando le plus efficace, Ben M'Hidi préférait parler, démontrer, convaincre. C'était l'idéaliste révolutionnaire, le politique, le théoricien. Abane, lui, mêlait sans cesse la politique à l'action. Plus Abane était fracassant, plus Ben M'Hidi était raisonnable. Pour lui, toute action devait être justifiée par un but politique. Il était persuadé que l'action politique apporterait la victoire et il négligeait les supports militaires. Un Krim Belkacem, un Zighout, un Ben Tobbal croyaient, en cette année 1956, à une possible victoire militaire. Cela faisait sourire Ben M'Hidi.

Cet homme au physique fluet, à la voix douce et posée, était animé d'une foi profonde. C'était un socialiste convaincu et il voulait profiter de ce congrès pour faire admettre aux militaires la suprématie de l'action politique.

Respecté par tous comme chef historique, il va être le tampon entre Abane et certains militaires qui supportent difficilement les excès de langage et les jugements sans appel du chef algérois. Il sera le véritable animateur de ce congrès préparé par Abane et qui va se révéler comme l'événement le plus important de l'histoire du Front puisqu'il donnera à la révolution algérienne les bases politiques et le cadre militaire qui lui manquaient jusque-là.

Ouamrane trébucha sur une pierre de la piste. Son mollet le faisait souffrir. Depuis trois semaines, il marchait avec une plaie à la jambe gauche. Le voyage depuis Alger avait été aussi mouvementé que le prévoyait Sadek. Le 3 juillet, près de Z'Bar-Bar, la caravane d'Alger qui comprenait Ouamrane, Abane, Ben M'Hidi, Sadek et Si Chérif avec leurs quarante hommes d'escorte s'était fait accrocher par un bataillon français. Pour la première et unique fois de la révolution, les deux « politiques » Abane et Ben M'Hidi avaient fait le coup de feu. Il n'y avait pas eu de casse. Sous la violence de la riposte, les Français, croyant avoir à faire à une katiba[4] s'étaient repliés. Le calme revenu, le chef d'escorte et Sadek avaient reproché aux chefs d'avoir pris part à l'action.

« Vous n'êtes pas là pour ça. Il faut arriver à la Soummam entiers ! »

Le 7 juillet, près de Bouïra, nouvel accrochage. Là, Ouamrane avait été touché au mollet gauche. On avait perdu Ben M'Hidi, qui ne connaissait pas la région kabyle. En outre, le commando et les chefs étaient en uniforme et les gens du douar Bounouh, près du Djurdjura, les avaient pris pour des goumiers et avaient refusé de les recevoir ! Il avait fallu se faire reconnaître. On avait récupéré Ben M'Hidi qui avait gagné comme il avait pu le village où la troupe avait fait halte pouf le dîner.

Quelques heures plus tard, au douar Beni-Mélikèche, dans la région de Tazmalt, la caravane algéroise fit sa jonction avec les Kabyles : Krim, Amirouche et Mohammedi Saïd. Il fallait gagner la zone des Bibans, lieu de rendez-vous fixé aux Aurésiens et aux Constantinois.

Le 22 juillet à la nuit, le congrès de la Soummam faillit se terminer avant d'avoir commencé. La caravane comptait maintenant deux cents hommes. Lors du passage de la ligne de chemin de fer Bouïra-Bougie, les chefs F.L.N. tombèrent sur une magnifique embuscade de routine tendue par des rappelés. Là, pas question de faire face. Les chefs se sauvèrent à toutes jambes, laissant le commando d'Alger et ceux d'Amirouche s'expliquer avec les Français. C'est au petit jour, lorsque les rescapés eurent gagné la forêt des Bibans, qu'on s'aperçut de la catastrophe : le mulet qui transportait tout le secrétariat de la future conférence et 500 000 anciens francs avait été pris de panique et s'était sauvé au galop ! On apprendra plus tard que ce mulet volé par le F.L.N. à des goumiers de la région avait regagné directement sa caserne à Tazmalt, apportant à domicile aux services de renseignements français l'annonce d'une conférence des plus importantes, le nom de ceux qui allaient y participer, la date fixée : 30 juillet, le double des invitations lancées aux chefs de chaque région et toute la documentation nécessaire à l'établissement d'une plate-forme politico-militaire de la plus haute importance ! Seul le lieu de la rencontre manquait. Immédiatement, le général d'Elissagaray monta une gigantesque opération enserrant, telle une nasse, toute la région des Bibans.

Lorsqu'ils s'étaient aperçus de la catastrophe, les chefs F.L.N. avaient décidé de changer le lieu où se déroulerait le congrès. On choisit de se réunir au-dessus d'Ighzer-Amokrane, au pied du Djurdjura, au cœur d'une zone tenue par les 1 500 hommes d'Amirouche chargé de la sécurité générale du congrès. Celui-ci envoya Kaci, son adjoint, à la rencontre de Zighout, Ben Tobbal et du commando constantinois pour les aviser du changement imposé par les circonstances. La réunion se tiendrait en pleine montagne pour éviter l'opération d'Elissagaray. « S'ils ont saisi le mulet, prédit Amirouche, on va assister à un beau feu d'artifice. »

L'opération se déroula sous leurs yeux le 31 juillet. Ils eurent ainsi confirmation que l'armée française avait bien récupéré le « secrétaire de Krim Belkacem » ! D'Elissagaray avait engagé la 7e D.M.R. tout entière dans une opération de grande envergure. Un véritable barrage de chars délimita la région comprise entre la Soummam, les Bibans, la route de Sétif et de Bougie. Puis, guidée par des fusées lumineuses, l'aviation « arrosa » le périmètre avant que l'armée se mette en marche. Un filet aux mailles infranchissables s'était refermé sur la région. Si les renseignements étaient exacts, les chefs rebelles n'en sortiraient pas. La 7e D.M.R. livra plusieurs combats violents car les hommes des commandos d'Amirouche qui n'étaient pas affectés à la sécurité des membres du congrès harcelèrent certaines unités isolées. Le bilan publié par la 7e D.M.R. fut lourd : « 40 rebelles tués. 10 capturés ainsi que 200 suspects. 13 militaires français tués. 10 blessés. » Amirouche assura aux participants au congrès qui avaient assisté au combat depuis les collines voisines, à 2 km au-delà du barrage de chars, qu'il n'avait pas eu de pertes importantes. Il avait attaqué pour que la 7e D.M.R. trouve l'adversaire espéré vers le sud et qu'elle n'ait pas l'idée de poursuivre son opération vers le nord, où allait se tenir la conférence.

C'est sur la lisière de cette opération que tombèrent les Constantinois avertis par Kaci du

changement de rendez-vous. Zighout et Ben Tobbal jouèrent à cache-cache pendant une semaine avec quelques unités isolées et récupérèrent même un F.M. Bar sans perdre un homme. Le 2 août 1956, les Constantinois faisaient leur jonction avec les Algérois et les Kabyles.

Le soleil faisait éclater le Djurdjura dont les pentes déchiquetées venaient se perdre à quelques centaines de mètres derrière la maison forestière d'Igbal appartenant à Saïd Mohamed Amokrane, dit Maklouf, un militant du village d'Ighzer-Amokrane. Contacté en pleine nuit par les hommes d'Amirouche, il avait conduit à l'aube la caravane des chefs sur une piste défoncée qui partait d'un bouquet de figuiers et d'oliviers et qui grimpait très vite à l'assaut du djebel SoummaM. La piste était mauvaise, pierreuse, glissante. Le pied y trouvait difficilement un appui sûr, mais elle avait l'avantage d'être invisible de la route nationale, cachée par une double rangée d'eucalyptus dont les branches qui pendaient mollement faisaient un rideau opaque et bruissant. Ouamrane jura de nouveau. Sa blessure était douloureuse bien que sans gravité.

« Patience, sergent, dit Maklouf, il n'y en a plus que pour dix kilomètres ! »

Aux plantations de figuiers et d'oliviers, seules richesses de la Kabylie, avaient succédé des pentes rudes parsemées de cailloux, de rochers, d'oliviers sauvages au feuillage d'argent, de hautes herbes frémissantes dont les tiges épaisses avaient résisté au soleil de l'été. L'air embaumait le thym, la menthe sauvage, les herbes amères de la montagne. Au loin, des bouquets de frênes signalaient la présence de mechtas isolées qui s'étaient ainsi protégées du soleil brûlant de l'été et du vent glacial de l'hiver ; adossées à la montagne et dissimulées par la végétation les habitations étaient presque invisibles. La couleur des tuiles se confondait avec celle de la terre rouge d'où semblaient sortir les murs.

Après cinq kilomètres, les chefs en marche rencontrèrent les premières sentinelles postées par Amirouche. Le responsable de la sécurité avait dû transformer en quarante-huit heures tout le dispositif prévu pour la forêt des Bibans et replier ses 1 500 hommes sur la région d'Igbal, où se déroulerait la conférence.

La petite piste caillouteuse, poussiéreuse s'accrochait maintenant au versant en pente forte, presque à pic. Les pierres roulaient sous les pieds des hommes fatigués. Lorsqu'il fallut franchir le torrent qui descendait du Djurdjura, coupant la piste pour se jeter dans l'oued qui coulait paisiblement au fond du ravin, les hommes ne résistèrent pas à la tentation de l'eau glacée, bleue à force d'être limpide, colorée, semblait-il, par son passage dans la roche platinée et éblouissante du massif déchiqueté. Les lèvres étaient collées par la poussière rouge de la piste. Les premières gorgées brûlèrent comme de l'alcool.

« Voilà la maison », dit Maklouf à Abane qui s'essuyait le front.

Le chef algérois tenta vainement d'apercevoir le bâtiment que le militant lui indiquait. La réverbération du soleil déjà haut sur la roche désolée du Djurdjura était telle qu'il fallait la vue perçante d'un Kabyle du djebel pour distinguer quoi que ce soit dans cette nappe de feu qui semblait dégringoler du sommet du massif.. Krim pensa que son pays, sa région, usait de tous les subterfuges offerts par la nature pour se rendre hostile à l'étranger et douce au Kabyle. Amirouche avait bien choisi son coin !

Lorsque la caravane arriva à la maison forestière les hommes se laissèrent tomber sur l'herbe qui bordait le chemin. La maison comportait trois pièces. Un rez-de-chaussée où déjà la femme de Maklouf et deux de ses filles préparaient du café, des galettes, des piments et des figues pour les chefs de la révolution, et deux pièces au premier étage dont les fenêtres à volets verts s'ouvraient sur

un balcon sans rambarde.

Salah Hocine se présenta à Krim Belkacem :

« Je suis chargé par Amirouche de mettre ma section en protection de l'état-major, dit-il. Je les ai installés près de la source. »

Face à la maison forestière, un champ immense avait été transformé en terrain de repos pour les hommes d'Amirouche qui en avaient déjà pris possession. Etendus, le visage protégé du soleil par un chèche, ils récupéraient les marches forcées imposées par l'opération des Bibans. Au bas du pré, protégée par un bâtiment plat, la source Tala Inourar fournissait de l'eau fraîche aux mechtas environnantes. C'était le lieu de rendez-vous des femmes à longues robes bariolées et fichus vifs qui venaient chercher l'eau dans de grandes cruches de terre qu'elles fixaient ensuite sur leur dos avant de reprendre, pliées sous le fardeau, la piste inégale qui les conduisait à leurs gourbis. Pour l'instant, elles regardaient craintivement ces *djounoud* en uniforme qui ne quittaient pas leurs armes et représentaient cette Armée de libération nationale dont on parlait tant. Elles étaient partagées entre l'admiration de voir tant d'hommes si bien armés et la crainte des malheurs que leur présence risquait de provoquer. Dans la journée, toutes les mechtas à dix kilomètres à la ronde sauraient qu'« il y avait une armée à Igbal » et l'on n'appelait plus la maison de Maklouf que « la caserne d'Amirouche ». Pour ces gens simples et terrorisés par les violents combats et les bombardements dont leur région avait été le cadre depuis 1955, le nom d'Amirouche était le symbole de la révolution. Ils connaissaient vaguement celui de Krim Belkacem et ignoraient tout d'Abane ou de Ben M'Hidi.

Les deux chefs politiques, faisant équipe, étaient logés plus bas dans la maison de Bouguermouh dissimulée entre deux frênes, en contrebas de la pente. Face à eux s'ouvrait la vallée de la Soummam au fond de laquelle la rivière déroulait dans la brume ses méandres d'argent.

Ben Tobbal et Zighout faisaient connaissance avec Krim et Abane qu'ils n'avaient jamais rencontrés. Les Constantinois ne connaissaient que Saad Dahlab, envoyé fin mars 1956 par Abane pour les sonder sur l'éventualité d'un congrès, Ouamrane, un ami de longue date, et Ben M'Hidi qu'ils n'avaient pas revu depuis ce 25 juillet 1954 où, dans une villa du Clos-Salembier, ils avaient décidé à vingt-deux de la lutte armée contre la France[5].

En ce mois d'août 1956, ils étaient seize réunis à Igbal en pleine montagne pour donner un nouveau cadre à la révolution.

Zighout Youssef, Ben Tobbal, Ben Aouda, Ali Kafi, Rouiba Hocine, Mezhoudi Brahim représentaient la région 2 : Nord constantinois.

Krim Belkacem, Mohammedi Saïd, Amirouche, Kaci représentaient la Kabylie, région 3.

Ouamrane, Sadek, Si M'hamed, l'Algérois, région 4.

Ben M'Hidi, l'Oranie, région 5.

Abane représentait la politique et la ville d'Alger qu'il avait bien l'intention de transformer en zone autonome détachée de la région 4.

Sadek, Si M'hamed et Si Chérif étaient sur le point de repartir car l'état-major avait appris qu'Azzedine et trois infirmières — dont Safia Bazi — avaient été faits prisonniers dans une immense opération menée par l'armée dans l'Algérois. Il fallait reprendre la région en main dans le plus bref délai. En outre, Sadek assurerait la liaison avec Alger où Ben Khedda et Saad Dahlad étaient restés pour assurer l'intérim.

« Qui représente l'Aurès ? demanda Ben Tobbal.

— Pendant notre bref passage dans les Bibans, répondit Abane, au lieu de rendez-vous initial, j'ai vu Omar Ben Boulaïd. Il m'apportait une lettre de son frère Mostefa qui le déléguait à sa place pour le congrès. Il est reparti voyant que vous n'étiez pas arrivés et doit revenir ici dans quelques jours. »

Ben Tobbal et Zighout crurent avoir mal entendu.

« Comment ! C'est Mostefa qui a délégué Omar, son frère ? dit Zighout.

— Oui. J'ai vu la lettre.

— Mais, Abane, Mostefa est mort. Et l'Aurès en pleine anarchie. La lettre est un faux !

— Je t'assure, intervint Ben M'Hidi, je connais l'écriture de Ben Boulaïd. La lettre est authentique. »

Ben Tobbal expliqua qu'ayant la liaison avec la région 1 il avait envoyé deux émissaires dans l'Aurès. Les deux hommes étaient revenus annonçant la mort de Ben Boulaïd avec onze cadres après l'explosion d'un poste piégé. Chihani avait pris sa place, puis avait été liquidé par Adjel Adjoul, qui l'avait accusé de pédérastie. On murmurait même que Ben Boulaïd aurait pu être liquidé par Adjel Adjoul.

« Ben Boulaïd, le vrai, Mostefa, est mort, insista Zighout. Et toutes les tribus chaouïas vivent en circuit fermé. Tout étranger est un ennemi. C'est l'anarchie.

— C'est bon, répondit Abane visiblement incrédule. Attendons le retour d'Omar Ben Boulaïd et nous verrons bien. »

Ben Tobbal avait remarqué sans plaisir l'agacement que semblait éprouver Abane devant les explications des maquisards.

« Et l'extérieur, interrogea-t-il, qui représente les frères de l'extérieur ?

— On leur a envoyé une convocation, répondit Abane. Mais ils sont bloqués en Italie entre Rome et San Remo, et ils ne peuvent parvenir jusqu'ici à pied !

— Si l'extérieur n'est pas là, dit Zighout, on contestera le congrès et notre réunion ne servira à rien.

— Mais Ben M'Hidi le représente », rassura Krim.

Ben M'Hidi le coupa :

« Attention ! je suis allé à l'extérieur, j'en suis revenu. Je ne suis pas le représentant officiel des frères Ben Bella, Khider et Aït Ahmed, mais je peux vous affirmer que la pensée qui ressort du projet de plate-forme mis au point à Alger concorde avec leurs opinions. »

Abane communiqua alors le projet établi par Ouzegane, Lebjaoui et Chcntouf et que Krim, Ben M'Hidi et lui-même avaient supervisé.

« C'est là-dessus que nous travaillerons, dit-il, étudiez le document avec soin. Maintenant, il ne nous reste plus qu'à attendre Omar Ben Boulaïd et nous pourrons commencer. »

L'attente allait durer quinze jours pendant lesquels les oppositions entre clans ne firent que se développer.

C'est d'abord Amirouche qui vint se plaindre à son chef, Krim Belkacem, de l'attitude d'Abane.

« Il dirige tout ici, remarqua-t-il, il commande tout comme s'il était le patron. Ici, c'est moi qui assure la protection, ça ne l'empêche pas de se faire protéger par ses quarante types armés jusqu'aux dents. Et cet idiot d'Ouamrane a l'air de son côté. »

Krim essaya de calmer son adjoint.

« Non, je t'assure, Krim, insista Amirouche, descendons Abane avant qu'il soit trop tard ! Il va tout bouffer. Et toi avec. Méfie-toi, Ben M'Hidi semble l'appuyer. »

Krim se fâcha tout rouge et imposa le silence à Amirouche. Il pensa en même temps que l'expéditif Kabyle n'avait pas tout à fait tort. Abane se comportait en véritable patron du congrès. Les Constantinois partageaient la même opinion. Ben Tobbal fit remarquer à Zighout que les « politiques » Ben M'Hidi et Abane avaient de plus une attitude un peu trop paternaliste vis-à-vis des militaires, des maquisards et n'avaient pas avec eux le comportement de chefs à chefs qui convenait.

En outre, les maquisards sentaient que les politiques n'avaient pas la même conception qu'eux de l'importance de l'action militaire.

« On a l'impression, dit Ben Tobbal, que les cinq d'Alger ont déjà constitué une direction de fait et qu'ils nous ont réunis pour se faire plébisciter.

— Tout cela n'est pas bien grave, répondit Zighout. L'important est de maintenir un état d'esprit constructif.

— Oui, mais à entendre certains, on les croirait très alléchés par une solution de type tunisien. Et cela ce n'est pas très constructif ! »

Krim penchait de leur côté. Eux, les maquisards de la première heure, sentaient que quelque chose se tramait dans leur dos. Ces conversations d'août 1956 auront sans doute été à la base de l'association Krim-Ben Tobbal à laquelle se joindra Boussouf et qui, dix-huit mois plus tard, prendra la tête de la révolution, Abane étant « éliminé » et l'état-major installé à Tunis.

Sentant que l'atmosphère se dégradait, Abane et Ben M'Hidi consultèrent leurs compagnons pour ouvrir le congrès. Les travaux commencèrent le 20 août 1956.

Il était nécessaire de se partager le travail et de se réunir en commission pour mettre au point la plateforme qui devrait être adoptée à la fin des travaux. Mais auparavant, quelques questions essentielles devaient être réglées au premier rang desquelles les méfaits et les massacres qui avaient un énorme retentissement et discréditaient la révolution. Trois événements étaient particulièrement mis en cause : le massacre du 20 août à Philippeville et à El-Halia, dont Zighout Youssef était responsable, le massacre de Sakamody, où des femmes et des enfants européens avaient été tués dans des conditions épouvantables par les hommes d'Ali Khodja et enfin la Nuit rouge de la Soummam, massacre dû à Amirouche.

Nous connaissons les deux premiers événements, le troisième se déroula en Petite Kabylie et cette fois fut dirigé non contre des Européens mais contre des musulmans.

Dans la région de Beni-Abbas, au-delà de Bougie, un gros village, Ioun-Dagen, avait été transformé en centre de harkis par un Kabyle extraordinaire, Ourabah, ex-sénateur, homme de « grande tente » dont l'influence fondée sur de solides assises religieuses — il représentait une confrérie très puissante — était considérable. Seigneur féodal mais très aimé du peuple, il avait refusé de « contribuer » à la lutte de l'A.L.N. Ses deux frères caïds ayant été assassinés par les maquisards, il organisa en liaison avec l'armée française l'une des principales harkas d'Algérie. Son initiative avait été suivie par la population qui était lasse des terribles combats qui opposaient le colonel Dufour à Amirouche, et surtout était excédée des méthodes autoritaires que ce dernier employait pour les convaincre d'aider le F.L.N. Tout le village d'Ioun-Dagen était armé et l'ex-sénateur Ourabah avait organisé à Sétif un défilé grandiose regroupant 3 000 harkis de la région. Amirouche avait essayé de rallier quelques hommes du village d'autodéfense. En vain. Alors, il avait décidé que cet exemple déplorable devait cesser. Il avait déclaré tout le village « traître » et l'avait rayé de la carte ! Le village avait été encerclé de nuit, investi par surprise et Amirouche avait donné l'ordre de tuer tout le monde. « Hommes, femmes, enfants, avait-il crié, et que ce châtiment soit exemplaire ! »

Ce fut un carnage épouvantable. On murmura qu'il y avait eu entre 1 000 et 1 100 morts ! Le retentissement avait été énorme. Krim avait convoqué le comité de région qui n'avait pas accepté cette façon d'agir. Et le chef de la Kabylie avait parcouru la zone au côté d'Amirouche. La tournée prouva que la discipline était trop forte, trop dure. Les villageois accouraient et s'inclinaient bien bas, trop bas devant Amirouche et KriM. Celui-ci avait alors fait de violents reproches à son adjoint militaire.

« Tout le monde est contre toi, lui dit-il, et ta méthode est idiote. Il ne suffit pas de faire peur, d'employer les mêmes armes que les Français sur la population.

— Mais si justement, s'était rebiffé Amirouche. Pour ce village, c'était terreur contre terreur. Les gens de la montagne ne sont pas éduqués. Ils sont terrorisés par les Français qui passent. Alors nous devons être aussi durs.

— Non, Amirouche. Il faut se servir des erreurs de la répression. Il faut convaincre et non terroriser. Et si la guérilla doit durer vingt ans, ce n'est pas avec tes méthodes que nous tiendrons. »

Krim savait qu'Amirouche avait un caractère dur et intransigeant. Pour lui, seuls comptaient le combat et la soumission du peuple. La question politique était secondaire. Le chef de la Kabylie décida de lui donner une leçon et il s'adressa, devant lui, aux habitants des villages traversés durant la tournée.

« Il faut voir dans l'A.L.N. des patriotes qui se sacrifient, expliqua-t-il, et ces patriotes représentent le peuple. Il faut les aider mais ne pas s'incliner trop bas devant eux comme je vous vois le faire. Le frère Amirouche, qui est un valeureux combattant, est un responsable au service du peuple... »

Krim avait réussi à limiter ainsi les dégâts et à freiner Amirouche dans son élan destructeur. Mais il ne voulait pas non plus s'en faire un ennemi ni casser son enthousiasme car Amirouche avait toujours plus d'armes récupérées, d'argent collecté, d'hommes ralliés à la cause du F.L.N. que les autres chefs de zone.

C'est cet argument que Krim développa devant ses compagnons lors du congrès de la Soummam.

« Tout militant, protesta Ben Tobbal, n'a rien s'il n'a pas l'amour de son peuple. Il faut que le chef — s'il est un vrai chef — redresse les torts du peuple et non qu'il le massacre. »

Abane et Ben M'Hidi étaient eux aussi opposés à l'action d'Amirouche, mais Krim, tout en se déclarant contre l'initiative de son subordonné, le « couvrit ». Etant chef de la Kabylie, c'était lui le responsable. L'affaire fut classée. Ouamrane opposa la même attitude aux critiques formulées contre Ali Khodja, responsable de Sakamody.

Quant à Zighout, il expliqua qu'au 20 août on était au bord du désespoir, qu'il n'y avait pas d'armes, que l'extérieur n'avait rien fourni.

« C'était une action sur une grande échelle ou la fin de la révolution, expliqua-t-il, j'ai récupéré 700 armes dont 13 F.M. Et la répression a été telle : 12 000 morts recensés pour un peu plus de 70 Européens tués, que cela efface tout ! »

Les assistants décidèrent que les raisons invoquées étaient entendues, que l'on n'en parlait plus mais qu'il fallait désormais être vigilant. Ces sortes d'actions favorables à la seule propagande française ne devaient plus se reproduire. La mise en garde figurerait sur le compte rendu du congrès.

Les véritables travaux pouvaient commencer. Ils durèrent quinze jours. Ni les membres de l'extérieur ni les représentants de l'Aurès où le combat avait commencé en novembre 1954 n'y participèrent. Ce qui n'allait pas manquer de provoquer toutes sortes de réactions qui devaient marquer à jamais non seulement l'état-major, mais l'orientation même donnée à la révolution.

Le 5 septembre, la plate-forme de la Soummam était prête et adoptée à l'unanimité. C'était un travail considérable. Elle abordait tous les problèmes de la révolution : les buts de l'A.L.N., l'organisation du F.L.N., les perspectives politiques, les moyens d'action et de propagande, l'attitude face à l'opinion internationale[6].

On réglait leur compte au parti communiste, aux messalistes. On réglementait les grades, on créait des insignes. On réaffirmait les conditions politiques d'un cessez-le-feu : reconnaissance de la nation algérienne et de l'indépendance de l'Algérie, libération des prisonniers politiques, reconnaissance

du F.L.N. comme seul « interlocuteur valable ». La plate-forme entrait dans les détails du déroulement de futures négociations pour la paix. Elle définissait les rapports avec le mouvement paysan, avec les ouvriers, les syndicats, les intellectuels, les artisans et commerçants, avec les libéraux et les juifs. Elle réaffirmait surtout l'indépendance de la révolution « inféodée ni au Caire, ni à Londres, ni à Moscou, ni à Washington ».

Sur le plan pratique et immédiat, les treize participants, à la fin des travaux, décidèrent la création de deux organismes : l'un de cinq membres, dénommé C.C.E. (Comité de coordination et d'exécution), l'autre de 34 membres (dix-sept titulaires, dix-sept suppléants) baptisé C.N.R.A. (Conseil national de la révolution algérienne). Le C.C.E. devait être le véritable état-major de direction de la révolution. Ben M'Hidi, Abane et Krim y furent élus d'office. Mais les discussions furent vives lorsque Ben M'Hidi et Abane proposèrent d'y adjoindre des représentants d'autres tendances.

« Il ne faut pas qu'il y ait seulement des colonels, dit Abane, il faudrait aussi des centralistes. De même pour le C.N.R.A. »

Mais tous les maquisards du 1er novembre, ceux qui en Kabylie s'appelaient les *Ashab Enif,* « les hommes de la dignité », par opposition aux *Ashab Elhif,* « les hommes malheureux », c'est-à-dire ceux qui avaient suivi spontanément le mouvement créé par les premiers, et aux *Ashab Bessif,* ceux venus « de force », se déclarèrent favorables à un renouveau radical.

« Pas de vieux “mouillés” dans la politique, dit Ouamrane. Pas d'Abbas, de Ben Khedda et autres centralistes. »

Les « bisons », les durs, les maquisards furent difficiles à convaincre. Ben M'Hidi, puis Abane firent pour eux une analyse de la situation.

« À aucun moment, expliqua Ben M'Hidi, nous ne devons laisser se constituer une troisième force, une tendance qui pourrait négocier avec la France en dehors du F.L.N.

— Il faut que le Front soit synonyme d'unité, renchérit Abane. Il nous faut toutes les tendances : les U.D.M.A. d'Abbas, les centralistes de Ben Khedda, les ulémas de Toufik El-Madani... Même les communistes. Tous sont au Front. Tous ont abandonné leur étiquette politique pour celle du F.L.N., ils doivent être représentés. »

Krim et Zighout se rallièrent très vite à Ben M'Hidi et Abane.

« Moi, dit Zighout, je reste à ma région, ou plutôt à ma wilaya puisque c'est le mot que nous emploierons désormais. J'y serai plus utile. »

Les « irréductibles » furent mis en minorité. Saad Dahlab et Ben Khedda, les plus importants centralistes ayant rallié le F.L.N., furent nommés au C.C.E. Les représentants des autres tendances viendraient rejoindre les membres éminents du Front au sein du C.N.R.A.[7].

Désormais les chefs de wilaya — ce n'est qu'à partir de la Soummam que ce nom est donné aux zones — devront exécuter les ordres du C.C.E. Toute décision du C.C.E. devra être prise obligatoirement par ses cinq membres.

« Où se tiendra le C.C.E. ? demanda Ouamrane.

— Alger me semble tout indiqué, dit Abane. Ce sera plus facile pour établir les liaisons entre les wilayas et l'extérieur.

— Oui, dit Krim, mais nous serions plus en sécurité dans la montagne. »

Le C.C.E. ayant été créé pour une plus grande efficacité, Krim se rallia à l'avis d'Abane. Le C.C.E. siégerait à Alger où, précisa Ben M'Hidi, « il travaillerait dans le calme et la sécurité ». Ce qui fit éclater de rire le gros Ouamrane.

« Si vous voulez faire la révolution, dit-il, croyez-moi, c'est à Alger qu'il faudra porter de grands

coups. Sur ce point, Yacef a raison. Là, on en parlera, vous pouvez me croire ! »

Ouamrane voulait ajouter son grain de sel car il était furieux de s'être laissé déposséder d'Alger, qui avait été érigé en zone autonome : Z.A.A. (zone autonome d'Alger).

« S'il en est ainsi, pourquoi ne pas détacher Oran de la wilaya 5 et Constantine de la 2 ? » maugréa-t-il.

Mais le vote lui fut encore défavorable.

Les tâches particulières du C.C.E. furent ainsi définies :

Ben Khedda restait chargé du contact avec les Européens et prenait la direction de la zone autonome d'Alger.

Saad Dahlab s'occuperait de la propagande et *d'Eh Moudjahid.* Ben M'Hidi était responsable de l'action armée à Alger.

Krim Belkacem était chargé des liaisons avec les différentes wilayas. Il abandonnait la direction de la wilaya 3 à son adjoint Mohammedi Saïd. Ces nouvelles fonctions faisaient de lui le véritable chef de l'A.L.N.

Abane Ramdane était responsable politique et financier et à ce titre aiderait Ben Khedda dans son travail de contacts et Saad Dahlab dans le contrôle *d'El-Moudjahid.*

Avant de se séparer, on décida d'interrompre l'opération « Oiseau bleu » qui, depuis le gouvernement de Soustelle, continuait sous Lacoste d'armer les Kabyles de Grande Kabylie. Mohammedi Saïd, Amirouche et Krim eurent beau assurer que « tout allait comme sur des roulettes », Ouamrane leur prédit que ça n'allait pas durer.

« C'est jouer avec le feu, dit-il. Avec tant d'armes, tant d'argent, peut-on compter à ce point sur des hommes que nous ne pouvons pas, et pour cause, tenir régulièrement en main ? En outre, quel exemple pour le peuple qui n'est pas dans le secret des dieux. Il voit qu'on combat chez moi à Bouzegza, que l'on combat dans le Constantinois, dans l'Aurès, et qu'en Grande Kabylie on semble pactiser avec les Français. »

Ce dernier argument porta. L'opération « Oiseau bleu » était terminée. Ouamrane, dont tous les avis avaient été jusque-là contrés, avait enfin remporté sa victoire !

On décida encore, devant l'énigme que constituait l'absence des représentants de l'Aurès, d'envoyer une commision d'enquête en wilaya 1. Abane avait fini par se rallier à l'avis de Zighout. Si Ben Boulaïd était mort, la wilaya 1 présentait un réel danger si elle n'était pas reprise en main. À l'unanimité, Zighout fut désigné pour enquêter sur la mort de Ben Boulaïd et reprendre — aidé par Amirouche — la zone en main. Dans l'esprit de chacun — si Ben Boulaïd était mort — ce serait à Zighout de diriger la wilaya de l'Aurès. Ben Tobbal le remplacerait à la tête de la wilaya 2.

Le 10 septembre, à la tombée de la nuit, les treize responsables rejoignirent leurs wilayas. Les membres du tout nouveau C.C.E. avaient hâte de regagner Alger qu'ils avaient quitté en pleine agitation. Maintenant que le congrès de la Soummam avait entériné la supériorité des chefs de l'intérieur et la prédominance de l'action politique — réduisant à néant les ambitions personnelles de Ben Bella —, il s'agissait de montrer ce que cette direction unifiée savait faire.

L'heure des chefs historiques était passée. La révolution entrait maintenant dans une nouvelle phase.

La 203 noire s'arrêta boulevard de la Victoire après avoir emprunté les tournants Rovigo. C'était bientôt l'heure du couvre-feu et le véhicule avait été contrôlé à deux reprises par des patrouilles militaires. Chaque fois, lorsque le conducteur avait présenté ses papiers, le chef de patrouille avait

salué :

« Excusez-moi, monsieur le commissaire, mais à cette heure-ci, aux alentours de la Casbah, il faut ouvrir l'œil.

— Mais vous ne faites que votre devoir, mon vieux. Moi aussi avec mon collègue »je fais un petit tour pour voir si tout va bien.

— Bonne soirée, monsieur le commissaire. »

Le boulevard de la Victoire était désert, le Fort-Turc, l'ancienne Casbah, écrasait de son ombre le large boulevard au bout duquel la prison de Barberousse élevait sa masse blanche et trapue. À droite commençait la Casbah, rangées d'immeubles crasseux entre lesquels s'ouvraient d'étroites ruelles, trous noirs et peu engageants. Le conducteur mit le frein à main, pêcha sous son siège un paquet enveloppé de papier journal et le passa à son compagnon. Les deux hommes étaient tendus. Le conducteur jeta un coup d'œil dans le rétroviseur, puis regarda sa montre.

« Minuit moins le quart, il n'y a personne. Tu peux y aller.

— Elle est réglée pour quelle heure ?

— Minuit. Tu te souviens où tu la poses ?

— Rue de Thèbes.

— Oui, tu n'as qu'à prendre la rue de la Gazelle. On est devant. Tu descends les escaliers et la rue de Thèbes est là tout de suite à gauche. Tu la poses n'importe où, ça grouille de terroristes dans ce coin. Va vite ! »

La ruelle était déserte et il s'en exhalait une odeur forte et épicée. Les degrés sales luisaient à la lumière de la lune. Souplement l'homme chaussé de crêpe parcourut les quelques dizaines de mètres qui le séparaient de la rue de Thèbes. Les rideaux de fer des échoppes étaient tous baissés. La ville arabe, d'habitude si animée, était endormie. C'était la première fois que l'Algérois pénétrait dans le quartier indigène en pleine nuit. Le silence était impressionnant. Les pleurs d'un enfant le troublèrent un instant. Une lumière s'alluma au premier étage d'une maison à voûtes. L'homme essaya de se repérer. La première échoppe était celle d'un crémier. Le bain maure de ce Boudriès, qui, d'après les types capturés le jour des attentats de Bab-el-Oued, était un chef terroriste important, devait se trouver plus bas au n° 20. L'homme se retourna vivement, sa main avait plongé sous sa veste, là où il tenait son 7,65 avec une balle dans le canon. Personne. Il était décidément nerveux. Il hésita un instant et plaça le paquet dans le renfoncement d'une porte ouvragée, surmontée d'une main de fatma au n° 9. Puis il remonta vivement les marches glissantes. Il ne rencontra âme qui vive.

« Ça y est ? demanda le conducteur.

— Ça y est. Ils vont comprendre leur douleur ! »

La 203 démarra en douceur. Le policier et son auxiliaire avaient tout le temps de regagner le quartier européen avant l'explosion.

La déflagration jeta Yacef à bas du lit de camp où il dormait dans son refuge de la rue des Abencerages. Instinctivement, sa main chercha le pistolet qu'il avait posé sur une chaise à la tête de son lit. Ali la Pointe était déjà debout, mitraillette au poing.

« Descendons... »

La rue des Abencerages se trouvait à une quinzaine de mètres de la rue de Thèbes. Un épais brouillard blanchâtre fait de fumée, de poussière, de gravats pulvérisés noyait la rue. Yacef, suffoquant, avança à tâtons. Des cris, des gémissements s'élevaient des décombres. Il fallut attendre cinq bonnes minutes avant que la fumée se dissipe un peu. La Casbah tout entière avait été réveillée par la violence de l'explosion et déjà des rues adjacentes les voisins en tenue de nuit venaient aux nouvelles. Le spectacle était affreux. La violence de l'explosion avait été telle que la voûte

supportant deux pâtés de maisons s’était écroulée. Les immeubles des 8, 9, 9 *bis* et 10 s'étaient abattus. La voûte en s’effondrant avait entraîné l’étage, il ne restait qu’un trou béant. Coincé par un rebord de mur qui avait résisté, on apercevait au deuxième étage, en équilibre au bord du vide, un buffet aux portes arrachées qui laissait voir des piles de vaisselle brisée. Aux gémissements qui parvenaient des décombres se mêlaient maintenant les lamentations des femmes accourues en hâte. Les hommes semblaient pétrifiés. Yacef et Ali, que tout le monde reconnut, organisèrent les secours.

« Il doit y avoir encore des vivants là-dessous. Allons-y. Toi, dit-il à Ali, ouvre l'œil. Dès que les flics et l’armée arrivent, on file. »

Fébrilement, les hommes entreprirent de dégager les décombres. Des chaînes se formèrent, tirant de l’amoncellement de pierres, de poutres, de plâtre tous les objets usuels qui constituaient un instant auparavant toute la fortune des habitants et qui pouvaient encore servir. Et bientôt, les premiers corps furent retrouvés, affreusement écrasés, déchiquetés. On vit se traîner un homme dont la jambe était cassée et qui tenait entre ses bras un bébé mort. On le soutint. Il ne voulut pas lâcher le cadavre de son enfant. La chaîne passa de plus en plus de cadavres. Lorsque la police arriva, puis l’armée et les pompiers, on dénombra officiellement : neuf enfants morts dont trois de sept, huit mois et deux ans. Et six adultes. Le bilan réel fut de soixante-dix morts.

Le premier, le commandant Subra, chef des pompiers d’Alger, vit qu’il y avait dans cette explosion quelque chose de louche. Il s’en ouvrit tout de suite à Germain Benhamou, commissaire central.

« Ça, monsieur le commissaire, ce n’est pas un accident ! »

Yacef savait lui aussi que ce n’était pas un accident. Il connaissait, et pour cause, tous les dépôts d’explosifs et il n’y en avait pas de très importants dans la Casbah ce 10 août 1956.

« Ce sont des Européens... le contre-terrorisme... »

La rumeur s’étendit comme une traînée de poudre. Dès 5 Heures, levée du couvre-feu, Yacef fit parcourir la Casbah par ses groupes. Les responsables firent des discours publics pour empêcher la population de sortir de la Casbah et de déferler sur les quartiers européens pour se venger « sur les premiers Européens qui leur tomberaient sous la main ».

« C’est le F.L.N. qui vous vengera, je peux vous assurer que nous possédons une arme aussi efficace et aussi cruelle que celle des ultras. Le Front représente le peuple, c’est à lui que vous payez des impôts, c'est lui qui organise le nouvel état civil. C’est à lui de vous venger. »

Yacef fut écouté. Depuis quelques semaines, il tenait totalement la Casbah où aucun mariage, aucune naissance ne se faisait sans que le Front soit prévenu, qu’un « fonctionnaire » du F.L.N. assiste à la cérémonie et aux fêtes et délivre les papiers « officiels ». Il organisa à partir du 11 août une surveillance stricte du quartier. Chaque maison devait être surveillée vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Et le couvre-feu institué par les autorités françaises de minuit à 5 Heures fut avancé par le F.L.N. à 20 Heures. Le 11 août, à 20 Heures, les zouaves du capitaine Sirvent virent la Casbah se vider, les magasins, les cafés maures baisser leur rideau de fer. Chacun se calfeutrait chez soi et les hommes des immeubles prirent leur tour de garde sur les terrasses. Si quelqu'un devait sortir après le couvre-feu imposé par le F.L.N., il devait avant de quitter son logement indiquer aux « choufs » les motifs de sa sortie, le lieu où il se rendait et l’itinéraire qu’il allait prendre. Les sentinelles, criant de terrasse en terrasse, avertissaient alors tous les « choufs » du passage de l'homme qui tenait un mouchoir blanc à la main. La Casbah, qui était déjà tout acquise au F.L.N., devint, à partir du 11 août, une place forte gardée militairement par la population et les hommes de Yacef. Tout civil, qu’il fût Européen ou musulman, circulant de nuit dans la Casbah sans se faire reconnaître serait impitoyablement abattu.

Dès le lendemain tout l'Alger européen savait que les contre-terroristes étaient passés à nouveau à l'action et cette fois l'attentat avait fait des dégâts. Faisant allusion à ces rumeurs *L'Echo d'Alger* écrivit : « Il semble bien que les bruits odieux propagés par des agitateurs concernant l'origine de l'explosion n'aient trouvé aucun crédit parmi la population musulmane. » Le journal n'apportait aucune précision sur ce qu'il entendait par « bruits odieux ». En revanche, en première page, dans le même numéro, il signalait que plusieurs centaines d'habitants avaient quitté la Casbah pour se réfugier à Belcourt ou dans les quartiers populeux de la périphérie « parce que des inconnus venaient et plaçaient des mines dans la Casbah ».

Mais les 70 000 habitants restants du quartier le plus peuplé du monde — 3 500 habitants à l'hectare, plus qu'en Inde ! — s'accrochaient à leur demeure et s'apprêtaient à livrer combat. Le second coup annonçant la terrible « bataille d'Alger » venait d'être frappé. Et de quelle façon !

Au tract que publia le F.L.N. pour annoncer que « les morts de la Casbah seraient vengés », répondit un tract émanant du « Comité antirépublicain des Quarante », selon lequel « pour un Européen tué, un pâté de maisons de la Casbah sauterait ».

« Qu'est-ce que c'est que ça encore, dit Robert Lacoste en prenant connaissance du tract, le Comité antirépublicain des Quarante ?

— Un groupement antiterroriste, monsieur le ministre, répondit le directeur de la Sûreté.

— Au moins ceux-là ils annoncent la couleur ! Je veux un rapport complet sur l'activité de ces abrutis ! Je croyais pourtant que l'expulsion de Boyer-Banse et la dissolution de l'U.F.N.A. suffiraient ! »

Robert Lacoste devant l'excitation permanente des Européens menés par cette Union française nord-africaine à la tête de laquelle un agriculteur de la Mitidja, Robert Martel, avait succédé à Boyer-Banse, avait été amené à dissoudre cette association. En réalité, elle ne représentait pas grand-chose, c'était surtout une couverture pratique pour les différents groupuscules qui, eux, ne se contentaient pas de la publication de tracts.

Jo Ortiz, le cafetier du Forum, avait décidé de passer à l'action. Il était responsable du « groupe action » du mouvement poujadiste. On l'a vu organiser avec maestria la manifestation du 6 février. Il voulait dans un second temps répondre au terrorisme par le terrorisme.

« Nous voulions prouver aux Arabes que, nous aussi, nous pouvions employer la violence », me dira-t-il.

Trois groupes vont fonctionner à Alger réunissant une soixantaine de personnes : ceux d'Ortiz, de Kovacs, de Martel. Chacun sait que l'autre pense comme lui, mais il n'y a aucune coordination dans l'action. On verra des membres du groupe Ortiz participer à des attentats perpétrés par le groupe Kovacs.

Nous connaissons Ortiz, grande gueule, un physique de colosse, passionnément attaché à sa terre, une petite cervelle qui reconnaît n'avoir aucune culture politique. Martel n'a aucun point commun avec Ortiz, si ce n'est celui de la passion qu'il attache à la terre algérienne. Et la sienne n'a rien à voir avec le sol carrelé parsemé de sciure de bois du café du Forum, c'est de la bonne terre de la Mitidja rouge et ocre, fertile, de la terre qui « a remplacé les marais pestilentiels qu'ont trouvés les troupes du maréchal de Bourmont ». Martel c'est la défense de l'Occident chrétien contre l'Islam communiste et bolchevique. C'est la Croix contre le Croissant. L'esprit des croisades relevé de quelques gouttes de chouannerie. Martel a d'ailleurs choisi comme emblème un cœur rouge surmonté d'une croix, et comme chant patriotique celui des chouans luttant contre les bleus. Inutile de dire que

la république n’est pas un régime indispensable à la vie de M. Martel. Boyer-Banse, avant son expulsion, l’a mis en relation avec un journaliste belge, Pierre Joly, qui assure apporter le soutien de tous les mouvements métropolitains d’extrême droite, du type Jeune Action et autres groupuscules dont les membres sont parfaitement décidés et entraînés. Martel est un ami de Wattin — que l’on connaîtra à l’époque de l’O.A.S. sous le surnom de la Boiteuse — lequel servira de liaison avec une mystérieuse association secrète baptisée « Grand O » dont Pierre Joly serait le représentant à Alger. « Grand O », résurgence de la Cagoule, est dirigé par le Dr Martin, vieux cagoulard bien connu des services des Renseignements généraux, et par le général Cherrière. Eh oui ! On le retrouve. Babar a repris du service ! Ulcéré, amer, il veut « dans le civil » réussir ce que ces « cochons de politiciens » l’ont empêché de faire : des « grandes manœuvres », de la liquidation en série de toutes ces crapules cryptocommunistes qui l’ont « viré » ignominieusement de son commandement.

En général, dans les milieux militaires et au G.G., on prend Martel pour un dingue, un illuminé. Martel, c’est le Sudiste qui fait un cinéma qui « doit impressionner les melons ». Moitié templier, moitié homme à cagoule du Ku-Klux-Klan. Il est « emmerdant » parce qu’il « cause » et que *L'Echo* reproduit le « moindre de ses pets », comme on dit au cabinet Lacoste.

Et puis il y a Kovacs. Là, c’est plus sérieux. Kovacs est une recrue d’Achiary, l’homme de Guelma, l’ex-sous-préfet ami de Soustelle, expulsé d’Algérie depuis le 6 février. Comme Achiary, Kovacs est un ancien de la D.G.E.R., les services secrets de Soustelle à l’époque de la France libre. Il a beaucoup de relations. Il recrute à Alger une vingtaine d'hommes dont Philippe Castille et Michel Fechoz. Cet ancien champion de natation remplace — et représente — Achiary à Alger. C’est un homme décidé dont la femme est une redoutable « pasionaria » de l’Algérie française. Ces gens vivent à Alger dans un climat d'excitation permanent. Mme Kovacs, lorsqu’elle reçoit chez elle les amis de son mari, bavarde avec ses invités tout en jouant avec une grenade ou un pain d’explosif comme d’autres font avec un briquet ! Dès la dissolution de l’U.F.N.A. — où se réunissaient, au fond, les « pépères » des ultras — Kovacs crée l’O.R.A.F., Organisation de résistance de l’Afrique française, au sein de laquelle il va réunir les plus durs des extrémistes. Ceux qui « en ont marre qu’on leur bave sur les couilles et qui ont décidé de montrer qu’eux, au moins, ils en avaient ».

Et tout ce petit monde — car cela ne représente pas plus d’une centaine d’hommes — ajoute de l’épice au bouillon dans lequel cuit l’Algérie. L’étranger, c’est-à-dire le métropolitain qui arrive en Algérie, y est parfois sensible. Il est retourné par ce qu’il voit — l’horreur des attentats, la peur de Mme Martinez pour ses enfants qui comme elle sont nés ici, la détermination de certains hommes — et il « vire sa cuti ». C’est la nouvelle expression à la mode. Un métropolitain qui a compris le problème et qui rejoint les ultras a « viré sa cuti ».

« Il rejette ces pédés d’intellectuels de gauche, ces « coulos » de *Témoignage chrétien*, cet « enviandé » de Jean Daniel, un de chez nous pourtant, un juif de surcroît — ça ne m’étonne pas — qui sévit à *L'Éxpress* chez ce Servan-Schreiber. Oh... dis... dis... où il a été chercher son nom, çui-là ? Hein ? dis-le-moi... c’est un « froncé » comme nous ? Putain de ses os... Et ce vieux gâteux de Mauriac — que son bicorne y fourre sa mère... — y gueule contre la torture... et qu’il vienne un peu chez nous, qu’y voie les gosses éventrés... et y pourra causer ! Des gens qui coupent les couilles... les respecter ? Mon zob ! »

Et chaque fois que se produit un événement de nature à égratigner le chauvinisme exacerbé des pieds-noirs — et depuis l’exécution de Zabana et de Ferradj, ces événements sont devenus des attentats meurtriers à Alger —, ces mouvements s’en emparent, extrapolent et ajoutent de l’huile bouillante sur le feu. Ils trouvent également certains tambours métropolitains qui ne vont pas peu contribuer à leur assurance. Le sénateur Michel Debré ignore encore que les hommes qu'il

« regonfle » par ses éditoriaux du *Courrier de la colère* sont ceux-là mêmes contre qui il devra lutter quelques mois plus tard. À Alger on découpe ses éditoriaux, on se les repasse, on les recopie. Il lutte contre des adversaires politiques, il n'a comme beaucoup en cette année 1956, comme Soustelle dès 1955, qu'une idée : faire revenir De Gaulle au pouvoir. Donc il faut abattre ceux qui dirigent d'une façon si hésitante, si « lamentable » une Marianne en jupons troués qui porte sur la joue gauche le crachat sanglant de l'Indochine et apprête sa joue droite pour celui de l'Algérie bradée.

Alger vit dans la folie. Les bruits les plus extravagants trouvent écho. C'est dans cette ambiance qu'ont éclaté les premiers attentats F.L.N. C'est dans cette ambiance que les hommes des groupements extrémistes vont eux aussi passer à l'action.

L'O.R.A.F. de Kovacs noyaute très vite les U.T., les unités territoriales, constituées de Français d'Algérie qui doivent un jour par semaine de service à la nation pour dégager l'armée des tâches de surveillance d'usines, d'ouvrages d'art, de contrôle de routine. Le service a été décrété en plein été. Et l'on a vu les premiers U.T. en treillis, armés de lebels, prendre place dans des postes, où pétant de trouille ou jouant au bridge selon leur nature, ils entrent dans la guerre quotidienne. L'O.R.A.F. prend les plus durs en main. Certains membres de l'O.R.A.F. sont eux-mêmes U.T. et cela va permettre à ces groupes extrémistes de s'approvisionner en armes et munitions — on n'y fait pas très attention — en attendant le noyautage et l'organisation « en grand » que les colonels Goussault et Lacheroy réussiront avec brio après le 13 Mai.

Lacoste, qui, jusque-là, ne s'est pas beaucoup occupé de ces « folkloriques », découvre qu'il faut y prendre garde. Dans cette ambiance surchauffée par les premiers attentats, l'annonce de la nationalisation du canal de Suez décidée le 26 juillet 1956 par Nasser en mesure de représailles contre le refus des Américains de financer le barrage d'Assouan n'arrange pas les choses. Depuis le 1er novembre 1954, on réaffirme à l'envi que tout est dirigé du Caire et Lacoste est bien placé pour savoir que le général Beaufre a été pressenti pour commander la force A française qui interviendrait en cas de besoin à Suez. Si l'on se sert de ce prétexte pour écraser celui que le gouvernement français considère comme le principal soutien de la rébellion algérienne, on peut entrevoir l'élimination des rebelles algériens et la réussite du plan de réformes prévu par Lacoste. À condition, bien sûr, que ces « braillards » d'ultras ne viennent pas foutre tout par terre.

Et le rapport que l'on fournit à Lacoste lui prouve que ce contre-terrorisme est plus actif qu'il ne le croyait. C'est le colonel Schoen, chef du service de liaison nord-africaine, qui l'établit. Il est recoupé par quelques rapports de police. Très réticents, ces rapports, car de nombreux policiers pieds-noirs sont impliqués dans des affaires de contre-terrorisme.

L'explosion de la rue de Thèbes est la seizième imputée aux groupements contre-terroristes. Ceux d'Ortiz se sont attaqués à l'imprimerie communiste Koechlin à Bab-el-Oued, aux huileries Tamzali, à la cité populaire Mahieddine, où ils ont envoyé des grenades incendiaires, ainsi que dans un ensemble populeux près de Barberousse. Ortiz est opposé aux actions anonymes. Il ne veut toucher que des hommes ou des entreprises travaillant avec le F.L.N. L'O.R.A.F. est pour le terrorisme aveugle. Les rapports citaient des noms. Un certain Gérard, d'El-Biar, dès le 18 avril, pose des explosifs à la limonaderie Zerrouki ! Il sera abattu en septembre par un inconnu tirant d'une voiture appartenant à Zerrouki ! Un photographe musulman, Bellidam, est abattu par ce même Gérard le 25 avril, d'après ce que disent les rapports. Puis ce sont des plastics le 21 et le 22 juin à Oran. Le 22, au siège d'une association sportive musulmane ; le 30 juin, au siège de l'U.G.T.A. (un musulman devra être amputé) ; le 4 juillet, à l'huilerie Tamzali dont le patron a déjà reçu une grenade le 27 mars ; le 6 juillet, plastic aux transports Ménia et au kiosque du photographe Bellidam déjà assassiné ; le 11, aux établissements Amal ; le 17, au local *d'Alger républicain*, à la Librairie

nouvelle, spécialisée dans les ouvrages progressistes, à l'imprimerie Koechlin. Celle-ci est visée deux fois. Un autre groupe a eu la même idée qu'Ortiz et deux bombes éclateront à l'imprimerie ; le 21 juillet, à la crémerie Guellati ; le 31 juillet, aux transports Soufi ; le 7 août, aux tabacs Bénichou et le 10 août, rue de Thèbes.

Ce qui inquiétait particulièrement Lacoste, c'était ce Comité antirépublicain des Quarante qui revendiquait par tracts la paternité de l'attentat de la Casbah. Le rapport secret que reçut le G.G. faisait état d'un article de *L'Action* de Tunis mettant en cause le Comité des Quarante qui serait animé par :.

Achiary : ancien sous-préfet de Guelma, interdit de séjour depuis le 6 février, à la suite de la découverte d'un dépôt d'armes à Saint-Eugène. En déplacements continuels, ou de Tanger, il continue à orchestrer le complot. Condamné à mort par le F.L.N., il a échappé il y a quelques mois à un attentat de l'A.L.N. ;

Trouja : commissaire des R.G., chef de la section mondaine et chef principal du Comité des Quarante ;

Lafarge : commissaire du 2e arrondissement d'Alger ;

Blusson : officier de police du commissariat central ;

Duchamp : officier de P.J. du 2e arrondissement ;

Léchelle : inspecteur au commissariat central, spécialiste de la manipulation de plastic.

« Ces cinq fonctionnaires consitueraient l'état-major des Quarante, poursuivait *L'Action,* qui reproduisait un tract F.L.N., institué avec l'assentiment de Robert Lacoste. »

Cette dernière réflexion resta en travers de la gorge du ministre résidant. Il s'en ouvrit à Chaussade, qui lui confirma que la police d'Alger était totalement à reprendre en main et que de nombreux fonctionnaires devraient être mutés.

« Et vous avez l'homme pour cela, Chaussade ?

— Oui, monsieur le ministre. Il arrive le 15. C'est Paul Teitgen, le frère de Pierre-Henri Teitgen, le patron du M.R.P.

— Un cureton contre des flics ultras et contre ces tueurs du F.L.N., on aura tout vu !

— Je le connais depuis longtemps. C'est un mur. Un bloc de granit. Celui qui l'aura n'est pas né !

— Je lui souhaite du plaisir. »

Ce soir-là, Lacoste était las. Cette histoire algérienne était un papier tue-mouches dont il avait saisi un bout et ne pouvait se dépêtrer. On ne pouvait raisonner avec personne. Lacoste faisait la guerre. Il avait ses 400 000 hommes, 402 000 disait même le rapport d'août. Et en même temps il avait appris que Mollet avait envoyé son homme de confiance, Pierre Commin, prendre contact avec Khider et Yazid en Italie. Si cela s'apprenait, voilà encore un argument que ne manqueraient pas d'utiliser les ultras. « Politique équivoque, ambiguë, Lacoste va brader l'Algérie », diraient-ils.

Haï par les extrémistes, coupé des libéraux, peu-populaire chez les pieds-noirs, détesté par les musulmans, le socialiste Lacoste, le bon gros syndicaliste tricolore, se sentait mal dans sa peau. Tous ces révolutionnaires en peau de lapin, ces fascistes et cette graine de communistes arabes commençaient à avoir raison de lui. Ce jovial avait perdu son sourire : c'est difficile d'aimer le cassoulet et de faire la guerre. Il faisait la guerre à contrecœur. Mais fermement. Et c'est bien ce que tout le monde lui reprochait. À part ces abrutis d'extrémistes à qui il avait bien envie d'appliquer sa phrase favorite qui devenait célèbre dans les bureaux du Gouvernement général : « Je vais vous envoyer de l'aut' côté de la mer voir si la bière est fraîche ! »

Sa tenue même prouva à Paul Teitgen dès son arrivée à Alger à quel point il était « hors du coup ». Ce costume « tropical » acheté avant le départ dans un magasin spécialisé du boulevard Saint-Germain pesait bien quatre kilos et convenait aussi peu à cette atmosphère douceâtre, poisseuse et chaude qui régnait sur la ville que ce col glacé qui à Paris lui semblait naturel et qui lui parut soudain l'attribut d'un homme venant d'un autre monde.

Et c'est bien cela que Teitgen découvrait à Alger le 17 août 1956. Un autre monde. La forêt de Baïnern brûlait. Ses cinq cents hectares de pins en feu ajoutaient encore à la chaleur de plein été. La ville semblait en état de siège, parcourue de jeeps couleur sable, semée de chevaux de frise, coupée par des barrages, soumise à des contrôles-surprise. Partout du kaki et du « bariolé ». Patrouilles de bidasses, traînant le godillot, le doigt sur la détente du garant ou du MAS ; patrouilles d'hommes peints, la main fermement posée sur la culasse de la MAT. Teitgen aperçut ces premiers paras dont on parlai ! tant à Paris sur le trajet Maison-Blanche-villa Arthur, résidence du secrétaire général du G.G.

Il avait chaud. Très chaud. Trop chaud. Lui qui avait horreur de la chaleur ! Cette impression de « baigner dans son jus » renforça encore sa mauvaise humeur. Il venait à Alger à contrecœur, répondant à l'appel de son ami Pierre Chaussade dont il avait été le collaborateur à la préfecture de la Marne et qu'il avait poussé à partir pour l'Algérie.

« Il faut y aller, avait-il dit à Chaussade. Cette foire d'empoigne a besoin d'hommes de moralité pour qui la rigueur intellectuelle ne soit pas simple foutaise. »

Et Chaussade, quelques mois plus tard, lui avait confié en retour le poste de secrétaire général de l'administration à la préfecture d'Alger ! Teitgen n'avait pas voulu se dérober et après s'être quelque peu fait prier il arrivait, ne connaissant rien à l'Algérie et plein de réticences. Les méthodes employées par l'armée pour mener cette guerre le faisaient frémir. Menée par François Mauriac, appuyée par quelques intellectuels, une campagne contre la torture, contre les ratissages, contre le quadrillage avait mis la France au courant de la tactique utilisée pour venir à bout des rebelles. Et Paul Teitgen était sensibilisé par ce problème de la torture. Il avait été arrêté en 1943 par la Gestapo, torturé et envoyé au Struthoff, puis à Dachau. Il avait mis très longtemps à avouer à ses proches qu'il avait été torturé. « Je ne voulais pas le dire, tant la torture est humiliante non seulement pour celui qui la pratique mais pour celui qui la subit. » Et il arrivait dans un pays où, d'après ce que l'on disait en métropole, elle était érigée en système. « Heureusement, pensa-t-il, je ne vais avoir à m'occuper que de tâches administratives. » Il eut un peu honte de ce qu'il considérait comme de la lâcheté. Ce chrétien, pratiquant sans bigoterie mais avec une foi profonde, ne se pardonnait pas grand-chose sur le plan moral. Dès son arrivée à la villa Arthur, ses problèmes de conscience furent balayés. Son ami Chaussade lui assena une nouvelle qui allait bouleverser sa vie et le marquer à jamais.

« Tout est très grave, Teitgen. Cette ville magnifique, insolente, est entourée de rebelles. Les terroristes y vivent comme chez eux. Le feu est à ses portes. Il faut modifier tout cela. Et à ce propos je dois vous dire que vous n'allez pas être secrétaire général pour l'administration mais que vous allez vous occuper de la police et du Plan. Le rôle de la police devient de jour en jour plus important et il faut la reprendre très vite en main. »

Paul Teitgen éprouva comme un malaise. Il pensa que son ami l'avait eu dans les grandes largeurs !

« Mais, Chaussade, je n'ai aucune habitude des affaires de police. Et puis je n'aime pas ça !

— Pouvez pas refuser, mon vieux. »

C'était Lambert, préfet d'Oran, qui intervenait.

« Tout ce service est aux mains de maq's corses... Chaussade, qui a confiance en vous, a tout à fait

raison. Il ne faut pas laisser la capitale aux mains de ces types ! »

À 2 Heures du matin, Paul Teitgen s'endormit dans une luxueuse chambre équipée d'air conditionné. Il se réveilla le 18 août secrétaire général pour la police... avec une angine !

En quelques jours, Teitgen découvrit son domaine et jugea très rapidement ceux qui y travaillaient. La police à Alger, c'était six divisions de police générale. Il s'aperçut que tous ces fonctionnaires, à l'exception de quinze, étaient de parfaites nullités, ne se souciant de rien, continuant à « faire du papier » comme s'il n'y avait ni guerre ni révolution. Et pourtant la police était responsable à Alger de l'application des pouvoirs spéciaux.

« Quelle en est la principale conséquence ? interrogea Teitgen.

— Assignations à résidence dans des camps d'hébergement, monsieur le secrétaire général.

— Je veux avoir pour chaque assignation un dossier complet avec motif, preuves, etc. »

Teitgen s'aperçut très vite que l'on se souciait peu, dans les services de police, de « l'avoir dans les pattes ». Il venait de France et n'y connaissait rien. Alors, qu'il ne vienne pas troubler la vie des « spécialistes ». Oubliant l'air poisseux et émollient d'Alger, il décida de montrer qui était le patron.

C'est le commissaire Gonzalès, chef des R.G., qui subit la première algarade.

« Qu'est-ce que c'est que cette demande de passeport au nom de M. et Mme Toufik El-Madani ? interrogea Teitgen. La fiche de vos R.G. porte R.A.S. (rien à signaler). »

Gonzalès blêmit.

« Ce n'est pas possible, monsieur le secrétaire général, c'est un membre important du F.L.N. qui est à Tunis ! »

Teitgen pensa qu'il « avait un coup de pot » terrible car il ignorait totalement le nom de ce Madani. Il n'en laissa rien paraître. Son visage resta impassible. Derrière les grosses lunettes, ses yeux étaient sévères, durs, impitoyables.

« Il conviendrait, commissaire, de signaler à vos services que même débarquant de la métropole on a quand même quelques notions sur le problème algérien et sur la rébellion. Faudrait pas nous prendre pour des imbéciles. »

Et Gonzalès se perdit en détails sur le manque de personnel, l'insuffisance du recrutement et des crédits.

« Ça va, ça va, l'interrompit Teitgen. C'est vous le patron des R.G. Débrouillez-vous avec vos crédits comme je le fais avec les miens. Je vous préviens que si d'aventure un cas pareil se reproduisait je serais sans pitié. En outre, mon vieux, vous avez voulu prendre ma température. Vous l'avez. Mais vous ne la prendrez pas deux fois. »

Teitgen découvrit également avec stupeur que les différentes polices d'Alger se livraient entre services une bataille sans merci. Il tenta d'avoir auprès du commissaire Jean Builles, adjoint du commissaire central Benhamou, quelques lumières sur ce qui se passait entre les différents services, sur les méthodes employées pour tenter d'enrayer cette vague de terrorisme qui était au premier plan de ses préoccupations. Il trouva un homme très réticent qui lui aussi se posait la question : « Qu'est-ce que ce guignol qu'on nous envoie de métropole ? » Builles resta très évasif. « Connais pas... sais pas... » Mais peu à peu les rapports vont se détendre entre les deux hommes et Teitgen pourra compter sur cet homme prudent et objectif. Il découvrira un grand fonctionnaire, profondément algérien, licencié en droit et croyant avant tout aux droits de l'homme dont il applique avec rigueur les articles à son métier de policier. Ne faisant jamais de suppositions, ne se fondant que sur ce qui est vrai et établi, il dira très vite à Teitgen :

« On n'a pas le droit de prêter aux autres ce qui vous parait simplement vraisemblable. On ne couche pas des impressions sur le papier ! »

Teitgen sut qu'il aurait en Builles un collaborateur de choix. Le commissaire jouera à ses côtés un rôle d'une grande importance, tentant de freiner au maximum les mesures arbitraires lors de la « bataille d'Alger » dont le nouveau secrétaire général pour la police allait ressentir sans tarder les prémices.

C'est chez Rachid Amara, dans la grande villa du boulevard du Telemly, que les cinq membres du C.C.E. décidèrent de se réunir quotidiennement. C'était une villa discrète dont la façade, en retrait de la ligne des immeubles modernes, était dissimulée par le double bouquet de palmiers planté dans le jardinet. Un massif de lauriers, des grappes de bougainvillées achevaient de dissimuler parfaitement le rez-de-chaussée aux regards indiscrets. Là, en plein cœur du quartier européen, les cinq chefs suprêmes du F.L.N. se sentaient en sécurité. Chacun ignorait l'adresse personnelle de l'autre. On s'en tenait aux règles habituelles de sécurité. Chaque homme ayant son agent de liaison pouvait communiquer ses ordres à ses subordonnés. Krim habitait tantôt boulevard Saint-Saëns, tantôt chez Evelyne Lavalette, rue Daguerre, tantôt dans un appartement loué par le père de l'ancien champion de tennis AbdesselaM. Ben M'Hidi préférait vivre à la Casbah où il se trouvait plus proche de ses hommes. Chargé de l'action, il aimait avoir Yacef près de lui. Il disposait d'un autre appartement rue Claude-Debussy. Ben Khedda logeait le plus souvent chez André Galice, le papetier de la rue Horace-Vernet. Abane chez Chaulet ou boulevard Saint-Saëns. Saad Dahlab changeait fréquemment d'adresse, utilisant certains appartements loués avec l'argent du F.L.N. par des Européens du Front. La recherche des caches, la location d'appartements, de matériel d'imprimerie ou de ronéo étaient toujours assurées par le groupe européen du F.L.N. qui ainsi n'attirait pas l'attention des propriétaires ou des commerçants. Les cinq membres du C.C.E. s'étaient fixé une règle : ne jamais sortir de chez eux si ce n'est pour la réunion quotidienne chez Rachid ou pour aller se reposer chez un militant sûr.

Lors de la réunion du 25 septembre 1956, les membres du C.C.E. apprirent la mort de Zighout Youssef. La nouvelle avait été annoncée par Radio Alger et confirmée par un émissaire envoyé en hâte à Alger par Ben Tobbal.

Le chef du Constantinois avait tenu, avant de partir pour l'Aurès, à dire adieu à sa femme et à sa fille qui habitaient Condé-Smendou. En outre, il voulait expliquer à certains cadres pourquoi il partait pour l'Aurès et les raisons qui l'avaient poussé à prendre Ben Tobbal comme successeur. Zighout, pour une fois imprudent, n'avait pas voulu d'escorte et avait fait le chemin seulement accompagné de son secrétaire de wilaya. Les deux hommes étaient tombés par hasard sur une patrouille française, à Sidi-Mezrich, le matin du 23 septembre. Les militaires avaient tiré sur un civil qui s'enfuyait. L'homme s'était dirigé vers l'endroit où se cachaient Zighout et son compagnon. Croyant à une attaque sérieuse, le chef du Constantinois avait répliqué. À deux contre trente, ils avaient tenu dix minutes. Les troupes françaises du Constantinois venaient d'abattre leur plus grand ennemi depuis le 20 août 1955. Cette victoire avait été immédiatement transmise à la radio. C'était un coup dur pour le C.C.E. qui perdait un de ses meilleurs colonels de wilaya. En outre, il ne fallait plus compter que sur Amirouche pour tenter de remettre de l'ordre dans l'Aurès. Et ça ne plaisait pas outre mesure à Abane.

Ben Khedda, chef de la nouvelle zone autonome d'Alger, n'avait pas, lui non plus, de très bonnes nouvelles à annoncer.

« La Casbah est en effervescence, expliqua-t-il à ses compagnons. Depuis l'attentat de la rue de Thèbes, Yacef qui tient la population en main et qui vit dans son quartier comme dans une place forte,

promet que le F.L.N. va venger les morts de la Casbah. Mais nous sommes le 25 septembre, l'attentat date du 10 août et la population gronde.

— Les attentats isolés ne suffisent plus, ajouta Ben M’Hidi qui était chargé de l’action armée à Alger. Il faut réagir violemment. D’autant que depuis l'arrestation de Bouchafa, Yacef est le seul chef des commandos. Il ne faut pas que sa prise de commandement soit accompagnée d’hésitations sur la forme que doivent prendre les représailles. Bouchafa a terminé son action par la liquidation de gardiens de prison et ça se sait dans les familles de prisonniers qui depuis sont mieux traités... »

Rabah Bitat, incarcéré à Barberousse, avait réussi à faire passer à Bouchafa un message le suppliant d’agir contre les gardiens de la prison qui torturaient les militants F.L.N. « C’est l’enfer, écrivait Bitat, les hommes sont battus à coups de barre de fer, il fait une chaleur horrible et on leur donne de l’eau salée. Le moral est à zéro. Les militants sont terrorisés. »

Le lendemain, le surveillant chef Kalissiou qui rentrait chez lui au Clos-Salembier était abattu de deux balles dans la tête par Mostefa Seghir. Le surlendemain, c’était au tour de deux autres gardiens de Barberousse. Il y en eut sept. Bitat fit parvenir un nouveau message. « Stoppez tout. Ils ont peur. Et sont devenus très humains. » Les gardiens de prison refusèrent désormais de rentrer chez eux sans escorte militaire. La vie devint possible à Barberousse pour les prisonniers F.L.N.

Le 3 août, Bouchafa était arrêté par hasard au coin de la rue Marengo et de la rue du Divan. Le commissaire Boulanger, qui avait réussi à démanteler une grande partie de son réseau, tenait enfin le chef.

« Tu nous as donné du fil à retordre, Bouchafa, mais on t’a eu tout de même. »

Et le bruit avait couru que, le chef des terroristes arrêté, c’en était fini des attentats à Alger. Puis l’explosion de la rue de Thèbes était venue entamer plus profondément le moral de la population musulmane.

« Il est temps de passer de nouveau à l’action, insista Ben M’Hidi. Bombes pour bombes ! »

Krim était opposé au terrorisme en ville.

« On a besoin de calme pour travailler, dit-il. En outre, des bombes aveugles montent encore plus l'opinion publique européenne contre nous.

— Si tu crois qu’elle ne l’est pas, rétorqua Ben M’Hidi, tu te trompes. Et notre opinion publique algérienne ? Qu’est-ce que tu en fais ? Et puis l’insécurité à Alger peut être une arme qui nous servira sur le plan de la politique internationale. »

C’était également l’avis d’Abane. Krim dut céder et reconnaître que ses compagnons n’avaient pas tort. Ben Khedda et Saad Dahlab n’avaient pas encore le poids qu’ils prendront quelques semaines plus tard et restaient en retrait des discussions, se ralliant à la majorité. L’initiative fut donc laissée à Ben M’Hidi. À 17 Heures, Yacef reçut le feu vert de son chef.

« Tu peux passer à l’action. »

Depuis que le capitaine Sirvent et ses hommes du 9e zouaves assuraient la sécurité dans la Casbah, il avait fallu que Yacef prît de plus grandes précautions. Depuis la liquidation des hommes du « milieu » qui comme Bud Abott ne voulaient pas travailler pour le F.L.N., Yacef était recherché. Il ne quittait pratiquement plus la Casbah. C’était Ben M’Hidi, parfois Ben Khedda ou leurs agents de liaison qui lui apportaient les ordres. En outre, Yacef jouissait d’une très grande autonomie pour l’organisation de ses groupes. Ils comptaient, ce 25 septembre 1956, environ 1 400 hommes, tous armés, répartis sur tout le Grand Alger, de Guyotville à Maison-Carrée. Ceux qui n'étaient pas recherchés circulaient sous leur véritable identité, les autres étaient munis de faux papiers : Yacef avait un véritable atelier de faussaire établi dans une maison de la Casbah. Les cartes d’identité étaient authentiques, fournies par des fonctionnaires musulmans et quelques Européens de la mairie

d’Alger. Le chef de la Casbah — on peut l’appeler ainsi car depuis le mois de juin Yacef régnait en maître incontesté sur les 70 000 habitants du quartier maure — avait apporté un soin tout particulier à doter ses hommes de papiers en règle car le capitaine Sirvent avait entièrement bouclé la Casbah par des chevaux de frise ; des tonnes de barbelés infranchissables bloquaient toutes les rues et les ruelles qui s'ouvraient sur les grandes artères où commençaient les quartiers européens : rue Bab-Azoun, rue de Bab-el-Oued, rampe Valée, bd de Verdun, bd de la Victoire, rue Rovigo. Seuls une dizaine de passages permettaient de pénétrer dans la Casbah, ou d’en sortir après avoir présenté ses papiers aux postes de contrôle et s'être soumis à la fouille. La principale de ces entrées se trouvait rue de la Lyre, étranglée à son extrémité par les barbelés, les sacs de sable derrière lesquels se protégeaient la baraque en bois du poste proprement dit et la jeep du chef de patrouille. Ce goulot avait été immédiatement baptisé Canal de Suez, par allusion à l’actualité. Mais ni les contrôles, ni les patrouilles, ni même les grands ratissages comme celui du 26 mai n’avaient donné de résultat.

Yacef avait truffé la Casbah de caches très difficiles à déceler. Ali la Pointe, qui, lors d’un séjour en prison, avait appris le métier de maçon, en avait mis le modèle au point. L’enchevêtrement des maisons de la Casbah, la pénétration facile de l’une à l’autre, les souterrains, les puits désaffectés, laissaient mille possibilités ; Ali la Pointe et le maçon Hassen Rabah utilisèrent certains réduits ménagés dans les épaisses murailles des vieilles maisons turques, les dotèrent d’aération et dissimulèrent leurs entrées soit derrière des panneaux décorés de carreaux de faïence comme toute maison arabe en possède, soit sous des dalles. Hassen Rabah avait mis au point un mastic spécial qui permettait de dissimuler les joints sans attirer l’attention. Yacef et Ali s'étaient en outre ménagé trois caches secrètes, l’une au n° 3 de la rue Caton, l’autre au n° 4, la troisième 5 rue des Abderames.

Mais l’équipe à laquelle Yacef Saadi apportait tous ses soins était celle des bombes. Le chef de la Casbah résolut d’en faire un réseau totalement séparé de ses 1 400 hommes du Grand Alger. En août 1956, sa seule source d’explosifs était constituée par l’équipe du Dr Daniel Timsit et de l’ingénieur italo-tunisien Giorgio Habib. Dès l'installation du C.C.E. à Alger, Yacef demanda à l’organisation politique d’Abane de rechercher des chimistes. Abane passa l’avis de recherche en wilaya 4 où la plupart des étudiants algériens d’Alger s'étaient engagés lors de la grève de mai 1956. Deux hommes furent rapatriés à Alger : Taleb Abderrahmane, un étudiant en chimie, et Bazi qui avait, paraît-il, quelques notions de manipulation des explosifs. Ce dernier était un cousin de la jeune Safia Bazi arrêtée au maquis avec Azzedine.

Taleb Abderrahmane avait vingt-quatre ans. Yacef le trouva nerveux, instable, ne tenant pas en place. Il décida de l'installer dans la Casbah, impasse de la Grenade, au n° 3, chez un homme de son réseau : Marsani. Rachid Kouache, locataire de la villa des Roses, à El-Biar, fournit le matériel : verres, éprouvettes, mécanisme d’horlogerie pour les détonateurs, etc. Yacef voulait aussi apprendre à faire des bombes, à les régler. Il profita donc des leçons de l’étudiant tout comme les membres du réseau qu’il avait désignés pour cette tâche. Et là, au fond de l’impasse de la Grenade — la bien nommée — dans l’ombre d’une pièce dont les ouvertures sur l’extérieur avaient été bouchées, Yacef découvrit un autre Taleb. Cet homme mince, fluet, nerveux, fouineur, devenait paradoxalement décontracté lorsqu’il fabriquait des bombes. C’est lui qui forma les premières équipes de Yacef.

Toujours prudent, Yacef cloisonna ses réseaux « explosifs » comme il avait fait pour ses troupes « action ».

Taleb fabriquait ses explosifs 3, impasse de la Grenade, et Daniel Timsit dans la villa de BirkadeM. Les corps de bombe étaient mis au point à El-Biar, dans la villa des Roses puis dans un garage de Saint-Eugène. Dès que Yacef utilisait un garagiste pour souder les corps de bombe, il l'isolait des réseaux action, lui faisait faire une journée de travail, puis le gardait en réserve, coupant

totalement le contact. Les mécanismes d'horlogerie étaient montés dans des échoppes de la Casbah. Marsani, qui était ébéniste, fabriquait dans la pièce à côté du laboratoire de l'impasse de la Grenade les boîtiers qui contiendraient l'ensemble explosif-corps-horlogerie. Fin septembre Taleb avait formé une dizaine de régleurs de bombes.

Yacef avait, fait de Debîh Chérif son adjoint direct chargé des explosifs. Debih était l'ami d'enfance de Bouchafa. On lui attribua le surnom de Si Mourad et c'est lui qui fut nommé comme patron de Daniel Timsit et de Taleb Abderrahmane. Par Oussedik Boualem, étudiant en lettres, que nous avons déjà vu dans l'entourage de Daniel Timsit, Yacef avait connu deux étudiantes en droit, Zohra Drif et Samia Lakhdari, pleines d'enthousiasme pour la lutte que menait le Front contre le colonialisme français. Tout comme Hassiba Bent Bouali, la jolie blonde, liaison de Timsit avec Yacef, Zohra Drif et Samia Lakhdari pouvaient passer pour Européennes. Zohra Drif était la fille d'un cadi[8] de Tiaret. Blonde au teint très clair, une robe élégante suffisait pour la faire passer pour une étudiante de la rue Michelet. Samia Lakhdari était fille d'un cadi d'Alger, aussi brune que Zohra était blonde. Aussi élégante.

Yacef, à l'arrestation de Bouchafa, avait récupéré la précieuse Djamila Bouhired. Elle habitait elle aussi impasse de la Grenade, chez son oncle Mostefa Bouhired, au n° 5. Elle vivait de l'autre côté de la cloison qui la séparait du laboratoire d'explosifs de Taleb Abderrahmane. Elle ignorait bien sûr sa présence.

Lorsque, le 25 septembre, Yacef Saadi reçut le feu vert de Ben M'Hidi, il était en possession d'un stock de bombes en parfait état de marche. Une d'elles, peu puissante, avait été essayée quelques jours auparavant dans un champ isolé de Pointe-Pescade. L'essai avait été concluant.

Ces bombes, il fallait maintenant les poser. Et la mission présentait beaucoup de risques. Il fallait d'abord sortir les explosifs de la Casbah, ensuite les poser en quartier européen. Yacef et Ben M'Hidi avaient en outre choisi des objectifs en plein centre d'Alger : la Cafétéria et le Milk Bar, lieux de réunion des jeunes Européens d'une classe sociale assez élevée, et le hall d'Air France dans le grand immeuble Maurétania. Yacef eut l'idée d'employer trois filles. Toutes jolies, d'un milieu bourgeois, élégantes, elles passeraient facilement pour des Européennes. Leur beauté et un peu de « savoir-faire » leur permettraient de franchir sans encombre les barrages de sortie de la Casbah. Elles n'auraient qu'à faire du charme aux zouaves ! Yacef qui, en bon musulman, ne faisait guère confiance aux femmes pour les affaires sérieuses, pourrait ainsi se rendre compte de ce que valaient les jeunes militantes plongées dans l'action la plus dangereuse.

Le 30 septembre 1956 à 16 Heures, Zohra Drif, Samia Lakhdari et Djamila Bouhired, voilées, étaient au rendez-vous fixé par Yacef rue des Abderames. Yacef les attendait. Il n'avait pas voulu leur annoncer à l'avance leur mission.

« Voilà, aujourd'hui à 18 Heures, vous devez poser trois bombes à Alger. Dans le centre. C'est la première fois que nous posons des bombes, mais c'est notre seul moyen de nous faire entendre. Sans quoi jamais on ne prendra notre révolte au sérieux. »

Yacef, voyant les filles très émues, poursuivit :

« Voilà ce que j'ai vu rue de Thèbes, le 10 août... » Et il raconta les décombres, les enfants morts, les gémissements.

« Si cela peut vous aider, pensez-y. Maintenant, montrez-moi comment vous êtes habillées. »

Les trois jeunes filles se dévoilèrent. Le haïk enlevé, Djamila apparut en robe légère imprimée, Zohra en pantalon, la poitrine moulée par un pull à côtes, Samia portait une robe de toile bleu ciel très simple. Chacune avait un sac de plage. Yacef leur tendit trois boîtes en bois. Les bombes cylindriques étaient assez encombrantes et représentaient en volume l'équivalent de deux kilos de

sucre. Elles étaient enfermées dans des boîtes en bois verni. Les filles les enfournèrent dans leur sac et disposèrent par-dessus un maillot de bain, une serviette de toilette et de l'huile solaire.

« Voilà, mes sœurs. Votre premier rendez-vous est place du Gouvernement. Une 2 CV vous attend au coin de la rue Bab-el-Oued. La première arrivée dira : « Frère Safy ? »... le conducteur vous répondra : « Devant l'Éternel. » Il vous conduira à Bab-el-Oued où je vous retrouverai. Il faut y aller, mes sœurs. »

Les militants de l'A.L.N. et du F.L.N. avaient décidé depuis quelques mois de s'appeler « frères et sœurs » par souci d'égalité. Les trois jeunes filles sortirent. Elles empruntèrent chacune un poste de contrôle différent pour quitter la Casbah. Un sourire, une plaisanterie avec les soldats suffirent. Le zouave qui avait contrôlé la carte d'identité de Zohra Drif lui avait dit en détaillant l'ensemble qui la moulait :

« Moi, je vous fouillerais bien, mais ici, ce n'est pas facile.

— Ça se fera peut-être si vous venez souvent à la plage de Saint-Eugène. »

Le soldat avait ri et Zohra avait pu deviner un océan de mépris dans les yeux des Algériens qui se pressaient au contrôle. S'ils avaient su !

À 17 h 30, après que Kouache, le régleur de bombes formé par Taleb, eut placé le système d'horlogerie sur 18 h 30, Yacef qui avait revêtu une tenue de postier pour sortir de la Casbah indiqua à chacune l'endroit où elle devrait poser son engin.

« Samia : la Cafétéria. Djamila : le hall du Maurétania. Zohra : le Milk Bar. Attention ! précisa-t-il ; elles doivent exploser à une minute d'intervalle à partir de trois points d'Alger. Il faut du sang... il faut que ça crie... »

Les trois jeunes filles le regardèrent, étonnées. Elles n'avaient pas l'habitude de voir Yacef si violent. « Comme à la rue de Thèbes », ajouta-t-il en les embrassant.

Ce dimanche soir, le Milk Bar, qui ouvrait sa terrasse place Bugeaud, devant la Xe région militaire, était bondé. La clientèle était très jeune. Au retour de la plage, c'était au Milk Bar que l'on mangeait les meilleures glaces d'Alger, des glaces de toute sorte parsemées de fruits confits, recouvertes de crème Chantilly. Comme c'était dimanche, beaucoup de parents y avaient amené leurs enfants. Zohra Drif était seule, assise à une table au centre de la salle. Les glaces rosées dont les murs du Milk Bar étaient recouvertes lui renvoyaient l'image de son joli visage. On la regardait. Les hommes surtout. Elle, réfléchissait. Les gosses, comme ce blondinet qui suçait avec application la paille de son café liégeois, ou cette petite fille qui se faisait des grimaces toute seule dans la glace qui renvoyait son image à l'infini... Et cette bombe, dans le sac de plage, sous la table... Zohra imagina les enfants déchiquetés. La voix de Yacef lui revint : « Ce que j'ai vu rue de Thèbes... » Eux n'avaient pas hésité. Et puis les ratissages et tout ce que l'on savait des tortures, des villages anéantis...

Zohra avait payé sa glace au garçon dont la veste immaculée tranchait sur les couleurs vives des vêtements que portaient les consommateurs. Il fallait qu'elle se lève. Sans un geste pour le sac qui resterait sous la table. « Et puis c'est la guerre, pensa-t-elle. S'ils me prennent, ils n'auront pas de pitié. » Elle sortit d'un pas ferme après avoir regardé l'heure à la pendule fluorescente du Milk Bar. 18 h 20. Dans 10 minutes…

Samia Lakhdari s'était fait accompagner par sa mère. Toutes deux habillées à l'européenne

avaient bu un coca au bar de la Cafétéria, rue Michelet, juste en face des facultés. Samia avait voulu que sa mère l'accompagne car elle ne se sentait pas la force de répondre à qui l'aurait sans doute abordée. Une jolie fille, seule, dans le bar d'étudiants le plus populaire d'Alger avec l'Otomatic, ne le restait jamais très longtemps. Un juke-box installé au fond de la salle laissait entendre le mambo célèbre de « la Fille du fleuve ». Quelques couples dansaient en riant. Une fille se déhanchait, essayant de ressembler à Sophia Loren qui triomphait dans ce film sur les écrans d'Alger.

Samia laissa glisser le sac de plage le long du tabouret du bar. Sa mère détourna les yeux.

« Vous dansez, mademoiselle ? » Samia fit non de la tête. Il était bien joli garçon. Mais l'aurait-il invitée s'il avait su qu'elle était une « putain de Mauresque » ? Le jeune homme s'éloigna.

« Allons-y. » Quand Samia et sa mère sortirent de la Cafétéria la montre de la jeune fille marquait 18 h 25...

Les deux bombes explosèrent à 18 h 35. Les lourdes glaces du Milk Bar volèrent en éclats meurtriers, hachant la foule tranquille qui savourait son dimanche. Ce fut une panique épouvantable. Dans la fumée, les cris, le sang, les consommateurs se précipitèrent à l'extérieur abandonnant sur le sol plus de soixante blessés. Le petit garçon qui suçait sa paille eut un pied sectionné. Etait-ce celui-là ? Qu'importe ! Ce jour-là, douze personnes furent amputées. Deux allaient mourir bientôt. La petite Nicole, douze ans, eut un bras sectionné par un éclat de glace. Les médecins désespéraient de sauver la jambe de son père.

« Treize ans, dix-huit ans, vingt ans, douze ans, huit ans, douze ans, douze ans. Quel gâchis ! » dit le commissaire central, en compulsant l'identité des blessés.

La nouvelle, comme une tramée de poudre, se répandit sur Alger qui ce dimanche soir apprit la terreur. Et la haine.

Dans la Casbah les hommes du F.L.N. parcoururent les ruelles obscures : « Vous êtes vengés. Le F.L.N. a fait payer l'attentat de la rue de Thèbes. Restez vigilants. La bataille ne fait que commencer. Il faut faire confiance au F.L.N. Ce soir vous en avez la preuve. »

Cette fois, l'épouvantable engrenage était bien en marche, huilé au sang, lubrifié à la chair humaine. Il allait tourner longtemps. Broyant aveuglément Européens et musulmans.

La bombe du Maurétania fut retrouvée intacte. Kouache, qui réglait ses premiers explosifs, avait mal effectué son branchement.

Le soir même, le Dr Daniel Timsit était effondré. Ces bombes, c'était peut-être lui qui en avait fabriqué l'explosif. Si Mourad lui avait pourtant promis qu'elles ne serviraient qu'au maquis. Il s'ouvrit de son désarroi à l'abbé Barthez, de la mission de France. Les deux hommes, s'ils n'étaient pas de la même religion, partageaient la même opinion quant à la guerre d'Algérie. Mais ces attentats aveugles ne faisaient que décupler la haine alors qu'eux rêvaient de rapprochement. Ils parlèrent longtemps de l'aspect qu'allait prendre le combat. La haine raciale allait creuser un peu plus un fossé que rien — ils le sentaient maintenant — ne pourrait combler. À moins que, très nombreux, des Européens ne se joignent à eux dans les réseaux F.L.N. pour tenter d'endiguer les attentats terroristes, que des groupes ne se forment pour expliquer aux Européens que ce n'était pas en réclamant à cor et à cri des exécutions capitales que l'on parviendrait à un règlement du problème.

C'était aussi l'opinion du Dr Pierre Chaulet et de sa femme qui avaient refusé tout net de transporter des bombes et des explosifs. Ils expliquèrent ce même soir à Abane qui logeait chez eux qu'ils étaient pour la violence mais orientée :

« Il faut choisir les objectifs, expliqua Pierre Chaulet. Les Européens vont se solidariser autour

des attentats aveugles.

— Je ne vois guère de différence entre la fille qui dépose une bombe au Milk Bar, avait répliqué Abane, et l'aviateur français qui bombarde une mechta ou qui balance du napalm sur une zone interdite. C'est la guerre avec tout ce qu'elle a d'ignoble. Il y avait des gosses au Milk Bar mais il y en a aussi dans les mechtas. Il y en avait rue de Thèbes....

— Je suis d'accord sur les bombes. Je ne suis pas d'accord sur les endroits où elles sont posées.

— Je vous comprends, Pierre. À votre place, je serais comme vous. Mais il faut ce qu'il faut et je ne peux pas raisonner comme cela. »

Les barrages se multiplièrent. Les experts avaient établi que les détonateurs des bombes du 30 septembre étaient au fulminate de mercure et que la préparation de ce produit laissait des traces sur les doigts. Aux barrages, on examinait maintenant les mains de tous les hommes. C'est ainsi que Ben Sadok, locataire de la villa de Birdakem où il aidait Timsit à fabriquer les explosifs, fut arrêté. Torturé, Ben Sadok avoua tout ce qu'on voulait. Oussedik Boualem prévint à temps Samia Lakhdari et Daniel Timsit. Ce dernier chercha refuge dans un appartement de la rue Mizon. Il avait oublié que Giorgio Habib en connaissait l'adresse. La 1er brigade de police judiciaire, après avoir arrêté Ben Sadok, s'empara de l'ingénieur italien qui donna toute une série d'adresses dont celle de la rue Mizon, pensant que Timsit, le sachant arrêté, ne s'y rendrait pas.

Le médecin avait encore l'exemplaire de *Pierrot mon ami*, de Raymond Queneau, qu'il lisait tranquillement, lorsque la police vint l'appréhender.

Oussedik Boualem échappa de justesse à la police en pleine Casbah. Les groupes de Yacef le récupérèrent chez un cordonnier où il faisait semblant de coudre un sac pendant que les patrouilles fouillaient le secteur et le magasin. Si Mourad et Hassiba Bent Bouali vinrent le chercher et le conduisirent chez Hafaf, dit Houd, un restaurateur de la rue du Divan dont Yacef avait fait son responsable L.R. (liaison et renseignement). Oussedik Boualem devait quitter définitivement Alger pour rejoindre la wilaya 4.

Le 10 octobre, la villa des Roses, à El-Biar, où Taleb avait installé un nouveau laboratoire, explosa littéralement. Cette fois Kouache, le régleur, avait eu la main malheureuse en réglant un stock de bombes. On ne retrouva de lui que quelques débris sanglants. Bazi, qui travaillait dans la cave, réussit à se sauver. Il devait rester commotionné à jamais. Taleb revint s'installer à la Casbah.

L'arrestation de Daniel Timsit, son appartenance au P.C.A. relancèrent le problème de la participation des communistes à la révolution. L'enquête menée à la suite des attentats du Milk Bar et de la Cafétéria avait établi que c'étaient des femmes européennes qui avaient posé les sacs de plage. La PJ. avait immédiatement conclu à la participation de communistes, doutant que des Arabes puissent fabriquer ces bombes. L'arrestation du Dr Timsit confirma cette hypothèse. La chasse aux communistes — dont *L'Echo* faisait ses gros titres — devint la principale préoccupation de la police. C'en était fini de la relative tranquillité des Européens du F.L.N. Il fallait redoubler de précautions.

Yacef récupéra Hassiba Bent Bouali qui restait seule à Alger après le démantèlement du réseau Timsit. Il n'était pas fâché que les communistes « portent le chapeau » dans l'affaire des bombes. Ça lui laissait un moment de répit avant la prochaine action.

Le troisième coup annonçant la « bataille d'Alger » venait d'être frappé.

Il allait encore se produire en Algérie un certain nombre d'événements d'importance avant qu'une

bataille sans merci opposât dans la capitale algérienne les terroristes de Yacef, dirigés par le mystérieux C.C.E., aux parachutistes de la 10e D.P.

Le premier de ces événements allait renforcer Lacoste et son cabinet, et par contrecoup le gouvernement Mollet, dans l'idée selon laquelle l'Égypte était le nerf moteur de la révolution algérienne. La capture du yacht égyptien *Athos* au large d'Oran confirmera Guy Mollet dans son projet d'écraser Nasser et de tarir ainsi les ressources logistiques de la révolution algérienne. Le contexte international, avec l'affaire du canal de Suez, servait merveilleusement ses projets.

Le 16 octobre à l'aube, les services d'écoute de la base aéronavale de Mers el-Kébir localisaient un appel radio provenant d'un bâtiment non signalé. Ce bref message apportait un renseignement de première importance : l'*Athos*, tel était le nom du bâtiment, était chargé d'armes à destination de Nador au Maroc. Le radio de l'*Athos*, Nicolas Cocavessis, Grec d'origine, aventurier parlant parfaitement français, anglais, arabe, italien, espagnol, grec et un peu allemand, avait déjà, au cours d'une vie mouvementée, servi d'informateur aux services spéciaux français. Son message allait permettre à la marine française de faire sa plus belle prise au point de vue armement et à la politique française de prouver l'ingérence de l'Égypte dans le problème algérien. À 10 h 30, l'escorteur *Commandant-De-Pimodan* arraisonnait l'*Athos* au large des côtes d'Oranie.

Ben Bella, qui, en butte aux accusations des chefs de l'intérieur, avait réussi à convaincre l'Égypte qu'il était temps de sortir de sa torpeur et d'aider efficacement la révolution algérienne dont il était le représentant au Caire, voyait capturer le quatrième envoi d'armes qu'il faisait à Boudiaf, responsable de la base marocaine de Nador.

Nasser avait compris que la révolution algérienne était en marche et qu'elle se développait à une vitesse vertigineuse. Il s'apercevait en outre que Ben Bella, le seul membre de la délégation du F.L.N. au Caire avec qui il entretînt des relations cordiales, amicales même, était en perte de vitesse. Il fallait que le Raïs redorât son blason et acceptât de servir d'intermédiaire officiel pour les achats d'armes que le F.L.N. avait maintenant les moyens d'effectuer. Peut-être aussi conviendrait-il à l'Égypte de faire un « petit quelque chose » à titre personnel.

Après trois livraisons d'armes peu importantes effectuées en 1955 en zone espagnole du Maroc par les yachts *Dina* et *Intissar, ex-Fakh-el-Behar,* le yacht particulier de Farouk, armes qui avaient servi à équiper partiellement quelques hommes de la frontière marocaine et n'étaient pas parvenues à l'intérieur — ce qui expliquait la querelle Abane-Ben Bella —, les services secrets égyptiens décidèrent de livrer un important chargement en octobre 1956.

C'est le major Fathi Ed-Dib, chef de la section Afrique du Nord des services spéciaux égyptiens, qui monta lui-même l'opération avec un luxe de précautions qui prouve à quel point Nasser était réticent à se mêler à l'affaire algérienne tout en redoutant de laisser passer l'occasion d'exercer son leadership sur une future nation arabe indépendante par « Ben Bella interposé ».

Fathi Ed-Dib avait recruté dès 1955 un commerçant-armateur servant de couverture pour des opérations de services secrets, Ibrahim En-Nayal. Ce dernier passa au nom de l'Égypte à la Fabbrica Nazionale di Arme une commande de 80 000 dollars représentant 1 000 mitraillettes, 6 canons antiaériens, 360 fusils et les munitions afférentes. Il acheta ensuite en Angleterre, surveillé par Fathi Ed-Dib, un yacht de 18 millions, le *Saint Briavels*, qu'il conduisit à Beyrouth.

Le 10 juillet, à l'hôtel Riviera de Beyrouth, se retrouvèrent Fathi Ed-Dib, Ben Bella et le représentant F.L.N. à Damas, Mehri Abdelhamid, qui remit à l'armateur 2 000 livres égyptiennes pour couvrir diverses dépenses concernant le navire. Fathi Ed-Dib et Ben Bella, après avoir visité le *Saint Briavels,* le baptisèrent *Athos*. Ibrahim reçut ensuite l'ordre, fin septembre, de rallier Alexandrie après avoir licencié tout l'équipage égyptien de l'*Athos* et de le remplacer par un

équipage étranger, européen si possible. Il s'agissait d'une mesure de prudence pour ne pas compromettre le gouvernement égyptien dans le cas où le navire serait contrôlé hors d'Égypte. C'est à ce moment que Nicolas Cocavessis réussit à se faire engager comme radio par l'armateur des services spéciaux.

Le 27 septembre, Ibrahim fut convoqué au domicile personnel du major Fathi Ed-Dib, 100, Shara-el-Malik, qui lui remit 1 080 livres représentant les frais de mazout et d'approvisionnement pour un voyage Alexandrie-Nador (Maroc espagnol).

Le 4 octobre au matin, l'*Athos* chargé de cent tonnes d'armes par une cinquantaine d'hommes en civil surveillés par des officiers et sous-officiers de l'armée égyptienne, appareilla pour Villa Sanjurjo, lieu fixé sur la côte marocaine pour le débarquement du chargement qu'attendait Boudiaf. Six passagers clandestins — des Algériens spécialistes du sabotage et des liaisons radio formés par l'Égypte — prendraient place à bord de l'*Athos* qui voyagerait sans pavillon.

Le message de Nicolas Cocavessis mit fin, le 16 octobre, au premier voyage de l'*Athos* et permit à l'armée française de récupérer le premier chargement d'armes important provenant d'Égypte. Le rôle du radio fut bientôt connu du F.L.N. qui le condamna à mort et le pourchassa jusqu'en Grèce. Cocavessis dut se réfugier en Afrique du Sud, puis remonta en Ethiopie à Addis-Abeba, où je le retrouvai un soir de l'été de 1966.

L'arraisonnement de l'*Athos*[9] eut — outre l'influence politique déjà évoquée — une immense portée psychologique sur la population européenne traumatisée par les attentats dont Alger venait de connaître les conséquences sanglantes.

Un deuxième événement allait, quelques jours plus tard, faire croire à certains que la guerre d'Algérie se terminerait en octobre 1956 : l'arraisonnement de l'avion transportant les chefs F.L.N. de l'extérieur au grand complet.

Ben Bella avait reçu comme une gifle la communication des décisions prises au congrès de la Soummam. C'est Ali Mahsas, son homme de confiance, qu'il avait chargé de la base logistique de Tunis, où sa présence était fort contestée par les chefs de l'intérieur, qui lui apporta à Tripoli les documents et la liste des décisions prises par les participants au congrès. Ben Bella interpréta cette plate-forme politique comme l'expression d'un coup de force qui l'éliminait de la direction active de la révolution. Non seulement la prédominance de l'intérieur sur l'extérieur lui enlevait tout espoir de direction effective, mais la prédominance du « politique » sur le « militaire » montrait l'arrivée à la direction du Front de vieux politiciens algériens marqués par leur action U.D.M.A., centraliste ou uléma. En ce sens, et tout en l'ignorant, Ben Bella rejoignait les thèses que Ouamrane avait défendues au congrès.

À Tripoli, Ben Bella fit le point avec le seul homme sur lequel il pût compter : Ali Mahsas. Leur ligne de conduite était claire : il fallait à tout prix éviter le retour de vieux politiciens dans les rouages de la révolution. Ce congrès de la Soummam facilitant leur retour, Ben Bella l'interpréta comme l'expression de la volonté d'Abane de « faire de la clientèle » à l'intérieur de l'état-major du Front. Déjà Ben Bella avait eu, comme on l'a vu, de sérieuses prises de bec avec le Dr Lamine Debaghine, envoyé d'Abane au Caire, mais ces accrochages s'étaient poursuivis avec Ferhat Abbas, qui ne reconnaissait pas l'autorité de Ben Bella. Ali Mahsas poussa Ben Bella à réagir. « Ces vieux, lui dit-il, ne peuvent pas comprendre, encore moins diriger une révolution qui s'est déclenchée sans eux. »

Ben Bella prit position contre les décisions du congrès de la Soummam mettant en cause la

représentativité de ses membres. « Ben M'Hidi, dit-il, ne représentait plus l'Oranie. Il n'y avait aucun délégué de l'extérieur, pas plus que de l'Aurès ni de la Fédération de France. Le congrès était positif sur certains points, mais ne saurait décider de l'avenir de la révolution. Il fallait le compléter. »

Bref, Ben Bella ne reconnaissait ni le congrès ni ses décisions. La confiance était définitivement rompue. Le congrès marquait la scission extérieur-intérieur et était l'aboutissement de la querelle qui opposait Abane à Ben Bella. Cette opposition se manifesta à Tunis où, à son retour, Mahsas trouva des représentants du C.C.É. : Ben Aouda, Kaci et Mezhoudi.

« Si vous venez pour coordonner les activités, leur dit Mahsas, je suis d'accord sur votre présence. Si vous venez pour représenter l'autorité du C.C.E., moi je ne vous reconnais pas. Ce congrès partiel ne peut engager la révolution. »

C'était l'affrontement. Les représentants de l'intérieur se tinrent dans un prudent *statu quo* après que Mahsas eut menacé de faire intervenir les troupes de l'Est sur lesquelles il semblait avoir un certain pouvoir. Mahsas venait de signer son arrêt de mort. On verra dans quelques semaines Ouamrane, venu d'Alger, régler le problème à sa manière. Forte.

Ben Bella avait engagé dans sa prise de position la délégation extérieure de 1954, c'est-à-dire Khider et Aït Ahmed. Les deux hommes, qui s'étaient opposés à plusieurs reprises aux décisions unilatérales de leur compagnon, réagirent violemment.

Ait Ahmed revint en hâte de New York à Madrid où l'attendait Khider. Il apprit en bloc qu'un congrès s'était tenu deux mois auparavant à la Soummam, que l'extérieur y avait été invité, que personne n'avait trouvé le moyen de pénétrer en Algérie et que Ben Bella, tout en ayant négligé de prévenir Aït Ahmed à New York, avait répondu pour lui aux décisions du congrès.

« Ben Bella rejette la plate-forme de la Soummam, annonça Khider. Il va d'ailleurs arriver d'un jour à l'autre à Madrid avec Boudiaf. »

Aït Ahmed, qui avait protesté à plusieurs reprises contre l'absence d'information venant du Caire, piqua une violente colère. Khider essaya de calmer son beau-frère.

« C'est un véritable miracle, lui dit-il, que notre révolution ait réussi à mettre sur pied un programme aussi précis que celui de la plate-forme de la SoummaM. C'est l'œuvre de l'intérieur et surtout d'Abane. Ben Bella est fou de rage contre lui. »

Aït Ahmed se promit de dire son fait à Ben Bella avant la conférence de Tunis, mais celui-ci annonça qu'il aurait du retard et qu'il retrouverait ses compagnons à Rabat où les délégués de l'extérieur devaient préparer la conférence avec le sultan du Maroc.

Cette conférence de Tunis pouvait avoir une importance capitale. Le sultan du Maroc, M. Bourguiba et une délégation F.L.N. de l'extérieur composée de Khider, Aït Ahmed, Boudiaf et Ben Bella devaient discuter de la situation de l'Algérie dans l'optique d'un règlement éventuel de la question. Le gouvernement Guy Mollet suivait les préparatifs de cette conférence avec d'autant plus d'attention qu'il risquait d'y avoir surenchère entre le sultan et le président tunisien, chacun désirant prendre la tête de l'ensemble nord-africain après l'émancipation du peuple algérien. Le sultan marqua un premier point en recevant la délégation du F.L.N. à Rabat et en publiant un communiqué qui insistait sur « la nécessité d'alerter la conscience universelle et la conscience du peuple français pour qu'il soit rapidement mis fin au conflit qui ensanglante l'Algérie ». Guy Mollet réagit vivement et publia un communiqué annonçant la suspension des négociations franco-marocaines. Il ne tolérait pas que le sultan ou Bourguiba prennent le pas sur lui qui avait entamé des contacts ultra-secrets avec la délégation extérieure du F.L.N.

Les premiers contacts avaient été préparés par Christian Pineau, lors de son passage au Caire, au retour d'un voyage dans le Sud-Est asiatique. Les Égyptiens avaient servi d'intermédiaires ainsi que

l'ambassadeur de Yougoslavie à Paris.

Le 21 juillet, M'hamed Yazid et Ahmed Francis, le beau-frère d'Abbas, avaient rencontré à Belgrade Pierre Commin représentant officiel de Guy Mollet. Pierre Commin, petit, bedonnant mais vif, volubile et sympathique, avait procédé dans la journée du 21 juillet à une simple prise de contact avec les représentants du Front. Cela s'était passé dans une villa d'hôte du gouvernement yougoslave dans le périmètre diplomatique de Belgrade, à l'abri de toute indiscrétion. Commin avait renouvelé l'offre de Guy Mollet, le fameux triptyque : cessez-le-feu-élections-discussions. Yazid avait opposé la position du Front, que l'on allait retrouver dans la plate-forme de la Soummam : reconnaissance de la nation algérienne indépendante, reconnaissance du F.L.N. comme seul représentant du peuple algérien, cessez-le-feu, négociations. Le contact fut cordial. Rendez-vous, pour « mieux se connaître » fut pris pour le début septembre à Rome.

Les rencontres eurent lieu les 2 et 3 septembre chez un ressortissant français dans le centre de Rome. M. Pierre Commin était accompagné de MM. Herbault et Gazelle. Du côté F.L.N., Yazid et Francis étaient cette fois accompagnés de Kiouane, l'ancien adjoint de Jacques Chevallier à la mairie d'Alger, et de Mohamed Khider. L'intérieur, le C.C.E., mis au courant par Khider conseilla d'accepter la rencontre, estimant que « tout ce qui pouvait garantir au Front d'atteindre ses objectifs en faisant économie de vies humaines était souhaitable ». Les entretiens se déroulèrent à nouveau dans une très bonne ambiance, mais les deux délégations jouaient au chat et à la souris. Chacun restait sur ses positions de Belgrade et le gouvernement français n'acceptait de traiter qu'avec des représentants élus du peuple algérien. C'est pourquoi Commin proposa à nouveau cessez-le-feu, élections et, seulement après les élections, ouverture de discussions.

Les deux délégations se séparèrent en convenant de se retrouver après la conférence de Tunis. Yazid tira de ces conversations une impression favorable. À trois reprises les délégués officiels de Guy Mollet avaient accepté le contact, avec des représentants du seul F.L.N. La porte restait ouverte.

Elle allait se refermer brutalement.

« Alors, Gorlin, demain, comme d'habitude, on va se faire pisser sur la gueule. »

L'apostrophe venait d'un fauteuil du bar de l'hôtel Saint-George où le colonel Barberot, adjoint du général Pâris de Bollardière, était confortablement enfoncé. Le porte-parole du ministre résidant, Michel Gorlin, se dirigea vers le colonel. Un personnage, ce Barberot ! Un colonel rappelé. En 40, faisant partie de l'escadre d'Alexandrie, il avait quitté ses chefs qui, légalistes, obéissaient à Pétain et à Darlan et désarmaient leurs bateaux. Il avait rallié Londres et avait terminé une guerre héroïque comme compagnon de la Libération. Pour Gorlin, lui-même ancien de Bir-Hakeim, c'était assez pour faire du colonel Barberot un « type bien ». En outre, le personnage était fascinant. Plutôt petit, blond, très jeune pour un colonel, brillant, nerveux, sûr de soi et de son charme. Il était pour beaucoup à Alger le type même du guerrier aventurier, au courant de tous les « coups tordus ». Ami de Michel Debré, le tutoyant ainsi qu'il faisait avec une bonne douzaine de personnalités de premier plan. Rappelé en Algérie, on lui avait confié les commandos de l'air qu'il avait transformés en commandos noirs où avait servi un autre rappelé célèbre : Jean-Jacques Servan-Schreiber, directeur de *L'Express*. Barberot s'était lié avec lui et avec son chef, le général Pâris de Bollardière, lui aussi compagnon de la Libération. « Bollo » et Barberot avaient les mêmes idées libérales. Barberot était un gaulliste de gauche, Bollardière flottait sur la frange de gauche du M.R.P. sans pour autant faire de politique. Les deux hommes, que nous retrouverons plus tard, étaient déjà célèbres dans l'armée, non pour leurs magnifiques titres de guerre — l'amateur et le professionnel sont aussi courageux l'un que

l’autre — mais pour ces idées libérales qu’ils prônaient à Blida où Bollo était le patron et à Alger dont Barberot connaissait tous les salons. On savait que Bollardière n’admettait pas certains procédés d’interrogatoire qui étaient devenus monnaie courante dans l’armée d’Algérie.

« Oui, mon vieux Gorlin, dit le colonel Barberot, demain les chefs du F.L.N. vont passer au-dessus de l’Algérie et nous, on va les regarder comme des imbéciles !

— Il faut avouer que ce n’est pas brillant », ajouta le général de Bollardière, qui occupait le fauteuil voisin.

Comme eux, Michel Gorlin savait que le mardi se tiendrait une réunion au sommet Maroc-Tunisie-F.L.N. à Tunis et que le sultan avait annoncé que Ben Bella serait son invité à bord de son avion personnel.

« Comment savez-vous tout cela, mon colonel ? interrogea Gorlin.

— Faudrait être abruti pour pas le savoir, répliqua Barberot. À l’état-major, on a l'A.C.P. Comme vous ! »

Depuis le samedi l’Agence centrale de presse faisait sur le sujet un travail extraordinaire. Gorlin, chargé de la presse en Algérie, trouvait même qu’elle en « faisait trop ». Elle dramatisait visiblement l’événement. Séries de flashes : Ben Bella ira dans l'avion du sultan. Ben Bella n’ira pas. Boudiaf et Khider l’accompagneront. Non, ils prendront un autre avion...

« Faudrait le descendre ce zinc, dit Barberot en s’étranglant de fureur. Ou alors on est une bande de cons... »

Gorlin sourit, termina son whisky et quitta le Saint-George en pensant que l’attitude du colonel Barberot était très intéressante. Lui, le colonel libéral, dont on savait qu’il avait été remarquablement « travaillé au corps » par Jean-Jacques Servan-Schreiber qui était parvenu à lui faire partager ses idées sur l’Algérie, considérait comme une injure qu’on ne fasse rien contre ce Ben Bella qui allait survoler le lendemain l’Algérie. Si telle était l’attitude d’un colonel « de gauche », cela prouvait dans quel état d’esprit devaient se trouver les autres, les militaires traditionnels. Si les nouvelles parvenant de Rabat continuaient d’arriver à une telle cadence, les militaires n’allaient pas tarder à sentir la moutarde leur monter au nez.

Gorlin regagnant son bureau après déjeuner pensa que cette histoire allait être une source d’« emmerdements » sans nom.

Tout le dimanche après-midi, les milieux militaires de l’état-major ne parlaient que de ce camouflet infligé à l’armée.

« Ah ! C’est l’olive ! Ah ! « ils » nous la mettent bien profond. »

Et l’opération part tranquillement. Puis s’accélère. Qui a l’idée qu’un avion peut être arraisonné ? On en parle entre capitaines puis entre commandants d’état-major, puis au général Frandon qui commande l’aviation en Algérie, puis au général Lori Ilot qui est le grand patron.

« Mon général, vous ne pouvez pas ne pas faire quelque chose alors qu’on a des petits gars qui se font trouer la peau... »

De colonel en général à deux étoiles, puis à trois... Plus les grades sont élevés moins la marge de refus est large. De proche en proche, le projet s’alourdit du poids des étoiles. Le dimanche soir, il devient clair *qu’on ne peut pas ne pas agir*.

Pendant ce week-end, que Robert Lacoste passe dans sa Dordogne électorale qu’il néglige bien depuis quelque temps, et en l'absence de Maisonneuve, c’est Pierre Chaussade, secrétaire général du G.G., qui est le patron.

À 8 h 30, ce lundi 22 octobre, il voit arriver dans son bureau du deuxième étage le colonel Ducournau, chef du cabinet militaire, qui lui dit :

« Monsieur le secrétaire général, il y a un coup formidable à faire... »

Et il raconte que l'avion doit passer « pas loin » de l'espace aérien contrôlé par la France.

« Mais c'est l'avion du sultan du Maroc ! proteste Chaussade.

— Non, monsieur le secrétaire général. »

Et Ducournau agite la dernière dépêche de l'A.C.P. « Ben Bella ne prendra pas l'avion du sultan mais un avion privé affrété par ce dernier ». Donc l'écueil à une opération d'arraisonnement — la présence de Mohammed Ben Youssef — est écarté. Et si vraiment les civils refusent l'autorisation, c'est qu'ils ont partie liée avec l'adversaire et trahissent purement et simplement l'armée qui se bat.

Chaussade a compris le cheminement de la pensée militaire.

« Alors qu'est-ce qu'on fait, monsieur le secrétaire général ? interroge le colonel Ducournau.

— On va essayer de l'attraper. »

Chaussade tente de prévenir Lacoste, Maisonneuve, Guy Mollet, Max Lejeune. C'est encore le week-end et la république se repose ! Impossible de les joindre. Et puis que ferait Lacoste ? Il ne pourrait refuser son autorisation à des militaires qui ont tout monté, tout préparé pour « piquer » le chef de ceux qu'ils ont pour mission de combattre.

Le général Frandon réclame un ordre écrit. On veut Ben Bella, mais on n'oublie pas le parapluie. Chaussade trouve la parade : on « pond » une instruction générale antidatée ordonnant à l'aviation l'interception de tout appareil étranger qui traverserait le territoire de l'Algérie. Et le tour est joué. Le parapluie est en place.

On suit l'avion marocain au radar. Avant de partir. Aït Ahmed a confié son inquiétude au prince Moulay Hassan, qui a accompagné la délégation F.L.N. à l'aéroport.

« Ce n'est pas prudent de traverser l'espace aérien algérien, monseigneur.

— Le gouvernement français ne donnerait pas l'ordre de s'emparer d'un avion marocain, réplique le prince qui ajoute : Mais vous avez raison il ne faut pas s'y fier. La série des faits accomplis devant lesquels le gouvernement français a toujours été placé est la caractéristique du régime. »

Et le commandant de bord reçoit l'ordre de ne pas traverser l'espace aérien algérien et d'aller se poser à Majorque pour faire de l'essence.

C'est à Majorque que l'équipage français est contacté par Alger. Dès le décollage, vers 18 Heures, le commandant Gaston Grellier reçoit le message suivant :

« Vous êtes invité officiellement — d'ordre du gouvernement français — à venir vous poser à Alger.

— Mais les types sont armés, proteste le pilote.

— On vous enverra une couverture d'aviation de chasse. »

Puis on discute des modalités. L'équipage est français, l'avion appartient à une compagnie privée française. Ça suffit. On se fout de celui qui l'a affrété. Même si c'est le sultan ! Les services spéciaux promettent que les familles des membres de l'équipage seront discrètement évacuées du Maroc avant que l'avion n'atterrisse à Alger. Elles seront indemnisées.

La nuit tombe. À l'aéroport, Ducournau, Chaussade et Gorlin attendent Lacoste qui arrive de Dordogne. On lui raconte l'histoire, le plan prévu.

« Il est encore temps de tout annuler, dit Chaussade, l'avion vient de décoller de Majorque.

— Pas question, dit Lacoste, tout est en route. Attrapons-les. »

Lacoste regagne le palais d'Été. À 22 Heures, l'avion de Ben Bella atterrit à Maison-Blanche. Dans le DC-3, c'est la panique. L'hôtesse et le steward se sont enfermés dans le poste de pilotage. Ben Bella, complètement affolé, crie « Nous sommes pris... Nous sommes pris... » Puis chacun se reprend et entreprend de déchirer le plus de documents possible. Fébrilement Tom Brady, l'envoyé

spécial du *New York Times* qui accompagne les membres du F.L.N., prend des notes en pensant qu'une fois de plus dans sa vie de reporter il a un « coup de pot » énorme. Aït Ahmed s'avance vers l'Américain qu'il connaît bien.

« Monsieur Brady, j'ai une déclaration à vous faire. Nous allions à la conférence de Tunis pour rechercher les conditions permettant une négociation pacifique. Les Français portent un coup gratuit à cette recherche des conditions d'une négociation. D'autant plus gratuite que — je peux vous le révéler — nous n'avons jamais été les dirigeants de la révolution. C'est créer un mythe que le dire et y croire. Nous étions simplement les représentants à l'extérieur. »

À minuit, Ben Bella, Khider, Aït Ahmed, Boudiaf et Lacheraf, qui n'est qu'un intellectuel algérien loin d'être dans le secret des dieux, sont dans les locaux de la D.S.T. où commence leur interrogatoire et l'examen des papiers qu'ils transportent. Ces documents confirment l'aide matérielle de l'Égypte dans l'affaire de l'*Athos* et dans les déplacements des membres de l'état-major F.L.N. du Caire.

À Alger, c'est la joie. On pavoise. « Ils sont pris, on a les chefs. La guerre est finie. » La D.S.T. sait déjà que la déclaration d'Aït Ahmed à Tom Brady est exacte. Ben Bella est tout juste l'homme du Caire dans l'état-major F.L.N. Les cinq ne sont pas les chefs de la révolution, mais il vaut mieux le laisser croire à l'opinion publique. C'est bon pour le moral.

Pendant que l'équipage se remet de ses émotions à la villa des Oliviers, Robert Lacoste téléphone de son bureau du palais d'Été à l'ambassadeur de France à Tunis, de Leusse, et lui annonce la nouvelle. Tempête au téléphone. De Leusse est fou de rage et ne l'envoie pas dire à Lacoste. Le ministre résidant dont la patience n'est pas la qualité première lui réplique vertement :

« Monsieur l'ambassadeur, je suis membre du gouvernement. Je n'ai pas d'observations à recevoir de votre part. »

Et il raccroche.

Chaussade, rentrant chez lui, dira à sa femme en lui faisant le récit de l'arraisonnement :

« Voilà une décision qui peut abréger une carrière administrative, mais cela peut être aussi un élément capable d'accélérer notre succès en Algérie... »

Lorsqu'il aura à en discuter avec Lacoste, qui ne l'accuse nullement, Chaussade se justifiera en expliquant qu'« en Algérie l'armée est engagée et avec elle les civils qui la supervisent. L'hiatus vient de ce qu'on ne veut pas dire à la métropole qu'on fait la guerre en Algérie... » Il me répétera plus tard sa position : « Tout le drame est venu de ce que le gouvernement français acceptait de faire des sacrifices militaires, financiers et humains considérables pour conserver l'Algérie mais n'a pas eu le courage de le dire au peuple. »

Pour l'instant le peuple est content. L'opinion publique métropolitaine, inquiète des concessions répétées faites à la Tunisie et au Maroc et de la façon dont le sultan et M. Bourguiba entendaient discuter du sort de l'Algérie avec les chefs des rebelles, est satisfaite. « La France a osé... »

Guy Mollet, lui, apprenant la nouvelle au cours d'un dîner, devint tout pâle et murmura — paraît-il — : « Les imbéciles... » Les possibilités de négociations secrètes venaient de s'évanouir pour longtemps. En fait, il n'v aura aucun contact officiel France-F.L.N. avant Melun, quatre ans plus tard.

En Algérie, les Européens exultaient : « C'est le point le plus important marqué contre la rébellion depuis le début des opérations », disait-on.

Les militaires partageaient cette opinion. Ils ne pouvaient imaginer qu'à part Ali Mahsas tous les autres chefs du F.L.N. étaient ravis de cette arrestation. Il fallait seulement rassurer l'opinion publique musulmane. On pouvait même se servir de cette opération pour dire : « Vous voyez qu'on ne peut avoir aucune confiance dans le gouvernement français... La lutte continue. »

À Tunis, Ali Mahsas tint une conférence de presse pour faire appel à toutes les « bonnes volontés » et annoncer que la révolution continuait.

Au Caire, Toufik El-Madani devint chef responsable de la délégation extérieure. « Les buts politiques et militaires du Front restent inchangés », expliqua-t-il.

Quant aux chefs de l'intérieur, ils étaient secrètement ravis. L'opposition permanente de Ben Bella était balayée. Bourguiba et le sultan devraient maintenant traiter avec eux. Jusque-là, les deux chefs d'État avaient marqué leur préférence à Ben Bella. Ces maquisards, ce C.C.E. qui contrôlait une révolution populaire qui leur faisait peur, ne leur disaient rien qui vaille. Maintenant la réalité de la direction du C.C.E. n'était plus mise en cause. Krim, Abane, Ben M'Hidi, Ben Khedda et Saad Dahlab voyaient paradoxalement leur pouvoir accru grâce à l'opération « arraisonnement ».

Les militaires français venaient de leur rendre un fieffé service.

Yahia Briki et Abdelkader Guerroudj, que l'on appelait Lucien, avaient remis « Betty & à Fernand Yveton, tourneur sur métaux à l'usine à gaz d'Alger. Tous trois étaient des militants communistes intégrés aux réseaux terroristes F.L.N. de la capitale. On a vu dans quelles conditions Guerroudj, son épouse Jacqueline Gerroudj et sa belle-fille Danièle Minne avaient pris place dans les réseaux Bouchafa. Depuis l'arrestation de ce dernier, c'est Benaceur Toufik qui dirigeait ce réseau « bombes » groupant des Européens et des Algériens. La bombe « Betty » que Briki et Guerroudj venaient de remettre à Yveton était du même type que celles de la Cafétéria et du Milk Bar et sortait du laboratoire de l'impasse de la Grenade. Depuis les explosions du 30 septembre et du 12 novembre qui avaient blessé trente-six personnes, mais surtout depuis l'arrestation du Dr Timsit et la révélation de la participation d'Européens communistes aux réseaux terroristes, chacun ouvrait l'œil sur son voisin. Pour introduire une bombe à l'E.G.A., Fernand Yveton avait dû depuis quinze jours habituer ses compagnons de travail à le voir entrer dans le vestiaire et l'atelier avec un sac de plage dans lequel il avait placé un bleu de travail.

Ce 14 novembre, Briki, Guerroudj et son épouse avaient apporté deux bombes à Yveton avec mission de les placer dans la machinerie de l'usine à gaz du Hamma entre le tuyau de fabrication et l'alimentation. Yveton n'avait pu prendre que Betty — ainsi baptisée par l'étudiant Taleb — son sac étant trop petit pour contenir les deux engins. Jacqueline Guerroudj était donc repartie en voiture emportant la seconde bombe désormais inutile. Briki et Guerroudj devaient revenir à 19 h et évacuer le tourneur vers le maquis. La bombe étant réglée pour 19 h 30, il serait loin au moment de l'explosion.

Yveton entra sans encombre à l'usine mais au lieu de placer son sac et la bombe sous sa machine en attendant le moment propice pour la poser, il la laissa dans son casier au vestiaire. À 16 h un ouvrier de l'E.G.A. passant dans ce local crut entendre un tic-tac. Il pensa être victime de la « psychose de la bombe » dont tout Alger souffrait mais prêta pourtafit l'oreille. Le tic-tac était bien réel et venait du casier Yveton. « Yveton... Communiste... » L'ouvrier fit immédiatement le rapprochement. Fernand Yveton militait jadis au P.C.A. !

À 16 h 15, le commissaire du 12e arrondissement, M. Hug, recevait un coup de téléphone angoissé :

« Ici, l'E.G.A. Venez vite, je crois qu'il y a une bombe au vestiaire dans le casier du communiste Yveton. »

À 17 h, la bombe était désamorcée, Yveton arrêté et fouillé. Dans ses poches le commissaire Hug trouva deux papiers. Le premier portait ces mots écrits au crayon : « Entre 19 h 25 et 19 h 30. » Et au

verso à l’encre rouge : « Avance du déclic : 5 minutes. » Sur le second papier on pouvait lire : « Entre 19 h 23 et 19 h 30. » Et au verso : « Avance du déclic : 7 minutes. » Il y avait une deuxième bombe à l’usine à gaz d'Alger !

Le commissaire Builles entra dans le bureau de Paul Teitgen à la préfecture et lui raconta les circonstances de l’arrestation. Il était 18 h 30.

« La première bombe est neutralisée, monsieur le secrétaire général, mais la deuxième ? On a fouillé dans toute l’usine à gaz. Impossible de la trouver. Et Yveton refuse de dire un mot. »

Paul Teitgen avait compris. Il fallait qu’Yveton parle.

« Je sais ce que vous pensez, poursuivit Jean Builles, je pense comme vous. On n’est pas habitué à ce genre de chose. Mais là c'est tellement grave. Si l’usine à gaz pète... »

Paul Teitgen pensa immédiatement à la catastrophe de Neunkirchen qui, en Sarre en 1934, avait fait dans des circonstances semblables des milliers de morts. C’était abominable. Dans le bureau la tension était grande.

« Alors on torture ou on ne torture pas, monsieur le secrétaire général ? »

Là on n’avait plus le temps de réfléchir longuement ni de décrire ses états d’âme face à la torture. Il fallait décider et vite.

Le commissaire Builles s’énervait. Teitgen le connaissait bien. Lui non plus n’était pas pour la torture. Mais entre deux maux... des milliers de morts possibles... des femmes, des enfants... un homme seul qui avoue... des salades tout ça.

« Il est presque 19 Heures, dit Jean Builles, et le papier porte “entre 19 h 25 et 19 h 30” ; c’est dans une demi-heure que ça doit péter ! »

Paul Teitgen était livide. Des souvenirs... des images... 1944, le boulevard Albert-Ier à Nancy... La Gestapo... Et ces hommes au-dessus de lui... la torture dont il n’avait osé parler que bien plus tard... Non ! je ne veux pas !... La décision était prise :

« Je regrette beaucoup, Builles. On ne torturera pas. Je l’interdis formellement. Je prends le risque de l’explosion. Téléphonez au commissariat du 12e. Ma décision est irrévocable. »

Jean Builles avait compris lui aussi. Il était aussi pâle que son patron. Il sortit sans un mot. 19 h 5... 19 h 10... 19 h 25... 19 h 30... Les mains posées à plat sur son bureau, Paul Teitgen, d’habitude toujours en mouvement, toujours grognant, toujours houspillant, estimant que le travail n’allait jamais assez vite, mais trouvant toujours le mot amical pour ses collaborateurs, était silencieux, immobile. 19 h 35... L’heure était dépassée de cinq minutes... il téléphona à Builles.

« Toujours rien, Builles ?

— Toujours rien, monsieur.

— Vous êtes bien sûr du réglage de la première bombe ?

— Absolument. C’était pour 19 h 30.

— Attendons... »

Au commissariat, Yveton, pressé de questions, n’avait pas été torturé. On l’avait seulement un peu bousculé et il avait fini par expliquer qu’une femme blonde en 2 CV ne lui avait donné qu’une bombe, qu’elle avait l’autre. Une immense chasse « à la femme » fut entreprise dans Alger. Toutes les femmes blondes conduisant une 2 CV furent arrêtées, fouillées, leur véhicule passé au peigne fin. En vain. La brune Jacqueline Guerroudj était accompagnée de son fils qu'elle était allée chercher à l’école lorsqu’elle s’aperçut de ce gigantesque filet qui se tendait sur Alger. C’est l’enfant qui tenait le sac où se trouvait la bombe. Jacqueline se débarrassa de l'encombrant paquet en le glissant dans

une camionnette de la police qui stationnait devant un commissariat. On retrouvera l'engin le lendemain. Non amorcé !

Yveton avait également signalé le rendez-vous qu'il avait avec des complices dont il ignorait le nom mais il avait donné le renseignement avec une demi-heure de retard. Briki et Guerroudj ne devaient pas l'attendre plus de cinq minutes. Voyant les camions militaires annonçant la rafle, ils parvinrent à s'enfuir.

À 20 Heures, à la préfecture, Paul Teitgen sentit ses nerfs se relâcher. Il n'y aurait rien. Une immense satisfaction physique l'envahit. Bien sûr, comme flic, il avait perdu. C'était un échec. « On » n'avait pas osé. Mais comme homme, il avait gagné. Et les faits venaient de lui donner raison...

Mais bientôt on ne demanderait plus l'avis de M. le secrétaire général pour la police. La folie gagnait Alger.

Le mois de décembre fut, dans les milieux officiels, celui des changements. Robert Lacoste avait décidé de remplacer le préfet d'Alger.

Collaveri, qui occupait ce poste, était un humaniste dans le sens où l'humanisme est une philosophie de l'existence. C'était un homme de grande culture. Sa volonté appliquée à tous les instants d'une tâche qui, à Alger, se révélait chaque jour plus difficile ne lui faisait jamais oublier le respect des autres. Cet homme fin, courageux sans ostentation, n'avait malheureusement

— du fait de son caractère froid — aucun « atome crochu » avec Robert Lacoste. Ne faisant pas de numéro au ministre résidant, celui-ci trouva le préfet « mou et sans envergure ». Il avait en outre le grave défaut d'être déjà en place lors de l'arrivée de la nouvelle équipe. Dès lors il était condamné. Lacoste commettait une bourde qu'il paiera très cher. Sans se soucier des avis de ses proches, il nomma Serge Barret préfet d'Alger.

Barret était le prototype du préfet de la IIIe République qui arrange « à petits coups » tous les « petits coups » de la politique locale, qui agit sur « ses » députés et qui fait carrière avec comme devise : « Pas d'emmerdement majeur dans mon dossier. » Outre cette prudence intempestive, l'homme n'était physiquement pas solide. Malade des jambes, il avait des difficultés à se tenir debout. Et ç'est à lui que Lacoste n'hésita pas à confier Alger ! Alger en proie au terrorisme qui avait besoin d'un homme prestigieux, à poigne, qui sache mener la lutte contre des réseaux de jour en jour plus efficaces, plus meurtriers !

La « maffia » de Lacoste — son cabinet où l'on jugeait les hommes sur leur puissance de travail, sur leurs facultés de fonceur, où le critère était : « Est-il un ancien de la France libre, s'est-il battu comme un lion ? »

— fut stupéfaite de la décision du patron. Comment pouvait-il nommer le type même du fonctionnaire de la préfectorale qui avait fait carrière grâce aux bonnes relations qu'il entretenait avec le parti au pouvoir alors qu'Alger était au bord de la catastrophe ? L'hostilité du cabinet Lacoste fut encore plus grande lorsque Barret, face aux immenses problèmes posés par le terrorisme à Alger, manifesta une réserve que d'aucuns qualifièrent de « trouille bleue ». Il se révéla incapable d'assumer la lourde tâche du maintien de l'ordre à Alger. Chaussade, responsable de toute l'administration en Algérie, trouva devant lui un « type dépassé » avec lequel il était impossible de faire quoi que ce soit. Pour lui, il ne fallait toucher à rien.

Et Paul Teitgen — qui ne travaille bien qu'avec les préfets qu'il aime, qui a abattu un travail extraordinaire avec Collaveri — se retrouva avec un patron ne prenant aucune responsabilité. Teitgen qui n'avait jamais eu à signer une assignation à résidence, tant Collaveri apportait de soin à étudier chaque dossier, dut, à partir de l'arrivée de Barret, tout prendre sous son bonnet.

Entre les mains de Serge Barret, le pouvoir administratif de la capitale se trouva pris en tenaille

entre le ministre résidant et l'armée. L'état d'urgence voté après l'arrivée de Mollet au pouvoir était déjà une sorte de démission des civils, préfets et sous-préfets, qui déléguaient une grande partie de leurs pouvoirs aux militaires. Avec l'arrivée de Barret, cette démission devait atteindre la capitale. L'effectif civil insuffisant en nombre et en qualité allait céder peu à peu ses pouvoirs à l'armée.

L'armée d'Algérie, de plus en plus puissante, que le pouvoir civil chargeait de la lutte contre les rebelles — ce qui était son rôle — mais aussi de l'administration, des S.A.S., de l'assistance médicale, de l'instruction dans le bled — ce qui l'était moins —, changeait elle aussi de patron. Lorillot avait fait son temps.

Tout le monde le trouvait dépassé. Sans l'envergure nécessaire à un commandant en chef d'une armée de 400 000 hommes. Lacoste lui reprochait de ne rien connaître à la guerre subversive, de répéter : « Nous rencontrons des terroristes et... nous ne sommes pas faits pour leur résister. » Le ministre résidant, qui s'était lancé à fond dans la bagarre, voulait avoir un général en chef qui partage ses opinions. Un dur qui ait envie de lutter, qui puisse le faire. Avec tous les moyens adaptés à la guerre subversive.

Or, en Algérie, on ne fait pas la guerre. Malgré les 400 000 hommes, les actions du F.L.N. font tache d'huile, s'étendent à la quasi-totalité du territoire sans qu'on puisse empêcher cette marée de progresser. De l'avis de Lacoste, le haut commandement fait preuve d'une singulière inadaptabilité. On va changer Lorillot ! Lacoste et Bourgès-Maunoury ont pris la décision en novembre. D'habitude cela se passe dans le secret, mais là rien de tout cela. Grâce à une indiscrétion, un journaliste fait un papier interrogatif du style « Lorillot sera-t-il remplacé ? » trois semaines avant que la décision soit rendue officielle, avant même que l'on ait choisi un successeur au général Lorillot ! Il faut alors aller très vite. Lacoste et Bourgès cherchent celui qui sera le bon patron. C'est indéniable, il faut changer de tactique en Algérie. On limoge Lorillot parce qu'il est encore trop traditionnel. C'est l'homme des grandes manœuvres dans le djebel avec chars et grand développement de troupes. Ça ne lui « botte » pas d'avoir à commander des types en espadrilles qui luttent à armes égales avec des fellaghas. Même si c'est cela l'efficacité. Quel sera le chef qui aura cette conception de la guerre ? Bien sûr un « Indochinois » qui se soit frotté aux Viets et qui ait compris les méthodes de la guérilla et de la guerre subversive. Il faut un « politico-militaire ».

Et cela devient la foire d'empoigne. Cette nomination se politise. Après l'Indochine, en Algérie, l'armée a cessé d'être la Grande Muette. Ça bavarde dans les popotes, dans les mess d'officiers. De la nomination du nouveau commandant en chef, de la personnalité du « remplaçant » dépendra l'orientation de la guerre. À chacun son favori. Des colonels, des commandants font campagne pour leur « poulain ».

Et l'on assiste, au G.G. et à Paris, rue Saint-Dominique, à une véritable course au poste par personne interposée. C'est le grand marché de l'occasion. Le « salon du commandant en chef » où les commis voyageurs, représentant tel ou tel général désireux de devenir le patron en Algérie, vantent les mérites de leur « produit ». L'un des plus habiles est le colonel Michel Frois. Ancien d'Indo, il a été, chez De Lattre, officier d'action psychologique et d'information. Il est passé maître dans le baratin. Son produit ? Le généra] Boyer de la Tour qui guigne l'Algérie depuis 1954. Le colonel Frois arrive à Alger avec une serviette bourrée de documents sur Boyer de la Tour, son action en Indochine, au Maroc, ses diplômes, ses opinions. Il vend du Boyer comme un vendeur en jaquette vend une Rolls. Avec la dignité qui s'impose lorsque le produit est de qualité.

Sur les rangs, il y a aussi le général Cogny, polytechnicien, docteur en droit. Une tête qui a compris l'Indochine. Un colosse rompu à la guerre subversive et aux finesses des cabinets ministériels, qui sait à qui s'adresser, celui qu'il faut voir. Il a servi de guide à De Lattre lorsque

celui-ci a fait sa tournée des ministères, des cabinets, des groupes avant de prendre le commandement en Indochine. Cette fois, Cogny joue pour lui. Il n'est pas encore marqué politiquement. En outre, il y a une école Cogny dans l'armée. Cette armée qui ressemble de plus en plus, en 1965, au corps médical dans ce qu'il a de moins bien, avec ses patrons tout-puissants, flattés, soutenus par leurs élèves, leurs fidèles, les « tout-dévoués ». Il y a les groupes, les haines inexpiables et surtout deux clans que sépare un ravin de 18 000 km ; ceux qui ont fait l'Indo et ceux qui ne l'ont pas faite. Ceux du deuxième clan n'ont aucune chance dans la course au commandement en chef en Algérie.

Les commis voyageurs de Boyer et de Cogny s'en donnent à cœur joie à Alger où seuls les arguments de poids comptent. Chacun joue le jeu des journalistes. Il faut se mettre bien avec eux et s'en servir. La Grande Muette prend des contacts. On « fait la pub' » de tel ou tel général comme celle d'une grande vedette de music-hall. Sans vergogne. Qu'un journaliste important commence son article par : « Cogny serait bien en Algérie... » et cela peut suffire à Paris pour que le général soit choisi si les arguments qui suivent tiennent debout. Et Dieu sait si les attachés de presse militaires en ont. Ils pourraient donner des leçons à tous leurs « confrères » du cinéma. Le bar du Saint-George vaut celui du Fouquet's. Il y a toujours quelqu'un qui connaît quelqu'un...

Et c'est Salan qui est nommé ! Ce n'est pas véritablement une surprise. Lui aussi était sur les rangs sans avoir fait campagne. Mais son nom avait été souvent cité. Les journalistes spécialisés et les officiers d'état-major avaient ouvert l'annuaire de l'armée et — sachant que pour un poste pareil il fallait un général à 4 ou 5 étoiles — ils avaient procédé par élimination. « Celui-là est trop vieux... celui-là est trop con... celui-là trimbale telle casserole. » Salan a échappé au crible. Et le voilà à Alger.

Salan, c'est le radical-socialiste, le protégé de Bourgès. C'est un officier politique, c'est un colonial aussi. O combien ! Il a compris, il sait que — si l'infrastructure doit être militaire — il y aura beaucoup de politique dans l'affaire algérienne.

Lacoste apprend dès l'arrivée du nouveau commandant en chef que Salan est à cheval sur le cérémonial qui doit entourer ses déplacements. Il a exigé pour son entrée à Alger un apparat militaire très ancien : limousine décapotée, écran de gendarmes motocyclistes qui se sont vu doter de gants blancs à crispin remontant jusqu'au coude. Pour Salan, le prestige de la France se juge au nombre des motards qui entourent le commandant en chef lors de ses sorties !

Tout Alger politique observe Raoul Salan. Il est très beau. Profil de proconsul romain, visage impénétrable, cheveux blancs passés au bleu — un peu trop de bleu, semble-t-il —, le poitrail bombé, le cœur caché par un rideau de décorations qui s'échelonnent sur dix rangées. Ses « bananes », il doit coucher avec. Dès le petit déjeuner, il les porte au grand complet, sans oublier les galons de laine verte de caporal de la légion. Mais il faut l'avouer, Salan est impressionnant. D'autant plus qu'il est suivi — ou précédé — d'une légende. On le surnomme le Chinois. On dit qu'en Indochine il a été en rapport avec des sectes mystérieuses, qu'il a utilisé des sociétés secrètes, ses agents étaient multiples. Salan, c'est un initié, un compliqué, l'homme qui joue avec des personnages indéfinissables. La légende de l'opium n'est pas absente de l'aura fantastique dont le nouveau commandant en chef est entouré. Lacoste, le petit tricolore, toujours furibond, gueulant, soufflant, patron jusqu'au bout des ongles, imbu de son pouvoir mais aussi conscient de ses responsabilités immenses, est lui-même impressionné. Ce mystérieux Chinois qui arrive, flanqué de la « Biche » — tel est le surnom de Mme Salan, si attentive à la publicité de son général d'époux — tient peut-être derrière l'écran de ses yeux mi-clos le plan de la victoire finale.

Lacoste a été consulté par Bourgès sur la nomination de Salan. Il l'a acceptée car ce général hors du commun connaît à fond l'Indochine et par elle il a appris les techniques de la révolution

permanente. Il a pratiqué — et subi — la guerre révolutionnaire, il sait peut-être les recettes qui, si elles avaient été appliquées en Indochine dès le début du conflit, auraient arrangé les choses. Alors Lacoste espère qu'en Algérie... puisqu'on n'en est, selon lui, qu'au début... il y a des chances. La guerre commence vraiment. On a du monde, du matériel. Et puis l'Algérie, c'est la France, alors Lacoste estime avoir de grandes chances, avec un Salan, de compléter sur le plan militaire une victoire qu'il est bien décidé à remporter sur le plan politique.

Entrant dans Alger, bien calé sur les coussins de cuir, le buste droit, le profil dur, le masque impénétrable, Salan pense à l'entrée de De Lattre à Saigon. De Lattre, cette ombre tant admirée, tant haïe... Il pense aussi à cette Indochine dont il n'a pu prendre la tête que lorsqu'elle était perdue... L'occasion tant rêvée, être le patron, diriger... gagner... elle est là. À portée de la main. Il y a bien sûr Lacoste qui, à ses côtés, se redresse de toute sa petite taille pour « faire le poids ». Il faudra le subir... qu'importe ! Les Européens d'Algérie comptent sur l'armée pour les sauver. Sur ces 400 000 hommes dont il est le patron.

Mais Salan ignore encore que l'opinion publique est, à Alger, très montée contre lui. Elle est même furieuse, l'opinion publique. C'est un comble ! Après Lacoste, qui « pond » réforme sur réforme, qui vient de résilier les sursis de petits gars — de braves étudiants — qui l'ont un peu chahuté lors des cérémonies du 11 novembre, voilà qu'on nous envoie Salan. Le traître. Celui qui a vendu l'Indochine ! Les groupes Kovacs, Martel, Ortiz frémissent d'indignation. Tout se tient, je vous dis ! La France brade l'Algérie. Après cette outre de Lacoste, ce Mollet nous envoie Salan pour parachever le travail. On fait courir sur le général en chef les bruits les plus stupides. Tout comme on a fait jadis pour Soustelle. Pour les ultras d'Alger, en ce mois de décembre 1956, les ennemis à abattre sont Lacoste et Salan.

Pour l'instant, le nouveau commandant en chef parade au palais d'Été où le ministre résidant offre un grand dîner en son honneur. Flatté de l'accueil que lui a réservé Lacoste, Salan apprécie en connaisseur l'apparat qui entoure la réception. Le ministre a bien fait les choses. Après le dîner, au salon, à l'heure du café et des cigares, les deux hommes commencent un numéro de charme. Chacun le joue dans un registre différent mais avec une suprême habileté. On s'observe, on se complimente, on se jauge. On se joue la comédie. Salan, celle de la grandeur, de la dignité, de l'efficacité militaire. Lacoste celle de la bonhomie, du « républicain jusque dans les tripes », de la main de fer dans un gant de velours. Chacun fait semblant de se demander lequel des deux est le plus malin, connaissant pertinemment la réponse. Ni Lacoste ni Salan ne sont des modestes !

Si Lacoste n'avait pas renoncé à ses réformes, la très réactionnaire Fédération des maires n'avait pas renoncé à les attaquer. Ni à mettre toute sa puissance en action pour empêcher leur application. Pas de prime à la violence !

Pourtant, le gouvernement Lacoste semblait ferme dans sa lutte contre le terrorisme, contre les communistes. À peine arrêté, le 13 novembre, Yveton était condamné à mort le 25 novembre. C'était le premier Européen à être condamné à la peine capitale depuis le début de la révolution. Il sera exécuté peu après, le 11 février. Mais cela ne suffisait pas. L'Algérie européenne étant outrée de voir la question algérienne inscrite à l'ordre du jour de l'O.N.U. sans que, cette fois, le gouvernement français s'y oppose. En outre, le retrait des Franco-Britanniques à Suez révoltait Alger. Nos petits paras commandés par Massu avaient « flanqué une dégelée » à ces Égyptiens et on les stoppait net. Alors qu'au bout de la route se trouvait Nasser, source de tous nos embêtements. C'était à croire que le gouvernement français ne voulait rien faire pour stopper cette rébellion, ces attentats !

Et les milieux européens les plus conservateurs reprirent leur artillerie lourde. Cible Lacoste et ses réformes.

Le ministre résidant prononça la dissolution des conseils municipaux pour tenter de faire disparaître l'opposition à la réforme communale. Dix-neuf anciennes communes mixtes furent remplacées par deux cent vingt-neuf communes de plein exercice. C'était la fin des privilèges pour les Européens des campagnes qui ne pourraient plus diriger des régions entières comme bon leur semblerait. Dans l'esprit de Lacoste, cette réforme communale devait être la base d'une véritable communauté franco-musulmane. Mais était-elle possible à réaliser ?

Les maires de l'Algérois, emmenés par le vieux président Amédée Froger et soutenus par *L'Echo d'Alger*, protestèrent vigoureusement contre ces réformes. Ils refusèrent la dissolution des municipalités. « Notre devoir est de rester, dit le président Froger. Nous partirons contraints et forcés. » L'attitude des maires ne contribua pas à détendre l'atmosphère d'Alger. L'état d'esprit de la population européenne était à nouveau caractérisé par l'instabilité. Tiraillée, travaillée, montée par les bruits les plus pessimistes, terrorisée par les attentats meurtriers, elle passait de l'euphorie au pessimisme. Tout le monde la trahissait. L'arrivée de Salan, bradeur de l'Indochine, le prouvait bien ! Dans cette ambiance la série d'attentats contre-terroristes montés par l'O.R.A.F. (Organisation de résistance de l'Afrique française) et le C.R.F. (Comité de résistance française) contre le journal *Alger républicain* et contre les établissements appartenant à des bourgeois musulmans, trouva dans la population un écho favorable. Lacoste amené à dissoudre le C.R.F. de Martel et l'O.R.A.F. de Kovacs ne se faisait aucune illusion. Les hommes étaient là, décidés à répondre à la bombe par la bombe.

C'est dans cette atmosphère tendue comme une corde de violon qu'Amédée Froger fut assassiné.

De plus en plus, Yacef subissait l'influence de Ben M'Hidi qui habitait désormais dans la Casbah. Ben M'Hidi. le théoricien, la tête pensante, voulait freiner Yacef dans son action terroriste tout en approuvant le principe des bombes.

« Les bombes de la Cafétéria et du Milk Bar, expliquait-il à Yacef, étaient destinées à frapper l'opinion publique au lendemain de l'attentat de la rue de Thèbes. Le résultat a été parfaitement atteint. Maintenant, tu dois comprendre que, pour être efficaces, les prochaines actions devront avoir une répercussion politique intense. »

C'est ainsi que Yacef Saadi eut l'idée de faire assassiner une personnalité politique ultra. Ce serait ainsi creuser un peu plus le fossé entre les deux communautés. Yacef voulait qu'à Alger ce soit la coupure totale. Taillée au rasoir. Et il y parvenait.

Oui. Alger avait peur. À 9 Heures du soir, on ne sortait plus. La défiance s'était installée par la force des choses. On craignait tous les musulmans. Les Européens en arrivaient à ralentir dès qu'un Arabe marchait derrière eux. On se laissait dépasser pour ne pas courir le risque d'un mauvais coup. Et alors c'était au musulman d'avoir peur. Car l'Européen qui se trouvait maintenant derrière lui était peut-être un contre-terroriste ! Cette femme voilée ? Inoffensive ? Attention ! ce n'est pas sûr. C'est peut-être un homme de Yacef déguisé, avec des grenades sous son haïk ou une MAT dans le couffin qu'il porte à la main...

Les membres du C.C.E. favorisaient cette politique de coupure entre les deux communautés. Ils voyaient d'un très bon œil l'opposition des plus ultras aux réformes de Lacoste. Car l'ennemi était là. Le F.L.N. devait lutter contre les réformes, contre cette loi-cadre que Lacoste préparait. Les membres du C.C.E. savaient que la guerre était dure pour les fellahs autant que pour les Algériens des villes. Si cette population musulmane qu'ils avaient réussi à prendre en main, mais qui chaque jour était plus lasse d'une guerre de plus en plus impitoyable, voyait dans ces réformes la possibilité d'améliorer

son sort et surtout d'arrêter ces combats sanglants et cette répression atroce, n'allait-elle pas en profiter et lâcher un instant le F.L.N. ? Ou tout au moins tenter de le faire ? L'état-major avait décidé de lutter contre ce risque en installant la défiance. Il fallait que les Européens aient peur de tous les musulmans et que les Algériens soient bien persuadés que tous les Européens étaient comme les Froger, les Laquière, les Borgeaud. Qu'ils ne lâcheraient aucun de leurs privilèges.

Car, en cette fin d'année 1956, Krim, Abane, Ben M'Hidi, Dahlab et Ben Khedda savent qu'il faudra aller jusqu'au bout. Que rien ne sera possible sans la victoire politique complète. L'autonomie sur vingt ans que Krim, Ouamrane et bien d'autres auraient encore acceptée en 1955 et même au début de 1956, c'était de l'histoire ancienne.

Le mécanisme était enclenché et il tournait parfaitement, de jour en jour plus atroce. Les journaux publiaient les noms des victimes des attentats comme une litanie. Depuis que l'insécurité s'était installée dans la capitale, des journalistes du monde entier y avaient élu domicile. Et ces attentats étaient démesurément grossis par l'extraordinaire chambre d'écho que représentait leur présence à Alger. Le F.L.N. y comptait bien. Ben M'Hidi partageait l'opinion de Yacef : une grenade et trois blessés rue Michelet valaient plus sur le plan psychologique qu'une embuscade et des dizaines de morts dans le Constantinois. Et le meurtre d'une personnalité politique populaire chez les Européens aurait une répercussion gigantesque. Il suffisait de bien choisir la victime.

C'est le président Laquière qui fut d'abord choisi. Il était représentatif de cette Algérie française hostile à toute réforme que le F.L.N. voulait détruire. Yacef et Ali la Pointe s'installèrent pendant quelques jours à Saint-Eugène chez Kheznadji, un militant qui les hébergea. Il s'agissait d'étudier les habitudes de l'ancien président de l'Assemblée algérienne. Rapidement les deux hommes s'aperçurent que le président Laquière ne venait pas régulièrement à Saint-Eugène. Il faudrait perdre trop de temps et improviser cet assassinat. Le « projet Laquière » fut abandonné.

Yacef avait établi une longue liste de « personnalités à abattre ». Il envoya des agents de liaison surveiller l'emploi du temps de quelques-uns d'entre eux. Son choix s'arrêta sur Amédée Froger. Non seulement il était le leader des pieds-noirs les plus conservateurs, non seulement il était considéré comme le porte-drapeau des plus hostiles à tout changement, mais encore son attitude face à Lacoste et à son plan de réformes décuplait sa popularité.

C'est Ali la Pointe qui fut chargé d'abattre le président Froger. C'est la première fois que l'on révèle le nom du véritable meurtrier du président de la Fédération des maires. En effet, un malheureux bonhomme sera arrêté pendant la « bataille d'Alger » et « avouera » aux hommes du 1er R.E.P. qui savent faire parler les plus réticents, être l'assassin du vieux président. Il sera exécuté et tout le monde sera content.

Le 28 décembre, à 9 h 50 Ali la Pointe vit M. Froger sortir de son domicile, 108, rue Michelet. Le maire de Boufarik prit place dans sa 403 grise n° 76 DW 91, à côté du chauffeur qui mit son moteur en route. Ali la Pointe s'avança calmement. Il portait une gabardine beige. Dans la poche, il serrait un 7,65. Arrivé à la hauteur de la portière droite, Ali tira trois balles à bout portant. Deux allèrent se perdre dans le siège avant, mais la troisième atteignit son but. Amédée Froger, touché dans la région du cœur, s'affaissa. Ali la Pointe, qui avait reconnu à plusieurs reprises le chemin de sa fuite, dévala les petits escaliers de la rue Nocard. Le chauffeur de la 403 le poursuivit. Ali tira encore deux ou trois balles au hasard. La poursuite fut interrompue. Une voiture attendait Ali la Pointe au coin de la rue Nocard et de la rue Horace-Vernet. Le moteur tournait. Ali s'y engouffra et le véhicule se perdit dans la circulation.

Un médecin qui passait rue Michelet tenta de porter secours au président Froger qui vivait encore. Il le fit transporter à la clinique Sola toute proche. Lorsque le Dr Sola arriva pour examiner le blessé,

Amédée Froger lui saisit la main et murmura : « Ils m’ont eu... » Puis la pression sur la main du médecin se relâcha. Amédée Froger était mort.

La nouvelle se répandit avec une rapidité extraordinaire : « Amédée Froger est mort... assassiné par le F.L.N. » On mit les drapeaux en berne, des milliers de télégrammes de condoléances arrivèrent au domicile du vieux leader. Robert Lacoste vint s’incliner devant la dépouille mortelle, puis fit à la radio une déclaration qui, il l’espérait, calmerait une ville grondante.

« La provocation d'aujourd’hui comme celles qui l’ont précédée et celles qui pourraient la suivre restera vaine, dit le ministre résidant. Nous triompherons par un surcroît de calme et de dignité, par la raison et dans l’amour de la France. »

Le speaker annonça ensuite que les obsèques de Froger auraient lieu le lendemain et que le cortège funèbre traverserait la ville.

En entendant cette nouvelle et l'appel au calme lancé par Robert Lacoste, Yacef Saadi pensa que le lendemain il pourrait y avoir du grabuge à Alger et il donna l’ordre à tous les hommes de ses réseaux de rester chez eux. Le samedi 29 décembre 1956, il n’y avait pas un membre du F.L.N. dans les rues d’Alger !

C’est Pierre Chaussade, le colonel Ducournau et le préfet Barret qui représentent les autorités officielles à l’enterrement d’Amédée Froger. Chaussade, sachant que tout le cabinet Lacoste — ces socialistes francs-maçons ! — est honni par ceux dont Froger avait pris la tête, s’apprête à passer un mauvais moment. Mais il ne peut imaginer ce que vont être les heures qui suivent. En uniforme de préfet, suivi du colonel Ducournau, il vient saluer la famille au domicile du défunt. L’ambiance à leur égard est d’une hostilité glacée. Tous les membres de la famille leur tournent le dos à l’exception d’une femme — la seule — qui leur serre la main et se montre correcte.

Le cortège se met en route — et pénètre à l’église du Sacré-Cœur où l’absoute est donnée. Chaussade qui est dans le chœur s’aperçoit alors de l’absence du préfet Barret à ses côtés. Il le repère rapidement près de la porte ! L’office est terminé à 14 h 45. Près de huit mille personnes attendent le cortège funèbre alors qu’à l’entrée il n’y avait personne.

Chaussade monte en voiture. Il a été convenu avec les autorités que le cortège serait motorisé jusqu’au cimetière de Bab-el-Oued pour éviter les incidents. Chaussade est à peine dans la voiture qu’une dizaine d’hommes déchaînés la secouent en tous sens. « Dehors ! crient-ils. On y va à pied. » Ducoumau fait le coup de poing pour dégager le secrétaire général. Le cortège s'ébranle. Le corbillard est recouvert d'une triple épaisseur de couronnes et suivi d’une forêt de drapeaux d’associations d’anciens combattants. Dès le premier kilomètre, Chaussade, reconnu, est insulté. « Bradeur !... » Des agitateurs, qui fument la cigarette derrière le cercueil, le traitent de tous les noms. Toutes les équipes de choc de tous les mouvements contre-terroristes d’Alger, et ceux moins belliqueux mais tout aussi excités des poujadistes et autres mouvements extrémistes sont là. On entoure Chaussade. On le menace. Ducournau, blême de rage, leur crie :

« Qu’est-ce que vous voulez de plus ?... M. Chaussade est celui qui a fait arrêter Ben Bella il y a à peine un mois. Vous ne comprenez rien. Vous dites n’importe quoi. »

Les agitateurs forment dans le cortège des noyaux de commandos. On chante *la Marseillaise* à la hauteur de l’Aletti, *le Chant des adieux* en passant devant le palais Carnot. Puis à 15 h 55, c’est parti ! À la hauteur du square Bresson, des hommes sortent du cortège et cassent tout. On entend : « Regarde celui-là, il fait un bras d’honneur à la dépouille du président... » Et la ratonnade commence. Affreuse. Epouvantable. Des musulmans qui regardaient passer le cortège sont battus à

mort, on précipite des hommes, des femmes du haut du Front-de-Mer sur les quais du port, dix mètres plus bas. Des coups de feu claquent. Des musulmans sont assassinés dans leur voiture. Des jeunes gens écrasent à coups de barre de fer la tête de passantes en haïk.

Au cimetière de Saint-Eugène, des criminels ont posé une bombe à proximité du caveau de la famille Froger. Elle explose à l'heure où — si la ville avait été traversée en voiture comme prévu — tout le cortège aurait dû se trouver autour de la tombe. Comme par hasard, cette nouvelle atteint le convoi alors qu’il se trouve encore au centre de la ville ! Et la colère monte. Et la ratonnade continue. Tout le monde y participe. Les U.T., les unités territoriales dont le colonel Thomazo est devenu le leader, s’y mettent. Pas tous bien sûr. Heureusement. Les excités, les criminels, sont une minorité. Mais agissante. Le service d’ordre laisse faire. La police locale est une police d'État, mais tous ses membres sont pieds-noirs avant d'être policiers. En outre, le recrutement du flic de base, celui de la circulation, celui qui assure le service d’ordre aux abords du cortège, se fait dans les basses classes de Bab-el-Oued. Tous se connaissent. Ils savent le nom des meneurs ultras. Ils les aiment bien. Alors le service d’ordre qu’ils sont censés assurer est ridicule. Eux aussi, comme tout Alger, sont outrés de l’assassinat de Froger. Et cette folie collective qui a saisi les Européens à la vue des musulmans, cette ratonnade dans son abjection, sa saloperie, son aveuglement, qui répond à l’abjection, la saloperie et l’aveuglement des bombes terroristes, lesquelles répondaient à... Mais on ne réfléchit pas dans la rue. Et la police algéroise comprend la réaction des civils. Les gardiens de la paix ne feraient-ils pas de même s’ils n'étaient pas en uniforme ? Alors, à la limite, quand on « bouscule » un peu un musulman ils ferment les yeux. Ils se sentent si proches du type qui ratonne, si loin des Arabes dont les frères de race abattent quotidiennement un commissaire, un agent...

Chaussade, témoin de la folie qui a saisi Alger au passage du cortège, s’est aperçu que tout cela avait été soigneusement monté. Il quitte le convoi à l'entrée du cimetière et revient au G.G. Il écume de rage contre Barret qui, « lâchement, s’est tiré en lui conseillant d’en faire autant en passant devant la préfecture ». Pour lui, Barret est un salaud. Ou il n’était pas au courant de la manifestation qui devait se dérouler à l'occasion des obsèques, et il fait mal son boulot. Ou il était au courant, et il devait lui dire de ne pas y aller.

De toute façon, le patron de l’administration en Algérie sait que toute la police a été complice. Qu’il faut changer tous les responsables, des commissaires aux gardiens de la paix. Qu’ils sont tous contre le gouvernement Lacoste. Jamais encore la police n’a apporté un dossier complet sur tel ou tel Européen qui joue, au vu et au su de tout Alger, un rôle contraire à la politique menée par le ministre résidant. Cette journée du 29 décembre comptera pour beaucoup dans la décision que prendra Lacoste de confier dans quelques jours tous les pouvoirs de police à l’armée. Elle au moins assurera l’ordre. Des deux côtés !

Dans toute la ville — on ne s’occupe déjà plus du vieux Froger qu’on enterre à Bab-el-Oued —, de très jeunes gens saccagent des boutiques tenues par des musulmans et molestent des passants. Et la manifestation dévastatrice continue jusqu’à 19 Heures. Le hall du cinéma arabe Donyazad est ravagé. On ratonne à Bab-el-Oued. Au bas de la Casbah, les C.R.S. interviennent. « C.R.S. dans l’Aurès... » Des Européens, écœurés par la chasse au faciès, ouvrent leurs portes à des passants musulmans pourchassés par des bandes ivres de rage, de poudre et de sang. À 19 Heures, il n’y a plus un Algérien dans les rues d’Alger. Seule la Casbah, où la sécurité règne depuis l’attentat de la rue de Thèbes, présente son visage habituel. Yacef sort de sa cachette. Ses prévisions se sont réalisées. Dans quelques heures on va fêter à Alger la nouvelle année. Désormais Européens et musulmans vont se trouver face à face.

À cette même heure, de retour d’Égypte, les parachutistes de la 10e D.P., pleins de rancœur,

frustrés de la victoire éclatante qu'ils tenaient au bout de leurs mitraillettes, débarquaient à Alger, sortant par vagues disciplinées des flancs du vieux *Pasteur* qui déjà, quelques mois auparavant, avait rejeté sur les quais de Marseille ceux qui avaient compris la leçon indochinoise et qui, aujourd'hui, étaient leurs chefs.

Une fraction de l'armée était également opposée à Lacoste et au gouvernement Mollet. Cette opposition allait se concrétiser dans une affaire incroyable, connue sous le nom de complot Faure. Les principaux protagonistes vont en être le général Faure, adjoint au général Manceau-Demiaux, commandant la division d'Alger, et Paul Teitgen, secrétaire général de la préfecture d'Alger, chargé de la police.

Tout commença par une conversation avec le lieutenant-colonel André, attaché à l'état-major du général Manceau-Demiaux et chargé en particulier des messages secrets et de certaines missions de contrôle. André s'occupait de très près du secteur de L'Arba qui était celui du général de Bollardière et du colonel Barberot. Pour André, ces deux hommes, dont on connaissait l'amitié pour Jean-Jacques Servan-Schreiber, étaient avec leurs adjoints les prototypes des officiers qui « déshonoraient l'armée ». D'abord par leurs relations, ensuite par leur conception de la vie. Le colonel André, très boy-scout nationaliste, Action française, qui menait à Alger une vie ascétique, était outré par la vie de ces colonels et commandants qui faisaient la guerre mais chez qui, le soir venu, les missions terminées, on chantait, on voyait des filles, on buvait du whisky, bref où l'on « dégageait ». André fit même ouvrir une enquête sur certains secteurs qui, selon lui, étaient devenus de véritables « lupanars ». À tel point que le colonel Ginestet, adjoint au général commandant la division d'Alger pour la défense du Grand Alger, se pencha sur cette enquête et vint voir à ce propos Paul Teitgen, dont il savait l'amitié pour le colonel André.

« Je crois qu'André exagère, dit le colonel Ginestet, le gars est trop puritain. J'ai fait mener une enquête discrète et cette affaire ne dépasse pas le cadre de la bordée tirée par tout officier qui se respecte au retour d'opérations dangereuses. Si j'écoutais André il faudrait sévir contre tous les officiers « normaux » de toutes les armées du monde ! L'armée n'est pas un couvent. »

Mais l'un des officiers des secteurs incriminés s'était aperçu de l'enquête et, ami personnel de Bourgès-Maunoury, il avait télégraphié au ministre qu'on lui « cherchait des poux dans la tête ». Le ministre envoya alors un télégramme amical à l'officier : « T'en fais pas, p'tite tête, tout s'arrangera. »

Comme il n'y avait rien à arranger, si ce n'est la vision puritaine du monde qu'avait le colonel André, il n'y eut pas de suite. Et pourtant... le télégramme au texte si familier n'en fut pas moins chiffré puisqu'il émanait du cabinet du ministre. Et son double parvint, décrypté, sur le bureau d'André, qui en conçut un grand écœurement pour ce gouvernement « pourri ». Il vint s'ouvrir de ses problèmes de conscience à Teitgen dont il connaissait la foi profonde et conclut :

« Croyez-vous que ce soit sérieux, cette guerre ?

— Eh non, mon pauvre vieux ! »

Teitgen ne voulait pas faire de peine à cet homme sincère.

« On s'aperçoit bien qu'on n'est pas commandé.

— Eh oui, vous avez raison. »

Teitgen était loin d'imaginer les suites de cette conversation anodine.

La veille de Noël, il vit entrer dans son bureau le général Faure qui lui avait demandé un « rendez-vous urgent ». Magnifique militaire, le visage tanné par le grand air, champion de ski, fidèle à ses

alpins, le général était une figure bien connue de l'armée. Du panache, du culot, de la gueule. Il ne supportait pas de ne pas avoir confiance en ceux qui le dirigeaient et c'est ce qu'il révéla tout à trac à un Teitgen abasourdi.

Il lui exprima d'abord son regret de ne pas l'avoir connu plus tôt et se mit en devoir de se présenter en indiquant longuement à la fois l'état de ses services passés en même temps que son opinion sur la situation actuelle de l'Algérie.

« Quant à moi, dit le général, ayant analysé le problème, j'estime que seule une prise du pouvoir par les militaires s'impose pour conserver l'Algérie française.

— Mais pourquoi me faire ces confidences, mon général ? » interrogea Teitgen.

Le général Faure fit une brève allusion à André et indiqua ses raisons.

« Elles sont doubles, monsieur Teitgen. D'abord il faut passer à l'action avant le 31 décembre. Ça nous laisse une semaine ! Ensuite nous ne parviendrons pas à prendre le pouvoir sans la certitude de l'accord des éléments de police d'Alger en même temps que celui des éléments militaires du colonel Ginestet et du colonel Marey (commandant la subdivision) et, cher monsieur Teitgen, ces accords dépendent personnellement de vous ! »

Teitgen réagit en secrétaire général pour la police. Il manifesta un étonnement volontairement sympathique. Faure qui le regardait avec inquiétude se rasséréna.

« Je sais bien, monsieur le secrétaire général, qu'en me livrant à vous, je joue ma dernière carte.

— Mais votre carte est gagnante, mon général, je suis d'accord avec vous. »

Teitgen voulait des précisions. Le général Faure les lui apporta sans réticences.

Le plan — selon le général Faure — avait été élaboré en accord avec les généraux Salan, Frandon, de Maricourt et Dulac. Robert Lacoste, devant se rendre à Ouargla pour prendre quelques jours de repos, son avion devait être retardé et atterrir à Paul-Cazelles. Une voiture s'emparerait de lui et le conduirait, sous bonne garde militaire, à une destination dont le secret était gardé. Dans le même temps, il devait être procédé à l'arrestation de MM. Maisonneuve, Chaussade, Barret et Papon, préfet de Constantine. L'éloignement du ministre résidant et l'arrestation de ces personnalités s'accompagneraient d'un appel à la radio, signé Frandon et Salan, indiquant qu'ils avaient reçu les pleins pouvoirs civils et militaires.

Selon le général Faure, l'ensemble de ces opérations était possible et rentable, d'une part, à la faveur du choc psychologique créé dans la population — il était vrai que les Européens d'Algérie accueilleraient à bras ouverts ceux qui auraient « renversé » Lacoste — et, d'autre part, grâce aux milices civiles déjà constituées en commandos parmi les éléments ultras de la population européenne algéroise.

« Tout cela m'intéresse vivement, mon général, dit Teitgen. Votre projet me semble parfaitement cohérent et réalisable. Il convient pourtant que j'y réfléchisse pendant vingt-quatre heures pour pouvoir de mon côté étudier le détail d'exécution des mesures qu'il m'appartiendra de prendre en accord avec vous.

— Entendu, monsieur le secrétaire général. De mon côté je vous demanderai le détail des dispositions à arrêter du point de vue militaire pour une mise au point définitive. »

Et rendez-vous fut pris pour le lendemain de Noël.

Lacoste était en métropole et ne devait rentrer que le 27 décembre. Chaussade et Teitgen jugèrent la situation sérieuse et firent prendre Faure en filature par la Sécurité militaire. Teitgen envoya un premier rapport au préfet, son patron. Puis on plaça un magnétophone dans le bureau. Et le 26 décembre à 15 h 30, Paul Teitgen appuya sur la touche Enregistrement avant de faire entrer le général Faure.

L’entretien allait durer une heure un quart. Teitgen, soutenu dans sa mission par Chaussade et par Peccoud, l’homme de confiance de Lacoste, se fit répéter dans le détail les déclarations précédentes du général Faure. Jouant le jeu, Teitgen laissa entendre au général Faure qu’il ne remettait pas en question son accord total à l’entreprise projetée.

« Mais j’ai maintenant d’autres détails à vous donner », poursuivit Faure.

La prise du pouvoir par le général Frandon — le grand patron de l’armée de l’air en Algérie — devait s’effectuer au cours de la nuit du 29 au 30 décembre. À 1 heure du matin, l’armée, sur l’ordre du général Faure, devait s’emparer des centraux téléphoniques et de la radio. À la même heure, des commandos civils armés devaient procéder à l’arrestation, à leur domicile, de Chaussade, Barret, Maisonneuve et Papon. Le général Faure ferait de son côté procéder à l’arrestation de son patron, le général Manceau-Demiaux, et des commandos civils s’empareraient du Gouvernement général et de la préfecture. Teitgen aurait pour mission d’arrêter personnellement M. Pernet, directeur de la Sûreté, et M. Peccoud, puis devait superviser au G.G. l’ensemble des services de la Sûreté nationale après avoir ordonné à la police d’Alger de suivre les ordres du général Frandon qui s’installerait dans les fonctions de ministre résidant !

« À 6 Heures du matin, poursuivit le général Faure, la radio diffusera l’appel des généraux Frandon et Salan annonçant qu’ils sont investis de la plénitude des pouvoirs civils et militaires. Ils convoqueront dans chacune des trois régions d’Algérie : Oran, Alger, Constantine une assemblée générale des conseillers généraux et des maires.

» On ne précisera pas par qui Salan et Frandon ont été investis, ajouta Faure en riant.

— Salan est d’accord ? demanda Teitgen.

— Non. Il n’est même pas au courant. Mais devant le fait accompli, il s’inclinera. Trop heureux d’être dans le coup ! Il n’y a que Frandon et Maricourt à être au courant de notre projet. Je compte bien, une fois l’opération réalisée, sur l’acquiescement sans conditions de Brebisson, Moiret et Bollardière. D’ailleurs pour tenir Bollardière, il faudra foutre Barberot au trou. Allez ! en forteresse, le copain de Bourgès ! »

Faure ajouta que l’ensemble de ces dispositions n’avaient pas rencontré l’opposition du colonel Ducournau ni de M. de Lombarès, chef de l’état-major mixte de Lacoste. En outre, le général avait reçu l’accord de certains chefs politiques de métropole.

« Je ne peux pas vous en donner tout de suite les noms », dit le général Faure.

Puis il finit par céder.

« En confidence... pour votre information personnelle, il s’agit de Debré, de Giscard d’Estaing et de Pascal Arrighi. »

Et sur cette dernière information, le général Faure sortit du bureau de Teitgen après lui avoir renouvelé sa confiance.

Teitgen pensait que Faure était un peu fou. Mais il n'avait pas tellement tort lorsqu’il lui avait dit : « On en a marre de ces sacrifices inutiles. On ne sait jamais où on va. On n’a pas de chefs. On nous dit de casser l’ennemi et c’est tout. » Et Faure lui avait montré la lettre de son fils, qui sera tué plus tard en Algérie au cours d’un accrochage.

Teitgen pensait que Faure était ambitieux mais surtout torturé, écœuré comme beaucoup de militaires. Il fallait stériliser ses velléités de prise du pouvoir qui étaient le « coup de tête d’un homme en colère », mais il fallait surtout se servir de ce complot pour faire prendre à Paris conscience du problème. Il fallait que Mollet et son gouvernement comprennent que tout cela était grave. Non le complot, mais le malaise, le dégoût, la colère de l’armée qui était sur le tas.

Lacoste de retour à Alger partagea l’opinion de Teitgen et l’envoya en mission spéciale à Paris. Il

prit rendez-vous pour lui d'abord chez Bourgès-Maunoury, puis chez le président du Conseil Guy Mollet. Teitgen serait accompagné de M. Hosteing, chef du cabinet de Lacoste.

Paul Teitgen partit pour Paris plein d'espoir, sûr que l'audition de la petite bande qu'il détenait dans sa serviette ferait avancer bien des choses.

Le vendredi 28 décembre à 10 Heures, Paul Teitgen attend dans l'antichambre du ministre de la Défense nationale. Dans un fauteuil doré, il y a déjà François Mitterrand, garde des Sceaux, l'homme qui, le 17 mars 1956, a signé les lois 56-268 et 56-269 permettant de condamner à mort les membres du F.L.N. pris les armes à la main ou convaincus d'attentats. Lui aussi attend d'être reçu par Bourgès-Maunoury.

« Tiens ! Teitgen, vous êtes à Paris. Comment ça va à Alger ?

— Bien, monsieur le ministre, enfin... comme ça... »

Et l'on parle de tout et de rien. Il n'est pas dans les

intentions de Teitgen d'entretenir de sa mission le ministre de la Justice. Lacoste lui a dit : « Bourgès et Mollet. C'est tout. »

La porte du cabinet s'ouvre. Mitterrand se lève. Il est ministre et il était le premier. Bourgès l'arrête d'un geste.

« Une seconde, cher ami. Teitgen vient spécialement d'Alger pour me voir. C'est très urgent. »

Teitgen suit Bourgès dans son cabinet. Celui-ci se carre dans son fauteuil, met les pieds sur la table et dit :

« Alors, Teitgen, de quoi s'agit-il ? Lacoste tient tout particulièrement à ce que vous me racontiez cette affaire. »

Teitgen raconte en détail ses entretiens avec le général Faure. Bourgès sourit.

« Eh bien on n'avait rien à se mettre sous la dent... Enfin ce qui est ennuyeux c'est qu'on ne va peut-être pas partir aux sports d'hiver avec votre histoire... »

Teitgen n'en croit pas ses oreilles.

« C'est un fou, votre Faure. Toujours un peu exalté.

— Oui, monsieur le ministre, j'en conviens mais cela donne la température d'Alger. Et le degré de malaise de certains officiers.

— Oui, je vais voir cela avec lui. Je l'ai convoqué sous le prétexte qu'il me parle des incidents de Médéa où, je crois, quelques militaires se sont laissés aller à des actes regrettables.

— Peut-être faudrait-il que vous écoutiez la bobine enregistrée pendant l'entretien. La voici.

— Merci, dit Bourgès en s'étirant. On verra ça cet après-midi. Je vais lui passer un savon à ce Faure, tout de même ! »

Puis le ministre de la Défense nationale dit en baissant la voix, l'air préoccupé :

« Dites donc, Teitgen, vous étiez avec Mitterrand dans l'antichambre ?

— Oui, monsieur le ministre.

— Vous n'avez rien dit à ce con-là au moins ?

— Monsieur le ministre, je n'avais pas mission de M. le ministre résidant de rendre compte à M. le garde des Sceaux mais uniquement à M. le président du Conseil et à vous-même. »

Teitgen, écœuré, s'est fait emphatique. Ce « con-là », c'est tout de même le ministre de la Justice, et l'attitude de Bourgès en dit long sur la solidarité entre membres d'un même gouvernement ! Alors qu'à Alger on aurait besoin d'une équipe gouvernementale homogène et ferme, qui prenne ses responsabilités.

« Vous avez bien fait, Teitgen. Merci d’être venu. Je vais recevoir Mitterrand maintenant. Et puis ne vous en faites pas, je vais passer un savon à Faure. »

Teitgen et Hosteing s’en vont maintenant à Matignon où les attend Guy Mollet. L’accueil est différent. Le président du Conseil grave, les sourcils froncés, la cigarette attentive fichée entre deux lèvres minces, prend l’affaire très au sérieux.

Teitgen explique à nouveau que ce n’est pas l'affaire Faure qui est grave, mais ce qu’elle représente au point de vue état d’esprit de l’armée.

« Il faut que des mesures urgentes soient prises par le gouvernement, monsieur le président. Il faut que l’armée n’ait pas l’impression de travailler au jour le jour, ce qui est le cas actuellement. Ce qui vient d’arriver est la preuve que des officiers peuvent être la proie de n’importe qui. C’est d'ailleurs ce que je disais à M. le ministre de la Défense... »

Mollet sursaute, indigné.

« Comment ! vous avez vu Bourgès avant moi !

— Monsieur le président, c’est M. Lacoste qui a pris rendez-vous pour moi depuis Alger. J'ai exécuté les ordres.

— Oui, bien sûr. »

Guy Mollet, soucieux, se lève et vient s’asseoir dans un fauteuil près de Teitgen.

« On est entre nous, mon vieux. Je voudrais vous poser une question délicate : on a actuellement de graves problèmes, j’espère que vous n'avez pas tout dit de cette affaire à ce con-là ? »

Et lui aussi ! Quand on voit le président du Conseil prendre son ministre de la Défense pour un con, lequel tient le ministre de la Justice en semblable estime, on est en droit de se dire que ce gouvernement n'est pas joli-joli. Paul Teitgen, me racontant quelques années plus tard le détail de ces entretiens, en frémira encore de rage.

Pourtant lorsqu’il sut ce qui s’était passé rue Saint-Dominique, il ne fut pas loin de partager l’avis du président du Conseil sur le ministre de la Défense nationale !

Le général Faure avait été interrogé par Bourgès sur les incidents de Médéa puis le ministre avait ajouté :

« Dites donc, Faure, il paraît que vous tenez des propos un peu... un peu... disons subversifs. Non ?

— Oh ! monsieur le ministre. Comment pouvez-vous penser ?

— Oui... oui... Il faut tenir votre langue, mon vieux.

— Mais loin de moi, monsieur le ministre...

— Bon ! Ça va. »

Et les deux hommes s’étaient séparés non sans que le général Faure ait demandé au ministre l’autorisation d’aller voir sa vieille mère à Angoulême. Autorisation accordée.

Entre-temps Bourgès avait confié la bobine ultra-secrète à quatre membres de son cabinet avec mission de lui faire un rapport sur ce qu'il y avait sur la bande. Quatre « tiers » au ministère de la Guerre, ce sont forcément des officiers ! Et ils écoutent la bande avec passion.

« Ouh ! la la ! Qu’est-ce qu’il a été raconter, ce pauvre Faure !... »

On avertit le ministre, mais la nouvelle se répand dans tous les bureaux importants.

« Monsieur le ministre, c’est grave. Bien plus grave qu’on ne pouvait le penser. C’est un complot ! »

Et Bourgès écoute enfin la bobine.

« Nom de Dieu ! Qu’on me retrouve Faure tout de suite. »

Et voilà la Sécurité militaire en chasse. Elle récupère le général au moment où il allait prendre le

train pour Angoulême.

« Le ministre vous demande d'urgence.

— Encore ? »

Et Faure, ramené rue Saint-Dominique, est introduit dans l'antichambre du ministre. Mais dans le couloir, il a vu des « copains » qui sont déjà au courant par le cabinet.

« Eh ben, mon vieux. Tu t'es fourré dans de beaux draps ! C'est Teitgen qui t'a donné. »

Et on lui raconte tout, la bande magnétique, le complot. Faure comprend tout. Il est fait. Et comme il est tout ce que l'on veut sauf un homme sans audace et sans courage, il se « paye le culot » de décrocher le téléphone dans l'antichambre même du ministre et de prévenir ses amis de son échec.

« Ça y est, je suis fait. Je suis chez le ministre. Il sait tout. Teitgen est un salaud. Ma conversation avec lui a été enregistrée... on est cuits. »

Ces appels sont d'une nature telle que l'attention des services d'écoute et de sécurité du ministère de la Guerre, qui « filtrent » toutes les communications arrivant ou partant du ministère, est alertée. On repère le point de départ : le cabinet du patron ! Et un agent file le long des couloirs pour « coincer » le personnage. Il arrive trop tard. Faure entre chez le ministre. Cette fois, c'est l'engueulade sérieuse. Et Faure se retrouve pour trente jours aux arrêts de forteresse.

Teitgen, écœuré, avait regagné Alger. Il n'entendra plus parler de l'affaire, si ce n'est pour être traité de tous les noms, dont celui d'indicateur est le plus courtois, par nombre de journaux amis du général Faure, et pour recevoir, le premier samedi de janvier, la visite du directeur de la justice militaire et de la gendarmerie accompagné de deux agents du service de sécurité de la Défense nationale et des forces armées (S.S.D.N.F.A.).

Au bout de quelques minutes, Teitgen apprit que cette mission spéciale était chargée par le ministre de la Guerre de relire avec lui le texte des bandes magnétiques.

« Il y a parfois des bruits, dit l'officier, des mots manquent... et puis... M. le ministre, avec votre accord bien sûr, désirerait que nous supprimions certains noms qui figurent sur la bande.

— Je veux bien tout ce qu'on veut. Relisons ensemble. »

L'officier lui passa un exemplaire de l'entretien.

« Lisez tout haut, dit Teitgen, je vous arrêterai si quelque chose ne colle pas. »

Il y en avait vingt pages. Au passage, l'officier demanda de supprimer les noms de Debré, Arrighi et Giscard d'Estaing. Ce que Teitgen accepta.

« Voilà, nous sommes d'accord. Voulez-vous signer les exemplaires, monsieur le secrétaire général ? » Teitgen s'exécuta. On voulut lui reprendre son exemplaire à en-tête de la justice militaire.

« Ah ! non, monsieur. Ce texte est un contrat. Vous supprimez des noms. Moi, je veux bien. Je vais même vous dire que je m'en fous. Vous faites ce que vous voulez. Mais moi, je garde ce papier. »

Les trois officiers sortirent sans un mot. Pincés.

Le pauvre général Faure n'avait jamais vu les personnages politiques qui devaient, à Paris, lui être d'un précieux secours. Ses contacts civils algérois, en revanche, l'avaient assuré de la bienveillance et du concours des personnages précités. Mais comme tous les groupes ultras d'Alger se disaient en liaison avec le sénateur Debré, avec Me Biaggi, avec Arrighi qui étaient les têtes d'affiche de l'opposition au gouvernement, ce n'était pas s'avancer beaucoup que de faire croire au général à leur soutien inconditionnel.

Le dossier Faure était clos. Quinze jours après personne n'y pensait plus. Et pour cause. Après les troubles qui avaient marqué les obsèques du président Froger et la preuve apportée que la police algéroise ne suffisait plus à maintenir l'ordre, Robert Lacoste venait de céder ses pouvoirs civils de police à l'armée. Le 7 janvier, retour d'Égypte, les léopards de la 10e D.P. prenaient possession de la capitale. La « bataille d'Alger » allait commencer.

TROISIÈME PARTIE

LA « BATAILLE D'ALGER »

De gros nuages noirs roulaient sur le ciel gris et bas. La Casbah semblait terne ; une masse grisâtre comme un paquet de draps humides sortant d'une lessive douteuse. Il émanait de ses ruelles visqueuses une odeur d'urine, d'égout, d'humidité mêlée à l'odeur fade de cave qui s'échappait des maisons à chaque ouverture de porte. Il manquait le soleil et la chaleur poisseuse de l'été pour trouver la Casbah pittoresque. Les couleurs ne chantaient plus. Les vieilles maisons, turques se révélaient dans toute la tristesse de leur splendeur perdue, murs écaillés, mangés par le salpêtre, bleus et roses délavés par les pluies d'hiver ou masqués par la crasse d'une population trop dense, façades crevassées soutenues par des troncs de thuya. Des tas d'ordures abandonnées attendaient dans le moindre recoin le passage de caravanes de mulets chargés de couffins. Les ruelles tortueuses, les passages couverts, les rues à escaliers ne permettaient qu'un ramassage « artisanal » des ordures tel qu'il devait se pratiquer avant l'arrivée du maréchal de Bourmont. À 10 Heures du matin, le marché Randon grouillait de femmes voilées qui se pressaient entre les cageots débordants de légumes et les étals dégoulinants de sang des boucher et volaillers, piétinant dans une boue noire de fruits, de légumes, de déchets écrasés. Sur la place de la Cathédrale en basse Casbah, des petits marchands avaient disposé sur une toile à sac posée à même le sol gluant les mille épices de l'Orient. Poivre concassé, piments rouges disposés en montagne, encens en morceaux et du khôl, qui fait les paupières si noires et souligne la ligne fine des cils des femmes de la Casbah. La pierre naturelle broyée en fine poussière était renfermée dans des étuis grossiers de roseau creusé et les petits marchands les brandissaient par poignées au passage des jeunes femmes pensionnaires des maisons de la rue de la Mer-Rouge en glapissant des phrases prometteuses et insolentes sur les ravages que provoqueraient leurs yeux ainsi maquillés.

Le premier d'une file de camions jaune sable s'arrêta sur la place Cardinal-Lavigerie. Il ne pouvait aller plus loin. Au-delà de l'ancienne mosquée transformée en cathédrale, la pénétration de la Casbah se faisait à pied. Plusieurs dizaines de parachutistes, en tenue camouflée et casquette de toile à longue visière, sautèrent souplement sur le pavé gras. Des plateaux des camions ils descendaient tout un matériel de campagne inconnu des habitants de la Casbah ; rouleaux de fil électrique et téléphonique, poste radio de campagne, cantines lourdement chargées. La tenue ajustée le long des jambes, les « rangers » montant bien au-dessus de la cheville, les manches retroussées au-dessus du coude, la veste camouflée largement échancrée, les hommes ne ressemblaient à aucun de ces zouaves auxquels la population de la Casbah était habituée. Ils semblaient sûrs de leurs mouvements, leur silhouette n'avait rien de celle, empêtrée, des bidasses à béret noir ou casque lourd toujours trop grand qui contrôlaient les barrages de sortie de la Casbah et assuraient par file de huit les patrouilles dans les ruelles principales de la cité maure. Ceux-là paraissaient dangereux, inhumains, le regard lointain, le visage bien rasé, la mitraillette battant la hanche, canon vers le sol. Ils prenaient possession des deux palais de la basse Casbah : le palais Clin, rue du Vieux-Palais, et le palais Bruce, rue Bruce.

Au même instant, en haute Casbah, d'autres parachutistes venus en camions par les tournants Rovigo et la rue Montpensier s'installaient dans la grande école du boulevard Gambetta, toujours souples, décidés, donnant du moindre de leurs gestes une impression d'efficience remarquable. Pas de cafouillage, pas de jurons, aucune des « gueulantes » qui accompagnent habituellement les changements de cantonnement. Car il s'agissait bien de cela. *L'Echo d'Alger* de ce 13 janvier rappelait la nouvelle. Le général Massu, chef de la 10e D.P. — c'est-à-dire patron des paras en Algérie —, était chargé du maintien de l'ordre dans le Grand Alger. Le nouveau « chef de la police » mettait en garde la population algérienne contre l'ordre de grève générale lancé par le F.L.N. pour la fin du mois. Il annonçait ses cartes : en cas de grève, les magasins seraient ouverts par la force. On ne tergiverserait plus. C'était le coup de poing sur la table. Et les paras s'installaient dans la Casbah, à

l’intérieur même de ce quartier que l'on avait coupé depuis des semaines du reste de la ville par des réseaux gigantesques de barbelés. Ce bastion dont l’autorité civile savait qu’il était entièrement aux mains du F.L.N. qui y faisait respecter sa loi, on l’avait retranché, transformé en un immense camp où ses 70 000 habitants et ses centaines de « terroristes » et de commissaires politiques étaient livrés à eux-mêmes à tel point que l’armée ne s’y déplaçait qu’en patrouille, le doigt sur là détente, l'œil et l’oreille aux aguets et la trouille au ventre.

En une journée, les P.C. paras étaient installés. Tous reliés entre eux par des kilomètres de fils téléphoniques. Les ordres étaient lancés par radio, les abords des cantonnements munis d’éclairage. Des groupes électrogènes ronronnaient. Dans le reste de la ville, à El-Biar, à Diar-el-Mahçoul, à la villa Sésini, à Saint-Eugène, des villas, des écoles, des immeubles en cours de construction avaient été réquisitionnés par les paras qui s’y étaient installés comme dans la Casbah. Ils n’agissaient pas comme la troupe en ville, mais comme des commandos en campagne. Alger était considéré comme une région quelconque de Kabylie ou des Nemencha et les parachutistes allaient y appliquer les méthodes de guerre qui jusque-là leur avaient si bien réussi dans le djebel et avaient fait de leurs unités les plus réputées de l’armée d’Algérie, les plus jalousées aussi.

Le général Jacques Massu avait reçu ce cadeau empoisonne des mains mêmes du ministre résidant : le maintien de l’ordre et de la sécurité du Grand Alger.

La situation ne cessait de se dégrader en Algérie. Guy Mollet, à Matignon, ne pouvait pas ignorer que, contrairement à l’optimisme que montraient certains civils et militaires de haut rang, la situation devenait de plus en plus préoccupante. Le directeur général de la Sûreté nationale, M. Jean Mairey, celui-là même qui avait tout mis en œuvre le 6 février 1956 pour que la manifestation des « tomates » ne dégénère pas en émeute lors de la visite de Guy Mollet à Alger, s’était à nouveau rendu en Algérie. À son retour à Paris, il avait remis un rapport confidentiel à Guy Mollet. C’était une analyse lucide, sans complaisance, de la situation en Algérie au 1er janvier 1957.

Jean Mairey démontait la politique du mensonge permanent, de l’équivoque entretenue en Algérie. Il accusait sans ménagement la politique menée tant par les militaires que par les civils. Il apprit ainsi au président du Conseil l’échec de l’opération « Oiseau bleu » et le ralliement de La force K, « armée par nos soins », au F.L.N. « Il n’est guère actuellement, hors des villes (sous réserve du terrorisme), de zones de sécurité en Algérie », écrivait le directeur de la Sûreté nationale. Il regrettait la tactique employée par l’état-major : faire de « l’occupation » statique aux hommes du contingent et ne faire intervenir que les troupes d’élite dites « opérationnelles » (paras, spahis, légion). « Comme leur nombre est limité, écrivait-il, et qu’elles ne peuvent couvrir la totalité d’un pays immense, le temps nécessité pour les rassembler (deux ou trois jours) laisse à la bande de fellaghas qu’elles doivent rechercher et poursuivre, la possibilité de se disperser ou de se regrouper dans un autre secteur. »

Jean Mairey dressait ensuite l’acte d’accusation de la répression en l’illustrant par le récit des « incidents » de Médéa, sur lesquels Bourgès-Maunoury avait posé quelques questions au général Faure avant de lui permettre de prendre quelques jours de repos !

À Médéa, le 15 décembre 1956, deux spahis avaient été assassinés par des terroristes. La troupe s’était alors livrée à une opération de représailles. Le colonel avait refusé de se déplacer et de faire le moindre geste pour éviter le carnage. Des blessés musulmans avaient été écrasés par des automitrailleuses ; on avait lâché des chiens policiers,. Le commissaire de police de Médéa, M. Becker, qui tentait de s’opposer au massacre des indigènes avait été cravaché par un lieutenant de

spahis. On ne connaissait pas le nombre exact des morts. Résultat ? Des attentats se reproduisaient et tous les jeunes Algériens du secteur, jusque-là un des plus calmes d'Algérie, passaient au F.L.N. Les services de Robert Lacoste avaient publié un communiqué « apaisant » où l'opération de représailles était transformée en opération de bouclage au cours de laquelle des « suspects » avaient été abattus.

Jean Mairey écrivait à la fin du chapitre « militaire » de son rapport : « J'écris sans passion et sans joie parce que ma conscience me force à le faire. Mais je ne peux m'empêcher de penser face à tant d'incompréhension, que bien des choses eussent changé avec d'autres méthodes. » Et il regrettait que l'Algérie ne compte pas quelques dizaines de chefs du type du général de Bollardière qui pratiquait avec les Européens et les musulmans une véritable politique de pacification.

Mais c'est surtout sur le terrorisme et la façon de le réprimer que — avant la nomination de Massu et l'abandon aux parachutistes des pouvoirs de police — M. Mairey voulait attirer l'attention du président du Conseil. Il démontait le mécanisme du terrorisme et son but — aucun Européen ne doit nulle part se sentir en sécurité — et ceux du contre-terrorisme ultra (massacre de Boufarik des 6 et 7 juillet, attentat de la rue de Thèbes).

« Ainsi, écrivait Jean Mairey, l'action directe des terroristes musulmans, à laquelle est venue s'ajouter, au cours des derniers mois, celle du P.C.A. clandestin, a fini par donner des arguments aux ultras qui ne demandaient que de telles justifications à leurs propres activités...

« À ceux, s'il en demeure encore, qui se bercent de l'illusion de la seule solution du problème algérien par la force — de l'armée et de la police conjuguées — je réponds que c'est là une dangereuse chimère parce que désormais irréalisable. Le fossé est trop large, la haine trop intense, l'incompréhension trop totale, après trop de violences et trop d'injustices pour que l'Algérie redevienne sans de grands bouleversements une unité réelle... *Le sort de l'Algérie est entre les mains des politiques...* »

Résultat de ce rapport ? Jean Mairey, directeur général de la Sûreté nationale, qui pensait trop, qui voyait ce qu'il ne fallait pas voir et avait le tort de l'écrire à son président du Conseil fut interdit de séjour en Algérie avant d'être révoqué par M. Bourgès-Maunoury !

Le ministre résidant Robert Lacoste n'entendait pas céder ses pouvoirs civils aux militaires, il voulait uniquement leur donner la responsabilité de maintenir l'ordre dans une ville où ses services civils étaient dépassés. Après les attentats meurtriers qui avaient suivi les obsèques du président Froger, le cabinet Lacoste ne se faisait aucune illusion sur la police. Elle était débordée, complice des groupes européens ultras. Les policiers discutaient les ordres. Oui, pour telle décision. Non, pour telle autre. Les melons, les ratonnades, c'était leur langage quotidien. Ils n'allaient pas lutter contre cette foule européenne dont ils étaient issus et qui — puisque la police était impuissante à les défendre contre des attentats aveugles — faisait sa justice elle-même quand ses nerfs cédaient à la peur et à la tension savamment entretenues par le F.L.N.

En revanche, pour Lacoste et son cabinet, les militaires étaient libres de toute attache. Ils n'étaient pas intoxiqués. Nombre d'entre eux, les paras en particulier, étaient hostiles à ce colonialisme ultra. Ces soldats révolutionnaires étaient souvent outrés par la condition réservée aux musulmans et le faisaient savoir. Mais en même temps, à leurs yeux, ce n'était pas une excuse au terrorisme aveugle du F.L.N. Leur donner les pouvoirs de police, c'était se couper d'une population européenne en qui on n'avait pas confiance et voir appliquer à l'échelle d'une ville les méthodes employées en campagne. En outre, et c'était l'arrière-pensée de Lacoste, on les « surveillera » toujours. Il y aura Barret, préfet d'Alger, et Teitgen, le secrétaire général pour la police, et le fidèle Peccoud qui va remplacer Pernet

à la direction de la Sûreté.

L'annonce d'une grève décrétée par le F.L.N. pour la fin de janvier fut le dernier coup de pouce qui allait faire céder l'autorité civile.

C'est le 2 janvier 1957, au 3, rue Caton, chez Mme Bouhired, tante de la jeune Djamila, que Ben M'Hidi avait annoncé la nouvelle à Yacef Saadi. Le responsable des actions armées sur Alger au sein du C.C.E. passait chacune de ses nuits à la Casbah. La plupart du temps il partageait le refuge de Yacef.

Torse nu, le visage couvert de savon à barbe, Ben M'Hidi observait dans la glace Yacef qui déplaçait le panneau carrelé abritant là cache. Le chef des commandos d'Alger avait mis au point les mesures de protection nécessaires pour échapper à une visite de police inopinée. En cas de perquisition les deux hommes se précipiteraient dans la cache dont on rabattrait le panneau et une parente, qui partageait la chambre de Mme Bouhired, prendrait la place de Ben M'Hidi dans le lit défait après avoir repoussé sous le sommier la paillasse de Yacef. Aux yeux des policiers les chambres ne présenteraient aucun aspect suspect. L'entrée de la cache était une petite merveille de camouflage.

« Tu as l'air préoccupé, dit Yacef en faisant basculer le panneau.

— Oui. Je réfléchis à une décision sur laquelle je voudrais avoir ton avis. Qu'est-ce que tu penserais d'une grève générale ?

— Tu es mieux placé que moi pour juger.

— Non, mais ton opinion ?

— Politiquement, ça me semble valable, mais on a toutes les chances d'y laisser des plumes car les Français réagiront. »

Toute la population algérienne de la capitale était acquise au F.L.N. soit par contrainte, soit par foi. Collecteurs, distributeurs de tracts, « choufs », fournisseurs de planque, tous étaient parfaitement organisés en cellules cloisonnées. Le moindre rouage fonctionnait parfaitement.

« Et si la police tape dans le tas, poursuivit Yacef, elle aura forcément des résultats, des renseignements.

— On. va prendre le risque... »

Et Ben M'Hidi expliqua que le C.C.E. avait décidé une grève générale.

« Il faut qu'à l'approche de la session de l'O.N.U. nous fassions la démonstration que tout le peuple est derrière nous et obéit parfaitement à nos mots d'ordre, dit-il à Yacef. La grève totale sera spectaculaire. Alger doit servir de caisse de résonance. Il faut que la capitale soit le tambour de la révolution et que la ville joue un rôle plus grand dans le développement de la lutte !

— Nos « trucs » ont impressionné la population. »

Depuis quelque temps, Yacef ne prononçait plus le mot

« bombe ». Il l'avait remplacé par « truc ».

« Oui. Il faut que nous portions la guerre dans les villes, et à Alger en particulier. »

Le C.C.E. avait reçu des appels au secours des chefs de wilaya. Les renforts considérables de l'armée rendaient la vie dure aux maquis, qui avaient de plus en plus de mal à se déplacer. Il fallait leur permettre de souffler.

« Tu dois intensifier les attentats, dit Ben M'Hidi, et préparer en même temps la population à la grève. »

Ben M'Hidi avait lui-même lancé l'idée de la grève et de l'intensification du terrorisme à Alger.

« Ce sera, avait-il expliqué à Abane, Krim, Ben Khedda et Dahlab, une façon de prouver au monde que le peuple suit le F.L.N. Que nous sommes représentatifs du peuple algérien. Si la démonstration est réussie, l'argument majeur des Français qui ne veulent pas discuter avec le seul F.L.N. sera détruit. » En outre une grève générale aurait l'immense avantage de réunir toutes les classes sociales musulmanes dans une action d'envergure. Là tous les tièdes, les francophiles, les indifférents seraient entraînés dans la lutte.

Enfin, à l'extérieur, M'hamed Yazid, qui représentait le F.L.N. à New York, voulait profiter de la mauvaise impression produite sur le plan international par l'arraisonnement de l'avion mis à la disposition de la délégation F.L.N. par le sultan du Maroc pour faire inscrire la question algérienne à l'ordre du jour de la nouvelle session de l'O.N.U. Les attentats urbains avaient, comme prévu, attiré l'attention du monde sur l'Algérie. Beaucoup plus que la campagne, pourtant bien exploitée, de protestation contre la répression, les ratissages et les tortures. La révolution algérienne ne pouvait plus être le fait d'une poignée de bandits de droit commun qui s'imposent par la terreur — argument massue du gouvernement français — si la population suivait unanimement les directives du Front.

Les membres du C.C.E., avant de prendre une décision aussi importante, avaient analysé la situation. En ce début de l'année 1957, la structure politico-administrative était assez forte. Le travail d'explication dans la masse et auprès de certains Européens était assez avancé pour envisager une participation populaire à la révolution.

« On peut presque parler de soulèvement de masse, avait dit Abane, mais au lieu de faire descendre le peuple dans la rue et de le faire faucher à la mitrailleuse lourde, on va le lancer dans une grève comme on n'en a encore jamais vu en Algérie. D'une part, le retentissement international sera très grand et ensuite, cela permettra à la population de montrer sa puissance. »

Car les rapports de Ben M'Hidi et de Yacef prouvaient que la population algérienne dans sa majorité était politisée, archi-prête à l'action et qu'il pouvait être dangereux de la maintenir sous pression sans rien faire. La décision avait été prise à l'unanimité par les cinq membres du C.C.E.

« Combien de temps doit durer la grève ? demanda Yacef à Ben M'Hidi.

— On avait pensé à un mois, mais c'est trop. Disons huit jours, Il faut paralyser le pays pendant une semaine. »

L'Algérie était tellement centralisée qu'une paralysie de la capitale serait suffisante pour arrêter l'essentiel de l'activité dans tout le pays.

Yacef fut chargé par Ben M'Hidi d'organiser cette grève de huit jours à Alger. Le C.C.E. recommandait de ne pas la coupler avec l'action armée pour que le gouvernement français ne croie pas à une grève insurrectionnelle. Yacef proposa alors, pour rendre la démonstration plus importante aux yeux du monde, de développer « l'action spectaculaire » avant le déclenchement du mouvement populaire et de la stopper la veille de la grève. Ainsi la démonstration serait faite que le F.L.N. était capable d'arrêter attentats et méfaits quand il le voulait et où il le voulait.

Aux yeux de Yacef, le problème essentiel était celui de l'argent. Les habitants de la Casbah, comme ceux des quartiers populaires de Belcourt et de la périphérie, vivaient au jour le jour et n'avaient pas d'économies pour accumuler les provisions nécessaires pour nourrir leur famille pendant huit jours. Le C.C.E. vota un crédit exceptionnel de 15 millions pour que Yacef pût aider les plus défavorisés. Les familles plus aisées devraient de leur côté aider leurs voisins les plus proches.

« Doit-on garder l'opération secrète le plus longtemps possible ? demanda Yacef.

— Non ! Il faut l'annoncer dès maintenant. Le mouvement n'en aura que plus de portée. Les gens auront ainsi le temps de s'organiser.

— Tu ne crains pas une répression préventive ?

— Penses-tu ! Les paras — les seuls très efficaces — se battent dans le djebel. En ville, on n'a que les flics à craindre. Et ce n'est pas la police qui va nous faire peur.

— Tu as raison. On peut y aller.

Ben M'Hidi avait oublié dans ses prévisions la notion du parachutiste-flic. Il allait le payer de sa vie.

L'annonce de la grève générale pour la fin du mois déclencha une véritable panique à la préfecture d'Alger, panique qui se ressentit jusqu'au cabinet de Lacoste. L'autorité civile se sentait incapable de lutter contre l'action du F.L.N. Que cette grève réussisse — et elle allait réussir, personne n'en doutait — et c'était offrir sur un plateau au F.L.N. cette représentativité populaire qu'il briguait, c'était en outre ridiculiser le pouvoir du ministre résidant. Il fallait se rendre à l'évidence : le F.L.N. était le véritable patron d'Alger. Les attentats continuaient, terrorisant chaque jour un peu plus une population européenne qui se sentait abandonnée et pouvait d'un jour à l'autre céder totalement aux mots d'ordre ultras qui prêchaient une justice expéditive. Et ce serait le bain de sang. Pour Lacoste, il n'y avait qu'une solution : extirper le F.L.N. de la ville et récupérer la population. Bref, faire de la pacification à Alger. Et pour cela, confier la capitale à l'armée.

Il était exclu de confier la responsabilité du maintien de l'ordre avec des moyens militaires considérables au préfet Serge Barret. Celui-ci n'y tenait nullement. De plus, les militaires auraient refusé cette mission de police si ce n'était pas un des leurs qui la supervisait.

Serge Barret céda, sur l'ordre de Lacoste et avec la bénédiction du gouvernement socialiste de Guy Mollet, la totalité de ses pouvoirs de police au général qui dirigerait l'opération. Le choix se porta sur Massu. Il était le seul général parachutiste et les régiments de sa 10e D.P. avaient obtenu depuis le début des « événements » d'Algérie les résultats les plus probants. Il était clair pour Robert Lacoste que seuls les léopards pouvaient réussir là où échouaient les civils. Ils avaient des méthodes que l'on ne pouvait employer « dans le civil ». Et Lacoste leur donnait carte blanche pour vaincre. Ce que le gouvernement ne pouvait décemment dire à des policiers : « Travaillez sans vous soucier du carcan des lois », il n'hésitait pas à le dire à des militaires. Le dire... pas l'écrire. Tout passerait sous le couvert du maintien de Tordre. Pour les léopards, le temps du mépris de l'autorité civile allait commencer.

La sentinelle se figea au garde-à-vous, la mitraillette plaquée en travers de la poitrine. Le général Massu, en tenue camouflée, lui rendit son salut et entra en trombe dans le vieux palais où il avait installé l'état-major Alger-Sahel. Cela sentait la poussière. Il n'y avait pas de meubles si ce n'est quelques tables, bureaux d'écoliers et tableaux noirs déposés dans des sortes de remises. Une grande activité régnait dans les couloirs. Reconnaissant le général, les hommes marquaient un temps d'arrêt pour saluer rapidement et poursuivaient leur tâche. La hiérarchie chez les léopards était très lâche. Les colonels de régiment — tous célèbres : Bigeard, Fossey-François, Château-Jobert, Jeanpierre, « Prosper » Mayer — avaient réussi cet exploit : se faire respecter et aimer de leurs hommes. Partageant la même nourriture, les mêmes fatigues, les mêmes dangers, n'exigeant aucune des marques de respect outrées qui n'ont cours dans aucune autre société et auxquelles les militaires traditionnels sont si attachés, les colonels de paras avaient entraîné leurs hommes à agir avec efficacité, rapidité et sûreté. Persuadés d'être plus forts que les autres, d'être entraînés par les meilleurs chefs — ce qui était vrai —, rien ne leur semblait impossible. Ils entraient dans Alger, s'y

installaient, ignorant tout de la peur qui faisait bouillonner le chaudron, ne pouvant même pas la concevoir.

Massu entra dans le bureau de son état-major. Le colonel Godard assis derrière une table de bois blanc, se leva.

« Cette fois, Godard, ça y est. Le préfet Barret m'a remis tous les pouvoirs de police. Ça n'a pas l'air de vous enchanter.

— Ce n'est pas notre métier, mon général. Nous sommes paras, pas flics.

— Faut le faire. C'est tout. C'est le ministre qui l'a dit. Et c'est lui qui a le pouvoir, non ? On a carte blanche pour débarrasser Alger de ses tueurs et de ses poseurs de bombes. »

Le Gouvernement général avait promis tout son soutien, mais il fallait agir vite et énergiquement. Le problème était simple : ou l'on négociait, et l'on ne se mouillait pas dans une affaire qui n'allait pas se faire sans éclaboussures, ou l'on continuait, et on gagnait à Alger. Paris avait ordonné : on continue. Cela sans *faire la guerre*. Car pour le gouvernement Mollet, comme pour ceux qui l'ont précédé et suivi, il n'y avait pas la guerre en Algérie.

Lacoste et son *brain trust* savaient qu'en se battant à Alger, en portant le fer dans cet abcès terroriste, chacun recevrait quelques gouttes de pus. C'était l'opération chirurgicale : sauver un homme en lui faisant mal, en nettoyant sa plaie à vif, en évitant la gangrène. L'action énergique ordonnée par Lacoste avec la bénédiction de Mollet allait être une sale besogne — dont on chargeait les léopards en raison des succès qu'ils avaient obtenus dans le bled. La méthode des paras : agir à la surprise sur renseignement, vaincre grâce à la rapidité de l'action, était la seule qui puisse réussir à Alger.

En outre, les paras étaient commandés par Massu, général à deux étoiles que Lacoste estimait, à juste titre, être le moins politique des militaires efficaces. Massu était l'un des rares généraux à n'être point venu « faire sa cour » au ministre résidant, de plus c'était un Français libre, compagnon de la Libération, gaulliste du tout début. Quand Lacoste arrête son choix sur Massu, c'est à cela qu'il pense d'abord. Si surprenant que cela paraisse aujourd'hui, la référence au « Grand Charles » était fréquente au cabinet de Lacoste. Massu est choisi. Bourgès entérine la décision de Lacoste. On a besoin d'un homme sûr, efficace, pas d'un politique, pas d'un coupeur de cheveux en quatre, un homme à qui on puisse dire : « Il faut gagner par tous les moyens. Et il faut que ça aille vite. »

Car il ne faut pas l'oublier, bons ministres de « gauche », préfets honnêtes, grands administrateurs, hauts fonctionnaires de grande classe, tous disent à Massu à la veille de la « bataille d'Alger » : « Il faut y aller, par tous les moyens. Il faut que ça saigne. Voilà tous les pouvoirs de police. On vous couvre. Il n'y a pas de gants à prendre avec ces pâles voyous qui posent des bombes, tuent des femmes et des enfants. Nous, nous avons préparé un plan de réformes qui rendra heureuse la population musulmane, il faut que vous, en extirpant ce germe F.L.N., vous nous permettiez de pouvoir l'appliquer. »

Et Massu comprend ce langage. Il a la réputation d'être un soldat courageux qui ne se pose pas de problèmes. Contrairement à certains de ses colonels et commandants de la 10e D.P., il n'a pas le goût de la politique, il n'y comprend même rien et s'en flatte. Alors certains en concluent que ce n'est pas un « gladiateur » qu'ils ont comme patron. Mais ses états de service sont exceptionnels. Compagnon de Leclerc, il est entré à Paris avec la 2e D.B. Fonceur, baroudeur, c'est un maréchal d'Empire qui n'oublie pas avoir été grognard. Depuis 1940, il suit De Gaulle. Il n'a pas de formation. On lui a dit « bats-toi » et il s'est battu. Comme un lion. Couvert de médailles gagnées à la bagarre et non dans les cabinets ministériels. Cet ancien enfant de troupe de La Flèche déteste tout ce qui est hors de la discipline. Ce dur a horreur des coups tordus de la politique. Il aime le grand air, la lutte, la

« castagne ». C’est une sorte de grand Don Quichotte sans une étincelle de génie mais avec — ce qui est plus rare — une grande honnêteté. Il a une idée à la fois, pas deux. Mais il s’y tient et l’exploite à fond. Il a déjà sa légende appuyée par une gueule insensée : un. visage en lame de couteau sculpté, raviné qui ne sait exprimer que la rogne. Une moustache aussi hérissée que la brosse qui lui tient lieu de coiffure, toujours grommelant. Massu ne parle pas, il grommelle. Il ne se sent à l’aise qu’à son état-major ou en campagne. Il déteste les salons et les dîners en ville où il n’est ni drôle, ni fin, ni rigolo. Alors on le prend pour un grand militaire un peu balourd. C’est ce qui se passe à Alger où il repousse toutes les tentations politiques qui s’offrent à un militaire qui « en a dans le ventre ». Certains de ses colonels n’y résisteront pas. De plus « malicieux », de plus intelligents, s’y croiront très forts et s’y perdront. Massu, lui, ne croit rien. Il n’écoute aucune des élucubrations des comploteurs. Et surtout il est admirablement aidé, secondé par sa femme qui a pour ce grand gosse de mari beaucoup d’affection, d’admiration et d’amour.

Ambulancière de la 2e D.B., elle a été patronne des fameuses Rochambelles. En 1944, elle a la révélation de la guerre où elle peut donner libre cours à un dévouement extraordinaire et épuiser à soulager des hommes qui souffrent un trop-plein de vitalité hors du commun. Elle découvre aussi Massu, sa gueule, son courage, son allant. Elle divorce — c’est la première femme du grand avocat Henry Torrès — et épouse Jacques Massu. Il avait tout pour faire un grand colonel, elle lui apporte la « dimension au-dessus ». Très lancée dans les salons parisiens, elle a des relations partout. Belle-sœur de Philippe Bœgner, elle est ainsi liée avec les plus illustres familles protestantes françaises ; d’origine israélite, elle est liée à l’intelligentsia juive de Paris. Elle sait séduire, elle sait y faire et épargne à son mari nombre de gaffes qui compromettraient à jamais la transformation de la chrysalide « officier supérieur » en officier général. Elle réussit magnifiquement. Et si Massu a gagné une étoile par son courage, sa femme lui a gagné la seconde par son intelligence. À Alger, Mme Massu va être, une fois encore, le complément du général et l’aider par où il pèche. Elle sera pour beaucoup dans la popularité algéroise de son mari. Massu qui n'est pas l’homme des compromis, qui appelle un chat un chat, déteste les Européens d’Alger trop gueulards, trop réactionnaires, qui ne veulent rien céder. Il est très anti-ultra. « Ces Européens, je les *cintrerai* », dira-t-il un jour. Il croit à la pacification et le plan Lacoste que les Européens repoussent de toutes leurs forces lui paraît devoir faire le bonheur des musulmans chez qui il a des antennes. Lui, il se soucie de savoir ce qu’ils pensent. Mme Massu gagnera à son époux les salons d’Alger qu'il déteste et dont les occupants constituent pourtant une part essentielle de l’Algérie puisqu’ils ont l’argent.

Les résultats obtenus par la 10e D.P. dans le djebel ajoutent encore au renom de Massu autour duquel gravitent maintenant des colonels dont la réputation grandit de jour en jour et qui, eux aussi, traînent des légendes indochinoises qui impressionnent.

Tel est l’homme à qui Lacoste vient de donner carte blanche pour « débarrasser Alger de sa vérole ».

Cette passation de pouvoirs ne s’est pas faite sans grincements de dents. Paul Teitgen a mis en garde son préfet et le G.G. contre le fait que ce sont les civils qui conservent la responsabilité de toutes les opérations sans les contrôler. Si Massu était préfet de police, il serait responsable, or il ne l’est pas.

Serge Barret signe néanmoins l’arrêté préfectoral suivant :

« *Article premier :* L’ensemble des pouvoirs de police normalement dévolus à l’autorité civile — à l’exception des pouvoirs spéciaux — sont dévolus à l’autorité militaire.

« *Article 2 :* Le général Massu, commandant de la 10e D.P., est chargé de l’exécution du présent arrêté. »

Massu a immédiatement rencontré Teitgen. Il a grommelé :

« Ouais, tout ça, c'est bien beau, mais je ne connais rien à la police. Vous voulez bien m'aider, monsieur Teitgen ?

— Bien sûr, je vous aiderai.

— C'est vous qui assignerez à résidence sur notre demande ?

— Oui, j'y veillerai personnellement. »

Massu, dès le lendemain, publiait un arrêté faisant de Teitgen son adjoint civil. Le sang de Paul Teitgen ne fit qu'un tour. Lui, civil, adjoint d'un militaire ! Et il « arrêta » lui aussi, en nommant le général Massu adjoint militaire du secrétaire général pour la police ! Massu s'aperçut qu'au moins celui-là n'avait pas tout abandonné aux militaires. Il ne s'en lavait pas les mains.

Paul Teitgen devenait le dernier rempart de l'autorité civile pour le moins défaillante. Le fait de signer lui-même les assignations à résidence lui donnerait, espérait-il, un moyen de contrôle. Cette comptabilité humaine, les militaires devaient la tenir à jour et en rendre compte.

C'était compter sans la carte blanche. Les civils avaient démissionné. Massu et ses léopards acceptaient une mission pour laquelle ils n'étaient pas faits. Ils étaient bien décidés dans ces conditions à ne pas se laisser « emmerder » par ces fonctionnaires qui « pétaient de trouille » à l'idée d'une grève générale.

« Premier problème, dit Massu à Godard, la grève. Il ne faut pas qu'elle ait lieu.

— La Casbah, d'après ce que je sais, dit Godard, est entièrement aux mains du F.L.N.

— Convoquez les commandants de régiments. Il faut se partager le travail. »

Les décisions furent prises avec rapidité. Massu nomma son adjoint, le colonel Godard, chef du secteur Alger-Sahel comprenant une partie de la Casbah, Bab-el-Oued et le centre d'Alger, Bigeard et son 3e R.P.C. prendraient la Casbah ; le Ruisseau et la partie est d'Alger seraient sous le contrôle du 2e R.P.C. de Fossey-François ; le 1er R.C.P. de Mayer et le 1er R.E.P., les légionnaires du colonel Jeanpierre, effectueraient les missions Alger-Sahel. Le citron que constituait Alger était partagé. Le colonel Trinquier s'occupera des populations à l'état-major d'Alger-Sahel. Sa mission ? Le renseignement en milieu civil. Il dirigera un service qui n'existe dans aucune unité classique.

En quarante-huit heures, l'organigramme de Massu était monté.

Patron : Massu. *Son état-major :* Broizat, chef d'E.-M. Marion, chef 2e bureau, assisté du cap. Graziani. Lafargue, 3e bureau.

Sous l'autorité de Massu : Godard, chef du secteur Alger-Sahel.

État-major Godard : Cl. Crozafon, un garde républicain plus ancien en grade que Godard, mais qui a accepté de le suivre. Marey, chef 2e bureau. Trinquier, chef 5e bureau.

Godard était chargé de superviser l'action des six régiments qui allaient être engagés dans la « bataille d'Alger » : 1er R.E.P., 3e R.P.C., 1er R.C.P., 9e R.C.P., des artilleurs du 35e R.A.L.P. (régiment d'artillerie légère aéroportée), le 9e zouaves déjà implanté dans la Casbah. Massu avait la plus entière confiance en Godard qui était jusque-là chargé du bureau « emploi et méthode » à l'E.-M. général. Il saurait avoir la haute main sur l'ensemble tout en lâchant du lest quand il le faudrait.

Chaque régiment gardait son autonomie comme s'il se trouvait en campagne dans le bled. Chaque O.R. (officier de renseignement) exploiterait les aveux recueillis. Les régiments étaient sur pied de guerre vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Alger devenait une zone opérationnelle.

Il fallait gagner et vite gagner. À cet organigramme classique on allait coupler un état-major parallèle secret dont on parle ici pour la première fois.

Cet état-major parallèle fut confié au commandant O... Les historiens des temps futurs pourront plus tard retrouver facilement celui à qui on confia l'ensemble des sales besognes, celui qui allait superviser la torture généralisée, seule arme capable en temps de guerre subversive d'annihiler l'action dévastatrice de commandos terroristes implantés dans une grande ville. Les initiales employées sont fausses. La loi d'amnistie interdit en effet, non de parler des méthodes employées en général pour gagner la « bataille d'Alger », mais de citer le nom d'un homme responsable des sévices appliqués à un autre homme. Et c'est justice car tout le monde est impliqué, tout le monde est responsable des affaires de tortures qui ont ensanglanté l'Algérie. Tous les politiciens qui avaient un poste de direction à l'époque, tous les officiers qui ont été mêlés à la « bataille d'Alger », tous leurs soldats. Quelle injustice de fendre un tel ou un tel responsable. Nous le sommes tous. Moi comme les quelque trois millions de jeunes hommes à qui l'on a dit d'aller défendre l'Algérie. Tous *savaient*, leurs parents savaient. Notre propos n'est pas de juger, mais de raconter le plus fidèlement possible ce qui se déroula lors de ces quelques mois les plus sanglants de l'histoire de la guerre d'Algérie, ceux au cours desquels se déroula la « bataille d'Alger ». À chacun ensuite de juger, de se juger. La majorité des chefs qui ont pris la décision d'employer l'interrogatoire systématique « poussé » ont pris leurs responsabilités et ne se sont jamais réfugiés derrière des paravents. Ils ne se sont pas voilé la face comme tant de politiciens l'ont fait, lâchant ignoblement des officiers à qui ils avaient dit : « Il faut gagner par tous les moyens » sachant pertinemment quels étaient ces moyens. Ils n'ont pas non plus voulu effacer cette période de leur vie d'un trait de « Corrector » comme la loi le leur permettait et si je peux aujourd'hui raconter ce qui se passa d'héroïque et d'ignoble entre le mois de janvier et le mois de septembre 1957 à Alger, c'est grâce à eux. Qu'ils en soient remerciés.

Le commandant O..., tout comme Godard et bien d'autres, est un ancien de ce 11e « choc » que nous avons déjà rencontré. Très fin, horriblement timide, très bohème, aussi peu militaire que possible, O... est un spécialiste du renseignement. Un homme complexe à définir : froid, courageux, « gonflé », c'est un fanatique de la victoire tout en étant le contraire d'un chef militaire. On ne parlera jamais de lui. En Indochine, il ne « roulait pas des mécaniques » comme tant d'autres. Il travaillait à des missions secrètes de renseignement. Ce n'est pas un foudre de commandement, mais un homme d'action exceptionnel, il a longtemps « traîné » en 1954 au service action du S.D.E.C.E. avec le colonel Morlane. Il en a gardé cette horreur de la publicité, que l'on enseigne — et pour cause — à tous les militaires de ce service. Il est à l'opposé d'un Bigeard qui, lui, soigne merveilleusement sa publicité, et pourtant il fera avec lui et les autres colonels un travail d'une extraordinaire efficacité. À cet état-major parallèle, O... va travailler avec tous les officiers de renseignement des différents régiments, avec les officiers chargés de la population, avec Chabanne qui est l'O.R. de Bigeard, avec Faulques qui est l'O.R. de Jean-pierre, avec Trinquier. L'essentiel de son travail sera de retrouver toutes les filières qui conduisent à l'état-major du F.L.N. Par tous les moyens. Son contact facile, sa notoriété auprès de ses camarades O.R. lui permettront d'exploiter le moindre indice, de structurer et coordonner tous les renseignements que les régiments seront susceptibles de recueillir. Il y ajoutera ses sources personnelles. Il a une mémoire d'éléphant et il n'hésite devant rien. Massu lui donne un bureau à son état-major d'Hydra, mais c'est à la villa des Tourelles, dans une petite rue en dessous d'Hydra, qu'O... élira domicile avec ses « hommes à tout faire » : un commando de onze sous-officiers triés sur le volet, tous anciens d'Indochine, qui seront les exécuteurs des basses œuvres par trop écœurantes que le choix en haut lieu des méthodes destinées « à vaincre à tout prix » a rendues nécessaires.

Pour briser la grève qui se préparait, Massu proposa à ses colonels de s'installer dans la Casbah par petits paquets. Le plan ne fut pas adopté car chaque colonel eut la même réaction : « Si la Casbah

bouge vraiment ou nos gars seront submergés ou ce sera le massacre et ils tireront dans le tas, »

O... proposa une solution :

« Il faut en effet s'implanter dans la Casbah comme dit le général, puisque tout semble partir de là. Mais il faut que nous ayons des bases. Et des renseignements. Comme nous n'en n'avons aucun, il va falloir les trouver. »

Et les habitants de la Casbah avaient vu les paras établir leurs positions dans les P.C. des vieux palais et dans les écoles du boulevard Gambetta.

O... se renseigna sur la façon dont la police était faite à Alger. Il apprit l'existence d'un fichier établi par les Renseignements généraux où les services de police avaient groupé les noms et adresses de tous les suspects à un titre ou à un autre. Ce fichier, exploité avec des méthodes classiques, n'avait pas été d'une grande utilité dans la lutte contre le terrorisme. O... décida de s'en servir avec ses méthodes à lui.

« Au hasard, on « coxe » tous ces gens en pleine nuit. Et on les interroge. Là, on aura des chances de débusquer un lièvre. »

Les R.G., « sollicités » par la voie officielle de permettre la consultation de leur fichier, refusèrent. Le commandant O... prit une section et arriva le soir même dans le bureau où l'on abritait le fichier à la préfecture. O... et ses sous-off' durs à cuire avaient chacun la mitraillette sous le coude.

« Le fichier !

— Si je refuse ? dit le policier de service.

— Ça risque d'être embêtant pour vous et pour nous. De toute façon, on l'aura tout de même ! »

Les autorités civiles ayant elles-mêmes démissionné, pourquoi un obscur flic des R.G. irait-il jouer les héros ? O... et ses hommes repartirent le fichier sous le bras.

À la villa des Tourelles, toute la journée du 13 janvier et la nuit du 13 au 14 furent consacrées à l'étude du fichier. Chaque régiment reçut une liste d'hommes suspects à arrêter. L'opération aurait lieu dans la nuit du 14 au 15 janvier à 1 heure du matin. Les léopards avaient carte blanche, on n'allait pas se soucier de la loi et des heures légales d'arrestation. Chaque O.R. se chargerait de l'interrogatoire des suspects ramassés par-son régiment. La ronde infernale commençait.

Yahia Briki et « Lucien » Guerroudj furent arrêtés par la police le jour où Lacoste chargeait Massu des pouvoirs de police. Ils échappaient de peu aux paras. Danièle Minne, la belle-fille de Guerroudj, se réfugia à la clinique Lavernhe, avenue Pasteur, où l'une de ses tantes était en traitement. La jeune fille, qui n'avait pas encore dix-huit ans, était paniquée. Elle se savait recherchée. Toufik, qui contrôlait le réseau des poseurs de bombes constitué d'anciens communistes, alerté par Jacqueline Guerroudj, vint la récupérer à la clinique et l'emmena chez lui, 101, rue Dupetit-Thouars. Là, Toufik lui présenta Ben Hamida, son cousin germain. Tous deux faisaient partie d'un des réseaux bombes que Yacef avait résolu de mettre à nouveau en action pour préparer la grève du 28 janvier.

« Es-tu prête à nous aider ? demanda Toufik à la jeune fille.

— Bien sûr. Quand vous voudrez. »

Toufik lui indiqua sa première mission. Aller chercher un paquet de gâteaux dans une boulangerie de la rue Mogador et porter ce paquet à une jeune femme qui travaillait à la radio, rue Hoche. Danièle Minne connaissait très mal le centre d'Alger, ayant surtout habité Maison-Carrée. Toufik lui ouvrit donc le chemin. Le patron de la boulangerie remit discrètement le paquet à Danièle, qui le tint avec précaution. L'artificier Taleb Abderrahmane avait fait des progrès depuis les bombes du Milk Bar. Ses engins étaient maintenant gros comme un paquet de bastos. Et plus efficaces que les

premiers. La ruse employée par Abane pour transporter ses tracts servait maintenant à certains transports de bombes.

Les troupes de Yacef devenaient de plus en plus importantes. Il avait recruté une trentaine de jeunes filles, des danseuses du corps de ballet de l'Opéra, des comédiennes, et des assistantes travaillant à la radio. Danièle Minne n'eut pas la peine d'entrer rue Hoche dans les locaux de la R.T.A. (Radio Télévision Algérienne). On l'attendait à l'extérieur. Le soir même, à 20 h 45, la bombe explosa dans le hall de la Radio. Il n'y eut heureusement pas de blessés mais les dégâts matériels furent importants. L'emprise de la terreur devenait de plus en plus grande à Alger. Chacun savait maintenant que, lorsqu'on entendait un bruit sec, il ne s'agissait pas d'une porte qui claquait ! C'est ce que voulaient Ben M'Hidi et Yacef. Lorsque l'E.-M. para apprit la nouvelle, personne ne bougea. Les constats, on pouvait laisser cela aux flics. Les léopards préparaient leur première grande rafle.

Le 14 janvier, les équipes des différents régiments situèrent sur un immense plan d'Alger les adresses de ceux que l'on devait « coxer » dans la nuit. On avait fait un choix de deux cent cinquante noms. Au hasard. Aucun des colonels, aucun des O.R. ne connaissait quoi que ce soit aux affaires de police, encore moins aux suspects dont les noms était inscrits dans le fichier des R.G. « Zahri Abdelkader ; ancien scout musulman ; P.P.A. passe aux centralistes M.T.L.D. ; meneur syndicaliste ». Une fiche pareille c'était de l'hébreu. À part « meneur syndicaliste » les paras ne comprenaient rien aux autres renseignements.

« P.P.A. M.T.L.D. Centralistes. Quès aco ? demanda un lieutenant.

— T'occupe pas. On le boucle. »

Le lieutenant nota l'adresse et poursuivit sa lecture :

« Hafaf, restaurateur. P.P.A. puis M.T.L.D. Centraliste. Serait en rapport avec les rebelles... On boucle. »

Et il écrivit sur son carnet : 7, rue de la Grenade.

À 0 h 30, les camions jaune sable s'arrêtèrent place de la Cathédrale, rue de la Lyre, square Montpensier, bd de la Victoire, bd de Verdun, rampe Valée, rue de Bab-el-Oued, encerclant la Casbah. Les sentinelles des postes de blocage écartèrent les chevaux de frise qui barraient les rues les plus larges. En silence, de longues files de parachutistes pénétrèrent dans les ruelles obscures. À chaque carrefour important, une patrouille prenait position. Des équipes s'étaient partagé les listes des hommes à arrêter. La plupart des suspects habitaient la Casbah.

« C'est bon signe, avait dit Godard. On va trouver. O... a raison. »

À 0 h 45, chaque suspect était « logé ». À 0 h 50 un long coup de sifflet retentit, les portes des maisons qu'occupaient les suspects étaient enfoncées. Et les paras la torche à la main gauche, une mitraillette à la main droite s'engouffraient dans les logements. Ouvrant brusquement les portes des chambres, découvrant, à la lumière crue des lampes électriques, la pauvre intimité de la population musulmane, ils provoquèrent une panique épouvantable.

« Allez, debout. On cherche un tel, ou un tel. C'est toi ?

— Non. Mais vous n'avez pas le droit, ce n'est pas l'heure légale. »

L'homme était en chemise et essayait d'enfiler un pantalon.

« Ta gueule. Allez, on l'embarque. »

L'homme, comme tant d'autres cette nuit-là, fut tiré de sa chambre sans avoir eu seulement le temps de prendre une veste. Les femmes se lamentaient sur les balcons des patios intérieurs. Les

enfants réveillés en sursaut hurlaient, se pendant aux jupes de leurs mères. Les paras poussaient sans ménagement les suspects à l'extérieur.

« Allez, mains sur la tête. Avance ! »

« Faire vite, à la surprise. Il faut que demain nous sachions comment ça fonctionne. » Tous les colonels, Bigeard, Jeanpierre, Godard et les autres, avaient donné le même ordre à leurs subordonnés. « Jusque-là, dans le djebel, on a eu les fells à la vitesse, à la surprise, et souvenez-vous, ils se battaient bien. Alors on va pas se faire baiser par ces terroristes qui ne sont que de pâles crapules. »

Au 7, rue de la Grenade, Yacef et Ben M’Hidi n’avaient eu que le temps de se précipiter dans la cache ménagée dans le mur de la maison au deuxième étage. Hafaf, dont Yacef avait fait son chef de liaisons et renseignements, n’était pas là, mais les femmes avaient protégé le repli des deux hommes selon la méthode mise au point par le chef des commandos. Lorsque les paras entrèrent dans la chambre, ils trouvèrent les deux femmes couchées dans le lit qu’occupait un instant auparavant Ben M'Hidi. Les deux femmes piaillèrent et tirèrent les couvertures sur elles pour se cacher des militaires. Les paras ouvrirent une armoire balayant chaque rayonnage d'un geste rapide et efficace. Lorsque tout fut par terre ils sortirent sans un mot. Par un interstice de la cache, Yacef les observait. S’ils avaient su ! Dans l’étroit logement se trouvaient, 7, rue de la Grenade, cette nuit du 14 janvier : Ben M'Hidi, l’un des cinq chefs du C.C.E., Yacef, chef des commandos terroristes, Ali la Pointe, dont le simple nom terrorisait les Européens. Debih Chérif, responsable des bombes, et Petit-Omar, un gosse malicieux de douze ans aux yeux noisette, à la bouille toute ronde. Yacef, dont il était le neveu, en avait fait son agent de liaison préféré.

Un gosse, ça se faufile partout et personne ne le remarque. Les paras, qui ignoraient encore le système des caches, sortirent de la maison sans sonder les murs. Ils emmenèrent pourtant un parent de Hafaf, qui rouspétait contre cette intrusion nocturne.

Lorsque le jour se leva, le colonel Godard reçut le bilan de la rafle : ce n’était plus 250 personnes suspectes arrêtées, mais 1 500 ! Les O.R. des régiments, les sous-off d’O... avaient travaillé toute la nuit. On avait « un peu bousculé les gus ». Et les renseignements affluaient. Une vraie mine. On trouvait des noms, des coupables. Il fallait vérifier, recouper. Des équipes étaient déjà en route. Pas de mandat, pas d’ordre de perquisition. L’arbitraire.

« Ça va gueuler dans les haubans quand les civils vont savoir cela ! » se réjouit un adjudant-chef qui classait les premiers aveux et marquait d’une punaise rouge les adresses révélées.

L’engrenage était en route. Les paras, en donnant un grand coup de pied dans la fourmilière, obtenaient déjà des résultats. Ça hurlait bien dans les caves des villas et immeubles réquisitionnés, mais est-ce que ça ne hurlait pas dans les endroits où ces « fumiers » avaient posé des bombes ?

On avait trouvé des noms, des coupables. Mais qu’en faire ? Les remettre à la justice ? On n’avait pas de preuves, simplement des « aveux » et qui donnaient de sacrés résultats. On allait en obtenir d’autres. Il suffisait de poursuivre les interrogatoires. *L'Echo d'Alger* du 16 janvier pouvait annoncer le bilan de la première opération des paras dans la Casbah et en banlieue : 2 terroristes abattus, 1 blessé, 7 capturés. Le fameux Ali Z’Yeux bleus avait été « fait » sur renseignements à Saint-Eugène. Il avait avoué le meurtre des frères Di Rosa, de MM. Aïch et Atlan. En outre, c’était un lieutenant d’Ali la Pointe.

Il y eut bien, chez les civils, quelques récriminations. On parlait légalité, etc., mais on n’était pas foutu de la faire respecter ni de maintenir l’ordre à Alger. Alors, ça n’alla pas plus loin. Le cabinet du G.G. « s’écrasa mollement ». Les suspects furent assignés à résidence. On s’en occuperait par la suite plus en détail.

Aux quelques rares civils qui eurent vent des méthodes employées au cours des interrogatoires « poussés » des paras et qui se plaignaient de l'illégalité du procédé, on eut vite fait de montrer une « note d'orientation » publiée par chaque colonel. Celle de Bigeard se plaignait des bâtons dans les roues mis par les civils. Ordres de perquisition, mandats, etc., c'était du temps perdu.

« Nous avons l'impression d'avoir pieds et poings liés, écrivait Bigeard dans sa note d'orientation n° 1 du 20 janvier 1957. Alors que la situation s'aggrave de jour en jour, on a l'impression qu'à presque tous les échelons, *on a peur* [...] *de prendre des risques. La peur, la couverture, le parapluie sont à l'ordre du jour.* Bien sûr, il y a le respect de la légalité... Mais que de temps perdu et de démarches exaspérantes souvent sans résultats... »

Et suivait une série d'exemples précis qui démontraient avec une lucidité exigeante qu'il était impossible de lutter efficacement contre le terrorisme avec les méthodes légales.

« Si nous continuons ainsi, nous sommes perdus...

« Le Français digne de ce nom ne comprend pas, et demande à être éclairé sur les intentions du commandement. »

Lacoste voyait s'évanouir tous ses espoirs de faire contrôler les paras par ses hommes. Teitgen signait des assignations à tour de bras. Du moins, de ce côté-là, on savait pour l'instant où passaient les types arrêtés, mais Peccoud, le directeur de la Sûreté, ne faisait pas le poids devant un Godard. Et il n'avait rien à proposer. Si ce n'est le visage accablant de l'incapacité des civils. Alors, ou on s'en allait, ou on s'écrasait. Et on laissait faire les paras, qui, eux, obtenaient des résultats.

C'est ce qui fut choisi. D'autant qu'on avait à s'occuper de problèmes autrement importants que ceux de quelques bougnoules un peu passés à la gégène et qui en outre devaient être des terroristes puisqu'ils donnaient de précieux renseignements. On avait en effet essayé de tuer Salan. Et là pas question de Yacef, de terroristes. Il s'agissait d'un complot européen. Les ultras d'Alger n'avaient pas digéré la présence à la tête de *leur* armée de ce bradeur d'Empire qu'un Mollet leur envoyait. Eux aussi avaient employé la manière forte.

Sous la pluie, le sol de carrelage jaune qui entourait les jets d'eau cernés de plantes semi-tropicales de la place Bugeaud, rue d'Isly, devenait glissant. En traversant du Milk Bar au Novelty les passants prenaient garde de déraper. Chacun se hâtait. La pluie fine et glacée de janvier n'avait rien à voir avec ces grosses averses de printemps où les énormes gouttes espacées s'écrasaient au sol comme des casserolées d'eau tiède que les gosses, la bouche ouverte, essayaient de happer au passage. À 19 Heures, la nuit était tombée et chacun pensait à rentrer chez soi. Alger la Blanche n'était pas faite pour l'hiver. Elle révélait tous ses défauts et se montrait revêche. On n'avait pas envie de traîner.

Soudain une double explosion retentit. La foule des passants s'égailla instantanément dans les rues voisines, sous les porches de la place. Puis le silence revenu, chacun voulut voir où s'était produit l'attentat car, cela ne faisait de doute pour personne, il s'agissait d'un attentat terroriste. Les regards se portèrent sur le Milk Bar dont la façade était refaite depuis peu. Les garçons, la serviette blanche sur le bras, essayaient eux aussi de localiser l'explosion.

« C'est en haut, chez les militaires ! »

Un homme montrait du doigt une fenêtre béante au premier étage de la Xe R.M. Il en sortait des volutes de fumée blanche qui jouaient maintenant entre les éventails de l'énorme palmier dont le feuillage masquait en partie les fenêtres des bureaux du général Salan.

« Attentat terroriste contre Salan ! » La nouvelle fit le tour d'Alger et atteignit très vite le cabinet de Lacoste que Salan venait de quitter. Le général en chef devait se trouver dans le passage souterrain qui reliait le G.G. à la Xe R.M. lorsque l'explosion avait eu lieu.

Lorsque Paul Teitgen arriva au premier étage de la X[e] R.M. les officiers et policiers algérois qui bavardaient avec excitation dans le bureau dévasté sortirent comme un seul homme. Depuis l'affaire Faure, Paul Teitgen était le pestiféré, le mouchard. Peu importait qu'il ait préservé le gouvernement d'un complot que d'aucuns souhaitaient. Teitgen s'aperçut alors qu'un corps gisait au sol. Le commandant Rodier, chef de cabinet de Salan, avait été tué. Victime innocente ! Le commandant Rodier avait été pendant l'Indochine le correspondant à Paris du général Salan. C'était lui qui s'occupait des places d'avion, des hôtels à retenir, bref c'était le factotuM. Il était dans le bureau lorsque les deux rockets de bazooka avaient explosé.

Car on avait tiré au bazooka sur le bureau du commandant en chef ! Le ministre résidant se fit tenir au courant de cette affaire qui semblait mystérieuse. Les jours et les semaines passant, il allait de surprise en surprise. Si *L'Echo d'Alger* n'avait pas hésité à attribuer d'abord l'attentat aux terroristes musulmans, puis aux communistes, il fallait bien se rendre à l'évidence : c'étaient les ultras qui avaient voulu descendre Salan.

On avait tout d'abord trouvé sur une terrasse face à l'hôtel abritant la X[e] région, un bazooka de fortune : deux tubes métalliques jumelés, fixés sur une plateforme constituée par une planche à laver et un escabeau. Un fil électrique rattaché à l'ensemble courait de la terrasse jusqu'au rez-de-chaussée. Les terroristes avaient donc mis le feu aux obus à charge creuse depuis le porche même de l'immeuble. Ils n'avaient pas pris de risques. L'enquête allait apporter des révélations stupéfiantes. Coup sur coup, la police d'Alger, poussée par Lacoste qui voulait savoir le fin mot de l'affaire, arrêta des hommes bien connus de ses services : Kovacs, Castille, Fechoz, et quelques autres. En quinze jours ceux dont tout le monde connaissait les noms dans les milieux contre-terroristes étaient interpellés, puis arrêtés. Il y avait parmi eux les auteurs de l'attentat de la rue de Thèbes. Mais qui s'en souciait encore ?

Le Dr Kovacs avoua très vite être l'auteur de l'attentat au bazooka avec son ami Castille. Son système de défense était simple :

« On a voulu tirer sur un bâtiment public pour attirer l'attention sur l'Algérie française. On emploie les mêmes méthodes que les autres. »

Le groupe avouait même quelques attentats contre-terroristes. Kovacs risquait tout juste d'être inculpé de dégradation de monument public et d'homicide par imprudence ayant entraîné la mort sans intention de la donner.

Et puis tout allait changer. Kovacs revint sur ses déclarations premières, changea d'avocat — Tixier-Vignancour remplaçant M[e] Laquière — et raconta l'histoire surprenante qui suit.

Le bazooka — on allait ainsi baptiser cette opération

— était la première partie d'un des nombreux complots préparés pour « foutre en l'air un régime et un système pourris ».

Tout Alger européen — les milieux ultras en particulier

— est outré de voir à la tête des 400 000 soldats d'Algérie le bradeur de l'Indochine. Tout le monde trouve Salan trop mou et se défie de Lacoste. On ne sait pas encore quels moyens ont été décidés, et déjà appliqués, pour venir à bout du terrorisme — la première opération de la Casbah date de la veille — alors Alger ultra rêve. On a vu la création de groupes contre-terroristes : ceux d'Ortiz, de Martel, de Kovacs. Ils sont passés à l'action, mais tout cela, dans leur esprit, ne sert à rien si l'on n'est pas soutenu par un gouvernement fort. Si seulement on avait un « dur » à la place de Salan. Ce n'est pas le cas. On a appris qu'après l'affaire Faure, Salan, qui devait accepter de participer à « l'ordre nouveau » après avoir été mis devant le fait accompli, avait dû donner des preuves de fidélité au gouvernement. Ce général socialiste

— franc-maçon, dit-on — ne soutiendra jamais l'Algérie française. Et l'on bavarde. Et l'on imagine ce que pourrait faire un général ami, un-qui-ne-se-laisse-pas-faire, il entraînerait Lacoste et le tour serait joué !

Dans cet Alger aux prises avec le terrorisme, le contre-terrorisme, on parle, on s'excite. C'est la politique du Café du Commerce ou des belles villas du balcon Saint-Raphaël. Et Kovacs, qui, avec son O.R.A.F., avec des hommes comme Wattin et quelques autres, s'est montré autrement plus efficace que les grandes gueules poujadistes du type Goutallier et Ortiz, est contacté par un certain K..., chargé de mission à la Recherche scientifique à Paris, dont la femme est une amie d'enfance du Dr Kovacs. Entre K... et Kovacs un lien : Achiary. L'ancien sous-préfet recommande Kovacs. « Un type bien... et gonflé. » Et il s'y connaît, Achiary ! On Ta vu à l'œuvre. Et K... parle, parle, parle à Kovacs, qui lui aussi connaît beaucoup de monde.

L'ambiance à Alger est telle que l'on raconte n'importe quoi et qu'on le croit. Les imaginations sont si montées qu'il n'y a plus de logique possible. On a vu comment Soustelle a été accueilli. Il devient, quand il part, le meilleur défenseur de l'Algérie française ; Lacoste est détesté par les pieds-noirs, on en fera un héros ; Massu, qui voudra « cintrer » les Européens, en deviendra l'enfant chéri ; Salan, que l'on veut tuer, deviendra le chef de l'O.A.S. ! Toujours à côté de la plaque ! Avec une constance, une opiniâtreté touchante et tragique !

En janvier 1957, l'affaire algérienne est devenue une telle monstruosité psychologique que tout le monde a son plan pour « arranger l'affaire ». Le dernier des imbéciles de Bab-el-Oued tue 25 000 ratons — comme à Sétif en 1945 — et après on est tranquille comme avant.

On tue dans les imaginations et dans la réalité. À tour de bras. Les terroristes posent des bombes, tuent au couteau, au revolver, les contre-terroristes montent des opérations. On a découvert que Wattin et quelques complices, sans attendre les Martel et les Kovacs, qu'ils trouvent un peu mous, ont kidnappé des suspects F.L.N. et leur ont administré de leur propre chef le traitement adéquat pour les faire parler. Un buraliste de la rue d'Isly, M. Chaouch, y a laissé sa peau et quelques autres ont disparu à jamais. On a même retrouvé dans la villa des Sources, près de Birmandreis, une salle de torture. L'enquête menée « tranquille-tranquille » signale pourtant que ces groupes civils auraient des liens avec l'un des colonels de la 10e D.P. On ne va tout de même pas demander des comptes pour une action et des méthodes qui aujourd'hui sont officielles et appliquées avec la bénédiction du pouvoir civil ! Oui, on tue à tour de bras. Des Français et des Arabes. Alors pourquoi pas Salan ? Le mou, le bradeur, le républicain ! Et on le remplace par un général dur. Par un général-copain. Pas vrai, Kovacs ?

Et — c'est toujours Kovacs qui raconte son aventure, d'abord en prison à Ortiz, puis au juge d'instruction — on lui laisse entendre que lorsque Lorillot a été remplacé, deux généraux étaient sur les rangs : Boyer de la Tour et Cogny. Deux durs qui auraient été « bien ». Surtout Cogny. Mais Mollet a choisi Salan. Tout se tient, je vous dit. On fait à Kovacs le grand numéro. Pour sauver l'Algérie française, il ne faut pas Salan, qui sera le liquidateur de notre beau pays. Il faut s'en débarrasser. Les pourparlers sont longs. On fait miroiter de hautes relations. On connaît Debré, qui écrit « dans le virulent », on connaît Arrighi, on connaît Giscard-Monservain. Le bon Kovacs se mélange dans les noms ! Et tout cela est très possible. L'interlocuteur de Kovacs, comme Kovacs lui-même, va souvent à Paris. On déjeune. On voit des gens. On parle de cette « souffrante et aimée Algérie » comme dit Soustelle. On veut la sauver. « Tiens, dit un tel, il faudra voir Debré. » À table, il y a un type de la Résistance. Il y a toujours un type de la Résistance. Bien sûr, je pourrais vous le faire rencontrer. Je connais bien X... qui le fréquente. Lui au moins comprendrait nos problèmes, avec ce qu'il écrit. On bouffe. On complote. On doit du rosé. L'un dit : « Je suis couvert par

Michou. » Ça fait bien. Un mot pour l'autre. Et on se retrouve dans un coup. Un homme arrive la semaine suivante à Maison-Blanche avec un ordre de mission — bidon ou pas — émanant d'un organisme, officiel ou non. La IVe n'est pas chiche en places d'avion. On passe la douane les doigts dans le nez car il y a toujours un ami... et on se retrouve comme Kovacs à un déjeuner à l'Ours-Blanc, un restaurant réputé d'Alger...

Il raconte :

« Il y avait Arrighi ! On m'a dit de me débarrasser de Salan. J'ai dit : vous rigolez ? Tant pis on s'est trompé sur votre compte. »

Kovacs sort avec un de ses compagnons. Puis, sur le trottoir, il réfléchit. Ça doit être vrai ce que les autres racontent. On réagit à une impulsion, mais c'est dommage d'abandonner une équipe si bien organisée. Ils sortent. « Alors voilà, on a réfléchi. On ne peut se débarrasser de Salan que si vous nous donnez la preuve de ce que vous avez derrière. Vous nous avez parlé d'un général que vous aviez en réserve. On veut le voir. »

On a lâché le nom de Cogny. Justement Cogny vient à Alger. Voir Salan. Il vient lui proposer d'attaquer en commun le général Navarre dont les accusations indochinoises lui déplaisent. Salan, qui déteste Cogny, l'envoie sur les roses. « Quand j'ai quelque chose à dire à quelqu'un je le lui dis moi-même ! » Cogny, la force de la nature, le géant, est furieux. Il sait que le général Catroux enquête sur les responsabilités dans le désastre indo-chinois. Il sait qu'il n'est pas blanc comme neige dans l'histoire de Dien Bien Phu[1]. Heureusement qu'il y a Bourges derrière, qui lui a confié le Maroc. C'est un beau poste... Mais Alger. C'est ce Salan hautain, mystérieux et méprisant qui l'a !

Et Kovacs raconte qu'il voit Cogny au Saint-George, chambre 97. « Il entre, le képi à la main, il le pose sur le lit, jette son stick... Mon général, je voudrais absolument vous voir. » Il est gêné, Kovacs, car on ne le considère pas beaucoup dans ce milieu. Cogny l'emmène dans les jardins de l'hôtel. Et le cinéma recommence. « Pour la France, l'Algérie française, pas de Salan. Le bradeur... » Suit un baratin pour kamikaze enveloppé de trémolos patriotiques.

« Tout ce que je peux vous dire, affirme Cogny — toujours d'après Kovacs —, c'est qu'une heure après la mort de Salan, je serai à Alger. » Jamais il n'a dit à Kovacs de tuer Salan. Jamais il n'en a été question. Mais Kovacs a compris, dit-il. C'est fou à Alger, en 1957, comme on comprend à demi-mot. On comprendra d'ailleurs toujours de cette façon.

Et Kovacs a monté le coup. Il n'a pu se procurer de bazooka ; alors, avec Castille et Fechoz, il en fabrique un. On a des rockets. Ceux-là viennent d'un stock qu'a constitué Ortiz, le bistrot du Forum, « pour faire péter son appartement quand il s'en ira ». Il pense à tout longtemps à l'avance, le chef poujadiste. Mais Ortiz n'est pas et ne sera pas au courant de l'affaire. Il a caché ses rockets chez un de ses hommes du groupe contre-terroriste. Mais, comme il me l'a lui-même expliqué, « il y a des pénétrations de réseau à un autre ». Et — entre contre-terroristes, on ne va tout de même pas se refuser un rocket — il y a des choses qui ne se font pas !

Et le 16 janvier les rockets explosent. S'il n'y avait la mort de ce pauvre commandant Rodier, quel immense éclat de rire ! Tout le monde se sert de tout le monde dans cette affaire. Jamais Alger n'a si bien mérité ce nom vulgaire de « merdier ». Au gouvernement, Mitterrand, ministre de la Justice, se penche sur le dossier. Il veut toute la vérité. Les noms les plus prestigieux de l'opposition sont cités, Arrighi, Giscard, Debré... et qui dit Debré dit De Gaulle.

Ce dossier dont seuls les membres du gouvernement auront communication n'en parvient pas moins comme par miracle à l'admirable *Canard enchaîné*, qui le publie, méritant une fois de plus sa réputation de journal le mieux informé le France.

Et puis tout se tasse. On ne saura jamais la vérité. Il y a trop de cadavres dans tous les placards. Et

les plus puants parce que les plus frais sont ceux qui ponctuent chacune des phases de la « bataille d’Alger ». Car elle continue, la bataille. Il faut la gagner là-bas. Ordre du gouvernement.

« Viens, on monte au premier. » Danièle Minne suivit Kerfallah Zahia, une grande fille blonde, décolorée, à travers la salle de l’Otomatic. Ce samedi 26 janvier, à 17 Heures, le bar cher aux étudiants était bondé. Les deux jeunes filles trouvèrent un guéridon libre dans la petite salle du premier étage. Danièle garda son sac sur les genoux. Le nouveau type de bombe qu’il contenait comportait un allumage par crayon et non plus le mouvement d’horlogerie qui pouvait éventuellement être bruyant. Rien à craindre de ce côté. Le crayon était réglé pour 17 h 25.

Danièle Minne venait pour la première fois à l’Otomatic. C'était plutôt le rendez-vous de la jeunesse dorée européenne et elle qui ne fréquentait jamais le centre d’Alger ne le connaissait que de réputation. Zahia, qui était venue une fois dans le café des étudiants, l’avait accompagnée pour qu'elle n’ait pas trop l’air désorientée. Et à deux on se donne du courage. Danièle but son coca. Zahia paya le garçon avec un billet de 1 000 F et oublia de lui laisser un pourboire.

« Radine, cette blondasse », grommela le garçon.

Les deux filles se dirigèrent vers les toilettes. Zahia sortit un poudrier et se « refit une beauté », surveillant l’entrée des W.C. Danièle, qui s’était enfermée, se hissa sur la cuvette. Avec précaution elle glissa la bombe sur la chasse d’eau qu’elle tira ensuite. Les deux jeunes filles sortirent sans se faire remarquer.

Au même instant, à la Cafétéria, sur le trottoir d’en face, Fadilah, une nouvelle recrue de Yacef, déposait sa bombe sous la banquette de la salle du fond, près du juke-box que l'on avait remplacé depuis l’attentat du 30 septembre. Elle sortit aussitôt sans finir son jus de tomate.

Quelques centaines de mètres plus bas, Djamila Bouazza, recrutée par Djamila Bouhired en raison de son aspect physique très européen, glissa sa bombe sous le pied de fonte d’un guéridon de la terrasse vitrée du Coq-Hardi, une des brasseries les plus populaires du centre d’Alger.

À 17 h 25 la bombe de l’Otomatic explosa. Cris, hurlements. Une épaisse fumée blanche sortait des toilettes dont la cloison avait été arrachée. Une jeune fille qui s’y trouvait, Michèle Hervé, vingt-trois ans, était grièvement blessée. On la sortit ensanglantée. Un automobiliste la transporta immédiatement à l'hôpital. Un attroupement s'était à peine formé devant l’Otomatic que, sur le trottoir d’en face, une explosion plus forte souffla la devanture de la Cafétéria. Là aussi de la fumée, des cris, la panique, des gens échevelés couverts de gravats, de sang, qui sortent hagards de la fournaise. Des secours furent très vite organisés. Militaires, policiers firent la chaîne pour dégager les victimes. On arrêta des voitures qui passaient rue Michelet pour transporter les blessés les plus gravement atteints. Les ambulances arrivèrent, toutes sirènes hurlantes, remontant le sens interdit de la rue Charles-Péguy.

À la terrasse du Coq-Hardi, tout le monde s’était levé pour voir passer les premiers secours et tenter d’apercevoir ce qui se passait quelques centaines de mètres plus haut. C’est alors que la terrasse vitrée explosa littéralement. Ce fut un carnage. Les lourdes glaces de la verrière du Coq-Hardi se brisèrent en gros éclats meurtriers ; les pieds de fonte des guéridons voisins de celui sous lequel la bombe avait explosé se transformèrent en grenades défensives, trouant, hachant, mutilant les consommateurs. Ce fut la panique, puis la terreur. Des patrouilles de bérets verts et de C.R.S. arrivèrent très vite pour contenir les curieux, puis pour tenter de les calmer. Car la colère avait succédé à la panique. Devant ces corps ensanglantés, mutilés, terrifiée par les gémissements et les hurlements des victimes grièvement blessées, la foule chercha un exutoire.

« Les melons... les fumiers de melons ! » À l'affreux massacre, il fallait une réponse, aussi injuste, aussi effroyable. Un malheureux mécanicien musulman, Ahmed Bengana, qui passait par un hasard funeste à proximité du lieu des attentats, fut lynché sur place par une foule en folie.

Les ambulances avaient peine à se frayer un chemin dans l'embouteillage monstre créé par la panique.

Le bilan de ces affreux attentats fut l'un des plus lourds qu'Alger ait connus jusque-là : quatre morts, soixante blessés.

Le soir même, le général Massu décida que tous les propriétaires et responsables de tous les établissements publics devraient désormais fouiller sacs et paquets à l'entrée de leurs boutiques, magasins, cafés et cinémas. Le stationnement bilatéral était interdit et on recommanda aux Algérois d'éviter tout attroupement en cas d'attentat. Massu termina sa mise en garde par ces mots : « Il est donc essentiel de ne pas se précipiter vers les lieux des attentats par simple curiosité et encore moins par vil désir de vengeance. »

La mort d'Ahmed Bengana donnait le degré d'échauffement des esprits. À Alger, on atteignait la cote d'alerte.

« Il me faut ces types, dit Massu à Godard. Profitons de la grève pour frapper un grand coup. Il faut les casser. »

Depuis l'arrivée des paras à Alger, les « choufs » sur les terrasses étaient devenus inutiles. Non seulement les bérets rouges, les bérets verts et les « casquettes » s'étaient implantés dans les vieux palais et les écoles, mais ils avaient « pénétré » la Casbah, réquisitionnant par quartier les maisons les plus hautes. Sur les terrasses, ils avaient installé de véritables fortins de sacs de sable et des projecteurs à grande puissance. La toile d'araignée parachutiste enserrait maintenant la Casbah.

Malgré leur présence oppressante, le 28 janvier, jour de grève générale, la Casbah et les quartiers populaires restèrent déserts. Alger suivait les ordres de Yacef. Chaque famille avait fait des provisions. Ben M'Hidi et le C.C.E. avaient publié plusieurs tracts annonçant l'épreuve de force :

« À tous les militants F.L.N. ! Aux responsables de section, de groupe, de cellule ! Lundi 28 janvier l'assemblée de l'O.N.U. commence le débat sur l'Algérie. À partir de lundi et pour la durée de huit jours, la grève générale est proclamée. Pour la durée de cette période, toute espèce d'action armée et d'attentats est suspendue. Les militants ont l'obligation de remettre les armes aux responsables et d'observer les directives pour la grève... »

Abane avait tenu à ajouter : « Le colonialisme après avoir cherché par tous les moyens à éviter ce débat tentera de démontrer que le F.L.N. est l'expression d'une minorité et non pas de l'immense majorité de notre peuple. Frères ! Adhérez en masse à la grève proclamée par le F.L.N. L'opinion publique internationale a les yeux fixés sur nous, démontrons au monde que notre peuple a droit à l'indépendance ! »

Les P.C. des régiments paras, l'état-major « renseignement » d'O... avaient eu ces tracts. Ils connaissaient les mots d'ordre que Yacef avait fait circuler :

« Durant les journées de grève ne circulez pas dans la ville européenne.

« Ne sortez pas de la Casbah.

« Evitez tous les rassemblements en des lieux clos, ils pourraient faciliter des rafles éventuelles.

« Hébergez dans vos propres maisons les pauvres, les mendiants, les frères sans logis.

« Faites des provisions de vivres et d'eau pour huit jours.

« Secourez les frères les plus pauvres qui n'auront pu épargner. »

« Et voilà un joli programme que nous allons suivre point par point, dit le colonel Godard, en en prenant bien sûr le contre-pied. »

À 7 Heures du matin des dizaines de milliers d’hommes participent à l'opération antigrève. C’est dans la Casbah qu'elle est le plus spectaculaire. Un seul but : faire sortir les musulmans, faire ouvrir les boutiques. Par la force.

Maison par maison, les portes sont enfoncées. Les appartements visités. Les paras, mitraillette au côté, sortent systématiquement les hommes valides.

« Allez, dehors ! Au travail ! » Les intérieurs des plus réticents sont saccagés. La Casbah tout à l’heure déserte est maintenant parcourue par de longues files d’hommes abattus.

« Il faut les briser ! »

Les officiers d’action psychologique trient les hommes. Ils attribuent à ceux dont l'aspect indique un niveau social assez élevé les plus basses besognes. On voit des instituteurs, des directeurs d’école, des intellectuels ramasser à mains nues les ordures de la ville. Rue Randon, l’artère la plus large de la basse Casbah, les files de camions attendent près des portes de sortie. Les hommes sont poussés sans ménagement vers le « canal de Suez ».

« Allez, au travail ! Foutez le camp ! » Et par vague, on les chasse hors de la Casbah après avoir vérifié les identités. Ceux qui protestent sont embarqués dans les camions jaune sable. Direction : villa Sésini, P.C. des unités ou camp « d'hébergement » pour interrogatoire. Personne ne pensait que la Casbah, maquis impénétrable, pût être en quelques minutes investie par tant d’hommes aussi décidés.

Un rien suffit pour être embarqué vers l’interrogatoire. Un mouvement d’impatience. Un je ne sais quoi de fier dans la démarche, un éclair de révolte dans l’œil. Ceux qui trient, qui sélectionnent ont tous fait l’Indochine, ont presque tous subi les camps viets experts en sélection. La guerre psychologique — ils le savent — est dans ce cas précis la plus rentable. Détruire jusqu’à l’idée même de la révolte.

Les hommes sortent. Il faut que les magasins ouvrent. Des camions, des half-tracks pénètrent dans les artères de la basse Casbah où un véhicule peut circuler. Des paras attachent un câble au rideau de fer d’une boutique fermée.

« En route ! » Le half-track démarre. Le rideau remonte, puis se déchire dans un grand bruit de ferraille et de vitrine brisée. Deux, trois, dix, vingt rideaux sont ainsi arrachés. Les autres s’ouvrent. Les commerçants cèdent. Ils ont peur. Dans les rues limitrophes aux quartiers « petits Blancs » les vitrines béantes sont pillées par des Européens. On laisse faire un moment, pour l’exemple ! Puis les paras freinent l’ardeur des pillards. Il y en a tant que même *L'Echo d'Alger* du lendemain en fera mention.

En haute Casbah, des serruriers forcent les rideaux de fer, des soldats les débloquent à coups de barre à mine.

« Allez, dehors. Au travail. Et vite. »

Plus une maison n’est un refuge sûr. Pendant la journée et la nuit, Yacef Saadi doit en changer à quinze reprises. Il a pris un bidon de lait sous le bras pour jouer « le bon Arabe qui travaille ». Et les patrouilles lui sourient.

« C’est bien, mon vieux. Toi au moins tu as compris. »

Yacef leur rend leur sourire et serre contre lui la MAT suspendue sous son aisselle par le caoutchouc large adopté par tous les « terroristes de la Casbah ».

L’opération psychologique continue. Après la force, la persuasion. De la musique et des slogans. Comme chez les Viets. Des soldats à casque blanc de la P.M. ont installé des haut-parleurs à tous les

carrefours. La musique andalouse s’arrête. Une voix exhorte la population.

« Les forces de l’ordre vous protégeront contre la tentative criminelle du F.L.N. communiste. Habitants d’Alger ! Le F.L.N. veut vous empêcher de travailler. Le F.L.N. exige la fermeture des magasins. Le F.L.N. veut vous affamer et vous acculer à la misère. Mais vous, habitants d’Alger, ne voulez pas cela. Faites confiance aux forces de l’ordre. L’armée et la police protégeront les chantiers, les ateliers, les bureaux. Habitants d'Alger ! Montrez que vous voulez vivre et non mourir de faim, montrez que vous avez confiance en la France et en l’armée française. Montrez que votre volonté de paix est plus forte que la volonté de guerre du F.L.N. »

L’appel sera répété toutes les demi-heures entre des disques de musique classique arabe. Puis dans les ruelles de la Casbah, la musique des zouaves éclate. C’est la fête. En grande tenue les hommes de la musique parcourent, fanfare en tête, toutes les artères. Tout le répertoire y passe. Les femmes, curieuses, apparaissent aux fenêtres. Des gosses sortent et suivent dans l’innocence de leur enfance le cortège rutilant. Des soldats distribuent maintenant des bonbons aux enfants. D’abord craintifs ceux-ci se pendent par grappes aux généreux distributeurs.

Aux postes de contrôle, les camions, de plus en plus nombreux, embarquent les suspects. On a ouvert un centre de tri au stade de Saint-Eugène.

L’opération se poursuit pendant quarante-huit heures. Des commerçants qui avaient quitté leur domicile dans les quartiers européens pour se réfugier chez des parents dans la Casbah sont arrêtés.

La grève est matée. Les paras ont la Casbah « à leur pogne ». Le travail « efficace » peut commencer.

L’état-major Alger-Sahel a étudié le problème. « Le F.L.N. vit comme un poisson dans l’eau dans la Casbah ? Très bien. Donc tout le monde sait quelque chose sur le F.L.N. Il va falloir que chacun se mette à table. »

À El-Biar, à Bouzaréa, aux camps d’hébergement, à la villa Sesini, c’est la torture en chaîne. Les hommes terrorisés, brisés dans leur amour-propre, avouent tous « un petit quelque chose » pour faire cesser leurs souffrances. Tout est bon pour faire parler. L’eau déversée sous pression au fond de la gorge jusqu’à ce qu’elle ressorte par tous les orifices naturels. L’électricité, « la gégène, le loup, le téléphone », les noms sont multiples, la méthode toujours la même. Deux électrodes l’une au lobe de l’oreille l’autre aux testicules, à la pointe des seins ou au clitoris — car les femmes n’échappent pas au système affreux — et une décharge, deux, dix, vingt. Il faut parler. Et on parle. On connaît trop ces procédés pour s’étendre sur leur description.

La torture devient systématique. On le dit, on le répète et souvent les « interrogateurs » n’ont besoin que d’une gifle ou d'une « bonne correction » pour obtenir les résultats recherchés.

« On nous a dit de gagner. Et on va gagner. Vite. Avant que de nouvelles bombes éclatent et mutilent des femmes, des gosses innocents. Le nom des chefs, les caches, l’organisation... vite ou on recommence... »

La grève est un échec. Mais la population musulmane est définitivement soudée. On a arrêté, on torture indifféremment bourgeois, manœuvres, dockers. Il n’y a plus de classe. Il n'y aura plus jamais de troisième force possible avec qui discuter.

Dans tous les P.C. paras et à l’état-major d’Alger-Sahel les tableaux noirs sont maintenant couverts d'organigrammes. On commence — avec les résultats des interrogatoires — à savoir comment fonctionne la rébellion à Alger. Le système pyramidal est maintenant connu. Il faut mettre des noms dans les cases vides. On applique la théorie des « interrogatoires durs, en restant humains,

écrit Bigeard, mais répétés car les vrais militants ne se livrent pas d'un coup ». L'essentiel pour vaincre, c'est la vitesse. Tout renseignement obtenu doit être instantanément exploité. Renseignement et action sont inséparables dans ce travail de détection. Les hommes de la 10e D.P. chargés par Lacoste d'assainir Alger réussissent parfaitement. Alger prend l'habitude de ces patrouilles de jeeps qui traversent à toute vitesse la ville, s'arrêtent devant un immeuble. Les léopards descendent. « C'est là. » On bloque les issues. On perquisitionne.

Ce jour-là, c'est au 101, rue Dupetit-Thouars que s'arrête le capitaine Faulques. C'est l'un des officiers de renseignement les plus célèbres de la 10e D.P. Il est O.R. au 1er régiment étranger de parachutistes. C'est un dur. Très dur. Pour lui et pour les autres. Il ne « se » passe rien. Sa volonté est extrême. En Indo, il le prouve. Une jambe à moitié arrachée à Dong Ké, une balle dans le ventre, il est fait prisonnier. C'est le seul officier blessé rendu par Giap à l'armée française. Moribond. Giap dit : « C'est un héros. Il a mérité de mourir en terre française. » Mais il ne veut pas mourir. Il guérit. Se marie. Refait la guerre en Indochine. À Dien Bien Phu il est à nouveau blessé, prisonnier à nouveau, il est libéré avec Bigeard et ses « potes » parachutistes. Arrivant en Algérie, il est de ces officiers qui connaissent la guerre subversive et ont appris des Viets la manière de « réduire » la volonté d'un homme. On s'est fait foutre sur la gueule en Indo. Mais en Algérie on ne se fera pas avoir. Roger Faulques est beau et cruel. Comme les tigres de Malaisie. Sec, mince, noueux, ses yeux bleus sont comme délavés, sans vie, froids. Il a trente ans à peine. Il a toujours rêvé de gloire, de victoires. Comme beaucoup des siens. Jusque-là il a reçu « des coups de pied au cul » malgré les combats où ses hommes et lui se sont battus magnifiquement. Il vient de sauter à Suez. Malgré la patte folle, malgré aussi une blessure à la tête — mais n'est-elle pas imaginaire, cette blessure qui permet à ses copains de dire « faut l'excuser, il est un peu fou » ? — et là encore on l'a stoppé face aux Égyptiens en déroute. Le dernier coup de pied. Cette fois, on en a « ras le bol ». Et là, dans Cet Alger que l'on tient, on va réussir. Et il réussit déjà. Les premiers résultats, c'est lui qui les a.

Il a beaucoup réfléchi au début de cette « bataille d'Alger ». À son avis, tout le mal vient du soutien européen apporté par les communistes au F.L.N. Il est axé sur cette alliance P.C.A.-F.L.N. Il pénètre très vite les structures du parti communiste. C'est cela qui l'intéresse. Le reste, la lutté contre les terroristes, la bagarre contre les hommes de Yacef, il laisse cela à Bigeard, qui fera merveille.

Son adjoint, un petit lieutenant, Charbonnier, très saint-cyrien en gants blancs à qui l'on a dit : « Tu fais ce que te dit Faulques et tu nous débarrasses des attentats aveugles par tous les moyens », vient de lui donner un renseignement d'importance : un certain Toufik Areski a été arrêté à la Casbah. Il habite au 101, rue Dupetit-Thouars. Le Toufik emmené dans un centre d'interrogatoire n'a rien dit. C'est suspect.

Danièle Minne ne voyant pas revenir Toufik a trouvé refuge à l'étage au-dessous dans la famille Okba, qui est terrorisée. Il y a des papiers chez Toufik. Les paras les trouvent. On parle dans ces papiers de l'attentat contre Froger, on parle des communistes, de Danièle. Il faut fuir.

Elle revêt un haïk, se voile et, échappant aux paras qui recherchent une Européenne châtain clair, pénètre dans la Casbah où la panique règne. Il faut qu'elle reparte. Accepte-t-elle de sortir une mitraillette de la Casbah ? Elle le fera. La MAT est fixée contre sa poitrine. Elle rabat le haïk et la famille Okba lui confie son dernier-né, il a huit mois et sera certainement le plus jeune participant à la révolution. Danièle le serre dans ses bras pour franchir le barrage et éviter d'être passée à « la poêle à frire » — le détecteur d'armes qui réagit dès qu'une femme porte sur elle un objet en métal — l'enfant crie car il ne trouve pas la douceur d'une poitrine féminine mais le contact de l'acier d'une mitraillette. Ses cris attirent l'attention des militaires et sauvent Danièle. Les jeunes gens gênés de passer toutes les femmes au détecteur électronique — il est impossible de fouiller une à une les

femmes musulmanes — lui font franchir le barrage sans même lui demander ses papiers.

Mais la panique est telle à Alger que Danièle Minne ne retrouve aucun contact avec les groupes de Yacef. Elle doit gagner le maquis. Hamida a remplacé Toufik, mais il ne remet plus les pieds rue Dupetit-Thouars. Danièle Minne ignore qu'il est devenu l'agent de liaison de Ben Khedda.

Les résultats obtenus par les paras sont chaque jour plus importants. Et Yacef dans la Casbah commence à ressentir les effets des méthodes employées. Mille quatre cents militants armés tous en rapport avec un chef de groupe, c'était beaucoup trop. En tapant dans le tas au hasard et exploitant les interrogatoires à fond les paras démantèlent — malgré le cloisonnement — la délicate pyramide de l'action secrète dans la Casbah.

Des hommes torturés parlent. Des liaisons sont coupées. Des militants se trouvent d'un jour à l'autre abandonnés. La panique les saisit. Ou ils se font prendre ou ils doivent partir pour le maquis. La wilaya 4, celle de l'Algérois, se voit envahie par des vagues successives d'hommes recherchés. « On ne tient plus à Alger, disent-ils à Sadek. On vient chez toi. »

Du 18 janvier au 15 avril, Yacef vit ses troupes fondre au soleil de printemps. C'était l'écroulement d'une organisation qu'il avait mis dix-huit mois à mettre sur pied.

À El-Biar, dans la villa qu'il a réquisitionnée, Bigeard fait les cent pas dans la pièce nue qui lui sert de bureau. Dans un coin, un lit de camp. Devant lui, une table de bois. Au mur, un tableau noir où il a esquissé un vague organigramme. Les premiers interrogatoires ont indiqué la présence de cellules de trois ou quatre membres. Une seule chose l'intéresse, le sommet de chaque triangle : chef de cellule, de groupe, de section.

Ce 28 janvier, ses hommes du 3e R.P.C. ont brisé la grève, il faut maintenant obtenir des résultats. Et Bigeard veut les meilleurs. Comme d'habitude, comme dans le djebel. Et puis il faut que l'on parle de Bigeard. La « une » des journaux est la seule place à laquelle il tienne.

Sorti du rang, sans éducation ni culture, c'est l'Indochine, un courage extraordinaire et une « baraka en or massif » qui ont fait de Marcel Bigeard l'un des chefs les plus célèbres de l'armée française. Il est adoré de ses hommes dont il est chiche. Il veut pour eux la victoire la plus complète et le moins de casse possible. Il les veut au maximum de leur forme physique. S'il a toujours obtenu des résultats extraordinaires, c'est qu'il n'admet pas qu'un chef dirige de son P.C. à l'arrière. Il sait toujours si le terrain est dur ou mou, si l'on a chaud, si ça tire dur. Car il est toujours là, transpirant, s'enlisant ou bouffant de la poussière, à quatre pattes derrière un rocher pour localiser cette putain de mitrailleuse qui empêche d'avancer.

En Indochine, sa légende commence à Nghia Lo en pays thaï où il se heurte une première fois avec succès à un bataillon viet. L'année suivante, même appât. On envoie de nouveau Bigeard mais, avec ce pif qui le caractérise et en fait un admirable homme de guerre sur le terrain, il sent tout de suite qu'il n'y a pas un bataillon mais une division viet. C'est la catastrophe. Bigeard n'a qu'un souci : protéger ses types. Il faut se tirer de là. Pour lui, la victoire, c'est aussi la fuite. À marches forcées, lui en tête, il emmène ses garçons vers la rivière Noire. Cinquante heures atroces. Il abandonne tout, traînards, mortiers, matériel... et arrive à Na San alors qu'on le croyait perdu. Son bataillon reçoit le nom de *Zatopek !* Et lui, à trente-six ans, est décoré par le ministre Chevigné, qui raconte à Paris son aventure.

Bigeard, sa naissance, son côté « gardien de moutons qui a réussi », sa bravoure, et surtout sa façon peu orthodoxe de commander en font une vedette. Il est le plus célèbre et le plus jalousé des colonels.

À Alger, il se sent mal. Cette notion de para-flic lui déplaît. Mais avant tout, il faut gagner. Plus vite on gagne, plus vite on retourne dans le djebel où l'on respire, où l'ennemi a comme vous une MAT ou un garant, où il court, transpire, souffre comme vous. Bigeard aime la belle guerre où l'on respecte l'ennemi qui se bat bien et sait la faire aimer à ses hommes. Là, à Alger, c'est, comme il le dit dès le début : « La merde et le sang... », mais il faut le faire. Un militaire ne discute pas les ordres.

Pour Bigeard, tout est toujours simple. Lacoste, le ministre, le préfet, le cabinet abandonnent leurs pouvoirs aux militaires. Gagnez. Allohs-y. Sans faiblesse. Mais il faut avant tout expliquer à ses « petits » pourquoi on se bat à Alger. Pourquoi on devient flic. Bigeard y tient avant tout. Le colonel méprisant qui donne des ordres dont on ne comprend pas la portée, ce n'est pas son genre ! Pour demander le maximum à ses hommes, il faut les considérer et les informer.

Alors il réunit ses officiers et sous-officiers. Il est en treillis camouflé — en léopard lui aussi —, épaules larges, hanches minces, bras musclés avec la grosse plaque d'identité d'argent au poignet droit. Sa gueule mobile, rusée, avec un gros nez qui sent tout, qui prévoit que « ce ne sera pas de la tarte », avec la courte brosse qui durcit ce que le haut du visage, adouci par des yeux affectueux, peut avoir d'enfantin, est soucieuse.

« Ici, dit-il, nous sommes en opération au même titre que dans les Nemencha ou ailleurs. Pour nous la ville, ses tentations, ses filles n'existent pas. Nous devons nous faire estimer, respecter, voire aimer des Arabes ; nous devons faire l'impossible pour détecter le vrai rebelle ; et surtout nous devons conserver au régiment son tonus, sa forme physique, son esprit. Pour cela — et je compte sur vous — les officiers doivent vivre en permanence au milieu de leur unité. Nous devons travailler en souplesse, en policiers. Pas de volume inutile. Tout doit être étudié, pesé à fond.

« Je vous vois bien tous là autour de moi, cette histoire de flics ne vous plaît pas. À moi non plus. Mais la lutte contre les réseaux clandestins d'action et de propagande doit être considérée par nous comme une action de guerre, au même titre qu'un combat régulier contre une bande armée et organisée militairement. Cette action nous oblige à utiliser des méthodes de travail dites « policières ». Il n'y a pas à s'en offusquer, car la destruction de l'adversaire, but ultime du combat, est à ce prix. Le renseignement doit être orienté à bloc dans la découverte de l'articulation et des groupes et cellules terroristes.

« Alors, maintenant, quelques conseils pour ceux qui interrogent ! Evitez de perdre du temps dans les interrogatoires. C'est inutile de « travailler » longuement les membres d'un groupe d'action, tueurs ou guetteurs, si l'on a déjà le chef de groupe. En revanche, l'arrestation d'un chef de groupe doit amener par un interrogatoire serré les noms des membres du groupe.

« Voilà ce que j'ai à vous dire. On se trouve devant un énorme écheveau, il faut tirer un fil et y aller doucement pour parvenir au bout. Doucement et fermement. C'est tout pour aujourd'hui. Continuez le boulot... Qu'est-ce que c'est ? »

Bigeard s'est retourné d'un bloc. Un officier de renseignement arrive. Un petit lieutenant.

« Mon colonel, dans la rafle de la Casbah on a coxé un serrurier, Hamened Abderrahmane. On a visité son domicile. On a trouvé des tracts F.L.N. On l'a interrogé. Il a avoué qu'il s'occupait de propagande et de collecte de fonds.

— C'est bien, petit. Continuez.

— On a ensuite perquisitionné dans la serrurerie dont il est le gérant. On a trouvé des plans de fabrication de corps de bombes !

— Nom de Dieu ! Il me faut les noms des types qui travaillent avec lui.

— On s'y emploie, mon colonel. »

Il fallut tout de même trois jours mais Hamened lâcha le morceau. Et l'organigramme commença à se couvrir de noms. Bigeard tenait le fil.

L'homme haletait. Les manches retroussées, un lieutenant traçait une série de noms sur le tableau noir. Il n'y avait pas de haine sur son visage pour le serrurier épuisé, hagard, le visage laqué de sueur, la bouche fendue.

« Allez, on reprend, Abderrahmane. Maintenant que tu as commencé, continue. Tu vas pouvoir t'en tirer. Tu vois bien que c'est fini, ces histoires de F.L.N. La grève a échoué. Allez, on recommence. Toi, tu fabriques des corps de bombes, il y a aussi Tayeb, Bacha et Doudah ?

— Oui. C'est tout ce que je sais.

— Mais non, Abderrahmane. Ces bombes, elles passent bien chez quelqu'un. Qui c'est ?

— Je ne sais pas. Je vous jure.

— Bon ! Encore un petit coup de gégène pour Abderrahmane.

— Non !... »

Le cri fut étouffé par le bâillon. L'homme ligoté. L'appareil en place.

« Quand tu voudras parler tu n'auras qu'à remuer le petit doigt ! Allez-y ! »

Hamened Abderrahmane donna le nom d'Amara Saïd, qui fut arrêté le 2 février. Amara interrogé à son tour donna trois renseignements d'importance. C'était Bouchouchi le transitaire en chef et les bombes étaient fabriquées chez un certain Mostefa Bouhired et transportées par un parent de Yacef Saadi : Yacef Saïd.

« L'adresse de Bouhired, Saïd ? Tu sais qu'on l'aura...

— 5, impasse de la Grenade. »

Le 8 février, jour de l'aveu, une patrouille encercla l'impasse de la Grenade. Des paras entrèrent dans la ruelle pendant que d'autres surgissaient sur les terrasses environnantes. On fouilla les deux immeubles. La double perquisition ne donna aucun résultat. Yacef, dès qu'il avait appris l'arrestation du serrurier Hamened, avait fait déménager Taleb Abderrahmane, l'étudiant qui fabriquait les bombes, et Djamila Bouhired.

Les arrestations en série d'Amara, Tayeb, Bacha et de son frère Yacef Mohamed, le déménagement du laboratoire de l'impasse de la Grenade désorganisèrent la fabrication des bombes. Mais Yacef avait des engins en réserve. En outre Debih Chérif, que l'on connaissait sous le nom de Si Mourad, fabriquait maintenant des bombes aussi « sûres » que celles de Taleb.

L'efficacité des méthodes employées par les paras, la prise en main de la Casbah, les arrestations en masse avaient sapé le moral des militants et surtout de la population. « Le F.L.N. est brisé, criaient les haut-parleurs dont les slogans faisaient maintenant partie de la vie quotidienne des Algérois musulmans. Ralliez-vous à la France. Les forces de l'ordre vous protègent. »

Les Européens avaient repris confiance. Lacoste, pour la première fois, avait été acclamé par la population alors qu'il remontait à pied de la grande poste au G.G. pour « prendre la température ». Les léopards devenaient les enfants chéris de l'Alger européen. Eux seuls avaient réussi là où tous les autres avaient échoué.

Le 10 février, Yacef fit sortir trois bombes de la Casbah. Depuis l'arrivée des paras, l'aspect européen, le charme des filles de son réseau ne suffisaient plus pour permettre de sortir bombes et armes. Au contraire. Sous l'effet de la torture, ceux qui étaient au courant des activités de Djamila Bouhired, Zohra Drif et Djamila Bouazza avaient dû donner leurs noms et leur signalement. Yacef leur interdit désormais de sortir de la Casbah. Des nouveaux exécuteraient lés attentats qu'il avait projetés pour ce 10 février : deux filles, Baya Hocine et Djouher Akhrour, et deux garçons des groupes armés. Chaque couple poserait sa bombe. Mais où ? Le centre d'Alger devenait maintenant

dangereux. Il fallait ouvrir sacs et paquets à l'entrée des lieux publics. Comment frapper les Européens sans trop de risques ? Yacef se souvint de son ancienne passion, le football.

Ce dimanche 10 février, on jouait à El-Biar. Le S.C.U.E.B. contre le R.U.A. Et au stade municipal de Belcourt : Gallia contre Guyotville. Les deux stades seraient bondés car il faisait beau. C'est là que Yacef décida de frapper une nouvelle fois. Plus le coup serait dur, plus la population musulmane comprendrait que le F.L.N. était loin d'être démantelé comme disaient les parachutistes.

Yacef fit sortir les engins par la boulangerie de Hamid Chibane, boulevard de Verdun. Hamid était l'homme qui avait vu le premier la sinistre affichette annonçant l'exécution des premiers condamnés à mort. Depuis, il ne faisait plus attention aux affichettes, il y en avait tellement ! Et qu'importait la mort dans cette fournaise qu'était devenu Alger, où les hommes disparaissaient par dizaines, où les perquisitions se multipliaient, où personne, Européen ou musulman, n'était plus en sécurité ? La boulangerie de Hamid avait une entrée à l'intérieur de la Casbah et une autre sur le boulevard de Verdun. Cette particularité avait échappé aux soldats qui avaient bouclé le quartier maure et Yacef avait réservé ce passage pour Ben M'Hidi et pour la sortie d'armes et de bombes. Les terroristes, eux, passaient par les contrôles habituels munis de fausses identités s'ils étaient recherchés. Les trois bombes quittèrent sans encombre la Casbah sous le bras d'un « livreur » venu chercher son pain.

Les cris de joie des supporters du S.C.U.E.B. montaient du stade d'El-Biar. Leur club venait de marquer son deuxième but. 2 à 0. Tout au haut de la tribune au dernier rang, adossée à la balustrade de ciment, Baya Hocine se serra contre Belamine Mohamed. Elle portait une jupe à carreaux et une veste beige. Ses lunettes vieillissaient à peine. son visage enfantin. Elle avait seize ans. Son compagnon, une vingtaine d'années. Comme il faisait beau, Belamine avait enlevé sa veste de tweed noir et blanc moucheté de vert et l'avait posée sur ses genoux. Il avait passé le bras sur les épaules de Baya et l'avait attirée contre lui. Discrètement, sous son pull-over, Baya dégagea une des deux bombes qu'elle tenait fixées sous les seins par un foulard et la glissa dans la poche de Belamine. Puis elle quitta son compagnon. Elle devait remettre la deuxième bombe à un autre complice qui l'attendait en bas. Celui-ci, Boudjema, refusa de la prendre et s'en alla. Baya, désemparée, glissa la bombe dans un tas de détritus qui « garnissait » les W.-C. du stade. Puis elle sortit.

Au haut des tribunes, Belamine avait à son tour quitté , la banquette de ciment, abandonnant sa veste comme pour marquer sa place. Un gamin de treize ans, Robert Giraud, un « fana » du S.C.U.E.B., profita de l'aubaine et, par mégarde, s'assit sur la veste. Il sentit quelque chose de dur et de peur d'être grondé vint se rasseoir aux pieds de Robert Bachelier, un voisin de ses parents, qui l'avait emmené au stade. Et il se passionna à nouveau pour le match.

À la même heure, à la buvette du stade municipal, Djouher Akhrour, dix-huit ans, glissait une bombe dans la veste de son compagnon Ahal BoualeM. Celui-ci regagna sa place à la tribune d'honneur et enleva sa veste avant de s'asseoir. Dix minutes plus tard, Ahal quittait à nouveau sa place, provoquant l'impatience de ses voisins. Lui aussi avait « oublié » sa veste.

À 16 h 15 les bombes d'El-Biar éclatèrent, créant une panique effroyable sur les gradins du stade. À 16 h 30, la scène se renouvelait au stade de Belcourt. 10 morts, 36 blessés dont beaucoup furent amputés. Immédiatement paras, territoriaux, C.R.S. bouclèrent les stades, mais on ne trouva rien. Si ce n'est les corps lynchés de deux musulmans. Un « suspect » et le vendeur d'esquimaux glacés... À l'hôpital de Mustapha, le sous-brigadier Casanova, blessé, effondré, apprenait la mort de son fils, son petit Louis, neuf ans. Ses neveux Roger, neuf ans également, et Jean-Claude, huit ans, étaient blessés.

Les paras n'étaient pas venus à bout des bombes de Yacef mais les bombes de Yacef n'allaient pas « faire lâcher » les paras.

La ronde infernale continue. Le 12 février, Fernand Yveton est guillotiné. Le 14, les léopards de Bigeard apprennent, à la suite de l'interrogatoire d'un « suspect », Boukela Mohamed, l'existence d'une cache d'armes. Maintenant ils savent que Yacef a truffé la Casbah de caches insoupçonnables. Le serrurier Hamened, décidément rendu très « compréhensif », a donné le nom du maçon qui a aidé Ali la Pointe à dissimuler ces caches : il s'agit de Hassen Rabah. Tous les léopards du 3e R.P.C., les « casquettes », ont son nom gravé dans la mémoire. Qu'on le retrouve et ce sont toutes les caches qui tombent !

Bigeard a toujours la baraka. Dans la cache d'armes donnée par Boukela on trouve Bouchouchi. Un gros poisson, principal transitaire de Yacef. Bouchouchi donne les trois dépôts où il dépose des bombes.

Et c'est la première grande victoire de Bigeard à Alger. Le 15 février, ses « lascars » lui ramènent sept bombes saisies chez Salem Ramdani, le boulanger de la rue Mogador chez qui Danièle Minne allait chercher « ses gâteaux » ; dix bombes cachées dans un garage du boulevard Saint-Saëns et huit chez un épicier, Baami Smaïl, 59, rue Duc-deS-Cars, tout près du ForuM. Seul le boulanger a pu s'échapper.

Bouchouchi parle encore. Et lui aussi indique le 5, impasse de la Grenade et le nom de Mostefa Bouhired. Bouhired, voilà un nom qui revient souvent dans les interrogatoires. D'abord Mostefa, puis sa nièce Djamila qui serait agent de liaison de Yacef. Le 16 février, les gars du 3 e R.P.C. décident de retourner impasse de la Grenade. Et là, l'expérience aidant, on trouve la cache. 26 bombes et le laboratoire sont découverts.

Le 17 février, le maçon « est fait » dans la Casbah. Hassen Rabah lâche un nom qui fait sursauter l'officier

O.R. qui l'interroge.

« Oui, dit Hassen, c'est moi qui ai fait la cache de Mostefa Bouhired, mais j'en ai aménagé une autre chez le bachagha Boutaleb, impasse Kléber ! »

Abdelkader Boutaleb, ancien délégué de l'Assemblée algérienne, qui vient d'être reçu à Paris par René Coty ! Un de ces hommes sur lesquels la France compte encore ! Enfin, la France..., disons les politiciens.

Et Bigeard rigole. Il fonce avec ses hommes impasse Kléber. Et on découvre une immense cache : 9 bombes, des armes et différents indices prouvant qu'un homme a séjourné dans cette cache.

« Le bachagha, au trou ! »

Et Alger, stupéfait, apprend la nouvelle. Au G.G., on est mal à l'aise. En particulier à la direction des affaires politiques. On va bientôt savoir pourquoi.

Bigeard continue à tirer sur le fil de l'écheveau. Doux mais ferme. Les « hommes peints » ne se contentent plus d'exploiter les renseignements obtenus à la suite d'interrogatoires, ils tapent dans le tas au hasard et font des contrôles-surprise. Ils transportent avec eux leurs fiches de recherches, leurs signalements, c'est une véritable « boutique » ambulante. Et ça donne des résultats. Tous les jours.

Le 18 février, Yacef Saïd et Marsah Abdelghani « donnés » les premiers jours par le serrurier Hamened, puis par Amara Saïd, le transitaire de Yacef Saadi, sont pris au cours d'un contrôle. Et ça ne traîne pas. Les deux hommes, vigoureusement interrogés, donnent à leur tour deux caches : chez Seghir Hadj et une nouvelle qui avait échappé, 2, impasse Kléber, chez le bachagha déjà arrêté. En

tout 27 bombes. La boucle est bouclée. Pour ce réseau du moins.

Journée du 18 : confrontation générale des membres arrêtés.

Recoupement.

Identification des membres en fuite.

Reconstitution de l'organigramme de *l'organisation.*

Et Bigeard, triomphant, publie son bilan : du 28 janvier au 19 février 1957, le 3e R.P.C. a saisi : 87 bombes, 70 kg de dynamite et de cheddite, 5 120 détonateurs au fulminate, 309 détonateurs électriques, 37 allumeurs chimiques à retard, plus une quantité considérable d'armes, de matériel de laboratoire, de produits chimiques et d'accessoires « horlogers » et électriques.

Et le 14 mars, Bigeard mettra le point final à son action en arrêtant Mostefa Bouhired. Ce Bouhired dont on lui rebattait les oreilles depuis le début de cette enquête « policière » qui lui déplaisait tant.

La population européenne reprenait confiance d'autant que le jour où Bigeard annonça ses résultats triomphants, la PJ. arrêta Rahal Boualem, puis toute la jeune équipe de Yacef qui avait posé les bombes des stades. Les policiers au milieu des gravats, des débris humains du stade d'El-Biar avaient retrouvé un lambeau de veste de tweed de Belamine dont le tissu avait été reconnu, sur son lit d'hôpital, par le petit Robert Giraud. Ce lambeau portait un numéro de teinturerie sur une étiquette de toile : le n° A.1125. La police civile, cinglée par les succès des parachutistes, parvint à mener à bien son enquête et neuf personnes furent arrêtées, dont les deux jeunes filles du groupe Yacef qui avaient posé les bombes du stade d'El-Biar et de Belcourt.

On a vu comment Bigeard a remonté une filière et les résultats qu'il a obtenus, mais il n'est pas tout seul à mener la « bataille d'Alger ». Le 1er R.E.P. obtient lui aussi des résultats extraordinaires surtout chez les communistes, le 2e R.C.P. de Château-Jobert, remplacé depuis peu par Fossey-François, a démantelé les réseaux est d'Alger et arrêté Me Ali Boumendjel qu'il a refilé pour interrogatoire aux services spécialisés d'O... La D.S.T. a arrêté l'inspecteur Ousmer qui renseignait le F.L.N. Les Européens ne sont pas épargnés, les époux Gautron, chez qui se sont déroulés les contacts F.L.N.-P.C.A., tombent à leur tour dans les mailles du filet. Parallèlement à l'action directe des paras, on arrête tant et plus. Les camps d'hébergement de la région d'Alger sont surchargés. Teitgen à la préfecture signe chaque assignation à résidence. Mais il n'est plus question de dossiers justifiant l'arrestation de tel ou tel. Des 800 assignations par mois au temps du préfet Collaveri, Teitgen est passé à 4 000 pour parvenir fin février à 24 000 ! Les paras et la police « embarquent » pour un oui, pour un non. Motifs ? Meneur ! Syndicaliste ! Quelquefois, on donne des « détails » : « Son frère est horloger donc il est susceptible de fournir le mécanisme d'une bombe ! »

Le centre de tri de Beni-Messous est bientôt bondé. Teitgen a fait nommer à sa tête le commissaire Ceccaldi-Raynaud qui est le secrétaire général de la S.F.I.O. d'Alger !

Lacoste, qui sait très bien de quelle manière on obtient de bons résultats au cours des enquêtes, est furieux contre Teitgen. Il hurle :

« C'est une vacherie que vous me faites, Teitgen !

— Non, monsieur le ministre, mais je crains fort des disparitions. On m'en signale de plus en plus. Je suis inondé d'avis de recherches dans l'intérêt des familles. Et qui mieux que votre ami Ceccaldi-Raynaud pourra veiller à ce que ces hommes soient traités selon les lois les plus humaines ? Un secrétaire général de la S.F.I.O., même à Alger, ça défend les droits de l'homme, les grands principes. Il doit signer chaque feuille d'entrée et de sortie pour chaque prisonnier. On ne les

escamotera pas !

— Je maintiens que c'est pour me mettre en mauvaise position que vous nommez un socialiste à ce poste, rugit Lacoste dont le visage est devenu aubergine.

— Vous auriez peut-être voulu qu'un calotin comme moi prît sous son bonnet tout ce qui se passe en ce moment ! Non, monsieur le ministre, on partage. »

Et Teitgen, qui sait que les « bavures » au cours des interrogatoires sont de plus en plus nombreuses, essaye de donner aux Algériens un minimum de garanties. Il place dans chaque P.C. para un homme de *sa* police. « Je veux que vous soyez responsable des gens que vous détenez », dit-il à Godard, qui accepte.

Le commissaire Builles lui-même est détaché à Alger-Sahel auprès du colonel Godard.

Mais la machine tourne trop bien, les résultats sont trop bons pour que l'on puisse interrompre le cours de cette opération que tout le monde appelle maintenant la « bataille d'Alger ». On devait mater la grève, puis on est tombé sur toute l'organisation F.L.N. de la capitale. Alors on suit.

Massu et sa 10e D.P. peuvent faire ce qu'ils veulent. Ils obtiennent les meilleurs résultats que l'on ait jamais eus.

Chaque para, chaque léopard se sent à lui tout seul *la police*. Le sergent de base décide : « On va embarquer les types de ce bloc d'immeubles. Ils sont suspects. » Et ils se révèlent vraiment suspects !

En faisant, signer ses papiers, Teitgen veut mettre les léopards en garde : « D'accord, je signe telle assignation à résidence à la demande de telle unité. Mais attention ! vous en êtes responsables. Rendez l'homme ! Vivant ! » Mais bientôt, on s'en fout totalement. Un type claque sous la torture, il faut le faire disparaître. En outre O..., qui est de plus en plus efficace, liquide froidement. Selon lui, un type trop torturé ne peut être libéré. Il faut le liquider lorsqu'il a tout craché. De même un « intellectuel », un responsable avec qui on « pourra peut-être discuter un jour... » il faut l'éliminer. Au 1er R.E.P., à la villa Sesini, on a aussi cette façon de voir les choses. En outre ces officiers obtiennent des renseignements beaucoup plus rapidement que ceux des autres unités. Mais il y a des bavures. Alors les initiés assistent à un spectacle épouvantable. Les sous-off d'O... font tous les soirs leur tournée. Avec des camions bâchés ils récupèrent dans tous les centres d'interrogatoire ceux dont le cœur a flanché ou ceux qui ne valent pas mieux. Et on embarque tout le monde, cadavres ou demi-morts, jusqu'à une fosse — elle deviendra un charnier — à une trentaine de kilomètres d'Alger, entre Zéralda et Koléa. Sur le bord de la fosse les hommes d'O... liquident au pistolet ou au poignard les demi-cadavres. Ceux qui ont dépassé la limite de la souffrance. Il y en aura 4 000 pendant la « bataille d'Alger ». Les quatre mille qui manqueront à Paul Teitgen qui maintenant en est réduit à tenir une comptabilité où se mêlent hommes, sous-hommes, déchets, cadavres, disparus.

La mer est également bien pratique. Des hélicoptères vont au large se débarrasser de cadavres importuns. On les balance dans le vide, un parpaing aux pieds. La mer ne les rejettera pas sur le rivage. On construit beaucoup aussi. Des baraquements à socle de béton, des fondations de petits immeubles. Et là entre une coulée grise de béton et une dalle préfabriquée, on colle quelques cadavres. À la terreur terroriste succède la terreur de la répression. Elle atteint des proportions gigantesques. Les sous-off d'O... finissent par faire peur aux paras eux-mêmes. À tous les officiers qui connaissent leur existence. Godard, le patron d'Alger-Sahel, n'est plus d'accord avec O... Au G.G., certains membres du cabinet Lacoste sentent que l'on va trop loin. Eux-mêmes ont peur de certains officiers paras. Mais tous sont dans le même bain ! Tout le monde a accepté de se salir les mains, Ordre du gouvernement qui, lui, à l'abri de ses couloirs feutrés, protégé par des huissiers à chaîne, n'entend ni le pas souple des patrouilles, ni les interrogatoires, ni les hurlements de la villa

Sesini, d'El-Biar et autres centres d'interrogatoire. Il ne désire qu'une chose : la victoire. Que cessent — ce qui est bien normal — le bruit des explosions et les cris des innocentes victimes des attentats. On ferme les yeux sur le reste. Et qui est le plus cruel ? Celui qui torture l'homme qui sait où les bombes vont éclater, pour les désamorcer, ou celui qui pose un engin qui va tuer des civils innocents, éventrer des mères de famille, mutiler des enfants ? Et tout va tellement vite !

Les résultats sont magnifiques. Impressionnants. Massu est venu à la réunion Bigeard. Celui qu'on appelle avec beaucoup de jalousie la B.B. des paras (c'est la grande époque de Brigitte Bardot !) fait son bilan, rend des comptes.

Bigeard annonce, et montre — photos à l'appui — les bombes saisies. Il expose des diagrammes, des organigrammes merveilleusement clairs. Massu admire : 1 200 arrestations ! 80 déférés au parquet. 600 assignés à résidence. 300 remis en liberté...

« Hein, vous avez vu le travail ? » grommelle Massu qui couve *son* Bigeard d'un œil mi-envieux, mi-admiratif.

Mais Teitgen intervient.

« Si je compte bien, mon colonel, dans votre calcul il manque 220 bonshommes. Que sont-ils devenus ?

— Lorsque quelqu'un demandera des comptes, répond le colonel, ce sera signé Bigeard ! Ils ont disparu, vos 220 bonshommes. »

Au moins lui est franc et prend ses responsabilités. De toute façon, les 220 types ont dû tenter de fuir...

Et puis le ministre résidant ne demandera jamais de comptes à des hommes que l'on a chargés, en leur donnant « carte blanche », de régler cette histoire de terrorisme.

D'autant que Bigeard a arrêté le bachagha Boutaleb chez qui il a découvert un appréciable stock de bombes. Et que Boutaleb, avec sa belle gueule de bon Arabe, sa belle gandoura de luxe, lui en a raconté des choses en se défendant ! Et au G.G., en particulier au bureau des affaires politiques, on est un peu « emmerdé ». On dit aux militaires : on va jusqu'au bout. On ne négociera jamais. Salan a demandé à Lacoste de faire des déclarations'dans ce sens pour rassurer « ses enfants » après que l'on a appris que Mollet avait envoyé Commin et Herbault prendre langue avec Yazid et Khider. Et voilà que ça continue !

Les militaires, les léopards en particulier, n'entendent pas qu'on les trompe. Ils veulent bien se salir les mains pour débarrasser Alger de sa vérole mais pour qu'ensuite la véritable révolution qu'on attend se fasse. Les « soldats révolutionnaires » n'entendent pas tremper les mains dans « le sang et la merde... » pour qu'ensuite, le calme revenu, tout recommence comme avant. Avec les privilèges. Ils sont révoltés par ce que « le gouvernement a laissé faire », par exemple ce vieux type « interrogé » l'autre jour :

« Pourquoi lu aides le F.L.N. ? Ce sont tous des assassins. Ils feront le malheur de ton peuple et ton malheur.

— Et vous croyez que les Français d'ici font mon bonheur ? Je suis depuis trente-deux ans employé à la grande bouchonnerie. On n'a jamais voulu me donner la sécurité sociale. Alors, pourquoi je serais français ? »

Là, les léopards ne comprennent plus. Et dans cette affaire Boutaleb, on est encore en train de les « fourrer ».

Certains civils qui — d'après eux — veulent jouer un rôle occulte leur paraissent des « guignols » qui veulent les trahir.

Parmi ceux-ci, Lucien Paye, qui est au G.G. directeur des affaires politiques. L'homme est plein de

bonne volonté mais il est persuadé de pouvoir tout mener tout seul. Il croit avoir la science de l'Algérie. Avec son adjoint, le colonel de Vulpillères, il accumule les maladresses dont l'affaire Boutaleb est une illustration.

Un soir de février, une patrouille de parachutistes arrête dans la Casbah trois Européens et un musulman.

« Haut les mains. Mettez-vous contre le mur. Les mains plus haut.

— Mais je proteste, dit l'un des Européens, je suis M. Paye, directeur des affaires politiques.

— C'est ça et moi je suis Napoléon. En pleine nuit, dans la Casbah. Allez, pas de rouspétance. Les mains au mur. Le directeur comme les autres. »

Et les autres sont le colonel de Vulpillères, le colonel Schoen et le bachagha Boutaleb. Ils ont dîné ensemble à l'Oasis et après cet agréable repas, Paye a dit à Boutaleb :

« On ne pourrait pas aller chez vous, voir votre intérieur ? » Car Paye, comme beaucoup de hauts fonctionnaires civils, aime bien la couleur locale. Et, inconscience des fonctionnaires, on va à pied dans la Casbah !

Bien sûr, on les relâche. Mais l'aventure fait faire des gorges chaudes. Ces types du G.G., on croirait qu'ils ignorent ce qu'est la « bataille d'Alger ». Puis Bigeard a l'information sur la collusion Boutaleb-F.L.N. ! La perquisition à son domicile donne les résultats que l'on sait !

Bigeard apprend que Boutaleb a été autorisé de vive voix par certains membres du G.G. à rencontrer des représentants du F.L.N. en octobre 1956, qu'il a reçu une réponse verbale d'Abane Ramdane qui s'est dit « être prêt à le rencontre ! » mais se demande « s'il ne s'agit pas d'un piège tendu par le gouvernement français qui s'attend à être en difficulté à l'O.N.U. ». L'entretien n'a jamais eu lieu, les contacts ont été stoppés par l'arraisonnement de l'avion de Ben Bella.

Fin janvier, au moment où la « bataille d'Alger » commence, Boutaleb rentre de Paris où il a rencontré toute une série d'hommes politiques et d'autorités morales de premier plan. Cela recoupe l'information donnée par *L'Express* du 15 février selon laquelle une haute personnalité algérienne a exposé à ses interlocuteurs les conclusions suivantes sur la situation en Algérie :

« 1. Le gouvernement Mollet semble hors d'état de trouver la solution du problème algérien et plus encore de l'imposer aux « ultras » ;

« 2. Le F.L.N., de son côté, devrait renoncer à s'abriter derrière des mots pièges, comme celui d'indépendance ;

« 3. La politique Lacoste en Algérie a conduit à l'impasse et le départ du ministre résidant devrait précéder la recherche d'une solution. »

Boutaleb a vu le colonel Schoen à son retour de Paris et lui a fait part de son inquiétude. Il se sent menacé. Les paras ont perquisitionné de nuit chez lui, boulevard Bru, où sa femme habite.

Bigeard, lui, fait la guerre à Alger comme il la fait dans le djebel. Une information doit être exploitée. Il se fout des Schoen, des Paye, des Vulpillères qui se soucient des généalogies, des alliances. Lui n'a pas le temps. Que Boutaleb soit un descendant de l'émir Abd el-Kader par les femmes et qu'il ait — paraît-il — une grande audience, ça lui est égal. Surtout quand des bombes éclatent aux quatre coins d'Alger.

Boutaleb, le 17 février — le jour même où Bigeard a l'information concernant la cache de l'impasse Kléber — a disparu. Il envoie au colonel Schoen une note manuscrite dont voici l'essentiel :

« L'été dernier, j'ai rencontré un chef accompagné de ses deux gardes en vue d'une négociation de cessez-le-feu. L'affaire a avorté à la suite de la capture aérienne des cinq. Les gardes se croyant en sécurité chez moi ont profité de mon absence pour terroriser ma famille et venir s'installer à la

maison en préparant eux-mêmes leur cachette. Prière instante de préparer d'urgence mon passage à l'étranger. »

Schoen essaye d'avoir le contact avec Boutaleb et surtout de savoir quels sont les chefs qu'aurait rencontrés le bachagha. Il reçoit en fin d'après-midi un petit carré de papier avec ces deux noms : Abane et Ben M'Hidi (orthographié Ben Mehidi).

L'autorité militaire est mise au courant de ces contacts. On finit par apprendre que le bachagha Boutaleb se cache chez un certain Hamida, 6, rue Zaatcha, dans la Casbah, mais qu'on pourra le trouver chez lui, boulevard Bru, le soir à 20 Heures.

Bigeard bondit en lisant le nom de Hamida qui pour les « bonzes » du G.G. ne veut rien dire. Pour lui, Hamida, c'est Chergui Brahim, la liaison de Ben Khedda. L'homme que Danièle Minne a rencontré au 101, rue Dupetit-Thouars, chez Toufik !

Pour Bigeard, tout est clair. Il y a eu contact. Et le Boutaleb est beaucoup plus mouillé qu'on ne veut le dire chez Lacoste !

« Au trou, le bachagha. » Ce qui est fait au soir du lundi 18 février. Mais Bigeard, puis tous les officiers paras gardent l'affaire en travers de la gorge.

Ce n'est pas le moment, alors qu'ils pataugent dans la gadoue, qu'un gouvernement qui tente de négocier dans leur dos vienne leur demander des comptes !

Boutaleb, Paye, Vulpillères, tout cela c'est le folklore. Ce qui intéresse les léopards, ce sont les gros morceaux : les membres du C.C.E. et Yacef qui est devenu leur « ennemi intime ». Bigeard qui vient d'apprendre au cours de l'affaire Boutaleb l'adresse de Hamida pense bien grâce à ce renseignement « coxer » l'agent de liaison du C.C.E. et, qui sait — avec un peu de baraka —, prendre un gros poisson dans sa nasse.

L'étau se resserrait autour des chefs du F.L.N. Les cinq membres du C.C.E. qui avaient choisi Alger pour y travailler au calme passaient maintenant une grande partie de leur temps à changer de « planque ». Les arrestations successives des Européens qui leur étaient favorables rendaient de plus en plus précaires les refuges trouvés par Pierre Chaulet et son épouse.

Dès les premiers jours de la « bataille d'Alger », Krim faillit être pris alors qu'il se reposait dans la villa d'un riche commerçant à Climat-de-France. Il n'avait dû son salut qu'à la perfection de sa fausse carte d'identité qui le donnait pour commerçant d'origine italienne : Pierre Albertini ; il portait en permanence des lunettes à verres sombres qui modifiaient considérablement sa physionomie. En outre, les militaires, des appelés qui faisaient un contrôle de routine, étaient à mille lieues de penser qu'ils avaient devant eux le responsable militaire de la révolution algérienne. Ils ne circulaient pas comme les parachutistes avec des visages et des signalements plein la tête. Krim avait pourtant cru son heure arrivée lorsqu'un des hommes de la patrouille avait commencé à tourner autour de l'armoire sur le dessus de laquelle le chef kabyle avait lancé son automatique.

« Ouvrez cette armoire qui est fermée à clef », demanda le soldat.

Krim, qui s'était fait passer pour le propriétaire de la maison, expliqua qu'il n'avait pas la clef, que les femmes l'avaient emportée.

« Mais ça ne fait rien, ajouta-t-il conciliant, enfoncez l'armoire.

— Non, non ! répondit le jeune militaire. Ça me rappellerait trop de mauvais souvenirs d'enfance pendant la guerre. Au revoir monsieur. »

Krim l'avait échappé belle. Il recracha la bouillie de papier qu'il avait maintenu entre sa joue et sa mâchoire inférieure. Lorsqu'il avait vu la maison investie, il avait tenté d'avaler un papier

important qu’il portait sur lui mais il n’avait pu que le mâcher. Impossible de « le faire passer » !

Lorsque le contrôle du quartier Climat-de-France fut terminé et le barrage levé, Krim regagna son refuge dans le centre d’Alger.

C'est le dimanche 24 février lors de la réunion quotidienne chez Rachid Amara, boulevard du Telemly, que les cinq membres du C.C.E. décidèrent qu’il fallait quitter Alger et diriger la révolution de l’extérieur. Les cinq hommes choisirent de gagner Tunis où Ouamrane s’était rendu au mois de janvier réorganiser la base de l’Est[2] Ils convinrent de se séparer en deux groupes : Krim et Ben Khedda gagneraient Tunis par le chemin le plus direct en passant par la Kabylie et le Constantinois ; Saad Dahlab, Abane et Ben M’Hidi rallieraient la base marocaine de Nador en passant par l’Oranie, ce qui permettrait à Ben M’Hidi de faire une tournée d’inspection dans son ancienne région. La wilaya 5 était maintenant commandée par Boussouf qui s’était adjoint un jeune étudiant venant du Caire : Houari Boumediene, futur président du Conseil de la République algérienne. Du Maroc, les trois hommes prendraient l’avion pour Tunis où ils avaient toutes les chances d’arriver avant Abane et KriM. Ceux-ci avaient en effet plus de 1 200 km à faire à pied en évitant le plus possible les accrochages avec l’armée française qui avait centré ses efforts opérationnels sur la frontière algéro-tunisienne.

Mais le sort et l’opiniâtreté du colonel Bigeard et de ses « casquettes » du 3e R.P.C. en décidèrent autrement.

C’est par la boulangerie du boulevard de Verdun que Ben M’Hidi entra dans la Casbah le dimanche soir. Il rejoignit immédiatement Yacef, rue des Abderames.

« C’est fini, annonça-t-il au jeune chef des commandos, on ne peut plus rester ici. Le C.C.E. quitte Alger. On va rallier Tunis. Si tu veux te replier vers le maquis, fais-le.

— Non. Tu devrais rester ici dans la Casbah. Tu es en sécurité.

— Ce n’est pas possible, toutes les décisions doivent être prises à cinq. Et à Alger il faut bien le reconnaître, c’est la débâcle. »

Ben M’Hidi et Abane qui avaient décidé la grève du 28 janvier regrettaient maintenant la décision prise fin décembre. Si la grève avait été une réussite sur le plan international, attirant l’attention du monde sur l’Algérie, si les méthodes employées pour la réduire donnaient aux pays favorables à la révolution algérienne nombre d’arguments pour condamner l’action de l’armée française, si grâce à elle une importante campagne contre la torture était menée en France, il n’était pas moins vrai que, sur le plan local, la grève était un échec. Ben M’Hidi et Abane avaient déclenché un mouvement irréversible, d’abord la grève, puis la « bataille d’Alger » qui impitoyablement avait fait sauter pan par pan le délicat enchevêtrement des réseaux et des cloisonnements. Les « paras-flics » avaient brisé le mythe de la Casbah aussi sûre que le plus sûr maquis kabyle ou constantinois. La population et les militants n’avaient pas pensé que l’on pût employer de pareilles méthodes. Ils ignoraient la guerre telle que savaient la mener les léopards. Ils avaient négligé les visites domiciliaires à toute heure, les contrôles-surprise, les interrogatoires « à tout hasard », les hélicoptères qui déposaient cinq ou six paras sur une terrasse, puis sur une autre. La population était « cassée » par ces méthodes. La peur avait changé de camp.

Yacef comprit que Ben M’Hidi partirait. Il ne pouvait faire autrement. Déjà, il se singularisait en venant régulièrement dans la Casbah alors que les quatre autres membres du C.C.E. restaient en quartier européen. Il lui fallait poursuivre le combat politique.

L’admiration que Yacef avait pour Ben M’Hidi s'était peu à peu transformée en amitié. Le jeune boulanger, qui avait commencé le combat comme un cow-boy, plus attiré par l'aventure, les coups de feu, la clandestinité, que par l’action politique, avait acquis sous l’influence de Ben M’Hidi un

bagage idéologique et une connaissance des buts poursuivis par la révolution qui lui permettaient à travers les bribes de confidences que lui faisait son ami de deviner que tout n'allait pas pour le mieux à « l'échelon supérieur ».

Ben M'Hidi se révélait comme une sorte de drogué de la révolution qui méprisait toute combine, toute alliance intérieure, et accordait une grande place à l'action d'un simple *moudjahid* du maquis ou d'un *fidaï* de la ville. Yacef s'était aperçu que Ben M'Hidi se sentait en partie responsable des tortures infligées à ceux qui étaient arrêtés, il en souffrait profondément. Il avait dit un jour à Yacef :

« Je voudrais être soumis à ces tortures pour être sûr que cette chair misérable ne me trahisse pas. »

Il avait ensuite ajouté, faisant allusion à l'opposition sans merci qui dressait — malgré les murs de la Santé — Ben Bella contre Abane :

« J'ai la hantise de voir se réaliser mon plus cher désir. Car lorsqu'ils seront libres, il se passera des choses terribles. On oubliera toutes les souffrances de notre peuple pour se disputer les places. Ce sera la lutte pour le pouvoir. Nous sommes en pleine guerre et certains y pensent déjà. Des clans se forment. À Tunis, tout ne va pas pour le mieux... »

Yacef ignorait que Ouamrane avait dû employer la manière forte, ainsi que nous le verrons plus tard, pour se débarrasser de Mahsas, l'homme de confiance de Ben Bella.

« Oui, avait conclu Ben M'Hidi, j'aimerais mourir au combat. Avant la fin. »

Le lundi 25 février 1957, au matin, Ben M'Hidi quitta la Casbah après avoir embrassé Yacef.

« Nous reverrons-nous un jour ?

— Si Dieu le veut. Tu recevras par agent de liaison nos dernières instructions. »

Puis il gagna à pied le refuge de la rue Claude-Debussy où il devait attendre tranquillement 14 Heures, heure à laquelle les membres du C.C.E. devaient se retrouver pour une ultime réunion avant le départ de la capitale. Pour se rendre à son rendez-vous, Ben M'Hidi emprunta la rue d'Isly, Il ignorait qu'elle porterait un jour son nom.

Dans la villa d'El-Biar où le 3e R.P.C. avait établi son quartier, le colonel Bigeard bourrait une grosse pipe à court tuyau en contemplant le schéma marqué secret qui montrait dans toute sa complexité l'organisation F.L.N. à Alger.

« Dire qu'il y a à peine un mois, on ne savait rien du plus important d'entre eux », pensa le colonel.

Aujourd'hui, l'organigramme donnait non seulement le nom de la plupart des chefs de zone, mais aussi celui du moindre exécutant. Et la plupart des noms étaient accompagnés d'une petite croix signifiant que l'homme avait été arrêté. Du beau boulot.

Bigeard ajouta un nom à l'organigramme auprès de ceux de deux adjoints de Ben Khedda : Hachemi et Chergui que nous connaissons sous le nom de Hamida, rencontré avec Danièle Minne. Le nom que le colonel traça sur le tableau était celui d'une jeune fille : Nassima Farida Hablal. Là encore, Bigeard et ses O.R. avaient eu de la chance. Au cours d'un interrogatoire de routine, un agent immobilier, Sifaoui Omar, avait donné le nom de la jeune fille. « Elle doit être en relation avec le F.L.N. » Ne négligeant aucune piste, les léopards à casquette du 3e R.P.C. avaient exploité le renseignement et avaient en outre arrêté Abdelhafid Bentchicou, le fils d'un très riche industriel du tabac. Le jeune homme était porteur d'une valise contenant cinquante millions ! Grâce à l'interrogatoire de Nassima et du jeune homme — des comparses —, on avait mis la main sur du gros gibier. D'abord Hachemi, dont le nom dans l'organigramme de Bigeard figurait auprès de celui de

Ben Khedda. Il était, en fait, le responsable propagande du F.L.N. pour tout Alger. Ensuite, les léopards avaient arrêté « Hamida » Chergui Brahim, responsable des liaisons entre le C.C.E. et les différents secteurs du Grand Alger.

L'exploitation ultra-rapide du moindre renseignement donnait des résultats inespérés. Les premières « révélations » de Hachemi et Hamida avaient permis l'arrestation d'un médecin, le Dr Bouayad, qui ne jouait pas un grand rôle mais avoua avoir loué pour le F.L.N. un appartement à l'Algéria, un immeuble luxueux du boulevard Saint-Saëns.

Hachemi et Hamida ne donnèrent aucun autre renseignement pendant vingt-quatre heures. Tous les militants appréhendés devaient, dans la mesure du possible, observer ce délai nécessaire à couper les liaisons à la suite de leur arrestation. Les membres du C.C.E. apprirent dans la soirée du dimanche 24 que Chergur avait été arrêté. Ben Khedda quitta immédiatement le studio du boulevard Saint-Saëns où les parachutistes arrivèrent quelques heures plus tard.

L'interrogatoire des deux responsables F.L.N. avait repris le lundi tandis que Bigeard mettait à jour son organigramme. On frappa à la porte. Un jeune para entra, tout excité par la nouvelle qu'il apportait.

« Mon colonel. Ils viennent de nous lâcher deux informations. D'abord qu'Aïssat Idir, le responsable du syndicat U.G.T.A., est en liaison étroite avec le C.C.E., qu'il en ferait même partie. Le deuxième renseignement, c'est une adresse, rue Claude-Debussy, près du cinéma. En plein quartier chic.

— Oui, ils ont parlé parce que le délai de sécurité est écoulé, dit le colonel. Ça ne fait rien, envoyez une équipe rue Claude-Debussy. »

Le para salua et sortit.

Tout en tirant pensivement sur sa courte pipe, Bigeard consulta le fichier que ses hommes tenaient à jour, y ajoutant scrupuleusement les renseignements les plus anodins qu'ils pouvaient obtenir. Il feuilleta les fiches cartonnées.

« Aïssat Idir... Aïssat Idir... Nom de Dieu ! mais on le tient ! »

Le colonel venait de s'apercevoir que le leader syndicaliste avait été assigné à résidence dès le début de la grève. Il était retenu au camp de Bossuet. Dans deux heures, il serait arrêté !

Rue Claude-Debussy, c'est en pyjama que Ben M'Hidi vint ouvrir aux parachutistes.

Depuis quarante-huit heures, Krim logeait dans l'appartement d'un professeur de l'université au quatrième étage d'un des buildings du Champ-de-Manœuvre. Le lundi matin, Rachid Amara vint le chercher avec sa 4 CV. Krim voulait récupérer une serviette de documents restée dans la villa du Telemly. Le jeune étudiant avait amené au rendez-vous une petite fille de neuf ans.

« Tu la tiendras par la main, expliqua-t-il à Krim. Vous passerez plus inaperçus. »

Et Krim en avait besoin. Tout le secteur : boulevard Saint-Saëns, rue Claude-Debussy, Telemly, grouillait de parachutistes.

« Je vais t'attendre au coin du passage Burdeau », dit Rachid Amara.

Lorsque Krim arriva boulevard du Telemly, il tomba sur une forte patrouille de C.R.S., mousqueton à la bretelle. Il serra la main de la petite fille et lui sourit. L'enfant lui rendit son sourire. D'un pas assuré, il se dirigea vers la villa. Chergui ne la connaissait pas, mais les paras pouvaient avoir remonté une autre filière. Beaucoup de responsables étaient en liaison avec Rachid Amara. La souricière était peut-être en place derrière les palmiers touffus. Par bonheur pour Krim, le seul Amara que comportait l'organigramme de Bigeard était un certain Amar Ali dit Alilou, agent de

liaison de Yacef que nous retrouverons bientôt.

Krim ressortit très vite de la maison, tenant sa serviette d'une main, la petite fille de l'autre. Il descendit la rue Burdeau. Passant sous le boulevard Saint-Saëns, il aperçut sur le pont au-dessus de lui plusieurs groupes de parachutistes. Il en retrouva d'autres au coin du passage Burdeau. Krim eut l'impression de broyer la main de la petite fille. Qu'un seul léopard l'interpelle et il ne pourrait pas même esquisser un geste de défense. Heureusement, Rachid Amara était là avec sa 4 CV comme promis. La petite fille prit place à l'arrière et Krim monta à côté du chauffeur. À trois mètres de lui, indifférent, un para retenait par la laisse un énorme chien policier dont certaines unités étaient maintenant dotées.

Krim ignorait qu'à ce même instant à quelque trois cents mètres de lui, les léopards de Bigeard arrêtaient Ben M'Hidi et faisaient ainsi la plus grosse prise de toute la « bataille d'Alger ».

Le chef kabyle regagna son refuge du Champ-de-Manœuvre où, à 14 Heures, le Dr Chaulet viendrait le chercher pour l'amener ainsi qu'Abane et Rachid Amara jusqu'à Blida. Machinalement, il écarta les rideaux. Des patrouilles de paras parcouraient les alentours du Champ-de-Manœuvre. Ils étaient partout. Le C.C.E. était à la merci d'une dénonciation. Que la femme de ménage du professeur qui s'étonnait de ne pas voir sortir Krim, aille s'ouvrir de ses soupçons à un indicateur quelconque et ce serait fini. Depuis près de dix ans qu'il vivait dans la clandestinité, jamais Krim ne s'était senti si près de se faire prendre.

À 13 Heures, ce même lundi 25 février, deux voitures noires de la D.S.T. s'arrêtèrent devant l'appartement du Dr Chaulet à Diar-el-Mahçoul.

« Pierre Chaulet ? Surveillance du territoire. Suivez-nous.

— Mais qu'est-ce que c'est ?

— Salah Louanchi a été arrêté à Paris en compagnie d'un certain Lebjaoui. C'est eux qui représentaient le F.L.N. en France. Et Salah Louanchi est votre beau-frère ?

— Oui, mais je ne sais rien de tout cela.

— Vous vous en expliquerez à Bouzaréa. En route. »

Pierre Chaulet regarda sa femme. Dans une heure,

Abane Ramdane l'attendrait au coin de la rue Naudot derrière l'hôpital de Mustapha. En vain. Et Krim qui était bloqué au Champ-de-Manœuvre dans un appartement dont les propriétaires ignoraient l'identité de celui qu'ils hébergeaient !

« Allez, dépêchez-vous.

— Je peux embrasser ma femme ?

— Oui. Faites vite. »

Pierre Chaulet serra son épouse contre lui. « Vas-y », lui glissa-t-il.

Elle lui répondit d'une pression. Les policiers de la D.S.T. lui avaient permis de rester à son domicile pour s'occuper de son bébé qui avait neuf mois. Folle d'inquiétude, Mme Chaulet vit disparaître les deux voitures. Pourvu que Pierre ne soit pas toirturé. Et pourvu qu'il « tienne » deux ou trois heures ! Quelques minutes plus tard, Mme Chaulet, après avoir fait une valise et avoir chaudement couvert son bébé, le prit dans ses bras et sortit. Elle plaça le bébé soigneusement calé à l'arrière de la 2 CV et démarra.

À 14 Heures, au coin de la rue Naudot, Abane et Rachid Amara, qui venaient d'apprendre l'arrestation de Ben M'Hidi, surveillaient la rue avec anxiété. À 14 h 5, ils virent arriver la 2 CV grise qui s'arrêta devant eux.

« Que se passe-t-il ? demanda Abane. Pierre n'est pas là ?

— Il vient d'être arrêté il y a une heure à peine, répondit Mme Chaulet. Il faut partir, c'est une

question de minutes. Prenez mon bébé dans vos bras. »

Abane s'installa vivement à l’arrière.

Où sont les autres ? demanda Mme Chaulet.

— Ben M’Hidi vient d’être arrêté aussi. Je quitte Ben Khedda qui s’en va de son côté.

— Et Krim ? Je ne sais pas où il se trouve. Pierre ne m’a rien dit à ce sujet. Et devant les policiers c’était trop tard.

— Moi, je sais, dit Rachid, je l’ai accompagné ce matin. C’est au Champ-de-Manœuvre. »

Les minutes que passèrent Abane et Mme Chaulet en attendant l’arrivée de Krim furent les plus longues de leur vie. C’était miracle qu’ils aient pu échapper jusque-là à l'action conjuguée de la police et des paras. Il était temps que le C.C.E. quitte Alger.

Deux heures plus tard, Mme Chaulet déposait Krim, Abane et Rachid Amara dans une huilerie près de Blida où un agent de liaison de Si M’hamed, qui avait remplacé Ouamrane à la tête de la wilaya 4, les attendait. Krim retrouva Ben Khedda. Pour eux, la longue marche vers la Tunisie commençait. Elle allait durer près de trois mois.

Lorsque, le lendemain, les parachutistes se présentèrent chez le Dr Chaulet dont ils avaient obtenu le nom au cours d’un interrogatoire, ils trouvèrent porte close. Mme Chaulet avait jugé plus prudent de ne pas revenir dans son appartement.

L’arrestation de Larbi Ben M’Hidi, l’un des six Fils de la Toussaint qui avaient donné le coup d’envoi de la révolution le 1er novembre 1954, eut un retentissement extraordinaire. Les léopards étaient parvenus à la tête de l’organisation rebelle.

Ben M’Hidi et Hamida furent présentés à la presse dans la villa d’Hydra, P.C. de Bigeard. Ben M’Hidi avait les poignets et les chevilles entravés par des menottes alors que Hamida avait la liberté de ses mouvements. Celui que Bigeard appelait à juste raison « l’âme de la révolution » avait promis à ses gardiens de s’échapper à la première occasion. Un petit sourire flottait sur son visage. Hamida semblait hagard. Les deux hommes furent livrés pendant cinq minutes aux flashes des photographes, puis regagnèrent leurs cellules.

Depuis qu’il s'était lancé à fond dans la « bataille d’Alger », Bigeard avait réuni tous les renseignements possibles sur les chefs du C.C.E. Il connaissait la ruse et le courage de « l’ancêtre des maquisards » Krim Belkacem, la culture et la sagesse du pharmacien Ben Khedda, la roublardise et l’habileté de Saad Dahlab. Mais il était fasciné par la personnalité des deux « politiques » : Abane et Ben M'Hidi. Les papiers saisis, les renseignements fournis au cours d’interrogatoires lui avaient permis de se faire une idée d’Abane, violent, coléreux mais organisateur politique hors de pair. Mais c'est Ben M'Hidi qui l’intéressait le plus. Il retrouvait dans ce qu'on lui disait de ce jeune chef toutes les qualités, tout l’idéalisme, toute la « vertu » qu’il avait trouvés chez celui devant lequel — à l’autre bout du monde — il avait dû s'incliner : Ho Chi Minh.

Bigeard, qui était un des rares militaires à avoir compris la guérilla et ses principes — qui en tirait même une méthode de contre-guérilla efficace sans y mêler tout un jargon, une bouillie d'idées confuses où le socialisme se mêlait au fascisme comme certains de ses collègues n’hésitaient plus à le faire —, savait que Ben M’Hidi était à l’image du grand idéal qu’il symbolisait. Et le chef français avait de l’estime pour son adversaire. Ben M’Hidi avait vécu parmi les maquisards du djebel, puis au cœur du maquis urbain : dans la Casbah. Bigeard lui-même vivait la même vie monacale que Ben M’Hidi, toujours parmi ses troupes. Il savait qu’un chef révolutionnaire « ne peut tirer son autorité que par les vertus qu’ils incarne et qui sont justement celles que l’on désire voir triompher »,

comme il l’écrira plus tard.

Et les deux hommes eurent de longues conversations. Ben M’Hidi ne fut pas torturé. Tous les renseignements obtenus sur ce point dans les deux camps nous permettent de l’affirmer. Il y eut même un fort courant de sympathie entre les deux combattants. Ben M’Hidi expliqua à Bigeard ce qu’était la guerre révolutionnaire : « Pure, universelle, longue et dure. »

Même prisonnier, admettant l’erreur de la grève, le jeune chef révolutionnaire triomphait :

« La guerre couvre l’ensemble du territoire algérien et se fait dans tous les domaines ; elle marque de sa profonde empreinte l’existence de chacun. »

Bigeard le constatait tous les jours, lui qui avait appliqué la contre-méthode : « Puisque chacun apporte sa contribution à la guerre populaire, chacun sait quelque chose et il doit nous le dire... »

Le colonel français retrouva chez Ben M’Hidi l’absence de considération morale, quant aux moyens employés pour obtenir la victoire, qu’il avait constatée chez Ho Chi Minh, qu’il avait apprise aussi.

Ben M’Hidi lui avoua être écœuré de l’emploi de la bombe contre des femmes et des enfants innocents...

« Mais je l’utilise, ajouta-t-il, parce que je l’estime nécessaire pour le triomphe de la cause... et une bombe est préférable à un long discours. »

Les deux adversaires évoquèrent aussi les buts de la guérilla : briser le moral, l’esprit combatif et l’efficacité militaire de l’adversaire.

Dans la contre-guérilla, Bigeard poursuivait les mêmes buts.

« Mais en Algérie, ajouta Ben M’Hidi, vous devez faire trop de choses pour pouvoir gagner. Nous, nous détruisons les petites unités, nous attaquons les lignes de ravitaillement et les points sensibles, nous détruisons les propriétés en terrorisant certains. Alors que vous dispersez vos forces pour protéger tous ces points à la fois. »

Les entretiens que je rapporte, les rapports d’estime entre ces deux hommes que sont Bigeard et Ben M’Hidi paraîtront tout à fait fantaisistes à ceux qui ne veulent voir un problème qu’avec une orientation particulière.

Que ceux-ci méditent ce qu’écrit Bigeard, alors que la propagande française s’efforce de prouver que la population ne suit le F.L.N. que sous l'emprise de la terreur :

« Ces actions sont d’autant plus efficaces qu’elles s'accompagnent d’une intense propagande destinée à faire participer par la crainte, *parfois, plus souvent, la persuasion et l'enthousiasme*, toute la population au combat. »

La dernière de ces conversations eut lieu dans la nuit du 3 au 4 mars 1957. Pour la première fois au cours de cette guerre, le magnifique soldat qu’était Marcel Bigeard avait trouvé son *alter ego*. Les deux hommes parlèrent une grande partie de la nuit. Ils discutèrent de pair à pair. De léopard à léopard.

Une dernière fois, Ben M’Hidi parla à cœur ouvert de la révolution, de son évolution, du résultat qui ne faisait pas de doute. Il laissa même entendre à Bigeard qu'il souhaitait disparaître avant la fin du combat tant il était sûr de l'issue victorieuse pour son peuple mais tant — aussi — il redoutait les méfaits de la « politicaille ».

Une dernière fois touché par cette confidence faite d’homme à homme, Bigeard eut de la sympathie, du respect même pour un adversaire à sa taille. Un homme qui ne se laisserait jamais tourner. Même par les siens. Un homme « irrécupérable ».

Michel Gorlin, le porte-parole de Robert Lacoste, reçut, quelques minutes avant la conférence quotidienne qu'il tenait pour la presse au G.G., un appel téléphonique d'un journaliste algérois « généralement bien informé ».

« Alors, monsieur Gorlin, il paraît que Ben M'Hidi a été tué ? »

Gorlin éluda la question et se précipita chez le ministre résidant. Bigeard était déjà dans le bureau. Le porte-parole apprit en même temps que Robert Lacoste que Ben M'Hidi avait été fusillé à l'aube. Avant sa mort, on lui avait présenté les armes. Le peloton avait rendu les honneurs militaires à sa dépouille. Ben M'Hidi était mort en seigneur.

Saura-t-on un jour qui donna l'ordre de l'exécuter ? J'en doute.

Le colonel Bigeard tint à expliquer le courant qui était passé entre son adversaire et lui-même. Le respect qu'il portait à sa mémoire.

Gorlin eut ce jour-là l'impression que « Bigeard, qui croit que sa baraka ne l'abandonnera jamais, voudrait pourtant — si d'aventure elle lui faisait faux bond — avoir une mort pareille. En seigneur ».

Mais tout cela, c'étaient de beaux sentiments — et la politique menée ne pouvait s'embarrasser de beaux sentiments. Ben M'Hidi était l'un des chefs de ces « bandits », on ne pouvait raconter à la presse — de droite ou de gauche — les conditions réelles de la mort de Ben M'Hidi. Michel Gorlin avait vingt mètres pour fournir une explication plausible. Les vingt mètres qui séparaient le bureau du ministre de la salle de conférence où l'attendaient les journalistes.

« Messieurs, Ben M'Hidi Larbi s'est pendu dans sa cellule avec des lambeaux de sa chemise. »

Telle fut la version officielle de la mort du chef F.L.N.

Selon leurs opinions, les uns trouvèrent que « ce salaud n'avait même pas eu le courage d'affronter ses juges ». Les autres échangèrent des sourires entendus, bien persuadés que Ben M'Hidi était mort sous la torture entre les mains des parachutistes. Qui à l'époque pouvait soupçonner la vérité ? Et encore moins la comprendre.

Ben M'Hidi, Didouche Mourad, Ben Boulaïd étaient morts. Bitat et Boudiaf étaient en prison. Des six hommes qui, le dimanche 24 octobre 1954, s'étaient fait photographier chez un petit artisan de Bab-el-Oued avant de déclencher la révolution algérienne, Krim Belkacem était le dernier à pouvoir encore se battre. Mais il le ferait désormais de l'étranger. Il avait échappé de justesse aux griffes des léopards. Alger n'avait plus qu'un chef : Yacef Saadi.

Le match qui l'opposerait au général Massu allait constituer la deuxième partie de la « bataille d'Alger ».

Lorsqu'il apprit l'arrestation de Ben M'Hidi, Yacef fut effondré. Non seulement il perdait un ami, mais il se retrouvait seul à Alger, sans instructions. Quelques jours après le départ des membres du C.C.E. il dut se rendre à l'évidence. On l'avait laissé tomber ! Il essaya désespérément de prendre contact avec Abane ou Ben Khedda en envoyant des émissaires à Blida où forcément les chefs en fuite étaient passés. Deux agents de liaison revinrent avec la même réponse :

« Oui, les membres du C.C.E. étaient allés à Blida mais ils s'étaient séparés et gagnaient l'étranger. »

Yacef piqua une violente colère :

« Bande de salauds. Fumiers, Ils se tirent sans rien me dire, sans même me prévenir. Sans nous donner d'instructions. Qu'ils se replient puisque c'est la débandade, mais pas à l'étranger. Qu'ils reviennent ! »

Zohra Drif, qui était constamment au côté du jeune homme, essaya de le calmer.

« Cela ne sert à rien de les insulter. Nous sommes seuls, essayons de nous débrouiller. »

Il fallait faire le bilan. Profiter de l'accalmie passagère dont bénéficiait la Casbah. Il semblait qu'après les prises sensationnelles réalisées par les léopards l'étau se fût un peu desserré sur la ville.

Yacef était un homme seul ou presque. Les parachutistes avaient littéralement écrasé ses groupes. Tous les hommes des commandos avaient été identifiés. Ceux qui n'étaient pas arrêtés étaient activement recherchés. Devant le péril, Yacef leur donna Tordre de gagner le maquis. Ce fut un départ en masse vers la wilaya 3 (Kabylie) et la 4 (Algérois).

Puis Yacef, traqué lui aussi, rompit tous les contacts qu'il avait dans la Casbah. C'était un miracle d'avoir échappé jusque-là aux parachutistes. S'il voulait poursuivre le combat d'une façon efficace, il fallait revoir entièrement la théorie appliquée jusque-là. Depuis plus d'un an, il avait vécu à la Casbah comme un poisson dans l'eau, mais maintenant l'eau était empoisonnée. Même dans le quartier maure, il fallait vivre dans la plus complète clandestinité. Yacef ne sortit plus que déguisé en femme. Le costume traditionnel des femmes musulmanes offrait aux clandestins une certaine sécurité. Enveloppé dans le haïk, le visage voilé, il était difficile de distinguer un homme d'une femme. En outre, toutes les femmes de la Casbah — à part les filles des maisons de passe de la rue de la Mer-Rouge ou de la basse Casbah — étaient voilées. Il était impossible aux patrouilles — même parachutistes — de contrôler le sexe de celui ou de celle qui se cachait sous le voile ! Le scandale aurait été épouvantable. La force se heurtait là à la tradition coranique. Elle était impuissante. Yacef résolut de bien profiter de l'aide que « Dieu lui apportait » !

Le nouveau chef d'Alger décida de ne rester en contact permanent qu'avec sept personnes qui formeraient son état-major. Ali la Pointe, Debih Chérif, dit Si Mourad, Kamel (de son véritable nom Hadji Othmane. Ce Kamel sera toujours orthographié Ramel dans les documents français), Yacef Omar dit Petit-Omar, un gamin de douze ans, neveu de Saadi, et les trois filles : Djamila Bouhired, Zohra Drif, Hassiba Bent Bouali.

Hassiba ferait équipe avec Ali te Pointe. Yacef comptait sur l'intelligence de la jeune fille, sa culture, sa prudence pour tempérer et modérer le fougueux Ali la Pointe. Quel curieux couple que celui formé par les exigences de la révolution ! Une jeune fille de dix-sept ans, fine, jolie, délicate, élégante, instruite, héritière d'une riche famille bourgeoise, avec cet ancien proxénète, analphabète, brutal, sans culture, qui ne réagissait qu'en adoptant des solutions extrêmes, mais d'une bravoure à toute épreuve et d'un dévouement sans borne, mettant ses qualités et ses défauts au service d'une révolution qui lui a fait découvrir un autre monde que celui, misérable, dans lequel il avait toujours vécu.

Yacef garda avec lui Zohra Drif et Djamila Bouhired qui avaient pour mission de tenir à jour le secrétariat. Djamila était responsable du « bureau » de Yacef. Il s'agissait d'une grosse serviette de cuir noir contenant du papier à en-tête F.L.N.-A.L.N., de fausses cartes d'identité, des tampons F.L.N., des archives et 500 000 F. Kamel devint l'adjoint militaire de Yacef tandis que Si Mourad serait le responsable « bombes » pour tout le centre d'Alger. Ali la Pointe restait le chef des commandos de choc, Petit-Omar assurant les liaisons. Le rôle de cet enfant allait être extraordinairement important. Il devenait le lien entre Yacef et ses adjoints car le patron d'Alger avait résolu de les rencontrer le moins possible et de ne leur donner ses instructions que par messages.

Ayant constitué son état-major, il fallait maintenant redonner confiance à la population tout en s'en tenant séparé. Jusque-là, le F.L.N. à Alger avait vécu trop confiant. La population lui étant acquise à 100 % savait trop de choses sur l'organisation. Yacef résolut d'isoler les groupes armés de la

population. Puisque les paras avaient démantelé son organisation, il allait en monter une nouvelle, beaucoup plus légère et beaucoup plus stricte. Yacef s'apercevait que les 1 400 hommes qu'il dirigeait au début de la « bataille d'Alger » constituaient plus une menace qu'une force. Les paras en avaient pris conscience et s'étaient servis de cette organisation trop lourde où chacun en savait trop sur son voisin.

« Avec trente hommes, confia Yacef à Zohra Drif, trente éléments sûrs, soigneusement sélectionnés, isolés de la population, on peut continuer. Et être aussi efficace qu'avant ! Au travail. »

L'action militaire ne faisait pas peur à Yacef qui en avait l'habitude ; l'action politique l'effrayait beaucoup plus. Devenu seul chef politique et militaire d'Alger, il fallait pourtant qu'il prouve à la population que le F.L.N. existait toujours. Le premier travail, avant de déclencher une nouvelle vague de terrorisme, était de rédiger et de distribuer des tracts qui « gonfleraient » la population musulmane. Abane, Ben M'Hidi et Ben Khedda n'étaient plus là pour en assurer la rédaction. Alors, aidé des filles et d'un gros dictionnaire, Yacef Saadi, qui n'avait jamais suivi que deux années de cours complémentaire et s'était toujours plus intéressé aux règles du football qu'aux subtilités de la langue française, s'appliqua en tirant la langue à trouver les mots qui galvaniseraient à nouveau une population abattue, matée par la répression. Et dans cette tâche Ali la Pointe ne lui était d'aucun secours !

Toute la population musulmane du Grand Alger, en particulier les habitants de la Casbah, avait été durement touchée par la répression. Chaque famille avait eu un ou plusieurs de ses membres arrêtés, torturés, tués parfois. Le moral était profondément atteint. Partout le découragement régnait. On s'apercevait que, face aux parachutistes, on n'aurait jamais le dernier mot. Leurs victoires quotidiennes, les palmarès qui s'étalaient à la « une » des journaux et surtout les vides que leur action laissait dans chaque famille avaient eu raison de la foi révolutionnaire de la population.

D'ailleurs, depuis l'arrestation de Ben M'Hidi, le F.L.N. ne se manifestait plus. Plus de bombes, presque plus d'attentats individuels. En échange, la surveillance se relâchait. Après la terreur qui avait régné depuis l'annonce de la grève de huit jours, c'était le soulagement. Chacun retrouvait le chemin du travail. Les enfants, celui de l'école. On n'était plus réveillé chaque nuit par des perquisitions-surprise. La vie reprenait petit à petit. On s'organisait. Les femmes allaient porter des colis aux prisonniers. On avait parfois des nouvelles. Que toute cette terreur cesse. Oui, c'était cela. Qu'elle cesse. Que l'homme, le frère, l'époux, le père, le fils arrêtés reviennent. Alger atteignait le creux de la vague. La plupart de ceux qui faisaient partie des groupes de Yacef étaient en prison ou en fuite ; ils avaient gagné le maquis. Que Dieu les garde. La vie continuait.

Le premier tract de Yacef fit l'effet d'une bombe. Comment ! Le F.L.N. existait encore ? Puis des groupes se reformèrent. Mais l'ambiance avait changé. Le peuple était simplement tenu au courant ; on ne lui demandait pas de participer. Pas pour l'instant. Les quelques nommes sûrs contactés par Yacef savaient qu'ils ne devaient plus compter sur une population terrorisée. Des commerçants, épiciers, cafetiers, artisans, préféraient donner toutes leurs économies plutôt que de servir de simple boîte aux lettres. Yacef qui, par prudence, voulait couper ses troupes de la masse se voyait acculé à le faire par le refus de participation populaire.

Dès le début de mars, il entreprit de regrouper les hommes les plus sûrs, ceux qui accepteraient de poursuivre la lutte à Alger. La répression parachutiste avait déjà « écrémé » les éventuelles troupes de choc de Yacef. Ceux qui, échappant aux léopards, étaient encore à Alger, résistant à la provisoire sécurité que représentait le maquis, étaient prêts à tout. Il fallait les contacter. Car ceux-là aussi avaient coupé toute relation avec le Front. C'est à cette précaution qu'ils devaient leur liberté.

Hafaf Areski, dit Houd, le responsable liaison et renseignement de Yacef, reprit contact avec son

chef grâce à Hassiba Bent Bouali. C'était le premier. Avec Skander Nourredine et Benhamida Abderrahmane, un intellectuel venant des groupes armés, ils constituèrent le premier noyau de la nouvelle organisation politique de la zone autonome d’Alger depuis le départ du Ç.C.E.

Ils convinrent d’une liaison par boîte aux lettres chez un épicier de la rue Kléber dans la Casbah. Une boîte aux lettres de réserve qui ne serait utilisée qu’en cas de coup dur. Les contacts habituels se feraient par agent de liaison. On recommençait à zéro. Les trois hommes devaient recruter quelques éléments sûrs, cinq chacun au maximum, destinés aux groupes « action ». Puis Yacef contacta à nouveau son agent de liaison Alilou, que Bigeard connaissait aussi sous le nom d’Amar Ali ; Alilou était prêt à reprendre le combat. Yacef hésita à le réintégrer car celui-ci avait à ses yeux un grave défaut : il se droguait. Mais le jeune homme était brave et jusque-là son vice ne l’avait jamais empêché d'effectuer une mission. Yacef avait besoin d’hommes décidés et qui aient travaillé avec lui. Il ne pouvait se permettre de faire du recrutement chez des « amateurs ». Le temps pressait. Alilou reprit sa place. Le nouveau patron d’Alger sentait que pour reprendre la population en main il allait falloir très vite passer à l’action ; lui montrer que le F.L.N. qui l’avait vengée de l’attentat de la rue de Thèbes, la vengerait de la répression parachutiste.

Son agent de renseignement Hafaf renoua le contact avec une équipe qui avait été miraculeusement épargnée par la répression, celle de Habib Reda, qui fut chargé de réorganiser politiquement la région 3 de Belcourt.

Yacef pensa alors à Ghandriche Hassan, un de ses copains de foot des années 1943, devenu un ardent militant depuis l’attentat de la rue de Thèbes, pour diriger militairement cette région 3. Malheureusement, depuis la répression, Ghandriche ne donnait plus signe de vie. Etait-il pris ? Etait-il mort ? Yacef se souvint qu’il vivait chez une chanteuse très célèbre à Alger : Latifa. Il envoya Djamila Bouhired et Petit-Omar chez Latifa, qui habitait la Casbah. Ghandriche ne vivait plus chez la chanteuse mais celle-ci confia à Djamila que « son homme » était vivant et que Yacef en aurait bientôt des nouvelles.

Le contact fut renoué. Ghandriche, qui était recherché, troqua son nom trop connu à son goût par les léopards contre celui de Zerrouk. Yacef le nomma responsable de la région 3 de la Z.A.A.

Moins de trois semaines après le départ du C.C.E. d’Alger, Yacef Saadi, responsable politico-militaire de la Z.A.A. (zone autonome d’Alger), avait non seulement reformé un état-major, mais avait à sa disposition une organisation politique qui reprenait contact avec la population en essayant de lui redonner confiance et une organisation militaire grâce à laquelle il allait prouver à l’armée et au peuple que le F.L.N. n'avait pas été écrasé par l’échec de la grève de huit jours.

La « bataille d'Alger », que beaucoup croyaient terminée, allait se jouer en deux actes.

À l’état-major de la 10e D.P., chez Salan, au cabinet du ministre résidant, on se réjouissait des résultats obtenus et on tentait d’oublier les méthodes employées. Seul le résultat comptait. Alger reprenait confiance.

Les nouvelles publiées étaient rassurantes : le dispositif mis en place par Massu avait permis l’arrestation de soixante-treize terroristes, responsables de la plupart des attentats commis à Alger et dans sa banlieue, cinquante-cinq chefs de cellule et cent soixante-quatorze collecteurs de fonds. Bigeard avait fait une spectaculaire récupération de bombes et avait arrêté Ben M’Hidi et Aïssat Idir.

À l’O.N.U., l’Assemblée générale avait voté une motion de conciliation exprimant l’espoir d'une coopération pacifique en Algérie. Le groupe afro-asiatique avait échoué et l’Assemblée avait rejeté les textes^visant à faire reconnaître le droit à l’autodétermination du peuple algérien et recommandant

l'ouverture de négociations immédiates.

Bref, pour les autorités françaises, c'était le succès sur toute la ligne. Lacoste et son cabinet estimaient que la seule solution consistait dans la poursuite du démantèlement de l'organisation rebelle et dans l'accélération de l'installation des délégations spéciales faisant participer les musulmans à la gestion de leurs communes.

La victoire ne faisait pas oublier pour autant les méthodes appliquées pour l'obtenir. Au cabinet Lacoste, Gorlin couvrait des pages et des pages de justifications « officielles » destinées aux journaux du monde entier qui, alertés par la campagne menée en France par certains intellectuels comme François Mauriac et Pierre-Henri Simon, qu'il était difficile de traiter de « communistes traîtres à leur patrie », avaient entrepris des enquêtes sur les méthodes employées par la police et les parachutistes.

À l'intérieur même de l'armée, ceux qui se posaient le moins de problèmes, « ceux qui étaient là pour gagner et gagnaient » avaient eux-mêmes besoin d'air.

Bigeard demanda à s'éloigner d'Alger. Il sentait que ses garçons se prenaient à ce jeu de paras-flics. Il voulait pour eux le djebel, l'air qui purifie, la chasse à l'homme d'égal à égal. À l'heure des grandes victoires sur les réseaux urbains, il écrivait, fin février, dans une note d'orientation destinée à ses soldats : « Il y a un mois je vous disais : Nous sommes tous des policiers parce que dans l'ambiance actuelle il faut l'être. En peu de temps un gros travail a été fait. Bravo ! Mais déjà préparons-nous à tourner la page, et restons les pieds sur terre. Ne nous prenons pas pour des super-Sherlock Holmes... Le travail fourni a permis d'ouvrir les yeux au commandement ; c'était le but essentiel. Ne déraillons pas. Pas d'allures mystérieuses. Une fois de plus, ne pas se prendre au sérieux. »

Après s'être trempé dans « le sang et la merde... » et avoir obtenu les résultats réclamés à cor et à cri par l'autorité civile, Bigeard voulait prendre du champ. On accéda d'autant plus volontiers à sa demande que sa présence semblait maintenant encombrante et « faisait de l'ombre » à certains.

Bigeard fut envoyé à la tête de son 3e R.P.C. sur le territoire de la wilaya 4, en plein djebel où il retrouva les armes à la main quelques-uns de ceux qu'il avait traqués par des interrogatoires et par le recoupement des fiches établies. C'est ainsi que le hasard de la guerre lui permit de capturer celui qui avait fabriqué les bombes dont la découverte lui avait demandé tant de mal et l'avait obligé à employer des méthodes bien éloignées de celles de la guerre classique : Taleb Abderrahmane.

Les plus politiques des officiers de la 10e D.P., ceux qui croyaient avoir la science contre-révolutionnaire infuse, s'en donnèrent alors à cœur joie. Dans certains secteurs de la banlieue d'Alger, des officiers, en particulier du 2e R.P.C., appliquèrent des méthodes qu'eux-mêmes qualifièrent de méthodes « allemandes[3] ». L'un d'eux exigea que chaque chef de famille ait une fiche de contrôle. Ce qui permettait de détecter les suspects. Les bidonvilles, furent délimités en îlots et les baraques numérotées. Même les chiens furent recensés dans ces quartiers populeux. Des équipes de spécialistes effectuèrent des vérifications de nuit et découragèrent ainsi les terroristes.

Cette méthode allait être appliquée sur tout le territoire du Grand Alger avec la bénédiction de l'autorité civile. Le 4 mars 1957, Robert Lacoste annonça la création d'un « dispositif de protection urbaine » (D.P.U.). Toute la ville et sa banlieue furent divisées en secteurs, sous-secteurs et îlots. Chaque immeuble numéroté comportait un responsable. Le chef d'îlot et ses adjoints avaient pour mission de contrôler, faciliter et centraliser l'action des chefs d'immeuble. Ils diffusaient les consignes ou ordres reçus de l'autorité militaire ; ils recevaient des responsables d'immeuble les renseignements de toute nature qu'ils devaient faire parvenir soit au commissaire de police, soit au chef d'arrondissement. Le chef d'îlot était responsable de la discipline des chefs d'immeuble et

pouvait les relever de leurs fonctions s’ils ne se conformaient pas strictement aux directives reçues.

À la crainte des patrouilles parachutistes s’ajoutait maintenant la terreur du voisin. Le règne de la délation allait pouvoir rapidement combler les quelques centaines de places vides que comportaient encore les camps d’hébergement.

Les chefs d’îlot ainsi que les chefs de secteur furent choisis parmi des volontaires anciens combattants. Le Comité d’entente des anciens combattants prenait ainsi une solide position et participait à la politique de répression menée par le Gouvernement général.

Les quelques libéraux d’Alger furent stupéfaits de voir Robert Lacoste, dont le plus cher désir était, semblait-il, de faire appliquer des réformes pour lesquelles il s’était tant battu, donner son accord à une mesure qui ne pouvait qu’opposer encore plus entre eux Européens et musulmans. Faire des anciens combattants, parmi lesquels on comptait nombre de musulmans fidèles à la France, les instruments d’un contrôle dont la structure rappelait fâcheusement celle de l'Allemagne de 1933, donner des responsabilités de contrôle et de « délation » à certains hommes dont le G.G. savait pertinemment le rôle joué au cours de manifestations comme celles du 6 février ou du 8 mai ou du 11 novembre — au cours desquelles le représentant du gouvernement n'avait pas été particulièrement bien traité — semblait aberrant ! D'autant que certains noms avancés pour des postes de responsabilité — le plan de D.P.U. datant de décembre 1956 — trouvaient un fâcheux écho dans les affaires de contre-terrorisme traitées par le juge d'instruction d’Alger !

Le plan fut pourtant mis en place et sa réalisation confiée au colonel Trinquier.

Un personnage que Roger Trinquier. Grand. Mince. Le visage dur et fermé. Renfermé même. Sa vie est une aventure. C’est un paysan des Basses-Alpes qui, tout petit, a gardé des chèvres sur la montagne. L'instit' du village, le voyant bon élève, l'a poussé vers, le « sommet » c’est-à-dire l’Ecole normale d'instituteurs pour qu’un jour le petit berger puisse aussi enseigner. En 1932, Trinquier sort de l’École normale. Il est instituteur. Il fait son service militaire. À cette époque, les instituteurs sont officiers de réserve. Il découvre l’armée. Il l’aime. Il fait Saint-Maixent, entre à la « colo », va en Sarre où il fait la connaissance du capitaine Salan et du lieutenant Massu qui a son âge. Puis, avant la guerre, il part pour l'Indochine et est nommé à la frontière de Chine où il retrouve Salan et Massu.

En 1938, il part pour la Chine et y fait toute la guerre. C’est-à-dire qu’il reste à Pékin et à Changhaï où il fait des conférences sur la guerre. Il a un cours d’histoire qui sent son instituteur. De sa formation, il a gardé le goût de la simplification. Il met tout en cinquante pages.

C’est cette guerre qui le met-'dans une situation un peu à part du reste des officiers léopards. Tandis que Godard vient du Vercors, que La Bourdonnaye qui arrive à l’état-major d’Alger-Sahel vient du maquis breton, que Massu a libéré Paris au côté de Leclerc, Trinquier, lui, à des milliers de kilomètres, a défendu des idées peu gaullistes. Il est socialiste d’idées — ça, c'est l’instituteur qui parle — mais il y greffe un simplisme d’extrême droite. Pour lui, tout est simple. Il est sans nuances. Il est dur pour lui comme pour les autres. Il est brave. Il connaît la Chine. Il va servir en Indochine où, la seconde guerre mondiale terminée, débute le conflit contre la France. Trinquier sert d’abord dans un bataillon de paras au Sud, devient dans un deuxième temps un spécialiste des maquis contre-guérilla au Tonkin. Il obtient de très bons résultats car avec ses maquis il se soucie peu des « bavures ». Mais autant un Bigeard est adoré de ses hommes, autant Trinquier traîne toujours une réputation d’homme dur qui ne ménage pas ses hommes.

Et la guerre d’Indochine apprend énormément de choses à Trinquier. Sans nuances, il absorbe toute crue la leçon indochinoise. Il apprend qu’un terroriste fait la guerre mais que la règle du jeu veut qu’il ne soit pas considéré comme soldat, qu’il soit torturé. L’Indochine avec sa cruauté froide mais réaliste le marque à jamais.

Tous ses compagnons d'armes disent de lui : « C'est un magnifique « monteur de coups », il a assimilé la contre-guérilla à merveille. Pour lui, tout est clair, évident. Il ne se pose aucun problème. À ses yeux sa propre peau compte peu, celle des autres encore moins. C'est une lame, un poignard affûté des deux côtés. Sans une once de pitié ni de sadisme. Il fait la guerre qu'on lui dit de faire. Un point c'est tout. »

Cette mission de contrôle du dispositif de protection urbaine plut à plus d'un titre au colonel Trinquier. D'abord elle lui. permettait plus d'indépendance — jusque-là Godard l'avait étroitement contrôlé — et il allait pouvoir mettre en application les grands principes de la guerre subversive dont — sans modestie — il s'estimait le grand, l'unique spécialiste de l'armée d'Algérie.

Le dispositif qu'il mettait en place, soutenu par l'action énergique menée par l'état-major « parallèle » du commandant O... avec le soutien du général Massu et du ministre résidant Lacoste, allait finir de débarrasser Alger de sa vérole : le F.L.N.

Il était d'ailleurs temps qu'une accalmie se produise à Alger car la « bataille d'Alger » avait fortement échauffé les esprits et si elle était arrivée à briser la forteresse F.L.N. de la capitale, elle avait également ébranlé les convictions.

La campagne de presse menée contre la torture en France avait provoqué de telles réactions chez les hommes de la 10e D.P. qu'une note de « justification » intitulée : *Entre deux maux, choisir le moindre*, fut déposée dans le casier de chaque officier de la division au mois d'avril 1957[4] Le général Massu avait lui-même remercié le 19 mars l'aumônier de la 10e D.P. qui avait pris la parole pour « porter sur l'action policière un jugement sans passion, libre et raisonné ».

« Il invite, écrivait le général Massu, toutes les âmes inquiètes ou désorientées à l'écouter et souhaite que ces réflexions d'un prêtre contribuent à éclairer ceux qui n'ont pas été formés à la rude école de la « guerre pourrie » d'Indochine et qui n'auraient pas encore compris que l'on ne peut lutter contre la guerre révolutionnaire et subversive menée par le communisme international et ses intermédiaires avec les procédés classiques de combat, mais bien également par les méthodes d'action clandestines et contre-révolutionnaires.

« La condition *sine qua non* de notre action en Algérie est que ces méthodes soient admises en notre âme et conscience comme nécessaires et moralement valables. »

Le général Pâris de Bollardière, ami du colonel Barberot et de Jean-Jacques Servan-Schreiber, qui pour protester contre les méthodes employées pour lutter contre la guerre subversive, avait demandé à être relevé de son commandement en Algérie, fut frappé de soixante jours d'arrêts de forteresse.

Cette punition, décidée au nom du gouvernement Mollet, par M. Bourgès-Maunoury, qui n'avait pas trouvé très sérieux le complot du général Faure[5], fut la plus importante infligée à un officier supérieur durant la guerre d'Algérie !

Elle apportait la réponse du gouvernement socialiste aux questions que pouvaient se poser les officiers de la 10e D.P. sur leur action en Algérie.

La « bataille d'Alger » pourrait se mener jusqu'au bout. Elle semblait d'ailleurs pratiquement terminée. Le contrôle étroit de la population devait parachever le travail des léopards.

Après qu'eurent été réglés, de la façon que l'on sait, les problèmes de conscience du général Pâris de Bollardière, ancien commandant des parachutistes en Indochine, qui, après avoir jugé que les choses qui se passaient en Algérie étaient inadmissibles et l'avoir dit, s'était tu définitivement et attendait un lointain commandement, ce fut au tour du ministre résidant de constater que, chez ses

civils, tout n'allait pas pour le mieux.

Le 29 mars 1957, Robert Lacoste reçut de Paul Teitgen, secrétaire général pour la police, la lettre suivante, publiée ici pour la première fois :

« Monsieur le ministre,

« Le 20 août 1956, vous m'avez fait l'honneur d'agréer ma nomination au poste de secrétaire général de la préfecture d'Alger, chargé plus spécialement de la police générale.

« Depuis cette date, je me suis efforcé avec conviction, et à mon poste, de vous servir — et quelquefois de vous défendre — c'est-à-dire de servir, avec la République, l'avenir de l'Algérie française.

« Depuis trois mois, avec la même conviction, et sans m'être jamais offert la liberté, vis-à-vis de qui que ce soit d'irresponsable, de faire connaître mes appréhensions ou mes indignations, je me suis efforcé dans la limite de mes fonctions, et par-delà l'action policière nouvelle menée par l'armée, de conserver — chaque fois que cela a été possible — ce que je crois être encore et malgré tout indispensable et seul efficace à long terme : le respect de la personne humaine.

« J'ai aujourd'hui la ferme conviction d'avoir échoué et j'ai acquis l'intime certitude que depuis trois mois nous sommes engagés non pas dans l'illégalité — ce qui, dans le combat mené actuellement, est sans importance — mais dans l'anonymat et l'irresponsabilité qui ne peuvent conduire qu'aux crimes de guerre.

« Je ne me permettrais jamais une telle affirmation si, au cours de visites récentes effectuées aux centres d'hébergement de Paul-Cazelles et de Beni-Messous, je n'avais reconnu sur certains assignés les traces profondes des sévices ou des tortures qu'il y a quatorze ans je subissais personnellement dans les caves de la Gestapo de Nancy.

« Or ces deux centres d'hébergement, installés, à sa demande, par l'autorité militaire d'Alger, sont essentiellement « pourvus » par elle. Les « assignés » qui y sont conduits ont d'abord été interrogés dans les quartiers militaires après une arrestation dont l'autorité civile, qui est celle de l'État, n'est jamais informée. C'est ensuite, et souvent après quelques semaines de détention et d'interrogatoires sans contrôle, que les individus sont dirigés par l'autorité militaire au centre de Beni-Messous et de là, sans assignation préalable et par convoi de cent cinquante à deux cents, au centre de Paul-Cazelles.

« J'ai, pour mon compte personnel et sans chercher à échapper à cette responsabilité, accepté de signer et de revêtir de mon nom jusqu'à ce jour près de deux mille arrêtés d'assignation à résidence dans ces centres, arrêtés qui ne faisaient que régulariser une situation de fait. Je ne pouvais croire, ce faisant, que je régulariserais indirectement des interrogatoires indignes dont, au préalable, certains assignés avaient été les victimes.

« Si je n'ignorais pas qu'au cours de certains interrogatoires des individus étaient morts sous la torture, j'ignorais cependant qu'à la villa Sesini, par exemple, ces interrogatoires scandaleux étaient menés, au nom de mon pays et de son armée, par le soldat de 1re classe F..., sujet allemand engagé dans le 1er R.E.P., et que celui-ci osait avouer aux détenus qu'il se vengeait ainsi de la victoire de la France en 1945.

« Rien de tout cela, bien sûr, ne condamne l'armée française, non plus que la lutte impitoyable qui doit être menée par elle dans ce pays, et qui devait l'être à Alger plus spécialement contre la rébellion, l'assassinat, le terrorisme et leurs complices de tout ordre.

« Mais tout cela condamne la confusion des pouvoirs et l'arbitraire qui en découle. Ce n'est plus

tel ou tel responsable connu qui mène les interrogatoires, ce sont des unités militaires. Les suspects ne sont plus retenus dans les enceintes de la justice civile ou militaire, ni même dans les lieux connus de l'autorité administrative. Ils sont partout et nulle part. Dans ce système, la justice — même la plus expéditive — perd ne serait-ce que l'exemplarité de ses décisions. Par ces méthodes improvisées et incontrôlées, l'arbitraire trouve toutes les justifications. La France risque, au surplus, de perdre son âme dans l'équivoque.

« Je n'ai jamais eu le cynisme et je n'ai plus la force d'admettre ce qu'il est convenu d'appeler des « bavures », surtout lorsque ces bavures ne sont que le résultat d'un système dans lequel l'anonymat est seul responsable.

« C'est parce que je crois encore que dans sa lutte la France peut être violente sans être injuste ou arbitrairement homicide, c'est parce que je crois encore aux lois de la guerre et à l'honneur de l'armée française que je ne crois pas au bénéfice à attendre de la torture ou simplement de témoins humiliés dans l'ombre.

« Sur quelque 257 000 déportés, nous ne sommes plus que 11 000 vivants. Vous ne pouvez pas, monsieur le ministre, me demander de ne pas me souvenir de ce pour quoi tant ne sont pas revenus et de ce pour quoi les sur vivants, dont mon père et moi-même doivent encore porter témoignage.

« Vous ne pouvez pas me le demander parce que telle est votre conviction et celle du gouvernement de mon pays.

« C'est bien, au demeurant, ce qui m'autorise à vous adresser personnellement cette lettre, dont il va sans dire qu'il n'est pas dans mes intentions de me servir d'une quelconque manière. Dans l'affirmation de ma conviction comme de ma tristesse, je conserve le souci de ne pas indirectement justifier les partisans de l'abandon et les lâches qui ne se complaisent que dans la découverte de nos erreurs pour se sauver eux-mêmes de la peur. J'aimerais, en revanche, être assuré que vous voudrez bien, à titre personnel, prendre en considération le témoignage d'un des fonctionnaires installés en Algérie par votre confiance et qui trahirait cette confiance, s'il ne vous disait pas ce qu'il a vu et ce que personne n'est en droit de contester, s'il n'est allé lui-même vérifier.

« J'ai, en tout état de cause, monsieur le ministre, perdu la confiance dans les moyens qui me sont actuellement impartis pour occuper honnêtement le poste que vous m'aviez assigné. Je vous demande, en conséquence, de bien vouloir prier M. le ministre de l'Intérieur de m'appeler rapidement à d'autres fonctions.

« Je vous demande enfin, monsieur le ministre, d'agréer cette lettre comme l'hommage le plus sincère de mon très profond et fidèle respect. »

Paul Teitgen, qui tenait une scrupuleuse comptabilité des assignations à résidence, en était à 3 994 « disparitions » dont personne ne voulait rendre compte ! Il savait bien que la guerre entraîne des « bavures » mais là, elles étaient un peu fortes ! Il fallait tirer le signal d'alarme. Voilà qui était fait.

Lacoste supplia Teitgen de rester à son poste et de tenir sa lettre de démission secrète. Celui-ci céda en pensant que — malgré le peu de cas que l'on faisait de ses observations — il valait mieux un garde-fou endommagé que pas de garde-fou du tout. Et puis Alger semblait calme. Peut-être le cauchemar allait-il se dissiper...

Comme profitant de l'accalmie qui régnait sur Alger le printemps était arrivé sans crier gare. La ville s'était débarrassée de sa gangue grisâtre. Le ciel était à nouveau d'un bleu éclatant ; des terrasses de la Casbah on apercevait la mer qui moutonnait sous un petit vent venu d'Espagne. Un

petit vent qui allait faire rapidement sécher les lessives. Yacef écarta un drap encore humide. La clarté trop vive qui faisait éclater la blancheur de la Casbah lui meurtrit les yeux. Six heures. Il faisait grand jour. Yacef s'aperçut ce jour-là que le printemps était arrivé. C'était le 13 avril. Les quatre derniers mois avaient changé tant de choses dans sa vie qu'il ne les avait pas vus passer. Le chef F.L.N. d'Alger se pencha sur la rambarde de la terrasse. Quatre étages plus bas, la rue du Nil serpentait, tel un étroit boyau. Les façades des maisons qui la bordaient étaient si rapprochées que Yacef aurait pu passer d'un bond des numéros pairs aux numéros impairs !

Depuis quelque temps, les zouaves de la Casbah — on voyait beaucoup moins de parachutistes — avaient tracé de grands numéros au goudron sur les principales façades mauresques, puis de plus petits au-dessus de chaque porte. Chaque bloc, chaque maison, chaque appartement portait son numéro. Tous les habitants étaient recensés. Chacun devait coucher chez soi. Personne ne devait se séparer de sa carte d'identité et les noms qui y figuraient devaient correspondre à ceux de la fiche de l'appartement visité. Les caches devenaient de plus en plus difficiles à trouver. Cette nuit, Yacef et ses compagnons l'avaient passée au 13, rue du Nil. Il fallait maintenant partir et changer d'endroit.

Yacef avait discuté une partie de la nuit avec Si Mourad. Le stock de bombes que celui-ci et Kamel avaient reconstitué impasse Saint-Vincent-de-Paul devenait important. Si Mourad, sous la direction de Taleb Abderrahmane, l'étudiant aujourd'hui arrêté, était devenu un excellent régleur de bombes. Yacef l'avait détaché auprès de Kamel, son adjoint militaire. Il venait de lui donner l'ordre de remettre la moitié du stock de bombes à Kamel pour limiter les risques de découverte. Yacef descendit au rez-de-chaussée. Là, il retrouva Si Mourad et les trois filles : Hassiba, Djamila et Zohra, qui avaient aussi passé la nuit au 13, rue du Nil. La vieille femme qui les avait hébergés leur avait préparé du café. Elle regardait avec étonnement Yacef s'assurer que sa MAT suspendue sous l'aisselle coulissait bien. Elle sourit lorsqu'elle le vit ajuster son voile sur le nez et s'envelopper du haïk traditionnel. Si Mourad en fit autant. Seule, Djamila, qui portait le « bureau » à la main, était habillée à l'européenne, jouant la petite secrétaire qui se rend à son travail. Alilou et Mostefa, un agent de liaison, entrèrent dans la maison.

« SalaM. Vous êtes prêts ?

— Oui, dit Yacef. Nous resterons ensemble jusqu'à la rue Marengo. Là, Si Mourad ira où il doit aller, Hassiba rejoindra Ali. Alilou, tu resteras avec moi, Zohra et Djamila.

— Entendu. En route. »

La vieille femme embrassa les filles. Elle ne reconnaissait plus rien de sa ville. Des jeunes garçons, des jeunes filles. Tout était bouleversé. Jadis, jamais une jeune fille comme cette petite blonde si jeune et si jolie — qu'Allah la protège ! — n'aurait pu sortir seule de chez elle. Et là elle couchait chez des étrangers. Dans la pièce à côté, leurs compagnons avaient tous des mitraillettes, des pistolets ! Quelle misère !

Les deux agents de liaison, Alilou et Mostefa, marchaient en tête pour surveiller si aucune patrouille n'arrivait des rues adjacentes. Yacef et, maintenant. Si Mourad étaient si connus qu'ils ne pouvaient pas même espérer passer à travers un contrôle d'identité. Derrière les deux agents venaient en file indienne : Zohra Drif, Si Mourad, Hassiba dont la silhouette sous le haïk paraissait encore plus menue, Yacef, voilé lui aussi, et enfin nettement plus loin Djamila Bouhired sa serviette à la main.

Arrivés au croisement des ruelles du Nil et Bologhine, Alilou fit signe de s'arrêter. Il prit la rue Bologhine à gauche tandis que Mostefa remontait la rue à droite pour s'assurer qu'aucune patrouille ne venait de la rue Bleue. Mostefa resta ainsi en faction, permettant au groupe de passer à la suite d'Alilou qui signalait que la rue Bologhine était libre. Zohra, Si Mourad, Hassiba et Yacef passèrent

devant Mostefa qui attendit Djamila, et descendirent la rue Bologhine vers la rue du Regard et la rue Marengo. Soudain Mostefa siffla. Une patrouille de zouaves sortant de la rue Bleue se dirigeait vers la ruelle empruntée par la petite troupe. Mostefa détala et tout le groupe en fit autant. Djamila déboucha de la rue du Nil dans la rue Bologhine à l'instant même où les zouaves y parvenaient. Le chef de patrouille aperçut son mouvement de recul en même temps que les fuyards.

« Halte ! »

Ayant hésité un instant, Djamila essaya de rejoindre ses compagnons.

« Halte ! Je tire. »

Elle entendit la MAT qu'on armait. Elle s'arrêta.

Quelques mètres plus bas, Yacef avait enregistré la scène. Djamila était prise et le « bureau » qu'elle transportait ne lui permettait pas de se faire passer pour un simple agent de liaison. Elle allait être torturée. Et une femme ne supporterait pas ce que supportent mal les hommes. Yacef écarta son haïk. En un éclair, la MAT se retrouva dans sa main. Et il tira. Pas sur les zouaves. Sur Djamila Bouhired. Yacef avait décidé de la tuer. Ce serait mieux pour tout le monde.

La jeune fille s'écroula en gémissant. La patrouille riposta. Yacef s'enfuit à toutes jambes. Il avait eu le temps de voir que Djamila n'avait pas été mortellement blessée. Les zouaves l'emmenèrent. Il fallait agir vite. Yacef réunit quelques hommes et se rendit au commissariat de la Casbah, s'apprêtant à le prendre d'assaut si Djamila y était détenue. Un militant signala que la jeune fille avait été transférée à Maison-Carrée. Un agent de liaison envoyé immédiatement apprit que, vu son état, Djamila était en traitement à l'hôpital Maillot. Sous surveillance militaire. Il était maintenant hors de question de pouvoir sauver — de quelque manière que ce soit — Djamila Bouhired.

L'aventure que cette jeune fille de vingt et un ans allait vivre en prison fut une des plus extraordinaires que l'on puisse imaginer.

Les hommes d'O... « s'occupèrent » immédiatement de Djamila. Les papiers contenus dans la serviette prouvaient qu'elle était en relation constante avec l'insaisissable Yacef Saadi. Elle ne pouvait ignorer où il se cachait. Il fallait qu'elle le dise. Elle ne dit rien des caches de Yacef. Mais elle tenta de faire cesser la torture en donnant quelques adresses sans importance et des renseignements contenus dans les papiers saisis. Les hommes d'O..., ayant fini leur « travail », remirent ensuite la jeune fille aux services de renseignements de l'état-major du général Massu. C'est l'adjoint du service, le capitaine Graziani, qui « reçut » la jeune fille.

Graziani était un très beau garçon, brun aux traits réguliers, amusant, enjoué, bon vivant, jouant avec la vie. C'était un joueur dans tous les sens du mot. Il jouait à la guerre, au renseignement, éventuellement à la roulette. Ancien de Cao Bang. Il avait été quatre ans prisonnier des Viets. Et sous ses dehors de j'm'enfoutiste, il savait ce qu'était la souffrance et admirait la bravoure. Comme beaucoup de parachutistes, comme la majorité des léopards, s'il admettait que seules certaines méthodes permettaient d'obtenir des résultats dans une guerre subversive menée à coups de bombes aveugles et d'attentats urbains qui terrorisent la population — guerre que le gouvernement leur demandait de gagner —, il n'approuvait pas la systématisation de la torture telle que la pratiquaient certains « bérets verts » étrangers et les hommes d'O...

« Si la petite est passée dans leurs mains, confia-t-il à ses amis, elle a dû passer un sale quart d'heure. »

Lorsqu'il demanda à Djamila, encore choquée par son interrogatoire, ce qu'elle avait fait, elle lui répondit : « Fumier ! » Elle prit une paire de claques et Graziani, sans insister, la fit soigner. Il voulait « avoir » Djamila Bouhired « au charme ».

À l'opposé d'un commandant O..., Graziani était persuadé que l'on pouvait obtenir des

renseignements par d'autres méthodes que la torture. Il n'était pas seul à penser ainsi. Son ami Yves de La Bourdonnaye, qui, depuis que Trinquier s'occupait du D.P.U., avait repris son poste auprès du colonel Godard, pensait de même.

Graziani calma Djamila. Il vint la voir chaque jour à l'hôpital, puis, guérie, à la 10e D.P. où elle était détenue. Il l'emmena même à la popote des officiers. Ceux-ci, ignorant qui elle était, la traitèrent comme une jolie fille invitée par des officiers. Elle ne revint pas de sa surprise lorsque, sachant la vérité, les amis de Graziani se montrèrent aussi galants, aussi enjoués. Elle ne distingua aucun changement dans leur comportement. Elle crut à un piège. La douche écossaise. Torture et régime privilégié. Puis elle céda à la prévenance. On parla de la lutte, du Front, des léopards. On vit longtemps Graziani et Djamila Bouhired ensemble. On disait que la jeune militante était tombée amoureuse de l'officier parachutiste. Deux de ses amis intimes me l'affirmèrent, ayant vu des lettres écrites par Djamila à Graziani. De son côté, le capitaine ne semblait pas insensible au charme de la jeune fille. La nouvelle parvint à l'extérieur car le bruit circula chez les militants du F.L.N. d'Alger qu'« elle était tombée amoureuse de son bourreau ».

Certains officiers apprirent beaucoup de choses à travers cette « idylle ». J'entends d'ici les critiques, les accusations de mensonge, d'histoire montée. Elle m'a été confirmée par deux des meilleurs amis de Graziani, elle m'a également été confirmée par des membres du réseau Yacef.

Enfin, ce qui montre à quel point certains officiers furent frappés par ce qu'avait pu leur dire Djamila sur Yacef et les buts que poursuivait le Front, un homme comme le commandant Pouget, que nous avons vu créer les premiers léopards « rappelés », envisagea, au moment du 13 mai — dont il fut, comme on le verra plus tard, l'un des principaux artisans — de réunir Jacques Chevallier, Yacef Saadi et Djamila Bouhired ! Et de profiter de l'ambiance extraordinaire qui régna pendant les quelques jours où les Européens avaient oublié leur haine du collège unique et se rapprochaient de « leurs frères musulmans », pour leur montrer les avantages d'une véritable communauté franco-musulmane.

Le 14 mai 1958, Godard et Pouget s'apprêtaient à libérer Djamila quand... mais c'est une autre histoire. Et les sentiments avaient bien changé depuis le 15 juillet 1957 où Djamila Bouhired fut condamnée à mort... Graziani devait mourir en héros en Kabylie, Djamila épousa son avocat.

Les relations étranges qui unirent durant quelques semaines le capitaine de parachutistes et la jeune F.L.N. ne constituèrent pas l'un des épisodes les moins étonnants de cette « bataille d'Alger » qui allait encore en susciter tant.

La création de la commission de sauvegarde avait été décidée le 5 avril 1957. L'annonce du « suicide » de Me Ali Boumendjel dans un immeuble d'El-Biar où il devait être interrogé — « suicide » dû, selon toute probabilité, aux hommes d'O... qui ne pouvaient plus présenter l'avocat après l'avoir interrogé — avait provoqué en France un immense retentissement. M. René Capitant avait suspendu ses cours à la Faculté de droit. Ali Boumendjel était un de ses anciens élèves. Le gouvernement socialiste cherchait quelle mesure pourrait frapper l'attitude « antifrançaise » de M. Capitant, lorsque avait éclaté l'affaire Bollardière. Alors, la commission avait été créée sur proposition de M. Defferre, malgré l'opposition de certains membres du gouvernement. Mais il fallait lâcher du lest à l'opinion publique métropolitaine. Une manifestation du Comité d'entente des anciens combattants fut annoncée pour saluer comme il convenait l'arrivée de cette commission « mendésiste » à Alger. Le 23 avril, la commission d'enquête ajournait son voyage ! Alger pavoisa.

Une nouvelle commission d'enquête, dont les membres les plus connus étaient Me Maurice Garçon

et le gouverneur Robert Delavignette, fut installée par Guy Mollet le 10 mai 1957. La première visite des membres de cette commission — il s'agissait de M. le professeur Richet et du général Zeller — eut lieu entre le 23 mai et le 20 juin. La commission n'avait le droit que de chercher à déceler des « manquements individuels » et en aucun cas ne pouvait remettre en question la politique appliquée en Algérie[6] Ni le général Zeller ni M. Richet n'eurent connaissance du massacre du Ruisseau ni de la présence au camp de Berrouaghia de deux personnes dont on parlera énormément par la suite : MM. Audin et Alleg.

Dans les premiers jours de mai 1957, deux terroristes abattent deux parachutistes chemin Polignac, dans le quartier du Ruisseau. Alertés par les détonations, les paras d'un camp voisin auquel appartenaient les deux hommes abattus arrivent sur les lieux. Des officiers les accompagnent dont l'un des principaux colonels de la 10e D.P. Ils voient leurs hommes morts sur la route. Un Européen du D.P.U. est là.

« Je vais vous guider, propose-t-il, je sais un bain maure où on a failli prendre Ali la Pointe il y a peu de temps. C'est tous des fellaghas. Les assassins ont dû se réfugier là. »

Il est 20 Heures. Le bain maure, comme tous les bains maures d'Alger, se transforme, la nuit tombée, en dortoir pour pauvres bougres sans domicile. Il est exact que de nombreux membres du F.L.N., traqués par la police, essayent parfois d'y trouver refuge, espérant passer inaperçus au milieu de ce grouillement misérable.

Les hommes du commando, guidés par le chef d'îlot D.P.U., pénètrent dans le bain maure.

« Tout le monde debout contre le mur. »

Et les mitraillettes claquent. C'est le massacre. Un flot de sang. C'est l'hystérie. Les maisons avoisinantes ne sont pas épargnées. On sort les locataires : les femmes et les enfants d'un côté, les hommes de l'autre. Et encore le miaulement aigrelet des mitraillettes. Les hommes sans défense frappés à bout portant s'écroulent. La nuit tombe sur près de quatre-vingts cadavres. Les deux paras sont « vengés ».

Le lendemain, le G.G. est au courant. Tous les membres du cabinet Lacoste *savent*. Ils savent que si la plupart des léopards exécutent le mieux possible, le plus « humainement » possible — mais peut-on de part et d'autre parler d'humanité dans cette guerre subversive ? — la mission confiée par le gouvernement, il existe en leur sein certains officiers qui ont une simplicité dans l'assassinat qui dépasse l'entendement ! Tout le monde les connaît, nombre de fonctionnaires civils en ont déjà peur.

L'un des proches collaborateurs de Lacoste me le racontera plus tard :

« La fusillade du Ruisseau, c'est le tournant — un des multiples tournants de cette guerre tortueuse ; il faudrait parler, tout raconter, dénoncer quelques assassins, quelques sadiques qui font que l'armée perd son honneur, ou se tirer lâchement de l'engrenage. Et tout laisser tomber. »

Mais c'était impossible. Les civils avaient voulu mater Alger. Ils avaient donné carte blanche. On avait dit : Il faut que ça saigne... Maintenant le sang pourrissait et ça commençait à sentir mauvais... Le collaborateur de Lacoste essaya lui aussi — après Teitgen — de tirer la sonnette d'alarme... Cet homme — pour lequel j'ai beaucoup d'estime — pleura après la réponse que lui firent quelques proches. Je ne peux en dire plus sans dévoiler son nom et le nom de ceux et celles qui l'attaquèrent. Et qu'importe ! « Le Ruisseau » devenait la honte du Gouvernement général. C'était l'enlisement. La preuve qu'on ne pouvait plus rien faire. Que courir après l'événement pour le couvrir. Ce que fit Robert Lacoste. En conscience. Il était sûr de pouvoir « se rattraper ».

Depuis les attentats des stades, le 9 février, aucune bombe n'avait éclaté dans le centre d'Alger. Yacef, reformant ces groupes, isolé du C.C.E., avait préféré reprendre en main politiquement la population et éviter que la répression ne s'abatte à nouveau sur la Casbah, qui était son dernier refuge.

Le massacre du Ruisseau et un appel au secours de la wilaya 4, qui, à son tour, se heurtait aux parachutistes, amorcèrent le nouveau cycle de la terreur.

Yacef décida pour le 3 juin une opération bombes. Ainsi, il répondrait à la population qui après le massacre du Ruisseau disait : « On se fait fusiller... et le F.L.N., qui disait être si puissant, qu'est-ce qu'il fait ? Les paras l'ont écrasé ! »

Le lundi 3 juin à 15 Heures, la foule qui circulait dans le centre d'Alger ne remarqua pas quatre hommes vêtus de l'uniforme de toile bleue de l'E.G.A. s'affairer autour d'un socle de lampadaire, rue Alfred-Lelluch, près de la grande poste. Meraoubi, l'un des membres des nouveaux commandos de Yacef, ouvrit grâce à une clef procurée par un véritable employé du Gaz d'Algérie, le socle d'un lampadaire qui servait également d'arrêt d'autobus. L'un des hommes qui l'accompagnaient fit semblant de resserrer quelques boulons à ¡'intérieur du socle peint en blanc, un autre déposa une petite boite qu'il avait sortie de sa sacoche de gros cuir patiné. Meraoubi verrouilla la petite porte et les hommes poursuivirent leur chemin. Qui pouvait soupçonner les préposés à l'entretien de poser des bombes ?

Les quatre hommes renouvelèrent leur manège au bas de la rue Hoche, à la station du Moulin et au carrefour de l'Agha, face au Mauretania, près du café Métropole.

Ce fut affreux. Entre 18 h 25 et 18 h 30 les trois socles de fonte explosèrent, transformés en véritables shrapnels. Rue Hoche, le trolley venait de démarrer lorsque ¡a bombe explosa : il n'v eu que deux blessés.

Mais au carrefour de l'Agha se pressait une foule de petits employés et d'ouvriers européens et musulmans qui regagnaient Bab-el-Oued, il y avait aussi des gosses qui sortaient d'une école voisine. Soudain le lampadaire vacilla au milieu d'une explosion gigantesque. Lorsque la fumée se dissipa, des corps criblés d'éclats de fonte gisaient au sol. Une jeune fille, le ventre déchiré, hurlait ; un homme, le crâne enfoncé par un éclat, s'était écroulé, les bras en croix. Foudroyé.

Rue Alfred-Lelluch, devant la droguerie Cote, le socle du lampadaire avait été pulvérisé, mitraillant à bout portant la foule dense qui se pressait pour prendre le trolley.

Sept morts dont trois gosses de six, dix et quatorze ans, et quatre-vingt-douze blessés, Européens et musulmans mêlés, furent relevés sur la chaussée sanglante.

L'opinion publique, encore sous le coup de l'indignation qui avait suivi le massacre, par le F.L.N., des habitants du village de Melouza[7], se souleva devant l'horreur des attentats. Il fallait faire quelque chose.

Eternel refrain... tellement compréhensible. Et en France, dans cette métropole qui apportait tant et en qui malgré tout on n'avait pas confiance, il n'y avait plus de gouvernement. Mollet avait été renversé le 21 mai, sur la politique économique de son gouvernement. Il faudra attendre le 12 juin pour que Bourgès-Maunoury soit investi. Et la vaccance du pouvoir risquait de favoriser la rébellion. Alors que faire ? Le Comité d'entente des anciens combattants envoya une lettre aux présidents des groupes parlementaires :

« Il faut de toute urgence un chef. À l'heure où il vous appartient de le choisir, nous devons vous adjurer de prendre conscience de la véritable situation... »

En attendant, Salan, appuyé par Lacoste, fit revenir d'urgence les unités parachutistes qui, en février, avaient obtenu de si bons résultats. Les léopards revenaient pour la deuxième partie de la

« bataille d'Alger ».

Yacef vivait dans un état second. La population musulmane avait diversement apprécié les attentats des lampadaires. Drôle de façon de la venger des militaires en tuant des enfants et des frères qui rentraient de leur travail.

Yacef décida de mieux « doser », de mieux choisir le lieu des attentats. Car maintenant, il fallait continuer. À tout prix. Pour aller où ? Yacef l'ignorait. Sans ordres du C.C.E., il essayait maintenant d'attirer coûte que coûte à Alger les unités qui mettaient en grave danger les commandos de la wilaya 4. Tant pis pour la casse.

Au Gouvernement général, on attendait la prochaine catastrophe. Continuerait-on la même politique ? Le samedi 8 juin, Lacoste fit parvenir à Bourgès-Maunoury, qui allait se présenter devant l'Assemblée, les conditions qu'il estimait indispensables à la poursuite de sa mission en Algérie : arrivée accélérée des renforts ; accroissement et développement du dispositif de défense ; renforcement des effectifs de police venant de métropole ; mise en place en Algérie d'un statut provisoire dont le projet avait reçu l'agrément de tous les partis nationaux.

Ce même samedi, au Casino de la Corniche, situé sur un éperon rocheux de Saint-Eugène, dans la proche banlieue d'Alger, un gamin de dix-sept ans, plongeur dans l'établissement, posait un paquet sous l'estrade qu'occuperait quelques heures plus tard l'orchestre de l'enfant chéri de Bab-el-Oued : Lucky Starway.

Le Casino de la Corniche était le nouvel objectif de Yacef. Là, pas d'enfants. Seulement des jeunes gens, beaucoup de militaires, d'inspecteurs de police, de joueurs. Et pas de musulmans. Ils étaient refoulés à l'entrée. C'est pourquoi Yacef avait eu besoin de la complicité d'un employé du Casino. Il ne l'obtint qu'en promettant au jeune homme de le faire évacuer au maquis avant l'explosion de la bombe.

L'engin explosa à 18 h 55, fauchant des dizaines de couples qui dansaient tendrement. L'estrade fut littéralement soulevée par l'explosion. Le piano réduit en miettes. Lucien Seror, dit Lucky Starway, était mort sur le coup, éventré. Sa chanteuse eut les pieds arrachés, le danseur Paul Pérez, les jambes sectionnées. Lorsque la fumée et la poussière des gravats furent retombées, plus de cent personnes gisaient dans les décombres, perdant leur sang. Le silence qui succéda à l'explosion fut bientôt déchiré par les hurlements des blessés. La bombe ayant explosé au ras du sol la plupart des victimes étaient atteintes aux membres inférieurs.

Huit morts. Quatre-vingt-un blessés dont dix furent amputés ! Les douze blocs opératoires de l'hôpital de Mustapha fonctionnèrent toute la nuit.

Alger était à nouveau atteint de folie sanguinaire. Le cycle répression-attentat avait repris avec une intensité que jamais la capitale n'avait connue.

Et le mardi, aux obsèques des victimes, ce fut l'émeute. Comme à l'enterrement de Froger. Les ratonnades. Les magasins saccagés. Les C.R.S. qui tentent de contenir la foule en furie. Les grenades lacrymogènes... Le couvre-feu fut établi à 21 Heures.

L'exaspération était à son comble. Chez les Européens, chez les musulmans, on veillait des corps. Le fossé venait de s'élargir et de se creuser un peu plus. Ce n'était plus un fossé, mais un ravin !

Les débris laissés par l'émeute étaient tout juste balayés, la fumée des gaz lacrymogènes était à peine chassée par l'air printanier que Bigeard et ses hommes du 3e R.P.C. revinrent dans « le merdier ».

Une nouvelle fois, c'était aux léopards que l'on faisait appel.

Bigeard et la plupart des officiers parachutistes n'étaient pas plus « chauds » en juillet 1957 pour entreprendre le travail de police que représentait la lutte antiterroriste qu'ils ne l'étaient en janvier.

À l'issue de ses premières victoires algéroises, Bigeard avait pourtant été félicité — comme s'en souvenait le général Allard — par Max Lejeune et Bourgès-Maunoury pendant une visite de secteur au cours de laquelle « la B.B. de l'armée » présentait ses diagrammes et ses statistiques prouvant le démantèlement de 80 % de l'organisation rebelle.

Bigeard avait profité des félicitations pour répondre :

« Monsieur le ministre, vous pensez bien qu'on n'arrive pas à de tels résultats avec des méthodes d'enfant de chœur. »

On lui avait répondu benoîtement de ne pas s'en faire et de veiller simplement à ce qu'il n'v eût pas de « bavures ». Et puis on avait parlé d'autre chose.

Bigeard était reparti pour le djebel refaire une guerre qu'il connaissait, où l'héroïsme et le respect de l'adversaire n'étaient pas de vains mots. Il se « refaisait une santé ». Et voilà qu'on le rappelait à Alger parce qu'on n'avait pas réussi à redresser la situation. Il y avait eu la campagne de presse contre la torture, les crimes.

Ses « petits gars se posaient des questions ».

Avant de se retremper dans la boue, Bigeard, qui commençait à en « avoir marre » de ces politiciens qui se défilaient toujours lorsqu'il s'agissait de parler franc, « pondit » une note d'orientation expliquant la situation à ses hommes. Au moins les choses seraient claires.

« 20 juillet 1957. Nous l'avions prévu..., écrivait Marcel Bigeard.

« Six mois après notre première action, après avoir donné le ton dans le travail antiterroriste ingrat, après avoir travaillé intensément dans le djebel, il nous faut revenir à Alger pour recommencer.

« Depuis le 15 mars, date de notre départ de cette ville, on peut dire que rien de très profond n'a été fait.

« Nos organigrammes de février servent encore de base.

« À une période où il est plus facile de renoncer que de vouloir, nous avons deux éventualités possibles pour « tuer » notre « période Alger » :

« La première peut consister à se contenter du travail en surface, en évitant de se compromettre, en jouant intelligemment sans prendre de risques, comme beaucoup — hélas ! — savent trop bien le faire ;

« La seconde : à nouveau et comme toujours, jouer le jeu à fond, proprement, sans tricher, en ayant un seul but : détruire, casser les cellules F.L.N., mettre au jour la résistance rebelle d'une façon intelligente, en frappant juste et fort.

« Nous adopterons immédiatement la seconde. Pourquoi ?

« Parce que c'est une lâcheté que de ne pas le faire. Il est, certes, plus facile, plus reposant, moins compromettant, de ne rien faire et se contenter de critiquer ceux qui agissent.

« Parce que, face à ces guerres subversives, face à ces pâles assassins, c'est la seule formule valable... formule pour laquelle nous nous battrons dans tous les domaines et contre n'importe qui.

« L'opinion en France est encore divisée. Il y a les « pour » et les « contre ».

« Il y a essai de reprise de contacts avec les dirigeants F.L.N. à Tunis.

« Il y a ces articles de presse qui nous calomnient.

« Il y a ceux qui ne prennent aucune position, et qui attendent. Si nous gagnons, ils seront nos défenseurs, si nous perdons, ils nous enfoncerons.

« *Les directives concernant cette guerre, les ordres écrits n'existent pas — et pour cause !*

« Je ne peux vous donner des ordres se référant à telle ou telle note de base... Peu importe !

« Vous agirez comme en janvier, « avec cœur et conscience ».

« Proprement.

« Vous interrogerez durement les vrais coupables, *avec les moyens bien connus qui nous répugnent*.

« Dans l'action du régiment, je serai *le seul responsable*.

« Certes, ce travail n'est pas le nôtre, nous avons tout fait pour ne pas revenir à Alger : nous préférons tous le combat régulier contre une bande bien armée.

« Si nous estimons le rebelle du djebel, surtout lorsqu'il se bat bien, nous méprisons le terrorisme. »

Bigeard n'avait nul besoin de faire preuve de son courage sur le terrain, sa carrière abondait en

exemples, mais cette note — dont Bourgès-Maunoury, nouveau président du Conseil, ancien ministre de la Défense nationale de Guy Mollet, ne put manquer d'avoir connaissance — était à sa façon d'un courage politique peu commun. La « merde et le sang... ». Oui. Mais on se mouille tous ensemble !

S'étant débarrassé dans cette note de tout ce qu'il avait sur le cœur — sans attendre une improbable réaction Officielle —, Bigeard et ses léopards se remirent au travail ainsi que toutes les autres unités de paras. La « bataille d'Alger » recommençait. Objectif principal : Yacef Saadi.

Les léopards réintégrèrent leurs P.C. de la Casbah, leurs immeubles réquisitionnés. La surveillance du haut des terrasses les mieux exposées se fit plus vigilante que jamais. Et surtout il y eut un changement notable : les paras s'étaient aperçus que lorsqu'ils emmenaient les hommes d'une maison suspecte pour les interroger dans leurs locaux, les militants F.L.N. et les terroristes de Yacef avaient le temps de se sauver. On donnait l'alerte dès le départ des hommes arrêtés. Désormais « l'interrogatoire » se déroula à domicile. L'humiliation constante n'avait pas lieu seulement dans la rue ou aux P.C. des paras mais dans les maisons de la Casbah. Dans les appartements. De plus, la famille réunie devant le père, le frère ou l'enfant interrogé n'était pas un facteur négligeable dans les aveux d'un suspect.

L'aveu obtenu, la cache d'armes, de bombes, la planque de « commando », le simple nom lâché, les équipes étaient à pied d'œuvre.

Les léopards savaient que les planques en quartiers européens étaient maintenant inexistantes. L'heure de la complicité européenne était passée. Tous les libéraux et ceux qui aidaient le Front étaient en prison. Tout était localisé dans les quartiers musulmans et principalement à la Casbah. Les léopards, y étant eux-mêmes implantés, pouvaient en un minimum de temps être en état d'alerte. Il fallait au maximum un quart d'heure, souvent moins, pour exploiter le renseignement à partir du P.C. le plus proche de la cache révélée. Le bouclage des pâtés de maisons se faisait maintenant sur place alors qu'au début de la « bataille » les paras « bouclaient » complètement la Casbah à 2 Heures du matin et donnaient par leurs mouvements l'alerte aux commandos de Yacef qui avaient le temps de s'échapper.

Les résultats obtenus dans cette deuxième partie de la « bataille d'Alger » furent impressionnants. Très vite les réseaux reconstitués par Yacef tombèrent. On arrêtait à nouveau à tour de bras. Les hommes d'O... qui, pas plus que l'état-major de la 10e D.P. et Alger-Sahel, n'avaient quitté Alger, poursuivirent leur action avec une efficacité encore accrue.

Le mardi 11 juin, à 23 h 30, une jeep s'arrêtait devant l'H.L.M. de la rue Gustave-Flaubert. Un capitaine de parachutistes de l'Ecole des transmissions d'El-Biar suivi de ses hommes pénétrait dans le bâtiment 1, cinquième groupe, et sonnait à la porte d'un assistant à la faculté des sciences d'Alger.

« Maurice Audin ? Veuillez nous suivre.

— À cette heure ?

— Oui. »

Maurice Audin, vingt-cinq ans, embrassa sa femme Josette et ses trois enfants qui dormaient, et suivit le capitaine D... qui l'emmena au centre de tri d'El-Biar, où commença son interrogatoire. Jamais Josette Audin ne devait revoir son mari. Des parachutistes s'installèrent dans l'appartement auprès de Josette et des enfants, interdisant le moindre contact avec l'extérieur jusqu'au samedi 15 juin.

Le 12 juin, Paul Teitgen signait une nouvelle assignation à résidence au nom d'Autun *(sic)* Maurice, sur proposition du colonel commandant le sous-secteur de Bouzaréa. Le 13 juin, le colonel donnait le motif suivant : membre actif du P.C.A. clandestin — collusion P.C.A.-F.L.N. Compromis dans l'affaire des bombes. Vérification des activités.

Mais cette fois le « disparu » — car personne ne devait revoir Audin vivant si ce n'est Henri Alleg, le directeur d'*Alger républicain*, qui était lui-même détenu et torturé à El-Biar et qui décrivit son calvaire dans un livre qui fit grand bruit : *la Question* — n'était pas un quelconque « bougnoule ».

L'affaire fut lancée par le recteur de l'académie d'Alger dès le 15 juin. Et se succédèrent toute une série de pièces, de lettres pour retrouver Maurice Audin. Eh métropole, l'affaire devint un symbole des méthodes employées à Alger pour gagner la « bataille ».

Le 21 juin, Paul Teitgen annula les effets de l'arrêté prononçant l'assignation à résidence de Maurice Audun *(sic)*, « l'intéressé s'étant évadé du centre de tri du sous-secteur de Bouzaréa le 21 juin 1957 ».

L'affaire aura les suites que l'on sait. Ira en justice. Des officiers seront interrogés. On ne peut en dire plus. La loi d'amnistie interdit de les nommer. On a passé l'éponge. Mais le fait est là : Maurice Audin avait été liquidé. Un comité Maurice-Audin entreprit de faire la lumière et lorsque Paul Teitgen apprendra, quelques mois après le 13 Mai, alors qu'il est en mission au Brésil, qu'on s'apprête à juger — par contumace — Maurice Audin, cet homme d'honneur entrera dans une violente colère et décidera d'apporter les preuves de l'assassinat de Maurice Audin : « On n'a pas le droit de juger un macchabée. »

L'affaire Audin, qui eut un immense retentissement public, n'en eut pas moins à l'intérieur de la 10e D.P. Elle devait amener la rupture entre le colonel Godard, chef d'Alger-Sahel, et le commandant O...

Godard est toujours resté — malgré les circonstances exceptionnelles — un officier orthodoxe. Dès le mois de janvier 1957, il est furieux que l'on mêle les paras, troupes de choc, à des tâches policières. Mais ce sont les ordres de Salan, de Lacoste, du gouvernement Mollet, il faut donc obéir. Le commandant O... a été nommé à la tête de l'état-major parallèle. Ses résultats sont bons, très bons. Très rapidement, Godard sait qu'ils sont trop bons. Il est choqué par les méthodes d'O... Tout comme Bigeard. Ni l'un ni l'autre ne sont des enfants de chœur, ce sont des officiers de troupes de choc, mais il y a des limites. O... liquide trop facilement. Ses types, ses sous-off', sont des « dingues ». Et leur exemple est dangereux. Certains officiers O.R., certains officiers « psychologiques », d'autres régiments les suivent. Liquider tous ceux qui risqueraient d'être des interlocuteurs valables. Voilà la solution. Ça suffit bien qu'un gouvernement « sans couilles » entretienne Ben Bella et sa clique comme des « coqs en pâte »... et Ali Boumendjel est « suicidé ». On interroge vite, efficacement. Mais il y a les « chocs en retour ». Les bavures sont trop nombreuses. Trop importantes. L'histoire de la démission de Teitgen a filtré chez les officiers supérieurs de la 10e D.P. Il y a la commission de sauvegarde. Tous ces pédés de journalistes, de progressistes, de catholiques à la manque sont plus puissants qu'on ne le pensait.

Et là-dessus se greffe l'affaire Audin. Cela risque d'être gênant car tout le monde sait qu'O... est responsable de la mort d'Audin. Ou plutôt ses hommes. Car il s'agit d'une méprise. C'est Alleg — « le journaliste rouquin *d'Alger républicain* » — qui, le 21, doit passer « à la corvée de bois ». On l'emmènera à la « fosse » entre Zéralda et Koléa. Au centre d'El-Biar, les sous-off' d'O... se trompent et embarquent Audin. Lorsqu'il s'aperçoit qu'on va le liquider, Audin crie aux hommes : « Vous faites erreur, je suis européen... » Son corps va rejoindre ceux de tous les déchets

« interrogés » trop durement. Un nom de plus parmi les 4 000 disparus de Teitgen !

Godard a appris l'histoire. C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Si, comme tous ceux qui connaissent la guerre subversive, il sait que devant le terrorisme il n'y a que deux solutions : employer la torture ou s'en aller, la forme employée par O... ne peut durer. Les hommes d'O... et ceux des bérets verts que met en cause Teitgen dans sa lettre de démission torturent à fond. Et Godard sait qu'un homme torturé à fond doit être éliminé. Il est impossible de le « remettre dans le circuit ». Faute de pouvoir le « modérer », Godard met fin à la mission d'O... il supprime le rôle spécial de son état-major.

Pour Godard comme pour Massu, Audin s'est évadé, et est parti vers la Tunisie. Ce sera la version officielle et unique. O... sera rapatrié en France, il sera souvent envoyé en mission à l'étranger.

Personne ne se met en travers de la décision prise par Godard. Ni Massu ni Salan, qui maintenant voudraient très vite gagner et en savoir le moins possible. Car, étant les chefs, ils sont responsables de la « bataille d'Alger » et s'aperçoivent que pour débarrasser Alger de la « vérole. » F.L.N. leurs léopards sont en train d'attraper la gangrène.

Et pourtant si ! Un officier de la 10e D.P. se mit en travers. Craignant que le départ d'O... ne lui fasse perdre une place à laquelle il tenait, il décida ni plus ni moins que de liquider Godard en montant un attentat que l'on attribuerait au F.L.N.

Replaçons-nous bien dans l'ambiance d'Alger où tuer ne veut pas dire grand-chose, où tout le monde est armé, où l'on abat un Arabe sous l'œil impassible du flic du coin, où une jolie et frêle jeune fille pose une bombe qui fera dix morts, où une équipe de bras cassés tire au bazooka de fortune sur le commandant en chef en plein jour, en plein cœur d'Alger ! Alors, pourquoi pas Godard ?

En outre, certains trouvent Godard trop mou, trop humain. En appliquant « leurs » méthodes, on « aurait » le F.L.N. depuis longtemps. Plus personne ne bougerait le petit doigt.

C'est ça, Alger. Ceux qui n'y ont pas vécu ne peuvent le croire. Par exemple, on voit Bigeard roulant des mécaniques tenir des conférences de presse dans la rue. Gorlin, le porte-parole officiel, n'est pas content, s'en plaint à Lacoste, qui s'en plaint à Salan :

« Vous avez tout à fait raison, dit Salan, faites-le venir et passez-lui un savon. »

Lui, qui est pourtant le patron des militaires, ne veut pas se mouiller !

Et c'est ce qui se passe. Lacoste engueule Bigeard. Le colonel, penaud, répond, mi-contrit, mi-rigolard : « Bigeard le fera plus ! »

Des parlementaires anglais effectuent un voyage d'information en Algérie. On va leur montrer des officiers « représentatifs ». Les membres du cabinet Lacoste se souviennent encore de la réponse de Massu lorsqu'on propose de leur faire rencontrer le patron du 3e R.P.C. :

« Comment ! Bigeard ? Mais c'est un communiste ! On ne peut pas mettre des gens de l'extérieur en contact avec cet ostrogoth ! »

On croit rêver. Alors pourquoi pas l'attentat contre Godard ?

Il est mis au point quelque temps plus tard à l'époque de la mutation d'O... Une embuscade est montée avec quelques-uns des sous-off' « dingues », exécuteurs des basses œuvres, dans les tournants de la rampe Valée, que la voiture de Godard emprunte tous les soirs vers minuit. Heureusement pour lui, cette nuit-là, Godard rentra à 3 Heures du matin. L'embuscade avait été levée. Ayant réfléchi, l'officier qui la monta trouva préférable pour la suite de s'entendre avec Godard. Celui-ci n'apprendra l'existence de ce projet d'attentat que dix ans plus tard, en exil en Belgique ! Du temps aura passé. Et les deux hommes étaient devenus amis !

Ali Bouzourène, un des hommes de Yacef, surveillait la sortie de l'hôtel Saint-George, le plus luxueux palace d'Alger. Il regarda sa montre. 14 Heures, c'était l'heure fixée.

Ali Bouzourène, qui avait à peine vingt ans, reconnaîtrait la personne qu'il attendait. Une femme solide, à l'allure décidée, qui connaissait parfaitement Alger et l'Algérie.

Germaine Tillion, ethnologue, ancien conseiller technique au cabinet Soustelle, créatrice des centres sociaux, sortit de l'allée qui conduisait à l'hôtel Saint-George. Elle aperçut Bouzourène qu'elle avait jadis rencontré. Un gamin d'une vingtaine d'années qui aimait passionnément son pays.

Il faisait une chaleur torride ce 4 juillet et l'arrêt d'autobus se trouvait en plein soleil. Germaine Tillion s'en approcha et attendit le véhicule sans accorder un regard à Ali Bouzourène. Elle devait simplement le suivre. Le trolley s'arrêta dans un crissement de pneus. Germaine Tillion remarqua que le goudron de la chaussée fondait et retenait l'empreinte des pneus des véhicules. La chaleur était telle que dans l'autobus les voyageurs semblaient somnoler. La sueur collait les chemisettes aux torses des hommes et laissait de larges auréoles sous les bras des femmes. Germaine Tillion, qui venait de prendre une douche, se sentait déjà mal à l'aise. Mais ses préoccupations étaient pour l'heure beaucoup plus importantes.

Depuis un mois, elle enquêtait avec une commission internationale contre le régime concentrationnaire sur les prisons d'Algérie. Elle avait appris l'arrestation par les parachutistes au cours de la « bataille d'Alger » de la plupart de ses amis des centres sociaux, telle Nelly Forget. Tous avaient été torturés. Elle avait profité de son élection à la tête d'une commission d'enquête contre les régimes concentrationnaires pour réclamer une enquête sur l'Algérie. M. Louis Martin-Chautfier et elle-même avaient servi de « cornacs » aux membres étrangers : un avocat hollandais, un médecin belge le Dr André, et Lise Borsum, une résistante norvégienne. Tous trois avaient été déportés pendant la guerre.

G, Tillion avait eu confirmation de ce qu'elle redoutait : « La pellicule agissante et pensante était bien mince chez les Français d'Algérie, me dit-elle plus tard, j'étais atterrée. Toute l'élite algérienne était en prison. Tous ceux qui, chez les Européens et chez les musulmans, pouvaient constituer le premier noyau d'une véritable communauté franco-algérienne étaient incarcérés, torturés. La période coloniale se terminait et on massacrait l'élite algérienne. On l'acculait à nous détester. »

L'enquête terminée, une amie algérienne, Fatima, lui dit, le mardi 2 juillet, au Saint-George :

« Ils veulent vous voir...

— Qui « ils » ?

— Un réseau, le F.L.N. je crois...

— Au nom du ciel, ma petite Fatima, ne vous en mêlez pas, vous risqueriez d'être prise par les parachutistes. Moi, je les verrai. Qu'ils s'adressent à moi directement.. »

Et le lendemain elle avait reçu à l'hôtel un message anonyme : « Un jeune homme que vous connaissez vous attendra à 14 Heures à l'arrêt du trolley face au Saint-George. Suivez-le sans vous inquiéter des changements de transport. Il faut éviter d'éventuelles filatures... » Germaine Tillion n'avait pas hésité. Elle était bouleversée par les attentats aveugles du F.L.N. et par la répression des léopards. Il fallait que cela cesse et, pour cela, prendre contact.

Elle ignorait, ce 4 juillet, qu'elle allait rencontrer le chef insaisissable du F.L.N. d'Alger, Yacef Saadi. Celui-ci avait appris par le responsable propagande de son réseau que Germaine Tillion, qui avait écrit un livre courageux sur l'Algérie et qui avait créé les centres sociaux, se trouvait à Alger. Son responsable voulait la rencontrer et lui en avait demandé l'autorisation : « C'est une femme qui comprend nos problèmes ! »

Yacef qui avait été bouleversé par les résultats des bombes des lampadaires et surtout du Casino

de la Corniche, puis par l'idée que Djamila Bouhired, qui devait être jugée incessamment, pourrait être condamnée à mort et guillotinée à vingt et un ans, lui répondit :

« Non ce n'est pas toi qui verras cette femme, mais moi. »

Et il avait envoyé le message et Bouzourène.

Germaine Tillion changea trois fois d'autobus à la suite de son guide. Puis elle entra dans la Casbah par la rue Randon. Arrivée au marché Randon, place du Grand-Rabbin-Bloch, son guide tourna avant la synagogue, rue Caton. Germaine Tillion s'efforçait de ne pas quitter son guide des yeux et d'oublier le parcours qu'elle empruntait. Si je peux le donner aujourd'hui avec précision c'est grâce à Yacef Saadi et aux souvenirs de Mlle Tillion, qui effectua ensuite d'autres visites et reconnut les lieux.

Au n° 3 de la rue Caton, Ali Bouzourène fit entrer l'ethnologue. Mme Fathia Bouhired, tante de Djamila et veuve de Mostefa[8] les accueillit. Il était 14 h 20. La vieille femme fit asseoir Germaine Tillion et Bouzourène dans un salon au premier étage, puis sortit. Aussitôt entrèrent Yacef Saadi, Zohra Drif et Ali la Pointe. Les deux hommes tenaient chacun une mitraillette à la main et avaient à leur ceinture un pistolet et une grenade. Germaine Tillion ne connaissait aucun d'entre eux. Bouzourène, qui n'avait pas revu Yacef ni Ali depuis très longtemps, les embrassa longuement ainsi que Zohra. L'ethnologue remarqua un climat d'émotion intense qui — du fait de sa profession — ne la surprit pas. Elle savait que les grandes scènes d'effusions, les embrassades indiquaient un degré d'affectivité qui est celui du danger qui développe intensément l'émotion.

Puis Yacef se tourna vers Germaine Tillion. Zohra Drif le présenta sans dire son nom : « C'est le grand frère », puis, se tournant vers Ali : « Voici notre glorieux Ali la Pointe. »

Tout le monde s'assit.

« On m'a dit que vous vouliez me voir, dit Germaine Tillion, me voilà. Qu'avez-vous à me dire ? »

Le « Grand Frère », un peu interloqué, lui parla en bafouillant un peu de la brochure qu'elle avait consacrée aux problèmes sociaux et économiques de l'Algérie. « Il faudrait que vous en parliez avec les membres du C.C.E. », ajouta Yacef. Germaine Tillion ignorait ce qu'était le C.C.E. Le « patron d'Alger » entreprit de le lui expliquer[9]. Puis la conversation porta sur la vie quotidienne d'Alger en pleine bataille. Le climat qui régnait dans la pièce aux volets clos, poux protéger autant de la chaleur que des regards indiscrets, était extraordinaire. Germaine Tillion, ethnologue mais surtout femme, sentait l'extrême tension de ces hommes et de la jeune fille qui les accompagnait. Celle d'hommes traqués, toujours sur le qui-vive, les nerfs en alerte. Ils avaient besoin de parler.

Ils expliquèrent la vie clandestine. G. Tillion leur parla de son expérience. Elle aussi connaissait cette vie. Elle parla de la Résistance française, de la trahison aussi.

« C'est comme cela que mon réseau est tombé, expliqua-t-elle. Sur dix arrestations, neuf l'étaient par trahison.

— Il n'y a pas de traîtres chez nous », répliqua Yacef.

G. Tillion pensa : « Ou il se trompe, ou ils ont de la veine ! » La suite va nous apprendre combien Yacef s'était trompé.

Puis Yacef parla des tortures infligées à Alger.

« Je suis presque aussi bien informée que vous-mêmes, répondit G. Tillion, c'est le but de mon voyage en Algérie. »

Elle leur expliqua ce qu'était la « Commission internationale contre le régime concentrationnaire ».

Plus la conversation se prolongeait, plus Yacef se détendait. On en arriva à parler des bombes,

des attentats aveugles. Yacef lui dit combien il avait été marqué par l'attentat de la Corniche.

« J'y suis allé, madame, j'étais déguisé en femme. J'ai vu les dégâts. Parmi les morts, il y avait un de mes copains pied-noir, un camarade de foot. Sa fiancée avait les deux jambes arrachées... »

Yacef observa un temps.

« Vous ne me croirez peut-être pas. J'ai pleuré toute la nuit. »

Germaine Tillion n'en crut pas ses oreilles. Elle regarda Zohra Drif et Ali la Pointe. Ils ne semblaient pas surpris des déclarations du Grand Frère. Eux-mêmes semblaient émus.

« Et puis, poursuivit Yacef, j'en ai assez. Il n'y aura plus d'attentat contre la population civile d'Alger ! »

G. Tillion, qui n'était venue que pour essayer de faire comprendre à quelque responsable que ce soit qu'il fallait faire cesser ce processus abominable, prolongea la conversation. Yacef lui expliqua que les premiers attentats à la bombe avaient été des réponses à l'attentat de la rue de Thèbes et surtout aux premières exécutions.

« Ces guillotinés nous ont révoltés, expliqua-t-il. C'était le cycle infernal. Répression-attentat-répression. Bien sûr, si je m'engage à ne plus frapper la population civile, il faut que l'on cesse de guillotiner les patriotes.

— Écoutez, monsieur, je veux raconter notre conversation et votre promesse de ne plus faire d'attentat au gouvernement français.

— Entendu, mais qu'il promette la cessation des exécutions. »

Il était plus de 19 Heures quand Germaine Tillion quitta la Casbah. Elle prit l'avion pour Paris le soir même.

Il lui était facile de contacter le gouvernement. Son ami d'enfance, Louis Mangin, était au cabinet du président du Conseil. En outre, Mme Boulloche, dont le fils était directeur du cabinet de Bourges, avait été sa compagne à Ravensbrück.

Le lundi après-midi, Germaine Tillion rencontra M. André Boulloche et lui raconta sa conversation avec Yacef.

Le directeur du cabinet fut très intéressé : « Je vais mettre le président au courant. Il faut que je vous revoie, mademoiselle Tillion. Je vous remercie au nom du gouvernement français. »

Lors de la deuxième entrevue, peu de temps après, Germaine Tillion se fit pressante :

« Il faut absolument un refroidissement après l'escalade de violence à laquelle les deux parties se sont livrées, expliqua-t-elle. Avant d'amorcer des contacts officiels, il faut une régression de l'escalade. On peut à titre occulte demander la cessation des attentats contre la cessation des exécutions.

— Oui, mademoiselle. Et à ce propos je vous demande de retourner à Alger et d'établir une liaison officielle entre le gouvernement français et le F.L.N. mais... à vos risques et périls.

— Sur ce plan, cela m'est tout à fait égal. Mais ne jouez pas de saloperies. Si je promets qu'il n'y aura plus d'exécutions, il n'y en aura plus ?

— Vous avez ma parole d'honneur. »

Sortant de chez le chef de cabinet du président du Conseil, Germaine Tillion se sentit envahie de bonheur. Cette femme, profondément généreuse, qui aimait l'Algérie autant que la France, sentait que là, peut-être, on pourrait amorcer le processus de négociation et de paix. Elle prit une réservation pour Alger pour le 20 juillet au soir.

Le 20 au matin elle reçut un coup de téléphone. C'était son ami Louis Mangin.

« Passez chez moi d'urgence. Je he peux vous en dire plus. »

Elle arriva le plus vite possible. Mangin était atterré.

« Il va y avoir, le 25 juillet, à Alger, deux exécutions capitales ! »

Germaine Tillion fut incapable de répondre. Sans dire un mot elle sortit. « Dans la rue, me raconta-t-elle, je pleurais toute seule. Dans cette guerre idiote, criminelle, nous accumulions les causes imbéciles qui déclencheraient contre nous des réactions meurtrières non moins criminelles, aveugles et imbéciles. Et entre ces deux masses, il y avait les pieds-noirs et les musulmans qui seraient broyés ».

Les Européens d'Algérie, les associations d'anciens combattants, exigeaient des exécutions capitales. Si le président Coty accordait la grâce, les militaires disaient : « On ne peut maintenir l’ordre. » Alors le brave Coty, qui traversait une crise de conscience épouvantable mais qui — il faut malheureusement l'avouer — était à l’Élysée par hasard et n’avait ni la nature ni les moyens d’être un chef d'État, avait cédé. Si sans cela on ne pouvait gouverner...

Germaine Tillion eut envie d’annuler son voyage à Alger. À quoi cela pourrait-il servir ? Que pouvait-elle promettre ?

Puis elle se reprit. « S'il y a une chance sur un million, il faut la saisir... »

Elle embarqua à l’heure prévue.

Pendant le trajet, son entrevue avec le général De Gaulle lui revint à l'esprit.

Après son premier entretien avec Boulloche, Germaine Tillion se rendant compte que le gouvernement français ne se faisait pas obéir à Alger — Boulloche ne souhaitait pas les exécutions capitales mais ne pouvait imposer sa vérité — s'aperçut qu’on était dans une impasse. « La France agit au contraire de ses intérêts, pensa-t-elle. La France commet un crime contre la justice et contre elle-même. » Elle entreprit de voir des personnalités, de les mettre au courant, de les « faire bouger ». Elle vit Guy Mollet à deux reprises, Pinay, le cardinal Feltin, le pasteur Boegner, René Pleven. Elle vint voir le général De Gaulle, rue de Solferino.

Le général la reçut un après-midi. Longuement. Il avait sur son bureau la brochure que G. Tillion avait écrite sur l’Algérie.

« Là n’est pas la question, dit le général De Gaulle posant la main sur le livre qui ne traitait que des questions économiques. On reviendra au problème économique plus tard. Pour le moment, il est politique. »

Germaine Tillion lui raconta la mécanique épouvantable des exécutions capitales suivies d’attentats :

« Toute la prison, qui est mixte, entend les préparatifs. On sait ce qui va se passer. On hurle à la mort. Et la Casbah toute proche reprend le chant de mort. Elle hurle, pleure, prie. C'est une intense communion dans le supplice.

— Il faut être complètement fou, plus que criminel, pour faire une chose pareille ! » commenta le général.

Germaine Tillion raconta ensuite la torture. Elle tenait les récits de la bouche de ses amis qu'elle avait pu visiter en prison grâce à son titre officiel.

« Mon général, pourquoi font-ils cela ?

— Ça donne des résultats sur le moment.

— Oui, peut-être, mais ça se retourne à la longue contre nous !

— Ils ne sont pas assez intelligents pour s’en rendre compte, mademoiselle Tillion. »

Et le général De Gaulle, très grave, évoqua des solutions.

« C’est l'évidence, dit-il, il faut parler, négocier, prendre langue. On ne laisse pas un peuple — quel qu’il soit — en quarantaine ! »

Sur le point de se retirer, Germaine Tillion ne put s’empêcher de dire au général :

« Il faut que vous fassiez quelque chose.

— Si je fais une déclaration elle sera prise à contresens par tout le monde. »

À ce moment, Germaine Tillion se rendit compte qu'elle avait devant elle un homme d'immense prestige mais qui n'imaginait pas reprendre un jour le pouvoir. De Gaulle la vit peinée, presque désespérée. Il lui dit, comme pour la réconforter :

« Tout ce que nous faisons d'humain se retrouve un jour... »

Un temps. Puis il ajouta, guilleret :

« Généralement après notre mort ! »

Pendant l'absence de Germaine Tillion, dix bombes avaient explosé à Alger au lendemain de la condamnation à mort de Djamila Bouhired et de Taleb Abderrahmane. Un sous-brigadier de police avait été tué. Il n'y avait pas de morts parmi la population civile.

Le dimanche 21 juillet, l'ancienne collaboratrice de Soustelle était à Alger. Il fallait à nouveau intervenir. Les prochaines bombes seraient peut-être meurtrières. Yacef avait donné à G. Tillion une boîte postale où elle pourrait déposer un message si elle voulait le joindre, ainsi qu'un code — assez transparent — pour donner à sa lettre un aspect purement familial.

Elle lui écrivit le 23 juillet lui annonçant que deux exécutions auraient lieu le 25. Mais elle le suppliait de ne pas accomplir d'attentats « malgré le manque de parole de mon vieux père [le parlement et le gouvernement français] qui est gâteux. Mon oncle [De Gaulle] déplore ce qui se passe. »

Germaine Tillion ajouta : « C'est une folie, mais renouvelez-moi votre promesse. »

Ça, c'était la chance sur un million.

Yacef Saadi lui répondit très vite la lettre suivante que personne n'a jamais publiée et que Mlle G. Tillion a bien voulu me confier. Je la reproduis *in extenso* car elle explique bien des choses sur l'attitude du chef de la Z.A.A.

« Chère cousine,

« J'ai reçu votre lettre qui, il faut l'avouer, ne m'a pas surpris outre mesure. La volte-face de votre père n'était pas inattendue. Comme vous le reconnaissez vous-même, il a énormément baissé ces dernières années et ne veut pas voir la réalité en face. La promesse que je vous avais faite ne tient évidemment plus et je pense que je me suis montré beau joueur. Vous me demandez de vous la renouveler. Il ne faut pas que cela reste à l'état de promesse. Si votre père changeait d'avis, je suis toujours prêt avec l'accord total de mes frères. Je me rends fort bien compte de la portée de mes engagements et de la conséquence de mes décisions. C'est pour cela que je ne peux pas me montrer intransigeant.

« Mais je précise bien, ma promesse ne deviendra engagement que lorsqu'il y aura « quelque chose » de la part de votre père.

» Je me considère actuellement comme dégagé de toute promesse et cela du fait de la position prise par votre père.

« Vous parlez d'« équivalence dans le dérèglement de nos deux familles ». Je suis là pour le constater et en subir les conséquences.

« Mais je persiste à affirmer qu'il n'y a pas dérèglement chez nous, au contraire une conduite éclairée et lucide, ce qui fait que nous sommes totalement responsables de ce que nous faisons.

« Hélas ! dans votre famille, quelle est la ligne de conduite ? On ne sait jamais. Quand nous croyons qu'enfin la raison va l'emporter, c'est, hélas ! une déception qui nous est réservée.

« Je vous avoue que je suis plus que jamais sceptique quant aux sentiments humanitaires de votre père. Somme toute, l'engagement qu'il aurait pris n'aurait été que la manifestation de son amour pour la justice.

« Mais il n'a plus de volonté !

« Enfin, de mon côté, je répondrai aussitôt à une proposition. Si vous acceptez toujours cette tâche, ingrate il est vrai, mais qui fait honneur à votre amour de l'homme, je vous en serai très reconnaissant.

« Je tiens à attirer votre attention sur le sort de mes deux jeunes sœurs. Si elles succombaient à leurs blessures, moi-même et mes frères et toute la famille et les proches d'Alger seront vivement touchés. Leurs réactions seront très violentes et leur douleur ne s'éteindra pas facilement. Je compte sur vous pour guérir nos deux sœurs.

« Quant à maman [l'Algérie] que vous avez vue dernièrement, elle m'a chargé par l'intermédiaire d'amis de vous signaler qu'elle ne connaît plus aucun repos depuis quelque temps et que ce matin même à 4 h 30 du matin elle a dû descendre en bonne compagnie au poste, laissant les cinq petits sans surveillance. Qu'en pensez-vous ? Croyez-vous qu'elle n'a pas assez payé ?

« Dans l'espoir que nous mènerons ensemble la cure de désintoxication, votre dévoué et respectueux cousin. »

Signé : illisible.

Le 25 juillet, il n'y eut pas deux mais trois exécutions. Parmi les trois hommes exécutés : Badèche Ben Amdi, qui avait avoué aux paras du 1er R.E.P. avoir assassiné le président Froger ! Alors que nous savons qu'il s'agissait d'Ali la Pointe. Deux autres prisonniers F.L.N. avoueront eux aussi avoir été le seul meurtrier du malheureux président.

Le samedi suivant, huit bombes éclatèrent dans Alger après que Yacef en eut informé par tract le général Massu. C'était la guerre des nerfs. Le combat Massu-Yacef. C'était, aussi pour la population, la preuve que le F.L.N. était toujours puissant. Deux poseurs de bombes furent tués par leurs engins. Un parachutiste blesse. Le 2 août, une nouvelle bombe explosa en face du commissariat central. L'engin avait été placé sous un scooter. Il y eut quatre blessés.

Germaine Tillion, qui était en contact avec Hadj Smaïn, apprit alors le nom de celui qu'elle avait rencontré et avec qui elle correspondait : Yacef Saadi. Une nouvelle rencontre serait possible. Germaine Tillion accepta. Les bombes posées ne l'avaient pas été dans des lieux bondés et les blessés avaient été peu nombreux. Elle y voyait un heureux présage.

Elle quitta l'hôtel Saint-George avec sa valise, annonçant qu'elle allait à Tlemcen. Elle se rendit à la gare, puis se perdit dans la foule. Sûre de ne pas être suivie, elle ressortit pour se rendre rue Dupuch chez Hadj Smaïn. Là, elle revêtit un haïk et, déguisé en femme musulmane, elle suivit son guide dans un appartement de la Casbah où elle attendit le contact près de quinze jours pendant lesquels elle bavarda avec la vieille femme qui la logeait et qui lui raconta ses malheurs, son fils au maquis, les difficultés de vivre, la terreur.

Puis le 9 août, ce fut la seconde entrevue avec Yacef en présence de Zohra Drif. Bien des choses avaient changé. Hadj Smaïn avait fait un voyage-éclair à Tunis grâce à un laissez-passer fourni par Boulloche et Mangin. Il avait contacté le C.C.E. et revenait déçu, presque désespéré. À Tunis, ça ne « gazait » plus entre « civils » et « militaires » du F.L.N. La réponse avait été :

« Que le gouvernement français envoie un truc officiel. » Ils voulaient que ça se sache !

D'entrée, Germaine Tillion dit à Yacef :

« S’il y avait eu une seule victime civile lors de l’explosion de ces bombes, je ne serais pas ici, je faisais ma valise et repartais pour Paris. Nous pouvons remercier Dieu !

— Je le savais, madame, dit Yacef, très détendu cette fois. J’avais pris mes précautions. Ce n’est donc pas Dieu qu'il faut remercier, mais moi. »

Germaine prit un air très grave :

« Vous avez raison, monsieur, je vous remercie. D’autant plus que je sais que rien n’a été fait de notre côté dans le sens humain que j’ai souhaité. »

Puis Zohra, Yacef et Germaine Tillion bavardèrent — en leur nom personnel — des possibilités d’entente et de discussion.

« Cela dépend uniquement du C.C.E. », dit Yacef.

Puis il expliqua à Germaine Tillion, qui, connaissant les contradictions de la situation en pleine guerre d’Algérie, ne s'en étonna point, son attachement à la France, à la culture française.

« J’espère, dit-il, qu’une fois que nous serons libérés, on pourra nouer des liens étroits entre nos deux pays. Il y a trop de gouvernements et d’organismes qui ont intérêt à ce que cela ne se fasse pas ! »

Lorsque Germaine Tillion quitta Yacef, ils se promirent de faire leur possible pour arranger les choses.

« Que la promesse, comme je vous l’ai écrit, ne soit pas à sens unique », dit Yacef.

Le 16 août, Germaine Tillion, qui allait quitter Alger, apprit que deux nouvelles exécutions avaient eu lieu à la prison d'Alger.

Elle n’hésita qu’un instant. Oubliant toute fierté, ne pensant qu'aux hommes, à ses compatriotes, elle écrivit à Yacef pour le supplier d'arrêter la surenchère meurtrière.

« Puisqu’il m’avait été impossible de freiner du côté français ce mécanisme féroce et stupide — dit Germaine Tillion —, je lui demandai d’être assez généreux et assez intelligent pour prendre cette position de modération *seul et sans contrepartie.* »

Yacef lui fit répondre qu’il n’y aurait pas de représailles, et il n’y en eut pas.

Germaine Tillion reprit l’avion, heureuse de cette promesse, mais effondrée par la certitude qu’elle emportait d’Algérie : peu importait la victoire dans la « bataille d’Alger », la France était dans une impasse.

Yacef, lui, oublia très vite la visite de la brave demoiselle. Les léopards tenaient sa piste et grondaient à sa porte !

Yacef pouvait de moins en moins compter sur la sécurité que lui offraient les caches, et les léopards rebouchaient la plupart des trous de ce « gruyère hospitalier » qu'était devenue la Casbah pour les chefs F.L.N.

Le jour de l’arrestation de Djamila Bouhired, Yacef avait pu s’échapper, ainsi que Zohra, Alilou et Si Mourad, en entrant au 9, rue du Sphinx, chez le boucher Bahamed. Le mur de la chambre du commerçant avait été percé et communiquait avec le logement de l’épicier Boudilah, dont la sortie se trouvait de l’autre côté du pâté de maisons, 6, rue Ben-Ali. Yacef et ses compagnons avaient pu sortir ainsi sans encombre et regagner leurs refuges habituels.

Mais les léopards grattaient à tous les murs, leurs renseignements étaient de plus en plus précis. Début août, ils avaient ainsi découvert 120 caches et passages. Yacef et Zohra, qui ne se quittaient plus, avaient maintenant besoin d’une cache sûre. C’était le moment d’employer celles du 3 et du

4, rue Caton. Le 3, rue Caton était habité par la veuve Bouhired, le 4 par un ami de Yacef et d'Ali la Pointe : Mahmoud. Yacef, pressé, traqué de toutes parts, résolut de rester le plus souvent possible au 3, rue Caton. C'est là qu'il avait reçu Germaine Tillion. Il était sûr que jamais celle-ci ne donnerait un renseignement sur son refuge En outre, il n'était connu que des intimes de Yacef : Ali la Pointe, Zohra Drif, Hassiba Bent Bouali, Petit-Omar et Mahmoud. Celui-ci hébergeait à son domicile Ali et Hassiba. Petit-Omar faisait la liaison entre les deux caches et surtout portait, avec Mahmoud, les ordres de Yacef à ses subordonnés. Même Alilou, l'agent de liaison de Yacef, ignorait la cache de son chef. Un autre homme connaissait également le refuge : Hadj Smaïn, dit Djamal, qui devenait un des conseillers politiques de Yacef. Mais il devait repartir incessamment pour Tunis, profitant du laissez-passer signé par Mangin du cabinet Bourgès-Maunoury.

Début août, avant de revoir Germaine Tillion pour la deuxième lois, Yacef, pour rendre sa planque inviolable, eut recours à la ruse. Il appela la tante de Djamila Bouhired, propriétaire de l'appartement.

« Voilà ce que tu vas faire, Fathia, lui dit-il. Pour éviter une descente-surprise de paras dans la maison, c'est toi qui vas aller les trouver !

— Moi, chez les hommes peints ! Tu es fou ! Ils se méfient de moi. N'oublie pas qu'ils ont tué mon mari !

— C'est ça qui va te servir. Même mort, notre pauvre Mostefa participera encore au combat. Ecoute bien. Tu vas aller à l'école du bd Gambetta, c'est là que se trouve le P.C. Nord de la Casbah. Tu vas demander le capitaine Chabanne.

— L'officier de renseignement de Bigeard ?

— Lui-même. Tu vas lui dire qui tu es.

— Et il va me mettre en prison.

— Mais non. Tu vas proposer de travailler pour les paras. »

La stupéfaction se peignit sur le visage de Fathia Bouhired.

« Non, Fathia, je ne suis pas fou. Tu vas lui dire que si ton mari a été tué, c'est à cause du F.L.N. S'il n'avait pas été entraîné par le Front, jamais les paras ne l'auraient tué. Et toi tu veux venger ton mari. Tu veux aider la lutte antiterroriste.

— On aura tout vu. Il me croira jamais, ton capitaine Chabanne.

— Si. Car tu vas lui apporter une preuve de bonne volonté. Tu vas lui dire que tu m'as vu près de la rue du Sphinx. Moi je vais y aller et je vais faire une cinquantaines de mètres à visage découvert.

— Tu es fou !

— Le jeu en vaut la peine. »

? Avec un sang-froid extraordinaire, Fathia Bouhired suivit à la lettre les instructions de Yacef. Au P.C. Gambetta, Chabanne, qui était un des meilleurs spécialistes du renseignement, retint la femme et envoya immédiatement une patrouille rue du Sphinx. L'adjudant chef de la patrouille revint peu après.

« Affirmatif, mon capitaine. Yacef est passé par là. Des gens que j'ai interrogés l'ont aperçu il y a à peine une heure. Ils lui ont d'ailleurs fait des signes d'amitié. Ce cochon-là a encore un certain pouvoir sur la population. La vieille a dit vrai. »

Fathia Bouhired fut acceptée comme « informatrice ». Elle donna d'ailleurs dans les jours qui suivirent des renseignements exacts fournis par Yacef. Elle obtint en échange une « carte blanche » à présenter à toute rafle ou à toute perquisition. Le 3, rue Caton fut désormais « protégé » par les parachutistes eux-mêmes. Yacef pouvait tranquillement diriger la Z.A.A. sans craindre de descentes inopinées.

Le chef de la zone autonome avait bien besoin de cette provisoire tranquillité car il sentait le filet se refermer. Le 24 juillet, Alilou avait été arrêté par les zouaves. Yacef se bénit de ne pas l'avoir tenu au courant de ses différentes caches car le jeune homme ne résisterait pas longtemps aux parachutistes. Sans même le torturer, ceux-ci pourraient obtenir tous les renseignements qu'ils voudraient en le privant de drogue. C'était, avec l'arrestation de Farès Saïd, toujours par les zouaves, et celle de Djamila, la plus grosse perte que subissait Yacef en cette deuxième partie de la « bataille d'Alger ».

On parlait beaucoup moins des zouaves du capitaine Sirvent que des parachutistes de Bigeard mais ils ne laissaient pas leur part au chat !

Une vingtaine d'hommes, menottes aux poignets, attendaient en silence dans une pièce de l'annexe du palais Clin, en basse Casbah. Des paras, la mitraillette au poing, les surveillaient. Une longue table sur laquelle se trouvait un fichier, occupait le fond de la pièce. Les hommes avaient été arrêtés dans les quarante-huit heures précédentes à leur domicile ou au cours de rafles. Jusque-là, ils n'avaient pas été interrogés, encore moins torturés. Ils attendaient avec inquiétude. Peut-être était-ce pour maintenant.

Une porte s'ouvrit. Tous les regards se dirigèrent vers les hommes qui entraient. Un grand adjudant-chef passa le premier. Celui-là tout le monde le connaissait à la Casbah. Il s'agissait de Surcouf, l'adjoint du capitaine Léger de la « Colo », un ancien d'Indochine. On le connaissait pour sa force herculéenne et pour le mépris qu'il portait à ses frères de race militant au sein du F.L.N. Surcouf fit entrer deux individus dont le visage était caché par des cagoules de toile à sac percées de deux petits trous pour les yeux et d'un troisième, plus grand, découvrant la bouche et une partie du menton. Les deux hommes prirent place derrière la table. Un capitaine vint s'asseoir près du fichier.

« Faites défiler », dit le capitaine à Surcouf.

L'adjudant-chef fit avancer les suspects en file indienne. Un par un, il les faisait arrêter devant les deux hommes en cagoule qui les observaient longuement. Une extraordinaire tension régnait dans la pièce silencieuse. Seuls des regards s'échangeaient. Lourds, chargés de haine. La longue file avança lentement. Au passage, l'un ou l'autre des hommes masqués faisait un signe du doigt. Le suspect enchaîné qui se trouvait devant lui était alors séparé de ses compagnons. Lorsque l'examen fut terminé, huit hommes avaient été désignés par les mystérieux « cagoulards ».

« Emmenez-les pour interrogatoire, dit le capitaine. Les autres en résidence. On s'en occupera plus tard. Maintenant, sortez tous. »

On emmena les suspects.

« Vous pouvez enlever vos cagoules, dit Surcouf. C'est fini. »

Farès Saïd et Alilou se débarrassèrent de leurs masques. Leurs visages étaient rouges et moites. Le capitaine se leva.

« Eh bien, voilà du bon travail, Surcouf. Continuez. Il faut que désormais on parle des « bleus-de-chauffe » dans la Casbah et que l'on sache qu'il y a d'anciens hommes de Yacef qui — courageusement — travaillent avec nous. Eux au moins ont sagement choisi la liberté ! »

Et il sortit.

Les « bleus-de-chauffe » étaient d'anciens membres des réseaux Yacef qui avaient décidé de travailler avec les léopards et les zouaves. C'était une idée du capitaine Léger et de Sirvent. Ils avaient proposé à Godard de « retourner » d'anciens compagnons de Yacef. C'était le contraire des opérations d'O..., qui interrogeait à fond, puis liquidait. Les deux capitaines, eux, préféraient

interroger fermement s'il le fallait, mais raisonner les hommes et les amener à travailler contre leurs anciens amis en leur faisant comprendre l'erreur qu'ils avaient commise en prenant les armes contre la France.

Léger était, lui aussi, un ancien du 11[e] « choc » et des G.C.M.A. d'Indochine, tout comme Godard, tout comme le capitaine de La Bourdonnaye. Les « bleus-de-chaufte » furent rattachés au colonel Trinquier qui, avec La Bourdonnaye, s'occupait des populations et du renseignement civil.

On avait habillé les ex-F.L.N. de bleus de travail, d'où le nom donné à leur petit groupe. L'adjudant-chef Abderrahmane X..., dit Surcouf, un ancien lui aussi des G.C.M.A. d'Indochine, les encadrait. Une sorte de brute, le tueur intégral, l'homme qu'il fallait pour tenir en main des transfuges que leur « idéal » tout neuf rendait terriblement vulnérables.

Le rôle de ces « bleus-de-chauffe » était de dénoncer leurs anciens camarades des réseaux clandestins, mais aussi de tenter de « retourner » la population en faveur des Français. Ils circulaient ainsi dans la Casbah bavardant avec tous ceux qui voulaient bien leur adresser la parole, essayant de reconnaître dans la foule les hommes avec qui ils avaient été en contact. Mais leur rôle principal restait, bien sûr, la pénétration des réseaux F.L.N. encore existants.

Farès Saïd, adjoint de Si Mourad, le dernier régleur de bombes de la Casbah, et Alilou, agent de liaison de Yacef, permirent au capitaine Chabanne et à Bigeard de reconstituer l'organigramme presque complet de la nouvelle organisation de Yacef. Il ne s'agissait plus que d'une question de temps pour réduire définitivement le F.L.N. d'Alger.

Bigeard le savait, mais il voulait aller vite. Il lui fallait Yacef qui tenait entre ses mains les derniers fils unissant les ultimes réseaux F.L.N. Lui et Ali la Pointe arrêtés, ce serait la fin. Bigeard avait l'impression — tout comme Godard — de connaître parfaitement les deux hommes. Leurs photos trônaient sur leurs bureaux, ils les avaient sans cesse sous les yeux. Ils avaient même fait établir, d'après les renseignements qu'ils possédaient, une étude du caractère des deux hommes. Yacef était la tête. Intelligent, rusé, malin. Soutenu par Zohra Drif, qui était elle-même remarquablement intelligente et organisée. Ali la Pointe, lui, était la bête sauvage, dur, tuant sans hésitation, obéissant au doigt et à l'œil à Yacef, qui semblait le seul homme qui ait réussi à l'apprivoiser. La petite Hassiba, trop jeune pour pouvoir avoir sur lui l'influence qu'avait Zohra sur Yacef, était, dans la limite de ses faibles forces, son garde-fou.

Oui, il fallait à tout prix s'emparer de Yacef et d'Ali la Pointe. Cela devenait pour Bigeard une idée fixe.

« Regarde ! »

Ali la Pointe avait saisi Yacef par la manche. Il lui indiqua le moucharabieh qui permettait de voir de l'appartement où ils se cachaient ce qui se passait dans la ruelle.

« C'est Alilou ! »

Leur ancien compagnon marchait en effet tranquillement dans la ruelle en pente. Sous sa veste de toile bleue, on pouvait apercevoir la MAT suspendue par un fort caoutchouc. Les « bleus-de-chauffe » avaient gardé leurs anciennes habitudes.

« Cette fois-ci, dit Ali, il ne m'échappera pas, ce fumier. »

Il arma sa mitraillette.

« Tu es fou, Ali !

— Comment, c'est toi, Yacef, qui me dis cela ? Alors que ce type a trahi.

— Oui il a trahi. Il a été torturé, il n'a pas dû avoir de drogue, alors il est passé aux « casquettes ».

Cela, je m’en fous. Mais réfléchis. Il se promène tout seul justement pour qu’on lui tire dessus !

— Comment cela ?

— C'est l’appât. Si on lui tire dessus, on se découvre. Il doit y avoir des paras pas très loin. Tiens. Qu’est-ce que je te disais ? Ouvre tes yeux... tu es content ? »

Une section de léopards, arme à la main, apparaissait à une vingtaine de mètres derrière Alilou et deux autres « bleus-de-chauffe » que Yacef ne connaissait pas. Alilou était en effet l’appât. Les « hommes peints » pensaient que ses anciens compagnons ne résisteraient pas au plaisir de descendre le traître. Ils avaient bien failli réussir !

Le 6 août, les hommes du 3e R.P.C. de Bigeard arrêtaient Ghandriche, dit Zerrouk. Ils savaient par Alilou et Farès Saïd que celui-ci était non seulement le chef de la zone Est-Alger, mais encore qu’il était un ami d’enfance de Yacef et l’un des derniers hommes efficaces sur lesquels le chef de la zone autonome d'Alger puisse encore compter.

L’officier de renseignement de Bigeard, le capitaine Chabanne, décida de « se garder » Ghandriche. Personne à l'état-major de la 10e D.P. ne fut mis au courant de son arrestation. Avec un flair extraordinaire, Chabanne pensa que ce Ghandriche pourrait lui être d’un précieux secours. Il ne s'agissait pas qu’il soit reconnu dans les locaux d’El-Biar ou au bd Gambetta. Chabanne ne méprisait pas l’efficacité du téléphone arabe. Il connaissait d'ailleurs parfaitement la Casbah. Il lui arrivait d’aller manger un couscous que lui préparait son « informatrice », la veuve Bouhired, au 3, rue Caton. Il ignorait pourtant que la deuxième part du couscous était pour Yacef qui se trouvait à quelques mètres de lui de l’autre côté de la cloison !

Après avoir été interrogé, Ghandriche céda très vite. Oui, il avouait. Oui, il était le chef de la zone Est. D’ailleurs, les paras savaient tout. On lui montrait les organigrammes. On lui apprenait même des noms qu’il ne connaissait pas.

« Alors, Zerrouk, on travaille ensemble ?

— Oui, mon capitaine. »

Chabanne avait transféré Ghandriche, dès son arrestation, rue de Tanger, dans un appartement discret que personne ne connaissait. Chabanne ne s’était entouré que de quelques hommes sûrs. Ghandrichfe accepta de faire partie des « bleus-de-chauffe ».

« Mais avant de te faire sortir, mon petit Zerrouk, il faut que tu avertisses Yacef que tu as échappé par miracle à une arrestation. »

Chabanne ne voulait pas mettre la puce à l’oreille à Yacef. Des militants avaient pu assister à la descente des paras chez Ghandriche et en avertir le chef F.L.N. d’Alger. Il préféra prendre les devants.

« Tu vas écrire sous ma dictée et ensuite tu adapteras : « Cher frère, les paras ont envahi le refuge où je me »trouvais. Par miracle j’ai pu m’échapper en sautant en » slip par une fenêtre. J’ai escaladé un mur et c’est ainsi » que, caché dans un buisson d’El-Biar, au bas de Bouzaréa, j'ai attendu le passage d’un laitier tout de suite » après le couvre-feu. Il m’a pris en charge et m’a permis » de m’échapper. Je suis dans un nouveau refuge, prêt à » reprendre mon activité. » Dis donc, Ghandriche, comment communiquais-tu avec Yacef ?

— Uniquement par message déposé chez ma femme, la chanteuse Latifa.

— Bon, continue à écrire : « Le contact est toujours » maintenu par l'intermédiaire de ma femme. »

— Comment terminais-tu tes messages ?

— Je disais : Dieu est avec nous.

— Eh bien écris-le. Et signe, Zerrouk ! »

C'est une des femmes recrutées par les « bleus-de-chauffe » qui porta la lettre à Latifa. Le capitaine Léger, le capitaine Sirvent et le capitaine de La Bourdonnaye de l'E.-M. de Godard, avaient eu cette idée étonnante : puisque Yacef employait des filles, pourquoi n'en ferait-on pas autant ? Les deux principales « collaboratrices » de La Bourdonnaye furent Ouhria la Brune et Ouhria la Blonde. Cette dernière était une très belle Kabyle de vingt-six ans, blonde aux yeux bleus. Elle parlait très bien français. Son mari avait été tué par erreur par le F.L.N. Alors la jeune femme avait décidé de travailler avec les parachutistes et les « bleus-de-chauffe » pour se venger de ce Front qui terrorisait tout le monde, tuait à tort et à travers et lui avait pris son mari. Mais il fallut très vite la surveiller attentivement. En effet, mêlée intimement à la lutte contre le F.L.N., elle constatait que les méthodes des paras avec qui elle collaborait étaient à peu de chose près les mêmes que celles du F.L.N. On prenait des types plus ou moins suspects... Et dans le tas il y en avait toujours un qui avait quelque chose à se reprocher ou qui connaissait quelqu'un qui... Il fallut très vite surveiller Ouhria la Blonde dont le « loyalisme » n'était plus certain.

C'est Ouhria la Brune qui porta le message à Latifa. Après l'avoir remis, elle resta aux alentours de la maison de la chanteuse pour surveiller et éventuellement filer celui qui viendrait prendre le message. Elle attendit en vain une grande partie de l'après-midi. Elle n'avait pas remarqué une petite fille de trois ou quatre ans qui portait en tout et pour tout une chemisette ouverte et une petite culotte de coton blanc. Ou plutôt elle la vit puisqu'elle lui caressa la tête lorsqu'elle passa près d'elle, mais elle n'y prêta pas attention. L'enfant tourna le coin de la rue et rejoignit son grand frère Mahmoud qui l'attendait à une centaine de mètres. Celui-ci la saisit dans ses bras et l'embrassa. Puis ils partirent main dans la main en direction de la rue Caton où ils habitaient. La fillette portait dans sa culotte de coton blanc le message de Ghandriche à Yacef. Et elle trouvait que ça lui grattait les fesses !

Le 18 août, c'est Hani Mohamed, un beau garçon de vingt et un ans, chef de la zone 1, qui fut arrêté. Il n'en pouvait plus et ne croyait plus aux chances de victoire du F.L.N. Il ne fit aucune difficulté pour collaborer avec les léopards. Le capitaine de La Bourdonnaye trouva le jeune homme sympathique et très intelligent. C'était autre chose que ce dégénéré d'Alilou qui ne cherchait que du haschisch ou cette brute de Babouche, un truand tortionnaire plus terrible que les « dingues » d'O... Avec Hani, La Bourdonnaye se dit que l'on pourrait faire des merveilles. Son instinct ne l'avait pas trompé puisque ce fut Hani qui eut l'idée de la « bleuite », cette formidable campagne d'intoxication des wilayas 3 et 4 que nous raconterons plus tard.

Les uns après les autres, les adjoints directs de Yacef tombaient. Les léopards brûlaient.

Dans le bureau du général Massu, à l'état-major de la 10e D.P., Bigeard, toujours lui, triomphait une fois de plus. Si Hani intéressait La Bourdonnaye, une prise faite le même jour le remplissait d'aise. Ses « casquettes » avaient arrêté Hafaf, dit Houd, le responsable liaison et renseignement de Yacef.

Par Houd, Bigeard eut la confirmation de l'existence et du bon fonctionnement des liaisons entre la Z.A.A. et les différentes wilayas, ainsi que de la constitution de comités zonaux mis au point par le prisonnier.

Les comités zonaux comprenaient :

1. un comité de rédaction chargé de rédiger les thèmes de propagande et de noyauter les

« intellectuels » en vue de fournir au F.L.N. des cadres politiques compétents ;

2. un comité de justice chargé de trancher les différends et surtout de constituer des dossiers (témoignages, photos, plaintes) destinés à discréditer l'action française en Algérie ;

3. un comité sanitaire composé de dix membres du corps médical.

Bigeard s'aperçut très vite qu'il ne s'agissait que d'un schéma, ces comités n'ayant eu qu'une existence éphémère et une activité réduite.

« Mais, fit-il remarquer à son supérieur, il montre comment certaines personnalités éminentes peuvent être amenées à travailler pour la rébellion par l'intermédiaire de comités de ce genre. »

Le général Massu demanda à Bigeard ce qu'il fallait penser de l'organisation actuelle des réseaux.

« Rien ne sera fini, mon général, tant que Yacef et Ali la Pointe ne seront pas arrêtés. En effet, nous connaissons tout de la façon dont fonctionnent les réseaux. Mais le cloisonnement est de plus en plus hermétique et il contrarie l'action policière. Un même individu recherché possède plusieurs identités. Seule l'enquête révèle si l'individu arrêté est une simple boîte aux lettres ou un militant ayant des responsabilités étendues. Les arrestations ne peuvent s'opérer que sur désignation à vue. Il faut donc convaincre le dénonciateur de se rendre sur les lieux avec l'équipe des forces de l'ordre et, de plus, agir discrètement pour ne pas être éventé.

— Et vous y arrivez, Bigeard ? »

Le colonel prit un air faussement modeste.

« Oui, mon général. Ou les forces de l'ordre sont en civil, ou, plus souvent, nous habillons le dénonciateur en para et le mêlons à une simple patrouille. En plus, nous sommes à la Casbah. À pied d'œuvre. Mais ce qui est grave, c'est que nous sommes devant une véritable hydre, car le militant est le simple maillon d'une chaîne. Au moins jusqu'à l'échelon de chef de district, chaque membre est interchangeable et immédiatement remplaçable.

— Quels sont les principaux chefs qu'il nous reste à prendre ?

— Yacef, Ali la Pointe, Kamel et Si Mourad. Et peut-être Ben Hamida, qui est commissaire politique. Quand nous tiendrons ces cinq-là on aura gagné. »-

La sonnerie du téléphone interrompit la conversation. Massu décrocha.

« C'est pour vous, Bigeard.

— Merci, mon général. »

Bigeard prit le récepteur.

« Colonel Bigeard, j'écoute.

— Mon colonel, dit une voix excitée, ici votre P.C. On tient Kamel et Si Mourad. Venez vite ! »

Kamel, adjoint militaire de Yacef, et Si Mourad, chef des réseaux bombes, se trouvaient à plat ventre près de la porte-fenêtre, une mitraillette à la main. Le balcon intérieur dominait un patio aux colonnes torsadées. Les deux hommes tenaient sous leur feu la porte d'entrée, la cour intérieure et l'escalier menant au balcon. Deux zouaves se trouvaient hors de leur portée, à l'abri du renfoncement de l'escalier. Ils avaient été bloqués au moment de la dernière attaque. Si Mourad avait tiré et blessé deux zouaves, la patrouille s'était vivement repliée. À la suite d'une fausse manœuvre, deux hommes étaient restés et ils ne pouvaient plus sortir. Maintenant les renforts étaient arrivés. Kamel avait tiré une rafale sur deux silhouettes bariolées cassées en deux qui couraient à travers le patio. Des paras.

Grâce aux efforts d'Alilou et de Ghandriche, le capitaine Chabanne avait repéré l'agent de liaison de Kamel. Celui-ci les avait menés au refuge de Si Mourad et de Kamel, impasse Saint-Vincent-de-Paul. Les deux hommes étaient pris au piège. Des hélicoptères tournoyaient au-dessus de l'immeuble. La bataille allait être rude car la position était difficile à prendre. Chabanne et le commandant Lenoir du 3e R.P.C. voulaient Kamel et Si Mourad vivants. Il fallait les convaincre car ni les assiégés ni les

assiégeants ne pouvaient bouger. Chacun était sous le feu de l'autre. Cela ne pouvait durer.

Le capitaine Chabanne prit un porte-voix.

« Kamel. Mourad. Nous savons que vous êtes là. Rendez-vous ! Vous ne pouvez fuir. Vous avez déjà blessé deux hommes. Cela suffit. Autrement, je ne voudrais pas être à votre place quand vous sortirez. Je vous donne ma parole que vous serez traités en prisonniers. Vous aurez un procès régulier.

— Qui parle ? cria Kamel.

— Le capitaine Chabanne. Vous savez qui je suis. Vous avez ma parole. »

Kamel regarda Si Mourad. Celui-ci lui fit un signe affirmatif en lui montrant les quelques bombes qui étaient soigneusement alignées contre le mur.

« D'accord, cria Kamel, mais nous voulons un papier signé de vous.

— Et comment je vous l'enverrai ? dit Chabanne.

— Dans un panier que nous allons descendre par une corde.

— D'accord. »

Kamel gardait le patio sous le feu de sa mitraillette. Debih Chérif, dit Si Mourad, l'élève de Taleb Abderrahmane, le dernier régleur de bombes de la Casbah, prit l'une de ses dernières-nées. L'engin était gros comme un paquet de bastos. Si Mourad régla le déclencheur à 2 mn 30. Il régla également une seconde bombe. Il plaça la première au fond d'un couffin et mit un journal pardessus. Puis il attacha le sac à une corde. Il fit signe de la main à Kamel. C'était la fin. Ils gardaient la seconde bombe amorcée près d'eux.

« On est prêts » cria Kamel.

Le couffin descendit, se balançant mollement au bout de la corde puis s'arrêta.

« Montrez-vous, capitaine Chabanne. Que l'on voie si c'est bien vous. »

Chabanne s'avança, un papier à la main. Le commandant Lenoir était près de lui. Des paras, la MAT à la main, surveillaient, tendus.

Si Mourad regarda de nouveau sa montre. Une minute quarante-cinq... Avec précaution, il fit descendre le sac de quelques centimètres. Deux minutes... il fallait gagner du temps. Chabanne donna le papier à un para. Deux minutes vingt secondes... Kamel avala sa salive. Si Mourad laissa filer la corde. Des paras s'avancèrent. Deux minutes vingt-sept secondes... l'explosion arracha portes et fenêtres. De tous côtés, des parachutistes s'écroulèrent. Le balcon s'était effondré, la cloison du premier étage avait été soufflée par la violence de l'explosion. Le capitaine Chabanne et le commandant Lenoir étaient légèrement touchés. Huit militaires étaient sérieusement blessés, dont un grièvement.

Au premier étage on retrouva 4 pistolets mitrailleurs, 2 pistolets et 18 bombes. Les corps de Kamel et de Si Mourad étaient littéralement déchiquetés.

Dans son bureau, le colonel Bigeard barra deux noms sur son organigramme. Le dernier réseau de bombes de la Casbah était détruit. Yacef et Ali la Pointe se trouvaient seuls face aux léopards.

Les contacts entre Ghandriche et Yacef se poursuivirent par messages et agents de liaison. Chabanne, qui manipulait Ghandriche et le gardait dans l'appartement de la rue de Tanger, eut, quarante-huit heures après la mort de Si Mourad et de Kamel, la surprise de voir son « protégé » nommé par Yacef responsable militaire d'Alger en remplacement de Kamel !

« Eh bien ! Toutes mes félicitations, Ghandriche », ironisa Chabanne.

C'était la fin. Chabanne avait ferré le gros poisson. Il fallait maintenant l'amener jusqu'à la rive.

Ce ne serait pas facile car Yacef était rusé et nerveux. Une seule faute et il pouvait disparaître. Sur le plan militaire, la « bataille d'Alger » semblait terminée. Plus une bombe n'explosait, il n'y avait plus que quelques attentats individuels. Mais Chabanne et Bigeard se méfiaient de Yacef et d'Ali la Pointe. S'ils disposaient encore d'un stock de bombes, rien ne les empêcherait de les faire exploser.

Ghandriche écrivit à Yacef pour le remercier de sa confiance et des responsabilités qu'il lui confiait.

« Je suis brûlé sous le nom de Zerrouk, écrivit Ghandriche, je prends désormais le surnom de Safi... »

En arabe, Safi signifie le Pur !

C'était maintenant qu'il fallait repérer la cache de Yacef qui avait littéralement disparu. Ouhria la Brune et une gamine de douze ans servirent de liaison entre Ghandriche et sa femme, Latifa. Le domicile de la chanteuse fut placé sous surveillance ininterrompue. Très vite, les indicateurs de Chabanne repérèrent Mahmoud et sa petite sœur de quatre ans qui les menèrent au 4, rue Caton. Renseignements pris, il s'agissait du logement de Mahmoud. Où allait ensuite le message ? Le 4, rue Caton fut à son tour placé sous une discrète surveillance. En vain.

Chez Chabanne, la tension grandissait. Les messages qui s'échangeaient parvenaient tous au 4, rue Caton. Chabanne, Bigeard et le colonel Jeanpierre, chef du 1er R.E.P., les bérets verts qui contrôlaient le secteur de la rue Caton, ne voulaient pas intervenir. Yacef était peut-être là. Ou peut-être pas. Si l'on faisait un bouclage du quartier et que le patron d'Alger y échappât, tout était à recommencer et ce serait griller Ghandriche, qui était le seul lien susceptible de mener à Yacef.

Au 3, rue Caton, dans l'immeuble situé en face de celui de Mahmoud, logeait la veuve Bouhired. Chabanne devait-il la mettre dans le coup ? Et placer chez elle un poste de surveillance ? Non ! c'était trop risqué. Chabanne ne se doutait pas encore à quel point !

Le 15 septembre, Yacef qui attendait un message de Ghandriche guettait Mahmoud et sa petite sœur, qui devait porter la lettre dans sa culotte. Il vit arriver l'enfant et son frère, qui semblait très détendu. De son poste d'observation, Yacef tenait la rue Caton en enfilade. Au haut des escaliers, là où la rue se resserrait jusqu'à ne devenir qu'un étroit et noir passage, il aperçut deux hommes en chemisette et pantalon de toile qui semblaient s'intéresser à Mahmoud et à la fillette. Yacef les observa attentivement. Cela ne faisait pas de doute, Mahmoud était suivi. Lorsque celui-ci entra au 4, rue Caton, les deux hommes s'immobilisèrent, puis attendirent.

Mahmoud entra dans la pièce où se trouvait Yacef.

« Voilà le message.

— Tu es suivi, dit Yacef.

— Suivi ! Moi ?

— Tiens, regarde ces deux types. Ils t'ont filé le train, mon vieux. Et ils te pistaient fort habilement. »

Mahmoud semblait encore plus vexé et furieux qu'inquiet.

« On va attendre qu'ils s'en aillent, expliqua Yacef, et cette fois, c'est toi qui vas les suivre pour savoir qui ils sont et d'où ils viennent. »

Mahmoud, qui était aveuglé par la rage, ne suivit qu'une partie des instructions de son chef. Il pista les deux hommes mais, chemin faisant, sa colère fut la plus forte. À la hauteur du marché Randon, il leur bondit dessus et commença à flanquer à l'un d'eux une solide raclée ! Il y eut bientôt un attroupement et Mahmoud dut filer pour échapper à la police.

Yacef entra dans une violente colère.

« Tu n'es qu'un imbécile ! On a perdu toute chance de savoir s'ils appartenaient à la police, aux

« bleus-de-chauffe », ou si ce sont des frères qui veulent nous retrouver ! »

Yacef décida qu'en raison du danger la petite sœur de Mahmoud ne participerait plus à ces missions de liaison.

« Tu te serviras de ton frère *(l'enfant avait douze ans)* et de Petit-Omar », ordonna Yacef.

Il avait réuni son état-major. Jusque-là, Yacef couchait indifféremment au n° 3, chez Mme Bouhired, ou au 4, chez Mahmoud, les deux logements comportant chacun une cache assez vaste.

« À partir d'aujourd'hui, on se. sépare, dit Yacef. Ali, Hassiba, Mahmoud et Petit-Omar, vous allez rester ici où la cache est la plus grande. Zohra et moi allons en face. »

Désormais Mahmoud lança les messages qui parvenaient au 4 sur la terrasse du 3, de l'autre côté de la ruelle, où Zohra les récupérait.

Au sein des deux groupes, la tension était devenue épouvantable. Yacef avait attrapé la grippe asiatique. Il se bourrait de cachets et de tisanes que lui préparait Fathia Bouhired. Il faisait des cauchemars. Il se confia à Zohra :

« C'est toujours le même rêve. Je vais être arrêté. J'en suis sûr. Et je rêve que c'est un mardi. Cela fait plusieurs jours que je fais ce même cauchemar. Comme celui de l'année dernière. »

Il avait rêvé quelques mois auparavant que Ghandriche lui avait tiré à bout portant sur la tempe. Dans cette même cache de la rue Caton !

« Tu vois bien que c'est idiot, dit Zohra Drif, Ghandriche ne t'a jamais tiré dessus. Nous sommes tous à bout de nerfs. La tension est trop grande. Et il faut bien dire que c'est la fin. »

Yacef ne répondit pas. Zohra avait raison. Depuis la disparition de Kamel et de Si Mourad, qui avaient esquissé de nouveaux schémas de cellule, l'organisation politico-militaire d'Alger était presque inexistante. Elle s'était écroulée sous les coups de boutoir implacables des léopards. Il était loin le temps où Yacef avait 1 400 hommes armés et où il se promenait dans la Casbah « comme un poisson dans l'eau » ! Huit mois. Il s'en était passé des choses en huit mois ! Aujourd'hui, le F.L.N. était dirigé de Tunis. Les militaires se querellaient avec les civils. Ben M'Hidi, son ami, était mort. Et lui ne valait guère mieux.

Hassiba et Zohra étaient nerveuses, irritables. Même Ali la Pointe qui pourtant avait des nerfs d'acier, craquait. Ce matin du 22 septembre, il était arrivé — toujours habillé en femme — au 3, rue Caton, il tournait en rond comme un fauve en cage.

« Qu'est-ce que tu as ? avait dit Yacef.

— C'est un présage. Un mauvais présage. »

Comme toutes les âmes simples, Ali croyait à une foule de traditions, de prédictions, de signes favorables ou défavorables. Il était très fidèle aux coutumes.

« Demain, Yacef, je me rase la boule et je donne à manger à quarante vieux. Je vais mourir. »

La tradition musulmane voulait que, lorsqu'un homme se sentait sur la fin de la vie, il se purifiât et donnât — s'il en avait les moyens — à manger à quarante nécessiteux. Yacef ne rit pas. Lui aussi, plus les heures passaient plus il était oppressé. Comme le jour où, réunis impasse Lavoisier avec Hamida, commissaire politique, et Houd, responsable des liaisons et du renseignement, il s'était brusquement levé, interrompant la conversation.

« Mais qu'est-ce qu'il t'arrive ? avait demandé Hamida.

— Il faut partir. Tout de suite.

— Enfin, Yacef, tu es fou, avait dit Houd, on est bien planqués ici. On ne risque rien.

— Taisez-vous. C'est moi qui commande. Filez tout de suite. Je sens qu'il va arriver quelque chose. »

Impressionnés par la détermination et la pâleur de leur jeune chef, les deux hommes avaient obéi

tout en se disant que Yacef, surmené, donnait des signes de déséquilibre. Moins de deux heures après leur départ, les léopards avaient investi la « cache sûre ».

Avant de partir, Ali la Pointe embrassa à plusieurs reprises Yacef et Zohra.

« Je rejoins Hassiba, dit-il, elle aussi a peur. Il n'y a que ton neveu, Yacef, et le frère de Mahmoud qui semblent tranquilles. Ces gosses sont formidables. Ils ne sont pourtant plus des innocents, je sais qu'ils ont peur. Mais ils tiennent mieux que nous. Tu en feras quelque chose, Yacef ! Petit-Omar, c'est un homme. »

Yacef pensa tristement à son beau-frère H'Didouche, qui l'avait tant aidé au début ! Lui aussi avait succombé pendant la « bataille ». Ses frères Mohamed et Saïd étaient arrêtés depuis le mois de mars. Etaient-ils vivants ou morts ?

« Oui, c'est un gosse formidable, répondit-il. Lui verra peut-être notre pays libre. »

Ali était parti après de nouvelles embrassades.

« Djamal est en route pour Tunis ? interroga Zohra.

— Oui. Il a les lettres pour le C.C.E. »

Djamal, *alias* Hadj Smaïn, qui avait été le principal intermédiaire entre Germaine Tillion et Yacef et que celui-ci avait envoyé pour sonder le C.C.E. à la suite de la proposition que lui avait faite l'ethnologue, devait repartir le matin du 24 septembre pour Tunis, Yacef lui avait confié une lettre pour le C.C.E. Il expliquait à Ben Khedda que la situation à Alger était désespérée, catastrophique, et qu'il fallait absolument que le C.C.E. envoyât de l'armement et des explosifs. Hadj Smaïn devait revoir Mangin qui lui faciliterait à nouveau le passage pour Tunis. À Paris, on ne désespérait pas de prendre langue discrètement. Pour Yacef, les lettres envoyées et une réponse rapide du C.C.E. représentaient la dernière chance.

C'est à la suite d'une double dénonciation que Djamal fut arrêté le lundi 23 septembre. À son domicile, cité Bich, les parachutistes du 1er R.E.P. découvrirent, cachés dans un matelas, un laissez-passer signé d'un membre du cabinet du président du Conseil, un compte rendu sur la zone autonome et un programme d'action politique et militaire destiné à Krim BelkaceM. La prise était bonne. Il fallait en savoir plus. On livra Hadj Smaïn à l'un des officiers de renseignements du 1er R.E.P.

Courageusement, Hadj Smaïn, qui avait été transféré dans un ancien bordel de la basse Casbah, résista à l'interrogatoire. Il révéla simplement qu'il était chargé de mission secrète. Il ne put faire autrement. Son laissez-passer et les signatures qu'il portait étaient trop compromettants.

Hadj Smaïn se trouvait dans une pièce lugubre sans meubles. Quatre légionnaires en armes veillaient à l'extérieur, six à l'intérieur. Assis sur une grosse chambre à air de camion, Hadj Smaïn essayait de se débattre dans le filet de questions-pièges que tissaient le colonel Jean- pierre, son officier de renseignement, et La Bourdonnaye. Oui, en effet, il devait prendre l'avion le lendemain ou le surlendemain pour Tunis. Il raconta ensuite les contacts entre le gouvernement et Yacef par l'entremise de Germaine Tillion. C'était la première fois lors de la « bataille d'Alger » que les léopards entendaient parler de Germaine Tillion et de Mangin. On se renseigna même pour savoir s'il appartenait bien au cabinet du président du Conseil. Les lettres saisies chez Hadj Smaïn et ses révélations ne permettaient aucune équivoque : le gouvernement essayait de traiter avec le F.L.N. Tout au moins prenait contact avec lui.

Ça, c'était la preuve que les léopards se faisaient « fourrer » une fois de plus par les politiciens « pourris ».

Bigeard n'avait pas tort, pensa le colonel Jeanpierre, qui, comme tout le monde, avait lu la note

d’orientation publiée par le patron du 3e R.P.C. Oui, le gouvernement, qui les chargeait de missions « dégueulasses » où certains s’étaient déjà perdus, leur « faisait un enfant dans le dos ».

On fit le grand numéro à Hadj Smaïn. Il eut droit à tous les organigrammes, les diagrammes, les noms. À 2 Heures du matin, Jeanpierre « risqua le paquet ».

« Tu as vu Yacef, rue Caton ? demanda-t-il.

— Oui. Trois heures avant d'être arrêté. Vendredi dernier. »

Cela recoupait les renseignements fournis par Ouhria la Brune et les « fileurs » de Mahmoud.

« Au n° 4 ?

— Non. Au 3. »

Ce fut la surprise. Jeanpierre ne marqua pas le coup. Une conférence réunissant Chabanne, Jeanpierre et La Bourdonnaye se tint rapidement.

« Tout concorde, dit Jeanpierre. Et la veuve Bouhired est dans le coup.

— Alors, elle nous a blousés ? dit Chabanne.

— Possible, dit Jeanpierre. Maintenant le problème est le suivant. D’après ce que vous dites, Chabanne, toutes les liaisons qui transportent les messages de Ghandriche nous conduisent au 4, rue Caton. Là, c’est sûr, il y a une cache.

— Mais ce type, Djamal, n’est pas n’importe qui, dit Chabanne. On ne le retrouve pas dans nos organigrammes. Mais c’est lui qui sert de courrier pour Tunis. Et les lettres qu’envoie Yacef au C.C.E. sont éloquentes. Il demande du secours, c'est la fin.

— Et Djamal, ajouta La Bourdonnaye, nous dit avoir vu Yacef au 3 et non au 4, rue Caton ! Qu’est-ce qu’on fait ? »

Le problème qui s’était posé à Chabanne lorsqu’il avait appris que les messages provenaient du 4, rue Caton se posait à nouveau : intervenir et risquer en cas d’échec de « griller » la rue Caton. Les oiseaux s’étaient envolés. Ou ne pas intervenir et risquer de louper Yacef qui était peut-être encore là. C’était au colonel Jeanpierre, dont le régiment contrôlait ce secteur de la Casbah, que revenait la décision. Il hésita un moment.

« On y va », dit-il.

Chabanne alerta Bigeard. La Bourdonnaye prévint Godard.

« On tient Yacef, mon colonel. »

Le quartier de la rue Caton fut encerclé vers 5 Heures du matin le 24 septembre. Objectif principal : 3, rue Caton.

Les « bleus-de-chauffe », Surcouf en tête, pénétrant par des immeubles voisins, bloquèrent toutes les terrasses. Ils connaissaient la facilité qu’elles offraient aux fuyards pour les avoir souvent employées. Le 1er R.E.P. établit des barrages tout autour du quartier.

Au 3, rue Caton, Fathia Bouhired, qui avait le sommeil léger et dormait la fenêtre ouverte, fut réveillée par des voix étouffées. Elle se leva et aperçut dans la ruelle les bérets verts qui installaient leurs « bouchons ». Elle se précipita dans la chambre où Yacef et Zohra Drif dormaient.

« Vite, les paras. La cache. »

Yacef et Zohra se précipitèrent dans la cache qui se trouvait dans la salle de bains et qui ouvrait de l’autre côté sur l’escalier de l'immeuble. Yacef avait une mitraillette, un pistolet et une grenade. Zohra, qui était en slip et soutien-gorge, ne pensa pas à mettre une robe mais attrapa les archives dont elle était responsable. Fathia Bouhired renversa les deux paillasses qui avaient servi de lit à ses amis et les entassa dans un coin de la pièce.

On frappait à coups redoublés à la porte d'entrée, qui sauta sous une poussée plus forte au moment où Fathia arrivait au rez-de-chaussée. Le colonel Jeanpierre, le capitaine Chabanne et La Bourdonnaye entrèrent les premiers.

« Qu'est-ce qui se passe, messieurs ? »

Fathia Bouhired, avec un sang-froid remarquable, présenta sa « carte blanche ». Jeanpierre la repoussa négligemment.

« Yacef est là, dit-il.

— Comment, Yacef ? »

L'assurance de Mme Bouhired le troubla un instant.

« Mais vous pouvez fouiller partout. Il n'y a rien ni personne. Yacef ? Pensez-vous, je ne le vois pas. Et si je l'avais vu, j'aurais été prévenir les paras. Vous le savez bien, je l'ai déjà fait. »

Jeanpierre et Chabanne se ressaisirent.

« Si, Yacef est là. On l'a donné. »

Yacef et Zohra blottis dans la cache entendaient le dialogue.

« Allez, Fathia Bouhired, dites-lui de se rendre.

— Mais je vous assure... »

Alors la femme fut écartée. Le colonel Jeanpierre s'avança :

« Yacef, rends-toi. Sors de là. On sait que tu es là. Que tu es malade... tu as la grippe. Tu vois que nous savons tout. »

Dans la cache, Zohra regarda son compagnon. C'était fini. Zohra avait elle-même écrit le dernier message à Ghandriche expliquant que Yacef avait la grippe et que la fièvre l'empêchait de tenir lui-même le stylo. Des rigoles de sueur parcouraient le visage de Yacef. La cache était très étroite, sans air. Zohra qui était pourtant en petite tenue ruisselait.

« Yacef... »

C'était une nouvelle voix que le chef d'Alger crut reconnaître. « Yacef, c'est moi... Safi. Je t'en supplie, excuse-moi. Ils m'ont torturé... »

Yacef restait silencieux. Il avait décroché la grenade de sa ceinture. Zohra avait planté ses ongles dans son bras. Tendus à l'extrême, respirant à petits coups, ils attendaient l'offensive.

« Yacef. C'est Djamal. Ils savent que tu es là. Je leur ai dit. Si tu dois mourir, y'a qu'à m'abattre... »

Les paras tirèrent Djamal en arrière.

« Allez, Yacef... » C'était la voix du colonel Jeanpierre.

« On sait que tu es là. Sors avant qu'il y ait de la casse. Tout est encerclé. Tu es cuit, Yacef. »

Yacef ne répondit toujours pas. De l'autre côté de la cloison, dans le couloir qui menait à la salle de bains, un légionnaire qui avait repéré à quelle hauteur se trouvait la cache attaqua le mur à la pioche.

Yacef dégoupilla sa grenade, libéra d'un coup de pied le panneau qui donnait sur l'escalier et jeta la grenade qui explosa à quelques mètres du colonel Jeanpierre. Celui-ci s'écroula, criblé d'éclats. On le tira en arrière. Dans l'ambulance, il fit signe qu'il n'était pas gravement touché.

Au 3, rue Caton, c'était le siège. Le légionnaire, entendant l'explosion de la grenade de l'autre côté de la cloison, interrompit son travail. Deux paras montèrent à l'assaut de l'escalier qui faisait un coude. Lorsqu'ils passèrent l'angle, Yacef vida le premier des cinq chargeurs qu'il avait avec lui. Les deux paras s'écroulèrent foudroyés, un troisième fut blessé. Le colonel Jeanpierre évacué, c'est le colonel Godard, patron d'Alger-Sahel, qui prit la direction des opérations. Yacef, il le voulait. Vivant. Pas pour s'en venger. Godard était au-dessus de cela. Mais pour pouvoir discuter avec lui.

Savoir si l’homme qui les avait tenus si longtemps en échec correspondait au portrait qu’il s’en était fait.

Mais ce n’était pas joué. Dès qu’un para passait la tête au-delà du coude que formait l'escalier, Yacef lâchait une rafale.

De la fumée provenait de la cache. C’était Zohra qui, sentant que tout était perdu, tentait de brûler les archives. Mais le manque d’air ne favorisait pas la combustion. La fumée devenait intense. Yacef fut pris d’une quinte de toux.

« Ça suffit, Yacef. Ici, Godard. Vous êtes le dernier. C’est fini. L'organisation est foutue. Rendez-vous. »

Pas de réponse. Yacef se refusait au dialogue. Les paras mentaient. Lui était cuit. Mais il restait Ali et quelques hommes. De quoi renouveler les attentats.

« C’est fichu, Yacef, poursuivait Godard. Vous êtes le dernier. Rendez-vous. Vous serez considéré comme prisonnier de guerre. »

Toujours pas de réponse. Les légionnaires se mirent en position d’attaque. Il fallait y aller.

« Puisque vous ne voulez pas vous rendre, Yacef. On va vous faire sauter. »

Et Yacef vit une charge importante de plastic atterrir à quelques mètres de lui. En contrebas de la cache. Une longue mèche grésillait lentement. Il y en avait pour une dizaine de minutes. Yacef et Zohra étaient hypnotisés par cette mèche qui brûlait hors de leur portée.

« Yacef, c’est joué (*c’était encore le colonel Godard),* vous avez dix minutes pour descendre ou tout saute. »

Zohra regarda Yacef, puis la mèche.

« Regarde, ça avance vite, dit-elle.

— Si on descend, on sera tués avant de pouvoir en bousiller encore quelques-uns.

— Oui, mais Ali et Hassiba... et Petit-Omar. »

C’était vrai. Ils étaient à peine à cinq mètres à vol d’oiseau. De l’autre côté de la ruelle. Eux aussi devaient être tassés dans la cache. Vu l’importance de la charge d’explosifs, si Yacef se laissait sauter les autres y passeraient ou seraient pour le moins découverts.

Yacef réfléchissait à toute vitesse. Mourir par balles, écrasés dans une explosion ou guillotinés, c’était bien la même chose. Ni Yacef ni Zohra ne se faisaient d’illusions. Le combat qui les avait opposés à Massu avait trop exaspéré la population européenne, les attentats avaient été trop meurtriers pour qu’on les épargnât. La guillotine, ce n’était peut-être pas beaucoup plus dur que l'explosion. Cela laissait un répit et surtout Ali, Hassiba et Petit-Omar et aussi Mahmoud avaient une chance de s’en tirer.

Yacef regarda Zohra Drif.

« On y va ?

— Oui. »

Yacef passa son pouce sur le cou. Ce serait la guillotine. Zohra fit un geste fataliste.

« C’est moi, Yacef. Je veux parler au général Massu. »

Godard, qui se trouvait à l’abri du mur, répondit immédiatement :

« On ne va pas déranger le général, Yacef. Mais je vous donne ma parole que vous serez traité en prisonnier de guerre.

— C’est sûr ?

— C’est sûr. »

Yacef lança sa mitraillette sur le sol. Il demanda que l’on passe une robe pour Zohra Drif qui était en sous-vêtements. Ce qui fut exécuté. Un para éteignit la mèche. Yacef sauta sur le sol. On lui passa

les menottes.

« Éteignez ces papiers qui brûlent », ordonna le colonel Godard.

Fathia Bouhired les regarda passer. Une voiture attendait un peu plus bas, près du marché. Zohra s'assit près du chauffeur, un para s'installa près d'elle, le pistolet à la main. Yacef, menottes aux poignets, s'assit derrière, près du colonel Godard. Leurs regards se croisèrent. Ils n'échangèrent pas un mot.

Dans la joie de la victoire, obnubilés par le 3, rue Caton, ni Godard ni La Bourdonnaye ne pensèrent au 4, rue Caton. Pourtant, c'était l'adresse qu'avait localisée Chabanne. Les paras du 1er R.E.P. et les « bleus-de-chauffe » levèrent le siège sans s'en occuper. Tapis dans l'ombre, Ali la Pointe entendit les pas décroître, les bruits de voix s'éloigner. Puis ce fut le silence dans la ruelle. Ali fit basculer la paroi mobile de la cache. Hassiba et Petit-Omar, qui se tenaient par la main, sortirent, suivis de Mahmoud. Ali prit une longue goulée d'air tiède. C'était encore l'été, pourtant il lui parut délicieusement frais. Yacef était pris. Eux l'avaient échappé belle. Ils étaient sauvés. Pour cette fois !

On fit une piqûre à Yacef qui, terrassé par la grippe et la fatigue, titubait. On l'enferma dans la villa d'El-Biar en compagnie de Zohra dont il n'avait pas été séparé.

Trois heures plus tard. Godard entra dans la cellule accompagné d'un général. Yacef le reconnut tout de suite. Salan le regarda attentivement. Yacef lui rendit son regard accompagné d'un sourire. Le commandant en chef ressortit sans un mot.

« Alors, Yacef, dit Godard, on vous a eu.

— Oui, mais je vous ai fait courir longtemps.

— C'est vrai. Mais maintenant vous êtes arrêté. C'est fini. Il ne reste plus qu'Ali et là, c'est une question d'heures.

— Vous vous trompez, mon colonel. Ali a gagné Tunis. »

L'information fut reproduite par la presse. Ni Yacef ni Zohra ne furent interrogés brutalement. Encore moins torturés. Yacef bavarda longuement avec le colonel Godard et le capitaine de La Bourdonnaye. C'était fini. Les léopards possédaient tous les organigrammes, tous les noms. Même les projets de réorganisation que Yacef n'avait pu appliquer. C'était la victoire complète des paras. Restaient Ali la Pointe et Ben Hamida.

Ben Hamida, isolé, tomba dans le premier piège venu. Il ne pouvait y échapper. Après l'arrestation de Yacef, il employa la boîte aux lettres de dernier secours, rue Kléber. Ghandriche reçut le message rue de Tanger. Le capitaine Chabanne le lut en même temps que lui. Ben Hamida appelait à l'aide. Il ne savait où aller.

« Eh bien, Safi le pur, nous allons fournir une planque parfaite à notre ami ! »

Ben Hamida reçut avec soulagement la réponse de Ghandriche. Celui-ci lui avait trouvé un refuge sûr. Une voiture viendrait le chercher dans les tournants Rovigo. Une 11 CV noire. Une fille brune se trouverait près du chauffeur.

À l'heure dite, Ben Hamida vit la 11 CV s'arrêter. Il aperçut la jeune fille aux cheveux bruns. Il ouvrit la portière et se jeta littéralement sur la banquette arrière. Ouhria la Brune se retourna :

« Alors, Ben Hamida. Ça va ? »

Sur la banquette arrière un homme le regardait. Un pistolet à la main.

Ali la Pointe avait jugé plus prudent de ne pas remettre les pieds rue Caton. Son refuge était désormais la cache de la rue des Abderames. Une vieille cache qui n'avait jamais été découverte. Après l'arrestation de Yacef, Hassiba, Mahmoud et Petit-Omar constituaient avec lui le dernier carré.

Hassiba entra dans la pièce.

« Ça y est, j'ai déposé un message pour Safi chez sa femme, la chanteuse Latifa.

— C'est bien, ça, dit Ali. Avec lui, on, va faire du bon travail. Ils vont payer l'arrestation de Yacef. Les dernières bombes récupérées... ils vont s'en souvenir ! »

C'est Hassiba qui avait écrit ce dernier message sous la dictée d'Ali la Pointe. Safi savait qu'Ali était illettré. « Cher frère Safi, le Grand Frère a été arrêté. Nous allons faire un feu de joie dans Alger. Ne désespère pas. Ali. »

Ghandriche avait aussitôt répondu et le 1er R.E.P. avait truffé d'informateurs les alentours de la demeure de Latifa.

Le 1er R.E.P. voulait à toute force la peau d'Ali la Pointe. En outre, il y avait une certaine rivalité entre les régiments de paras. Et le 1er R.E.P. trouvait que les « casquettes » de Bigeard et les bérets rouges avaient remporté assez de victoires spectaculaires. Ils voulaient les gagner de vitesse.

Le capitaine de La Bourdonnaye, qui avait interrogé longuement Yacef et surtout Zohra Drif, avait appris beaucoup de choses sur Hassiba Bent Bouali. Et s'il se moquait complètement de la vie d'Ali la Pointe, il entreprit de sauver celles de Hassiba et de Petit-Omar.

« Une gosse de dix-sept ans et un gamin de douze ans, cela n'apporte rien à un tableau de chasse », avait-il pensé.

Il prit donc contact avec la veuve Bouhired qui avait été remise en liberté pour s'occuper d'enfants en bas âge et l'avait amenée à comprendre sa position.

« Je ne vous demande pas de trahir. Je veux simplement sauver la peau de deux gosses. Ali, je m'en fous. Qu'il crève ! »

Puis La Bourdonnaye avait tenu son chef au courant. Godard n'était pas chaud.

« Si vous prenez contact avec cette gamine, il faudra y aller seul.

— Bien sûr. Je ne vais pas y aller avec une section.

— Et si Ali la Pointe fait un carton sur vous.

— C'est un risque à prendre, mais j'ai confiance en Fathia Bouhired. Elle vient de me faire dire que le contact avec Hassiba était possible. Peut-être chez elle.

— Bon. Mais faites attention.

— Merci, mon colonel. »

On frappa à la porte. Un para tendit un message au colonel Godard.

« C'est le 1er R.E.P., mon colonel. Ils ont logé Ali la Pointe. C'est rue des Abderames. »

8 octobre 1957 : 5, rue des Abderames, 19 h 55.

La femme de Mahmoud apporta du café à Ali et à Hassiba, puis rejoignit son mari sur le balcon intérieur.

« Où est Petit-Omar ?

— Il découpe des bandes dessinées.

— Pauvre gosse !

— Non. C'est un brave.

— Mais il n'a que douze ans », s'insurgea Mme Mahmoud.

Mahmoud allait répondre lorsqu'une ombre parut sur le toit à quelques mètres à sa droite. Un para !

Mahmoud se précipita dans la pièce :

« Les paras... »

Hassiba abandonna sa machine à écrire. Ali souleva Petit-Omar du lit où il jouait. Mahmoud était déjà dans la cache. Ali rabattit le panneau. De l'autre côté de la cloison, la femme de Mahmoud étala un mélange de stuc et de noir de fumée sur la charnière du panneau. Puis elle rangea rapidement la pièce, faisant disparaître les tasses à café.

Toute la rue était en émoi. Un vaste filet entourait le quartier Porte-Neuve. Les voies étaient bloquées. Toutes les terrasses étaient investies.'

À 20 Heures, un coup de sifflet retentit. Alors avançant dans les ruelles, sautant de terrasse en terrasse, des centaines d'hommes convergèrent vers le 5, rue des Abderames.

Méthodiquement, tous les immeubles furent évacués. À 20 h 15, le n° 5 était occupé. La cache était localisée. Une femme terrorisée la montra du doigt. Peu importait aux hommes du commandant Guiraud, chef par intérim du 1er R.E.P., ils savaient qu'Ali était là. L'agent de liaison envoyé par Latifa les avait conduits droit au refuge. Un capitaine passa le doigt le long des carreaux de faïence et le retira maculé. Quatre paras dirigèrent le canon de leur mitraillette vers l'entrée de la cache.

« Ali. On sait que tu es là, dit le capitaine. Sors. C'est fini. »

Il n'obtint aucune réponse. Au brouhaha provoqué par l'évacuation des immeubles avait succédé un silence total. Oppressant.

Sur les terrasses, sur les balcons, dominant le patio où s'ouvrait l'appartement, les silhouettes des paras se détachaient sur le ciel éclairé par les projecteurs fixés sur les maisons voisines. C'était un véritable siège.

Dans la pièce le capitaine continuait son monologue.

« Ali. Sors. C'est fini. On va faire sauter la cloison si tu ne te rends pas. »

Un lieutenant entra avec un paquet de plastic à la main. Une très longue mèche sortait, rejoignant l'extérieur de la maison.

« Tout est prêt, mon capitaine.

— Ali. Tu m'entends ? Fais au moins sortir les gosses. Eux peuvent s'en tirer. »

Il n'y eut pas de réponse.

« J'allume la mèche. Tu as trente secondes pour réfléchir. »

Le cordeau Bickford crépita. Les soldats sortirent de la pièce. Dans la cache, ni Ali, ni Hassiba, ni Mahmoud, ni Petit-Omar n'avaient bougé.

L'explosion abattit deux pans de mur. Puis tout le quartier crut à un bombardement. Les bombes récupérées par Ali explosèrent en chaîne. La maison située au fond de l'impasse Silène s'effondra sur ses habitants qui, eux, n'avaient pas été évacués. Des paras qui guettaient sur les terrasses se retrouvèrent, blessés, à l'étage inférieur.

Lorsque la fumée et la poussière des gravats furent dissipés, on mesura l'étendue du désastre. Il ne restait qu'un grand trou à la place du n° 5, rue des Abderames.

Une pluie fine tombait. Le ciel lourd charriait de gros nuages qui prenaient des reflets gris à la lumière des projecteurs. On commença à fouiller les décombres. Outre les quatre membres de l'équipe créée par Yacef, dix-sept personnes, dont quatre fillettes de quatre et cinq ans, avaient trouvé la mort.

Seules des corvées de déblayage furent laissées sur place. Le blocus était levé. Les léopards du 1er R.E.P. regagnèrent leurs camions. Chacun avait dans la bouche un goût de cendre qui n'était pas dû

uniquement à la poussière s’élevant des immeubles écroulés.

Le lendemain matin un vent violent avait chassé les nuages lourds qui annonçaient l’hiver. Le soleil brillait dans le ciel pur. Une brise légère faisait frissonner les palmiers du palais d’Été.

Le téléphone sonna dans les appartements du gouverneur. On informait le ministre résidant.

« C'est fini, monsieur le ministre, on a eu Ali la Pointe. »

On ne souffla mot de Hassiba, qui avait dix-sept ans et était si jolie, ni de Petit-Omar, dont les yeux noisette riaient tout le temps.

Il y avait aussi des gosses beaux, tendres, innocents sous les débris du Milk Bar ou de la Cafétéria.

Ce 8 octobre 1957 marquait la fin du terrorisme.

Les léopards avaient exécuté à la perfection les ordres des civils. Les derniers germes du F.L.N. gisaient sous les décombres de la rue des Abderames.

La « bataille d'Alger » était terminée.

Plus rien n’empêchait le ministre résidant Robert Lacoste d’entreprendre l’application du plus grand, du plus prestigieux, du plus généreux plan de réformes qu’ait jamais prévu la France pour l’Algérie.

Alger — Paris
1er février 1968-15 mars 1969.

Remerciements

L’auteur désire adresser ici ses remerciements à de très nombreux témoins.

Pendant les mois d’enquête qu’a nécessités la préparation de cet ouvrage, il les a obligés à un travail de mémoire souvent pénible car les événements évoqués les ont marqués à jamais.

Sans cacher leur émotion, ils ont tenu — qu’ils soient français ou algériens — à m’expliquer leur vérité de l’époque et les raisons de leur action.

Nombre d’entre eux m’ont fait confiance au point de me prêter des documents introuvables que leurs fonctions ou leur rôle les avaient amenés à posséder. Qu’ils soient tous remerciés de cette confiance.

Je voudrais particulièrement remercier :

Monsieur le ministre Jacques Chevallier
Monsieur le ministre Robert Lacoste
Monsieur le ministre Jacques Soustelle,

qui n’ont pas hésité à me consacrer — dans quelque lieu que la vie politique les ait menés à résider — de très longues heures au cours desquelles ils m'ont expliqué leur rôle et le but qu’ils poursuivaient.

Que Mmes et MM. :

le général Beaufre
le contrôleur général Benhamou Beraudier
le commandant Yves de La Bourdonnaye
le commandant Jean Pouget
Jacques Charby
Pierre Chaussade
le colonel Dabezies
Henri-Paul Eydoux
Claude Fredix
Michel Gorlin
Francis Jeanson
Jean Lartéguy
Georges Lehva
Vincent Monteil
Joseph Ortiz
Charles Poncet
Artur Rosenberg
le colonel Schœn
le général Spillmann
Mme et Paul Teitgen
Germaine Tillion
Daniel Timsit
le général Vanuxem
le préfet Jean Vaujour

soient particulièrement remerciés de l’aide qu’ils m’ont apportée.

Que MM. X... et Y..., anciens du très mystérieux 11e « choc », qui ont gardé les habitudes de discrétion prises à Une certaine période de leur vie, sachent que je ne les ai pas oubliés ainsi que tous les témoins que j'ai rencontrés et qui ont désiré rester anonymes.

Je tiens à exprimer ma reconnaissance au Service de presse du ministère de l’Intérieur, à M. W.-P. Romain et à M. Duprey.

Ainsi qu’à mes camarades de la Fédération nationale des anciens combattants d’Algérie (F.N.A.C.A.) Jacques de Jaeger, Maurice Sicart et Jean-Claude Citerne qui m’ont aidé à retrouver documents et témoignages.

Mais cet ouvrage n'aurait pu se faire sans l'aide, la compréhension, la gentillesse de nombreux témoins algériens.

Je tiens à remercier particulièrement

Monsieur le ministre Ben Yahia

Mmes et MM. :

Ferhat Abbas

Ait Ahmed

Si Azzedine

Safia et Rabea Bazi

Ben Tobbal

Ben Khedda

Zoubir Bouadjadj

Bouchafa

Briki Yahia

Chadli

Mme et Pierre Chaulet

Abdelkader Guerroudj

Mme et Saïd Hermouche

Krim Belkacem

Mohamed Lebjaoui

Ali Lounici

Ali Mahsas

Danièle Minne

Omar Ouamrane

Oussedik Boualem

Oussedik Mourad

Si Sadek (Dehilès Slimane)

Mourad Terbouche

Yacef Saadi

M’hamed Yazid

Zhor Zerrari

et bien d’autres encore qui m’ont demandé de rester anonymes ou que j’ai pu oublier.

Que mes amis Meriem et Abderrahmane Yacine sachent que leur amitié m’est toujours d'un précieux secours.

Enfin, je voudrais remercier ma femme, Estelle Courrière, qui depuis le début de cette longue enquête jusqu’au dernier mot du manuscrit a collaboré à ce livre, a recherché les témoins, a classé leurs témoignages et m’a apporté quotidiennement son soutien dans cette histoire qui racontait

l'histoire tragique de son pays natal.

Mais je ne pourrais terminer cette longue liste de remerciements sans citer Charles Orengo qui après s’être intéressé à cette histoire de la guerre d’Algérie m’a apporté son appui d’abord professionnel, aujourd'hui amical.

À tous, merci.

Y. C.

ANNEXE

PLATE-FORME DE LA SOUMMAM
telle au elle a été établie au congrès du 20 août
et publiée par El-Moudjahid
EXTRAITS DU PROCES-VERBAL DU CONGRES
DU 20 AOUT 1956

I. — La plate-forme politique dont on lira plus loin les principaux extraits a été adoptée à l'unanimité des congressistes.

II. — Organismes de direction :

a) Le Conseil national de la révolution algérienne (C.N.R.A.) et composé de 34 membres : 17 membres titulaires et 17 membres suppléants dont les noms suivent[1] :

Membres titulaires :
Aït Ahmed Hocine
Abane Ramdane
Abbas Ferhat
Boudiaf Mohamed
Ben Boulaïd Mostefa
Ben Youssef Ben Khedda
Ben Bella Ahmed
Ben M'Hidi Larbi
Bitat Rabah
Khider Mohamed
Krim Belkacem
Lamine Debaghine, Mohamed
Mokrane
Ouamrane Omar
Toufik El-Madani
Yazid M'hamed
Zighout Youssef

Membres suppléants :
Aïssa
Ben Tobbal Lakhdar, commandant adjoint de la wilaya 2
Boussouf Abdelhafid, commandant de la wilaya 5
Ben Yahia, Mohamed, ex-président de l'U.G.E.M.A.
Dehilès Slimane, commandant adjoint de la wilaya 4
Francis Ahmed
Mohammedi Saïd, commandant de la wilaya 3
Mezhoudi Brahim, commandant adjoint de la wilaya 2
Mouloud
Mellah Ali, commandant de la wilaya 6
Mourad
Massas Ahmed
Mehri Abdelhamid
Saïd
Saddek
Thaalbi Taïeb
Zoubir

b) Le Comité de coordination et d'exécution (C.C.E.) est composé de 5 membres dont les noms sont tenus secrets. Ils ont été choisis parmi les membres du C.N.R.A. qui se trouvent en Algérie. Leur quartier général est quelque part dans un maquis.

c) Les commissions.

Les membres des commissions sont désignés par le C.C.E. et sont responsables devant lui.

III. — Rapports F.L.N.-A.L.N. :

— Primauté du politique sur le militaire.
— Dans les P.C., le chef politico-militaire devra veiller à maintenir l'équilibre entre toutes les branches de la révolution.

IV. — Rapports intérieur-extérieur :

— Primauté de l'intérieur sur l'extérieur.

V. — A.L.N. :

L'Algérie est divisée en six départements (wilayas) ; chaque wilaya est divisée en zones ; chaque zone est divisée en régions ; chaque région est divisée en secteurs.

1. Les P.C. : la direction collective étant érigée en principe tous nos organismes délibérants devront le respecter scrupuleusement. Le P.C. est composé du chef (politico-militaire) représentant l'autorité centrale du F.L.N. Il est entouré d'adjoints et de collaborateurs qui sont des officiers ou des sous-officiers au nombre de trois, s'occupant des branches militaire-politique, renseignements et liaisons. Il y a les P.C. de wilaya, zone, région et secteur.

Mutations : la mutation est prononcée par l'organisme immédiatement supérieur à l'organisme auquel appartient l'élément. Le principe de la mutation à tous les échelons a été admis.

2. Militaire :

Unités : le groupe (faoudj) est composé de 11 hommes dont un sergent et deux caporaux. Le demi-groupe comprend 5 hommes dont un caporal.

La section (ferka) est composée de 35 hommes (trois groupes, plus le chef de section et son adjoint).

La compagnie (katiba) comprend 110 hommes (trois sections plus cinq cadres).

Le bataillon (faïlek) comprend 350 hommes (trois compagnies plus vingt cadres).

Les grades[2] : les grades usités en Kabylie ont été adoptés. À savoir : el-djoundi el-aouel (caporal) : un V rouge renversé qui se porte sur le bras droit ; el-aarif (sergent) : deux V rouges renversés ; el-aarif el-aouel (sergent-chef) : trois V rouges renversés ; el-moussaâd (adjudant) : un V souligné par un trait blanc ; moulazem (aspirant) une étoile blanche ; moulazem et-thani (sous-lieutenant) : une étoile rouge ; dhabet el-aouel (lieutenant) : une étoile rouge, une étoile blanche ; dhabet et-thani (capitaine) : deux étoiles rouges ; sagh el-aouel (commandant) : deux étoiles rouges, une blanche ; sagh et-thani (colonel) : trois étoiles rouges.

Chef de wilaya : ce sera un colonel ; ses adjoints seront des commandants.

Chef de zone : ce sera un capitaine. Ses trois adjoints seront des lieutenants.

Chef de région : ce sera un sous-lieutenant ; ses trois adjoints seront des aspirants.

Chef de secteur : ce sera un adjudant ; ses trois adjoints seront des sergents-chefs.

Insignes [3] : une étoile et un croissant rouges se portent sur le calot (à faire par chaque wilaya). Les galons seront faits par la wilaya 3.

Décorations : le C.C.E. est chargé de l'étude de cette question.

3. Politique :

Les commissaires politiques et leurs attributions : les tâches principales des commissaires politiques seront :

a) Organisation et éducation du peuple ;

b) La propagande et l'information ;

c) La guerre psychologique (rapports avec le peuple, la minorité européenne, les prisonniers de guerre). Les commissaires politiques donneront leur avis sur tous les programmes d'action militaire de l'A.L.N. ;

d) Finances et ravitaillement.

4. Administration, assemblées du peuple :

Les assemblées du peuple seront élues. Elles seront composées de 5 membres dont un président, et s'occuperont de : l'état civil, des affaires judiciaires et islamiques, des affaires financières et économiques et de la police.

EXTRAITS DE LA PLATE-FORME

Pour assurer le triomphe de la révolution algérienne
dans la lutte pour l'indépendance nationale

Les extraits de la présente plate-forme du Front de libération nationale ont pour objet de définir, d'une façon générale, la position du F.L.N. à une étape déterminante de la révolution algérienne.

Elle est divisée en trois parties :

1. La situation politique actuelle ;
2. Les perspectives générales ;
3. Les moyens d'action et de propagande.

I. — SITUATION POLITIQUE ACTUELLE

A. — *L'essor impétueux de la révolution algérienne*

L'Algérie, depuis deux ans, combat avec héroïsme pour l'indépendance nationale.

La révolution patriotique et anticolonialiste est en marche.

Elle force l'admiration de l'opinion publique mondiale.

a) La résistance armée.

En une période relativement courte, l'Armée de libération nationale, localisée dans l'Aurès et la Kabylie, a subi avec succès l'épreuve du feu.

Elle a triomphé de la campagne d'encerclement et d'anéantissement menée par une armée puissante, moderne, au service du régime colonialiste d'un des plus grands États du monde.

Malgré la pénurie provisoire d'armement, elle a développé les opérations de guérilla, de harcèlement, de sabotage, s'étendant

aujourd'hui à l'ensemble du territoire national.

Elle a consolidé sans cesse ses positions en améliorant sa tactique, sa technique, son efficacité.

Elle a su passer rapidement de la guérilla au niveau de la guerre partielle.

Elle a su combiner harmonieusement les méthodes éprouvées des guerres anticolonialistes avec les formes les plus classiques en les adaptant intelligemment aux particularités du pays.

Elle a déjà fourni la preuve suffisante, maintenant que son organisation militaire est unifiée, qu'elle possède la science de la stratégie d'une guerre englobant l'ensemble de l'Algérie.

— L'Armée de libération nationale se bat pour une cause juste.

Elle groupe des patriotes, des volontaires, des combattants décidés à lutter avec abnégation jusqu'à la délivrance de la patrie martyre.

Elle s'est renforcée par le sursaut patriotique d'officiers, de sous-officiers et de soldats de carrière ou du contingent, désertant en masse avec armes et bagages les rangs de l'armée française.

Pour la première fois dans les annales militaires, la France ne peut plus compter sur le « loyalisme » des troupes algériennes. Elle est obligée de les transférer en France et en Allemagne.

Les harkas de goumiers, recrutés parmi les chômeurs souvent trompés sur la nature du « travail » pour lequel ils étaient appelés disparaissent dans le maquis. Certaines sont désarmées et dissoutes par les autorités mécontentes.

Les réserves humaines de l'A.L.N. sont inépuisables. Elle est souvent obligée de refuser l'enrôlement des Algériens, jeunes et vieux, des villes et campagnes, impatients de mériter l'honneur d'être soldats de leur armée.

Elle bénéficie pleinement de l'amour du peuple algérien, de son soutien enthousiaste, de sa solidarité agissante, morale et matérielle, totale et indéfectible.

Les officiers supérieurs, les commandants de zone, les commissaires politiques, les cadres et soldats de l'Armée de libération nationale sont honorés comme des héros nationaux, glorifiés dans des chants populaires qui ont déjà pénétré aussi bien l'humble gourbi que la misérable khaïma, la ghorfa des casbahs comme le salon des villas.

Telles sont les raisons essentielles du « miracle algérien » : l'A.L.N. tenant en échec la force colossale de l'armée colonialiste française, renforcée par les divisions « atomiques » prélevées sur les forces de l'O.T.A.N.

Voilà pourquoi en dépit des incessants renforts, jugés aussitôt insuffisants, malgré le quadrillage ou autre technique aussi inopérante que les déluges de feu, les généraux français sont obligés de reconnaître que la solution militaire est impossible pour résoudre le problème algérien.

Nous devons signaler particulièrement la formation de nombreux maquis urbains qui, d'ores et déjà, constituent une seconde armée sans uniforme.

Les groupes armés dans les villes et villages se sont notamment signalés par des attentats contre les commissariats de police, les postes de gendarmerie, les sabotages de bâtiments publics, les incendies, la suppression de gradés de la police, de mouchards, de traîtres.

Cela affaiblit d'une façon considérable l'armature militaire et policière de l'ennemi colonialiste, augmente la dispersion de ses forces sur l'ensemble du sol national et accentue la dégradation du moral des troupes, maintenues dans un état d'énervement et de fatigue par la nécessité de rester sur un qui-vive angoissant.

C'est un fait indéniable que l'action de l'A.L.N. a bouleversé le climat politique en Algérie.

Elle a provoqué un choc psychologique qui a libéré le peuple de sa torpeur, de la peur, de son scepticisme.

Elle a permis au peuple algérien une nouvelle prise de conscience de sa dignité nationale.

Elle a également déterminé une union psychopolitique de tous les Algériens, cette unanimité nationale qui féconde la lutte armée et rend inéluctable la victoire de la liberté.

— Une organisation politique efficace.

Le Front de libération nationale, malgré son activité clandestine, est devenu aujourd'hui l'unique organisation véritablement nationale. Son influence est incontestable et incontestée sur tout le territoire algérien.

En effet, dans un délai extrêmement court, le F.L.N. a réussi le tour de force de supplanter tous les partis politiques existant depuis des dizaines d'années.

Cela n'est pas le fruit du hasard. C'est le résultat de la réunion des conditions indispensables suivantes :

1. Le bannissement du pouvoir personnel et l'instauration du principe de la direction collective composée d'hommes propres, honnêtes, imperméables à la corruption, courageux, insensibles au danger, à la prison ou à la peur de la mort ;

2. La doctrine est claire. Le but à atteindre, c'est l'indépendance nationale. Le moyen, c'est la révolution par la destruction du régime colonialiste ;

3. L'union du peuple est réalisée dans la lutte contre l'ennemi commun, sans sectarisme.

Le F.L.N. affirmait au début de la révolution que « la libération de l'Algérie serait l'œuvre de tous les Algériens et non pas celle d'une fraction du peuple algérien, quelle que soit son importance ». C'est pourquoi Te F.L.N. tiendra compte dans la lutte de toutes les forces anticolonialistes, même si elles échappent encore à son contrôle ;

4. La condamnation définitive du culte de la personnalité, la lutte ouverte contre les aventuriers, les mouchards, les valets de l'administration, indicateurs ou policiers. D'où la capacité du F.L.N. à déjouer les manœuvres politiques et les traquenards de l'appareil policier français.

Cela ne saurait signifier que toutes les difficultés soient complètement effacées.

Notre action politique a été handicapée au départ pour les raisons ci-après :

— L'insuffisance numérique des cadres et des moyens matériels et financiers ;

— La nécessité d'un long et dur travail de clarification politique, d'explication patiente et persévérante pour surmonter une grave crise de croissance ;

— L'impératif stratégique de subordonner tout au Front de la lutte armée.

Cette faiblesse, normale et inévitable au début, est déjà corrigée. Après la période où il se contentait de lancer uniquement des mots d'ordre de résistance à l'impérialisme, on a assisté ensuite à une réelle apparition du F.L.N. sur le plan de la lutte politique.

Ce redressement fut marqué par la grève d'anniversaire du 1er novembre 1956, considérée comme l'événement décisif, tant par son aspect spectaculaire et positif que par son caractère profond, preuve de la « prise en main » de toutes les couches de la population.

Jamais, de mémoire d'Algérien, aucune organisation politique n'avait obtenu une grève aussi grandiose dans les villes et villages du pays.

D'autre part, le succès de la non-coopération politique lancée par le F.L.N. est moins probant. La cascade de démissions des élus patriotes suivie de celles des élus administratifs a imposé au gouvernement français la non-prorogation du mandat des députés du Palais-Bourbon, la dissolution de l'Assemblée algérienne. Les conseils généraux et municipaux et les djemaas ont disparu, vide accentué et amplifié par la démission de nombreux fonctionnaires et auxiliaires de l'autorité coloniale, caïds, chefs de fraction, gardes champêtres. Faute de candidatures ou de remplaçants, l'administration française est disloquée ; son armature considérée comme insuffisante ne trouve aucun appui parmi le peuple ; dans presque toutes les régions elle coexiste avec l'autorité du F.L.N.

Cette lente mais profonde désagrégation de l'administration française a permis la naissance, puis le développement d'une dualité de pouvoir. Déjà fonctionne une administration révolutionnaire avec des djemaas clandestines et des organismes s'occupant du ravitaillement, de la perception des impôts, de la justice, du recrutement de *moudjahidin*, des services de sécurité et de renseignements. L'administration du F.L.N. prendra un nouveau virage avec l'institution des assemblées du peuple qui seront élues par les populations rurales avant le deuxième anniversaire de notre révolution.

Le sens politique du F.L.N. s'est vérifié d'une façon éclatante par l'adhésion massive des paysans pour lesquels la conquête de l'indépendance nationale signifie en même temps la réforme agraire qui leur assurera la possession des terres qu'ils fécondent de leur labeur.

Cela se traduit par l'éclosion d'un climat insurrectionnel qui s'est étendu avec rapidité et des formes variées à tout le pays.

La présence d'éléments citadins, politiquement mûrs et expérimentés, sous la direction lucide du F.L.N., a permis la politisation des régions retardataires. L'apport des étudiantes et étudiants a été d'une grande utilité, notamment dans les domaines politique, administratif et sanitaire.

Ce qui est certain, c'est que la révolution algérienne vient de dépasser avec honneur une première étape historique.

C'est une réalité vivante ayant triomphé du pari stupide du colonialisme français prétendant la détruire en quelques mois.

C'est une révolution organisée et non une révolte anarchique.

C'est une lutte nationale pour détruire le régime despotique de la colonisation et non une guerre religieuse. C'est une marche en avant dans le sens historique de l'humanité et non un retour vers le féodalisme.

C'est enfin la lutte pour la renaissance d'un État algérien sous la forme d'une République démocratique et sociale et non la restauration d'une monarchie ou d'une théocratie révolues.

— La faillite des anciennes formations politiques.

La révolution algérienne a accéléré la maturité politique du peuple algérien. Elle lui a montré, à la lumière de l'expérience décisive du combat libérateur, l'impuissance du réformisme et la stérilité du charlatanisme contre-révolutionnaire.

La faillite des vieux partis a éclaté au grand jour.

Les groupements divers ont été disloqués. Les militants de base ont rejoint le F.L.N, L'U.D.M.A. dissoute et les ulémas se sont alignés courageusement sur les positions du F.L.N. ; l'U.G.E.M.A. groupant tous les universitaires et lycéens, a proclamé par la voix de son congrès unanime le même sentiment.

Le comité central du M.T.L.D. a complètement disparu en tant que regroupement d'ex-dirigeants et en tant que tendance politique.

— Le messalisme en déroute.

Le M.N.A., en dépit de la démagogie et de la surenchère, n'a pas réussi à surmonter la crise mortelle du M.T.L.D. Il conservait une assise organique seulement en France du fait de la présence de Messali en exil, de l'ignorance totale des émigrés de la réalité algérienne.

C'est de là que partaient les mots d'ordre, les fonds et les hommes en vue de la création en Algérie de groupes armés ou de maquis dissidents, destinés non à la participation de la lutte contre l'ennemi exécré, le régime colonialiste, son armée et sa police, mais à créer des opérations de provocation et à saboter par le défaitisme, le désordre et l'assassinat, la révolution algérienne et ses dirigeants militaires et politiques.

L'activité sporadique et brève du M.N.A. s'était manifestée publiquement, dans de rares villes, tel Alger, comme une secte contre-révolutionnaire dans des opérations de diversion et de division (campagne antimozabite), de gangstérisme (racket de commerçants), de confusion et de mensonges (Messali, soi-disant créateur et chef de l'Armée de libération nationale).

Le messalisme a perdu sa valeur de courant politique. Il est devenu de plus en plus un état d'âme qui s'étiole chaque jour.

Il est particulièrement significatif que les derniers admirateurs et défenseurs de Messali soient précisément les journalistes et intellectuels proches de la présidence du gouvernement français. Ils prétendent dénoncer l'ingratitude du peuple algérien qui ne reconnaîtrait plus « les mérites exceptionnels de Messali, le créateur, il y a trente ans, du nationalisme algérien ».

La psychologie de Messali s'apparente à la conviction insensée du coq de la fable qui ne se contente pas de constater l'aurore, mais proclame qu'« il fait lever le soleil ».

Le nationalisme algérien dont Messali revendique effrontément l'initiative est un phénomène de caractère universel, résultat d'une évolution naturelle suivie par tous les peuples sortant de leur léthargie.

Le soleil se lève sans que le coq y soit pour quelque chose, comme la révolution algérienne triomphe sans que Messali y ait aucun mérite.

Cette apologie du messalisme dans la presse française était un indice sérieux de la préparation psychologique d'un climat artificiel favorable à une manœuvre de grande envergure contre la révolution algérienne.

C'est la division, arme classique du colonialisme.

Le gouvernement français a tenté en vain d'opposer au F.L.N. des groupements modérés, voire le groupe dés « 61 ». Ne pouvant plus compter sur les Sayah ou Farès, le béni-oui-ouisme étant discrédité d'une façon définitive et sans retour, le colonialisme français espérait utiliser le chef du M.N.A. dans son ultime manœuvre diabolique pour tenter de voler au peuple algérien sa victoire.

Dans cette perspective, Messali représente, en raison de son orgueil et de son manque de scrupules, l'instrument parfait pour la politique impérialiste.

Ce n'est donc pas par hasard que Jacques Soustelle pouvait affirmer en novembre 1955 au professeur Massignon : « Messali est ma dernière carte. »

Le ministre résidant Lacoste ne se gêne pas pour confier à la presse colonialiste algérienne sa satisfaction de voir le M.N.A. s'efforcer uniquement d'affaiblir le F.L.N.

L'hebdomadaire socialiste « Demain », dévoilant les divergences tactiques divisant les gouvernants français, pouvait écrire que certains ministres étaient disposés, pour empêcher le renforcement du F.L.N., à accorder à Messali sa liberté totale, « le seul problème

étant de protéger la vie du leader algérien ».

Quand on se rappelle que Messali s'est livré à une violente attaque contre les pays arabes, ce qui ne peut que réjouir les Soustelle, Lacoste et Borgeaud, son déplacement d'Angoulême à Belle-Isle justifie la thèse du journal « Demain ».

Lorsque la vie de Messali est si précieuse pour le colonialisme français, faut-il s'étonner de le voir glisser vers la trahison consciente ?

— Le communisme absent ?

Le P.C.A., malgré son passage dans l'illégalité et la publicité tapageuse dont la presse colonialiste l'a gratifié pour justifier la collusion imaginaire avec la résistance algérienne, n'a pas réussi à jouer un rôle qui mériterait d'être signalé.

La direction communiste, bureaucratique, sans aucun contact avec le peuple, n'a pas été capable d'analyser correctement la situation révolutionnaire. C'est pourquoi elle a condamné le « terrorisme » et ordonné dès les premiers mois de l'insurrection aux militants de l'Aurès, venus à Alger chercher des directives, de ne pas prendre les armes.

La sujétion au P.C.F. a pris le caractère d'un béni-oui-ouisme avec le silence qui a suivi le vote des pouvoirs spéciaux.

Non seulement les communistes algériens n'ont pas eu suffisamment de courage pour dénoncer cette attitude opportuniste du groupe parlementaire, mais ils n'ont pas soufflé mot sur l'abandon de l'action concrète contre la guerre d'Algérie : manifestations contre les renforts de troupes, grèves des transports, de la marine marchande, des ports et des docks contre le matériel de guerre.

Le P.C.A. a disparu en tant qu'organisation sérieuse à cause surtout de la prépondérance en son sein d'éléments européens dont l'ébranlement des convictions nationales algériennes artificielles a fait éclater les contradictions face à la résistance armée.

Cette absence d'homogénéité et la politique incohérente qui en résulte ont pour origine fondamentale la confusion et la croyance en l'impossibilité de la libération nationale de l'Algérie avant le triomphe de la révolution prolétarienne en France.

Cette idéologie qui tourne le dos à la réalité est une réminiscence des conceptions de la S.F.I.O., favorable à la politique d'assimilation passive et opportuniste.

Niant le caractère révolutionnaire de la paysannerie et des fellahs algériens en particulier, elle prétend défendre la classe ouvrière algérienne contre le danger problématique de tomber sous la domination directe de la « bourgeoisie arabe », comme si l'indépendance nationale de l'Algérie devait suivre forcément le chemin des révolutions manquées, voire de faire marche arrière vers un quelconque féodalisme.

La C.G.T., subissant l'influence communiste, se trouve dans une situation analogue et tourne à vide sans pouvoir énoncer ni appliquer le moindre mot d'ordre d'action.

La passivité générale du mouvement ouvrier organisé, aggravée dans une certaine mesure par l'attitude néfaste des syndicats F.O. et C.F.T.C., n'est pas la conséquence du manque de combativité des travailleurs des villes, mais de l'apathie des cadres syndicaux de l'U.G.S.A. attendant, les bras croisés, les directives de Paris.

Les dockers d'Alger en ont donné la preuve en participant à la grève politique anniversaire du 1er novembre 1956.

Nombreux furent les travailleurs qui ont compris que cette journée d'action patriotique aurait revêtu un caractère d'unanimité nationale, plus démonstrative, plus dynamique, plus féconde, si les organisations ouvrières avaient été entraînées intelligemment dans la lutte générale par une véritable centrale syndicale nationale. Cette appréciation juste se trouve entièrement confirmée dans le succès complet de la grève générale patriotique du 5 juillet 1956.

Voilà pourquoi les travailleurs algériens ont salué la naissance de l'U.G.T.A., dont le développement continu est irrésistible, comme l'expression de leur désir impatient de prendre une part plus active à la destruction du colonialisme, responsable du régime de misère, de chômage, d'émigration et d'indignité humaine.

Cette extension du sentiment national, en même temps que son passage à un niveau qualificatif plus élevé, n'a pas manqué de réduire, comme une peau de chagrin, la base de masse du P.C.A., déjà rétrécie par la perte des éléments européens hésitants et instables.

On assiste cependant à certaines initiatives émanant à titre individuel de certains communistes s'efforçant de s'infiltrer dans les rangs du F.L.N. et de l'A.L.N. Il est possible qu'il s'agisse là de sursauts individuels pour retourner à une saine conception de la libération nationale.

Il est certain que le P.C.A. essaiera dans l'avenir. d'exploiter ces « placements » dans le but de cacher son isolement total et son absence dans le combat historique de la révolution algérienne.

B. — *La stratégie impérialiste française*

La révolution algérienne, détruisant impitoyablement tous les pronostics colonialistes et faussement optimistes, continue de se développer, avec une vigueur exceptionnelle, dans une phase ascendante de longue portée.

Elle ébranle et ruine ce qui reste de l'empire colonial français en déclin.

Les gouvernements successifs de Paris sont en proie à une crise politique sans précédent. Obligés de lâcher les colonies d'Asie, ils croient pouvoir conserver celles d'Afrique. Ne pouvant faire face au « pourrissement » de l'Afrique du Nord, ils ont lâché du lest en Tunisie et au Maroc pour tenter de garder l'Algérie.

a) La leçon des expériences tunisienne et marocaine.

Cette politique sans perspectives réalistes s'est traduite notamment par la succession rapide de défaites morales dans tous les secteurs : mécontentement en France, grèves ouvrières, révoltes de commerçants, agitation chez les paysans, déficit budgétaire, inflation, sous-production, marasme économique, question algérienne à l'O.N.U., abandon de la Sarre à l'Allemagne.

La poussée révolutionnaire nord-africaine, malgré l'absence d'une stratégie politique commune en raison de la faiblesse organique de ce qui a été le Comité de libération du Maghreb, a acculé le colonialisme français à improviser une tactique défensive hâtive, bouleversant tous les plans de la répression esclavagiste traditionnelle.

Les conventions franco-tunisiennes qui devaient jouer le rôle de barrage néocolonialiste ont été dépassées sous la pression conjuguée du mécontentement populaire et des coups portés à l'impérialisme dans les trois pays frères.

Le rythme de l'évolution de la crise marocaine, l'entrée en lutte armée des montagnards venant renforcer la résistance citadine, et surtout la pression de la révolution algérienne ont été parmi les facteurs les plus déterminants du revirement de l'attitude officielle

française et de l'indépendance marocaine.

Le brusque changement de méthode du gouvernement colonialiste abandonnant l'immobilisme pour s'engager dans la recherche d'une solution rapide était dicté d'abord par des raisons de caractère stratégique.

Il s'agissait :

1) D'empêcher la constitution d'un véritable second front, en mettant fin à l'unification de la lutte armée au Rif et en Algérie ;
2) D'achever de briser l'unité de combat des trois pays d'Afrique du Nord ;
3) D'isoler la révolution algérienne dont le caractère populaire la rendait nettement plus dangereuse.

Tous les calculs ont été voués à l'échec. Les négociations menées séparément avaient pour but de tenter de duper ou de corrompre certains dirigeants des pays frères en les poussant à abandonner consciemment ou inconsciemment le terrain réel de la lutte révolutionnaire jusqu'au bout.

La situation politique nord-africaine est caractérisée par le fait que le problème algérien se trouve encastré dans les problèmes marocain et tunisien pour n'en faire qu'un seul.

En effet, sans l'indépendance de l'Algérie, celle du Maroc et de la Tunisie est un leurre.

Les Tunisiens et les Marocains n'ont pas oublié que la conquête de leurs pays respectifs par la France a suivi la conquête de l'Algérie.

Les peuples du Maghreb sont aujourd'hui convaincus par l'expérience que la lutte en ordre dispersé contre l'ennemi commun n'a pas d'autre issue que la défaite pour tous, chacun pouvant être écrasé séparément.

C'est une aberration de l'esprit que de croire que le Maroc et la Tunisie puissent jouir d'une indépendance réelle tant que l'Algérie restera sous le joug colonial.

Les gouvernants colonialistes, experts en hypocrisie diplomatique, reprenant d'une main ce qu'ils cèdent de l'autre, ne manqueront pas de songer à la reconquête de ces pays dès que la conjoncture internationale leur semblera favorable.

D'ailleurs, il est important de souligner que les leaders marocains et tunisiens formulent dans des déclarations récentes et renouvelées des points de vue rejoignant l'appréciation du F.L.N.

b) La politique algérienne du gouvernement.

Le gouvernement à direction socialiste dès le 6 février, après la manifestation ultra-colonialiste d'Alger, a abandonné les promesses électorales du Front républicain : ramener la paix en Algérie par la négociation, renvoyer dans leurs foyers les soldats du contingent, briser les « féodalités » administratives et financières, libérer les prisonniers politiques, fermer les camps de concentration.

Si, avant la démission de Mendès-France, celui-ci représentait au gouvernement la tendance à la négociation face à la tendance opposée, animée furieusement par Bourgès-Maunoury et Lacoste, aujourd'hui c'est la politique Lacoste qui fait l'unanimité. C'est la guerre à outrance qui a pour but chimérique de tenter d'isoler le maquis du peuple par l'extermination.

Devant cet objectif accepté par l'unanimité du gouvernement et la presque totalité du parlement français, il ne peut exister aucune divergence, sauf quand cette politique d'extermination dite « de pacification » aura échoué. Il est clair que les buts politiques déclarés à nouveau par Guy Mollet ne servent qu'à camoufler l'entreprise réelle qui veut être le nettoyage par le vide de toutes nos forces vives.

L'offensive militaire est doublée d'une offensive politique condamnée, d'avance, à un échec.

La « reconnaissance de la personnalité algérienne » reste une formule vague sans contenu réel, concret, précis. La solution politique exprimée d'une façon schématique n'avait au début d'autres supports que deux idées-force : celle de la consultation des Algériens par des élections libres et celle du cessez-le-feu. Les réformes fragmentaires et dérisoires étaient proclamées dans l'indifférence générale : provisoirement pas de représentation parlementaire au Palais-Bourbon, dissolution de l'Assemblée algérienne, épuration timide de la police, remplacement de « trois » hauts fonctionnaires, augmentation des salaires agricoles, accès des musulmans à la fonction publique et à certains postes de direction, réforme agraire, élection au collège unique. Aujourd'hui le gouvernement Guy Mollet annonce l'existence de six ou sept projets de statut pour l'Algérie, dont la ligne générale serait la création de deux assemblées, la première législative, la seconde économique, avec un gouvernement composé de ministres ou de commissaires et présidé d'office par un ministre du gouvernement français.

Cela démontre d'une part l'évolution, grâce à notre combat, de l'opinion publique en France, et d'autre part le rêve insensé des gouvernants français de croire que nous accepterions un compromis honteux de ce genre.

La tentative d'isoler les maquis de la solidarité du peuple algérien, préconisée par Naegelen sur le plan intérieur, devait être complétée par la tentative d'isoler la révolution algérienne de la solidarité des peuples anticolonialistes, engagée par Pineau sur le plan extérieur.

Le F.L.N. déjouera comme par le passé les plans futurs de l'adversaire.

Nous mentionnerons l'appréciation sur la situation internationale dans la troisième partie.

II. — LES PERSPECTIVES GÉNÉRALES

La preuve est faite que la révolution algérienne n'est pas une révolte de caractère anarchique, localisée, sans coordination, sans direction politique, vouée à l'échec.

La preuve est faite qu'il s'agit au contraire d'une véritable révolution organisée, nationale et populaire, centralisée, guidée par un état-major capable de la conduire jusqu'à la victoire finale.

La preuve est faite que le gouvernement français, convaincu de l'impossibilité d'une solution militaire, est obligé de rechercher une solution politique.

Voilà pourquoi le F.L.N., inversement, doit se pénétrer de ce principe : la négociation suit la lutte à outrance contre un ennemi impitoyable, elle ne la précède jamais.

Notre position à cet égard est fonction de trois considérations essentielles pour bénéficier du rapport des forces :

1) Avoir une doctrine politique claire ;
2) Développer la lutte armée d'une façon incessante jusqu'à l'insurrection générale ;
3) Engager une action politique d'une grande envergure.

A) *Pourquoi nous combattons*

La révolution algérienne a la mission historique de détruire de façon définitive et sans retour le régime colonial odieux, décadent, obstacle au progrès et à la paix.

I) Les buts de la guerre.

Les buts de guerre, c'est le point final de la guerre à partir duquel se réalisent les buts de paix. Les buts de guerre, c'est la situation à laquelle on accule l'ennemi pour lui faire accepter tous nos buts de paix. Ce peut être la victoire militaire ou bien la recherche d'un cessez-le-feu ou d'un armistice en vue de négociations. Il ressort que, vu notre situation, nos buts de guerre sont politico-militaires. Ce sont :

1) L'affaiblissement total de l'armée française, pour lui rendre impossible une victoire par les armes ;

2) La détérioration sur une grande échelle de l'économie colonialiste par le sabotage, pour rendre impossible l'administration normale du pays ;

3) La perturbation au maximum de la situation en France sur le plan économique et social pour rendre impossible la continuation de la guerre ;

4) L'isolement politique de la France en Algérie et dans le monde ;

5) Donner à l'insurrection un développement tel qu'il la rende conforme au droit international (personnalisation de l'armée, pouvoir politique reconnaissable, respect des lois de la guerre, administration normale des zones libérées par l'A.L.N.) ;

6) Soutenir constamment le peuple devant les efforts d'extermination des Français.

II) Cessez-le-feu.

CONDITIONS :

a) politiques :

1) Reconnaissance de la nation algérienne indivisible.

Cette clause est destinée à faire disparaître la fiction colonialiste de « l'Algérie française » ;

2) Reconnaissance de l'indépendance de l'Algérie et de sa souveraineté dans tous les domaines, jusques et y compris la défense nationale et la diplomatie ;

3) Libération de tous les Algériens et Algériennes emprisonnés, internés ou exilés en raison de leur activité patriotique avant et après l'insurrection nationale du 1er novembre 1954 ;

4) Reconnaissance du F.L.N. comme seule organisation représentant le peuple algérien et seule habilitée en vue de toute négociation. En contrepartie, le F.L.N. est garant et responsable du cessez-le-feu au nom du peuple algérien.

b) militaires :

Les conditions militaires seront précisées ultérieurement.

III) Négociations pour la paix.

1) Les conditions sur le cessez-le-feu étant remplies, l'interlocuteur valable et exclusif pour l'Algérie demeure le F.L.N. Toutes les questions ayant trait à la représentativité du peuple algérien sont du ressort exclusif du F.L.N. (gouvernement, élections, etc.). Aucune ingérence de ce fait de la part du gouvernement français n'est admise.

2) Les négociations se font sur la base de l'indépendance (diplomatie et défense nationale incluses).

3) Fixation des points de discussion :

— Limites du territoire algérien (limites actuelles y compris le Sahara algérien) ;

— Minorité française (sur la base de l'option entre citoyenneté algérienne ou étrangère — pas de régiment préférentiel

— pas de double citoyenneté algérienne et française) ;

— Biens français : de l'État français, des citoyens
français ;

— Transfert des compétences (administration) ;

— Formes d'assistance et de coopération françaises dans les domaines économique, monétaire, social, culturel, etc. ;

— Autres points.

Dans une deuxième phase, les négociations sont menées par un gouvernement chargé de préciser le contenu des têtes de chapitre. Ce gouvernement est. issu d'une assemblée constituante, elle-même issue d'élections générales.

— La Fédération nord-africaine.

L'Algérie libre et indépendante, brisant le colonialisme racial fondé sur l'arbitraire colonial, développera sur des bases nouvelles l'unité et la fraternité de la nation algérienne dont la naissance fera rayonner sa resplendissante originalité.

Mais les Algériens ne laisseront jamais leur culte de la patrie, sentiment noble et généreux, dégénérer en un nationalisme chauvin, étroit et aveugle.

C'est pourquoi ils sont en même temps les Nord-Africains sincères, attachés, avec passion et clairvoyance à la solidarité naturelle et nécessaire des trois pays du Maghreb.

L'Afrique du Nord est un tout par : la géographie, l'histoire, la langue, la civilisation, le devenir.

Cette solidarité doit donc se traduire naturellement dans la création d'une Fédération des trois États nord-africains.

Les trois peuples frères ont intérêt pour le commencement à organiser une défense commune, une orientation et une action diplomatique communes, la liberté des échanges, un plan commun et rationnel d'équipement et d'industrialisation, une politique monétaire, l'enseignement et l'échange concerté des cadres techniques, les échanges culturels, l'exploitation en commun de nos sous-sols et de nos régions sahariennes respectives.

IV. Les tâches nouvelles du F.L.N. pour préparer l'insurrection nationale.

L'éventualité de l'ouverture des négociations pour la paix ne doit en aucun cas donner naissance à une griserie du succès, entraînant inévitablement un dangereux relâchement de la vigilance et de la démobilisation des énergies qui pourrait ébranler la cohésion politique du peuple.

Au contraire, le stade actuel de la révolution algérienne exige la poursuite acharnée de la lutte armée, la consolidation des positions, le développement des forces militaires et politiques de la résistance.

L'ouverture des négociations et leur conduite à bonne fin sont conditionnées d'abord par le rapport des forces en présence.

C'est pourquoi, sans désemparer, il faut travailler avec ensemble et précision pour transformer l'Algérie en un camp retranché, inexpugnable. Telle est la tâche que doivent remplir avec honneur et sans délai le F.L.N. et son Armée de libération nationale.

Dans ce but, reste valable plus que jamais le mot d'ordre fondamental :

Tout pour le front de la lutte armée ;

Tout pour obtenir une victoire décisive.

L'indépendance de l'Algérie n'est plus la revendication publique, le rêve qui a longtemps bercé le peuple algérien courbé sous le joug de la domination française.

C'est aujourd'hui un but immédiat qui se rapproche à une allure vertigineuse pour devenir, très bientôt, une lumineuse réalité.

Le F.L.N, marche à pas de géant pour dominer la situation sur le plan militaire, politique et diplomatique.

Objectifs nouveaux : préparer dès maintenant, d'une façon systématique, l'insurrection générale, inséparable de la libération nationale.

a) Affaiblir l'armature militaire, policière, administrative et politique du colonialisme ;

b) Portei une grande attention, et d'une manière ininterrompue, aux côtés techniques de la question, notamment l'acheminement du maximum de moyens matériels ;

c) Consolider et élever la synchronisation de l'action politico-militaire.

Faire face aux inévitables manœuvres de division, de divergence ou d'isolement lancées par l'ennemi, par une contre-offensive intelligente et vigoureuse basée sur l'amélioration et le renforcement de la révolution populaire libératrice.

a) Cimenter l'union nationale anti-impérialiste ;

b) S'appuyer d'une façon plus particulière sur les couches sociales les plus nombreuses, les plus pauvres, les plus révolutionnaires, fellahs, ouvriers agricoles ;

c) Convaincre avec patience et persévérance les éléments retardataires, encourager les hésitants, les faibles, les modérés, éclairer les inconscients ;

d) Isoler les ultra-colonialistes en recherchant l'alliance des éléments libéraux, d'origine européenne ou juive, même si leur action est encore timide ou neutraliste.

Sur le plan extérieur, rechercher le maximum de soutien matériel, moral et psychologique :

a) Augmenter le soutien de l'opinion publique ;

b) Développer l'aide diplomatique en gagnant à la cause algérienne les gouvernements des pays neutralisés par la France ou insuffisamment informés sur le caractère national de la guerre d'Algérie.

III — MOYENS D'ACTION ET DE PROPAGANDE

Les perspectives politiques générales tracées précédemment mettent en relief la valeur et la vérité des moyens d'action que le F.L.N. doit engager pour assurer la victoire complète du noble combat pour l'indépendance de la patrie martyre.

Nous allons en préciser les grandes lignes sur les plans algérien, français et étranger.

1) *Comment organiser et diriger des millions d'hommes dans un gigantesque combat*

L'union psychopolitique du peuple algérien forgée et consolidée dans la lutte armée est aujourd'hui une réalité historique.

Cette union nationale, patriotique, anticolonialiste, constitue la base fondamentale de la principale force politique et militaire de la résistance.

Il convient de la maintenir intacte, inentamée, dynamique, en évitant parfois les fautes impardonnables de sectarisme ou d'opportunisme, pouvant favoriser les manœuvres diaboliques de l'ennemi.

Le meilleur moyen d'y parvenir, c'est de maintenir le F.L.N. comme guide unique de la révolution algérienne ; cette condition ne doit pas être interprétée comme un sentiment de vanité égoïste ou un esprit de suffisance aussi dangereux que méprisable.

C'est l'expression d'un principe révolutionnaire : réaliser l'unité de commandement dans un état-major qui a déjà donné les preuves de sa capacité, de sa clairvoyance, de sa fidélité à la cause du peuple algérien.

Il ne faut jamais oublier que, jusqu'au déclenchement de la révolution, la force de l'impérialisme français ne résidait pas seulement dans sa puissance militaire et policière, mais aussi dans la faiblesse du pays dominé, divisé, mal préparé à la lutte organisée, et surtout, pendant une longue période, dans l'insuffisance politique des dirigeants des diverses fractions du mouvement anticolonialiste.

L'existence d'un F.L.N. puissant, plongeant ses racines profondes dans toutes les couches du peuple est une des garanties indispensables.

a) Installer organiquement le F.L.N. dans tout le pays, dans chaque ville, village, mechta, quartier, entreprise, ferme, université, collège, etc.

b) Politiser le maquis.

c) Avoir une politique de cadres formés politiquement, éprouvés, veillant au respect de la structure de l'organisation, vigilants, capables d'initiatives.

d) Répondre avec rapidité et clarté à tous les mensonges, dénoncer les provocations, populariser les mots d'ordre du F.L.N. en éditant une littérature abondante, variée, touchant tous les secteurs même les plus restreints.

Multiplier les centres de propagande avec machines à écrire, papier, ronéo (reproduction des documents nationaux et édition de bulletins ou tracts locaux).

Editer brochure sur la révolution et bulletin intérieur pour directives et conseils aux cadres.

Bien se pénétrer de ce principe : la propagande n'est pas l'agitation qui se caractérise par la violence verbale, souvent stérile et sans lendemain. En ce moment où le peuple algérien est mûr pour l'action armée positive et féconde, le langage du F.L.N. doit traduire sa maturité en prenant la forme sérieuse, mesurée et nuancée sans manquer pour cela de la fermeté, de la franchise et de la flamme révolutionnaire.

Chaque tract, déclaration, interview ou proclamation du F.L.N. a aujourd'hui une résonance internationale. C'est pourquoi nous devons agir avec un réel esprit de responsabilité qui fasse honneur au prestige mondial de l'Algérie en marche vers la liberté et l'indépendance.

2) *Clarifier le climat politique*

Pour conserver juste l'orientation de la résistance tout entière dressée pour détruire l'ennemi séculaire, nous devons balayer tous les obstacles et tous les écrans placés sur notre chemin par les éléments conscients ou inconscients d'une action néfaste, condamnés par l'expérience.

3) *Transformer le torrent populaire en énergie créatrice*

Le F.L.N. doit être capable de canaliser des immenses

vagues qui soulèvent l'enthousiasme patriotique de la nation. La puissance irrésistible de la colère populaire ne doit pas se perdre comme la force extraordinaire du torrent qui s'évanouit dans les sables.

Pour la transformer en énergie créatrice, le F.L.N. a entrepris un colossal travail de brassage de millions d'hommes.

Il s'agit d'être présent partout.

Il faut organiser sous des formes multiples, souvent complexes, toutes les branches de l'activité humaine :

a) Le mouvement paysan.

La participation massive de la population des fellahs, khammès et ouvriers agricoles à la révolution, la proportion dominante qu'elle représente dans les *moudjahidin* ou *moussbilin* de l'Armée de libération nationale ont profondément marqué le caractère populaire de la résistance algérienne.

Pour en mesurer l'importance exceptionnelle, il suffit d'examiner le revirement spectaculaire de la politique agraire colonialiste.

Alors que cette politique était basée essentiellement sur le vol des terres (habous, arch, melk), les expropriations s'étant poursuivies jusqu'en 1945-1946, le gouvernement français préconise aujourd'hui la réforme agraire. Il ne recule pas devant la promesse de distribuer une partie des terres d'irrigation, en mettant en application la loi Martin restée lettre morte à la suite du veto personnel d'un haut fonctionnaire au service de la grosse colonisation. Lacoste lui-même ose envisager, dans ce cas, une mesure révolutionnaire : l'expropriation d'une partie des grands domaines.

Par souci d'équilibre, pour apaiser la furieuse opposition des gros colons, le gouvernement français a décidé la réforme du khammessat. C'est là une mesure trompeuse tendant à faire croire à l'existence d'une rivalité intestine entre fellahs et khammès, alors que le métayage a déjà évolué naturellement vers un processus plus équitable, sans l'intervention officielle, pour se transformer généralement en « chourka bénès » ou l'association par moitié.

Ce changement de tactique traduit le profond désarroi du colonialisme voulant tenter de tromper la paysannerie pour la détacher de la révolution.

Cette manœuvre grossière de dernière heure ne dupera pas les fellahs qui ont déjà mis en échec la vieille chimère des « affaires indigènes » séparant artificiellement les Algériens en Berbères et Arabes hostiles.

Car la population paysanne est profondément convaincue que sa soif de terre ne pourra être satisfaite que par la victoire de l'indépendance nationale.

La véritable réforme agraire, solution patriotique de la misère des campagnes est inséparable de la destruction totale du régime colonial.

Le F.L.N. doit s'engager à fond dans cette politique juste, légitime et sociale. Elle aura pour conséquence :

a) La haine irréductible à l'endroit du colonialisme français, de son administration, de son armée, de sa police et des traîtres collaborateurs ;

b) La constitution de réserves humaines inépuisables pour l'A.L.N. et la résistance ;

c) L'extension de l'insécurité dans les campagnes (sabotages, incendie de fermes, destruction des tabacoops et des vinicoops, symboles de la présence colonialiste) ;

d) La création des conditions pour la consolidation et l'organisation de nouvelles zones libérées.

b) Le mouvement ouvrier.

La classe ouvrière peut et doit apporter une contribution plus dynamique pouvant conditionner l'évolution rapide de la révolution, sa puissance et son succès final.

Le F.L.N. salue la création de l'U.G.T.A. comme l'expression d'une saine réaction des travailleurs contre l'influence paralysante des dirigeants de la C.G.T., de F.O. et de la C.F.T.C.

L'U.G.T.A. aide la population salariée à sortir du brouillard de la confusion et de l'attentisme.

Le gouvernement socialiste français et la direction néocolonialiste de F.O. sont inquiets de l'affiliation internationale de l'U.G.T.A. à la C.I.S.L., dont l'aide à l'U.G.T.A. et à la centrale marocaine a été positive dans divers domaines nationaux et extérieurs.

La naissance et le développement de l'U.G.T.A. ont eu en effet un profond retentissement. Son existence a provoqué immédiatement un violent remous au sein de la C.G.T., abandonnée en masse par les travailleurs. Les dirigeants communistes ont essayé vainement de retenir les cadres les plus conscients en essayant de retrouver sous les cendres l'esprit de l'ancienne C.G.T.U. dont le mot d'ordre de l'indépendance de l'Algérie fut enterré au lendemain de l'unité syndicale en 1935.

Mais pour devenir une centrale nationale, il ne suffit pas à la filiale de la C.G.T. parisienne de modifier le titre ni de changer la couleur de la carte, ni même de couper un cordon ombilical atrophié.

Pour s'adapter aux fonctions nouvelles du mouvement ouvrier ayant déjà atteint l'âge adulte, il ne suffisait pas à l'U.G.S.A. de changer de forme ou d'aspect extérieur. Quiconque observe les velléités communistes ne peut manquer de retrouver le rythme et la méthode colonialistes qui ont présidé à la transformation des délégations financières en la bâtarde Assemblée algérienne.

L'accession de certains militants à des postes de direction syndicale rappelle singulièrement la promotion symbolique de certains élus

administratifs.

Dans les deux cas, il aurait fallu changer le but, la nature et le contenu du Foyer civique et du palais Carnot.

L'incapacité de la direction du P.C.A. sur le plan politique ne pouvait que se reproduire sur le plan syndical et entraîner la même faillite.

L'U.G.T.A. est le reflet de la profonde transformation qui s'est produite dans le mouvement ouvrier, à la suite d'une longue évolution et surtout après le bouleversement révolutionnaire provoqué par la lutte pour l'indépendance nationale.

La nouvelle centrale algérienne diffère des autres organisations C.G.T., F.O. et C.F.T.C. dans tous les domaines. notamment par l'absence de tutelle, le choix de l'état-major, la structure rationnelle, l'orientation juste et la solidarité fraternelle en Algérie, en Afrique du Nord et dans le monde entier.

1) Le caractère national se traduit non seulement par une indépendance organique, détruisant les contradictions inhérentes à une tutelle étrangère, mais aussi par une liberté totale dans la défense des travailleurs dont les intérêts vitaux se confondent avec ceux de toute la nation algérienne.

2) La direction est formée non par des éléments issus d'une minorité ethnique n'ayant jamais subi l'oppression coloniale, toujours enclins au paternalisme, mais par des patriotes dont la conscience nationale aiguise la combativité contre la double pression de l'exploitation sociale et de la haine raciale.

3) La « colonne vertébrale » est constituée non par une aristocratie ouvrière (fonctionnaires et cheminots) mais par les couches les plus nombreuses et les plus exploitées (dockers, mineurs, ouvriers agricoles, véritables parias jusqu'ici abandonnés honteusement à la merci des seigneurs de la vigne).

4) Le souffle révolutionnaire purifie le climat syndical non seulement en chassant l'esprit néo-colonialiste et le chauvinisme national qu'il engendre, mais en créant les conditions pour l'épanouissement d'une fraternité ouvrière, imperméable au racisme.

5) L'action syndicale, maintenue longtemps dans le cadre étroit des revendications économiques et sociales, isolée de la perspective générale, est devenue non un frein dans la lutte anticolonialiste mais un accélérateur dans le combat pour la liberté et la justice sociale.

6) La population laborieuse algérienne, jugée jusqu'ici comme mineure ne méritant pas l'émancipation, est appelée, non à occuper un rang subalterne dans le mouvement social français, mais à coopérer brillamment avec le mouvement ouvrier nord-africain et international.

7) L'U.G.S.A. - C.G.T. se verra inévitablement contrainte à se dissoudre, à l'exemple des organisations similaires de Tunisie et du Maroc, pour céder entièrement la place à l'U.G.T.A., centrale nationale authentique et unique, groupant tous les travailleurs algériens sans distinction.

Le F.L.N. ne doit pas négliger le rôle politique qu'il peut jouer pour aider et compléter l'action syndicale indépendante de l'U.G.T.A. en vue de sa consolidation et de son renforcement.

Les militants F.L.N. doivent être parmi les plus dévoués, les plus actifs, toujours soucieux de respecter les règles démocratiques selon la tradition en honneur dans le mouvement ouvrier libre.

Pas de schématisme : tenir compte de chaque situation concrète et adapter les formes d'action aux conditions particulières, subjectives de chaque corporation.

— Développer l'esprit de combativité en organisant sans retard l'action revendicative sous une forme souple et variée selon les conditions concrètes du moment (arrêts de travail limités, grèves locales, corporatives, de solidarité).

— Entraîner dans l'action les travailleurs européens.

— Concrétiser la sympathie pour l'A.L.N. en transformant en action de soutien la résistance : souscriptions, fournitures aux combattants, actes de sabotage, grèves de solidarité, grèves politiques.

c) Le mouvement des jeunes.

La jeunesse algérienne a les qualités naturelles de dynamisme, de dévouement et d'héroïsme.

De plus, elle se caractérise par un fait rare. Très nombreuse, elle représente près de la moitié de la population totale, en raison d'un développement démographique exceptionnel.

En outre elle possède une qualité originale : la maturité précoce. En raison de la misère, de l'oppression coloniale, elle passe rapidement de l'enfance à l'âge adulte ; la période de l'adolescence est singulièrement réduite.

Elle suit avec passion, avec le mépris de la peur et la mort, l'organisation révolutionnaire qui peut la conduire à la conquête de son pur idéal de liberté.

La révolution algérienne, les exploits de l'A.L.N. et l'action clandestine du F.L.N. répondent à sa témérité que nourrit le plus noble sentiment patriotique.

C'est donc pour le F.L.N. un levier inflexible d'une puissance et d'une résistance formidables.

d) Intellectuels et professions libérales.

Le ralliement des intellectuels à la patrie algérienne, le fait que la « francisation » n'a pas réussi à étouffer leur conscience nationale, la rupture avec les positions individualistes ou réformistes, sont les preuves d'une saine orientation politique.

1) Former des comités d'action des intellectuels patriotes.

à) Propagande : indépendance de l'Algérie.

b) Contacts avec libéraux français.

c) Souscriptions.

Le F.L.N. devra assigner aux étudiants et étudiantes, d'une manière rationnelle, des tâches précises dans les domaines où ils peuvent rendre le mieux : politique, administratif, culturel, sanitaire, économique, etc.

2) Organiser des services de santé :

d) chirurgiens, médecins, pharmaciens en liaison avec les hospitaliers (internes et infirmiers) ;

b) soins, médicaments, pansements ;

c) infirmiers de campagne, traitement des malades et convalescents.

e) Commerçants et artisans.

À côté du syndicat commercial algérien, dominé par le monopoleur Schiaffino, maître des Chambres de commerce, et le mouvement Poujade raciste et colonialo-fasciste, se trouvait le vide constitué par l'absence d'une véritable centrale commerciale et artisanale, dirigée par des patriotes pour assurer la défense de l'économie algérienne.

L'U.G.C.A. prendra donc une place importante à côté de l'organisation ouvrière sœur de l'U.G.T.A.

Le F.L.N. doit l'aider à se développer rapidement en créant les conditions politiques les plus favorables :

I) Lutte contre les impôts ;

2) Boycottage des grossistes colonialistes, poujadistes, apportant un soutien actif à la guerre impérialiste.

f) Le mouvement des femmes.

D'immenses possibilités existent et sont de plus en plus nombreuses dans ce domaine.

Nous saluons avec émotion, avec admiration, l'exaltant courage révolutionnaire des jeunes filles et des jeunes femmes, des épouses et des mères ; de toutes nos sœurs *moudjahidat* qui participent activement, parfois les armes à la main, à la lutte sacrée pour la libération de la patrie.

Chacun sait que les Algériennes ont chaque fois participé activement aux insurrections nombreuses et renouvelées qui ont dressé, depuis 1830, l'Algérie contre l'occupation française.

Les explosions principales de 1864 des Ouled-Sidi-Cheikh du Sud oranais, de 1871 en Kabylie, de 1916 dans l'Aurès et la région de Mascara ont illustré à jamais l'ardent patriotisme, allant jusqu'au sacrifice suprême, de la femme algérienne.

Celle-ci est aujourd'hui convaincue que la révolution actuelle aboutira inexorablement à la conquête de l'indépendance.

L'exemple récent de la jeune fille kabyle qui repousse une demande en mariage, parce que n'émanant pas d'un maquisard illustre d'une façon magnifique le moral sublime qui anime les Algériennes.

Il est donc possible d'organiser dans ce domaine, avec des méthodes originales propres aux mœurs du pays, un redoutable et efficace moyen de combat :

a) soutien moral des combattants et des résistants ;

b) renseignements, liaisons, ravitaillement, refuges ;

c) aide aux familles et enfants de maquisards, de prisonniers ou d'internés.

4) *La recherche des alliances*

Pour libérer leur patrie enchaînée, les Algériens comptent d'abord sur eux-mêmes.

L'action politique comme la science militaire enseignent qu'il ne faut négliger aucun facteur, même apparemment peu important, pour assurer la victoire.

C'est pourquoi le F.L.N. a entrepris avec succès la mobilisation de toutes les énergies nationales. Mais il ne laissera pas l'ennemi colonialiste s'appuyer sur la totalité de la minorité ethnique en Algérie, dresser contre nous l'opinion en France et nous priver de la solidarité internationale.

a) Les libéraux algériens.

À la différence de la Tunisie et du Maroc, la minorité ethnique d'origine européenne a une importance numérique dont il faut tenir compte. Elle est renforcée par une immigration permanente jouissant d'une aide officielle et fournissant au régime colonial une fraction importante de ses soutiens les plus farouches, les plus obstinés, les plus racistes.

Mais en raison de ses privilèges inégaux, du rôle qu'elle joue dans la hiérarchie économique, administrative et politique du système colonialiste, la population d'origine européenne ne constitue pas un bloc indissoluble autour de la grosse colonisation dirigeante.

L'esprit de race supérieure est général. Mais il se manifeste sous des aspects nuancés, allant de la frénésie du type « sudiste » à l'hypocrisie paternaliste.

Le colonialisme français, maître tout-puissant de l'administration algérienne, de la police, du monopole de la presse, de la radio, s'est montré souvent capable d'exercer une pression psychologique pouvant cristalliser l'opinion publique autour d'une idée-force réactionnaire.

Le départ de Soustelle et la manifestation du 6 février ont été les preuves d'une grande habileté dans l'art de la provocation et du complot.

Le résultat fut la capitulation du chef du gouvernement français.

Pour atteindre son but, le colonialisme organisa la panique. Il accusa le gouvernement d'abandonner la minorité ethnique non musulmane à la « barbarie arabe », à la « guerre sainte », à une Saint-Barthélemy plus immonde.

Le slogan fabriqué par le maître chanteur Reygasse et diffusé par le bourreau Benquet-Crevaux, l'odieuse image « la valise ou le cercueil », semblent aujourd'hui anodins.

Les anciens partis nationalistes n'ont pas toujours accordé à cette question l'importance qu'elle mérite. Ne prêtant d'attention qu'à l'opinion musulmane, ils ont négligé souvent de relever comme il convient des déclarations maladroites de certains charlatans ignorés, apportant en fait de l'eau au moulin de l'ennemi principal.

Actuellement, la contre-offensive est encore faible. La presse libérale de France ne peut enrayer totalement le poison colonialiste. Les moyens d'expression du F.L.N. sont insuffisants.

Heureusement, la résistance algérienne n'a pas fait de faute majeure pouvant justifier les calomnies de la presse colonialiste du service psychologique de l'armée colonialiste, convaincu de mensonges flagrants par les témoignages de journalistes français et étrangers.

Voilà pourquoi le bloc colonialiste et raciste, sans fissure le 6 février, commence à se désagréger. La panique a cédé la place peu à peu à un sentiment plus réaliste. La solution militaire devant rétablir le *statu quo* est un mirage évident. La question dominante aujourd'hui, c'est le retour à une paix négociée : quelle est la place qui sera faite à ceux qui considèrent l'Algérie comme patrie toujours généreuse, même après la disparition du règne de Borgeaud ?

Des tendances diverses apparaissent :

1) Le neutralisme est le courant le plus important. Il exprime le souhait de laisser les ultracolonialistes défendre leurs privilèges menacés par les nationalistes « extrémistes » ;

2) Les partisans d'une solution « intermédiaire » ; la négociation pour « une communauté algérienne à égale distance entre le colonialisme français et le rétrograde impérialisme arabe » par la création d'une double nationalité ;

3) La tendance la plus audacieuse accepte l'indépendance de l'Algérie et la nationalité algérienne, à la condition de s'opposer à l'ingérence américaine, anglaise et égyptienne.

Cette analyse est sommaire. Elle n'a d'autre but que de souligner la différenciation qui s'opère dans le large éventail de l'opinion publique européenne.

Ce serait donc une erreur impardonnable que de mettre dans le « même sac » tous les Algériens d'origine européenne ou juive.

Comme il serait impardonnable de nourrir l'illusion de pouvoir les gagner entièrement à la cause de la libération nationale.

L'objectif à atteindre, c'est l'isolement de l'ennemi colonialiste qui opprime le peuple algérien.

Le F.L.N. doit donc s'efforcer d'accentuer l'évolution de ce phénomène psychologique en neutralisant une fraction importante de la population européenne.

La révolution algérienne n'a pas pour but de « jeter à la mer » les Algériens d'origine européenne, mais de détruire le joug colonial inhumain.

La révolution algérienne n'est pas une guerre civile ni une guerre de religion.

La révolution algérienne veut conquérir l'indépendance nationale pour installer une république démocratique et sociale garantissant une véritable égalité entre tous les citoyens d'une même patrie, sans discrimination.

b) La minorité juive.

Ce principe fondamental, admis par la morale universelle, favorise la naissance dans l'opinion israélite d'un espoir dans le maintien d'une cohabitation pacifique millénaire.

D'abord, la minorité juive a été particulièrement sensible à la campagne de démoralisation du colonialisme. Des représentants de leur communauté ont proclamé, au congrès mondial juif de Londres, leur attachement à la citoyenneté française, les mettant au-dessus de leurs compatriotes musulmans.

Mais le déchaînement de la haine antisémite qui a suivi les manifestations colonialo-fascistes a provoqué un trouble profond qui fait place à une saine réaction d'autodéfense.

Le premier réflexe fut de se préserver du danger d'être pris entre deux feux. Il se manifeste par la condamnation des juifs, membres du « 8 Novembre » et du mouvement poujadiste, dont l'activité trop voyante pouvait engendrer le mécontentement vindicatif contre toute la communauté.

La correction inflexible de la résistance algérienne, réservant tous ses coups au colonialisme, apparut aux plus inquiets comme une qualité chevaleresque d'une noble colère des faibles contre les tyrans.

Des intellectuels, des étudiants, des commerçants prirent l'initiative de susciter un mouvement d'opinion pour se désolidariser des gros colons et des antijuifs.

Ceux-là n'avaient pas la mémoire courte. Ils n'ont pas oublié l'infâme souvenir du régime de Vichy. Pendant quatre ans, 185 lois, décrets ou ordonnances les ont prives de leurs droits, chassés des administrations et des universités, spoliés de leurs immeubles et de leurs fonds de commerce, dépouillés de leurs bijoux.

Leurs coreligionnaires de France étaient frappés d'une amende collective de un milliard. Ils étaient traqués, arrêtés, internés au camp de Drancy et envoyés par wagons plombés en Pologne où beaucoup périrent dans les fours crématoires.

Au lendemain de la libération de la France, la communauté juive algérienne recouvra rapidement ses droits et ses biens grâce à l'appui des élus musulmans, malgré l'hostilité de l'administration pétainiste.

Aura-t-elle la naïveté de croire que la victoire des ultra-colonialistes, qui sont précisément les mêmes qui l'ont persécutée naguère, ne ramènera pas le même malheur ?

Les Algériens d'origine juive n'ont pas encore surmonté leur trouble de conscience ni choisi de quel côté se diriger.

Espérons qu'ils suivront en grand nombre le chemin de ceux qui ont répondu à l'appel de la patrie généreuse, donné leur amitié à la révolution en revendiquant déjà avec fierté, leur nationalité algérienne.

Cette option est basée sur l'expérience, le bon sens et la clairvoyance.

En dépit du silence du grand rabbin d'Alger, contrastant avec l'attitude réconfortante de l'archevêque se dressant courageusement et publiquement contre le courant et condamnant l'injustice coloniale, l'immense majorité des Algériens s'est gardée de considérer la communauté juive, comme passée définitivement dans le camp ennemi.

Le F.L.N. a étouffé dans l'œuf des provocations nombreuses du Gouvernement général. En dehors du châtiment individuel infligé aux policiers et contre-terroristes responsables de crimes contre la population innocente, l'Algérie a été préservée de tout pogrome. Le boycottage des commerçants juifs, devant suivre le boycottage des Mozabites, a été enrayé avant même d'exploser.

Voilà pourquoi, le conflit arabo-israélien n'a pas eu, en Algérie, de répercussions graves, ce qui aurait comblé le vœu des ennemis du peuple algérien.

Sans puiser dans l'histoire de nôtre pays les preuves de tolérance religieuse, de collaboration dans les plus hauts postes de l'État, de cohabitation sincère, la révolution algérienne a montré, par les actes, qu'elle mérite, la confiance de la minorité juive pour lui garantir sa part de bonheur dans l'Algérie indépendante.

En effet, la disparition du régime colonial qui s'est servi de la minorité juive comme tampon pour atténuer les chocs anti-impérialistes, ne signifie pas forcément sa paupérisation.

C'est une hypothèse absurde que de s'imaginer que « l'Algérie ne serait rien sans la France ».

La prospérité économique des peuples affranchis est évidente.

Le revenu national, plus important, assurera à tous les Algériens une vie plus confortable.

Tenant compte de ce qui précède, le F.L.N. recommande :

1) Encourager et aider à la formation de comités et mouvements de libéraux algériens, même ceux ayant au départ des objectifs limités.

a) Comité d'action contre la guerre d'Algérie ;

b) Comité pour la négociation et la paix ;

c) Comité pour la nationalité algérienne ;

d) Comité de soutien des victimes de la répression ;

e) Comité d'étude du problème algérien ;
f) Comité pour la défense des libertés démocratiques ;
g) Comité pour le désarmement des milices civiles ;
h) Comité d'aide aux ouvriers agricoles (parrainage des syndicats, soutien des grèves, défense des enfants et des femmes exploités).

2) Intensifier la propagande auprès des rappelés et des soldats du contingent.
a) Envoi de livres, revues, journaux, tracts anticolonialistes ;
b) Comité d'accueil des permissionnaires ;
c) Théâtre : pièces exaltant la lutte patriotique pour l'indépendance.

3) Multiplier les comités de femmes de mobilisés pour exiger le rappel de leurs maris.

c) L'action du F.L.N. en France.

1) Développer l'appui de l'opinion libérale.
L'analyse de l'éventail politique chez les libéraux en Algérie peut être valable pour saisir les nuances de l'opinion publique en France, sujette à des fluctuations rapides en raison de la sensibilité populaire.
Il est certain que le F.L.N. attache une certaine importance à l'aide que peut apporter à la juste cause de la résistance algérienne la partie éclairée du peuple français, insuffisamment informé des horreurs indicibles perpétrées en son nom.
Nous apprécions la contribution des représentants du mouvement libéral français tendant à faire triompher la solution politique pour éviter une effusion de sang inutile.
La Fédération F.L.N. en France, dont la direction est aujourd'hui renforcée à Paris, a une tâche politique de premier plan pour annuler l'effet négatif de la pression réactionnaire et colonialiste.
a) Contacts politiques avec les organisations, mouvements et comités contre la guerre coloniale ;
b) Presse, meetings, manifestations et grèves contre le départ des soldats, la manutention et le transport du matériel de guerre ;
c) Soutien financier par la solidarité aux résistants et aux combattants pour la liberté.
2) Organiser l'émigration algérienne.
La population algérienne émigrée en France est un capital précieux en raison de son importance numérique, de son caractère jeune et combatif, de son potentiel politique.
La tâche du F.L.N. est d'autant plus importante pour mobiliser la totalité de ces forces qu'elle nécessite, en même temps, la lutte à outrance contre les tentatives de survivance du messalisme.
a) Eclairer l'opinion publique française et étrangère en donnant informations, articles de journaux et revues. Grouper à cet effet les militants expérimentés, les intellectuels et les étudiants.
b) Dénoncer d'une façon infatigable et patiente la faillite du messalisme comme courant politique, sa compromission avec les milieux proches du gouvernement français, ce qui explique l'orientation dirigée non contre le colonialisme, mais contre le F.L.N. et l'A.L.N.

d) La solidarité nord-africaine.

L'intransigeance révolutionnaire du F.L.N., la poursuite farouche de la lutte armée par l'A.L.N., l'unanimité nationale du peuple algérien soudé par l'idéal d'indépendance nationale, ont mis en échec les plans colonialistes.
Les gouvernements tunisien et marocain ont, en particulier (sous la pression des peuples frères), pris nettement position sur le problème qui conditionne l'équilibre nord-africain.
Le F.L.N. doit encourager :
1) La coordination de l'action gouvernementale des deux pays du Maghreb, dans le but de faire pression sur le gouvernement français : action diplomatique.
2) L'unification de l'action politique par la création d'un comité de coordination des partis frères nationaux avec le F.L.N.
a) Création de comités populaires de soutien à la résistance algérienne ;
b) Intervention multiforme dans tous les secteurs.
3) La liaison permanente avec les Algériens résidant au Maroc et en Tunisie (action concrète auprès de l'opinion publique, de la presse et du gouvernement).
4) La solidarité des centrales ouvrières U.G.T.T., U.M.T.,
5) L'entraide des trois unions estudiantines.
6) La coordination de l'action des trois centrales économiques.

5) *L'Algérie devant le monde*

La diplomatie française a entrepris sur le plan international un travail interne pour obtenir partout où c'est possible, ne serait-ce que très provisoirement, une aide morale et matérielle ou une neutralité bienveillante et passive. Les seuls résultats plus ou moins positifs sont les déclarations gênées, arrachées aux représentants des États-Unis, de l'Angleterre et de l'O.T.A.N.
Mais la presse mondiale, notamment la presse américaine, condamne impitoyablement les crimes de guerre, plus particulièrement la légion et les paras, le génocide des vieillards, des femmes, des enfants, le massacre des intellectuels et des civils innocents, la torture des emprisonnés.
Elle exige du colonialisme français la reconnaissance solennelle du droit du peuple algérien à disposer librement de son sort.
La lutte gigantesque engagée par l'Armée de libération nationale, son invincibilité garantie par l'adhésion unanime de la nation algérienne à l'idéal de liberté, ont sorti le problème algérien du cadre français dans lequel l'impérialisme Ta tenu jusqu'alors prisonnier.

La conférence de Bandoeng et surtout la Xe session de l'O.N.U. ont eu particulièrement le mérite historique de détruire la fiction juridique de « l'Algérie française ».
L'invasion et l'occupation d'un pays par une armée étrangère ne sauraient en aucun cas modifier la nationalité de ses habitants. Les Algériens n'ont jamais accepté la « francisation », d'autant plus que cette « étiquette » ne les a jamais empêchés d'être dans leur patrie

moins libres et moins considérés que les étrangers.

La langue arabe, langue nationale de l'immense majorité, a été systématiquement étouffée. Son enseignement supérieur a disparu dès la conquête par la dispersion des maîtres et des élèves, la fermeture des universités, la destruction des bibliothèques, le vol des donations pieuses.

La religion islamique est bafouée, son personnel est domestiqué, choisi et payé par l'administration colonialiste.

L'impérialisme français a combattu le mouvement progressiste des ulémas pour donner son appui total au maraboutisme, domestiqué par la corruption de certains chefs de confrérie.

Combien apparaît dégradante la malhonnêteté des Bidault, Lacoste, Soustelle et du cardinal Feltin lorsqu'ils tentent de tromper l'opinion publique française et étrangère en définissant la résistance algérienne comme un mouvement religieux fanatique au service du panislamisme.

La ligne de démarcation de la révolution ne passe pas entre les communautés religieuses qui peuplent l'Algérie, mais entre, d'une part, les partisans de la liberté, de la justice, de la dignité humaine et, d'autre part, les colonialistes et leurs soutiens, quelles que soient leur religion ou leur condition sociale.

La meilleure des preuves n'est-elle pas le châtiment suprême infligé à des traîtres officiants du culte, dans l'enceinte même des mosquées ?

Par contre, grâce à la maturité politique du peuple algérien et la sage et lucide direction du Front de libération nationale, les provocations traditionnelles et renouvelées du colonialisme : pogromes, troubles antichrétiens, xénophobie, ont été déjouées et étouffées dans l'œuf.

La révolution algérienne, malgré les calomnies de la propagande colonialiste, est un combat patriotique, dont la base est incontestablement de caractère national, politique et social.

Elle n'est inféodée ni au Caire, ni à Londres, ni à Moscou, ni à Washington.

Elle s'inscrit dans le cours normal de l'évolution historique de l'humanité qui n'admet plus l'existence de nations captives.

Voilà pourquoi l'indépendance de l'Algérie martyre est devenue une affaire internationale et le problème clé de l'Afrique du Nord.

De nouveau, l'affaire algérienne sera posée devant l'O.N.U. par les pays afro-asiatiques.

Si, lors de la dernière session de l'Assemblée générale de l'O.N.U., on constata chez ces pays amis un souci tactique exagérément conciliateur, allant jusqu'à retirer de l'ordre du jour la discussion de l'affaire algérienne, il n'en est pas de même aujourd'hui car les promesses de la France n'ont nullement été tenues.

Ce manque de hardiesse était déterminé par l'attitude des pays arabes en général et de l'Égypte en particulier. Leur soutien à la lutte du peuple algérien demeurait limité ; il était assujetti aux fluctuations de leur diplomatie. La France exerçait une pression particulière sur le Moyen-Orient en monnayant son aide économique et militaire et son opposition au Pacte de Bagdad. Elle avait notamment essayé de peser de toutes ses forces pour paralyser les armes psychologiques et morales dont le F.L.N. dispose.

L'attitude des pays non arabes du bloc afro-asiatique était conditionnée, semble-t-il, par le souci, d'une part, de ne jamais dépasser celle des pays arabes, par le désir, d'autre part, de jouer un rôle déterminant dans les problèmes tels que ceux du désarmement et de la coexistence pacifique.

Ainsi, l'internationilisation du problème algérien dans sa phase actuelle a renforcé la prise de conscience universelle sur l'urgence du règlement d'un conflit armé pouvant affecter le bassin méditerranéen et l'Afrique, lé Moyen-Orient et le monde entier.

Nos contacts avec les dirigeants des pays frères n'ont jamais été autre chose que des contacts d'alliés et non d'instruments.

Nous devons veiller d'une façon systématique à conserver intacte l'indépendance de la révolution algérienne. Il convient de réduire à néant la calomnie lancée par le gouvernement français, sa diplomatie, sa grande presse pour nous présenter comme une rébellion artificiellement fomentée de l'étranger, n'ayant pas de racines dans la nation algérienne captive.

1) Provoquer chez les gouvernements du congrès de Bandoeng, en plus de l'intervention à l'O.N.U., des pressions diplomatiques, voire économiques directes sur la France.

2) Rechercher l'appui des États et des peuples d'Europe, y compris les pays nordiques et les démocraties populaires ainsi que les pays d'Amérique latine.

3) S'appuyer sur l'émigration arabe dans les pays de l'Amérique latine.

Dans ce but, le F.L.N. a renforcé la délégation algérienne en mission à l'extérieur. Il devra avoir :

a) Bureau permanent auprès de l'O.N.U. et aux U.S.A. ;

b) Délégation dans les pays d'Asie ;

c) Délégations itinérantes pour la visite des capitales et la participation aux rassemblements mondiaux culturels, estudiantins, syndicaux, etc. ;

d) Propagande écrite créée par nos propres moyens : bureaux de presse, édition de rapports, documents par la photo et le film.

Conclusion

Il y a dix ans, au lendemain de la fin de la seconde guerre mondiale, une formidable explosion a ébranlé l'impérialisme.

L'irrésistible mouvement de libération nationale, longtemps comprimé, secoua les peuples captifs. Une réaction en chaîne entraîna les pays colonisés, l'un après l'autre, dans la conquête d'un avenir flamboyant de liberté et de bonheur.

En cette courte période, dix-huit nations sont sorties des ténèbres de l'esclavage colonial et ont pris place au soleil de l'indépendance nationale.

Les peuples de Syrie et du Liban, du Vietnam et du Fezzan ont brisé les barreaux de leur cellule et réussi à quitter l'immense prison du colonialisme français.

Les trois peuples du Maghreb ont manifesté à leur tour leur volonté et leur capacité de prendre leur place dans le concert des nations libres.

La révolution algérienne du 1er novembre 1954 est sur la bonne voie.

La lutte sera encore difficile, âpre, cruelle.

Mais sous la ferme direction du Front de libération nationale, la victoire couronnera la longue lutte armée menée par le peuple algérien indompté.

La date humiliante du 5 juillet 1830 sera effacée avec la disparition de l'odieux régime colonial.

Le moment est proche où le peuple algérien recueillera les doux fruits de son douloureux sacrifice et de son courage sublime.

L'indépendance de la patrie, sur laquelle flottera souverainement le drapeau national algérien.

ANNEXE II

INVENTAIRE DE L' « ATHOS

Inventaire des armes récupérées sur l'"Athos" arraisonné au large des côtes d'Oranie le 16 octobre 1956

	Nombre de colis	**Nombre de pièces**	**Total**	**Marques distinctives**	**OBSERVATIONS**
Fusils Aimfield avec baïonnette	400	5	2 000	Colis toile.	Nous n'avons pas pu vous envoyer des munitions, n'ayant pu nous en procurer.
Fusils de différents types	38	5	190	Colis toile avec une croix marquée en rouge.	
Mitraillettes Beretta 9 mm	50	5	250	Colis toile.	Dans chaque paquet 10 chargeurs pour mitraillettes.
Fusils mitrailleurs BREN, cal. 303	50	1	50	Caisse kaki en bois.	Dans chaque caisse pièces de rechange et matériel de nettoyage.
Bipied pour BREN	50	1	50	Boite en métal noir.	
Chargeurs pour BREN	100	12	1200	Boîte en métal noir.	
Fusils HOWN 2	48	17x2+31	65	Colis toile.	
Fusils HOWN 3	24	1	24	Grande caisse.	Dans chaque chaque caisse tous les éléments du fusil.
Bipied pour HOWN 3	24	1	24	En vrac.	
Pistolets de divers types	29	1	29	Caisse bleue en bois.	Dans chacune caisse pièces de rechange et matériel de nettoyage.
Vickers/303	6	1	6	Caisse kaki en bois.	
Bipieds Vickers	6	1	6	Colis toile.	
Bandes Vickers	1	35	35	Colis toile marquée d'une croix rouge.	Dans chaque paquet, un A.T.F.
Fusils 7/92	4	5	20	Caisse bleue en bois.	
Ecouvillon en corde	2	750	1 500	Caisse bleue en bois.	
Burettes en matière plastique	2	750	1500		
Chargeurs Lewis	4	32	128	Caisse en bois.	
Pièce de rechange et matériel nettoyage	1	2	1		
Fusils LAVAIT n° 7/92	17		34	Colis toile.	
Toile en bande pour nettoyage	1	300 m	300 m	Colis toile.	
Huile	2	4 gallons	8 gallons	2 grands bidons.	
Mitraillettes FAO 7/92	12	2	24	Colis toile.	Dans chaque paquet 10 chargeurs.

Inventaire des munitions

Munitions pour :

303 normales	437	1 000	437 000	Bande jaune.

303 incendiaires	50	1 248	62 400	Caisse noire.	
7/92	100	1 000	100 000	Bande rouge.	
9 mm Beretta	63	2 000	126 000	2 bandes noires.	
45 Tommy	111	1 800	199 800	Caisse noire bande jaune.	
Grenade A.T.F.	42	12	504	Bande noire.	La grenade est chargée avec la cartouche. La bande doit être enlevée avant le lancement.
Bombe pour mortier 2 Ch. F.	334	12	4 008	Jaune - bande rouge	Le couvercle de la bombe doit être enlevé et aussi le cran de sûreté avec la bande.
Bombe pour mortier 3 Ch. F.	333	3	999	Verte - blanche noire.	Le couvercle doit être enlevé et le cran de sûreté avec la bande de protection avant l'emploi.
Munitions 8 mm françaises	45	1 600	72 000	Caisse blanche.	
Munitions diverses	55	1 000	55 000	Croix rouge.	Ces munitions sont de différents calibres, elles sont envoyées parce qu'elles peuvent être utiles.
Petits postes de radio					

ANNEXE III

LETTRE ENVOYÉE PAR LE COMITÉ
POUR LA TRÊVE CIVILE
A M. GUY MOLLET, PRÉSIDENT DU CONSEIL

Monsieur le président du Conseil,

Vous nous avez fait l'honneur de nous recevoir le 9 février, et au cours de cette entrevue nous vous avons entretenu de l'appel à la trêve civile en Algérie.

Vous nous avez témoigné une grande confiance en nous parlant à cœur ouvert. Cette confiance nous autorise à vous exposer notre inquiétude après vos déclarations du 28 février. Nous vous dirons notre pensée avec la certitude profonde que nous donne l'expérience de la fraternité franco-musulmane, que nous sommes plusieurs encore à vivre quotidiennement avec la conscience d'avoir longuement réfléchi aux perspectives d'un destin que nous voulons assurer pour nous et nos enfants.

Nous n'oublions rien de ce que votre déclaration contient de positif :

1) La promesse solennelle de la justice et de l'égalité dans le respect des droits réciproques des deux communautés ethniques dont la coexistence fait l'originalité de l'Algérie ;

2) L'assurance d'une élaboration démocratique du statut définitif de l'Algérie et celle, qui en est la condition préalable, d'élections libres et loyales ;

3) Les apaisements justifiés et nécessaires à la communauté algérienne d'origine européenne ;

4) La reconnaissance de la personnalité algérienne.

Si cette personnalité algérienne signifie quelque chose, elle tend naturellement vers le fait national algérien. Il n'y a aucun doute que cette personnalité existe, même chez ceux qui la nient ; c'est elle qui fait l'Européen d'Algérie se sentir algérien avant d'être français, espagnol ou italien. Et le musulman d'Algérie, si proche qu'il soit par la race ou la religion du Marocain ou du Tunisien, prend conscience de sa qualité d'Algérien. Pays où vivent deux communautés qui se sentent ici chez elles plus qu'en France ou en Orient, l'Algérie souffre des divisions imposées par un régime économique et politique et aspire à les surmonter dans une réconciliation que l'action gouvernementale pourrait rendre possible. Mais cette personnalité ne trouvera sa valeur que dans une définition juridique. L'Algérie, groupe de départements d'outre-mer, peut d'ailleurs, aux termes de l'article 75 de la Constitution française, évoluer d'une catégorie territoriale à une autre dans le cadre de l'Union française[1].

Nous ne sous-estimons donc pas votre déclaration. Elle constitue un grand pas en avant. Mais votre appel, monsieur le président du Conseil, exige une confiance totale des musulmans. C'est en cela qu'il nous paraît pouvoir mener à l'échec, c'est-à-dire à la guerre. Cette confiance, les musulmans ne vous l'accorderont pas, parce que si solennels que soient vos engagements, ils ne sont pas sûrs qu'ils lient le gouvernement tout entier, ni, à travers lui, la France.

Le statut de l'Algérie était plus qu'une promesse, plus qu'un engagement solennel. Cette loi organique même n'a pas été appliquée, sinon dans des rites dérisoires et trompeurs. Ils ne peuvent oublier que c'est pendant la présence d'un socialiste à la tête de l'Algérie, et sous sa caution, que les élections importantes ont été honteusement truquées, comme, jusqu'alors, seuls des partis totalitaires avaient osé le faire. Et ce ne furent pas des cas d'espèce, mais une règle, avec ses rares exceptions, qui fut appliquée méthodiquement, pendant des années, en toute occasion. C'est là une des raisons pour lesquelles les musulmans ne croient plus qu'aux actes.

Puisque nous avons décidé d'être francs, nous devons lever une équivoque.

Vous dénoncez, à juste titre, monsieur le président du Conseil, ces « crimes contre les femmes, les enfants, les vieillards », « que réprouvent toutes les religions comme toutes les lois civiles ». Qui ne souscrirait à leur dénonciation et ne demanderait avec vous qu'ils cessent enfin ? Nous moins que d'autres, vous le savez. Mais est-il possible que vous ignoriez que l'opinion publique musulmane est nourrie de récits de crimes, d'incendie de douars et d'exécution d'otages ?

Il faut que vous le sachiez, monsieur le président du Conseil, pour comprendre quels sens inattendus peuvent prendre vos paroles auprès des masses musulmanes.

Il nous faut pourtant échapper à l'horrible fatalité où dans l'extermination réciproque chaque assassin a la bonne conscience du vengeur. Nous ne pensons pas qu'il y ait d'autre moyen que la négociation, qui, à nos yeux, n'est pas du tout la capitulation. Mais votre appel du 28 févier n'est pas une véritable ouverture à la négociation. Si vous recherchez sincèrement la paix — et nous en sommes sûrs — il faut que vous vous adressiez d'une façon claire et explicite à ceux qui se battent afin qu'on ne puisse jamais mettre en doute vos intentions. Si vous voulez prouver que l'adversaire refuse cette paix, il faut que vos engagements soient garantis, vos promesses accompagnées d'actes afin qu'il ne puisse se dérober et rejeter sur vous une responsabilité à laquelle vous devez le contraindre.

Dans une telle négociation, loyalement désirée et loyalement conduite, avec tous les représentants, sans exclusive, des musulmans et des Européens d'Algérie, vous nous trouverez nombreux à vos côtés. Si une telle négociation échouait, si la preuve était alors donnée que l'adversaire ne cherche pas à rendre la dignité à son peuple, à alléger le fardeau de sa misère, à lui apporter la justice et l'égalité dont il est frustré, s'il était prouvé qu'il poursuit on ne sait quel rêve absurde de rupture totale avec la France dans l'établissement d'un fanatisme qu'aucun de nous n'admettrait, alors seulement il ne resterait plus que la guerre. Et la France, jetant tout le poids de ses armes obtiendrait la victoire. Mais quelle victoire ?

De votre propre aveu, le « refus de mettre un terme aux combats » rendra « la situation irréversible » et « tuera la fraternité franco-musulmane ». Une haine ineffaçable submergera ce pays où nous ne pourrions vivre, nous qui pourtant ne saurions vivre ailleurs.

Ne pensez-vous pas aussi que de nouveaux Bandoeng ne manqueront pas de tendre la volonté exaspérée des peuples innombrables qui viennent de se libérer, et nous contraindront, avec l'aide désormais ouverte de nos alliés, à de plus grands abandons capables de provoquer l'écroulement de toute l'Union française ?

Veuillez agréer, monsieur le président du Conseil, l'assurance de notre haute considération.

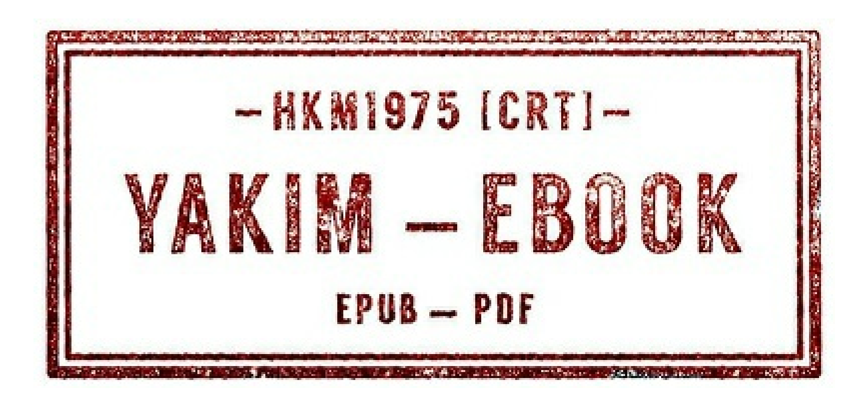
Le comité algérien
pour une trêve civile.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

H. ALLEG : *Question* (Ed. de Minuit).
R. ARON : *les Origines de la guerre d'Algérie* (Fayard).
R. ARON : *Nouveaux Grands Dossiers de l'histoire contemporaine* (Libr. académique Perrin).
Aït AHMED : *la Guerre et l'Après-guerre* (Ed. de Minuit).
COMITÉ AUDIN : *Sans commentaire* (Ed. de Minuit).
G. ARNAUD, J. VERGES : *Pour Djamila Bouhired* (Ed. de Minuit).
R. BARBEROT : *Malaventure en Algérie* (Plon).
Général BEAUFRE : *l'Expédition de Suez* (Grasset).
S. DE BEAUVOIR, G. HALIMI : *Djamila Boupacha* (N.R.F.).
M. BIGEARD : *Contre-guérilla* (Baconnier, Alger).
R. BUCHARD : *Organisation armée secrète* (A. Michel).
G. BUIS : *la Grotte* (Julliard).
H. BOURGES : *L'Algérie à l'épreuve du pouvoir* (Grasset).
E. BEHR : *Dramatique Algérie* (Stock).
R. BONNAUD : *Itinéraire* (Ed. de Minuit).
M. ET S. BROMBERGER : *les 13e complots du 13 Mai* (Fayard).
M. ET S. BROMBERGER, G. ELGEY, J.-F. CHAUVEL : *Barricades et colonels* (Fayard).
S. BROMBERGER : *les Rebelles algériens* (Plon).
R. BURON : *Carnets politiques de la guerre d'Algérie* (Plon).
A. CAMUS : *Actuelles III* (Gallimard).
J. CHARBY : *L'Algérie en prison* (Ed. de Minuit).
J. CHEVALLIER : *Nous, Algériens* (Calmann-Lévy).
Y. COURRIÈRE : *les Fils de la Toussaint* (Fayard).
M. DEBRÉ : *Ces princes qui nous gouvernent* (Plon).
M. DEON : *l'Armée d'Algérie et la pacification* (Plon).
R. DAVEZIES : *le Front* (Ed. de Minuit).
J. DOUXEY : *S.O.S. Algérie* (Aux carrefours du Monde).
J.-C. DUCHEMIN : *Histoire du P.L.N.* (La Table Ronde).
J. FAUVET, J. PLANCHAIS : *la Fronde des généraux* (Arthaud).
G. ELGEY : *la République des illusions* (Fayard).
G. ELGEY : *la République des contradictions* (Fayard).
F. FANON : *Sociologie d'une révolution* (Maspero).
F. FANON : *les Damnés de la terre* (Maspero).
F. FANON : *l'An V de la révolution algérienne* (Maspero).
N. FAVRELIÈRE : *le Désert à l'aube* (Ed. de Minuit).
J. FERNIOT : *De Gaulle et le 13 Mai* (Plon).
M. FERAOUN : *Journal* (Seuil).
CH.-H. FAVROD : *le F.L.N. et l'Algérie* (Plon).
R. HOLEINDRE : *Honneur ou décadence* (Ed. du Fuseau).
G. JASSERON : *les Harkis en France* (Ed. du Fuseau).
R. JASSERON : *Wilaya Métro* (Les Presses du Mail).
P. KESSEL, G. PIRELLT : *le Peuple algérien et la guerre* (Maspero).
C. ET F. JEANSON : *l'Algérie hors la loi* (Le Seuil).
F. JEANSON : Notre *guerre* (Ed. de Minuit).
J. LACOUTURE : *Cinq Hommes et la France* (Seuil).
P. LAFFONT : *l'Expiation* (Plon).
A.-P. LENTIN : *le Dernier Quart d'heure* (Julliard).
J. LE PRÉVOST : *la Bataille d'Alger* (Baconnier, Alger).
P. LEULIETTE : *Saint Michel et le dragon* (Ed. de Minuit).
A. MANDOUZE : *la Révolution algérienne par les textes* (Maspero).
F. MAURIAC : *Bloc-notes 1952-1957* (Flammarion).
MORLAND, BARANGE, MARTINEZ : *Histoire de l'organisation de l'armée secrète* (Julliard).
R. MERLE : *Ahmed Ben Bella* (N.R.F.).
V. MONTEIL : *Soldat de fortune* (Grasset).
P. NORA : *les Français d'Algérie* (Julliard).
J. ORTIZ : *Mes combats* (Pensée Moderne).
A. OUZEGANE : *le Meilleur Combat* (Julliard).
H. PAJAUD : *la Révolution d'Alger* (Les 4 Fils Aymon).
C. PAILLAT : *Dossiers secrets de l'Algérie* (Pr. de la Cité).
M. PEIU : *le Procès Jeanson* (Maspero).
G. PERRAULT : *les Parachutistes* (Seuil).
A. RAHMANI : *l'Affaire des officiers algériens* (Seuil).

P. ROUANET : *P. Mendès-France au pouvoir* (R. Laffont).
J. ROY : *la guerre d'Algérie* (Julliard).
J. ROY : *Autour du drame* (Julliard).
P. ROSTAGNY : *la Grande Honte* (V. Gonzalès, Madrid).
J.-J. SERVAN-SCHREIBER : *Lieutenant en Algérie* (Julliard).
J. SERVIER : *Adieu, djebel* (France-Empire).
J. SERVEER : *les Portes de l'année* (Laffont).
J. SOUSTELLE : *Aimée et Souffrante Algérie* (Plon).
R. STÉPHANE, R. DARBOIS : *Mémoires de votre temps* (Calmann-Lévy).
P.-H. SIMON : *Contre la torture* (Seuil).
P.-H. SIMON : *Portrait d'un officier* (Seuil).
A. TALEB : *Lettres de prison* (Sned).
G. TILLION : *les Ennemis complémentaires* (Ed. de Minuit).
G. TILLION : *L'Afrique bascule vers l'avenir* (Ed. de Minuit).
J.-R. TOURNOUX : *l'Histoire secrète — Secrets d'État* (Plon).
P. VIDAL-NAQUET : *l'Affaire Audin* (Ed. de Minuit).
P. VIDAL-NAQUET : *la Raison d'État* (Ed. de Minuit).
J. VERGES, M. ZAVRIAN, M. COURREGÉ : *les Disparus* (La Cité-éditeur).
YACEF SAADI : *Souvenirs de la bataille d'Alger* (Julliard).
Le sous-développement en Algérie (Etudes du Secrétariat Social. Alger).
La cohabitation en Algérie (Etudes du Secrétariat Social. Alger).
La Gangrène (Ed. de Minuit).
Procès de l'attentat du Petit-Clamart (Albin Michel).
Procès d'Edmond Jouhaud (Albin Michel).
Procès de Raoul Salan (Albin Michel).
Revue Simoun n° 32 (Ch. Poncet).
La Nouvelle R.evue Critique n° lui.
L'année politique : 1955-1956-1957 (Presses universitaires de France).
Collections du Monde, L'Echo d'Alger, L'Express, Paris-Match, El-Moudjahid.
Documents des collections Schoen, R. Lacoste, H.-P. Eydoux, M. *Gorlin.*
Documents privés.

MISE EN PAGE ÉLECTRONIQUE [Epub] :



Notes : Première partie

[1] . Homosexuel.
[2] . Voir *les Fils de la Toussaint*
[3] . Habitants de l'Aurès.
[4] . Voir *les Fils de la Toussaint*.
[5] . Singulier *djoundi :* soldat, combattant.
[6] . Voir *les Fils de la Toussaint*.
[7] . Marque d'anisette.
[8] . Hommes acquis au F.L.N., mais restant dans les villages. Ils préparent le ravitaillement. Donnent asile aux maquisards. Transmettent des renseignements. Servent de guetteurs.
[9] . Voir *les Fils de la Toussaint*.
[10] . Cf. pp. 124 à 133.
[11] . Cf. p. 180.
[12] . Groupe mobile de protection rurale.
[13] . Pseudonyme donné par l'auteur.
[14] . Guerre sainte, en arabe.
[15] . Me Dechezelle.
[16] . Messali Hadj.
[17] Note de Camus au bas de la lettre : « Mais cela valait mieux pour l'efficacité selon moi. Et de plus j'ai assez écrit sur le fond lui-même pour que je n'aie pas eu à me répéter. »
[18] Allusion au Théâtre du Travail fondé par Camus en 1935 et qui fut le creuset de leur amitié.
[19] Lettre au *Monde* pour l'affaire Maisonseul ; son ami a été arrêté en mai 1956 par les hommes de Lacoste pour avoir fait partie d'une « organisation subversive » (trêve civile) ainsi que la Fédération des libéraux. Un non-lieu reconnaîtra l'innocence de Jean de Maisonseul le 10 juillet 1957.
[20] Voir le texte en annexe.
[21] Voir *Actuelles III*, Gallimard.

Notes : Deuxième partie

[1] . Pseudonyme donné par l'auteur.
[2] Chiffres cités dans la *Bible*, énorme travail de documentation sur l'Algérie, mis au point par Michel Gorlin assisté de Mme Bachelli et de M. Bourdieu, et destiné aux délégués de l'O.N.U.
[3] Cf. *les Fils de la Toussaint*.
[4] Compagnie A.L.N.
[5] Voir *les Fils de la Toussaint*.
[6] Voir en annexe le texte abrégé de la plate-forme du congrès de la Soummam.
[7] Voir le nom des membres du C.N.R.A. dans la plate-forme reproduite en annexe.
[8] . Magistrat musulman soumis au contrôle direct du juge de paix français.
[9] Voir en annexe l'inventaire des armes récupérées.

Notes : Troisième partie

[1] Cf. Rapport Catroux dans *la République des contradictions*, de Georgette Elgey (Fayard).
[2] Il est bien évident que pendant que se déroulait la « bataille d'Alger », la guerre n'avait cessé ni sur le plan militaire ni sur le terrain diplomatique. Ayant choisi de traiter la « bataille d'Alger » dans sa continuité pour éviter au lecteur une trop grande dispersion, nous évoquerons plus tard le déroulement d'événements qui, s'ils sont moins spectaculaires, n'en ont pas moins une importance essentielle dans le récit que nous avons entrepris.
[3] Cf. *L'Echo d'Alger*, 28 février 1957, p. 3.
[4] Cf. le texte dans *la Raison d'État*, Pierre Vidal-Naquet, Editions de Minuit.
[5] Puisqu'il avait infligé trente jours d'arrêts de forteresse!
[6] Cf. le rapport déjà accablant signé par Me Maurice Garçon, le 12 juin 1957, après une enquête menée uniquement à Alger. P. Vidal-Naquet : *la Raison d'État* (Ed. de Minuit).
[7] Massacre dont nous traiterons plus tard puisqu'il se déroule en Kabylie sur le territoire de la wilaya 3.

[8] Celui-ci, arrêté par les léopards, avait été tué dans la Casbah alors qu'il avait proposé aux parachutistes de leur montrer des caches inconnues. C'était un subterfuge pour tenter de leur échapper. Il avait été abattu lors de sa tentative.

[9] Pour le détail de ces conversations, voir *les Ennemis complémentaires,* de Germaine Tillion (Ed. de Minuit).

Notes : ANNEXE

[1] . Les frères Ben Boulaïd Mostefa et Zighout Youssef sont tombés au champ d'honneur.

Le frère Ben M'Hidi Larbi a été assassiné par la soldatesque colonialiste de Massu.

Les frères Belkacem, Mokrane, Aïssa, Mouloud, Mourad, Saïd, Saddek et Zoubir sont inconnus des services de police.

[2] Les commissaires politiques auront les mêmes grades que les officiers des organismes auxquels ils appartiennent.

[3] Tous ces grades sont provisoires. À la libération du pays, une commission militaire sera chargée d'étudier chaque cas et de pourvoir au reclassement de ces grades dans l'armée nationale.

Le grade de général n'existera pas jusqu'à la libération.

Les nominations, cassations et rétrogradations des officiers sont prononcées par le C.C.E. sur proposition des chefs de wilaya.

Les sous-officiers sont nommés, cassés, ou rétrogradés par le chef de la wilaya.

Les caporaux sont nommés ou cassés par le chef de zone.

Notes : ANNEXE III

[1] La classification de l'Algérie dans la catégorie « départements d'outre-mer » a été consacrée par le législateur dans l'article 4 de la loi du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française. Cette classification a été confirmée par le Conseil d'État dans un avis n° 240528 du 27 mars 1947.

Le principe d'évolution de l'Algérie de la catégorie des départements d'outre-mer dans une des autres catégories prévues par l'article 60 de la Constitution est affirmé avec autant de netteté que de généralité par l'article 75 de la Constitution car cet article 75 faisant partie d'une section III de la Constitution intitulé « Des départements et territoires d'outre-mer » ne peut s'appliquer qu'à eux. Donc l'Algérie, départements d'outre-mer, peut être érigée en « territoire associé » (cas de la Tunisie et du Maroc avant les dernières réformes) ou en « État associé » (cas des États indochinois).